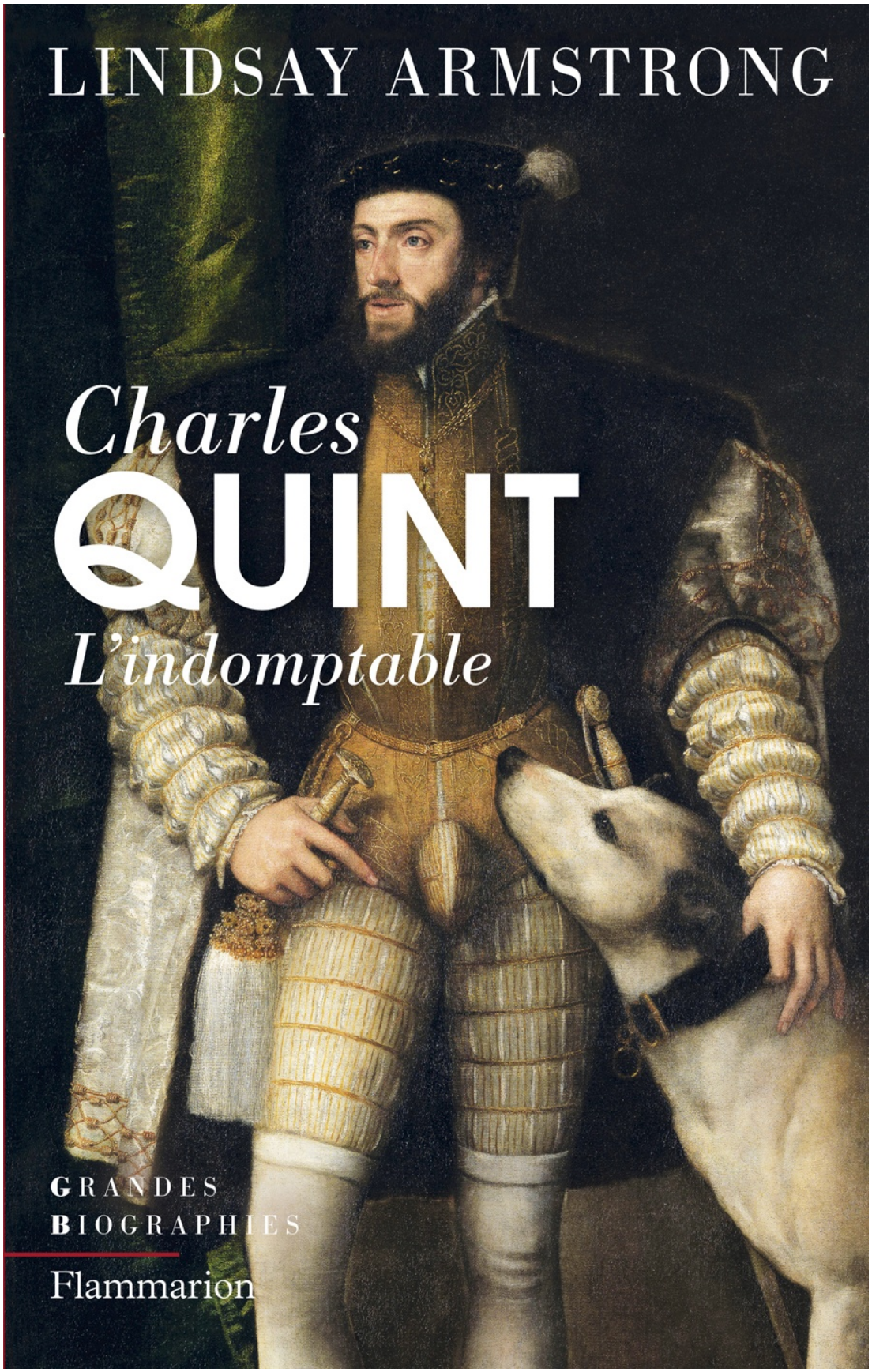
LINDSAY ARMSTRONG

Charles QUINT

L'indomptable

GRANDES BIOGRAPHIES

Flammarion


LINDSAY ARMSTRONG
Charles
QUINT
L'indomptable
GRANDES
BIOGRAPHIES
Flammarion

Lindsay Armstrong

CHARLES QUINT
(1500-1558)

L'indomptable

Flammarion

Lindsay Armstrong

Charles Quint
(1500-1558)

L'indomptable

Flammarion

© Editions Flammarion 2014
Dépôt légal : novembre 2014
ISBN Epub : 9782081352414

ISBN PDF Web : 9782081352421

Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 9782081346529

Ouvrage composé et converti par Meta-systems (59100 Roubaix)

Présentation de l'éditeur

Européen dans l’âme et par le sang, rarement souverain ne l’aura été autant que Charles Quint (1500-1558). Né Habsbourg, héritier de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg réunis, des royaumes d’Espagne, de Naples, de Sardaigne et de Sicile, il est, à vingt ans, élu Empereur du Saint-Empire romain germanique, au grand dam de François Ier, qui en convoitait le titre. Leur rivalité est l’un des axes de cette biographie passionnante. Le roi français aurait-il accepté la main tendue que lui offrit à plusieurs reprises le petit-fils des Rois Catholiques, l’histoire européenne en aurait à coup sûr été changée. Car les défis à relever ne manquent pas en ce siècle de la Renaissance. Les passions religieuses enflamment les Européens, l’intransigeance du moine Luther et l’arrogance des papes achevant de diviser le continent. Le rêve de Charles Quint de réaliser une Europe unie ne résistera pas non plus aux poussées de l’Empire ottoman qui menace à ses frontières. Au fil des pages où l’on croise tour à tour Henri VIII, Mary Tudor, Érasme, Titien mais aussi Magellan, Hernán Cortés, Francisco Pizarro et Barberousse, Lindsay Armstrong dresse un portrait saisissant du premier et dernier Empereur des deux mondes. Curieux et vif, tour à tour drôle et piquant, fin gourmet et amateur d’art, mélancolique aussi, sa personnalité domine celles de ses contemporains et offre un modèle noble du Prince, qui revit ici dans toute sa splendeur.

D’origine italo-écossaise, Français d’adoption, Lindsay Armstrong a mené une carrière de journaliste spécialiste de l’Europe et de son histoire avant d’être le porte-parole de la Communauté européenne à Paris. Charles Quint est sa première biographie.

Charles Quint
(1500-1558)

L'indomptable

« Les Peuples se portent à l'anarchie.
L'Église tombe en ruine par les schismes et les factions.
On tire de çà et de là cette robe de Jésus sans couture. […]
Cependant le Turc s'approche et a le dessus. […]
Et vous me demandez ce que je veux que Dieu fasse ? »

ÉRASME

« Tout ce qui meurt
A eu auparavant une sorte de raison d'être,
Une sorte d'activité qui l'a usé. »

Franz KAFKA

Prologue

L'empereur Charles Quint est à Bologne en ce début de mois de décembre 1532. Au lendemain de sa campagne victorieuse devant Vienne contre le sultan de Constantinople, il est venu renouveler un traité d'alliance défensive avec le pape Clément VII et la grande majorité des principautés et républiques d'Italie. Mais pour l'heure, Charles Quint a une autre idée en tête. Il brûle de se faire à nouveau « portraiturer » par Tiziano Vecellio, dit Le Titien[1] qui lui a été recommandé conjointement deux ans plus tôt par le cardinal Ippolito d'Este et le polémiste Pietro l'Aretino, à l'occasion de son sacre le 25 février 1530 en la basilique de San Petronio. Le peintre vénitien l'avait alors représenté dans une pose martiale convenant parfaitement aux circonstances. Cette fois, Charles Quint voudrait être peint dans la plus grande simplicité, sans le moindre insigne de sa puissance. Le rendez-vous a été pris et les séances de pose prévues. Travaillant à même la toile tout en bavardant sans retenue avec l'illustre empereur, Titien le peint en pied, grandeur nature. L'homme est élégamment habillé, coiffé du béret qu'il affectionne, le corps de face mais le visage légèrement de profil ; il a le regard pensif et portant loin, tout en tenant par son collier un grand chien de chasse – un lévrier – qui lui est tout soumis[2]. « Dans les yeux de l'Empereur, écrit quelques années plus tard leur contemporain Giorgio Vasari, Tiziano fait voir la justice, la clémence, le courage et la fortune. Dans son allure, la grandeur et la grâce. »

Charles Quint, qui d'habitude trouve ses portraits tellement affreux que, dit-il modestement, quiconque le voit pour la première fois en personne est agréablement surpris par son apparence, est à ce point ébahi par le génie du peintre vénitien qu'au moment de quitter Bologne, il lui révèle son désir que « dorénavant aucun autre que lui le portraiture ». Titien ayant accepté la

charge de peintre officiel de sa cour, Charles Quint pour lui prouver toute sa considération le fait anoblir afin qu'il puisse paraître dans toutes les cours d'Europe. Les deux hommes, unis par une amitié complice et entre égaux, se reverront à chacun des voyages de l'empereur en Italie, à moins que ce ne soit Titien qui vienne à lui lors de ses voyages d'Espagne ou d'Allemagne. Ainsi, Charles Quint aura fait la fortune internationale de Titien, et Titien aura immortalisé à maintes reprises celui qui, selon la formule de l'un de ses prestigieux biographes, Salvador de Mandariaga, fut l'unique grand fédérateur que l'Europe ait connu après Charlemagne.

D'où vient Charles Quint ? Son histoire commence, à vrai dire, six ans avant sa naissance, quand le roi de France Charles VIII, proclamant haut et fort les droits sur le royaume de Naples hérités de la défunte maison d'Anjou par sa maison de Valois, traverse les Alpes et, en septembre 1494, fond sur « le jardin de l'empire » à la tête d'une armée de dix-huit mille cavaliers, vingt-deux mille fantassins et cent pièces d'artillerie, dont quarante canons de bronze tirant pour la première fois des boulets non pas de pierre mais de fer et transportés sur des chariots rapides et maniables. Il est sûr de son succès. N'a-t-il pas la plus formidable armée jamais vue en Italie ? Ne s'est-il pas acheté la neutralité du roi Fernando d'Aragon, cousin du roi de Naples, en lui restituant le Roussillon et la Cerdagne ? Et celle de l'empereur Maximilian I, en lui rendant par le traité de Senlis la dot (les comtés de Bourgogne, d'Artois, de Mâcon et d'Auxerre, plus les seigneuries de Salins, Bar-sur-Seine et Noyers) de sa fille Marguerite d'Autriche, qu'il a répudiée pour épouser Anne de Bretagne ? Et, enfin, la bienveillance du roi d'Angleterre Henry VII pour sept cent quarante-cinq mille couronnes d'or anglaises, soit environ cinq cent dix-huit mille écus d'or français ou six cent quinze mille ducats espagnols[3], plus une confortable pension annuelle ?

Émerveillée par tant de panache, l'Italie lui ouvre ses portes. Le seigneur de Milan, Ludovico il Moro, le reçoit en allié. Pise en libérateur. Florence en rédempteur de l'Église. Le pape Valencien Alexandre VI, résigné à lâcher son compatriote le roi de Naples Alfonso II, se réfugie à Orvieto. En quelques semaines, Charles VIII entre dans Naples, désertée par le roi Alfonso II qui abdique en faveur de son fils Ferdinando II. Surnommé affectueusement par les Napolitains « Ferrandino », ce dernier attend son heure dans le château de l'île d'Ischia, bien décidé « à vivre ou mourir en roi ».

Pendant qu'à Naples Charles VIII savoure son triomphe, l'empereur Maximilian et le roi Fernando d'Aragon se liguent contre lui et scellent leur alliance par un double mariage : Philippe le Beau, fils unique de Maximilian et de feue Marie de Bourgogne, prendra pour femme Juana, l'une des filles cadettes des Rois Catholiques, tandis que Juan, le prince héritier de Fernando et d'Isabel, épousera la sœur de Philippe le Beau, Marguerite d'Autriche, répudiée par Charles VIII. Fernando d'Aragon envoie en Sicile un corps expéditionnaire sous les ordres de l'un des hommes de guerre les plus admirés de son temps, « *el Gran Capitàn* » Gonzalo Fernandez de Cordoba[4], vite rejoint à Messine par « Ferrandino ». Au nord de l'Italie, quarante mille mercenaires mobilisés par l'empereur Maximilian, le pape, Venise et Milan, prennent en souricière Charles VIII qui, ayant confié le gouvernement du royaume à Gilbert de Bourbon-Montpensier et laissé quelques garnisons à Naples, dans les Pouilles et en Calabre, manque de se faire prendre et rentre en France bredouille : Ferrandino a repris Naples[5], Ludovico il Moro s'est imposé en maître absolu de Milan, Alexandre VI a retrouvé son trône pontifical ; le roi d'Angleterre lui réclame sa pension annuelle. Plus encore, l'empereur Maximilian et Fernando d'Aragon se sont durablement alliés contre le royaume de France pour contenir ses velléités d'expansion. L'histoire de Charles Quint peut commencer.

1

Le mariage du siècle

L'avènement de Philippe le Beau a lieu en septembre 1495, à Louvain, capitale du Brabant, première étape d'une série de « joyeuses entrées » dans chacune des dix-sept provinces qu'il aura à gouverner. À l'heure dite, il se présente devant la porte principale de la ville sur un destrier caparaçonné d'or. Venues à sa rencontre, les autorités religieuses et civiles lui remettent les clés de la cité. L'apparition de Philippe déchaîne l'enthousiasme. Le peuple reconnaît dans son jeune prince âgé de dix-sept ans un enfant du pays, vaillant comme Hector, magnifique cavalier, dur à la fatigue, rigolard et bambocheur. Et beau comme Adonis. Il plaît aux femmes et les aime en retour. Toutes. On lui sait gré, de surcroît, de parler (chose assez rare dans ce pays déjà très sensible aux questions linguistiques) indifféremment flamand et français et de se laisser conduire en toute chose par des conseillers du cru – les de Croy, les Berghes, les Lalaing, les Busleyden – qui savent combien ces provinces querelleuses entre elles détestent que leurs princes se mêlent des affaires des autres nations. La paix avec les Français et les Anglais, peu d'impôts, du travail pour tous, la sécurité dans les rues, une bonne justice, voilà tout ce que Brabançons et Flamands demandent. Sous les acclamations de la foule, l'évêque de Louvain conduit le cortège à l'église Saint-Pierre. Après le *Te Deum*, Philippe jure, la main gauche sur le cœur, la main droite sur la Bible, qu'il défendra, fidèlement et jusqu'à son dernier soupir, les droits, privilèges, statuts et libertés de l'Église romaine. Aussitôt, dans un joyeux tintamarre, les cloches de Saint-Pierre annoncent aux Brabançons que le jeune prince a juré fidélité à l'Église. C'est au tour du chancelier du Brabant de conduire le cortège jusqu'à la

Grande Place. Du haut d'une estrade adossée à l'Hôtel de Ville, l'empereur Maximilian, entouré de la plus haute noblesse, des magistrats du Brabant et des ambassadeurs étrangers, écoute son fils promettre aux Brabançons paix et prospérité. S'exprimant dans un flamand parfait, il s'engage à respecter les chartes signées par ses prédécesseurs. Mais pas celles que sa pauvre mère Marie a dû signer sous la contrainte des Gantois : Philippe ne rétablira que les privilèges qui s'avéreraient « réellement profitables au pays et lui seraient demandés d'un commun accord par la noblesse, le clergé et les communs ». Personne ne proteste. Les mauvais souvenirs du passé sont enterrés. C'est la fête.

Même si son fils jouit d'un état de grâce, Maximilian, regagnant Innsbruck pour surveiller de plus près les suites de la guerre en Italie, ne peut pas ne pas être inquiet pour l'avenir. Parmi les quatorze membres nommés au conseil ducal, il y a seulement deux Allemands. Les autres sont du cru ou de Bourgogne. Pis, Philippe de Clèves, l'ancien félon pardonné par Maximilian, y a même retrouvé sa place. Les priorités politiques du nouveau gouvernement ne sont pas non plus toujours les siennes : réorganiser le domaine ducal, réduire le train de vie de la maison du prince, rembourser les dettes, baisser les impôts, se préoccuper de la vie quotidienne, d'accord, mais vivre à n'importe quel prix en paix avec les Valois et les Tudor[1], cela, il ne peut l'accepter de son fils. Descendu peu après en Toscane dans le but de contraindre le pape à le couronner empereur à Rome, Maximilian enrage en apprenant que Philippe s'est déplacé à Arras, pour rendre hommage pour l'Artois et la Flandre au roi de France, et qu'il a signé avec le roi d'Angleterre Henry VII un nouveau traité de commerce. À Bruxelles, son représentant, Albrecht de Saxe, accuse l'entourage de Philippe de saper sciemment les bons rapports entre le père et le fils. Revenu à Innsbruck après son échec devant Livourne, Maximilian y convoque Philippe pour une franche explication. Au printemps 1496, contre l'avis de ses conseillers, Philippe le Beau se met en route, accompagné par Albrecht de Saxe et par François Busleyden, un ami d'Érasme et de Thomas More fameux pour avoir fondé à Louvain le Collège des Trois Langues, latin, grec et hébreu. Philippe séjourne à Innsbruck jusqu'à l'automne.

D'une fête à l'autre, entre des rencontres avec quelques grands électeurs venus le saluer et une chasse au sanglier ou une battue au chamois dans les montagnes tyroliennes, entre une visite aux banquiers d'Augsbourg, une autre aux mines d'argent de Schwatz et une troisième aux ateliers d'armes

de Nuremberg, Maximilian, après une vive explication avec François Busleyden qu'il accuse de mauvaises influences sur son fils, fait la leçon à Philippe. Cabotin, il lui raconte son mariage avec sa chère Marie de Bourgogne, les difficultés qu'il a eues avec « l'infâme » Louis XI, la triste mort de son épouse et tout le mal qu'il s'est donné pour sauver les biens de la maison de Bourgogne, au détriment de ses propres intérêts en Autriche : « J'y ai usé, perdu et consommé la fleur et vertu de mon jeune âge et je n'entends point qu'une division quelconque puisse exister entre nous. »

Ayant vertement reproché à Philippe son ingratitude, l'empereur en vient à son mariage avec l'infante Juana. Une véritable leçon de géopolitique : en vingt ans, les Rois Catholiques, Fernando et Isabel, ont fait d'une terre divisée en plusieurs royaumes et encore partiellement occupée par les Infidèles, la nouvelle puissance montante en Europe. L'alliance avec eux s'impose pour serrer le trop puissant royaume de France dans un étau tel que toute nouvelle aventure hors de ses frontières lui paraisse trop risquée. Il faut donc que Philippe épouse leur troisième fille, Juana, qui en plus d'être fraîche, jolie et cultivée, danse et chante à merveille. Lardé de reproches, l'archiduc Philippe n'a qu'une envie : s'échapper. L'automne est là et il serait temps de rentrer aux Pays d'Embas. Mais l'empereur le retient. Il veut qu'il apprenne son métier de futur roi des Romains et qu'il assiste, à Mayence, à sa première diète d'empire.

Entre-temps, en Castille, l'heure est aux départs. Pendant l'été, les Rois Catholiques ont réquisitionné à grands frais une flotte composée de deux grandes caraques génoises, douze nefs de taille moyenne et quatre caravelles, enrôlé mille marins et deux mille hommes de guerre pour conduire l'infante Juana, âgée de seize ans, en Flandre. Confiée à l'amiral don Fradrique Enriquez de Cabrera y Velasco, la même flotte ramènera Marguerite d'Autriche pour ses noces avec l'héritier des trônes de Castille et d'Aragon, l'infant Juan. Le 20 août 1496, la reine Isabel, l'infant Juan, les infantes Maria, Catalina et Juana rejoignent le port de Laredo. Au terme de deux semaines passées ensemble au palais du connétable de Castille, ils partagent une dernière soirée avant que Juana ne dise définitivement adieu à son enfance. L'excitation du départ pour son premier très long voyage, la feinte allégresse qui masque son inquiétude et sa tristesse, la séparation qu'elle craint définitive, la hantise que n'arrive un malheur, la nostalgie du temps qu'on a laissé bêtement s'envoler, l'envie de couper court et de passer à la suite, tous ces sentiments tourbillonnent dans la tête de Juana. La flotte

quitte Laredo le lendemain et met cap au nord, se tenant prudemment à l'écart des côtes de France. Après dix jours de navigation, une tempête à l'entrée de la Manche la force à se réfugier à Portland, sur la côte sud de l'Angleterre, non sans pertes : heurtant une nef, une caraque l'a envoyée par le fond. La flotte repart de Portland le 2 septembre. Comme il faut dépasser des bancs de sable mouvants et dangereux, la princesse Juana s'embarque sur un navire léger. Bien lui en prend puisque sa caraque s'ensable. Il faut six jours pour atteindre, sur la rive droite de l'embouchure de l'Escaut, l'île de Walcheren. Déception. Personne n'est là pour l'accueillir. Prétextant un refroidissement, la princesse de Castille reste alitée une semaine dans le palais des ducs de Bourgogne à Middlebourg, principale ville de l'île, fort bien défendue, très commerçante et entrepôt des vins importés d'Espagne, du Portugal et de France par les Pays d'Embas. Des messagers se lancent sur les routes avertir Philippe que sa princesse castillane est arrivée.

Le 19 septembre, vêtue de drap d'or et belle comme une madone, Juana entre dans Anvers. Elle y est accueillie par sa future belle-sœur, Marguerite d'Autriche. Elles ont le même âge, mais il ne pourrait y avoir entre deux femmes plus grand contraste. Petite taille, silhouette élancée, cheveux d'ébène aux reflets bleus tirés à plat derrière la nuque, yeux de ténèbres dans un ovale olivâtre, nez fin et droit, bouche charnue à la moue orgueilleuse, Juana. Rondelette, blonde, au teint blanc et au nez un peu fort, yeux gris étincelants d'intelligence et d'ironie, sourire irrésistible, Marguerite. On installe Juana au palais Bertout-Mechelen, à Lierre. Enfin libre, l'archiduc s'élance à bride abattue vers ses Pays d'Embas. Chemin faisant, il se demande comment il pourra concilier les promesses faites à son père avec les attentes de ses sujets. Mais pour l'heure l'urgence est autre : aller à la rencontre de la jolie princesse qui lui vient d'Espagne. Il arrive à Lierre le 19 octobre. Dès le premier regard, le prince et la princesse se plaisent à en mourir. Mariés à la hâte dans leur future chambre par l'évêque de Jaén, ils disparaissent trois jours. Les Flamands rient, les Espagnols font grise mine. Lorsqu'ils réapparaissent défaits de fatigue, cette ardente jeunesse reçoit publiquement le sacrement du mariage.

À la fin de l'hiver, fort rude, la même flotte qui a conduit Juana à Arnemuiden, escorte Marguerite d'Autriche en Espagne. Marguerite aussi essuie une tempête qui l'oblige à se réfugier à Hampton Court. Elle y fait la connaissance d'Henry VII qui, comme on le verra, devenu veuf, se souviendra d'elle. Ayant repris la mer, elle débarque le 8 mars 1497 à

Santander, est accueillie par le roi Fernando d'Aragon qui l'escorte jusqu'à Burgos où l'attend la reine Isabel de Castille. Son mariage avec don Juan est célébré début avril dans la cathédrale. Mêlé à la foule se trouve le grand amiral des Amériques, Cristoforo Colombo – notre Christophe Colomb –, de retour de sa deuxième expédition au Nouveau Monde. Le prince Juan et Marguerite passent eux aussi beaucoup de temps dans leur lit nuptial. Trop, semble-t-il. Six mois plus tard, le prince des Asturies, fils unique des Rois Catholiques, meurt d'épuisement, à Salamanque. Il n'a pas vingt ans. La jeune veuve accouchera d'une fillette mort-née, le seul enfant qu'elle aura de toute sa vie. De l'autre côté de la mer, les rapports entre Juana et Philippe n'en sont pas moins fougueux. Philippe est fait d'une autre étoffe que le frêle don Juan et Juana n'est pas moins vaillante. En dix ans, leur union donnera lieu à six naissances, sans fausses couches ni enfants morts en bas âge : deux garçons et quatre filles qui, parvenus à l'âge adulte, seront, les uns, rois multicouronnés et empereurs et, les autres, reines de France, du Danemark, de Hongrie et du Portugal. Un palmarès jamais égalé. L'Europe à eux seuls.

Le roi de France Charles VIII n'a pas la même chance. Sorti de table vers midi un samedi d'avril 1498, à Amboise, il s'en va assister à une partie de paume dans les fossés du château. Pour gagner du temps, il emprunte un couloir étroit, sombre et nauséabond, que d'ordinaire les courtisans utilisent pour soulager leur vessie, heurte violemment son front contre le linteau d'une porte et s'écroule, inanimé. À onze heures du soir, le dernier des Valois disparaît d'une mort peu glorieuse, au bout de six ans d'un règne bâclé et sans laisser de descendance : Charles-Orland de France, le seul enfant vivant qu'Anne de Bretagne a su lui donner, est décédé d'une rougeole à l'âge de quatre ans. Le successeur de Charles VIII est son cousin Louis d'Orléans, fils aîné de ce Charles d'Orléans qui, plus poète que soldat (« Le temps a laissé son manteau de vent, de froidure et de pluie, et il s'est vêtu de broderie de soleil rayant, clair et beau… »), avait été capturé par les Anglais à la bataille d'Azincourt et, abandonné des siens, avait passé vingt-cinq ans prisonnier en Angleterre, jusqu'à ce que le duc de Bourgogne Philippe le Bon, payât la rançon et lui donnât en mariage l'une de ses nièces, Marie de Clèves, âgée de quinze ans. Leur union était restée vingt ans sans fruit, puis, miracle de la providence ou infidélité conjugale, Marie avait mis au monde une flopée d'enfants. La générosité de Philippe le Bon avait eu ses raisons : une nuit de novembre de 1407, son père Jean de

Bourgogne, dit « Sans Peur », avait fait assassiner à coups de hache, rue Barbette, à Paris, le père de Charles, avant d'être tué lui-même douze ans plus tard sur le pont de Montereau-sur-Yonne par Tanguy du Châtel, le plus proche compagnon du futur Charles VII.

Pour l'empereur Maximilian, l'avènement de Louis XII est annonciateur de tempêtes : par sa grand-mère Valentina Visconti, le nouveau roi s'estime en effet héritier légitime, non seulement du royaume de Naples, mais aussi du duché de Milan, et s'il n'est pas déjà entré dans Milan lors de la descente en Italie en 1494, c'est uniquement parce que son cousin le roi Charles VIII n'avait nullement intérêt à accroître sa puissance. L'empereur Maximilian prend les devants en octroyant par lettre patente le titre de duc à Ludovico il Moro et en épousant sa nièce, Bianca Sforza, embellie par une dot de quatre cent mille ducats. L'archiduc Philippe prend ses distances et signe avec le roi de France un traité par lequel il renonce à ses droits héréditaires sur la Bourgogne et s'engage à ne pas réclamer à Charles d'Egmont, grand ami de la France, le pays de Gueldre, que pourtant les ducs de Bourgogne avaient annexé aux Pays d'Embas après les avoir achetés en toute légalité à ses ancêtres. C'en est trop ! Maximilian le désavoue en envoyant ce qu'il peut rassembler de lansquenets attaquer les garnisons françaises dans le duché de Bourgogne et en expédiant le fidèle Albrecht de Saxe mener la guerre à Charles d'Egmont. Loin de s'en émouvoir, Philippe autorise à transiter par ses terres les renforts envoyés en Gueldre par le roi de France. Faute d'argent, les offensives de Maximilian font long feu. Fin novembre 1498, Juana met au monde son premier enfant, une fille à laquelle Philippe donne le nom d'Éléonore. Indifférent à cet hommage à sa mère portugaise, Eleanor, l'empereur Maximilian n'assiste pas à son baptême. Mieux, il adresse une longue lettre aux États généraux des Pays d'Embas leur demandant de désobéir à Philippe et de l'assister dans sa lutte contre les Français.

Pendant que Maximilian enrage, Louis XII s'attelle d'urgence à obtenir du pape Borja l'annulation de son mariage avec cette pauvre Jeanne de France. Cette « *imperfecta, corpore viciata et maleficiata, non apta viro* » (« Imparfaite, viciée et mal faite de corps, inapte à un commerce avec l'homme ») que lui avait imposée l'ineffablement retors Louis XI lorsqu'il n'avait que onze ans. Ceci afin de garder le duché de Bretagne. Louis doit en effet absolument épouser Anne, la veuve de Charles VIII, quoiqu'elle ne soit pas « femme commode où on puisse prendre grand plaisir ». En vertu

d'une disposition de son ancien contrat de mariage, Anne ne peut épouser que le successeur de son défunt mari. Pressenti, le pape Alexandre VI flaire la très bonne affaire[2] et manifeste son accord de principe. Mais, puisque Jeanne de France s'oppose de toute son énergie à l'annulation de son mariage, une cour ecclésiastique spéciale aura à « juger » de sa validité. Le procès s'ouvre à Tours à la mi-août 1499 et s'étire sur quatre mois. Pour le délice de toutes les chaumières et tavernes du royaume, Jeanne de France, toute « *imperfecta et corpore viciata* » qu'elle soit, interdit à quiconque de la considérer autrement que comme une femme, y compris dans son lit matrimonial. Par la bouche du seul avocat qui a accepté d'assumer sa défense, elle fait savoir que, « oui », le roi, lors de ses visites, rares il est vrai, passait ses nuits auprès d'elle. Nous étions, jure-t-elle devant Dieu, « seul à seule, nus tous les deux, afin de rendre le devoir conjugal par union charnelle, avec rires, baisers et étreintes ». Invitée à se soumettre à un examen intime par des sages-femmes. Jeanne fulmine : « Je suis Reine. » C'est l'impasse. Seule issue : que le roi s'explique en personne. Et Louis XII de donner sa parole qu'il a dû consentir à ce mariage « pour crainte de danger de nostre personne » et que « jamais ne fus avec elle comme avecques sa femme, ni ne m'efforçai icelle coignoistre par affection maritale et couchai avecques elle nu à nu ». Parole de roi vaut mieux que parole de reine. Le tribunal annule le mariage. Procès pipé. Raison d'État. Le 8 janvier 1500, Louis épouse Anne de Bretagne. À Jeanne de France, qu'il a supportée pendant vingt-cinq ans, il donne en titre et en propriété, pour le restant de ses jours, le duché de Berry. La malheureuse se retire et lui pardonne. S'adonnant à la prière et aux plus cruelles pénitences, elle mourra peu après comme une sainte. En attendant le dénouement de ses difficultés matrimoniales, Louis XII a préparé soigneusement sa première campagne d'Italie. Moyennant une pension perpétuelle de vingt mille livres tournois (environ sept mille ducats), il a signé avec les cantons suisses un traité lui garantissant de pouvoir lever autant d'hommes qu'il voudra, à condition d'y mettre chaque fois le prix. De surcroît, les Suisses décréteront hors la loi tout Suisse qui se battrait contre le royaume de France. Contraint à leur déclarer la guerre, Maximilian y a laissé des plumes : ce n'est qu'en leur accordant l'indépendance de l'empire qu'ils ne sont pas venus le chercher jusqu'au fin fond de son Tyrol. Enfin Louis XII, moyennant une pension annuelle du même montant au duc Philibert II de Savoie[3], a obtenu libre passage par ses terres qui s'étendent des deux côtés des Alpes. Tout est en

place. Aux premiers jours d'août 1499, Maximilian assiste depuis Innsbruck à l'entrée des cavaliers, fantassins, sapeurs et artilleurs de Louis XII dans le comté d'Asti. Les troupes du roi de France se dirigent ensuite vers Milan. Chemin faisant, les garnisons des châteaux forts de Ludovico il Moro se rendent, l'une après l'autre, sans opposer de résistance. Redoutant que leurs sujets ne les livrent aux Français, Ludovico et son frère le cardinal Ascanio se réfugient à Innsbruck, auprès de l'empereur Maximilian et de leur nièce, l'impératrice Bianca. Ainsi, sans tirer un seul coup de canon, Louis XII entre dans Milan le 6 octobre 1499, accompagné d'éminents Italiens (le Milanais Giovanni Giacomo Trivulzio, l'Hispano-romain Cesare Borgia, Francesco II Gonzaga, marquis de Mantoue, le cardinal ligure Giuliano della Rovere), de plusieurs grands de France (le cardinal d'Amboise, le général Louis de la Trémoille, son neveu chéri Gaston de Foix, fils de sa sœur Marie d'Orléans et du vicomte de Narbonne, Louis de Ligny, Philibert II de Savoie), des Pays d'Embas (Philippe de Clèves et Guillaume de Croy). Heureux d'avoir échappé au pillage, les Milanais remercient Louis par des grandes fêtes dont ils confient la mise en scène à un artiste ingénieur touche-à-tout, Leonardo da Vinci. Logé au Palazzo Sforza, Louis savoure son succès, lorsqu'il apprend qu'Anne de Bretagne a mis au monde une fille au château de Romorantin. Suivi par une partie de son armée, Louis revient sans tarder en France découvrir et baptiser la petite Claude, laissant à Ludovico il Moro et à l'empereur le temps de préparer leur revanche.

Début février 1500, Ludovico il Moro, avec huit mille mercenaires lombards, albanais, francs-comtois et suisses, reprend Milan, prudemment évacuée la veille par les Français qui vont attendre dans la ville voisine de Mortara que le roi leur envoie des renforts. L'attente ne sera pas longue. Fin mars, Louis de la Trémoille revient en Lombardie avec une armée de Suisses. Ludovico et son frère le cardinal Ascanio vont à sa rencontre dans les plaines de Novare. Soudoyés par les Français et assurés de l'immunité, leurs mercenaires refusent de se battre. Alors, déguisés en simples soldats, « cheveux troussez soulz une coiffe, une gorgerette autour du coul, un pourpoint de satin cramoisi et une chausses d'escarlate, la hallebarde au poing », Ludovico et Ascanio sont dénoncés, appréhendés et expédiés à la forteresse de Pierre-Encize, à Lyon. Ils ne se reverront plus. Ludovico sera emprisonné dans le donjon du château royal de Loches, sur l'Indre, où il mourra huit années plus tard, les demandes de libération réitérées chaque

année par l'empereur Maximilian restant sans réponse. Plus chanceux, le cardinal Ascanio pourra, grâce à l'insistance des prélats français, regagner Rome, à condition d'y mener une vie retirée. Quant aux enfants du duc, Massimiliano et Francesco, ils grandiront à la cour d'Innsbruck. Mais pour l'heure, le désastre de Ludovico il Moro est partagé par l'empereur Maximilian qui perd quasiment toute influence en Italie.

2

Naissance à Gand

Comme souvent, il y a fête cette nuit du 24 février 1500 dans la grande salle de la Hof ter Walle, à Gand. Grosse de neuf mois et confinée dans sa chambre tendue de vert et embaumée par des grands cierges odorants, Juana est d'humeur sombre. Elle déteste toutes ces femmes à la gorge laiteuse qui, sans exception, elle en est sûre, ont déjà ou vont bientôt coucher avec l'archiduc. Et elle trouve tout aussi insupportables ces jeunes courtisans qui s'esclaffent comme des imbéciles au moindre mot de leur maître et osent la traiter – elle, la fille des plus grands rois que l'Europe ait connus depuis longtemps, Isabel de Castille et Fernando d'Aragon – avec le même manque de respect et de considération que son mari l'archiduc affecte publiquement à son égard. À trois heures du matin, Juana accouche. La sage-femme lui annonce d'une voix triomphante que l'enfant est un garçon et qu'il tient une « pendilloche comme jamais on n'en avait mise au four » ! Puis en égrenant à une cadence infernale les noms de tous les saints, elle enchaîne d'une main experte les gestes de son métier. Coupe le cordon ombilical, le lie d'un fil de laine, et rentre la petite boule dans le ventre. Nettoie le nouveau-né avec une pommade faite de roses pilées, d'un fond de miel et d'une pincée de sel. Sonde du petit doigt le conduit de son fondement. Vérifie la fermeté de son palais. Teste ses réflexes de marche en tenant le petit corps nu suspendu dans le vide. « Pour concevoir ce beau petit garçon, vous avez sans doute suivi mes conseils », poursuit-elle en interrogeant l'archiduchesse du regard. « Vin chaud aux clous de girofle, cannelle et testicules de lièvre en poudre pour l'archiduc ? Bouillon de chardons et poireaux pour vous ? » Constatant que son bavardage irrite l'archiduchesse,

elle reprend son travail en silence : enveloppe le petit corps dans un linge de lin, entrecroise dessus un drap de laine, l'emmaillote des épaules aux chevilles avec des bandelettes très serrées.

Vers cinq heures, tout est enfin en place pour ouvrir les portes à Philippe et à sa cour. C'est la Saint Mathieu et mardi, jour du dieu de la guerre. Prenant le nouveau-né dans ses bras, l'archiduc remercie le Père Éternel pour la grâce qu'il lui a consenti en lui donnant son premier garçon, fait mille sincères effusions à l'archiduchesse en posant au creux de sa main une grosse perle en forme de goutte, nomme son héritier duc du Luxembourg, décrète que Gand sera en fête deux semaines durant et, un grand hanap de vin vermeil à la main, retourne à sa fête.

Aussitôt, la cloche du grand beffroi sonne à toute volée. Des centaines d'hommes et de femmes surgissent qui des maisons bourgeoises en pierre, qui de maisonnettes ouvrières en paille et argile, et pressent le pas vers la Hof ter Walle. Dans la cour carrée, mille flambeaux se reflètent sur les tonneaux de bière, le cuivre des trompettes, les aciers de la garde. Excités par l'odeur acre de ce peuple buvant chope sur chope à la gloire de l'archiduc, les lions et les panthères de la ménagerie ducale arpentent nerveusement leurs cages. Indifférent aux clameurs de la foule, le nouveau-né, emmailloté comme une momie de pharaon, repose dans le berceau peint aux armoiries des Habsbourg et des Bourgogne et au double M. de Maximilian et Marie, que les artisans gantois avaient jadis sculpté pour la naissance de Philippe. Choisie parmi mille pour la tendresse de ses mamelons et la qualité de son lait – un lait douceâtre juste comme il faut et collant à l'ongle comme Dieu le mande, et des mamelles généreuses mais pas au point de l'empêcher de respirer – la nourrice veille sur lui. Elle a pour consigne de ne jamais le laisser seul et de tenir son sein prêt à toute heure du jour et de la nuit. Le neuvième jour de mars, en fin d'après midi, il est baptisé par l'évêque de Tournai, Pierre Quicke, à la collégiale de Saint-Jean frémissante jusqu'à la voûte de torches et de cantiques. Il s'appellera Charles, comme son arrière-grand-père maternel, surnommé le Téméraire et mort vingt-trois ans plus tôt dans les neiges de Nancy. La veuve du Téméraire, Margaret d'York, et Marguerite d'Autriche (tout juste rentrée d'Espagne) sont ses marraines ; Charles de Croy, seigneur de Chimay, et Jean de Berghes, premier gentilhomme de l'archiduc et gouverneur de Namur, ses parrains. Toutes les grandes familles des dix-sept provinces sont là : les Wassenaer de Hollande, les Borsele de Zélande, les Lalaing du

Brabant, les Gruthuis de Bruges. Et aussi les grandes familles allemandes proches de l'empereur Maximilian : Nassau, Horn, Bade, Saxe. La fête terminée, les tapisseries disparaissent des fenêtres de la ville. Acteurs, ménestrels, funambules, mimes, prestidigitateurs, conteurs de bonne aventure, voleurs, mendiants, vagabonds, prostituées, repartent pour d'autres lieux. Poules, cochons, chiens, chats et enfants reprennent possession des rues. Et chaque Gantois retourne à ses occupations habituelles, le long des quais de la Lys et de l'Escaut ou dans les champs de lin et de houblon de la campagne environnante. Collé au sein de sa nourrice, le petit Charles, duc du Luxembourg, futur seigneur des Pays d'Embas et futur archiduc d'Autriche, ignore que de nouvelles couronnes royales se mettent à scintiller au-dessus de son berceau. Après la disparition de leur fils unique, le prince Juan en l'an 1497 et l'année d'après de leur fille aînée, doña Isabel, épouse du roi Manoël Ier du Portugal, les Rois Catholiques pleurent en juillet 1500 la disparition à deux ans du petit dom Manoël, le seul enfant issu de ce mariage et sur lequel reposait leur rêve de réunir sous une seule couronne la Castille, l'Aragon et le Portugal. Depuis, Isabel la Catholique n'a plus de goût à la vie et n'a qu'une hâte : que sa fille Juana, désormais première en ligne de succession[1], vienne prêter serment avec son conjoint devant le parlement et amène avec elle son fils Charles afin qu'il soit élevé en Espagne. La troisième grossesse de Juana apporte à l'archiduc Philippe une excellente excuse pour retarder d'au moins un an le voyage. Isabelle demande alors qu'on lui envoie sans attendre le petit Charles. Philippe n'y pense pas une seconde. En cette fin d'année sainte, Fernando d'Aragon a d'autres soucis à se faire. Avec la conquête de Milan, Louis XII dispose d'une formidable tête de pont pour s'emparer du royaume de Naples et compte en Cesare Borgia un allié pressé de le servir pour se tailler en échange une grande principauté en Italie centrale. Pour parer au plus pressé, Fernando d'Aragon dépêche en son royaume de Sicile Gonzalo de Cordoba, avec une trentaine de navires, huit mille fantassins et mille cavaliers, avec ordre de passer sur l'autre rive du détroit de Messine au moindre signe de belligérance de la part de Louis XII. Prudent, Louis XII propose à Fernando d'Aragon de se partager le royaume de Naples à l'amiable. Pas moins prudent, ce dernier accepte. Des négociations secrètes se nouent en novembre à Grenade et aboutissent à un compromis : Louis XII prendra Naples, Gaète, la Campanie, les Abruzzes, la province de Campobasso, plus les titres de roi de Naples et de Jérusalem. Fernando d'Aragon, déjà roi de

Sicile et de Sardaigne, annexera les Pouilles et la Calabre. Un « gros détail » est laissé en blanc : à qui reviendront les terres entre les Pouilles et la Calabre ? S'agit-il d'une simple erreur ou d'un oubli volontaire, de part et d'autre, pour reprendre la guerre ? Nul ne le sait, mais trois ans plus tard, Fernando d'Aragon saisira ce prétexte pour faire sien tout le royaume de Naples.

3

Fiancé à Claude de France

L'apparente bonne entente entre les rois de France et d'Aragon pour se partager à l'amiable le royaume de Naples inspire à l'archiduc Philippe le projet d'une grande alliance dynastique austro-franco-burgondo-castillano-aragonaise en mariant son petit Charles, qui commence à peine à marcher, à la fille d'Anne de Bretagne et de Louis XII, Claude de France, de trois mois son aînée. Un projet à long terme mais très prometteur pour la paix entre les Valois et les Habsbourg et plus généralement en Europe, pour peu que les Rois Catholiques y adhèrent. Pour le pousser, Philippe dispose, à la cour de France, d'une alliée de choix, la reine Anne de Bretagne elle-même. Adolescente, elle avait rêvé de devenir impératrice en épousant Maximilian d'Autriche, mais Charles VIII l'en avait empêchée par la force. Alors, doit-elle se dire, « ma fille Claude, en épousant le petit-fils de l'empereur, a de fortes chances de le devenir à ma place ! » Et quand Anne de Bretagne veut quelque chose, elle sait s'y prendre. Elle se met dans de telles colères que le roi finit par la contenter plutôt que d'endurer ses algarades. Cette fois, elle n'a même pas besoin de tempêter. Le roi trouve son idée excellente. Il se dit même surpris de ne pas y avoir pensé lui-même. L'empereur Maximilian, une fois n'est pas coutume, soutient l'initiative de son fils. Ses récents échecs en pays de Gueldre, en Bourgogne et en Suisse, l'ont convaincu d'avaler le coup de force de Louis XII à Milan, afin, explique-t-il, de « mener à bonne fin plusieurs grandes matières concernant le bien, l'honneur et le profit de toute la Chrétienté ».

Ayant renforcé ses garnisons en Bourgogne pour parer un toujours possible coup bas de l'empereur, Louis XII envoie début juin 1501

l'Écossais Béraud Stuart d'Aubigny[1] et Louis d'Armagnac, duc de Nemours, prendre possession du royaume de Naples, comme convenu avec Fernando d'Aragon, avec neuf cents cavaliers et sept mille fantassins. Chemin faisant, son allié Cesare Borgia s'offre une belle troupe avec les dons des pèlerins venus à Rome pour le jubilé de l'an 1500 et s'empare d'une série de petits fiefs de Romagne. Incapable de faire face, le roi de Naples Ferrandino abandonne toute idée de résistance et, plus confiant dans la « loyauté et humanité » de Louis XII qu'en son perfide cousin Fernando d'Aragon, accepte de s'exiler en France, dans le comté du Maine, assuré d'une bonne pension annuelle. Pendant que Béraud Stuart d'Aubigny installe des garnisons à Gaète, en Campanie et dans les Abruzzes, et que Louis d'Armagnac, duc de Nemours, prend à Naples ses fonctions de vice-roi, « *el Gran Capitàn* » Gonzalvo Fernandez de Cordoba occupe la Calabre et les Pouilles, au nom de son roi. Satisfait des bonnes nouvelles venant d'Italie, Louis XII fait savoir à Philippe de Bourgogne que le moment est venu de discuter plus à fond des fiançailles de Claude de France et du petit Charles. Beau joueur, il ne cache pas avoir encore quelque espoir qu'Anne de Bretagne lui donne un héritier, auquel cas, ajoute-t-il, il serait convenable d'envisager dès maintenant un autre gage d'amitié perpétuelle entre les deux maisons : par exemple, le mariage de l'hypothétique dauphin avec l'une des filles de l'archiduc. Encouragé au-delà de ses plus folles espérances, Philippe dépêche Guillaume de Croy à Lyon afin de conclure un traité. Louis XII se montre très généreux pour l'avenir lointain (le jour venu, Claude apportera en dot à Charles rien moins que le royaume de Naples, les duchés de Bretagne, de Bourgogne et de Milan, et le comté d'Asti) et exigeant dans l'immédiat : il attend de l'empereur Maximilian l'investiture à court terme du duché de Milan et propose de le payer avec l'argent que Philippe doit lui verser en gage des fiançailles.

Entre-temps, à la mi-juin 1501, Juana a mis au monde, au palais Coudenberg de Bruxelles, son troisième enfant, Isabelle. Plus rien ne s'oppose à ce qu'en tant qu'héritière présumée des royaumes de Castille et d'Aragon, elle se rende avec son mari l'archiduc prêter serment devant les Cortes (parlement). Les Rois Catholiques insistent pour qu'ils viennent par la mer : même si l'heure est à la diplomatie, traverser la France relève à leurs yeux de la plus sotte imprudence. De plus, il leur déplaît au plus haut point que leur fille et leur gendre se trouvent dans l'obligation de rendre hommage au roi Louis, dont Philippe demeure le vassal pour les Flandres et

l'Artois. Enfin et surtout, ils sont très hostiles aux fiançailles de Charles avec Claude de France. Leur fille a ordre de ne rien signer. Impatient de fêter l'alliance entre la maison de Valois-Orléans et la maison de Bourgogne, Philippe passe outre. Fin octobre, les archiducs quittent Bruxelles, avec leurs hérauts, fanfares de rue, gardes à pied et à cheval, gentilshommes, dames de compagnie, conseillers, fonctionnaires, cuisiniers, sommeliers, palefreniers, artisans, serviteurs, chanteurs et musiciens de leur Grande Chapelle et de leur Chapelle Privée, soit environ six cents personnes et un interminable train de chariots chargés de lits, tapisseries, instruments de musique, vaisselle et provision en tout genre. Ils font un bref détour par Malines, tranquille seigneurie où réside Margaret d'York, troisième femme de feu Charles le Téméraire, afin de lui confier leurs trois enfants. Puis, après les derniers baisers, ils prennent la direction d'Arras.

Les nouvelles du voyage des archiducs arrivent de temps en temps aux enfants à Malines. « Un détachement de splendides lanciers est allé à leur rencontre sur la route de Senlis »… « À Paris, les gens se piétinaient pour les admirer »… « Le roi Louis XII a accueilli, le 7 décembre, votre père comme le premier pair de France dans son château de Blois »… « Charles va avoir une très, très jolie fiancée. Elle s'appelle Claude. Elle est la fille du roi[2] »… « Pour le départ des archiducs, le roi Louis XII et la reine Anne de Bretagne ont donné une très grande fête. Votre mère était habillée à l'espagnole et était la plus belle de toutes les dames »… « Les archiducs se reposent au château de Bayonne. Il pleut et il fait un froid de canard »… « À Saint-Jean-de-Luz, on a dû charger toutes les malles à dos d'âne et renvoyer en Flandres les chariots »… « Les archiducs sont arrivés fin janvier au château de Fontarabie, qui domine l'estuaire de la Bidassoa. Le connétable de Castille et d'autres Grands d'Espagne sont venus leur rendre hommage »… « Les archiducs sont à Burgos. Une cité magnifique qui, il y a encore dix ans, était la capitale du royaume de Castille et de Léon mais, depuis la conquête de Grenade, les Rois Catholiques ont transféré les grandes administrations de l'État à Valladolid »… « En route pour Tolède, ils sont passés par Tordesillas. C'est la ville où les rois d'Espagne et du Portugal se sont partagés, en 1493 et sous le patronage du pape Alexandre VI, les nouvelles terres découvertes par Vasco de Gama et Christophe Colomb »… « À la foire de Medina del Campo, ils ont rencontré des commerçants et des banquiers de toute l'Europe et même des Flamands »… «Votre père est au lit avec la rougeole, à quelques lieues de

Tolède »… « Entrés dans Tolède le 7 mai, ils sont allés en cortège à la cathédrale : le primat d'Espagne, le cardinal Cisneros, les a conduits devant le chœur de l'Église où les attendait assise sur son trône la reine Isabel, entourée des grands de Castille »… « Premier dîner de famille. Votre mère traduisait de l'espagnol en français ce que disaient les Rois Catholiques et du français en espagnol les paroles de Philippe. » Fin mai 1502, Juana et Philippe prêtent serment devant les Cortes de Castille. Il leur reste d'en faire autant devant les Cortes d'Aragon. Philippe s'impatiente. Il n'en peut plus de l'atmosphère de deuil permanent qu'on respire à la cour. De la bigoterie de la reine. De l'avarice du roi. De l'hostilité des Espagnols à l'égard de ses amis flamands. Seulement voilà, lorsqu'enfin c'est chose faite en octobre, un nouvel obstacle se dresse à son départ : Juana, enceinte pour la quatrième fois, n'est pas en condition de voyager. Qu'à cela ne tienne ! Philippe avait promis à ses sujets d'être de retour avant un an et, l'année s'étant déjà amplement passée, il décide de rentrer seul. Isabel prend très mal la désinvolture de son gendre mais Fernando d'Aragon s'en moque : « el Gran Capitàn » Gonzalo de Cordoba se trouvant en mauvaise posture devant Stuart d'Aubigny au royaume de Naples, Philippe, sur son chemin de retour, peut lui être utile en négociant une trêve avec Louis XII.

Ainsi quelques jours avant Noël, à Alcalá de Henares, à mi-chemin entre Madrid et Guadalajara, Philippe prend congé de son épouse. Juana s'enfonce dans un état de profonde détresse. Elle dort mal, ne mange rien et lorsque sa mère, sentant sa propre fin approcher, lui dit qu'elle doit rester en Espagne pour lui succéder, Juana la couvre d'une telle avalanche de cris et récriminations qu'elle doit lui promettre d'affréter, dès le prochain printemps, une flotte pour la ramener en Flandres. Sorti d'Alcalá de Henares, Philippe prend la direction de Saragosse, puis de Perpignan, où il doit encore attendre jusqu'à fin février 1503 confirmation que les otages désignés par le roi de France pour garantir sa sécurité ont atteint Bruxelles. En route pour Avignon, il apprend la naissance à Alcalá de Henares de son deuxième fils, l'infant Ferdinand. Fin mars, à Lyon, il découvre le roi de France bien disposé à renouveler ses vœux de paix au roi Fernando d'Aragon, moyennant une très grosse concession : être dégagé de sa promesse de donner le duché de Milan en dot à Claude de France. En contrepartie, si le roi d'Aragon est d'accord, Philippe pourra assurer personnellement la régence du royaume de Naples jusqu'à la majorité de Charles. Philippe accepte sous réserve d'en référer à Fernando d'Aragon et à

Maximilian. Et, fort de son « succès », au lieu de rentrer aux Pays d'Embas, il se dirige vers Innsbruck afin de convaincre son père l'empereur d'accorder à Louis XII l'investiture du duché de Milan. En chemin, il pourra s'arrêter quelques jours au château de Pont d'Ain où vit sa sœur Marguerite d'Autriche avec son nouveau mari Philibert II, duc de Savoie. Fin avril, à Pont d'Ain, Philippe apprend que la guerre d'Italie a souri à son beau-père Fernando d'Aragon. Ayant réorganisé ses fantassins en compagnies de deux cent cinquante hommes, très mobiles et composés pour cinq sixièmes de piquiers et pour un sixième d'arquebusiers, « el Gran Capitán » a remporté dans les Pouilles deux victoires fracassantes d'abord sur la cavalerie de Stuart d'Aubigny dans la plaine de Seminara et ensuite sur le reste des forces françaises à Cérignole. La défaite française est sans appel : le vice-roi, le duc de Nemours, y a perdu la vie avec trois mille de ses hommes et Gonzalo de Cordoba a pris possession du royaume de Naples au nom du roi Fernando d'Aragon. Refusant de s'avouer vaincu, Louis XII prépare un nouveau corps expéditionnaire, sous les ordres de Louis de La Trémoille. L'urgence n'étant plus la même, l'archiduc prolonge son séjour à Pont d'Ain, où sa sœur Marguerite et son mari Philibert de Savoie lui prodiguent tout ce qui lui a tellement manqué en Espagne : jeux et bals.

Or, voici qu'à la mi-août, au retour d'un dîner au Monte Mario dans la villa du cardinal Adriano da Corneto, homme hostile aux Borgia mais d'une moralité au-dessus de tout soupçon, le pape Alexandre VI et son fils Cesare sont pris de violentes douleurs au ventre, ressemblant fort à un empoisonnement. Malgré tous les lavements prodigués, Sa Sainteté meurt. Le cardinal Georges d'Amboise, premier ministre de Louis XII, se porte candidat à sa succession et Louis de La Trémoille campe ses troupes dans les environs de Rome pour peser sur l'élection. Participent au conclave trente-sept cardinaux, majoritairement Italiens et Espagnols. Les cardinaux proches de l'empereur, des Rois Catholiques et du doge de Venise font barrage aussi bien au cardinal d'Amboise qu'à Giuliano delle Rovere, autre proche du roi de France. Au bout d'une semaine, les suffrages se portent sur un candidat en fort mauvaise santé, le Siennois Francesco Tedeschini Piccolomini. Fait pape sous le nom de Pie III, il trépasse après seulement vingt-sept jours de pontificat. Cette fois, le cardinal d'Amboise laisse la voie libre à Giuliano delle Rovere lequel, ayant promis à Cesare Borgia, encore convalescent dans la forteresse du Castel Sant'Angelo où il a fait transporter les caisses du Vatican, qu'il le maintiendrait à la tête des armées

pontificales, fait dès le premier tour le plein des voix des trente-huit cardinaux présents. Malchanceux avec l'élection manquée de son premier ministre, Louis XII l'est aussi avec l'armée aux ordres de Louis de La Trémoille, remplacé en dernière minute pour cause de maladie par le marquis de Mantoue, Francesco Gonzaga. Mal approvisionnée, décimée par les infections, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. Aux derniers jours de cette catastrophique année 1503, Gonzalo de Cordoba la réduit à néant le long du fleuve Garigliano, à deux pas de Gaète. Furieux d'avoir été « si mal servi deux fois de suite », Louis XII en tombe malade. C'en est fait aussi de Cesare Borgia, qui, livré par le nouveau pape à Gonzalo de Cordoba, achèvera ses jours dans les prisons d'Espagne.

Inconsciente de ses responsabilités de femme d'État, en mal de son mari, parti il y a deux ans déjà, se méfiant des promesses de sa mère, Juana s'enfuit de Medina del Campo à dos de mule, accompagnée par une poignée de servantes. Elle s'imagine passer *incognito* par Zamora, Toro, Tordesillas, Burgos, Fuenterrabia et, la Bidassoa traversée, atteindre Bayonne. De là, rêve-t-elle toujours, elle traversera le royaume de Louis XII et rejoindra Bruxelles ! Manifestement, il y a un grain de folie qui germe dans cette fille. Alertée, la reine Isabel se précipite à Medina del Campo :

« Je suis parvenue à la calmer, relatera-t-elle à son ambassadeur à Bruxelles. Cependant, elle m'a parlé si durement, avec des mots tellement incontrôlés et tellement loin de ce qu'une fille doit dire à sa mère, que, si je ne m'étais pas rendue compte de son état, je ne les aurais en aucune manière supportés. »

Début mars 1504, Isabel accompagne sa fille au port de Laredo. À son visage terreux, Juana pourrait deviner qu'elle ne reverra plus sa mère, mais son désir de rejoindre son époux est tel qu'elle ne s'aperçoit de rien. Minée par une fistule aux ovaires, la reine part se reposer au couvent de Santa Maria de la Mejorada, à Olmedo, gardant auprès d'elle le dernier-né de sa fille, Ferdinand, âgé d'un an. Le Vendredi Saint, la terre tremble. Chacun y voit le présage qu'elle ne passera pas l'année. Le roi la conduit à Medina del Campo, au cœur de ces terres nues et désertes de la Vieille Castille qui l'ont vue naître et qu'elle aime plus que toute autre. À peine arrivée, Isabel reçoit de Bruxelles les mauvaises nouvelles qu'elle pressentait :

« Dès son retour en Flandres, Juana s'aperçut que le cœur de son époux était très loin d'elle. Elle soupçonna l'œuvre d'une maîtresse, ainsi que l'instinct le suggère à toutes les femmes. Ce serpent de feu la fit éclater dans des flambées de violence. À ce que l'on dit, le cœur débordant de rage, le visage enflammé, en grinçant des dents, elle frappa une dame qu'elle soupçonnait être sa rivale et lui fit

couper ses cheveux à ras. Dès qu'il eut vent de ce qui s'était produit, Philippe se lança contre son épouse, la couvrant d'injures et d'affronts. Depuis ce jour, personne ne peut la voir. On dit qu'elle a le cœur brisé par une angoisse démesurée et ne va nullement bien de santé. »

Un rapport contresigné par Philippe et dressant l'inventaire de tous ses esclandres, bizarreries, folies va bientôt circuler dans toute l'Espagne. Sachant ses jours comptés, la reine Isabel ne tergiverse plus. Elle déshérite son gendre en stipulant dans son testament que si, à sa mort, sa fille se trouve dans l'impossibilité de régner, la régence et le gouvernement du royaume de Castille seront assurés par son époux Fernando d'Aragon jusqu'à ce que le petit Charles atteigne l'âge de vingt ans. Inacceptable : l'empereur Maximilian et l'archiduc Philippe réagissent en signant avec Louis XII trois traités. Le premier crée entre eux une « alliance éternelle et indissoluble ». Fernando d'Aragon y est bienvenu, à condition de déléguer à l'archiduc Philippe la régence du royaume de Naples. Le second met à jour la liste des possessions que le roi de France transmettra à sa fille Claude, s'il vient à mourir sans descendance mâle. Le troisième, vivement réclamé par le nouveau pape Jules II[3], engage le roi de France à entrer en guerre contre Venise pour qu'elle rende à l'empire et à l'État pontifical les terres qu'elle leur a peu à peu soustraites. En compensation, Maximilian lui accordera dans les trois mois l'investiture du duché de Milan[4]. Enfin, et surtout, dans un document secret, le roi de France s'engage à envahir le Roussillon le jour où Philippe doit descendre en Espagne pour contester au roi d'Aragon la régence du royaume de Castille.

Dans la Vieille Castille, triste présage, les premières semaines d'automne sont marquées par des pluies incessantes et de grandes inondations. Par une froide et grise journée de fin novembre, peu avant l'Angélus de midi, les yeux bleus de la reine Isabel se ferment. Réunies début janvier 1505 à Toro et, saisies de son testament, les Cortes de Castille proclament Juana reine et, sur la foi du rapport relatant ses extravagances et signé par son mari, confient le gouvernement du royaume à Fernando d'Aragon. Pris à son propre jeu, Philippe intime à son beau-père de quitter séance tenante la Castille et renouvelle les visites nocturnes à son épouse, laquelle tombe enceinte pour la cinquième fois. Juana, pourtant, approchée par un gentilhomme aragonais du nom de Conchillos, lui signe en cachette un acte d'abdication déléguant les pleins pouvoirs à son père. Informé par un délateur, Philippe jette Conchillos dans un cachot, détruit l'acte d'abdication, enferme son épouse et parvient à un compromis temporaire avec son beau-

père : Fernando d'Aragon peut gouverner en son absence la Castille mais le reconnaît comme roi légitime en tant qu'époux de sa fille Juana. Cependant, Fernando, jamais à court d'expédients, demande en mariage cette Juana la Beltraneja que lui-même et Isabel, trente ans plus tôt, avaient écartée du trône, en clamant qu'elle n'était pas fille du roi Enrique IV (notoirement impuissant) mais de l'un de ses courtisans, don Beltran de la Cueva. Échec : faisant preuve de dignité, le roi Manoël de Portugal refuse de sortir cette pauvre femme du couvent où elle vit retirée depuis vingt-six ans. Alors Fernando d'Aragon se tourne vers le roi de France. Épuisé par des hémorragies et des crises de goutte, Louis XII, après avoir reçu de l'empereur Maximilian l'investiture du duché de Milan contre paiement de cinquante-cinq mille ducats, était tombé dans un état si faible que sa cour l'avait donné pour bientôt mort. Lui-même, se sentant proche de la fin, avait dicté en grand secret un testament par lequel il annulait les engagements souscrits avec l'empereur et Philippe et disposait que sa fille Claude épouserait, dès qu'elle en aurait l'âge, son cousin le duc François de Valois-Angoulême. Puis, un matin d'avril 1505, Louis XII s'était levé en pleine santé et, animé par le courage des revenants, il avait avoué à son épouse qu'il n'avait jamais eu l'intention d'allier leur seule, unique, petite « souris » à un « rat » qui ne soit pas de son très cher royaume. Ulcérée, la reine s'en était allée à Nantes ruminer sa colère. Colère immense, à en juger par ses cinq mois d'absence. À son retour, elle aura encore la stupéfaction d'apprendre que son époux a non seulement rompu les traités fraîchement signés avec l'empereur Maximilian et l'archiduc Philippe le Beau mais a conclu avec son vieil ennemi Fernando d'Aragon un pacte par lequel il lui accorde en mariage sa nièce Germaine de Foix et lui assure son aide militaire, si jamais l'archiduc Philippe venait à lui disputer en armes la régence du royaume de Castille[5]. Pour cela, Fernando d'Aragon s'est engagé à lui payer un million de ducats, une fortune. Plus encore, les deux monarques se sont joués le royaume de Naples à la roulette russe : si Germaine de Foix enfante, Louis XII abandonnera ses prétentions ; mais si Germaine demeure stérile, le roi d'Aragon y renoncera au profit du royaume de France.

4

Orphelin

À Bruxelles, Philippe n'a plus qu'une hâte : partir pour la Castille évincer son beau-père. Et, puisque Louis XII lui interdit de passer par la France, il voyagera par mer, même en plein hiver ! Une flotte forte de quarante navires et deux mille soldats est réunie en peu de temps et, début janvier de l'an 1506, Philippe, ayant déposé ses enfants à Malines, quitte l'estuaire de l'Escaut, emportant avec lui sa désormais épouse-prisonnière, Juana. La flotte vient à peine de passer la pointe extrême de la Bretagne qu'une tempête démâte le vaisseau royal. Celui-ci s'incline sur un flanc et, entraîné par ses voiles, risque de se retourner. Pour faire bonne mesure, une lanterne provoque un début d'incendie. Juana, habillée de sa plus belle robe, observe, un étrange sourire aux lèvres, son mari prier à genoux la Sainte Vierge, pendant que les matelots s'affairent les uns à éteindre le feu et les autres à larguer les voiles du mat. Remis en équilibre, le vaisseau amiral est traîné jusqu'aux côtes anglaises, entre Plymouth et le cap Lizard, en Cornouaille. Trois mois seront nécessaires pour remettre en état les caravelles, les caraques et les galères de la flotte. Ces trois mois, Philippe les passe avec le roi Henry VII, entre Londres et le château de Windsor, en laissant sa femme sous étroite surveillance dans un château du comte d'Arundel, à Exeter. Une seule fois, il l'appelle à Windsor et c'est pour qu'elle appose sa signature à deux projets matrimoniaux scellant sa nouvelle amitié avec le roi d'Angleterre : leur fille aînée Éléonore épousera Henry, prince de Galles, et le petit Charles, dont les fiançailles avec Claude de France ont été rompues, sa petite sœur, Mary Tudor. Henry VII, qui est veuf, pousserait même plus loin la nouvelle alliance, en épousant la sœur de Philippe, Marguerite,

veuve depuis peu de Philibert de Savoie. Philippe s'y engage mais Marguerite refusera. Avant d'être renvoyée à Exeter, Juana a juste le droit de rencontrer pendant une heure sa sœur Catalina. Difficile de dire laquelle des deux est la plus malheureuse. Tandis que Juana vit séquestrée, Catalina, expédiée en Angleterre fin 1502 pour épouser le fils aîné d'Henry VII, Arthur, s'est retrouvée veuve, sans qu'Arthur ait eu la force de la toucher. Depuis, elle vit à Richmond, isolée de la cour et négligée par son père.

Fin avril, la flotte est prête dans le port de Falmouth. Philippe prend congé du roi d'Angleterre, passe chercher Juana à Exeter et s'embarque pour l'Espagne. Juana a hâte d'arriver à Laredo. Son père, pense-t-elle, la prendra sous sa protection. Surprise : Philippe ordonne de mettre cap vers La Corogne, où il a secrètement donné rendez-vous aux nobles d'Andalousie et de Castille, qui misent sur lui pour retrouver leur indépendance et leurs richesses, sérieusement écornées après vingt-cinq années de règne centralisateur d'Isabel la Catholique. Fernando d'Aragon est en position de faiblesse : en dehors du primat d'Espagne, le cardinal Cisneros, de quelques nobles (don Bernardino de Velasco, connétable de Castille, don Fradrique Alvarez de Toledo y Enriquez, deuxième duc d'Albe[1], et le marquis de Denia) et de quelques villes, rares sont ceux qui prennent son parti. Les deux camps se retrouvent face à face dans les environs du lac de Sanabria, au sud de La Corogne. L'explication entre le beau-père et le gendre est pour le lendemain. À l'aube, Philippe passe son armée en revue. Logée au château des comtes de Pimentel dominant Puebla de Sanabria, Juana contemple du haut de la tour « El Macho » le maquis de chênes et genêts au-delà duquel se trouve son père et croit flairer le parfum de la liberté. Fin prêt dans son armure, Philippe quitte Puebla, suivi par la noblesse castillane et plusieurs milliers de cavaliers et fantassins. Son beau-père vient à sa rencontre, non pas à cheval et à la tête d'une armée, mais sur une mule noire et accompagné d'une poignée de conseillers. Les deux hommes parlent longuement en tête-à-tête, assis au pied d'un chêne. Puis, Fernando d'Aragon se retire. Il vient de renoncer au gouvernement de la Castille et il s'est engagé à ne point rencontrer sa fille. Vainqueur sans avoir eu à combattre, Philippe reçoit une semaine plus tard, au château du comte de Benavente, l'engagement écrit et signé de la main de son beau-père. Désespérée, Juana tente de s'échapper à cheval. Elle ignore que son père est déjà en route avec sa jeune épouse, Germaine de Foix, pour Barcelone. De là, joignant l'utile à l'agréable, il compte faire voile aux premiers jours de

septembre vers ce royaume de Naples qu'il a conquis et n'a pas eu le temps de visiter. Elle lui adresse, par l'entremise d'un évêque, un appel au secours. En vain. Philippe demande aux nobles d'Espagne de lui conférer les pleins pouvoirs. Au nom de tous, l'amiral de Castille exige de rencontrer Juana seul à seul. Au bout d'un long tête-à-tête, il est ému aux larmes. « Elle parle avec intelligence, calme et a-propos, affirme-t-il. Je ne laisserai personne la déclarer folle. »

Le 7 septembre, Philippe, roi régent de Castille sous le nom de Felipe I, et Juana, reine *de jure* mais captive, font leur entrée à Burgos. Ils prennent résidence à la Casa del Cordon. C'est de là que Philippe veut diriger le royaume. Il n'en aura pas le temps. Le mercredi 16 septembre, après une grande fête donnée par don Juan Manuel, l'homme qui l'a habilement conseillé tout au long de ces péripéties, Felipe I, pour se dessouler, fait une partie de jeu de paume pendant quelques heures. Le lendemain, il s'en va toute la journée à la chasse. Le vendredi, il se nourrit sans grande appétence. Le samedi, il frissonne et on appelle à son chevet le médecin Luigi Marliano. Son front est brûlant. Le soir, il crache du sang et se plaint de fortes douleurs dans les côtes. Le dimanche matin, Luigi Marliano le saigne. Son état s'en trouve amélioré quelques heures, puis la fièvre revient et il crache à nouveau du sang. Le lundi, il se réveille avec la bouche, la langue et la glotte enflées. Sans rancune, la reine ne le laisse plus un seul instant. Infatigable, elle lui administre ses infusions, goûte sa nourriture, lui fait avaler quelques cuillerées. Par moments, elle s'endort à ses côtés. Le mardi, les médecins le purgent. Philippe est épuisé par la diarrhée. Le mercredi, Juana fait venir trois nouveaux médecins : le docteur Juan de la Parra, professeur à l'université de Salamanque, le médecin de l'archevêque de Tolède et un physicien de Burgos. Sur le corps de Philippe sont apparues des tâches rouges et noires. Ils le saignent et son sang leur apparaît si épais et mauvais qu'ils le jugent perdu. Il délire. Le jeudi, ils conseillent l'extrême-onction. Le vendredi 24 septembre, Felipe I expire à deux heures de l'après-midi. Quoique les docteurs Parra et Marliano aient exclu la thèse de l'empoisonnement, le soupçon tombe et perdurera longtemps sur Fernando d'Aragon[2]. Les conseillers de Philippe ne se sentent plus en sûreté. Le principal d'entre eux, don Juan Manuel, part la nuit même pour les Flandres afin de presser l'empereur Maximilian à réclamer la régence du royaume de Castille au nom de son petit-fils Charles.

Juana a veillé toute la nuit mais, étrangement, ses yeux sont demeurés secs. À l'aube, ce corps qu'elle avait tant désiré est saigné jusqu'à la dernière goutte et évidé de ses viscères et de son cœur. Enfermés dans une caisse d'argile, ils seront envoyés en Flandres. Recousue et vêtue des habits royaux, la dépouille de Felipe I est transportée à la Cartuja de Miraflores pour y être exposée au public. Juana suit le cortège sans s'habiller de noir. Quelques semaines passent. Les documents d'État que lui présente le cardinal Cisneros, Juana les signe sans même les regarder. La nuit du 2 novembre, journée des morts, une crainte agite son esprit : que les Flamands dérobent le corps de Philippe pour le transporter dans son pays natal. S'habillant à la hâte, elle se précipite à la Cartuja de Miraflores. Tout est en ordre dans la crypte gardée par des hommes en armes. Mais pour s'assurer que Philippe est toujours là, elle fait ouvrir le cercueil, un geste qu'elle répétera souvent pendant les longues années de son calvaire. Fin novembre, Juana se retire hors de Burgos, à la Casa de la Vega, propriété du connétable de Castille. Enceinte de huit mois, elle y apprend que le cercueil de Philippe sera transporté à Grenade pour qu'il repose dans la chapelle royale érigée par le roi Fernando d'Aragon pour son épouse Isabel de Castille. Alors, à la Noël, elle se rend à la Cartuja et la nuit venue – parce que, dit-elle, « ayant perdu son mari, qui ne peut qu'être unique, une femme honnête doit fuir la lumière du jour » – elle prend elle-même la tête du cortège funèbre, et, suivant à pied le catafalque, quitte Burgos par la porte de Grenade. Accompagnée par quelques moines et quelques soldats, elle parvient à l'aube à Torquemada. Exténuée, elle ne peut faire un pas de plus. Deux semaines plus tard, elle mettra au monde son sixième et dernier enfant, une fille qu'elle nommera Catalina, en souvenir de sa malheureuse sœur, revue brièvement l'année précédente à Windsor.

Juana demeure quatre mois à Torquemada avec ses moines, ses chanteurs, ses gardes, son nouveau-né et le cercueil de Philippe. Tous les jours, une messe. Puis, le printemps étant arrivé, elle se remet en route vers l'Andalousie, empruntant des chemins à l'écart des grandes villes, logeant dans de pauvres demeures paysannes meublées à la hâte d'un lit et de quelques tapisseries. Un soir, au coucher du soleil, le cortège s'arrête dans un monastère. Dès qu'elle comprend qu'il s'agit d'un couvent de nonnes – les cisterciennes de Santa Maria de Escobar – une grande frayeur la saisit : une religieuse lui aurait-elle volé le corps de son beau Philippe ? De nouveau, elle fait ouvrir le cercueil. Rassurée, elle reprend la route et au

bout d'une nuit de marche, elle s'arrête à Hornillos de Cerrato, un bourg comptant à peine vingt feux. Elle s'installe dans une petite ferme jouxtant la chapelle du village. Début juillet, un messager vient lui apprendre que le roi, son père, et sa deuxième épouse, Germaine de Foix, sont rentrés d'Italie. Le roi lui donne rendez-vous pour la fin d'août, non loin de là, à Tortoles de Esgueva. Alors, souhaitant préparer pour son père la plus belle maison de la ville, elle s'y précipite et, fin août, le retrouve. Agenouillée à ses pieds, elle ne parvient pas à contenir ses larmes et son père, bouleversé par la vision de cette femme pathétique, épaissie, mal habillée, autrefois la plus fraîche et la plus jolie de toutes ses filles, tombe aussi à genoux. Père et fille restent ainsi un long moment, dans les bras l'un de l'autre. Ils séjournent à Arcoles quelques jours. Mais les affaires pressent et le roi d'Aragon veut gagner Burgos pour reprendre en main le royaume de Castille. Il voyage de jour. Juana le suit de nuit avec le cercueil de Philippe. Ils se retrouvent à Santa Maria del Campo, à quelques lieues de Burgos. Là, Fernando d'Aragon brusque les choses : « Il y a déjà un an que Philippe est mort. L'heure est venue de vous remarier… Le roi d'Angleterre Henry VII, vous demande. » Juana se souvient de ce vieux souverain débauché, rencontré un an plus tôt au château de Windsor. Ne pouvant imaginer une seconde de partager la couche d'un autre homme, elle implore son père de ne rien lui imposer tant qu'elle n'aura pas enterré Philippe. Furieux, il l'abandonne pour faire son entrée dans Burgos. Ébranlée, Juana se retire dans le palais épiscopal d'Arcos. Elle y reçoit la visite de Germaine de Foix, « cette femme qui a pris la place de la reine, ma maîtresse. » Germaine est enceinte. Si son enfant survit, il sera roi d'Aragon, de Naples et de Sicile. Germaine fait part à Juana des désirs de son époux : « Soyez raisonnable, secouez-vous, épousez Henry VII. […] En attendant que votre mariage soit noué, allez habiter le château royal de Tordesillas. Ici, vous risquez de tomber aux mains des ennemis du roi. » Juana refuse. Fernando d'Aragon s'excuse auprès d'Henry VII : « Nous avons peu d'espoir de revoir notre fille en bonne santé. »

Juana passe la fin de l'année 1507 et toute l'année 1508 à Arcos. Loin du monde, de ses distractions, de ses gifles. Elle se recroqueville chaque jour davantage sur elle-même, comme un parchemin jeté aux flammes. Elle arpente sa chambre, en couvant des yeux le cercueil. Tant que je le garde, se dit-elle, aucun roi ne pourra me demander en mariage. Juana ne se lave plus, garde le même linge, dort à même le sol, mange avec ses mains. Elle

dégoûte son entourage. Tout le monde la dit folle, comme l'avait été sa grand-mère maternelle. Le 14 février 1509, casqués, bottés, les hommes de la garde du roi frappent à sa porte à trois heures du matin. Voûtée, laide, le corps perdu sous un châle, Juana, oiseau aux ailes brisées, se laisse emmener, sans résister, sans mot dire. Ces hommes venus la séquestrer, elle les attendait. Ils prennent le chemin de Tordesillas et y entrent par la porte du marché. Juana est enfermée dans le palais royal, dominant le Tage, que son père a fait restaurer. Le cercueil de Philippe est installé dans la chapelle du couvent de Santa Clara. Elle ne proteste pas. Pour toute compagnie, elle a sa petite fille Catalina que son père lui laisse tandis qu'il se charge d'élever à Simanca son second petit-fils, celui qui porte son nom.

L'empereur Maximilian apprend l'enfermement de sa belle-fille, alors que ses armées, alliées à celles du roi de France, de Fernando d'Aragon et du pape Jules II[3], viennent de remporter, à Agnadel (entre Lodi et Bergame), une grande victoire sur Venise. Il réclame la régence du royaume de Castille en sa qualité de tuteur du petit Charles. Fernando d'Aragon lui oppose le testament d'Isabel la Catholique. Le roi de France se propose comme médiateur. Il engage le roi d'Aragon à obtenir des Cortes de Castille confirmation que « dès maintenant, elles tiennent Monseigneur l'archiduc Charles pour leur futur roi ». Une petite pierre blanche qui aura son importance lorsque, sur son lit de mort, il rédigera son testament définitif. Orphelin de père et, de fait, de mère, Charles n'a pas encore sept ans. Ni dans les Mémoires qu'il écrira à cinquante ans à la manière du *De Bello Gallico* de César, ni dans l'énorme correspondance qu'il a laissée, pas plus que dans les nombreux testaments rédigés au cours de sa vie, on ne trouvera la moindre allusion au drame de son enfance. Il reste que le portrait qu'en firent de nombreux personnages qui, par leurs fonctions, eurent l'occasion de l'observer dans ses premières années fut celui d'un adolescent à tel point mélancolique et taciturne que plus d'un le jugea franchement retardé, une impression que le prognathisme fort marqué de sa mâchoire inférieure ne pouvait que conforter. De plus, Charles est d'une constitution fragile (« tendre et délicat » selon son gouverneur le prince de Chimay) au point qu'après une simple excursion de deux ou trois lieues[4], il doit observer deux jours de repos, tout le contraire de l'adolescent qu'est son futur grand rival, l'exubérant François de Valois-Angoulême, lequel, âgé de douze ans, est déjà décrit comme l'une des sept merveilles du monde : athlétique, casse-cou, enjoué, drôle et irrésistiblement séduisant.

5

Marguerite d'Autriche, « tante et mère »

Philippe est mort. Juana enfermée au fin fond de la Castille. Il faut bien que quelqu'un prenne en charge à la fois le gouvernement des Pays d'Embas et l'éducation de l'archiduc Charles et de ses sœurs Éléonore, Isabelle et Marie. Très attentif à leur devenir, l'empereur Maximilian appelle au secours sa fille Marguerite, âgée de vingt-sept ans et veuve depuis peu du duc Philibert II de Savoie, décédé inopinément après une partie de chasse. Fermement décidée à ne plus se marier, Marguerite d'Autriche n'a pas la moindre hésitation : elle règle aussi vite que possible ses affaires en Bresse et arrive début avril 1507 à Malines. Elle en fait sa résidence principale de préférence à Bruxelles, qu'elle considère trop remuante et dangereuse, et s'installe à l'hôtel Watervliet, juste en face de l'hôtel dit de Bourgogne, où résident les quatre orphelins. Assistée par les trois conseillers qu'elle a amenés avec elle de Pont d'Ain, Mercurino Arborio da Gattinara, brillant avocat piémontais, Jean de Marnix, notaire savoyard, et Louis Barangier, premier secrétaire, natif du Pays de Bresse, Marguerite prend en main les affaires des Pays d'Embas. Très vite, le charisme et la force de caractère de cette jeune femme en imposent à tous. Avec elle aussi, la vie n'a pas été tendre. Orpheline de sa mère Marie de Bourgogne à deux ans, « mariée » de force par les Gantois au dauphin du roi de France à l'âge de trois ans, avec en dot moitié de l'ancien duché de Bourgogne[1], élevée dix ans durant à la cour de France, sans jamais revoir son père ou son frère Philippe, répudiée et « rendue » avec sa dot à l'empereur Maximilian à l'âge de treize ans, veuve du prince des Asturies, puis du duc Philibert de Savoie, Marguerite

en voudra toujours, comme son père, aux Français et recherchera constamment l'alliance de leurs ennemis traditionnels, les Anglais.

Une vie intense agite les ruelles endormies de Malines. Il ne se passe pas de jour que les quatre enfants de l'hôtel de Bourgogne ne voient arriver avec ravissement la délégation d'une ville, les représentants d'une guilde, un ambassadeur de France, d'Espagne, du Danemark ou de Venise, si ce n'est le nonce du pape ou parfois même, enturbanné et pantalons bouffants, un envoyé du sultan de Constantinople. Debout dès cinq heures du matin, toujours habillée de noir, les cheveux cachés par une capeline blanche serrant les joues et descendant jusqu'à la gorge, leur « bonne tante et mère », comme les quatre orphelins de Malines l'appelleront avec gratitude toute leur vie, consacre les premières heures de sa journée à lire dans sa chambre les dépêches diplomatiques arrivées depuis la veille au soir, les rapports de son conseil, le courrier officiel. Ayant dicté les réponses à sa signature, elle consacre quelques minutes à ses dévotions, avant de se rendre à la salle d'audiences.

Pendant que dans la grande salle de l'hôtel Watervliet (qu'elle rebaptise hôtel de Savoie) Marguerite dit la justice, administre les finances, dialogue avec les ambassadeurs et s'occupe de la défense du pays, au sous-sol, le maître queux, du haut d'un perchoir, claque ses ordres aux cuisiniers affairés au milieu des chaudrons, broches à rôtir, poêles, pelles à four, pelles à gaufres, passoires, écumoires, saucières, jattes, tranchoirs, cruches, pichets, gobelets et coupelles, tandis que la cour de l'hôtel fourmille de boulangers, bouchers, poissonniers, maraîchers, fromagers, palefreniers, scribes et messagers. Sur le coup de onze heures, sonne l'heure du dîner. D'ordinaire, il est plutôt austère : après le premier bouilli, ce sont quelques rôtis (bœuf, mouton, veau, porc, cabris, gélines, oisons, selon les jours) ou, les vendredis et les jours de carême, quelques poissons (carpes, brochets, sandres, lottes, morues, harengs) cuits au beurre. Et, toujours, légumes de saison, fruits frais et confits, confitures. Deux fois par semaine, Marguerite d'Autriche préside deux heures après le dîner, parfois jusque tard dans la soirée, les réunions de son conseil privé. Ces jours-là, elle n'a pas le temps de voir son neveu et ses nièces et c'est donc le prince de Chimay, en sa qualité de gouverneur de leur maison, qui lui donne de leurs nouvelles. Les autres jours, elle les reçoit dans sa chambre avant son souper. Le dimanche, elle les conduit s'aérer à la campagne. Sa chambre est son miroir. Sur les murs tendus de damas bleu, garni de fil d'or et d'argent sous un plafond en

soie verte, se détachent les portraits de ses chers. L'empereur tenant une lettre à la main. L'empereur en accoutrement impérial. Son frère l'archiduc Philippe dans une robe de drap d'or. Encore Philippe avec son collier de la Toison d'or. Encore lui en compagnie de Juana. Un grand portrait de Charles le Téméraire. Mais aussi de feu Charles VIII de France, son premier « mari », avec lequel, « petite reine », elle jouait dans les châteaux de France et pour la mémoire duquel elle garde une certaine tendresse. Et, près de son bureau, le buste en marbre de Philibert de Savoie, le seul homme qu'elle ait vraiment aimé. Une horloge, sonnant toutes les demi-heures, est là pour lui rappeler ses devoirs. D'autres tableaux dont elle fait aussi grand cas, n'ont rien à voir avec la famille. Cette toile achetée à maître Jan van Eyck et représentant en pied le banquier Arnould, tenant par la main sa femme. Ou cette autre peinture, fort étrange, grouillant de monstres ailés sortis d'immenses œufs, de sinistres corbeaux, d'hommes et de femmes du peuple affairés à leurs besognes, d'enfants jouant au cercle, d'autres à cache-cache et d'autres encore patinant sur un étang glacé, tandis que, sous la croûte terrestre, un foule de damnés se tord de douleur dans les flammes de l'Enfer attisées par des diables. Sur les tables, bien ordonnés, des livres aux fermoirs en argent doré et recouverts de velours cramoisi. Ici, un jeu d'échecs aux soixante-quatre cases noires et blanches avec toutes ses pièces en ordre de bataille, là une cage à oiseaux que Marguerite couvre d'un drap noir lorsqu'elle ne veut plus entendre leur piaillement.

Assise, sa marmotte sur les genoux, Marguerite interroge tour à tour les quatre enfants, juchés sur des tabourets à la mode de Turquie, à propos de leurs études, leurs jeux, leur santé. « L'Empereur sera content de l'apprendre. », « J'espère que l'Empereur ne vienne pas à le savoir ! »… Marguerite évite de leur parler de leur mère. C'est elle désormais qui se soucie de leur bien-être et de tenir l'empereur au courant des progrès de ses petits enfants. Ses neveux congédiés, Marguerite s'occupe de ses affaires privées. Un soir, elle compose des poésies à la mode d'Eustache Deschamps ou de Jean Meschinot. Un autre, elle poursuit sa correspondance avec les architectes, artisans, notaires, banquiers, ordres religieux en charge du mausolée à la mémoire de Philibert de Savoie qu'elle a décidé de construire à Bourg-en-Bresse en y investissant toutes ses économies. Il lui arrive aussi de clore sa journée en conviant son secrétaire personnel à une partie d'échecs. Le coucher n'est jamais plus tard que dix heures. Sauf lorsqu'elle tient cénacle jusque tard dans la nuit avec écrivains, poètes, peintres et

musiciens. Durer, Van Orley, Roger van der Weide, Jean Molinet, Jean Lemaire, Corneille Agrippa, Érasme, Luis Vives, Adriaan d'Utrecht, Josquin Deprez, Brunel, Ishak, tous viennent à sa table lorsqu'ils passent par les Pays d'Embas. Parfois, elle leur récite les poésies de sa composition, fort tristes la plupart du temps :

« C'est pour james qu'un regret me demeure
Qui sans seser, nuit et jour, à toute eure,
Tant me tourmente que bien voudroie mourir.
Car ma vie n'es fors seullement languir
Et sy faudra à la fin que j'an meure… »

Ou :

« Le temps m'est long et j'ay bien le pourquoi
Car ung jour m'est plus long qu'une semaine,
Dont je prie Dieu que mon corps tost ramainne
Ou est mon cœur qui n'est plus avec moi… »

Charles a sept ans et il est plus que temps de penser à son éducation. Marguerite d'Autriche choisit, avec l'empereur, les trois précepteurs qui devront en faire un prince digne de ses ancêtres. L'un sera son directeur de conscience, l'autre de ses exercices physiques, des arts militaires et de l'étiquette, le dernier son maître de musique, une passion commune des ducs de Bourgogne et des archiducs d'Autriche. Pour l'histoire et la politique, on attendra que Charles ait neuf ans. Pour les langues, on l'initie à l'allemand, à l'espagnol, à l'italien et au flamand, mais avec de piètres résultats : à dix-sept ans, il n'en parlera bien aucune.

Adriaan Florentz d'Utrecht, l'homme élu pour être son maître de religion, de sciences et de latin, est depuis longtemps un habitué de la maison. Fils d'un brasseur et d'une lavandière, il avait été remarqué par Margaret d'York, veuve du Téméraire, lorsqu'il était encore étudiant à l'université de Louvain et celle-ci l'avait aidé à poursuivre ses études à Paris. Au moment où Marguerite d'Autriche s'adresse à lui, Adriaan est déjà au sommet de sa carrière universitaire : admiré par Érasme, il est professeur de théologie et doyen de l'université de Louvain. Quinze ans plus tard, lorsque son pupille sera empereur, il occupera pendant un an le trône de Saint Pierre. Au moment où il prend son service à l'hôtel de Bourgogne, Adriaan a quarante-huit ans. De taille moyenne, robuste, toujours habillé d'une cape de drap brun bon marché, il distille dans le cœur de son élève la quintessence de la Devotio Moderna surgie, cent cinquante ans plus tôt, entre Deventer et Groenendael, et à laquelle sera sensible Martin Luther, l'homme qui plus

que tout autre marquera les quarante années de règne de Charles Quint. Adriaan lui fait lire et relire les *Conclusa et proposita* de Gérard Groote, *L'ornement des noces spirituelles* et *La pierre brillante* de Jan de Ruysbreck, *L'Imitation de Jésus-Christ* de Thomas Hemerken van Kempen :

« Sache que tout ce que l'homme possède – la santé, la beauté, la sagesse, voire la richesse ou la gloire mondaine – il le reçoit de la libéralité divine et que Dieu répand ses dons à chacun pour l'utilité commune de tous. Ne cède pas aux illusions et délires de notre pauvre monde et souviens-toi que ta demeure ici ne durera qu'un battement d'ailes ! Vis ta vie comme un voyageur, en t'appliquant avec humilité à être ce à quoi tu as été destiné et en souffrant sans te plaindre ce que tu auras à souffrir ! »

Ce message d'humilité restera à jamais gravé dans l'âme du futur empereur et le différenciera de ses flamboyants contemporains Henry VIII et François 1er.

Il revient à Charles de Poupet, seigneur de la Chaulx, By, Charrette, Chatelvilain et Crevecœur, « cavalier accompli, excellent guerrier et expert en protocole », d'initier le jeune prince aux exercices physiques et militaires. Un rôle d'autant plus important que Charles est peu robuste. Avec lui, il y a le Bourguignon Balançon, quelques jeunes princes flamands, les Allemands Johann de Saxe et Friedrich de Fürstenberg, le Milanais Massimiliano Sforza. Charles de Poupet leur enseigne toutes les facettes de l'art de la guerre : lances, hallebardes, couleuvrines, bombardes, chevrotines, arquebuses, fauconneaux ; archers écossais, lansquenets allemands, « tercios » espagnols ; gens d'armes et cavaliers légers ; ravitaillement, franchissement des fleuves, fortifications, sièges… Il les fait courir, se muscler, monter à cheval. Particulièrement doué en équitation, Charles deviendra l'un des cavaliers les plus élégants et infatigables de son époque. De retour au palais, c'est l'heure du protocole : composer ses gestes en public ; parler à chacun selon sa qualité ; organiser sa maison avec la précision d'une horloge. La tenue à table fait l'objet de recommandations particulières. Se laver les mains au vu de tout le monde « afin que ceux qui mettent la main au même plat soient rassurés »… « Si vous partagez votre verre avec un autre convive essuyez soigneusement votre bouche avant de boire ! »… « Ne jamais plonger ses doigts dans les plats, mais se servir soit du couteau soit de la fourchette ! »… « Couper la viande en petits morceaux et les porter à la bouche avec la main droite »… « Essuyer ses doigts gras sur la nappe est inconvenant : ayez donc toujours dans vos poches un mouchoir de Venise. » Quant aux conversations de table, il n'y pas de règle fixe : « Les Allemands mâchent leurs rôts tout en parlant la bouche grande

ouverte. Les Italiens, la bouche semi-close. Les Anglais, bouche cousue. » À retenir, lorsqu'il sera en voyage.

Les maisons de Bourgogne et d'Autriche partagent le culte de la musique. Elles ne sont pas les seules. Depuis un siècle ou deux, toutes les cours d'Europe rivalisent pour engager à grand prix les compositeurs les plus novateurs, les chanteurs les plus doués, les instrumentalistes les plus inspirés. Les ducs de Bourgogne peuvent se vanter d'avoir fait travailler le Cambrésien Guillaume Dufay, le Brabançon Gilles de Binche, les Gantois Hayne van Ghizeghem et Jacob Obrecht, le Picard Johannes Ghiselin, l'Anglais Robert Morton, le Français Antoine de Busne. L'empereur Maximilian s'enorgueillit d'avoir ramené d'Italie Heinrich Isaak et d'avoir engagé des musiciens de la qualité de Balthasar Resinarius, du polyphoniste Heinrich Finck, de l'organiste Hofhaimer. C'est la mort dans l'âme que Maximilian, lorsqu'il se retrouve sans un ducat, ce qui lui arrive fréquemment, les met en gage auprès d'autres princes. Son fils Philippe et sa fille Marguerite ont appris l'orgue, le clavicorde et l'épinette et respiré la musique de Pierre de la Rue et d'Alexander Agricola. Lorsqu'elle était encore à Bruxelles, Juana chantait admirablement des chansons espagnoles en s'accompagnant au clavicorde. Ainsi, Charles et ses sœurs ont baigné dans la musique depuis le berceau. L'organiste Henri de Bredemers sera dix ans durant leur maître. Engagé par l'archiduc Philippe en l'an 1500, il l'avait suivi en Espagne avec les musiciens de la Grande Chapelle. Rentré en Flandres après sa mort, il s'était présenté à Marguerite d'Autriche. Des quatre enfants que Marguerite lui confie, la plus douée est Éléonore. Elle a une voix parfaitement placée et joue à merveille du luth et du clavicorde. Charles apprend le clavecin mais est distrait par ses autres activités. Dommage, car il a une oreille musicale hors du commun et fait la grimace à la moindre fausse note. Cependant, il portera au zénith sa Grande Chapelle et son orchestre de chambre, qui l'accompagneront dans ses voyages officiels et influenceront profondément les écoles musicales des pays où elles seront appelées à se produire. Marie, moins douée mais passionnée comme toute la famille, collectionnera toute sa vie partitions et instruments.

6

Religion, sport, musique et géopolitique

Fin 1508, Maximilian passe par les Pays d'Embas. Son petit-fils va bientôt fêter ses neuf ans. C'est déjà un jeune seigneur qui, comme il se doit, a sa cour : un grand officier, quelques gentilshommes de chambre, un confesseur, un médecin, des pages de son âge, des valets et des gardes. L'heure est venue de l'initier à la politique. Maximilian investit de cette tâche un personnage qui l'a fidèlement servi depuis presque trente ans et qui s'est acquitté, à son entière satisfaction, de missions très délicates : Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres. Fils cadet de l'un des parrains de l'archiduc Charles, Guillaume de Croy est né en 1458, en Picardie, sur la rive gauche de la Somme. Destiné par son père aux métiers de la guerre, il a fait ses débuts en 1481 avec cinquante hommes dans la campagne de l'empereur Friedrich III contre le roi de Hongrie Mathias Corvin, ce qui lui valut d'être nommé à vingt-trois ans capitaine de la forteresse d'Huy, sur la Meuse. On le retrouve dix ans plus tard, « florissant en prouesse » pour repousser les Français hors du Hainaut, puis signataire du traité de l'Écluse mettant fin à l'insurrection contre Maximilian d'Autriche. Après le traité de Senlis qui, en 1493, aplanit les contentieux territoriaux avec Charles VIII, Guillaume de Croy, partisan comme la majorité de ses compatriotes de l'alliance française, participe à la campagne militaire de Charles VIII en Italie. Il retourne en Italie en 1499 avec Louis XII, mais cette fois l'empereur Maximilian le rappelle à l'ordre. Nommé par Philippe le Beau ambassadeur auprès de Louis XII, il négocie le traité d'amitié entre les deux souverains. Lorsque Philippe, fin 1501, part la première fois avec Juana

pour l'Espagne, il est nommé au Conseil de régence. En 1505, lors de son second voyage, il assume le gouvernement des Pays d'Embas à un moment particulièrement difficile : allié désormais du roi Fernando d'Aragon, Louis XII fait marcher ses hommes sur Namur tandis que le seigneur du pays de Gueldre, Charles d'Egmont, est à nouveau en armes dans le nord. Les provinces ayant financé le voyage de Philippe en Espagne, Guillaume de Chièvres taxe exceptionnellement la noblesse, emprunte, recrute et vole à la défense de Namur. À la nouvelle de la mort de Philippe en septembre 1506 à Burgos, le roi d'Angleterre Henry VII demande au roi de France d'épargner le petit Charles. Louis XII obtempère momentanément, tandis qu'un autre seigneur, Robert II de la Marck, profite de la situation en semant le désordre dans les Ardennes. Guillaume de Chièvres fait face, en attendant que l'archiduchesse Marguerite d'Autriche quitte ses terres de Bresse pour assurer la tutelle de ses petits-enfants et la régence des dix-sept provinces.

L'arrivée de Marguerite d'Autriche, viscéralement anti-française, pourrait signifier la fin de la carrière de Guillaume de Chièvres. Cependant, Marguerite apprécie ses qualités d'homme de guerre et de diplomate. Appelé au conseil comme préposé aux finances, Guillaume de Chièvres fait brillamment face aux incursions de Charles d'Egmont dans le Brabant et en Hollande, et de Robert II de la Marck dans les Ardennes. Puis, il participe aux négociations qui conduiront, le 10 décembre 1508 à Cambrai, l'empereur Maximilian, Louis XII, Fernando d'Aragon et le pape Jules II à unir leurs forces contre l'expansionniste et par trop opportuniste République de Venise. Au moment où il est chargé du gouvernement de la maison de l'archiduc, Guillaume de Chièvres a cinquante et un ans. Front ample, nez droit et un peu trop fort, fines moustaches sur une bouche parfaitement dessinée, menton robuste et volontaire, regard intense, débordant d'intelligence, son visage en impose : « Fort intelligent, il parle peu mais avec grande humanité. […] Plus quiet que désireux de guerres. […] Très sobre dans sa manière de vivre. […] Avide et peu dépensier », selon l'ambassadeur vénitien Francesco Corner. Membre d'une famille qui, de génération en génération, a servi depuis leurs débuts les ducs de Bourgogne[1], Guillaume de Chièvres peut mieux que quiconque imprégner son pupille de la fulgurante ascension dans le concert des puissances européennes des deux grandes maisons qui, avec les royaumes d'Espagne, feront partie de son héritage.

Fondé en 880, le duché de Bourgogne avait connu successivement la dynastie des Bosonides, des Robertiens et enfin celle des Capétiens qui s'éteignit en 1361 avec Philippe de Rouvres. Deux ans plus tard, le roi Jean II de Valois, de retour de captivité en Angleterre après avoir été capturé en 1356 à la bataille de Poitiers par le Prince Noir, fils aîné du roi Edward III[2], le donna en apanage à son quatrième et dernier fils Philippe, dit le Hardi, précisement parce que, encore adolescent, il s'était battu à Poitiers avec toute son énergie pour le sauver (« Père, gardez-vous… à droite… à gauche ! »). La dynastie des grands ducs de Bourgogne est donc de pure souche française. Cependant, d'une génération à l'autre, elle a agrandi ses possessions, et ses intérêts l'ont progressivement détaché de la maison de Valois jusqu'à s'allier parfois aux rois d'Angleterre dans la guerre de Cent Ans. Par son mariage avec Marguerite III de Flandres, veuve à onze ans de Philippe de Rouvres, Philippe le Hardi avait énormément élargi son patrimoine avec la Franche Comté (terre d'empire), Rethel, Nevers et, au nord, avec les comtés d'Artois et de Flandres. Plus tard, il hérita du Brabant et du Limbourg, jetant ainsi les bases des futurs Pays d'Embas. Son petit-fils Philippe le Bon y ajouta le Hainaut, Namur, la Hollande, la Zélande et la Frise. Enfin, le quatrième grand-duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, en se rendant maître de la Gueldre et de la Haute Alsace, situées l'une comme l'autre sur les deux rives du Rhin, avait failli, à Trèves, à l'automne 1473, être reconnu par l'empereur Friedrich III comme le maître d'un nouveau royaume de Bourgogne inféodé à l'empire et comprenant les duchés de Lorraine, de Savoie, de Clèves et les évêchés d'Utrecht, Liège, Toul et Verdun. Son couronnement était même une question de jour, lorsque l'empereur, prenant peur de la portée des accords qu'il allait signer, s'enfuit en pleine nuit de Trèves. Se remettant de son échec, après une terrifiante colère, Charles n'abandonna pour autant ni son projet de s'imposer par la force dans l'empire, en se portant de suite au secours de l'archevêque de Cologne, Ruprecht von der Platz, ni d'unir en un seul ensemble les « pays de par-delà » (duché de Bourgogne, Franche-Comté et Charolais) aux « pays de par deçà » (les dix-sept provinces des Pays d'Embas) en conquérant le seul maillon qui lui manquait, le duché de Lorraine. Les années 1474 et 1475 marquèrent à la fois l'apogée de sa carrière et le début de sa vertigineuse descente aux enfers qui mettra sérieusement en péril l'héritage de sa fille unique Marie, jusqu'à ce que Maximilian d'Autriche

l'épouse et que, après maintes et douloureuses vicissitudes, il parvienne à en sauvegarder l'essentiel.

Janvier 1477. Usé par une série ininterrompue d'échecs militaires dans le Bas Rhin et en Suisse, Charles le Téméraire tente à cinquante-huit ans de reconquérir Nancy. Il n'a plus avec lui qu'une pitoyable escouade de quelques milliers de mercenaires assemblés à la hâte, mal entraînés, prêts à s'enfuir au premier tir d'arquebuse. Il n'a pas vu sa fille Marie depuis près de deux ans et il vient de lui écrire une courte lettre : « Tu ne dois pas t'inquiéter. Je suis en bonne santé. Le pire est passé. J'ai conclu avec l'empereur Friedrich III tes fiançailles avec son fils Maximilian. Écrivez-vous. Échangez vos portraits. Soyez heureux. » Les semaines passent et Nancy ne tombe pas. René de Lorraine approche avec quinze mille hommes, dont douze mille mercenaires suisses, payés par Louis XI. Le Téméraire n'a pas une chance. Tout le monde lui conseille de se retirer au Luxembourg, d'attendre là le printemps et de reconstituer une armée. Au Luxembourg ? Pour quoi faire ? Pour s'y faire assiéger, prolonger l'agonie ? Non, le Téméraire veut en finir. « Dussé-je combattre seul ! » lance-t-il au comte de Chimay. Furieux, il soufflette de son gantelet de fer Nicola Pietravalle comte de Campobasso qui insiste pour la retraite. Campobasso parti, Charles le Téméraire enfile son casque. Mauvais présage, le lion de Bourgogne de son cimier se détache et tombe à terre. « Ainsi donc veut le ciel ! » murmure-t-il. En une heure, c'en est fini. Ses hommes ont pris la fuite ou changé de camp. Il galope sur son cheval noir, l'épée brandie. Quinze hommes le prennent à partie. Il perd son casque. Un coup de hallebarde lui tranche la joue. Il tombe de son cheval. Il saigne à flots. La tête ensanglantée dans la neige, le Téméraire revit encore cet automne 1473, qui aurait pu le voir roi d'un nouveau royaume, situé entre la France et la Germanie. Mais il n'est plus temps de refaire l'histoire. Ses pensées s'envolent vers le seul amour de sa vie, Isabelle de Bourbon, sa deuxième femme, morte à trente ans en crachant tout son sang. Avec elle, oui, il avait ri, il avait été heureux. Il pense à leur fille Marie qu'il abandonne, orpheline, dans les griffes de Louis XI. Il compte sur sa dernière épouse, Margaret d'York, pour la sauver du naufrage. Il regarde le ciel gris où volent les corbeaux. Il fait froid. Il a toujours aimé le froid et la neige. Ses paupières se ferment. Un vague sourire lui traverse le visage. Enfin, le silence, la paix. Ne pas, ne plus être[3].

Encore au lit en son château du Plessis, près de Tours, le roi de France Louis XI est le premier à être informé que le corps retrouvé dans les neiges de Nancy, dénudé et à moitié dévoré par les loups, a été identifié comme celui de son rival Charles le Téméraire à sa grosse cicatrice au cou, aux ongles qu'il portait très longs, aux molaires qui lui manquaient. Louis est fou de joie. Les Gantois tout autant. Sans tarder, Louis XI quitte Plessis pour prendre le commandement de l'armée du nord et charge La Trémoille d'entrer avec sa troupe dans le duché de Bourgogne. Il ne va pas faire de quartier à la fille unique du Téméraire : Marie, sa filleule. Hormis quelques fidèles – Adolphe de Clèves, seigneur de Ravenstein, le chancelier Guillaume Hugonet, le sire Guy d'Humbecourt, les seigneurs de Gruthuise, de la Roche, d'Hallewin, de La Bouverie, les évêques de Tournai et d'Arras – Marie de Bourgogne (dans quelques jours elle va avoir vingt ans) et Margaret d'York sont seules et désarmées. Elles convoquent les États généraux pour le dimanche 26 janvier 1478 au couvent des Augustins. Quelques rares représentants du Hainaut, de Brabant, de Zélande et de Hollande se présentent. Ceux de Bourgogne et de Franche-Comté, envahies par l'armée de La Trémoille, sont absents. Les députés de Gand, Bruges et Ypres, en surnombre, s'en donnent à cœur joie et dissolvent les institutions unitaires créées par leur dernier duc, rétablissent les anciens privilèges particuliers à chaque province, limitent les pouvoirs de Marie en matière de guerre, nominations, justice, finance. Que Louis XI ait occupé la Picardie et qu'il s'apprête à mettre la main sur l'Artois et le Hainaut, les Flamands n'en ont cure. Fin février, les États généraux envoient une délégation à Arras, avec la charge de marchander le mariage de leur duchesse Marie avec le dauphin de France. Pour gagner du temps, Marie a donné publiquement son accord, mais elle ne veut pas d'un mari âgé de sept ans et, qui plus est, enfant du pire ennemi de son père. Margaret d'York la presse de prendre pour époux son frère George, duc de Clarence, veuf depuis peu. Une ambassade est partie secrètement auprès d'Edward IV et rien ne pourrait inquiéter davantage Louis XI qu'une nouvelle union entre l'Angleterre et ce qui reste du duché de Bourgogne. Mais Edward se méfie de ce frère dévoré par l'ambition qui l'a déjà trahi à maintes occasions. À la place de Clarence, il propose le frère de la reine Elisabeth, Anthony Wydville, comte de Rivers.

Arrivés entre-temps à Arras, les délégués des États généraux annoncent à Louis XI que « Mademoiselle de Bourgogne en toutes choses est délibérée

de se conduire par le vouloir et le conseil des trois États de son pays ». Le roi de France les contredit : « Vous êtes mal informés du vouloir d'elle. » Et il leur dévoile une lettre qu'il a reçue de Marie, le priant de ne donner de crédit qu'à Margaret d'York, à Adolphe de Clèves, au chancelier Hugonet et au sire d'Humbercourt. Lorsqu'ils rentrent à Gand, ils agitent sous le nez de leur princesse sa lettre au roi de France. Marie bredouille, s'excuse, fait valoir son jeune âge, son inexpérience. Pour toute réponse, sa belle-mère Margaret d'York est exilée à Malines, Adolphe de Clèves est banni, le chancelier Hugonet et le sire d'Humbercourt sont emprisonnés et un échevin proche de feu duc Charles est décapité sur la place du marché. Deux semaines plus tard, quatre autres échevins subissent le même sort. Puis, le 3 avril, c'est le tour d'Hugonet et d'Humbercourt. La veille, Marie a adressé secrètement un appel au secours à Maximilian d'Habsbourg :

« Je veux me conformer à la volonté de mon père, je vous serai une fidèle épouse comme, je n'en doute pas, vous me serez un mari fidèle. Le porteur de cette lettre vous dira jusqu'à quel point je suis surveillée. Puisse le Dieu tout-puissant nous accorder à tous deux ce que nos cœurs désirent. Je vous supplie de hâter votre arrivée dans mon pays pour y apporter aide et consolation. Seulement ainsi, je ne vous perdrai pas par contrainte. »

Et Guillaume de Croy de raconter à son pupille l'histoire des Habsbourg et l'irruption de Maximilian d'Autriche dans la maison de Bourgogne. S'ils ne pouvaient, contrairement aux ducs de Bourgogne, se vanter d'une quelconque ascendance royale, les Habsbourg se glorifiaient d'une histoire bien plus ancienne. Seigneur voici quelques siècles d'une modeste forteresse au confluent de la Reuss et de l'Aare, dans le canton suisse d'Aargau, l'un de leurs ancêtres s'était tout simplement autoproclamé comte. De génération en génération, ses successeurs avaient élargi leurs possessions en Haute Alsace, dans le Brisgau, dans les vallées de Schwyz et d'Unterwald si bien qu'en 1273 le comte Rudolf avait été élu roi des Romains, à l'unanimité des électeurs et de préférence au trop puissant roi de Bohème, Ottokar, dont les terres s'étendaient de l'Elbe à l'Adriatique. Quatre ans plus tard, le « pauvre petit comte » auquel Ottokar n'avait daigné demander l'investiture de ses fiefs, l'avait tué sur le champ de bataille et, ne laissant à son fils Wenceslas que la Bohème, s'était approprié le reste de ses possessions : Autriche antérieure, Tyrol, Styrie, Carinthie et Carniole. La fortune des Habsbourg étant ainsi définitivement faite, son fils Albrecht Ier avait été élu à son tour roi des Romains et quatre générations plus tard, Friedrich III, père de Maximilian, était devenu le premier Habsbourg sacré empereur à Rome[4].

Dès réception de la lettre de Marie de Bourgogne, Friedrich III n'hésite pas à s'opposer aux desseins de Louis XI et dépêche en Flandres une ambassade. Marie la rencontre le 16 avril 1478 à Bruxelles. Elle lui porte l'offre de mariage espéré. « Si tel est le bon plaisir de l'Empereur… », répond-elle et on rédige sans plus tarder le contrat. Le premier né du couple portera, n'en déplaise à Louis XI, le titre et les armoiries du duché de Bourgogne et des comtés de Flandres et d'Artois. À la mi-juillet, Marie rentre à Gand attendre Maximilian, après six mois de pérégrinations dans ses provinces. Outre la protection de l'empereur, elle a le soutien des Rois Catholiques et du pape. Volubile, le peuple se rassemble derrière sa duchesse de vingt ans avec une chanson sur toutes les lèvres : « Se le roy a des lanches, Nous avons des balanse, Mailles et piquenaires, Pour le ferre retraire. » En vérité, ils viennent d'apprendre que Louis XI a déporté loin de leurs foyers les habitants d'Arras et craignent le même sort.

Escorté par sept cents cavaliers habillés de noir et arborant sur leur poitrine la croix rouge de Bourgogne et une queue de renard à la pointe de leurs lances, Maximilian arrive à Gand un après-midi d'août. S'il peut faire une entrée si brillante en Flandres, c'est grâce à la bourse de cent mille ducats que Margaret d'York lui a fait parvenir à Cologne[5]. Les Gantois sont subjugués par ce chevalier athlétique dans son étincelante armure milanaise, blanche comme la neige. « *Tu es dux et Princeps noster : Omnia quae dixeris, nobis faciemus* » (« Tu es notre guide et Prince : Tout ce que tu diras, nous ferons »), promettent leurs banderoles. Le soir, à la Hof ter Walle, Marie, pâle comme une morte, aperçoit son fiancé pour la première fois. Il est plus grand et plus beau qu'elle ne l'imaginait. Longs cheveux blonds, son visage encore adolescent exprime virilité, esprit, générosité, joie de vivre. Maximilian découvre une petite femme, à la peau blanche, cheveux bruns, petit nez, yeux gris brun en amande, lèvres rouges et fortes. Elle n'est pas un chef-d'œuvre de la nature mais Maximilian écrit à ses amis autrichiens qu'elle est « la plus belle femme que je n'aie jamais vue. C'est une plaisante, bonne et vertueuse femme ». Il ne parle pas le français. Elle ne parle pas l'allemand. Le mariage est célébré le lendemain matin, dans la chapelle du palais, par l'évêque de Tournai. Le soir, les chevaliers de la Toison d'or déposent le couple dans son lit nuptial. *Wie es da ganngen ist wais ich nicht* (« Comment les choses se sont passées là, je ne sais. »), écrit à Vienne l'un des amis du prince. Mariage d'intérêt qui va orienter pour les siècles à venir l'histoire de l'Europe. Mais, de suite, mariage aussi d'amour.

Et fécond. Philippe naît dix mois après les noces et Marguerite dix mois après Philippe !

Mais, amour à part, il y a la dure réalité de la guerre avec Louis XI. Armés de piques et de massues, les paysans flamands participent à la défense de leur pays : gare aux Français qui tentent de s'infiltrer chez eux ! Au sud, les Franc-Comtois se révoltent et forcent les Français sur l'autre rive de la Saône. Il n'y a qu'en Bourgogne que Louis XI parvient à mater la rébellion. Au nord, les cavaliers et fantassins commandés par Philippe de Ravenstein, le comte Jacques de Romont et Jean de Dadizeele, récupèrent Douai, Valenciennes, Saint-Omer, Aire, Mons, Cambrai, Tournai. Louis XI propose une trêve. Marie et Maximilian, qui ont mis en gage auprès des banquiers médicéens de Bruges les joyaux, pierres précieuses, peintures, orfèvreries de la maison et qui sont désormais au bord de la banqueroute, acceptent. Au printemps de 1479, le roi de France reprend l'offensive : en Franche-Comté, Dole, Vesoul, Gray, Auxerre, Besançon tombent, l'une après l'autre, dans ses mains mais, au nord, Maximilian, après avoir frôlé la déroute un matin de fin juillet à Guinegatte, près d'Aire-sur-Lys, remporte la victoire grâce aux archers français qui ont rompu prématurément les rangs pour s'adonner au pillage et ont permis ainsi aux piquiers flamands de se ressaisir et obligé la cavalerie française d'abandonner la poursuite des cavaliers bourguignons pour revenir au champ de bataille, poursuivie cette fois par la cavalerie bourguignonne. À l'heure du déjeuner, les fantassins et les cavaliers français abandonnent le combat et Maximilian, soulagé, les laisse se replier. Piqué par sa défaite, Louis XI continue alors la guerre par d'autres moyens. Guerre économique : il récompense les pirates qui attaquent les navires marchands espagnols, hanséatiques et génois se dirigeant vers Anvers. Guerre financière : il somme les banquiers de Médicis de fermer leur filiale de Bruges. Guerre diplomatique : il renouvelle la pension annuelle de cinquante mille écus d'or au roi d'Angleterre Edward IV et lui offre de marier sa fille aînée, Elisabeth, au dauphin Charles. Guerre tactique : il fournit armes et argent aux séditieux du pays de Gueldre, du Luxembourg, de Liège. Maximilian et Marie se débattent comme ils peuvent, lorsqu'en mars 1481 leur parvient une très, très bonne nouvelle : pris « comme par une percucion », le roi de France a perdu « la parolle, la congnoissance et la mémoire » pendant plusieurs jours. Maximilian et Marie reprennent espoir. Vainement. Le premier à

mourir ne sera pas Louis, mais la pauvre Marie de Bourgogne, à vingt-cinq ans :

« Madame Marie de Bourgogne » raconte Jean Molinet « fit une partie de son quaresme en la ville de Bruges, avec le Duc d'Autrice son mari. Pour passer le temps, voulonté lui print d'aller veiner avec ses nobles gentilshommes. Lors, si grande meschéance advînt tant pour elle que pour tous les pays, car elle cheut de sa hacquenée, qui lors deschanglée estoit ; se fut bleschée tellement que, trois semaines après, ayant faict ses ordonnances et reçu les sacrements de saincte Église, elle rendit l'âme à Dieu en fleur de jeunesse en sa ville de Bruges, le vingt-septième de mars, environ deux heures à l'après-diner, l'an 1482. »

C'est au tour de Louis XI d'apprendre la mort de sa filleule avec « très grande joie et aussi que ses enfants estoient demourez en la garde des Gantoys, lesquelz il cognoissoit enclins à noise et divisions contre ceste maison de Bourgogne », relate Philippe de Commynes[6]. Il ne se trompe point. Fin avril, les Flandres imposent aux États généraux qu'un conseil de cinq membres assume le gouvernement et ouvre sans tarder des négociations de paix avec Louis XI. Philippe et Marguerite devront être élevés à Gand et nulle part ailleurs par Adolphe de Clèves, par sire de Beveren Philippe de Bourgogne et par le sire Louis de la Gruuthuse, tous Flamands de bonne souche. Deux jours avant Noël, ils signent à Arras la paix avec Louis XI :

« Pour plus grande seurté de ladite paix, traité et alliance, mariage est faict, promis, consentis et accordé entre le Daulphin, seul fils du roi, et héritier apparent de la couronne et madamoiselle Marguerite d'Autriche, seule fille du Duc d'Autrice, et de feu madame Marie de Bourgogne. Les comtés d'Artois et de Bourgogne et les seigneuries du Maconnais, Auxerre, Salin, Bar-sur-Seine et Noyères, soient le partage, dot et sortement du mariage de madite mademoiselle avec mondit Seigneur le Daulphin. Incontinent la dite paix publiée, madite damoiselle sera, à toute diligence, amenée en ceste ville de Arras et mise et délaissée ès main de Monseigneur de Beaujeu ou autre Prince de sang commis de par le roi et la fera le roi garder, nourrir et entretenir comme sa fille primogenite, espouse de Monseigneur le Daulphin. »

Le dauphin Charles est âgé de douze ans. Marguerite de trois. À la mi-mai, à Hesdin, Madame de Ravenstein la confie aux bons soins de la fille du roi Louis XI, Anne de Beaujeu, et de son époux Pierre de Bourbon[7], venus la chercher pour la conduire à Amboise. « Si le Duc d'Autrice l'eust peu ouster à ceulx qui l'amenoient, il l'eust voulentiers fait avant qu'elle saillist de sa terre ; mais ceux de Gand l'avoient bien acompaignée », constatera avec sympathie Philippe de Commynes. L'affront réservé par les Gantois à Maximilian n'aurait pas pu être plus blessant et le futur Charles Quint ne l'oubliera jamais. Pratiquement exclu des affaires publiques, Maximilian voit la chance se retourner en sa faveur un an plus tard, lorsque

Louis XI quitte le monde le « samedi penultiesme d'aoust mil quatre cent quatre vingtz et trois au dit lieu du Plessis » :

« Oncques homme ne craignit tant la mort, ny ne feit tant de choses pour y cuyder. […] Dès ce que le mal lui print, perdit la parolle, comme autresfois avoit faict : et quant elle luy fut revenue, se sentit plus faible que jamais, combien que à grant peyne pouvoit il mettre la main à la bouche, et estoit tant maigre et tant deffaict qu'il en faisoit pitié à tous ceux que le veoient. Après tant de douleurs, Notre Seigneur l'ousta de ce misérable monde. »

Agréable autant que le « fut le verre d'eau froide qu'un paysan offrit à Artaxerxés », Maximilian apprend la nouvelle du trépas de l'« universelle araigne » au Zuiderzee, où il est venu ramener la paix entre les Hoeks et les Kabilsauws. Maximilian prévient le nouveau roi de France, Charles VIII, âgé treize ans, et sa sœur Anne, régente sinon en droit mais de fait, qu'il s'apprête avec ses mercenaires à libérer son fils Philippe. Ayant déjà fort à faire avec la sédition du duc Louis d'Orléans et du duc François II de Bretagne, Anne de Beaujeu ne fait pas d'objection. Les villes flamandes de Tenremonde et d'Audenarde sont conquises le plus facilement du monde. Aussitôt, Bruges renonce à toute résistance, bientôt imitée par Gand. Maximilian y retrouve son fils après deux années de séparation. Il vient d'avoir sept ans. Bien jolie scène qui, selon Jean Molinet, fait verser quelques larmes aux cœurs les plus endurcis : « Le fils osta son chapeau mais ne cognut point le père sinon que quand il approcha, le père le baisa et alors se prit le fils à larmoyer. »

Pendant que Maximilian savoure ces retrouvailles, l'empereur Friedrich III est humilié par le roi de Hongrie, Mathias Corvin, qui envahit la Basse-Autriche, la Styrie et la Carinthie et le chasse de Vienne. Les ducs de Bavière en profitent pour acheter à Sigismund d'Habsbourg, endetté jusqu'au cou auprès des banquiers d'Augsbourg, ses possessions en Allemagne du sud alors que, de droit, à sa mort, elles devraient revenir à Maximilian. Tout empereur qu'il est, Friedrich III vit à Linz comme un pauvre réfugié. Toute la Germanie se moque de lui. La devise dont il est si fier – AEIOU, *Austriae Est Imperare Orbi Universo* (Il Revient à la Maison d'Autriche de Commander au Monde Entier) – devient *Aller Erst Ist Österreich Verloren* (En Premier Lieu l'Autriche est Perdue) ! Mais Friedrich a déjà traversé beaucoup d'épreuves. Il lui est même arrivé avec sa femme Eleaonor du Portugal et leurs enfants Maximilian et Kunigunde de souffrir de la faim et de manquer de bois pendant l'hiver. Chaque fois, penché sur ses horoscopes, il a su attendre que « le mal temps passe et retourne le bon ». Mais maintenant, à soixante-dix ans sonnés et quarante-

cinq de règne, il est à bout de forces et se résigne à passer le témoin. Rendez-vous est pris pour la fin de l'année à Aix-la-Chapelle. Maximilian confie son fils et le gouvernement des Pays d'Embas à Philippe de Clèves et court à la rencontre de l'empereur. L'étiquette voudrait que le fils descende de cheval et se prosterne aux pieds de son père. Mais cette fois Friedrich traite son fils en égal. Il parcourt lui-même la moitié du chemin et lui donne de sa monture l'accolade. Cela fait huit ans que Maximilian ne l'a pas vu. Que ressent-il en le découvrant si vieilli ? Et que pense l'empereur voyant le visage éprouvé de Maximilian ? Père et fils passent Noël ensemble à Aix. Puis ils chevauchent jusqu'à Francfort, où les attendent les grands électeurs. Impossible de résister au charisme du jeune homme. Après une heure seulement de délibérations et pour la première fois depuis un siècle, Maximilian est élu roi des Romains du vivant de son père. Toute la compagnie repart alors pour Aix-la-Chapelle où, le 9 avril 1486, la couronne de Charlemagne est posée sur sa belle tête blonde.

De retour aux Pays d'Embas en juin, Maximilian conduit avec lui trente mille lansquenets. Objectif : rétablir son autorité sur les Flandres et reconquérir l'Artois. Au printemps 1487, l'opération reconquête tourne au désastre à Béthune. Philippe de Clèves le trahit, en prenant la tête d'une nouvelle rébellion. Gand, Bruges, Bruxelles, Louvain, Liège, prennent son parti. Hainaut, Anvers et Hollande demeurent fidèles à Maximilian. La guerre civile s'installe jusqu'à ce qu'une nuit de février 1488, Maximilian commet une bourde impardonnable en se glissant sans escorte dans Bruges. Peut-être un rendez-vous galant. Le fait est qu'une bande de couche-tard le surprend. Les plus avinés voudraient lui faire la peau. Les plus sobres, mesurant les conséquences d'un tel geste, l'enferment au Craenenburg, près des Halles. Maximilian passe quatre mois derrière les barreaux. Puis la nouvelle se répand que le vieil empereur Friedrich III s'est remis en selle et approche avec vingt mille hommes, alors que Charles VIII, leur seul secours, traque son cousin Louis d'Orléans qui, allié au duc François II de Bretagne, est entré en rébellion. Prudents, les Brugeois se débarrassent de leur prisonnier en le contraignant de signer à l'avance une amnistie générale, le rétablissement de leurs privilèges de 1477 et le retour de l'armée impériale en Allemagne. Maximilian retrouve son père à Louvain. Il voudrait punir les Brugeois, mais les princes allemands qui l'accompagnent ne sont venus que pour le libérer. Leur but atteint, ils n'iront pas plus loin.

Nouveau coup de théâtre : le duc de Bretagne étant décédé, Maximilian et Charles VIII entament une course de vitesse pour épouser sa fille aînée, Anne de Bretagne, qui, âgée de douze ans et sept mois, va hériter de tout et qui, bien qu'encore pubère, est proche de devenir femme. Maximilian a pour lui un traité signé deux ans plus tôt avec François II, prévoyant qu'il épouserait Anne dès qu'elle serait en âge et que son fils Philippe, âgé de huit ans, épouserait le moment venu sa sœur cadette, Isabelle. Charles VIII a pour lui un autre traité signé par le défunt duc, stipulant que ses filles ne pourront pas se marier sans son consentement. Maximilian gagne la première manche : soutenu par la noblesse bretonne, il épouse Anne par procuration. Il lui reste à aller la chercher. Or, la Bretagne est truffée de soldats français et Maximilian n'a pas un ducat pour assembler une armée : le 28 juillet 1488 Charles VIII remporte à Saint-Aubin-du-Cormier une victoire décisive sur les Bretons. Anne de Bretagne se résigne à l'épouser tandis que Louis d'Orléans, capturé, est enfermé dans la « grosse tour » de Bourges. Les mois passent. En février 1489, l'empereur appelle d'urgence Maximilian en Allemagne : les Tyroliens mènent la vie dure aux ducs de Bavière qui ont acheté illégitimement ses terres au cousin Sigismund. Maximilian quitte les Pays d'Embas en confiant au duc Albrecht III de Saxe, excellent homme de guerre, la lieutenance générale des provinces. Au bout d'une année de tractations, Sigismund abdique en obtenant en échange une confortable rente annuelle jusqu'à la fin de ses jours, l'usage de plusieurs châteaux et la liberté d'aller à la chasse et à la pêche au Tyrol où et quand bon lui semble. L'« affaire Sigismund » réglée, une nouvelle tâche retient Maximilian. Comme les infaillibles horoscopes de l'empereur Friedrich III l'avaient prédit de longue date, Mathias Corvin meurt en avril 1490 sans laisser d'enfants. Sa succession est ouverte et, en raison d'anciens traités, Maximilian a des droits à faire valoir. Encore faut-il que les prélats, les barons, les petits nobles et les villes de Hongrie en soient d'accord. Or, la noblesse magyare lui préfère Ladislas Jagellon, roi de Bohème. À court d'argent, Maximilian propose à Ladislas une solution à l'amiable. Ladislas gardera la couronne jusqu'à sa mort. S'il a un héritier mâle, celui-ci lui succédera mais s'il meurt sans descendance, tout reviendra définitivement aux Habsbourg. Accord conclu et signé le 7 novembre 1491 à Presbourg[8]. Entre-temps, son lieutenant le duc Albrecht de Saxe a repris progressivement le contrôle de la situation aux Pays d'Embas. Ainsi, treize ans après son mariage avec Marie de Bourgogne, Maximilian a non

seulement retourné complètement en sa faveur la situation aux Pays d'Embas, mais également consolidé son pouvoir sur le Tyrol et ouvert des perspectives prometteuses pour l'annexion pacifique de la Hongrie. Il lui reste à régler son contentieux territorial avec le roi de France Charles VIII. Ce sera chose faite dix-huit mois plus tard. Tout animé désormais par son projet d'aller à la conquête de la couronne de Naples, Charles VIII signe en mai 1493, à Senlis, la paix avec Maximilian et lui rend « la petite reine de France » Marguerite d'Autriche avec toute sa dot (l'Artois, la Franche-Comté et le Charolais).

À Bruxelles, Marguerite retrouve son frère Philippe qui va fêter ses seize ans. Maximilian aurait voulu être là, tant pour l'accueillir que pour « mettre ordre et provision en toutes choses nécessaires au bien, utilité et prouffit de notre très cher et très aimé fils l'archiduc », mais l'état de santé de son père l'a retenu en Autriche. Une banale infection à un pied a soudainement pris une très mauvaise teinte. Envoyés d'urgence à Linz, les médecins de Maximilian confirment qu'il faut amputer la jambe du vieil homme. Malgré ses quatre-vingts ans, l'empereur survit à l'opération. Stoïquement, il plaisante qu'il aurait mieux fait de mourir pour ne pas passer à l'histoire comme « l'empereur unijambiste ! » Rassuré, Maximilian rentre à Innsbruck pour y apprendre la « piteuse nouvelle que son très-redoubté seigneur et père, monseigneur l'Empereur, a rendu son âme à Notre Seigneur. » Maximilian fait transporter, via le Danube, son corps à Vienne pour y être « sépulturées au chœur de l'esglise cathédrale de Sainct-Estienne. » Pour la paix de son âme, Maximilian ne lésine pas sur les messes : il en commande huit mille à célébrer dans les cent jours. Nouvel empereur *in pectore*, il assiste depuis Innsbruck à la descente de Charles VIII en Italie et négocie avec les Rois Catholiques l'union de leurs enfants.

Voilà donc le petit archiduc Charles parfaitement au fait du pacte de sang liant depuis 1478 la maison de Bourgogne à la maison des Habsbourg. L'heure est ainsi venue d'aborder celui conclu le 20 janvier 1495 avec les Rois Catholiques d'Espagne et l'histoire tout à fait singulière de la Castille, de l'Aragon et du Portugal, trois royaumes inextricablement liés par la géographie et nés après l'an mille, lorsque, les chrétiens, réduits aux Asturies et aux Pyrénées, entamèrent la reconquête des vastes espaces tombés depuis le VIIIe siècle sous domination musulmane. Charles doit se familiariser avec les noms d'Alfonso VI (1072-1109), libérateur de Tolède et premier roi de Castille, d'Alfonso II (1164-1196), libérateur du comté de

Barcelone et premier roi d'Aragon, et d'Afonso Enriques (1139-1185), ce descendant d'une branche cadette des ducs Robertiens de Bourgogne qui, devenu seigneur du comté Portugalense, à l'embouchure du Duero, avait fait sécession du royaume de Castille et libéré Lisbonne à l'issue d'une mémorable bataille contre les musulmans. Élu roi du Portugal par ses troupes, il avait été reconnu comme tel quatre ans plus tard par Alfonso VII de Castille. Ayant mis en perspective l'origine des trois grands royaumes ibériques, notre jeune archiduc dut se familiariser (mais il y avait de quoi devenir fou avec tous ces Alfonso, Afonso, Juan et João) avec certains successeurs des trois rois pionniers. Par exemple, avec le fils cadet du roi de Castille Juan Ier de Trastamara, Fernando, que les Aragonais, à la mort sans descendance légitime de Martin I, s'étaient choisis pour roi et qui lia son nom à la conquête d'Antequera, à la frontière de l'Émirat de Grenade. Et plus encore avec son fils Alfonso V, surnommé le Magnanime, célèbre pour avoir annexé au royaume d'Aragon le royaume de Naples et pour avoir légué à sa mort la couronne d'Aragon à son frère cadet Juan II (arrière-grand-père de Charles Quint) et celle de Naples à son bâtard Ferdinando. Et, enfin, de João, ce fils naturel de Pedro le Cruel que les Cortes portugaises avaient couronné roi afin que leur pays n'échoie pas à sa demi-sœur Beatriz, épouse de Juan Ier de Castille. Vainqueur des Castillans à la fameuse bataille d'Aljubarrota en 1385 et fondateur de la maison des Aviz, João concluait un an plus tard avec Richard II, roi d'Angleterre, une alliance perpétuelle (encore en vigueur aujourd'hui !) en vertu de laquelle il avait épaulé les prétentions au trône de Castille de son beau-père (il avait épousé sa fille Philippa) John Gaunt, duc de Lancaster, oncle de Richard II et mari de Costanza de Castille, de sorte qu'un voyageur mal informé parcourant en ce temps-là l'Estrémadure aurait pu avoir l'immense surprise d'y croiser quelques bataillons anglais. L'autre titre de gloire de João, dit de Bonne Mémoire, avait été en 1415 la conquête de Ceuta, en Berbérie, point de départ de l'exploration des côtés d'Afrique, grâce aux intuitions visionnaires de son cinquième fils, dom Enrique O Navegator.

C'est à ce dernier que la maison des Aviz devait d'être devenue la plus riche maison royale d'Europe au fur et à mesure que ses caravelles avaient, étape après étape, conquis Mogador, les îles du Cap Vert, franchi l'équateur, exploré les côtes subéquatoriales de l'Afrique jusqu'à découvrir en 1487, avec Bartolomeu Dias, le cap de Bonne Espérance et, par-delà, l'accès à l'océan Indien, au bord duquel mûrissaient les meilleures épices. Jusque-là,

l'entreprise s'était payée d'elle-même, puisqu'à chaque étape les Portugais avaient créé des comptoirs chargés d'expédier par voie maritime à Lisbonne les cargaisons d'or, d'ivoire, d'esclaves et de malagueta (poivre de Cayenne) transportées auparavant vers les rives de la Méditerranée par des caravanes de chameliers. Dix ans après la découverte du cap de Bonne Espérance, le petit royaume du Portugal avait déjà établi des comptoirs au Mozambique, à Ormuz dans le golfe persique, sur les côtes indiennes (Calicut, Cochin, Colombo, Goa), jusqu'à Macao, en Chine, et capté la moitié du commerce avec l'Extrême Orient, au détriment des sultanats du Caire et de Damas qui se partageaient, en bonne intelligence, avec la République de Venise, le monopole des épices vendues en Europe. Dès lors, l'on comprend aisément pourquoi la bonne entente avec le Portugal, voire l'unification par des mariages croisés des trois grands royaumes ibériques, sera l'une des lignes de force de Charles Quint comme cela avait été le cas pour ses grands parents Isabel de Castille et Fernando d'Aragon.

Isabel de Castille et Fernando d'Aragon, parlons-en ! Née, comme son frère aîné Alfonso, du deuxième mariage du roi Juan II de Castille avec Isabel (encore une !), nièce du roi João Ier du Portugal, les chances d'Isabel de devenir reine paraissaient très minces. À la mort de Juan II en 1454, son demi-frère l'infant Enrique (encore un !) était tout naturellement monté sur le trône. Cependant, et cela est indubitable, Enrique se révèle impuissant : en sept ans, il ne touche pas une seule fois sa femme Blanche de Navarre. Ce mariage annulé, Enrique épouse en secondes noces sa cousine Joana de Portugal, fille du roi Duarte I, sans demander de dispense papale. « Pendant » cette union, et non pas « de cette union », nait sept ans plus tard une fille, Juana, dont l'arrivée suscite les plus folles rumeurs : elle serait née de la liaison entre la reine et le grand maître de l'ordre de Santiago, Beltràn de la Cueva. La petite Juana serait donc non seulement issue d'un mariage juridiquement entaché de nullité mais bâtarde de sang. Dès lors, si Enrique vient à disparaître, le frère aîné d'Isabel, Alfonso, disposera de deux excellents arguments pour prétendre à la couronne de Castille. Mais Alfonso meurt avant Enrique et Isabel, faisant preuve d'un aplomb admirable à l'âge de seize ans, s'autoproclame princesse des Asturies et héritière légitime de la couronne de Castille. Et, comme elle a la tête très bien faite, elle renforce sa position en épousant, en secret et sans l'autorisation d'Enrique, l'héritier de la couronne d'Aragon, son lointain cousin Fernando, âgé de seize ans comme elle, et signe avec lui un contrat

de mariage extrêmement précis et ambitieux : chacun gardera sa couronne mais ils prendront toutes les décisions ensemble en vue de quelques grands objectifs communs : restaurer l'État au détriment de la noblesse, achever la Reconquista par la conquête du Califat de Grenade ; imposer la religion catholique comme seule religion d'État ; armer des caravelles pour aller comme le Portugal à la découverte du monde, œuvrer pour l'unification des trois royaumes ibériques.

Les deux jeunes gens partagent donc la même vision du futur. Enrique IV meurt en 1474 et, inévitablement, une guerre de succession éclate entre les partisans de Juana, dont son oncle le roi du Portugal Afonso V, et les rares princes castillans qui soutiennent les ambitions du couple Isabel-Fernando. La guerre fait rage pendant cinq ans et s'achève par la victoire de ces derniers. Le traité de paix signé à Alcáçovas (dans l'arrière-pays de Lisbonne) avec Afonso V, en stipulant le mariage entre son petit-fils, Manoël, âgé de dix ans, et la fille aînée des Rois Catholiques, Isabel, âgée de neuf ans, est le point de départ d'une très longue période de stabilité dans les relations entre le Portugal, la Castille et l'Aragon dont Charles Quint héritera quand il arrivera au pouvoir. Il inclut, en particulier, la reconnaissance par le couple Isabel-Fernando de la bulle édictée trente-cinq ans auparavant par le pape Nicolas V et octroyant au royaume du Portugal les droits exclusifs de possession et d'évangélisation des terres que ses marins ont découvertes, ou découvriront, au sud d'une ligne horizontale au-dessous des îles Canaries, les seules occupées de longue date par les Castillans. Cet accord est validé par la bulle *Aeterna Regis* de Sixte IV. Désireux d'ouvrir par l'ouest une nouvelle route vers les Indes, Cristoforo Colombo (Christophe Colomb) quitte Palos de la Frontera en août 1492 avec trois caravelles[9]. Sept mois plus tard, il revient à Séville sans le moindre sac d'épices ou la moindre pépite d'or, mais persuadé d'avoir atteint les Indes. João II, le fils d'Afonso V, devine que le Génois a sous-estimé de beaucoup les dimensions du globe terrestre et a atteint des terres encore inconnues dont il revendique la souveraineté parce que situées en dessous de la ligne tracée par le traité d'Alcáçovas. Abasourdis, Isabel et Fernando obtiennent alors de leur compatriote le pape Alexandre VI une révision radicale de la bulle de Sixte IV par l'institution d'une nouvelle ligne de partage, tracée verticalement de pôle à pôle, cent lieues à l'ouest des Açores : toute terre découverte à l'ouest de la ligne reviendra à la Castille, à l'est au Portugal. Le roi João ayant refusé l'« arbitrage » d'Alexandre VI, les

deux couronnes ouvrent des discussions directes à Tordesillas. Avantagé par les connaissances géographiques accumulées par ses navigateurs et gardées dans le plus grand secret à la Casa da Mina de Lisbonne, le roi João pressent que les îles découvertes par Cristoforo Colombo se situent au nord-ouest d'une vaste terre ferme que le Portugais Vicente Yañez Pinzon, poussé très à l'ouest par une tempête alors qu'il longeait les côtes africaines, a accostée quatre ans plus tôt. À Tordesillas, ses ambassadeurs offrent d'emblée aux Castillans de leur laisser les terres découvertes par Cristoforo Colombo, s'ils acceptent de tracer la ligne allant d'un pôle à l'autre non pas à cent mais à trois cent soixante-dix lieues à l'ouest des îles du Cap Vert. Une concession que les Castillans trouvent minime de sorte que l'accord signé le 7 juin 1494 sera « sanctifié » par une nouvelle bulle (*Inter cætera*) d'Alexandre VI. Six ans plus tard, Pedro Alvarez Cabral partira de Lisbonne avec une flotte de treize navires armés par le roi Manoël Ier, successeur de son cousin João, et débarquera avec mille compagnons au Brésil. Comme la Castille et l'Aragon, le traité de Tordesillas fera partie de l'héritage de Charles Quint ainsi que la colonisation progressive de l'Amérique. Sous sa conduite, l'Espagne deviendra le cœur de sa puissance et s'acheminera après lui vers son Siècle d'Or.

Voilà l'archiduc Charles imprégné des réalités des nombreux pays qu'il sera appelé à gouverner. Mais, que cela plaise ou non, il y a aussi le côté pratique, quotidien, routinier des choses. Guillaume de Chièvres dort dans sa chambre et, le cas échéant, le réveille pour qu'il prenne connaissance des messages urgents venant des ambassadeurs ou des provinces : « Si je te fais travailler si durement, c'est parce que je veux être sûr que, à ma disparition, tu sois libre de voler de tes propres ailes. Si je ne le faisais pas, tu aurais trop besoin de te reposer sur autrui ! » Chaque fois, il lui explique les tenants et aboutissants de l'actualité : la Sainte Ligue constituée en octobre 1511 par le pape Jules II, Fernando d'Aragon, Venise, Henry VIII et la confédération helvétique pour chasser Louis XII d'Italie (l'empereur Maximilian s'étant tenu prudemment neutre) ; l'abandon de l'Italie en 1512 par Louis XII, lorsque son armée, victorieuse à Ravenne mais à court d'argent, a laissé la voie libre aux armées du pape Jules II et du roi Fernando d'Aragon ; le retour, grâce aux Suisses moyennant d'importantes concessions territoriales, de l'ancien compagnon de jeux de Charles, Massimiliano Sforza, à la tête du duché de Milan ; la constitution en 1513 d'une ligue incluant Henry VIII, Fernando d'Aragon, le nouveau pape

Léon X et l'empereur Maximilian, qui se traduit notamment par la prise de Thérouanne et de Courtrai par le roi d'Angleterre. De cette alliance, l'archiduc Charles était partie prenante puisqu'elle prévoyait qu'il épouse la sœur d'Henry VIII, Mary Tudor. Robes, bijoux, meubles, argenterie, tout le trousseau de Mary était fin prêt. Mais Henry VIII, ulcéré par la trêve que – chacun pour son compte – Fernando d'Aragon et l'empereur Maximilian ont conclue avec Louis XII, sans le prévenir, a signé son propre traité de paix avec Louis XII. Et, puisque celui-ci était veuf depuis sept mois de feue la reine Anne de Bretagne et qu'il n'avait pas d'héritier mâle, il s'était fait un malin plaisir de lui offrir en mariage la sœur promise à Charles. Enfin, comment oublier que la chrétienté, dont Charles est appelé à être l'un des grands souverains, est confrontée, à ses frontières orientales et méridionales, au nouvel empire musulman qui, en deux siècles, a pris le relais des anciens califes omeyyades et abbassides. Et le seigneur de Chièvres d'évoquer la fulgurante apparition depuis le début du XIVe siècle au sud de la Méditerranée du très vaste et puissant Empire ottoman. Fondateur de la dynastie, Otman Ier s'était fait seigneur de Bitinie et des provinces au bord de la mer Noire. Son fils Orcan avait abordé le premier, à Gallipoli (la ville des Gaulois !), la rive européenne du Bosphore. Son fils Murad avait conquis la Thrace, la Serbie et la Bulgarie. Après lui, Bayazid 1er, vaincu par Tamerlan, était mort enfermé dans une cage, mais son fils Mehmet Ier avait repris la marche en avant de la dynastie en occupant la Macédoine. Son successeur Murad II, la Roumanie. Puis, ce fatidique 29 mai 1453, Mehmet II avait conquis Constantinople. Entré dans le temple chrétien d'Hagia Sophia, se prosternant vers La Mecque, il avait crié « Allah Akbar » (« Dieu est plus grand »). Son fils Selim, en conquérant Damas, la péninsule arabique et l'Égypte, était devenu le premier sultan à régner sur les trois lieux saints de l'islam : La Mecque, Médine et Jérusalem. Seule ombre au tableau : la primauté de Selim sur le monde musulman était menacée sur ses frontières orientales par Ismaïl, considéré par diverses tribus d'Anatolie, de Syrie et d'Arabie comme le seul guide légitime parce que descendant du cousin, fils adoptif et gendre de Mahomet, Ali Ibn Abi Talib. Au moment où l'archiduc Charles s'apprête à gouverner les Pays d'Embas, Selim vient de conduire ses armées au Kurdistan et d'infliger avec son artillerie, à Tchaldiran, près du lac Van, une défaite mémorable à la cavalerie perse et, depuis, le roi du Portugal fournit aux Ismaélites canons et arquebuses, via sa garnison d'Ormuz, à l'entrée du golfe Persique.

Ainsi Charles, à la veille de sa majorité, a appris l'essentiel : penser plus loin et plus large que les autres, s'en tenir toujours à des idées fortes, ne jamais se lancer tête basse à l'aventure mais pousser plutôt l'adversaire à la faute, se servir des hommes selon leurs qualités, ne jamais croire aux promesses d'amitié. Cette gravité, qui ne l'empêchera pas avec le temps de faire preuve d'esprit et d'ironie, et l'humble religiosité que lui avait inculqué Adriaan d'Utrecht, constituent les deux grands piliers de la personnalité du jeune prince. Mais il y en a un troisième : ce sens de l'honneur et de la parole donnée qui le distingueront de ses contemporains, adeptes du principe selon lequel « la fin justifie les moyens ». Et, pourtant, au moment où Charles va entrer dans le monde, la plupart de ceux qui l'ont observé de près ne lui trouvent rien de comparable au futur François 1er : « Il parle toujours peu, quoiqu'il semble qu'il s'exprime davantage quand il est seul avec ses proches », se borne à noter l'ambassadeur vénitien Francesco Corner. Gageons plutôt que cet « apatride » dans lequel le sang de Bourgogne se mêle à celui des Valois, le sang de Castille à celui d'Aragon, le sang des Habsbourg à celui des Aviz, doit trembler à l'idée de devoir un jour plus ou moins proche gouverner des pays aussi dissemblables et éparpillés que les Pays d'Embas, la Castille, l'Aragon, la moitié de l'Italie, l'Autriche, notamment. Peut-être aussi n'a-t-il jamais oublié le conseil que son grand-père Maximilian lui avait donné avant de le présenter, à neuf ans, devant les États généraux des Pays d'Embas :

« Souviens-toi que, à chaque instant de ta vie, tous les yeux seront inexorablement fixés sur toi et que tu n'auras jamais droit à l'erreur. Alors, force-toi à te tenir droit comme une statue et à ne te jamais laisser distraire par quoi que ce soit. Parle le moins possible car on regrette facilement d'en avoir trop dit. Prend Philippe le Bel : il laissait toujours parler son entourage, demeurait impassible et tout le monde le prit pour un grand roi. »

7

1515 : Charles et François

Le 5 janvier 1515, au terme d'une négociation menée par le seigneur de Chièvres, l'empereur Maximilian émancipe, lors d'une cérémonie officielle au palais Coudenberg, son petit-fils Charles, âgé de quatorze ans, dix mois et vingt-un jours. L'une des raisons qui ont poussé l'empereur Maximilian à accélérer les choses est des plus triviales : les dix-sept provinces des Pays d'Embas, impatientes d'être gouvernées par leur prince naturel, lui ont offert cent mille ducats d'or comme cadeau de sortie et Maximilian, comme toujours, a besoin d'argent. D'autres facteurs expliquent aussi son empressement. L'empereur va bientôt fêter ses soixante-six ans et, avant de disparaître, il voudrait voir son petit-fils bien placé pour lui succéder à la tête de l'empire. De plus, le grand-père maternel de Charles, Fernando, n'est pas en bonne santé (à cause des breuvages que sa jeune femme Germaine de Foix lui fait ingurgiter pour stimuler sa virilité, se murmure-t-il). Et, malgré ses promesses écrites, le roi d'Aragon, de Naples, de Sardaigne et de Sicile et régent de Castille, répugne toujours à l'idée que son petit-fils, né et élevé en Flandres, mené à la baguette par le francophile Guillaume de Chièvres, entouré par les mêmes exilés castillans qui jadis courtisaient son père Philippe, lui succède. Sa préférence va à son frère l'infant Ferdinand, âgé de douze ans, né et élevé par lui en Castille. Le hasard a fait aussi qu'au tout dernier jour de décembre 1514, le roi de France Louis XII soit trépassé à l'âge de cinquante-deux ans, sans laisser d'héritier mâle, malgré d'ultimes, frénétiques efforts auprès de sa jeune et émoustillante troisième femme, Mary Tudor, épousée trois mois plus tôt. Quatre jours avant l'avènement de l'archiduc Charles, le 1er janvier 1515, son neveu François de Valois

Angoulême lui a succédé, sous réserve que Mary Tudor, promptement enfermée avec des sages-femmes à l'hôtel de Cluny, à Paris, n'ait pas un petit Louis en gestation. Mais ce n'est pas le cas et, après les quelques mois prescrits, Mary peut rentrer en Angleterre en compagnie de l'avenant Charles Brandon, duc de Suffolk et ami d'enfance d'Henry VIII, qu'elle a épousé secrètement la veille de son départ pour Londres[1]. Parce qu'il en dit beaucoup sur le bouillant personnage que sera toute sa vie François d'Angoulême, on ne saurait taire un ragot selon lequel, dès l'apparition en France de cette Anglaise de dix-huit ans, grande, aux cheveux blonds et à la peau laiteuse, cultivée en lettres et théologie, parfaitement trilingue (anglais, français, latin), spirituelle et nullement timide, son sang n'avait fait qu'un tour. En dépit des mises en garde de sa mère Louise de Savoie, terrorisée à l'idée que pour le plaisir d'une nuit son fils compromette à jamais ses chances de devenir roi, il avait harcelé la belle Anglaise. Des lettres adressées par Mary à son frère Henry VIII (« Ses requêtes ignoraient clairement mon honneur. […] Je voudrais plutôt être hors du monde si cela devait arriver. ») et confirmées par Charles Brandon (« Mary a été lourdement harcelée mais n'a jamais cédé, préférant plutôt la mort. »), laissent peu de place au doute.

Charles (quinze ans) et François (vingt et un ans) arrivent ainsi au pouvoir au même moment. L'un et l'autre peuvent espérer régner très longtemps. Les intellectuels de l'Europe entière leur disent : « Vous êtes comme deux feuillets blancs. Ecrivez en grandes lettres les mots paix et prospérité dans les pages du temps qui sera le vôtre. » Comme chacun sait, dès le premier jour, ni Charles ni François (« Ce gros garçon gâtera tout », avait prédit son prédécesseur Louis XII) ne se résigneront à être le second de l'autre. D'emblée, sous prétexte d'être complètement pris jusqu'à fin novembre par ses visites à chacune des dix-sept provinces, Charles se garde d'assister, en sa qualité de premier pair de France[2], au couronnement fin janvier 1515 de son lointain cousin François, dans ce haut lieu du royaume de France qu'est la cathédrale de Saint-Denis, depuis le sacre de Pépin le Bref par Étienne II venu de Rome s'assurer sa protection contre les Lombards. C'est le comte Henri de Nassau, accompagné par le seigneur de Sempy et par Mercurino Gattinara, qui le représentent. Reçu en audience, Henri de Nassau transmet les regrets de son maître de n'avoir pu assister au couronnement et son sincère désir de « traiter amitié et confédération » entre les deux États. Piqué par l'absence du jeune homme qu'il considère

comme son vassal et son inférieur sur la scène européenne, François 1er répond aigrement qu'« en me rendant les devoirs des fiefs qu'il tient, mon cousin le prince d'Espagne me trouvera raisonnable et s'il désire que nous ayons intelligence ensemble, je le désire aussi ». Ainsi, dès les premiers échanges, le climat est tendu. Il le devient davantage, lorsqu'Henri de Nassau met sur la table la question des droits de Charles sur le duché de Bourgogne, occupé brutalement et injustement trente-huit ans plus tôt par Louis XI. Une manière d'écarter cette grave cause de discorde, propose-t-il, pourrait être d'unir les deux maisons par des liens de sang : dès qu'elle serait pubère et si elle avait en dot le duché de Bourgogne, Charles pourrait épouser la sœur cadette de la reine Claude, Renée, qui va bientôt avoir cinq ans[3]. Henri de Nassau précise qu'il conviendrait que par le même traité François abandonnât toute prétention sur le duché de Milan, fief d'empire, et sur le royaume de Naples, fief pontifical. Des requêtes tout à fait extravagantes pour François 1er. Tout au plus est-il disposé à soumettre la question de la Bourgogne à une cour d'arbitrage et à donner en dot à Renée de France le duché de Berry, plus deux cent mille écus d'or. Le 24 mars, un traité est établi selon ses désirs[4].

Fin juin 1515, l'état de Fernando d'Aragon s'aggrave. Adriaan d'Utrecht est envoyé aussitôt à son chevet pour l'assurer de la prochaine venue de son petit-fils Charles. À son arrivée début octobre à Burgos, ni le roi ni le cardinal Cisneros ne se pressent de l'entendre et Adriaan doit attendre un mois avant d'être reçu par le roi, dans sa ville de Plaisance. Une visite purement protocolaire puisque, pour les affaires de l'État, Fernando d'Aragon le prie de bien vouloir attendre au monastère de Notre-Dame de Guadalupe qu'on l'appelle. Las d'être sans nouvelles, en décembre, Adriaan se rend à Madrilejo, petite ville des environs de Trujillo où se trouve le roi, et demande à être reçu. La première réaction de Fernando d'Aragon est colérique : « Il ne vient que pour voir si je suis mourant… Dites-lui qu'il s'en aille. » Puis, il se ravise, mais il lui parle très durement : si Charles veut venir en Espagne, qu'il vienne seul, sans le seigneur de Chièvres, don Juan Manuel ou ses acolytes. Et, si Charles n'est pas prêt à laisser à son frère cadet le gouvernement des Pays d'Embas et si l'empereur Maximilian ne lui assure pas par traité l'héritage de l'Autriche, ce n'est pas la peine qu'il fasse le voyage. Sur ce, le roi s'en va quelques jours à la chasse à l'ours dans le royaume de Léon. Revenu à Madrilejo, il a un malaise et meurt aux premières heures du mercredi 23 janvier 1516. Pendant quelques heures

Adriaan d'Utrecht croit avoir failli à sa mission. Il ignore que, deux jours plus tôt, les conseillers du roi, ayant appris de sa bouche que quatre ans auparavant il avait rédigé de sa main un testament destinant tous ses royaumes à son petit-fils l'infant Ferdinand et la régence du royaume de Castille au cardinal Cisneros, l'avaient unanimement mis en garde contre les conséquences catastrophiques d'une telle spoliation. Les droits de l'archiduc Charles étaient incontestables et l'écarter de la succession conduirait non seulement à la guerre civile mais à la ruine de l'immense œuvre d'unification qu'il avait accomplie en cinquante ans de règne aux côtés de feue la reine Isabel. *In extremis,* le vieux roi s'était ravisé et avait disposé que, dans l'attente de la venue en Espagne de ce neveu qu'il n'avait jamais vu, la régence de ses royaumes d'Aragon, Grenade, Sicile, Naples, Navarre, Cerdagne et Roussillon serait assurée par son fils illégitime, don Alonso, archevêque de Saragosse, et celle du royaume de Castille par le vieux cardinal Cisneros. Quant aux trois puissants ordres militaires de Calatrava, Santiago et Alcantara, le roi s'était également laissé convaincre de les laisser, pour la sûreté des royaumes, à Charles, quitte à allouer à l'infant Ferdinand une rente annuelle de cinquante mille ducats sur le royaume de Naples. Et, suivant une ultime requête du roi Fernando d'Aragon, il devra aussi prendre soin de sa veuve, la reine Germaine de Foix. Comme on le verra, Charles exaucera plus qu'à la lettre le vœu de son grand-père.

À son frère de douze ans, Charles envoie quelques mots de consolation :

« Très illustre Infant Don Fernand, notre très cher et très aimé frère. Nous avons ressenti une grande douleur et tristesse pour la mort du très haut et puissant Roi Catholique. Mais puisque cela est chose naturelle et qu'elle a plu à Dieu, nous devons accepter sa volonté dans la certitude que notre aïeul est sur le chemin du salut éternel. Comme les faits et l'expérience vous le prouveront, vous tenez en moi un véritable frère et père. Pour l'heure, il ne convient pas d'aller plus loin et bientôt, si Dieu le veut, nous nous verrons pour la première fois. Entre-temps, accordez le plus grand crédit à ce que mon ambassadeur Adrien d'Utrecht aura à vous dire de ma part. »

Entre-temps, en août 1515, François 1er s'est couvert de gloire sur le champ de bataille de Marignan et a occupé l'État de Milan gouverné depuis 1512 par le jeune Massimiliano Sforza : « Soulagé d'avoir échappé à l'esclavage des Suisses, aux exigences de l'empereur, aux tromperies des Espagnols, aux roueries du Saint-Siège et aux trahisons de mon chancelier Morone », le fils aîné de Ludovico il Moro a capitulé sans offrir de résistance. En échange, le roi de France lui a accordé une belle rente annuelle pour le reste de ses jours, à condition qu'il s'établisse en France. Milan conquise de haute main, François 1er pourrait traverser les terres

pontificales pour assiéger Naples. Le pape Léon X s'y attend et a prévu de se réfugier à Ischia. La saison étant déjà trop avancée, c'est un tout autre choix que fait le jeune roi de France : via le nonce Ludovico de Canossa, évêque de Tricarico, en Basilicate, et futur évêque de Bayeux, il offre à Léon X sa protection, aussi bien pour l'État pontifical que pour sa ville de Florence. Outre un droit de passage par les États de l'Église en vue d'une future conquête de Naples, Léon X doit lui donner Parme et Plaisance et rendre au duc de Ferrare, Alfonso d'Este, Modène et Reggio. Léon X ne dit pas non et accepte de rencontrer François 1er en décembre dans la ville pontificale de Bologne. Ils se plaisent et esquissent des projets bien plus vastes pour l'année suivante : le Saint-Siège abrogera la vieille bulle papale de Clément IV interdisant à un souverain du nord de l'Italie de régner sur le royaume de Naples et ils se le partageront. Gaète et les territoires au nord du Garigliano à la papauté, le reste au fils cadet de François 1er, le duc Henri d'Orléans. Léon X est d'autant plus satisfait que François 1er abandonne à sa vengeance son allié Francesco Maria della Rovere, duc d'Urbin et neveu de feu le pape Jules II[5]. Autre grande satisfaction pour lui, François 1er s'engage à abroger la Pragmatique Sanction de Bourges qui depuis soixante-dix-sept ans a aboli les annates payées au Saint-Siège par tout nouveau titulaire d'un bénéfice ecclésiastique, affirmé la primauté des conciles sur l'autorité papale, soustrait à la juridiction papale maintes affaires de sa compétence et réservé au royaume la nomination des évêques et des abbés. Dorénavant, le roi de France proposera ses candidats, le pape ayant le dernier mot. François 1er rentre en France avec un nouvel allié et avec l'insigne de la Rose d'or ; Léon X à Rome avec un bilan somme toute très flatteur.

Le pape, qui vient d'abandonner le camp impérial et de s'allier à François 1er, est le quadragénaire Giovanni de Médicis, second fils de Lorenzo de Médicis, qui, soutenu par l'empereur Maximilian, a succédé en décembre 1513 au pape guerrier Jules II. Brillant esprit à la mémoire prodigieuse, protecteur de tout ce que l'Italie compte comme philosophes, poètes, peintres, musiciens, aventuriers, hommes du monde, l'homme, malgré ses bajoues flasques, son corps obèse et perpétuellement en sueur, ses yeux myopes grossis par un lorgnon d'or, fascine. Cardinal à treize ans sous Innocent VIII, dont le fils Franceschetto Cybo avait épousé sa sœur Maddalena, il avait été chassé de Florence en 1494 avec son frère aîné Piero, les Florentins ayant jugé démesurées les concessions consenties à

Charles VIII pour que ses troupes ne pillent pas la ville. Piero s'était enfui à Venise, avec femme et enfants, tandis que Giovanni, en compagnie de son frère cadet Giuliano, de son cousin Giulio (qui sera à son tour pape) et son secrétaire Bernardo Dovizi di Bibbiena, grand virtuose de plaisanteries et facéties, avait trouvé refuge à Urbin, auprès du duc Guidobaldo de Montefeltre. Les Florentins ayant décrété la république et mis la tête des Médicis à prix, Giovanni avait voyagé en Autriche, en Allemagne et aux Pays d'Embas avant de gagner *incognito* Gênes, où il avait vécu quelque temps caché par sa sœur Maddalena et son beau-frère Franceschetto Cybo. Lors de la guerre de 1503 entre Louis XII et Fernando d'Aragon pour la possession du royaume de Naples, les Médicis avaient misé sur Louis XII, de sorte que Piero de Médicis compta parmi les milliers de morts de la fameuse bataille de Garigliano, près de Gaète, où Gonzalo de Cordoba avait mis en déroute l'armée française. Demeuré seul chef de famille et entré progressivement dans les grâces du pape Jules II, Giovanni avait pris sa revanche le 1er septembre 1512, lorsque l'armée de Louis XII, victorieuse à Ravenne mais hélas à court de moyens, avait dû laisser la voie libre aux armées du pape Jules II et du roi Fernando d'Aragon. Ce jour-là, après dix-huit ans de république, le cardinal Giovanni rentrait à cheval dans sa Florence natale à la tête de mille cinq cents hommes et reprenait possession du palais familial de la Via Larga. Il y est toujours lorsque Jules II s'éteint dans la nuit du 20 au 21 février 1513. Quoique souffrant d'un ulcère à l'estomac et d'une fistule anale, Giovanni de Médicis participe au conclave et, au bout de cinq jours, il lui revient, en tant qu'aîné du conclave, de proclamer lui-même *urbi et orbi* qu'il a été élu et qu'il prendra le nom de Léon X.

Au moment où Giovanni de Médicis accède au trône de Saint Pierre, un concile général réuni dix-huit mois plus tôt par Jules II débat au palais du Latran de trois grands thèmes : les hérésies qui continuent à miner la chrétienté, les mœurs dépravées du clergé et la guerre sainte qu'il faudrait mener contre les Turcs. En le convoquant, Jules II avait poursuivi deux objectifs éminemment politiques : d'une part, couper l'herbe sous les pieds des cardinaux français et des théologiens de la Sorbonne qui, à l'instigation de Louis XII, avaient appelé à un anti-concile à Pise pour septembre 1512 afin d'élire un antipape et, d'autre part, entraver l'empereur Maximilian, qui, jamais à court d'imagination et de projets audacieux, caressait l'idée de simplifier radicalement le gouvernement de la chrétienté en se portant lui-

même candidat au siège de Saint Pierre, quitte en cas d'échec à promulguer une Pragmatique Sanction lui permettant de soustraire l'Allemagne aux caprices et à la voracité de la curie romaine. Projet fou, mais point absurde, que le roi Fernando d'Aragon et la majorité des rois de la chrétienté avaient tué dans l'œuf en confirmant leur soutien à Jules II. Ce dernier disparu, il était revenu au pape nouvellement élu de mener à bien le concile du Latran. Heureux présage pour son pontificat naissant, les cardinaux français étaient revenus, et, le concile s'acheminant vers sa conclusion, Léon X put se targuer d'avoir fait coup double : avoir écarté le schisme et mis sur les rails la réforme tant attendue de l'Église. Plus question de nommer évêque quelqu'un qui n'ait atteint l'âge de trente ans (vingt-sept pour les exceptionnellement méritants) ou abbé quelqu'un qui n'ait pas au moins vingt-deux ans ! Plus question de cumuler les charges ecclésiastiques : un bénéfice par personne, deux, en cas de « raison grave et urgente » ! Plus question de vie fastueuse ! Plus question de ne jamais visiter son diocèse ! Plus question de vie dissipée ! Plus question de prédire la date et l'heure du Jugement Dernier ! Discipline, exemplarité, strict respect des Saintes Écritures et de la doctrine dispensée par l'Église, voilà les nouveaux mots d'ordre. En adoptant ces heureuses résolutions, le concile, cependant, avait feint d'ignorer que les quatre premiers cardinaux choisis en septembre 1513 par Léon X constituaient l'exemple même du clientélisme et du népotisme : Giulio de Médicis, fils illégitime de Lorenzo de Médicis, n'a en rien l'étoffe d'un religieux ; Lorenzo Pucci, autre Florentin, connaît mieux les lois de la finance que les dix commandements ; Innocenzo Cybo a pour seul mérite d'être fils de sa sœur Maddalena, et Bernardo Dovizi di Bibbiena d'être, certes un bon diplomate, mais surtout un organisateur hors pair de fêtes et de spectacles. Bientôt suivra la nomination à grands coups de ducats du jeune Albrecht Hohenzollern à l'archevêché de Mayence. Il se trouvera en première ligne lorsque Martin Luther dénoncera le commerce des indulgences. La déception sera encore plus grande quatre mois après la clôture du concile en 1517, lorsque Léon X, ayant échappé à une tentative d'assassinat[6], nommera une fournée de trente et un nouveaux cardinaux – soit deux fois plus que sous tout autre pape – dont trois seulement seront de grands hommes d'Église : Tommaso de Vio, dit « il Gaetano », théologien et Général de l'ordre des Dominicains, Egidio de Viterbe, Général de l'ordre des Augustins et partisan zélé de la Réforme et Adriaan Florenz d'Utrecht, pour l'heure ambassadeur en Espagne de l'archiduc Charles, mais

unanimement respecté comme honnête homme et remarquable théologien. Pour le reste, il s'agira de contenter les familles romaines, les clientèles des Médicis à Florence, à Sienne, à Gênes ou à Venise et, en passant, de toucher beaucoup, beaucoup d'argent : chaque nouveau cardinal déboursera qui vingt, qui trente, qui quarante mille ducats, la palme revenant au cardinal Francesco Armellini lequel, s'étant énormément enrichi avec le recouvrement des gabelles pontificales, payera soixante-dix mille ducats la charge de camerlingue.

Alors que le concile du Latran s'achemine vers sa conclusion, Léon X, informé début 1516 de la mort de Fernando d'Aragon, fait demander par son nonce Ludovico Canossa, évêque de Tricarico, à François 1er s'il veut bien mettre à exécution le projet de se partager le royaume de Naples. Point naïf, l'empereur Maximilian réunit début mars une armée avec l'objectif de reprendre Milan et y installer Francesco Sforza, le frère cadet du duc déchu Massimiliano. Huit mille Suisses de François 1er l'attendent. À la veille de la bataille, Maximilian fait un cauchemar : si ses Suisses refusent de se battre contre ceux de François 1er, il risque de finir comme jadis Ludovico il Moro. Superstitieux, il se satisfait d'avoir pris Vérone et rentre à Innsbruck. Entre-temps, Guillaume de Chièvres négocie un traité de défense mutuelle avec le royaume d'Angleterre et un nouveau traité de paix avec le royaume de France. Les négociations avec la France aboutissent, au mois d'août 1516, à Noyon : l'archiduc Charles épousera, non plus comme prévu par le traité de Paris de mars 1515 la belle-sœur de François 1er, Renée, mais, un jour encore très lointain, sa fille Louise qui vient de souffler sa première bougie. Et si jamais Louise venait à disparaître, une deuxième fille encore à concevoir prendrait sa place[7]. Le jour des noces, Louise (ou sa sœur à naître) recevra en dot les droits de la couronne de France sur le royaume de Naples. Mais en attendant, si l'archiduc Charles veut garder le royaume de Naples, il doit verser à François 1er cent mille ducats d'or comptant et cinquante mille autres par an jusqu'à ce que Louise, avec l'aide de Dieu, lui donne un héritier. De plus, dès son arrivée en Espagne, il devra désigner ses meilleurs juristes pour trancher conjointement à ceux de François 1er la question de savoir à qui revient de droit la Haute Navarre : au sire Jean d'Albret, prince « fort bon et dévotieux » mais « piètre guerrier », en vertu des droits de son épouse Catherine de Foix-Béarn ou à Fernando d'Aragon, qui se fondant sur les droits de sa nouvelle épouse Germaine de Foix, l'avait conquise par la force en 1512 ? Pour que le traité de Noyon entre en

vigueur, il faudra encore que l'empereur Maximilian le signe et rende Novare aux Français. C'est chose faite début décembre.

Parallèlement, Guillaume de Chièvres a mené à bon port un traité de « défense mutuelle » faisant d'Henry VIII le garant des frontières des Pays d'Embas. Âgé de 26 ans, il règne depuis huit ans sur l'Angleterre. Grand, athlétique, inépuisable à la lutte, à l'épée et dans les joutes, de caractère jovial et généreux, cultivé et curieux de tout, il est extrêmement populaire auprès de ses sujets et fascine les plus grands esprits : épris de vérité et de justice, intelligent, il parle couramment le latin et le français, a une bonne connaissance de l'espagnol et de l'italien, est doué d'une mémoire prodigieuse, s'intéresse à tous les arts, aux techniques et aux sciences. Très pieux, il connaît parfaitement les Saintes Écritures et rien, ou presque, ne l'enchante davantage que de débattre de théologie. Poète, il joue du luth, chante, danse. Plus divin qu'humain, aime-t-on dire. Il a épousé – et aime tendrement – Catalina d'Aragon, sœur cadette de la mère de Charles, veuve encore vierge de son frère ainé, le prince Arthur. Depuis le triomphe de François 1er à Marignan, il se plaît à faire savoir que Calais, Thérouanne et Tournai lui suffisent et que sa véritable mission est de conduire l'Europe à la paix perpétuelle et générale. Avec la protection d'Henry VIII et la paix avec François 1er payée au prix fort, l'archiduc Charles a, pour la première fois depuis la mort de Fernando d'Aragon, les coudées franches pour aller cueillir les couronnes héritées des Rois Catholiques. François 1er lui fait même savoir qu'il tient à ce qu'il traverse son royaume, afin de prouver à toute l'Europe que « l'amitié et l'alliance entre nous sont bâties sur du granit ». Mais Charles ne veut surtout pas devoir lui jurer allégeance. Comprenant fort bien le peu d'appétence de son jeune neveu pour traverser le royaume de France, Henry VIII lui avance de bon cœur l'argent qui lui manque pour armer une flotte assez nombreuse et bien armée afin de rejoindre la Castille en toute sécurité.

Avant son départ pour l'Espagne, l'empereur Maximilian vient saluer son petit-fils au palais Coudenberg. Usé par quarante années de voyages et de batailles, il a fait le parcours d'Innsbruck à Bruxelles en litière. S'appuyant sur un bâton, il traîne la jambe, mais n'a rien perdu de cette allure majestueuse qui fait dire que jamais il n'y eut roi plus roi que lui. Amaigri, le teint jaunâtre, il a dans ses bagages un cercueil prêt à l'usage. « Au cas où il m'arriverait quelque chose ! », explique-t-il avec ce rire tonitruant qui fait débrider les visages les plus austères. Irrité autrefois par les négociations de

son petit-fils avec le roi de France (« Mon petit-fils », s'était-il plaint, « se prend pour mon tuteur »), l'empereur a changé d'avis : « Sous vos airs modestes et silencieux, vous êtes en train de tromper même ceux qui vous sont les plus proches. […] Sachez que, si Dieu me prête vie, je ferai campagne à la Diète de l'année prochaine pour que les grands Électeurs barrent la route au roi de France et vous élisent, encore de mon vivant, roi des Romains. » L'évêque don Alonso Manrique de Lara, qui se trouve au même moment à Bruxelles, n'est pas loin de partager l'opinion de l'empereur. Dans une lettre au cardinal Cisneros, il reconnaît que le futur roi de Castille fait preuve de très bonnes dispositions et d'un grand caractère. Cependant, il redoute l'influence de De Chièvres, un seigneur qui, à son avis, gouvernera l'Espagne, en n'ayant à l'esprit que les intérêts des siens.

Au printemps 1517, tout est prêt pour le grand voyage. Pour recevoir de ses hommes de guerre, de ses gouverneurs, des ambassadeurs permanents qu'il entretient à Rome, Venise, Paris, Londres, Valladolid, Innsbruck, des envoyés spéciaux chargés de missions confidentielles, Charles dispose d'un formidable service postal. Il avait été créé trente ans plus tôt par Maximilian lorsque, pressé par son père l'empereur Friedrich III de le rejoindre à Innsbruck, il s'était adressé à Zanetto de Tassi, membre d'une famille bergamasque spécialisée en communications rapides et confidentielles[8]. Originaire de Cornello, un misérable bourg dominant une gorge étroite de la vallée Brembana, au nord de la ville vénitienne de Bergame, la famille de Tassi jouissait d'une grande renommée depuis qu'au début du XIVe siècle l'un des siens, Omodeo de Tassi, avait participé à la création de la fameuse Compagnia dei Corrieri della Serenissima chargée de collecter, transporter et remettre en mains propres les *dispacci* que la seigneurie de Venise échangeait avec ses ambassadeurs et avec ses généraux. Sentant la bonne affaire, Omodeo de Tassi avait fait venir de Cornello ses familiers et amis et en peu de temps avait pris le contrôle absolu de la Compagnia, si bien que les Vénitiens l'avaient surnommée la « Compagnia dei Bergamaschi ». Nommé maître des postes[9] à Innsbruck, Zanetto avait mis en place un service de courrier par le Brenner avec Venise, Milan, Gênes et Rome et un autre comptant une quarantaine de postes, distants de cinq ou six lieues les uns des autres, qui traversait la Souabe, le Wurtemberg, les montagnes du Hunsrück et les Ardennes pour atteindre Malines et Bruxelles. Installé au Sablon, à deux pas du palais Coudenberg, le frère cadet de Zanetto, Francesco, représentait l'entreprise aux Pays d'Embas. Ensuite, le bureau

bruxellois avait été chargé par Philippe le Beau de Bourgogne d'établir des liaisons rapides avec Paris et Londres. Puis avec la Castille, à l'occasion de la mort d'Isabel la Catholique en 1504. Depuis, Bruxelles était devenue l'épicentre d'une « multinationale » et Francesco de Tassi, promu capitaine et maître de postes des Pays d'Embas, avait adapté son nom selon les pays dans lequel il opérait : Francesco de Tassi en Italie, François de Taxis aux Pays d'Embas et en France, Francisco de Tassi en Espagne, Franz von Taxis en Allemagne et en Autriche. Continuité, rapidité, sécurité, voilà ses mots d'ordre. Ses chevaux devaient allier vitesse et résistance. Ses cavaliers, robustesse, discrétion et fidélité absolue. Pour sceller le courrier et vérifier le respect des itinéraires et des temps envisagés, rien n'était laissé au hasard. Sauf cas de force majeure, une lettre confiée à Bruxelles aux services de Francesco de Tassi devait être livrée dans les cinq jours à Innsbruck, deux à Paris, trois à Blois, quatre à Lyon, en deux semaines à Tolède ou Valladolid. Gratifié par Maximilian d'un titre princier pour lui et sa descendance, Francesco allongera son nom en « von Thurn und Taxis », en hommage, prétendra-t-il, à un seigneur de la noble famille milanaise Della Torre qui, réfugié à Cornello pour échapper aux Visconti, y avait tué le temps en mêlant son noble sang à quelques-unes de ses aïeules. Avant de quitter les Pays d'Embas, le futur roi de Castille renouvelle le contrat avec les Thurn und Taxis. Pour un prix annuel de onze mille ducats, à cofinancer entre la cour d'Espagne (six mille ducats), le royaume de Naples (cinq mille) et les Pays d'Embas (mille), l'entreprise s'engage à améliorer encore la rapidité de ses services, en incluant dans ses destinations Milan, Rome et Naples.

8

En Espagne

Flessingue, embouchure de l'Escaut. En face, à une lieue et demie de distance, l'île de Cadzand. Ce vendredi 5 septembre 1517 avait commencé comme les jours précédents. Des journées délicieusement futiles passées à tuer le temps par des cavalcades sur les sables de Westhoek, des courses de bateaux sur le plan d'eau d'Armuyden, des dîners campagnards à l'ombre des platanes, en attendant que les vents contraires de sud-ouest cèdent le pas à ceux du nord. À l'heure de midi, ces derniers s'étaient levés et le capitaine Juan de Terramonda se précipita au palais de Middleburg pour annoncer que, si tel était le plaisir de Sa Majesté, il fallait embarquer. Le seigneur de Chièvres fait alors signer deux lettres à son protégé. La première est un avertissement à l'infant Ferdinand : « Vos proches continuent à semer à tout vent des propos subversifs. L'un d'entre eux est en état de rébellion ouverte et incite par écrit plusieurs Grands d'Espagne et quelques villes à se lancer dans des aventures inadmissibles. » La seconde ordonne à l'évêque d'Astorga et au Commendador Mayor de Calatrava de quitter sur-le-champ le palais sans prendre congé de l'infant afin d'être remplacés par don Diego de Guevara et don Alfonso Telle Giron. Les deux jours qui suivent, dans les villages environnants, c'est un va et vient incessant pour amasser salaisons, porcelets et poules vivants, fromages, poissons secs, tonneaux d'eau, de vin et de bière, tandis que des grands bacs chargés de bagages, lits, tapisseries, armes, poudre, munitions, chevaux, provisions, font la navette entre la rive et les navires à l'ancre dans la rade. Dimanche, au coucher du soleil, Charles et sa sœur Éléonore, chaussés de bas de laine et de bottes épaisses, habillés de manteaux doublés de fourrure et de bonnets marins, gagnent les derniers

leur navire. La brise porte jusqu'à eux les cris des cigognes, des cygnes et des canards nichant dans les marais derrière les dunes. Bientôt les rayons de la lune vont argenter la surface crispée de l'eau, les rives de l'estuaire, les dunes de sable blanc où s'accrochent, pliés par les vents oyats, argousiers, saules rampants. Trois coups de bombarde les arrachent à leurs rêveries. Le capitaine Juan de Terramonda vient de donner le signal du départ. Le navire de l'amiral de Flandres – le seigneur de Veere et Beveren – répond, comme convenu, par un seul coup de couleuvrine, tandis que chacun des quarante autres navires de la flotte allume des falots à proue, à poupe et en haut de la hune, lève l'ancre, déploie à moitié ses voiles. Peints à la dévotion du Christ, de la Madone, de la Sainte Trinité, des saints Nicolas, Jacques, Christophe et de bien d'autres (celui de Charles porte en grand la devise *Plus Ultra* entre deux colonnes d'Hercule), les quarante-deux navires de l'escadre royale glissent l'un après l'autre vers le large.

Charles et Éléonore jettent un dernier regard aux rivages de leur enfance. Les mêmes que leur mère Juana avait découvert vingt ans plus tôt, lorsque, jeune fille de seize ans, elle était venue à la rencontre de Philippe son futur époux. Éléonore quitte les Pays d'Embas pour épouser le roi le plus riche du monde, Manoël du Portugal. Un brin trop maigre, vigoureuse, bonne cavalière, passionnée de chasse, cultivée en lettres et en arts musicaux, gaie, simple, Éléonore a dix-neuf ans. Son futur époux, deux fois veuf déjà[1], en a quarante-sept. Elle doit ressentir un pincement au cœur en pensant au jeune et beau prince palatin, Friedrich de Heidelberg, qu'elle rencontrait dans les bosquets de Walcheren – secrètement, croyait-elle ! – jusqu'à ce que, informé de leurs baisers, Charles lui plonge une main dans le corsage pour en sortir un mot doux du prince, lui parlant d'amour et de mariage. Par leur légèreté, ils ont failli ruiner ses relations avec le Portugal. Charles les punit l'un et l'autre. Le prince, en particulier, est renvoyé *illico* en Allemagne. L'ambassadeur d'Angleterre, Spinelli, trouve la sanction exagérée : « Tous sont stupéfaits de l'inexorabilité du roi. On veut y voir le signe d'une grande force de caractère. […] Et il est vrai qu'il attache beaucoup de prix à donner au monde une haute opinion de lui. »

Six navires, nous raconte Laurent Vital, l'aide de chambre chargé de noter les moindres détails du voyage[2], sont allés de l'avant à petite voile sonder les fonds et frayer au reste de la flotte un chemin parmi les bancs de sable qui, dans le vaste estuaire, se déplacent continuellement selon les courants, les marées et les vents. Tous les navires passent sans encombre, sauf

l'*Angélus* qui, s'étant ensablé, doit attendre la marée montante. Lundi, midi : l'escadre au complet s'ébranle vers la Manche. Soutenue par un bon vent de poupe, elle avance allégrement. À la fin du jour, elle est en vue de Douvres et de Calais. La mer, d'une méchante couleur gris-vert, s'agite. Il faut passer. Là où les côtes anglaises et françaises semblent presque se toucher, les vagues sont si hautes que les bateaux disparaissent de la vue des autres. Charles et Éléonore vomissent abondamment et, après une bonne bouffée d'air glacé, s'écroulent dans leurs lits. Pendant leur sommeil, un des navires, fraîchement graissé de ricin, de résine et de suie, a pris feu et les flammes ont atteint quelques tonneaux de poudre laissés imprudemment sur le pont. Aucun survivant parmi les cent cinquante matelots, palefreniers, prostituées à bord. Parmi les victimes, un des fils du capitaine Terramonda, d'à peine treize ans. Une messe est dite, puis la flotte repart.

Troisième jour de navigation. La Manche est loin derrière. Sous un ciel bleu, la flotte file loin des côtes de France en direction de Santander, où le futur roi est attendu par le cardinal Cisneros, le cardinal d'Utrecht et les Grands d'Espagne. Par moments, des bancs de marsouins les accompagnent, avant de disparaître dans des éclats d'écume. L'escadre croise des caravelles remontant le vent de trois quarts. Ce sont elles qui, équipées de boussoles et de sextants, ont permis aux Portugais d'explorer les côtes d'Afrique jusqu'au cap de Bonne Espérance et à Christophe Colomb de découvrir sans le savoir les Amériques. Quatrième jour. Peu après l'aube, un vent contraire se lève, si fort que les bateaux, voiles baissées, peinent à garder leur cap. Idem le lendemain. En trente-six heures, l'escadre recule d'une bonne vingtaine de milles. Sixième jour. Fin de la tempête. La flotte progresse à petite allure. Un marin harponne un requin. Un autre se cale jusqu'à l'eau et lui entoure la queue avec une corde. Puis, hissé à bord à force de bras, le monstre est achevé au couteau. Il mesure bien treize ou quatorze pieds de long. Il est dépecé et fera les repas des marins. En fin de journée, une brume épaisse force l'escadre à se disperser et à affaler les voiles. Les navires tanguent.

Dimanche, huit heures du matin. Les courants entraînent lentement la flotte vers le nord. L'amiral de Flandres, gros buveur, rend visite à son archiduc, un pot d'étain à la main : « Sire, voici du beurre frais ! […] En vérité, j'aurais voulu vous offrir une barrique de notre vin de Bourgogne mais il ne m'en reste plus. » – « Monseigneur l'amiral, votre geste me touche… Permettez-moi de vous faire présent, en retour, d'une pièce de vin… Il n'est pas de Bourgogne, mais je ne doute pas que vous saurez vous

en contenter. » – « Sire, Vous me voyez tout confus ! » – « Monsieur l'amiral, soyez rassuré : s'il vous reste du beurre, vous trouverez toujours ici du vin ! » Pendant deux jours on se visite les uns les autres. Un grand navire marchand croise mollement à l'horizon. L'une des galères royales va à sa rencontre à force de rames. Ce sont des marchands de Biscaye en route pour Anvers avec une cargaison de fruits d'Andalousie. La galère revient chargée de cabas remplis de figues, raisins, grenades et oranges.

Onzième jour. La nouvelle lune a été généreuse. Un petit vent glacial permet à l'escadre de refaire voile vers Santander. L'archiduc Charles offre une bonne récompense au premier matelot qui apercevra les côtes de Biscaye. Le lendemain matin, une vigie annonce qu'il a reconnu du haut du mat la terre de Biscaye. À quelle distance ? « Trente-huit, quarante lieues. Par le peu de vent qu'il y a, il nous faudra bien encore vingt-quatre heures. » Erreur. Le matelot a pris les nuages pour des montagnes. Samedi, treizième jour de navigation. Aux premières lueurs de l'aube, plus de doute possible : les côtes d'Espagne se dressent hautes à l'horizon ! Le pilote de la nef royale – Jan de Zieriksee – n'en fait pas moins une tête d'enterrement. Ce ne sont pas les montagnes de Santander que l'on aperçoit mais celles, cinquante lieues plus bas, des Asturies ! Impossible, à cause du vent contraire, de remonter la côte. Sans hésiter, le seigneur de Chièvres ordonne de jeter l'ancre pour que Charles et sa suite débarquent dès le lendemain matin. Dimanche, 20 septembre. Voyant une flotte armée de canons devant leur terre, les autochtones pensent avoir à faire à des pirates et envoient femmes, enfants et vieillards se cacher dans les montagnes. Armés de fourches, bâtons et coutelas, les hommes valides se cachent aux abords de la plage, prêts à vendre chèrement leur peau. Stupeur : la première barque qui atteint la rive est chargée de tapis, lits, bagages, bannières, barriques de vin, ustensiles de cuisine, avec seulement quelques gardes armés et beaucoup de gens en livrée. De la seconde, descend un joyeux groupe de demoiselles et de gentilshommes extrêmement bien habillés. Les voyant agiter des bannières aux couleurs des rois de Castille, les plus hardis quittent leur cachette et s'écrient : « C'est notre nouveau roi ! »

Comme les fourriers partis à la recherche de gîtes ont trouvé que la bourgade la plus proche, Tazones, n'offrait aucune commodité, alors que, deux lieues à l'intérieur des terres, se dresse un beau village, Villaviciosa, qui ferait infiniment mieux l'affaire, la noble compagnie remonte en barque un bras de mer serré entre deux montagnes. Arrivée à destination à la

tombée de la nuit, elle dîne, sous les regards ébahis des indigènes, d'omelettes, de lard, de pain et de soupe paysanne, avant de se retirer, qui dans un lit, qui sur une table, qui dans des granges. Logé dans une chambre minuscule d'une modeste maison appartenant à un chanoire d'Oviedo, le futur roi de Castille reçoit à son réveil les savoureux hommages des gouverneurs de Villaviciosa. Laurent Vital les rapporte mot pour mot :

« La cause pourquoi nous avons différé notre visite est que nous craignions de Vous travailler, à cause que Vous étiez arrivé tard en cette pauvre ville. Celle-ci, aujourd'hui, Vous fait présent de peaux de vin, de douze paniers de pain blanc, de six bœufs et de vingt-quatre moutons, en Vous requérant de les prendre en gré, car, combien que notre présent ne soit pas tel qu'à Votre Majesté appartient, il est selon les petits moyens de notre ville. »

Pour l'après-midi, les gouverneurs ont organisé une course de taureaux, « assez corpulents et fiers pour se défendre » :

« Il faut imaginer une place ample et spacieuse laquelle se clôt avec des barrières pour la sûreté des spectateurs. Les compagnons députés pour combattre entrent à pied, portant chausses, un léger pourpoint pour mieux courir et une longue rapière au côté. Lorsqu'on fait sortir le premier taureau dans la place, il poursuit le premier venant qu'il trouve et les compagnons font tant pour distraire la bête, qu'un après l'autre ils lui dardent dans l'échine des gaules colorées de deux ou trois pieds de long. Alors là, le taureau commence à perdre du sang. Plus il court, plus il fatigue et semble pensif et surpris. Alors les compagnons l'entourent et pendant que le taureau essaye tantôt d'encorner l'un, tantôt l'autre, lui donnent des taillades et des coups de rapière. Souvent le taureau arrive à en encorner un et s'acharne à lui percer le ventre jusqu'à le tuer. Lorsqu'il n'a plus de force, vient le moment de sa mise à mort. Alors, les compagnons lui tailladent les jarrets et la bête, contrainte de se coucher, ne sait plus se relever jusqu'à ce qu'un compagnon lui enfonce sa rapière entre les omoplates, jusqu'au cœur. Une fois morte, on en fait entrer une autre. Et ainsi de suite, cinq ou six, jusqu'à élire celui qui a été le plus brave. »

La compagnie demeure à Villaviciosa quatre jours, le temps qu'il faut aux fourriers pour réunir tout ce qu'ils trouvent de chevaux, de mulets et de chariots pour transporter deux cents personnes et leurs bagages. Pas assez cependant, aussi la moitié des hommes doit faire la route à pied. À chaque village les mêmes processions, discours, danses et banquets champêtres jusqu'au port de Llanes, où l'on pêche la sardine et l'anchois. Charles en raffole. Entre-temps, le seigneur de Chièvres a fait rédiger par son secrétaire Francisco de los Cobos une lettre en castillan au cardinal Cisneros. Âgé de quatre-vingt-un ans, le régent de Castille lui répond qu'étant alité il ne peut pas venir de suite à la rencontre de son nouveau seigneur. Loin de lui déplaire, l'indisposition du grand homme offre à Guillaume de Chièvres un excellent prétexte pour conduire son pupille directement auprès de la reine, à Tordesillas, dans le but d'obtenir son accord à ce qu'il porte le titre de roi. Charles et Éléonore, qui sont restés sans nouvelles d'elle depuis treize ans,

appréhendent ces prochaines retrouvailles. Fin septembre, la compagnie parvient à San Vicente de la Barquera, port renommé pour la pêche à la morue. Charles y est accueilli par les conseillers municipaux de la ville et une joyeuse bande de deux cents jeunes filles qui, vêtues à la mauresque, clochettes aux bras et aux chevilles, l'escortent jusqu'au monastère San Luis. Il domine l'Océan. À ses pieds, un grand pont en bois, enjambant un bras de mer, conduit à la grande route reliant les Asturies à la Castille. Charles y retrouve ses malles et bagages. Manquent encore ses bijoux, expédiés par voie de terre. Aussitôt arrivé, il tombe malade, avec une très forte fièvre, vomissements et douleurs au ventre. On s'inquiète pour sa vie. Persuadés que l'air marin est la cause de son indisposition, les médecins le font transporter en litière à l'intérieur des terres, dans une demeure appartenant à don Felipe de Guevara, fils de don Diego, l'un des exilés à Bruxelles du temps de Philippe le Beau. Dans cette maison – est-ce grâce à l'air de campagne, ou aux décoctions qu'on lui administre ? Laurent Vital est muet sur ce point – Charles se sent mieux. Dès qu'il est en mesure de monter à cheval, cap est mis vers Tordesillas par des routes secondaires. Chemin faisant, il loge chez des seigneurs que son grand chambellan estime sûrs. Ainsi passe-t-il la première nuit dans la maison de chasse d'un autre parent de don Diego de Guevara et la suivante, par un temps de neige et de vent, sous une tente. À nouveau indisposé à son arrivée à Reinosa, il est hébergé par un seigneur de grande piété, dont la femme porte du matin au soir la bure de Saint François et ne l'enlève pour coucher avec son mari qu'avec l'accord de son confesseur. À Reinosa, il retrouve toute sa cour et son chancelier Jean Sauvage qui, ayant la mer en horreur, a traversé la France à cheval. Requinqué, Charles atteint Aguilar de Campoo le 24 octobre. Tordesillas n'est pas loin. Il loge chez don Alonso Manrique de Lara, autre fidèle. Pour la première fois, Juan Rodriguez de Fonseca, évêque de Burgos, son frère Antonio Hernando de Vega, grand commandeur de Castille, et plusieurs membres de l'ancien conseil royal sont admis en sa présence. Invariablement, Guillaume de Chièvres les informe que tout ce qui touche à l'organisation de l'État sera décidé à Valladolid où les Cortes de Castille seront convoquées pour le début d'année.

En quittant Aguilar de Campoo, la suite de Charles se sépare en deux groupes. Le plus important prend directement le chemin de Valladolid. Charles, accompagné seulement d'Éléonore, Guillaume de Chièvres, Jean Sauvage, Francisco de los Cobos et quelques gardes, celui de Tordesillas.

Son cœur dut arrêter de battre lorsqu'à la fin du jour du 4 novembre il aperçut de loin, sise au sommet d'un monticule rocheux sur la rive droite du Duero, la cité où sa mère vivait recluse.

9

Revoir Juana

Voilà Charles et Éléonore sur le parvis du château. Sur leur droite, le couvent de Santa Clara, où gît le cercueil jamais enseveli de feu leur père. Au premier étage, leur mère Juana qu'ils savent mentalement infirme. En contrebas, une armada de carpes nage mollement à l'ombre des saules longeant le fleuve. Perchés en haut des tours, quelques nids de cigognes. Le duc Hernán d'Estrada y Guzman, gouverneur de Tordesillas, et frère Juan de Avila, son confesseur, les attendent devant une étroite porte en ogive, entourée de rosiers et de pins où piaffe une myriade de moineaux. Une foule de curieux espère assister à la rencontre, mais le duc d'Estrada interdit à tous l'accès. Sur les marches de l'escalier menant à l'étage, le seigneur de Chièvres rappelle à voix basse à Charles pourquoi il est là : revoir sa mère, certes, mais surtout obtenir qu'elle lui confie, sans réserve, le gouvernement du royaume de Castille. Pour préparer le terrain, le seigneur de Chièvres lui rend visite dans sa chambre. Charles et Éléonore attendent dans la grande salle où elle passe le plus clair de ses journées. Deux grandes fenêtres s'ouvrent sur les vignobles s'étendant, au-delà du fleuve, jusqu'à Medina del Campo. Deux portraits, l'un de Juana, l'autre de Philippe, fort jeunes, sont côte à côte. Ils viennent sûrement de Flandres. Philippe, de plain-pied, porte un casque d'acier noir orné de rivets d'or et d'une couronne à huit pointes. Un grand manteau de brocard rouge tombe de ses épaules. Sur sa poitrine, brille le collier de la Toison d'Or. Serré à la taille par une fine ceinture, son pourpoint arbore les emblèmes de ses possessions. Sous le pourpoint, on aperçoit l'extrémité d'une cotte de maille. Ses jambes sont moulées dans des cuissards noirs et étincelants. Son visage est lisse. Le regard presque

inquiet. Protégée d'un gantelet noir, sa main droite brandit une épée à double tranchant. Sa main gauche, nue, semble vouloir saisir le bras de Juana qui s'avance sur les chemins de Flandres dans le tableau à côté. Les yeux de Juana fixent le sol. Pudeur ou tristesse ? Cet homme fort beau qu'on lui a destiné, ce pays du nord, si différent du sien, où il lui faudra vivre, tout lui semble inquiétant. Un châle noir, brodé de quelques fils d'or, entoure son visage olivâtre, laissant à peine deviner des beaux cheveux d'ébène, divisés par une raie centrale, à l'espagnole. Un collier entoure son cou. Sa robe de soie blanche et brocard rouge ne laisse rien transparaître de sa gorge, mais modèle un buste élancé, une taille très fine, des hanches bien rondes. Ses mains longues et délicates se croisent timidement sur son ventre. Sur l'arrière-fond des deux portraits, un même sentier serpente dans la même verte campagne flamande jusqu'à un palais, entouré de tours et de murailles. Sur une table voisine, un petit tableau avec les portraits de leurs trois premiers enfants : Éléonore à cinq ans, Charles à trois et, posée sur un coussin, Isabelle à peine âgée d'un an. Un peu plus loin, l'épée à double tranchant de Philippe. Et une salade d'or[1] portant à son sommet une grenade fendue. Plus loin, une armure légère, aux bords dorés, ornés de palmes, de feuillages et d'inscriptions en latin et en flamand. Sur le plastron, des dragons ailés, des enfants couronnés et, comme toujours, le collier de la Toison d'Or. À droite, une armure de joute. Blancs, le heaume, les brassards, les gantelets. D'or, les fixations et les anneaux de suspension des armes. Depuis onze ans, ces armures sont à jamais vides. Peut-être Juana s'en console-t-elle en regardant les grandes tapisseries, bordées de fleurs, de fruits et d'oiseaux qu'elle a amenées des Flandres et qui racontent la vie de la Vierge. Voilà son clavicorde. En joue-t-elle encore ? Se souvient-elle de ses années à Gand, à Bruges, à Bruxelles ? Des bols en argent ciselé avec les lettres de l'alphabet, qu'elle déchiffrait à ses enfants avant chaque bouchée ? Des fougères qu'elle faisait brûler dans leurs chambres pour chasser les diables ? Des harpes, des flûtes et des doucines qui berçaient leur sommeil ? Des saladiers pleins de fruits qu'elle faisait préparer pour leur réveil ?

Interrompant leurs rêveries, le seigneur de Chièvres vient les chercher pour les introduire dans la chambre de leur mère. Celle-ci est monacale : aucun tapis, mais des simples nattes de bas prix. Sur le pas de la porte, Charles et Éléonore lui font une légère révérence, puis, s'étant avancés de quelques pas, une deuxième tout bas et, arrivés tout près d'elle, une

troisième, jusqu'au sol : « Nous, vos très humbles et obéissants enfants », balbutie Charles, « nous nous réjouissons de Vous voir, grâce à Dieu, en bonne santé et de Vous dire que depuis longtemps nous désirions Vous témoigner notre respect et notre obéissance ». Il tente de lui prendre la main pour la baiser, mais la reine l'en empêche et, prenant ses mains dans les siennes, demande : « Mais, êtes-vous vraiment mes enfants ? » Puis : « Comme vous avez grandi en si peu de temps ! J'en loue Dieu, pour sa bonté ! » Enfin, comme submergée par l'émotion : « Vous devez être fatigués… Retirez-vous dans vos appartements et reposez-vous jusqu'à demain. » Irréel, l'entretien n'a duré que quelques minutes. Soulagés, Charles et Éléonore se retirent. Leurs appartements ont été préparés avec soin. L'antichambre de Charles est tendue de tapisseries aux motifs bibliques, sa salle à manger de draps d'or, sa chambre à coucher de tissus cramoisis, verts et dorés. Là, ils font connaissance de leur sœur Catalina. Ils sont ahuris. Âgée de dix ans, Catalina est habillée comme une petite paysanne : jupon gris de rude étoffe, chemisette, pourpoint en cuir, ses cheveux blonds ramassés sous un fichu de toile blanche. Elle n'a que deux vieilles servantes, pour toute compagnie : les enfants de son âge, elle ne les voit que d'une fenêtre lorsqu'ils viennent jouer sur le parvis du couvent. Timide, elle parle seulement si on l'interroge. Charles et Éléonore se jurent de la sortir de là.

Dans son tête à tête avec le grand chambellan (Juana en gardait semble-t-il un bon souvenir), la reine n'a fait aucune objection à ce que son fils gouverne la Castille et porte le titre de roi. Ils signeront ensemble leurs décrets par « Nous, Doña Juana et Don Carlos, par la grâce de Dieu, rois de Castille, de Léon et d'Aragon, etc. » Le seigneur de Chièvres a obtenu ce qu'il voulait. Peut-être, l'a-t-il trompée en lui laissant croire que les jours de sa réclusion seraient bientôt finis. En tout cas, le soir même, il fait signer à son protégé une lettre au cardinal Cisneros lui signifiant brutalement son congé : le cardinal est prié de venir avec l'infant Ferdinand à la rencontre du futur roi, à mi-chemin entre Tordesillas et Valladolid, et de lui remettre ses pouvoirs, avant de prendre une retraite bien méritée. Sa lettre de congé parvient au cardinal Cisneros le matin du 8 novembre, au moment même où, frappé par une crise d'apoplexie, le grand homme d'État rend son âme à Dieu à Roa, dans les environs de Burgos. « Le cardinal mourut du plaisir que lui inspirait l'arrivée de Monsieur de Chièvres », ironisera don Francés de Zuñiga, lorsqu'il deviendra pendant un temps l'amuseur préféré du roi

Charles. Rien n'indique que le cardinal ait lu la lettre avant d'être terrassé par son attaque cardiaque. Ce qui, par contre, semble évident est que, s'il était resté en vie, le cardinal aurait empêché le seigneur de Chièvres de commettre les faux pas qui, les mois suivants, failliront faire perdre à Charles ses couronnes d'Espagne. En effet, Guillaume de Chièvres ne laisse passer un seul jour sans s'attribuer de nouvelles charges et de nouvelles rentes : Contador Mayor de Castille, capitaine général pour la Méditerranée, amiral de Naples plus un duché de ce lointain royaume. « *Una esponja chupadora* » *(*une éponge absorbante), dira de lui Pédro Martyr, l'un des chroniqueurs de l'époque. La nomination de Jean Sauvage comme chancelier de Castille est reçue par les Castillans comme une insulte. L'attribution de l'archevêché de Tolède, le plus prestigieux et riche d'Espagne, vacant depuis la mort de Cisneros, non pas à un prélat espagnol mais à un neveu du grand chambellan âgé de dix-sept ans, Guillaume de Croy, évêque de Cambrai et abbé d'Affleghem, qui ignore tout de l'Espagne, provoque une vague d'indignation dont Charles ne mesure nullement la gravité[2]. Sa réputation est faite : c'est un caniche qui exécute ce que ses bandits de conseillers lui soufflent.

Charles et Éléonore demeurent six jours à Tordesillas, mais Laurent Vital ne nous dit rien de plus des retrouvailles avec leur mère ni sur leurs adieux, sauf que, la veille du départ, frère et sœur firent célébrer une messe solennelle à la mémoire de leur père. On ne peut qu'en déduire que les rapports avec Juana durent être épisodiques et passablement formels, d'autant que les deux jeunes gens, tout absorbés par le projet de kidnapper leur petite sœur Catalina, durent passer le plus clair de leur temps en sa compagnie. La suite confirmera, en tout cas, que Charles n'envisagera jamais d'améliorer le sort de sa mère en la rappelant auprès de lui. Avant de prendre le chemin de Valladolid où les premières Cortes du nouveau règne sont convoquées pour le début de l'année, le seigneur de Chièvres veut montrer de manière ostentatoire à ceux qui placent encore leurs espoirs en l'infant Ferdinand que les jeux sont faits. C'est l'archevêque de Saragosse, don Alonso – le fils naturel de feu le roi Fernando d'Aragon qui a tenté de conclure avec la reine Juana un pacte écartant Charles du trône de Castille au profit de son jeune frère et réservant pour lui-même la couronne d'Aragon – que le grand chambellan humilie en lui donnant ordre de conduire l'infant devant son frère aîné[3]. Soigneusement mise en scène, la rencontre a lieu le 12 novembre à la sortie du bourg de Mojados. Escorté

par deux cents hommes à cheval, deux compagnies de fantassins armés de piques, hallebardes et arquebuses, et par une multitude de cardinaux, archevêques, évêques, Grands d'Espagne et gentilshommes, Ferdinand met pied à terre et se prosterne devant son aîné qui le salue sans descendre de sa monture. C'est Éléonore qui brise la glace en sautant à terre pour serrer dans ses bras ce frère jamais vu. Le soir venu, à Mojados, Ferdinand sert tête découverte le souper à son aîné. Le protocole est parfaitement respecté. Pour que les deux frères se connaissent mieux, le seigneur de Chièvres a prévu qu'ils passent quelques jours ensemble à l'Abrojo, un monastère édifié par leur grand-mère, la reine Isabel. Les deux frères chassent au faucon, titillent les truites au trident et les brochets à la ligne. Le soir, ils jouent aux cartes. Le courant passe. L'heure est venue pour que le seigneur de Chièvres confirme à l'infant que, suivant les ordres de l'empereur Maximilian, aux premiers jours du printemps, il lui faudra quitter l'Espagne pour rejoindre sa tante Marguerite d'Autriche à Malines. Ferdinand accepte tout en suggérant qu'on le désigne par avance régent de Castille, au cas où son frère aîné dût quitter l'Espagne ou qu'il lui arriverait malheur. Il n'en saurait être question : sa coupure avec l'Espagne doit être totale.

Le 18 novembre, Charles fait son entrée dans Valladolid, troisième grande ville du royaume après Séville et Tolède. Fastueux, son cortège est ouvert par cinq cents fantassins espagnols et cinquante cavaliers de sa garde suivis par les gentilshommes de sa maison portant la devise de Bourgogne. Habillé de toile d'or bordée de velours cramoisi et portant un béret de velours de la même couleur sur lequel se détache une grosse perle orientale, l'infant Ferdinand, avance entouré par le cardinal Adriaan d'Utrecht et l'archevêque de Saragosse, don Alonso. Précédé par cent hallebardiers allemands arborant ses couleurs (jaune, blanc, rouge), Charles monte un jeune et fougueux cheval qu'il maîtrise admirablement. Par-dessus son armure, il porte une cape, moitié en drap d'or tressé de jaune, de blanc et de rouge et moitié en drap d'argent, parsemée de pierres précieuses et doublée de satin rouge foncé. Sur son bonnet de velours noir, une plume blanche fixée par une grosse perle. Derrière lui, cent autres hallebardiers allemands et cent hallebardiers espagnols précèdent les ambassadeurs du pape, de l'empereur et du roi d'Angleterre, le grand chambellan de Chièvres, le chancelier Sauvage, les autres membres du conseil, Éléonore avec ses dames et demoiselles, toutes habillées à la mode bourguignonne. Quatre cents archers à cheval en cottes d'armes clôturent la marche. Le cortège est

flamboyant, mais l'accueil n'est pas à la hauteur : les arcs de triomphe dressés sur le passage du nouveau roi sont médiocres et la propreté des rues laisse à désirer. Malgré sa beauté, la messe en l'Église Santa Maria chantée par le chœur de Maître Adrien Thibault et par les neuf enfants dirigés par Nicolas Gombert, accompagnés à l'orgue par Govard Nepotis, ne dissipe pas le malaise. Charles loge au palais de Bernardino Pimentel, regidor de Valladolid. Les grands princes ecclésiastiques et séculaires de Castille sont venus lui rendre hommage mais se heurtent au mur du seigneur de Chièvres. Et quelques-uns finissent par s'énerver. On les entend dire que, totalement dépourvu de poigne, Carlos (son nom espagnol) « est comme un petit veau mené au marché par des paysans flamands ! » Le 27 novembre, Charles et Ferdinand vont à la rencontre de Germaine de Foix, la jeune et belle veuve de feu le roi Fernando d'Aragon. Germaine loge dans un palais contigu au leur. Point timide malgré les apparences, elle encourage Charles à lui montrer ce dont il est capable. Ce n'est pas exactement ce à quoi pensait son grand-père le roi d'Aragon en lui recommandant sa future veuve, mais Charles fait installer une passerelle couverte lui permettant de passer d'un palais à l'autre sans être vu. Frappée en cette fin d'année par quelques cas de pestilence, Valladolid est déserte. Chacun se terre chez soi. Charles et Germaine ne se quittent plus.

Pour arracher leur sœurette Catalina de Tordesillas, Charles et Éléonore convoquent à Valladolid l'un des serviteurs de la reine Juana, un Brabançon natif de Wavre, le dénommé Bertrand, et le chargent d'enlever la petite princesse. Rentré à Tordesillas, ledit Bertrand met son plan au point et en fait connaître les détails par une lettre remise en mains propres à Charles. Le plan est approuvé mais ne sera exécuté qu'après son élection par les Cortes comme roi de Castille. L'enlèvement aura lieu la nuit du vendredi 13 au samedi 14 mars 1518. Le jour dit, le seigneur de Traisegnies quitte Valladolid pour Tordesillas avec deux cents hommes. La nuit venue, il les laisse cachés dans un bosquet sur la rive gauche du Tage et traverse seul le pont. À l'heure dite, il délivre Catalina. Ayant retraversé le pont avec la princesse dans les bras, le seigneur de Traisegnies l'installe dans une litière et regagne Valladolid. Dès le lendemain, Catalina assiste les yeux écarquillés aux joutes, aux banquets et aux danses. Cependant, à Tordesillas, les choses ont pris un mauvais pli. Deux jours après l'enlèvement, la reine Juana fait appeler sa fille auprès d'elle. Ne rencontrant que des visages fermés et gênés, comme folle elle se rue dans sa chambre et

y trouve une servante en pleurs. Elle soulève une à une ses tapisseries et découvre un grand trou dans le mur. Elle crie, s'arrache les cheveux. Toute sa maison pense que, cette crise passée, elle oubliera. Il n'en est rien : Juana refuse de boire et de manger jusqu'à ce qu'on lui ramène sa fille. Bertrand lui conseille alors d'avertir le roi, son fils, de la disparition de Catalina afin qu'il la fasse chercher dans toute la Castille. Si la reine le lui commande, il ira lui-même à Valladolid. Le cœur serré, Charles explique à sa petite sœur qu'elle doit retourner chez sa mère, mais que désormais elle ne sera plus seule. Des larmes dans les yeux, Catalina lui répond qu'elle fera tout ce qu'il lui plaira. Charles la reconduit à Tordesillas et révèle lui-même à sa mère qu'il l'a enlevée parce que son traitement était indigne d'une princesse. Dorénavant, Catalina aura des maîtres pour pourvoir à son éducation, des jeunes gens de son âge et condition avec qui étudier, s'amuser, sortir à cheval[4]. Bernardo de Sandoval y Rojas, marquis de Denia et époux de doña Catalina de Zuñiga, remplacera le duc d'Estrada y Guzman avec ordre de tenir la reine sous stricte surveillance et de tenir Charles régulièrement informé de son comportement. La reine Juana est très agitée, rapporte de suite le marquis :

« La Reine me répète qu'elle veut sortir et me demande de l'accompagner. Chaque fois, je lui réponds que l'air est malsain et que, lorsqu'il s'améliorera, elle pourra sortir. […] D'autres fois, elle me demande de convoquer tel ou tel autre Grand d'Espagne car elle veut se plaindre de la manière dont elle est traitée. Je lui réponds que cela ne servirait à rien parce que le roi son père Ferdinand (qu'elle croît vivant) l'a ordonné et que Vous-mêmes, son fils, étiez venu dans ce Royaume pour qu'elle puisse se reposer. La Reine me demande alors où vous vous trouvez. […] Parfois les choses deviennent difficiles : il y a quelques jours la Reine a frappé à la tête deux de ses servantes avec le manche d'un balai. Comme je fus la voir et je lui demandai « Madame, qu'est ceci ? C'est ainsi que Vous traitez vos serviteurs ? », Elle me répondit qu'elle ne supportait pas les femmes et qu'elle était prête à partir avec moi où je voudrais. Vous voyez donc combien nous avons à faire pour la tenir tranquille. »

Quelques jours après :

« Aujourd'hui, j'ai encore trouvé la Reine toute habillée pour sortir, avec un chapeau sur la tête. Comme je lui ai dit que cela ne me paraissait pas convenable, elle se l'est enlevé et s'est assise comme pour attendre Dieu sait quoi… Il ne serait pas mauvais que de temps en temps, pour la distraire, Vous lui fassiez cadeau de quelques bijoux d'or et d'autres pierres précieuses, parce qu'ainsi faisait avec profit le Roi Catholique… Je dois Vous dire que pour ce qui est de manger, de se coucher et de se lever, il y a des progrès. Pour la messe, c'est autre chose. »

10

Roi de Castille et d'Aragon

Le 5 janvier 1518, les procureurs des principales villes de Castille se rassemblent au monastère de San Pablo de Valladolid[1] pour jurer obéissance au nouveau roi. Mais, juste avant l'inauguration des Cortes par le grand chancelier Jean Sauvage, leur porte-parole, le docteur Juan de Zumel, procureur de Burgos, l'informe qu'ils n'acceptent pas de se réunir sous la présidence d'un étranger et si Charles ne s'engage préalablement à maintenir les libertés, privilèges, coutumes et autres droits en vigueur sous le roi Fernando et à réserver aux Castillans les dignités et bénéfices du royaume. Le lendemain, le grand chancelier Jean Sauvage convoque le docteur Zumel au palais Pimentel et le somme, sous peine de mort, de ramener les procureurs à la raison. Informés, ceux-ci cosignent une pétition réaffirmant leurs exigences. Rappelé au palais, le docteur Zumel rassure le chancelier : ne sont nullement en cause les offices et bénéfices dont il a été gratifié, ni ceux du seigneur de Chièvres, y compris la nomination de son neveu à l'archevêché de Tolède, pourvu que le jeune homme y réside en permanence et dépense ses revenus sur place. Ce qui est en jeu, ce sont les nominations futures : tout bénéfice, dignité, ambassade ou fonction publique devenu vacant devra être réservé aux Castillans. L'atmosphère s'étant quelque peu apaisée, le seigneur de Chièvres rejoint la réunion : son maître, dit-il, ne pourra pas réserver sans exception à des Castillans toutes les nominations, mais satisfaira à toutes les requêtes raisonnables que les Cortes lui soumettront par écrit. Les voies d'un compromis ainsi entrouvertes, Charles vient saluer personnellement la délégation des procureurs castillans : le docteur Zumel lui baise les mains et le remercie de « son heureuse venue au

royaume de Castille ». Pour laisser aux procureurs le temps de rédiger leurs requêtes et à Charles d'y répondre, l'ouverture des Cortes est fixée au 7 février.

Le document présenté à la mi-janvier par les procureurs contient une longue liste d'exigences. Les plus importantes sont d'ordre constitutionnel et fiscal. Ainsi, ils exigent que Charles renonce au trône dès que la reine Juana sera en mesure de gouverner. De même, mettant implicitement en cause le traité en vertu duquel il épousera un jour l'une des filles du roi de France et soumettra à une cour arbitrale la question de l'appartenance du royaume de Navarre, ils engagent leur futur roi à épouser une princesse espagnole ou portugaise et, tant qu'il n'aura pas d'héritier, à garder en Castille son frère, l'infant Ferdinand. Il devra aussi apprendre le Castillan pour mieux comprendre ses sujets et pour mieux se faire comprendre. Les procureurs veulent enfin se prémunir contre toute tentation de se servir de la Castille comme vache à lait : toute exportation d'or, d'argent et de chevaux devra être formellement interdite et il ne sera pas touché au régime fiscal des *encabezamientos*[2] que le seigneur de Chièvres est soupçonné de vouloir alourdir. S'il fait droit à leurs requêtes, les Cortes lui accorderont « une partie de leurs fruits et de leurs gains afin que saint, juste et catholique roi, il pourvoie à la sécurité et au maintien des cités, des universités, des sujets, des vassaux », soit six cent mille ducats[3] pour les trois années à venir. Les réponses écrites de Charles empruntent souvent la langue de bois. Pourtant, les procureurs s'en contentent et, le mardi 9 février 1518, ils jurent fidélité au petit-fils d'Isabel la Catholique, le roi Carlos I.

Signe du destin, le nouveau roi de Castille inaugure son règne par deux décisions, certes dans le droit fil de la politique d'expansion mondiale inaugurée par ses aïeux, les Rois Catholiques, mais qui se révéleront déterminantes pour le financement de sa future politique européenne : le feu vert donné, d'une part, à la conquête du Mexique par Hernan Cortés et, d'autre part, au premier tour du monde par Fernão de Magalhães (Fernand de Magellan). Au moment où Charles mettait pied en Espagne, le conseil des Indes, institué par les Rois Catholiques au retour de Cristoforo Colombo de son premier voyage, avait reçu un rapport du gouverneur de Fernandina (Cuba)[4], don Diego Vélasquez de Cuellar, relatant les faits saillants de deux expéditions lancées pour découvrir un passage maritime vers cette *Gran Agua* (Grande Eau, qu'on appellera plus tard l'océan Pacifique) aperçue cinq ans plus tôt depuis la cordillère du Darién, dans

l'actuelle Colombie, par deux Espagnols[5]. La première avait abordé une péninsule inconnue, baptisée Yucatan par le commandant de l'expédition, et en était revenue avec assez d'or pour que le gouverneur Vélasquez de Cuellar en confie une seconde à l'un de ses cousins, le capitaine Juan de Grijalva. L'expédition avait touché aux côtes d'une contrée grande comme au moins quatre fois la Castille et Juan de Grijalva avait appris des indigènes qu'elle avait pour capitale une grande ville bâtie sur un lac et appelée Colua. Informé que des êtres blancs capables de foudroyer mortellement du haut d'étranges animaux de grande taille[6] quiconque leur barrerait le passage avaient débarqué sur ses terres, leur roi, Moctezuma, s'était empressé de leur envoyer des ambassadeurs chargés d'offrandes. Le capitaine Juan de Grijalva lui avait rendu la politesse avec des perles vertes transparentes. Explication de grande importance obtenue par Juan de Grijalva : une prophétie transmise de génération en génération jusqu'à Moctezuma annonçait que des demi-dieux viendraient un jour d'au-delà la mer régner sur son peuple. Estimant en savoir plus qu'assez, le capitaine était rentré à Santiago de Cuba. Et don Diego Vélasquez de Cuellar avait considéré son récit assez probant pour requérir au conseil des Indes « des lettres patentes lui conférant les pouvoirs les plus étendus afin d'acquérir et peupler, par échange ou par conquête, le pays de Montezuma, au nom de Dieu et du roi de Castille ». Lorsqu'il recevra les lettres patentes signées par Carlos I, don Diego confiera l'expédition à un hidalgo âgé de trente-quatre ans, originaire de Trujillo, en Estrémadure, qui, à Cuba, s'était enrichi dans l'élevage de porcs et de bovins et se disait prêt à placer toute sa fortune dans l'achat de onze bateaux, de chevaux, quelques canons, et ce qu'il faudrait de fourrage, farine, poules et porcelets pour sustenter pendant plusieurs mois les cent matelots et cinq cents soldats fournis par don Diego Velasquez de Cuellar. Cet hidalgo c'est Hernan Cortés. À Valladolid, Charles, roi de Castille, donne également audience à un caballero portugais venu lui présenter en compagnie d'un cartographe très renommé, Ruy Falero, un projet d'exploration refusé par le roi Manoël du Portugal. Âgé d'une quarantaine d'années, trapu, affublé d'une sinistre barbe noire, traînant la jambe droite à la suite d'une blessure à l'arme blanche au Maroc, peu loquace mais réputé manier l'épée et l'arquebuse aussi bien que la boussole et l'astrolabe, Fernão de Magalhães veut, comme Cristoforo Colombo, « *buscar el Levante por el Poniente* » (chercher le Levant par le Ponant) mais, à la différence de son prédécesseur, il a pu consulter dans les archives

royales de la Tesoraria de Lisbonne des rapports et des cartes auxquels personne n'avait prêté importance, indiquant qu'au sud du Brésil il existait un passage où se mélangeaient les eaux de deux océans. Or, ajoute Fernão de Magalhães :

« La route par l'ouest devrait se révéler trois fois plus courte que celle qu'empruntent les Portugais par le cap de Bonne Espérance. Pour avoir participé par deux fois à des expéditions aux Indes, j'en connais les mers, les terres et les peuples. Mon ami Francisco Serrao, devenu grand vizir de certaines îles qu'on appelle de la Sonde, m'a écrit qu'elles sont plus riches en épices que toutes les terres conquises par le roi du Portugal et que, d'après ses calculs, elles font certainement partie de l'hémisphère réservé à la Castille par le traité de Tordesillas. »

Fasciné par l'homme et par son projet, Charles accorde à Fernão de Magalhães l'affrètement, à la charge du trésor royal, de cinq navires munis d'équipages, pièces d'artillerie et provisions, assorti du droit exclusif, pendant dix ans, de rechercher par l'ouest la voie d'accès aux Indes. En cas de succès, Fernão de Magalhães et Faleiro recevront pour eux-mêmes et pour leurs héritiers le titre de gouverneurs des territoires découverts et un vingtième de leurs revenus. Dès la décision connue, l'ambassadeur du Portugal accuse de Magalhães et Faleiro de félonie et exige leur arrestation. L'affaire affectera pendant quelque temps les relations avec le roi Manoël mettant en péril son mariage avec Éléonore.

Fin mars, Charles quitte Valladolid pour Saragosse où les Cortes d'Aragon sont appelées à le reconnaître comme héritier des six royaumes et trois comtés que son grand-père Fernando a réunis sous sa férule : les royaumes d'Aragon, de Majorque, de Valence, de Naples, de Sicile (y compris Malte) et de Sardaigne[7], les comtés de Barcelone et du Roussillon, et, à cheval sur les Pyrénées, celui de Cerdagne. Arrivé à Aranda del Duero, Charles accompagne son frère Ferdinand à la route menant à Santander d'où une flotte de cinq navires, remis à neuf et bien armés, doit le conduire en Flandres. Les deux frères se promettent de s'écrire très souvent. Retardé par des vents contraires, Ferdinand prendra le large seulement à la Pentecôte. Il ne reverra jamais plus l'Espagne. Ballotté par deux tempêtes, poussé d'abord vers Belle-Île, en Bretagne, puis jusqu'à Cork, en Irlande, il y restera deux semaines, agréablement accueilli par les indigènes. Il débarquera à Flessingue seulement à la mi-juin. Charles ne saura que début juillet que son frère est sain et sauf. Le 9 mai, il est à Saragosse. Logé au château mudejar de La Aljaferia, il peut raisonnablement espérer achever avant la fin de l'année, par le comté de Barcelone et par le royaume de Valence, son tour d'intronisation. Cependant, dès l'ouverture des Cortes d'Aragon, les

choses tournent mal : don Miguel Jiménez de Urrea, comte d'Aranda, déclare au nom de la noblesse aragonaise qu'elle tient sa mère Juana comme son seul monarque légitime et que, tout au plus, elle peut le reconnaître comme prince héritier. Derrière ce refus, il y a la main de don Alonso, le fils naturel de feu roi Fernando, archevêque de Saragosse et régent du royaume. Charles reste impassible. C'est le Castillan Alonso Pimentel, cinquième comte de Benavente, qui réagit le premier. La main sur le pommeau de son épée, il demande la permission d'expulser par la force le comte d'Aranda. Le tumulte qui suit entre Castillans et Aragonais est maîtrisé de justesse par la garde royale qui sort *manu militari* les plus excités et les consigne dans leurs logis, avec ordre d'y rester jusqu'à nouvelles instructions. La nuit venue, nobles Aragonais et Castillans se retrouvent dans la rue pour se battre. Lorsque l'archevêque de Saragosse, qui est en train de souper, descend appeler au calme, on compte déjà une trentaine de blessés. Par chance, il n'y a pas de morts. Le lendemain, on cherche une issue. Un vice-chancelier du conseil d'Aragon propose un compromis qui met tout le monde d'accord : sans être désigné comme roi, le prince Carlos « co-règnera avec la Reine Juana ». Les Cortes peuvent aborder un par un les innombrables points inscrits à l'ordre du jour. Elles n'en viendront à bout qu'au mois de novembre, en votant un subside de cent quatre-vingt-douze mille ducats pour les trois ans à venir, dont à peu près la moitié devra servir à rembourser les dettes laissées par feu le roi Ferdinand. Pendant que les Cortes d'Aragon s'éternisent, Charles fait son métier. Les ambassadeurs du roi de France et du prince de Béarn lui présentent les arguments juridiques justifiant la restitution à Henri d'Albret des terres de Navarre sises au sud des Pyrénées. La nomination du jeune Guillaume de Croy à l'archevêché de Tolède est définitivement entérinée. Le chancelier Jean Sauvage rédige de nouvelles instructions ordonnant aux tribunaux de l'Inquisition de révéler aux anciens juifs (ou nouveaux chrétiens) les noms des délateurs les accusant de judaïser en secret. Hélas, Jean Sauvage, homme corpulent et de complexion sanguine, meurt d'apoplexie et son projet finit dans un tiroir[8]. Aussitôt informé de sa disparition, l'empereur Maximilian, ignorant les suggestions des Flamands et des Espagnols, impose la personne qui devra inspirer la politique européenne de son petit-fils : le Piémontais Mercurino Arborio di Gattinara, ancien conseiller de Marguerite d'Autriche, « homme très entreprenant, habile à négocier, prudent, vétilleux parfois, mais travailleur infatigable » selon l'ambassadeur

vénitien Contarini. « Il fait un seul repas par jour, lit toutes les lettres qui arrivent, en fait un sommaire et y joint un projet de réponse qui, quasiment toujours, est adopté sans retouches. » En attendant son arrivée[9], Charles reçoit la visite des ambassadeurs de douze cheikhs maures venus le supplier de les libérer des pirates Arouji et Khayr-ad-Din Barberousse ainsi que celle d'un légat de Léon X, lequel, fort impressionné par des navires corsaires qui avaient abordé les plages de Civitavecchia alors qu'il chassait le sanglier dans les environs, réclame une croisade générale. Charles expédie de l'autre côté du détroit le colonel Martin d'Argote avec deux mille hommes. Rejoint par les cheikhs maures, Martin d'Argote marche vers Tlemcen, où Arouji, ayant évincé le roi Moulay Abdallah, a installé sa résidence. Khayr-ad-Din ne lève pas le petit doigt pour s'opposer à son avancée mais lorsque des sicaires de Moulay Abdallah pénètrent dans le palais royal, ils ne trouvent aucune trace d'Arouji. Martin d'Argote lance ses hommes à la recherche du fugitif. Accroché à son trésor, Arouji est déniché derrière un rocher par le porte-drapeau de Martin d'Argote, Garcia de Tineo, qui lui tranche la tête. En Espagne, la nouvelle fait sensation et redore le blason du nouveau roi. Mais il reste Khayr-ad-Din qui, ayant précédé Martin d'Argote à Alger, est proclamé roi à la place de son aîné. Charles ordonne à son vice-roi de Sicile, don Hugo de Moncada[10], de rejoindre Martin d'Argote avec quatre mille cinq cents soldats, mais l'expédition de Hugo de Moncada tourne au désastre. À peine a-t-il commencé à débarquer ses hommes, ses chevaux et son artillerie sur la plage de Bougie, qu'une tempête jette seize de ses navires contre les rochers. La plupart de ses hommes meurent noyés et don Hugo n'a d'autre choix que de gagner Ibiza avec les bateaux et les mille cinq cents hommes qui lui restent. Le jeune roi apprend la mauvaise nouvelle quand il est encore à Saragosse. Rejoint par des corsaires venus de Djerba – Sinan le Juif, Aydin Cachadiablo, Salah Rais, Tabac Rais… – Khayr-ad-Din se rappellera bientôt à son souvenir, en envoyant le corsaire Aydin Cachadiablo croiser devant Barcelone, au moment où il y fera son entrée. Ce sera le début d'un long duel que Charles ne parviendra jamais à remporter.

Alors qu'il est en route pour Barcelone et qu'il se trouve à Lerida, Charles apprend que dix-sept jours plus tôt, le 12 janvier de l'an 1519, son grand-père l'empereur Maximilian est mort dans son château de Wels, sur la rivière Traun, au sud de Linz. Le mauvais état de santé de Maximilian n'était plus un mystère : s'étant rendu l'été 1518 dans sa chère ville

d'Augsbourg pour présider ce qui allait être sa dernière diète, il avait lui-même prié les Augsbourgeois de bien vouloir permettre à leurs femmes et à leurs filles de se promener sans voiles, afin qu'il puisse admirer une dernière fois leurs jolies frimousses. La diète finie, Maximilian avait encore posé pour son ami Albrecht Dürer lequel l'avait peint le visage de trois quarts, le regard perdu, sous un grand chapeau noir, dans d'insondables pensées, tenant dans sa main gauche une pomme grenade à l'écorce éclatée, symbole de la vie qui continue. Puis, aux premiers jours de novembre, il était parti pour son palais d'Innsbruck où l'attendaient ses « petites princesses » : sa petite-fille Marie, âgée de treize ans, destinée au futur roi Lajos II (Louis) de Hongrie, et la sœur de celui-ci, Anna Jagellon, destinée à l'infant Ferdinand, futur archiduc d'Autriche. Ultime humiliation pour cet homme constamment à court d'argent, les bourgeois d'Innsbruck l'avaient privé de la fête qu'ils lui réservaient à ses retours et avaient refusé d'héberger sa suite tant qu'il ne s'acquitterait pas de ses dettes. Maximilian s'en était alors allé passer Noël à Wels avec ses « petites princesses » et ses musiciens. « Sans la musique », aimait-il répéter, « je ne serais qu'un fou triste ». Il n'allait plus revoir sa chère Innsbruck. Il passa Noël et le Nouvel An au lit, entouré de ses faucons et de ses chiens, prêtant l'oreille tantôt à ses musiciens, tantôt à son vieil ami médecin qui lui lisait et relisait la glorieuse histoire de la Maison des Habsbourg.

La nouvelle de la mort de l'empereur bouleverse profondément Charles. Cet homme au beau visage et au corps athlétique, téméraire, persévérant dans l'effort, généreux, affectueux, chevaleresque, curieux de chaque nouveauté, bouillonnant de projets mais trop souvent dépourvu des moyens pour les réaliser, excellent orateur, majestueux, méfiant et pourtant affable et sociable, drôle, plein de fantaisie et de charme tout en étant très secret et pudique, avait été l'étoile polaire de sa jeunesse. Par ses visites, ses cadeaux, ses lettres, il avait illuminé son enfance et, tel un père, prévenant et attentif, il l'avait guidé dans chacun de ses premiers pas. Épilé de la tête aux pieds et habillé de lingerie fine cousue par sa fille Marguerite, son corps repose déjà dans la chapelle du château de Wiener Neustadt, où il est né, tandis que son cœur, d'ici peu, sera enseveli à Bruges dans la tombe de Marie de Bourgogne, l'amour de sa vie. Charles est seul désormais. Un peu trop tôt. Alors qu'il devrait consacrer toutes ses forces et tout son temps à ses sujets de Castille et d'Aragon, il va devoir concentrer son attention à

l'héritage autrichien et surtout à l'élection impériale qui va s'ouvrir en Allemagne.

11

Trois candidats pour un empire

Tout – le désir de gloire, l'esprit chevaleresque, les valeurs dynastiques héritées de ses ancêtres bourguignons, les espoirs placés en lui par son grand-père – pousse Charles à ignorer les mises en garde de ses sujets castillans et les réticences de ses conseillers flamands, pour lesquels l'empire n'en vaut pas la chandelle, et à adhérer à la position de son nouveau chancelier, Mercurino Gattinara, selon qui laisser la voie libre à François 1er mènerait à coup sûr à la perte aussi bien des États d'Autriche que des possessions italiennes de la couronne d'Aragon. Charles se rend à ses arguments d'autant plus spontanément que pour lui renoncer d'avance au « Saint Empire Romain de la Nation Germanique » serait trahir son grand père Maximilian. À sa tante Marguerite d'Autriche qui lui propose de soutenir la candidature soit de l'infant Ferdinand, soit du duc de Saxe ou de l'électeur palatin, Charles fait savoir dans des termes péremptoires qu'il est « totalement délibéré à mettre dans son élection le tout pour le tout comme la chose en ce monde que plus avons à cœur ». Et il met son frère en demeure de ne se prêter à aucune manœuvre contre lui :

« […] Ce serait démembrer toutes les seigneuries et pays d'Autriche, mettre division entre nous, séparer la trousse des puissances et seigneuries que nos prédécesseurs nous ont laissées, faire en sorte que l'on pût plus facilement rompre les flèches de notre pouvoir et détruire notre maison. […] Étant élu et couronné Empereur, nous pourrons assez facilement et sans danger vous faire élire roi des Romains et mettre l'Empire en tel état qu'il pourra toujours demeurer dans notre maison. »

Tout est dit dans ces quelques lignes de son ambition : la maison d'Habsbourg-Bourgogne doit demeurer unie sous sa seule autorité. À la tête de la nation germanique, l'un comme empereur et l'autre, dès que possible,

comme roi des Romains, les deux frères pourront rassembler la chrétienté tout entière et pour les générations à venir.

Cette élection, l'empereur Maximilian l'avait préparée à la dernière diète d'Augsbourg, à laquelle, le sachant malade, s'étaient rendus tous les grands électeurs, sauf le roi Louis de Bohème, encore mineur, représenté par l'ambassadeur de son tuteur, le roi de Pologne. Il s'agissait, leur avait-il dit, de jeter les bases de la paix en Europe :

« Par la volonté de Dieu, Charles unit déjà sous son autorité les Pays d'Embas, la Franche Comté, les Royaumes de Castille, d'Aragon, de Naples, de Sicile et de Sardaigne. À ma mort, il régnera sur l'Autriche, la Styrie, le Tyrol, la Carniole, la Carinthie et peut-être sur la Bohème et la Hongrie. Auréolé par vous de la couronne de Charlemagne pour qu'il guide la nation germanique, il attirera vers lui d'autres peuples et d'autres pays et, main dans la main avec les Papes, il apportera la paix universelle à la république chrétienne. »

Lyrisme à part, Maximilian n'ignorait rien des bassesses de ce monde et savait que, pour emporter l'intime conviction des sept auxquels la Bulle d'Or de Charles IV avait confié la mission de choisir le roi de la nation germanique, il fallait aussi les corrompre. La voix de l'archevêque de Cologne lui avait « coûté » la promesse de vingt mille ducats plus une pension annuelle de dix mille ducats ; au margrave Joaquim de Brandebourg, traditionnellement favorable aux Habsbourg mais déjà en pourparlers avec le roi de France, Maximilian avait promis la main de sa petite-fille Catalina et une dot de trois cent mille ducats. À son frère Albrecht, archevêque de Mayence, trente mille ducats plus une pension annuelle de dix mille ducats. Au comte du palatinat rhénan, une pension annuelle de six mille ducats, plus la somme de cent mille ducats, couvrant le remboursement d'anciennes dettes[1]. Deux princes étaient restés sur leur réserve. L'un, l'archevêque de Trèves – proche du duc de Gueldre, du duc de Bouillon et du duc de Lorraine – parce que déjà compromis avec le roi de France. L'autre, l'électeur Friedrich de Saxe, homme de principes qu'aucune somme d'argent ne pouvait acheter, avait réservé sa position en rappelant que, tant que Maximilian ne serait pas sacré empereur par le pape, Charles ne pouvait pas être élu roi des Romains. Au total, Maximilian s'était engagé, avec la garantie du banquier Jacob Fugger, pour plus d'un demi-million de ducats. « Tout est affaire de prix », avait-il écrit à son petit-fils en lui adressant copie des conventions signées avec cinq des sept grands électeurs :

« Si tu veux régner sur les hommes, satisfaire nos désirs et honorer notre gloire, aucune mise ne doit te paraître trop élevée… Il serait dommage, après tant d'efforts pour agrandir et élever notre maison

et notre postérité, de tout perdre à cause de quelque négligence mesquine. »

Rentré à Innsbruck, Maximilian avait encore prié (sans beaucoup d'espoir) Léon X de bien vouloir, considérant son piètre état de santé, autoriser l'archevêque de Mayence à le sacrer empereur à Trente. Léon X, allié de François 1er, lui avait répondu que « malgré tout son amour », la cérémonie devait se faire par ses mains à Rome. Avant de quitter Lérida, Charles informe l'archevêque de Mayence, président du collège des grands électeurs que, obéissant aux vœux de son aïeul, il se porte candidat à l'élection impériale. Quelques jours plus tard, il prévient également son lointain cousin François 1er et son oncle Henry VIII. Le roi de France lui répond qu'il sera aussi candidat et qu'il espère que, quel que soit le vainqueur, ils demeureront les meilleurs amis du monde, comme cela convient à deux gentilshommes amoureux de la même dame. François 1er poursuit plusieurs objectifs : légitimer sa conquête du duché de Milan qui est terre d'empire ; faire de Charles doublement son vassal : en tant que roi de France, pour l'Artois et les Flandres et, en tant qu'empereur, pour grand nombre de ses dix-sept provinces. En privé, le roi très chrétien ne cache pas que, s'il perd, il ne pourra faire autrement qu'entrer en guerre : « Vu l'étendue des Royaumes et seigneuries qu'il tient, cela pourrait m'apporter dans le temps un préjudice inestimable et je ne doute pas qu'il mettra bonne peine de me jeter hors de l'Italie. » Ces quelques mots annoncent les quatre guerres que François 1er mènera contre le futur empereur Charles Quint durant les vingt-cinq années à venir. Cela sent déjà tellement la poudre que Charles lui fait savoir qu'il tient sa candidature comme une violation de l'esprit de l'article premier du traité de Noyon. Et François 1er de répondre que si Charles devait être élu, il s'en consolerait en pensant qu'il deviendra son « fils » en épousant sa fille Louise. Leurs rapports paraissent d'emblée assez sulfureux pour que, de part et d'autre, on considère utile de « discuter les perspectives des royaumes et possessions respectifs, au cas où l'un ou l'autre serait nommé Empereur », à l'occasion de la conférence prévue depuis longtemps sur l'affaire de la Navarre espagnole. Le seigneur de Chièvres, Mercurino Gattinara, l'évêque de Badajoz Pedro Ruiz de la Mota et Francisco de los Cobos partent donc pour Montpellier afin d'y rencontrer l'ambassadeur de François 1er, Claude Gouffier, seigneur de Boissy et grand maître de France, et ses adjoints, Étienne Poncher et François Olivier. À leur arrivée, le 28 avril, le seigneur de Boissy est alité par une crise de calculs rénaux. En attendant son rétablissement, ses adjoints présentent la

position de François 1er : le royaume de Navarre doit être rendu à Henri II d'Albret. Pour que la chose soit plus acceptable, Charles peut choisir entre deux solutions : donner sa sœur l'infante Catalina à Henri II d'Albret, ou rester maître des forteresses contrôlant les vallées des Pyrénées. Pour Guillaume de Chièvres, son roi est le « juste possesseur de la Navarre » et, si Henri d'Albret ratifie le traité de Noyon, il saura le compenser « en rentes ou argent comptant ». Sur ce, le 10 mai, le seigneur de Boissy meurt. Chièvres et Gattinara en profitent pour rentrer à Barcelone, avec la certitude que, si jamais il perd l'élection impériale, François 1er prendra la Navarre comme prétexte pour déclarer la guerre.

Henry VIII entre aussi en compétition. Il pense que les conflits latents entre François 1er et Charles jouent à son avantage et, fin politique, il soigne depuis longtemps son image d'homme de paix, au-dessus des mêlées. Moyennant la restitution des villes de Tournai, Montagne et Saint-Amand contre six cent mille écus d'or et la promesse de donner sa fille unique Mary Tudor[2], alors âgée de deux ans, en mariage au dauphin François qui vient de naître, il a signé avec le roi de France un « traité de paix perpétuelle et universelle » tout en rappelant que, en vertu de celui en vigueur avec Charles, il tiendra toute attaque contre les Pays d'Embas comme une attaque contre lui-même. Ainsi, Henry VIII se présente comme le seul garant crédible de la tranquillité des princes et des cités d'Allemagne.

Le 15 février 1519, soit cinq semaines après le décès de son grand-père, Charles fait son entrée dans Barcelone. De la porte de San Antonio[3], son cortège parcourt la rue de l'Hôpital jusqu'à la porte de la Sainte-Croix. Descendu par la *rambla* jusqu'au centre-ville, il s'arrête devant l'hôtel des Frères Mineurs, où vont s'ouvrir le lendemain les Cortes convoquées depuis Saragosse, et puis il se disperse Calle Ancha, devant le palais de don Pedro Folc de Cardona, archevêque de Tarragone, où Charles prend ses quartiers. L'accueil des Barcelonais est plutôt morose. Peut-être parce que les corsaires de Khayr-ad-Din Barberousse ont été aperçus au large sans que le moindre bateau de la marine royale, au plus mal depuis le désastre de Bougie, intervienne et alors que les murs de l'enceinte, érigée les pieds dans l'eau cinquante ans plus tôt pour inclure la nouvelle halle aux draps, la bourse de commerce, les arsenaux et le couvent de Saint-François, se sont effondrés, érodés dans leurs fondations par les courants marins. Il est de la plus grande urgence de mettre en chantier de nouvelles galères et de rebâtir l'enceinte en créant un vaste terre-plein où troupes et pièces d'artillerie

puissent être regroupées et embarquées rapidement. Mais cela a un coût. Or, depuis l'expulsion des juifs en 1492, l'économie locale s'est effondrée au profit de Gênes et de Marseille. Autrement dit, les Catalans, déjà près de leurs sous par nature (les impôts ordinaires payés à la couronne sont significativement moindres qu'en Castille), rechignent à délier leurs bourses. Charles et ses conseillers en ont la preuve dès l'ouverture des Cortes : répondant à l'appel lancé par le protonotaire Miguel Velasquez pour que le comté de Barcelone lui jure fidélité, le maire de la ville, Galceran Balaguer, conteste que les Cortes puissent avoir lieu parce que « leur acte de convocation a été édicté de Saragosse alors que, selon les usages de Barcelone et les constitutions de Catalogne, il doit l'être depuis le comté ». Par ailleurs, prévient Galceran Balaguer, pour être nommé « corégent » du vivant de la reine Juana, Charles devra d'abord respecter les privilèges très étendus dont jouit la principauté depuis les temps, avant l'an mille, du légendaire Guifred le Velu.

Des trois états composant les Cortes catalanes (noblesse, clergé, cités), c'est le bras ecclésiastique qui se montre le plus procédurier et batailleur. La cause de sa fronde ? Charles s'apprête à lever la décime décrétée fin 1518 par Léon X pour la croisade et on le soupçonne de vouloir détourner l'argent pour payer sa campagne impériale[4]. L'Église de Tolède a fait appel à Rome et, en attendant le verdict, a invité les curés à suspendre leurs offices, sauf les saints sacrements aux mourants. Ayant renoncé fin mars à prélever la décime, le 16 avril Charles jure, « sans préjudice des droits de la Reine Juana au cas où l'empêchement dont elle souffrait venait à cesser », fidélité aux usages et privilèges du comté de Barcelone. En retour, les Cortes le proclament corégent, subordonné à la reine. Entre-temps, il est devenu père : sa chère Germaine de Foix a donné naissance à une petite fille (Isabel) qu'il ne reconnaîtra pas mais qui grandira à la cour d'Espagne. Le moment étant venu de trouver un beau parti pour sa maîtresse, il l'a marié à un gentilhomme de sa cour, Johann de Brandebourg, cousin du prince électeur Joaquim Nestor, auquel l'unissent des vagues liens familiaux puisqu'il avait épousé une sœur de son beau-frère le roi Christian du Danemark[5]. Il s'est aussi assuré la fidélité d'une dizaine de Grands d'Espagne en admettant pour la première fois des nobles castillans dans l'ordre de la Toison d'Or[6]. Le seul élu catalan est don Fernando Folch, duc de Cardona. Font également partie de la promotion les rois Christian II de Danemark et Sigismund de Pologne, le Napolitain Pietrantonio

Sanseverino, prince de Bisignano, le comte Jacob du Luxembourg, et Adrien de Croy, seigneur de Beaurain.

La campagne pour les élections impériales bat désormais son plein. Chacun des trois candidats s'est constitué une équipe. François 1er a fait appel à Charles Guillart, président du parlement de Paris, et à trois amis d'enfance : l'amiral Guillaume Gouffier de Bonnivet, le maréchal Guillaume de Fleuranges et le prince de Béarn Henri d'Albret. Henry VIII a délégué son secrétaire privé Richard Pace, humaniste de haut vol, remarquable polyglotte et ami d'Érasme et de Thomas More. Charles table sur plusieurs réseaux d'influence : le plus important, dans ses pays d'Autriche, avec à sa tête l'évêque de Gurk, Mathieu Lang, et le chancelier Cyprien de Serntein ; celui des Pays d'Embas avec, sous la houlette de sa tante Marguerite d'Autriche, le seigneur de Zevenbergen, Maximilien Berghes, le secrétaire Marnix, Henri de Nassau, notamment ; enfin celui du roi de Bohème, lui-même grand électeur et prochain époux de sa sœur Marie. L'argent va être le nerf de la guerre, comme en est parfaitement conscient François 1er qui cependant croit également aux démonstrations de force : « Au temps qui court de présent, qui en veult avoir soit papauté ou empire ou toute autre chose, il y fault venir par les moiens de don et force, et ceulx ausquelz l'on a à besonger ne font la petite bouche de demander. » Les banquiers allemands et, premier d'entre eux, Jacob Fugger soutiennent Charles et refusent d'honorer les lettres de change du roi de France. Prévoyant, François 1er a confisqué divers héritages et peut compter sur les banquiers de Florence. Henry VIII est moins bien loti : considérant sa candidature saugrenue, la Chambre des Communes lui a refusé tout subside. Au bout d'un mois, Henry VIII se rend à l'évidence : pour l'emporter, il devra dilapider ses richesses personnelles. Son secrétaire Richard Pace annonce son retrait. Reste à savoir quel jeu jouera Léon X. Son premier choix se porte publiquement sur son allié François 1er et il promet la légation en Allemagne à l'archevêque de Mayence et le chapeau de cardinal aux évêques de Trêves et de Cologne, s'ils lui donnent leurs suffrages. Mais son intérêt est que ni le roi de France ni Charles ne soient élus. Une figure de second plan porterait beaucoup moins ombrage à l'Église. Et Léon X de sonder en privé le roi de Pologne, l'électeur de Saxe, le margrave de Brandebourg.

Les ambassadeurs de François 1er passent les premiers à l'offensive. Ils mettent en valeur l'expérience de leur roi en dressant en contrepoint un

portrait désobligeant de son rival : François 1er est dans la force de l'âge alors que Charles n'a que dix-huit ans. Sa santé de corps et d'esprit est éclatante alors que l'autre est malingre et sa mère folle. Seul le royaume de France est assez riche et puissant pour défendre les Allemands contre le Turc, alors que Charles est en train de perdre ses royaumes d'Espagne. Et François 1er d'en administrer la preuve en faisant parader aux frontières allemandes une armée de quarante mille hommes. Une démonstration de force maladroite que les Allemands prennent pour une menace. La compétition s'engage surtout sur le plan financier : chaque fois que François 1er promet argent et autres largesses, les représentants de Charles surenchérissent[7]. Au fil des semaines, les chances de François 1er s'évaporent. Le pape Léon X tente alors de convaincre l'impénétrable duc Friedrich de Saxe de se présenter, mais ce dernier refuse. Les jeux étant faits, l'archevêque de Mayence, en sa qualité de président du collège des sept grands électeurs, les invite à se retrouver à Francfort le 8 juin pour prêter devant la diète au complet le serment codifié par la Bulle d'Or :

« Je jure sur les saints Évangiles que je veux, par la foi qui me lie à Dieu et au sacré Empire romain, élire, selon mon discernement et mon intelligence, pour chef temporel du peuple chrétien, roi des Romains et futur Empereur, celui qui convient le mieux à cette charge. Je lui donnerai mon suffrage, libre de tout pacte, de tout prix, de toutes arrhes et de tout engagement. Que Dieu me soit en aide. »

Le 18 juin, François 1er annonce formellement son désistement. Rassemblés le 28, à dix heures du soir, dans la chapelle de l'église de Saint-Barthélemy, lovés dans leurs manteaux écarlates, Herman von Wied, archevêque de Cologne, Richard von Greffenklau, archevêque de Trèves, Friedrich III, duc de Saxe, Ludwig V, comte palatin du Rhin, Joachim Nestor, margrave de Brandebourg, le roi de Bohème[8] et, en dernier, leur président Albrecht de Brandebourg, archevêque de Mayence, annoncent publiquement leur vote. Charles, roi d'Espagne, de Sicile, de Jérusalem, des Baléares, des îles Canaries et Indiennes, du continent au-delà de l'Océan, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Limbourg, d'Athènes et Patras, comte de Habsbourg, de Flandre, de Tyrol, comte palatin de Bourgogne, de Hainaut, de Ferret, de Roussillon, landgrave d'Alsace, prince de Souabe, seigneur en Asie et en Afrique est élu à l'unanimité « roi des Romains et futur Empereur, toujours auguste. » Charles a confirmation de son élection à Barcelone, dans la nuit du 6 juillet, et, prostré dans l'oratoire contigu à sa chambre, rend grâce à Dieu. Alors que des messagers partent proclamer la

nouvelle aux quatre coins de ses royaumes, un *Te Deum* est célébré le lendemain dans la cathédrale. On adapte le protocole : on ne dira plus « Votre Altesse », mais « Votre Majesté »[9]. Et en Castille, son nom précédera désormais celui de sa mère Juana : « Don Carlos, par divine clémence Empereur des Romains, roi Auguste d'Allemagne, Doña Juana, sa mère, et le même Don Carlos, par la grâce de Dieu, Rois de Castille, etc. » Son chancelier Mercurino Gattinara, à qui incombe la diplomatie européenne de l'élu, le félicite dans les termes les plus lyriques :

« Sire, Dieu vient de vous élever à une puissance que seul Charlemagne a possédée avant vous. Vous voilà par sa volonté, sur la voie de la monarchie universelle, avec la mission d'unir toute la Chrétienté sous votre sceptre. Comme Moïse, entourez-vous des meilleurs conseillers. Comme Justinien, n'édictez des lois que lorsque vous êtes certain qu'elles sont bonnes. Comme Titus, choisissez toujours la modération. Et, comme l'enseigne Sénèque, montrez-vous généreux avec chacun… Le Très Haut a mis dans vos mains le sort de la paix et de la guerre. Non pas pour que Vous en abusiez mais pour que Vous Vous consacriez à l'élévation de la religion chrétienne, pour que Vous apportiez paix et sérénité à l'ensemble des Chrétiens et Vous mettiez en marche les milices, les armes et les insignes contre les ennemis de la vraie foi, les perfides Turcs, les faux chrétiens et les hérétiques. En un mot, faire faire tout ce qui convient à un Empereur très chrétien, à un roi catholique, au protecteur et au défenseur du siège apostolique et de la sainte Église romaine. »

Recevant les ambassadeurs des puissances étrangères à Poissy, François 1er remercie le bon Dieu de lui avoir épargné les obligations lourdes et ingrates de la dignité impériale. Mais au seigneur de Lansart, ambassadeur du nouveau roi des Romains, il annonce en privé que, si son seigneur ne lui envoie quelques otages de grande qualité en gage de ses futures noces avec sa fille, il tiendra pour rompus les traités existants, tandis qu'à Francfort, son ambassadeur, Louis des Barres, se répand en infamies, exercice dans lequel, dit-on, il n'a pas de rivaux. En pleine partie de jeu de paume, Henry VIII est informé de l'élection de son neveu par son secrétaire Richard Pace, de retour de Francfort. Apprenant qu'il s'est endetté pour huit cent cinquante mille ducats, il se félicite de ne pas avoir eu à gaspiller tant d'argent pour si peu de pouvoir. Et, en criant un « tenez » (terme qui donnera naissance en anglais à « tennis »), il décoche un grand service. Entouré de ses léopards, lévriers, braques, aigles, faucons et gerfauts, dans sa résidence de chasse de La Magliana, Léon X prend le temps de la réflexion : il attendra deux mois avant d'adresser ses félicitations à l'élu. À Bruxelles, Anvers, Bruges et Gand, la joie l'emporte : même si des jours difficiles s'annoncent avec la France, la victoire de leur prince naturel sera profitable aux affaires et au commerce. En Italie, si la déception prévaut à Venise, Florence et Ferrare, la satisfaction prédomine à Naples, Sienne et

Mantoue, l'incertitude à Milan et Gênes. À Vienne, la noblesse savoure d'avance sa revanche sur les bourgeois qui, profitant de la disparition de l'empereur Maximilian, ont confisqué tous les offices publics. En Castille, c'est la consternation : voilà son nouveau seigneur prêt à lui soutirer de l'argent pour aller récolter « une vessie surfaite ». « Nous aurons faim, tandis qu'en terre étrangère on s'empiffra de notre pain. » Et nombreux sont les Castillans à rappeler qu'en 1267, lorsque le roi Alfonso X, allemand par sa mère Élisabeth de Hohenstaufen, était parti se faire couronner roi des Romains, leurs ancêtres l'avaient destitué et remplacé par son second fils, don Sancho.

À Barcelone, les Cortes catalanes n'ont entamé leurs travaux ordinaires que le 12 mai. Les questions à l'ordre du jour s'étendent de la construction de quatre nouvelles galères aux compensations réclamées par la Catalogne pour les dommages commerciaux provoqués par les tensions entre Charles et le roi de France, de la réglementation du commerce dans la ville de Barcelone à celle du commerce avec les royaumes de Naples et de Sicile, du monopole réservé aux navires de transport aragonais à la fiscalité sur les laines castillanes, de la falsification des monnaies aux compétences du Tribunal de l'Inquisition. Les trois ordres peinent à s'accorder sur les requêtes à soumettre au corégent. De plus, une épidémie de peste, apparue à Valence, a atteint Barcelone et provoque des interruptions fréquentes des travaux. Charles, lui-même, se réfugie à Molins del Rey, au château de doña Hypolita de Liori, veuve de don Luis de Requesens. Les mois passent, le nouveau roi des Romains n'a plus de temps à perdre[10]. Il veut convoquer une séance exceptionnelle des Cortes de Castille et puis gagner La Corogne où l'évêque de Burgos, Juan Rodriguez de Fonseca, président du Conseil des Indes, prépare déjà son voyage par mer vers l'Allemagne. Ce n'est que le 19 janvier 1520, un an tout juste après son arrivée à Barcelone, que les Cortes catalanes achèvent leurs travaux, en lui accordant un modeste subside de deux cent cinquante mille livres catalanes (soit environ vingt-cinq mille ducats). Les quatre cinquièmes de cette somme sont engloutis par les frais de séjour de la cour. N'ayant plus le temps d'aller aux Cortes du royaume de Valence, il leur délègue le cardinal de Tortosa, Adriaan d'Utrecht, et don Diego Hurtado de Mendoza, homme d'ordre qui s'était distingué dans les guerres d'Italie. Vexée, la noblesse de Valence refusera de le reconnaître pour roi et Charles ripostera en nommant don Diego Hurtado

de Mendoza vice-roi avec consigne de laisser les nobles valenciens se dépêtrer seuls de la révolte populaire qui gronde sur leurs terres.

12

Tolède s'insurge

Le problème du nouveau roi des Romains est de trouver l'argent nécessaire non seulement à honorer les promesses faites aux grands électeurs, mais aussi à financer son couronnement à Aix-la-Chapelle, qu'à juste titre il veut somptueux. Or, à Valladolid, il s'est engagé à ne pas demander un nouveau subside en sus des six cent mille ducats déjà accordés pour trois ans et à ne pas réformer le régime des forfaits (*encabezamientos*) en vigueur pour la collecte de la taxe de dix pour cent sur les transactions commerciales (*alcabalas*). Ayant retourné le problème dans tous les sens, le seigneur de Chièvres a abouti à la conclusion que la seule façon de s'en sortir sans enfreindre les engagements souscrits à Valladolid est de combattre l'évasion fiscale. Comment ? En confiant la collecte des impôts assurée par les municipalités à des fermiers généraux, choisis aux enchères selon le critère du plus offrant. La reforme prônée par le seigneur de Chièvres provoque aussitôt un tollé à Tolède, Ségovie, Valladolid, Zamora, Medina del Campo et Avila. Dans chaque ville, les magistrats communaux, les grands commerçants, les gens d'Église ameutent le peuple. Un des magistrats de Tolède, Gonzalo Gaitàn, contrevenant aux instructions royales d'attendre les prochaines Cortes, s'est même présenté à Barcelone pour remettre au seigneur de Chièvres les doléances de sa ville : Charles n'est resté que cinq mois en Castille, pour l'essentiel à Valladolid, alors qu'il vient de passer presque deux ans en Aragon et à Barcelone ; la reforme « de Chièvres » entraînera la mort du commerce, la misère du peuple, des violences. Guillaume de Chièvres lui oppose une fin de non recevoir : la reforme de l'*alcabala* répond à un acte de bon gouvernement ; quant à la

présence de Charles en Castille, la mort prématurée de son aïeul l'empereur Maximilian l'oblige à se rendre à Aix-la-Chapelle pour recevoir une couronne qui fait honneur à tous ses sujets. Il s'acquittera, c'est promis, de ses devoirs envers les Castillans en revenant dans leur royaume avant deux ans.

Réunis le 19 octobre en conseil, sous la présidence du corregidor, représentant de la couronne, pour entendre le rapport de Gonzalo Gaitàn, les regidores de Tolède appellent les grandes villes de Castille à s'opposer aux projets du roi :

« Nous devons discuter – et nous unir – sur trois questions et, parvenus à une entente, en informer Son Altesse. Premièrement, nous devons le supplier de ne pas sortir de ces Royaumes d'Espagne ; deuxièmement, de ne point permettre qu'on en tire de l'argent, de quelque sorte que ce soit, et, troisièmement, de porter remède aux offices qu'il a octroyés aux étrangers. »

L'emploi de l'expression « Son Altesse » au lieu de « Sa Majesté » n'est pas dû à une inadvertance. Pour les regidores de Tolède, le titre de « Majesté » que Charles s'est arrogé depuis qu'il a été élu empereur convient « davantage à Dieu qu'à un homme de cette terre ». Par conséquent, Charles doit « revenir au style et à l'ordre protocolaire » (d'abord la reine Juana, puis Charles) convenus à Valladolid. Il est aussi dit que, si une régence est instaurée, il faudra respecter les droits conférés aux Cortes par « les rois du passé pour des circonstances semblables ». Le seigneur de Chièvres réagit en remplaçant le corregidor de Tolède par un homme à poigne, don Antonio de Cordoba, et en demandant à tous les corregidores du royaume de s'assurer que leurs villes soient représentées aux prochaines Cortes par des députés acquis au roi. Au moment où Charles quitte Barcelone le 23 janvier 1520, son entourage est parfaitement conscient de l'orage qui gronde en Castille : tous les mécontents – fonctionnaires déchus de leurs charges, petits nobles lésés par des actes de justice, aventuriers sans-le-sou, curés ignorants en quête de gloire – vont souffler sur les braises et rechercher l'appui de Juana. Le dernier rapport reçu fin décembre 1519 du marquis de Denia avait en effet de quoi inquiéter :

« Je continue à lui dire que son père est vivant et que tout ce que nous faisons nous le faisons sur ses ordres, ce qui est utile parce que, si elle le savait mort, les choses se passeraient beaucoup moins bien. […] La Reine m'a demandé de lui écrire qu'elle ne supporte plus la vie qu'elle mène ici, qu'il y a longtemps qu'il la tient enfermée et que, bien que comme fille elle lui doit obéissance, elle mérite d'être mieux traitée. […] Je lui ai dit que le roi son père a pris ces dispositions pour son bien. Elle s'est plainte alors qu'on lui ait enlevé son fils l'Infant Ferdinand lequel, avec l'Infante, est sa seule consolation depuis la mort de son époux le roi Philippe. […] J'en déduis que quelqu'un l'a informée

que l'Infant est en Flandres parce qu'elle répète qu'elle craint qu'on le tue. […] D'ailleurs, depuis quelques jours, elle réclame constamment la présence de l'Infante Catherine et quand je lui demande pourquoi, elle me répond : parce que j'ai peur que le roi mon seigneur me l'enlève. Je préférerais qu'il me jette par la fenêtre ou qu'il me tue avec son couteau. […] À Valladolid et à Medina del Campo, les gens disent dans le but de vous desservir que la Reine devrait être conduite à Valladolid ou dans une autre grande ville. Il me semble devoir dire à votre majesté que, s'il devait y avoir des nouveautés dans ce Royaume, il ne serait pas surprenant qu'on se serve de la Reine. P.-S. La Reine m'a appelé et m'a dit qu'elle était très en colère contre moi parce que je lui ai caché la mort de son père. […] Je lui ai répondu que je lui ai toujours dit la vérité. […] Puis elle m'a dit que votre majesté allait partir en Flandres et elle s'est émerveillée que les Grands du Royaume qui partiront avec vous ne soient pas venus lui demander son accord. »

Ordre est donc donné au marquis de Denia d'isoler totalement Juana, en insistant qu'il agit, comme s'il était encore vivant, à la demande de son père Fernando d'Aragon :

« Il convient qu'aucune personne en dehors de vous ne soit autorisée à lui parler et que vous défendiez aussi aux femmes du palais d'en sortir. […] Pour ce qui concerne la cité de Tordesillas, prenez note de tout ce qu'elle désire et je ferai pour elle tout ce que je pourrai. […] Je vous joins le code chiffré que vous utiliserez dorénavant, étant entendu que vous continuerez à m'adresser vos lettres personnellement, Charles, par divine clémence Empereur des Romains, etc. »

En dix jours, Charles gagne à étapes forcées Saragosse. De là, il pourrait rejoindre plus rapidement Valladolid par Guadalajara, Madrid et Tolède, mais il préfère se rendre à Burgos, une des rares cités qui, en principe, lui restent acquises. Longeant la rive droite de l'Ebre, Charles atteint Calahorra, à la frontière entre la Castille et la Navarre, le 11 février. Il est hôte du marquis de Cenete, don Rodrigo Diaz de Vivar y Mendoza[1] et de son épouse Maria de Fonseca y Toledo, dans le palais que don Rodrigo, grand admirateur de l'architecture italienne, a bâti à l'intérieur de l'ancienne forteresse maure. Le lendemain, Charles convoque les dix-huit cités membres des Cortes, pour le 20 mars, à Saint-Jacques-de- Compostelle. Les corregidores sont mis en demeure de s'assurer qu'elles soient représentées par des procurateurs dotés des pleins pouvoirs pour voter les questions que Sa Majesté voudra inscrire à l'ordre du jour. Une semaine plus tard, Charles est à Burgos. Cette cité fleuron, avec Bilbao, de l'exportation vers les ateliers flamands de la laine des moutons mérinos qui paissent dans la mesta (chaque année, ils migrent par millions sous surveillance militaire de la montagne à la plaine, à l'automne, et de la plaine à la montagne, au printemps) a tout intérêt à ce que Charles réussisse et Charles a tout intérêt à ce qu'elle prospère. D'une qualité inférieure à celle d'Angleterre, la laine de Castille connaît un succès phénoménal depuis que les Anglais taxent lourdement leurs exportations de laine brute pour favoriser l'émergence

d'une industrie nationale de tissage. En revanche, la laine castillane est non seulement disponible en grandes quantités mais est aussi mieux adaptée à la fabrication des tissus et des tapisseries bon marché qui, depuis quelques années, inondent les marchés du nord de l'Europe. Ainsi, chaque mois de septembre, les commerçants de Burgos montent aux grands plateaux pour négocier avec les grands propriétaires et les monastères prix, prêts, dates de tonte et de livraison. Et chaque mois de mai, avant la transhumance, ils y reviennent avec des milliers de mulets pour transporter les balles de laine jusqu'aux lavoirs de Burgos pour les rendre propres à l'exportation et ensuite à Bilbao, d'où, une fois par an, avant l'hiver, les navires, sortis des chantiers de Biscaye, partent pour Anvers, Londres, Nantes, La Rochelle et Livourne.

La position dominante des commerçants, banquiers, assureurs, juges arbitres de Burgos est jalousée par les villes qui, telles Ségovie, Tolède, Cordoue et Cuenca, mais aussi Zamora, Palencia et Toro, ont fait du tissage l'un de leurs principaux métiers. Pour elles, la visite de Charles à Burgos est une provocation de trop. Salamanque, ville universitaire, se fait leur interprète. Prenant au bond l'appel à la résistance lancé fin octobre par Tolède, un groupe de prêtres de différents ordres rédige une charte incendiaire. Il y est dit que « les regidores, le peuple et le clergé de Salamanque appellent toutes les villes de Castille à ignorer les corregidores et le pouvoir qu'ils représentent, lesquels font ce que le roi leur ordonne, même lorsque ses ordres leur paraissent peu convenables », et à demander que, considérant leur caractère « ardu, neuf et dangereux », les Cortes convoquées à Saint-Jacques-de-Compostelle soient retardées d'au moins six mois. D'autre part les regidores, le peuple et le clergé de Salamanque appellent les autres villes à donner à leurs députés trois instructions précises : n'accorder aucun nouveau *servicio* au roi qui le dépensera à l'étranger ; lui intimer de ne pas partir avant d'avoir procréé un descendant ou bien d'avoir rappelé en Espagne son frère Ferdinand ; et si « la Castille doit être temporairement confiée à des gouverneurs, qu'on les nomme selon les lois, en leur accordant d'amples pouvoirs pour décider sans demander l'accord préalable du roi en Flandres ou en Allemagne. » On s'inquiète aussi du commerce avec les Indes : la Casa de Contractacion qui en a le monopole doit rester à Séville et ne pas être transférée à Anvers, comme on le murmure.

Parvenu fin février à Valladolid, Charles constate que même cette cité peuplée de fonctionnaires est en ébullition. Au palacio Pimentel, le seigneur de Chièvres reçoit un à un les membres du conseil municipal, mais chaque fois la foule les attend à la sortie pour leur demander des comptes. Ceux soupçonnés de mollesse sont couverts d'injures, voire menacés de mort. À l'annonce que Madrid, Avila et Zamora viennent de souscrire à l'appel de Salamanque, Valladolid se met en fête. Ulcéré, Charles annonce qu'il quittera la ville dans la journée. Le bruit court alors qu'il va exiler la reine Juana hors d'Espagne. Aussitôt sonne le tocsin et alors que Charles s'apprête à mettre pied à l'étrier, une foule armée de bâtons et d'escopettes converge vers le palais où il loge. Protégé par sa garde armée, Charles parvient de justesse à sortir de la ville. Il arrive à Tordesillas à la nuit tombée, couvert de boue et trempé jusqu'aux os. Très en avance sur son calendrier, il passe quatre jours avec sa mère. On ignore tout de leurs conversations, mais on peut supposer qu'elles furent tout sauf franches et empreintes d'amour familial. Ayant quitté Tordesillas, Charles rejoint par petites étapes Saint-Jacques-de-Compostelle et, le 26 mars, prend ses quartiers au palais royal bâti par les Rois Catholiques.

Les Cortes débutent le matin du 31 mars au convento San Francisco, sous la présidence de l'évêque de Badajoz, Pedro Ruiz de la Mota. Après vérification de leurs pouvoirs, les députés de seize cités sont jugés en règle. Ceux de Salamanque sont exclus pour vice de forme. Ayant refusé de présenter leurs procurations s'ils n'étaient pas reçus par Charles en personne, ceux de Tolède sont sommés d'attendre dans le village tout proche d'El Padron. L'après-midi, l'évêque de Badajoz prononce, au nom du futur empereur, le discours d'ouverture. Un discours fondateur :

« Les Royaumes et les rois ne forment qu'une seule personne : le Royaume en est le corps et le roi en est la tête. […] Le roi, notre maître, l'est plus que quiconque : il est roi, fils de roi et descendant de soixante-dix autres. Il aime ces Royaumes comme lui-même et, ce Royaume de Castille, qui est la protection et le fer de lance de tous les autres, il l'aime plus que tous. Pour satisfaire le désir de le visiter, il a laissé la terre où il est né et où il a été élevé et il a franchi la mer. […] Quand il vous a vus à Valladolid, il a reconnu en vous l'amour, la loyauté et le respect. L'allégresse et la liesse de votre accueil, l'empressement et la générosité mis à le servir, il a éprouvé tant de reconnaissance et tant de satisfaction qu'il a décidé de vivre et de mourir ici. Cette décision, il s'y tiendra toute sa vie. Pour cela, il a appris votre langue, adopté vos vêtements et fait siens vos beaux exercices de cavalerie. Sa Majesté aurait voulu visiter, consoler et réjouir par sa présence toutes vos villes. Mais ce ne fut pas possible, car les Royaumes d'Aragon réclamaient aussi sa présence et que depuis, les circonstances ont changé. Sa Majesté est heureuse de vous voir, mais il n'aperçoit plus sur vos visages cette joie et cette vivacité qui s'y trouvaient lors de sa première visite. Et il lui semble que votre silence est fait de tristesse. Sa Majesté partage votre douleur, mais les jugements de Dieu sont cachés et très éloignés de nos entreprises. À la mort de l'Empereur Maximilien, digne d'éternelle gloire, il y eut de grandes

rivalités, mais Dieu a voulu et ordonné que l'élection se fît à l'unanimité en faveur de Sa Majesté. […] En remerciant Dieu et après avoir pris l'avis de tous, Sa Majesté a accepté cette charge en véritable Prince catholique, non pas dans son propre intérêt, car il s'estimait heureux déjà avec la grandeur d'Espagne, une large partie de l'Allemagne, les meilleures terres d'Italie, les territoires des Flandres et ce Nouveau Monde qui n'existait pas avant nous. Il a accepté l'Empire, malgré les épreuves et les voyages qu'il comporte, pour éloigner les très grands maux qui menacent notre religion chrétienne et parce que, si on les laissait s'étendre, l'on ne pourrait plus mener la guerre contre les ennemis de notre sainte foi catholique. Autrefois, l'Espagne envoya à Rome des Empereurs ! Trajan, Hadrien, Théodose ! Aujourd'hui, c'est l'Empire qui est venu chercher en Espagne son Empereur !

« Vous savez bien que non seulement l'honneur de Sa Majesté mais aussi la sécurité perpétuelle de ses Royaumes exigent qu'il conserve l'Empire. […] Rien ne serait plus dangereux ni plus préjudiciable que de retarder son voyage. Sa Majesté vous donne sa parole de roi que dans trois ans au plus, avec l'aide de Dieu, il sera de retour. Supportez en patience son absence et sachez que son jardin, sa forteresse, son épée, son cheval, sa selle, son siège sont l'Espagne ! »

Charles prend alors personnellement la parole en castillan pour dire que tout ce que les députés ont entendu de la bouche de l'évêque vient droit de son cœur et pour assurer que, pendant son absence, les fonctions gouvernementales seront exercées par des Castillans. Le porte-parole des Cortes lui répond par des grands éloges, mais il se trouve qu'il est le député de Burgos et le frère de l'évêque de Badajoz !

Le 1er avril, seulement trois villes (Burgos, Séville et Grenade) se déclarent prêtes à voter le *servicio*[2]. Pour sortir de l'impasse, Mercurino Gattinara suspend la séance et rencontre les députés de chaque ville. La nuit se révélera-t-elle bonne conseillère ? À la reprise des travaux, six villes (Toro, Ségovie, Guadalajara, Soria, Cuenca et Avila) semblent s'être laissé convaincre, mais sept autres (Léon, Cordoue, Jaén, Valladolid, Murcie, Zamora et Madrid) ne se prononceront pas tant que Charles n'aura pas répondu à leurs pétitions. Afin de laisser décanter les oppositions, les députés sont invités à fêter la Semaine Sainte en famille et à retrouver le roi le 22 avril à La Corogne. Charles fait retraite une semaine au couvent de San Lorenzo de Carboerio, situé dans une verte vallée parcourue par une rivière, à sept lieues de la ville. Rentré à Saint-Jacques-de-Compostelle et alors que les représentants de Tolède – Juan de Padilla, Hernando de Avalos et Gonzalo Gaitan – sont déférés à la justice royale, Charles reçoit par un navire marchand un courrier du roi Henry VIII d'Angleterre lui donnant rendez-vous dans le sud de l'Angleterre, au plus tard fin mai. En effet, début juin il doit quitter Douvres pour rencontrer, à mi-chemin entre Calais et Boulogne, le roi de France François 1er, un rendez-vous prévu de longue date et reporté en raison de la mort de l'empereur Maximilian.

Les Cortes reprennent leurs travaux le lundi 22 avril. La veille, le seigneur de Chièvres et ses assistants ont revu un à un tous les députés hésitants. Plusieurs se sont dits personnellement favorables à un nouveau subside mais dans l'incapacité de le voter, en raison des mandats très stricts reçus de leurs conseils communaux. Qu'à cela ne tienne, Charles édicte un décret les déliant de toute responsabilité. En ouvrant la séance plénière, le chancelier Gattinara donne lecture de trois décrets faisant droit à trois revendications des Castillans : l'un interdit les sorties d'or, d'argent ou de monnaie, le deuxième réserve aux Castillans les offices du royaume et le troisième laisse au futur gouvernement de régence une grande autonomie de décision. Les députés ont toute la nuit pour réfléchir. Le lendemain, mercredi matin, Valladolid, Zamora et Jaén annoncent qu'elles voteront le subside. Mercurino Gattinara conclut que, malgré l'opposition de Léon, Cordoue, Murcie et Madrid et en l'absence des députés de Tolède et Salamanque, un subside de deux cent vingt millions de maravédis (soit environ soixante mille ducats) a été légalement approuvé et que les dispositions relatives à la régence du pays, à sa défense et à l'administration de la justice seront rendues publiques dans les tout prochains jours.

Entre-temps, Tolède est entrée en rébellion. Feignant de vouloir se présenter à la justice royale, les représentants de Tolède se sont fait enfermer par leurs concitoyens. Rassemblée ensuite devant son domicile au cri de « Mort à Chièvres et aux Flamands qui dépouillent la Castille ! », la population a forcé le corregidor à signer un ordre écrit interdisant à Juan Padilla, Hernando de Avalos et Gonzalo Gaitan de quitter la ville. Puis, la foule s'est dirigée vers le château fort, plutôt mal armé et en mauvais état, où se sont réfugiés les légitimistes. Après les premières violences, son commandant don Juan de Ribera a obtenu un sauf-conduit permettant à tous ses occupants de quitter la ville en échange de la forteresse. Ainsi, en quelques heures, Tolède est totalement tombée aux mains des rebelles. À La Corogne, ses conseillers espagnols incitent Charles à aller mater en personne la cité rebelle. Guillaume de Chièvres est d'avis qu'aux premiers vents favorables il devra se mettre en route pour l'Angleterre. Avant de s'embarquer, Charles signe le décret nommant le cardinal Adriaan d'Utrecht, vice-roi de Castille : « Tout ce que le très révérend Cardinal de Tortosa, en notre nom et comme notre gouverneur, accordera, dira, ordonnera et mandera, par écrit ou de vive voix, en conformité avec lesdits pouvoirs, nous le regarderons comme ferme, stable et valable, pour maintenant et

pour toujours, […] Moi, le roi. » En réalité, les pouvoirs octroyés à Adriaan d'Utrecht sont moins « complets, libres et pléniers » que ne le dit le document rendu public. Des instructions secrètes l'obligent à consulter Charles pour les affaires les plus importantes, ce qui limitera son efficacité. De plus, le conseil royal chargé de le seconder est divisé. Son président, don Antonio de Rojas, archevêque de Grenade, est partisan d'une méthode dure et sans compromission. Le connétable de Castille, don Iñigo Fernandez de Velasco y Mendoza, privilégie la voie des concessions et de la négociation.

13

Juana en otage

Aux premières lueurs de l'aube du 19 mai, la flotte lève l'ancre et, au bout de six jours, Charles débarque à Douvres où il est accueilli par le cardinal Thomas Wolsey et par les salves d'artillerie de la naissante marine militaire anglaise, dont le *Mary Rose*[1] et l'exceptionnel *Henry Grace of God*[2], armés chacun de plus de cent canons de diverses tailles, sont les tout nouveaux fleurons. Le lendemain, dimanche de la Pentecôte, Henry VIII vient le chercher et ils chevauchent jusqu'à Canterbury, où ils dînent avec la reine Catalina. Puis, Henry et Charles se retirent, accompagnés par leurs plus proches conseillers. Ils pensent l'un comme l'autre que le roi de France, vaincu aux élections impériales, ne tardera pas à ouvrir les hostilités et conviennent de refaire le point à Calais, lorsqu'Henry VIII l'aura rencontré. Ce rendez-vous pris, Henry et la reine Catalina regagnent les vingt-sept navires de la Navy Royal[3] à Douvres. Ils traverseront la Manche avec une suite de cinq mille personnes et une quantité invraisemblable de provisions : deux mille deux cents moutons, huit cents veaux, treize cents poulets, vingt-six douzaines de hérons, une douzaine de cygnes, et un nombre impressionnant de barils de moutarde, crème, épices, vin et bière. Charles rejoint sa flotte à Sandwich, sur la côte orientale de l'Angleterre, et, le 31 mai, débarque à Flessingue. Et tandis qu'il retrouve à Gand sa tante Marguerite d'Autriche, son frère Ferdinand et une cohorte de princes allemands venus l'accueillir avant son couronnement à Aix-la-Chapelle, les rois d'Angleterre et de France se donnent l'accolade à mi-chemin entre les localités d'Ardres et de Guînes. Leur rencontre qui a lieu du 7 au 24 juin n'apportera pas au roi de France l'alliance espérée, comme en fera le récit

Robert III de la Marck, maréchal de Fleurange[4], au-delà de ses fastes et de sa magnificence :

« Je n'ai que faire de dire la magnificence de leurs accoutrements puisqu'on nomma ladite assemblée le camp de Drap d'Or. Ayant fait leurs accolades à cheval, ils descendirent en un pavillon ordonné pour cet effet, ayant le roi de France seulement avec lui l'amiral de Bonnivet et le chancelier Duprat et quelque autre de son conseil, et le roi d'Angleterre, le Cardinal d'York, le Duc de Norfolk et le Duc de Suffolk. Où, après avoir devisé de leurs affaires particulières, conclurent qu'audit lieu se feraient lices et échafaudages, étant délibérés de passer leur temps en déduit et choses de plaisir, laissant négocier leurs affaires à ceux de leur conseil. Par douze ou quinze jours coururent les deux Princes l'un contre l'autre et se trouvèrent audit tournoi grand nombre de bons gens d'armes. Ce fait, le roi d'Angleterre festoya le roi de France, près de Guînes, en un logis de bois où y avait quatre corps de maison, qu'il avait fait charpenter en Angleterre, et amener par mer toute faite ; et était couverte de toile peinte en forme de pierre de taille, puis tendue par dedans des plus riches tapisseries qui se purent trouver, en sorte qu'on ne l'eût pu juger autre sinon un des plus beaux bâtiments du monde. Le lendemain, le roi de France devait festoyer le roi d'Angleterre près d'Ardres, où il avait fait dresser un pavillon ayant soixante pieds en quarté, le dessus de drap d'or frisé, et le dedans doublé de velours bleu, tout semé de fleurs de lis de broderie d'or de Chypre, et quatre autres pavillons aux quatre coins. Mais le vent et la tourmente vint telle, que tous les câbles et cordages rompirent, et furent lesdites tentes et pavillons portez par terre de sorte que le roi fit faire en grande diligence un lieu pour faire les festins. Je ne m'arrêterai à dire les grands triomphes qui se firent là, ni la grande dépense superflue. Après lesquels festins et tournois, le roi de France se retira à Boulogne, et le roi d'Angleterre à Calais. Toutes gens de bon jugement ne pouvaient penser de voir jamais inimitié entre ces deux Princes mais étant le roi d'Angleterre averti comme l'élu Empereur était arrivé, le fut trouver à Calais et à Gravelines en telle fraternité comme il avait fait avec le roi de France ; et il fut accordé entre eux que là où le roi de France et l'Empereur tomberaient en quelque différend, il serait arbitre et celui qui ne voudrait tenir son arbitrage, il se pourrait déclarer contre lui. »

Entre-temps, les affaires de Castille avaient pris un mauvais tour. Ségovie avait sommairement exécuté son député Rodrigo de Tordesillas pour avoir voté le *servicio* (subside), tandis que Zamora et Guadalajara brûlaient d'en faire de même avec leurs représentants pour peu qu'ils osent rentrer chez eux. Arrivé en Flandres, Charles reçoit d'Adriaan d'Utrecht un résumé détaillé de la situation :

«Depuis votre départ, nous n'avons aucune nouvelle de votre Majesté sauf l'indication fournie par un navire arrivé ici que vous auriez débarqué en Angleterre la veille de la Pentecôte. Dans ces Royaumes, se sont produites tant d'affaires scandaleuses et graves que votre Majesté ne pourra pas croire qu'elles aient pu se produire en si peu de temps. Cependant, nous vous dirons librement les choses pour que vous sachiez en quel danger se trouve la Castille et pour que votre Majesté réfléchisse aux remèdes. Souvenez-vous comment, après les Cortes de Saint-Jacques-de-Compostelle, Ségovie avait pendu l'un de ses procureurs parce qu'il avait voté les subsides en votre faveur et comment nous avions envoyé le maire Ronquillo punir ce crime. Encore un peu, c'est lui qui faillit se faire pendre. Nous lui avions alors dépêché en renfort une garnison à Santa Maria de Nieva, à cinq lieues de Ségovie. Entre-temps, la cité de Tolède s'était emparée du château, avait pris possession des églises, mis les mains sur la justice, fait provision de victuailles, serré ses portes et constitué une armée placée sous les ordres de Juan de Padilla. Le capitaine Padilla l'avait conduite vers Ségovie, contraignant Ronquillo à prendre la fuite. Depuis, c'est toute la Castille qui se rebelle. Zamora a privé de sa citoyenneté ses deux représentants aux Cortes. À Burgos, le peuple a incendié

la maison de leur député Garci' Ruiz de la Mota, frère de l'Évêque, et celles des collecteurs d'impôts. […] À Guadalajara, les maisons des deux députés de la ville ont été rasées et leurs terres semées de sel. […] Votre Majesté, tout le monde considère ici que le peuple est en droit de prendre les choses en main pour faire ce que votre Majesté n'a pas fait et continue à ne pas faire. […] Tolède invite les villes de Castille à prendre comme modèle la République de Gênes, à vous priver, tant que la Reine votre mère sera vivante, aussi bien du titre de roi que des revenus royaux qui en dérivent, et appelle les Cortes à se réunir afin d'annuler le *servicio* voté à La Corogne, restaurer l'ancien régime des *encabezamientos* et confier à un Castillan la conduite des affaires publiques. »

Lorsque l'accord pour annuler le subside de soixante mille ducats et la reforme des alcabalas parvient à Adriaan d'Utrecht, il est trop tard : « A l'invitation de Tolède, Ségovie, Salamanque, Zamora et Toro viennent d'envoyer des délégations dans la ville fortifiée d'Avila pour y tenir une Junta. ». Et le 1er août celle-ci, ayant destitué le cardinal Adriaan d'Utrecht, décide de prendre la reine sous sa « protection » et de gouverner en son nom :

« Les rentes royales ont été bloquées et un appel à la désobéissance a été adressé à toutes les villes du Royaume. Les révoltés mettent en avant l'autorité de la Reine, comme si elle était en mesure de gouverner. […] Presque tous ses serviteurs témoignent publiquement qu'elle a été offensée autant par son père que par son fils qui l'ont confinée dans le château de Tordesillas par la force et la tyrannie, alors qu'elle a toujours été saine d'esprit. […] Nous avons dépêché l'Évêque de Burgos, Don Juan Rodriguez de Fonseca, à Medina del Campo pour mettre sous bonne garde les pièces d'artillerie que nous y tenons, mais, à aucun moment, l'Évêque n'a pu se faire obéir. Le pire est que, l'Évêque parti, les autorités de Medina del Campo ont offert ladite artillerie à Juan Padilla. Voyant qu'on tournait les armes contre nous, le Capitaine Général Antonio de Fonseca s'est rendu à Medina del Campo avec le même contingent envoyé auparavant à la rescousse du maire Ronquillo afin de forcer les autorités à lui consigner les pièces d'artillerie, mais comme elles ont persisté dans leur refus, les violences ont commencé. À mon grand regret, la fortune a été si contraire à Antonio de Fonseca qu'il a dû se retirer sans l'artillerie. Depuis, la population de Medina del Campo l'a consigné à Juan de Padilla. Telle a été son affliction que notre Capitaine Général, Antonio de Fonseca, s'est volatilisé et, semble-t-il, a quitté l'Espagne. Depuis que la nouvelle que Medina del Campo avait brûlé nous est parvenue à Valladolid[5], certains des nôtres ont pris la fuite et d'autres se sont cachés. »

Le 23 août, la population de Tordesillas a pris les devants et, ayant forcé les portes du château, s'est rendue en délégation auprès de la reine. Puis, le 29, Juan de Padilla est venu lui exposer les causes de la révolte et son désir de gouverner la Castille sous son autorité. De Valladolid, Adriaan d'Utrecht, qui, faute d'argent, a dû licencier la seule force permanente à disposition du pouvoir (les trois mille hommes de la Guardia del Reino instituée par Isabel la Catholique) résume la situation dramatique dans laquelle se trouve la Castille dans une lettre datée du 12 septembre, en en attribuant, sans le nommer, l'entière responsabilité à Guillaume de Chièvres :

« Sire, Juan de Padilla s'est rendu le 29 août Tordesillas et, ayant expulsé le Marquis de Denia, s'est emparé de la Reine et de l'Infante Catherine. Depuis, la *Junta* tient ses réunions à Tordesillas. Que

votre Majesté sache que Burgos, Léon, Madrid, Murcie, Soria viennent d'y envoyer leurs procureurs. Votre Majesté se retrouve désormais avec la Castille entière soulevée contre sa personne, la justice royale en pièces, sa mère outragée et sa sœur prisonnière. Qu'elle sache que, jusqu'ici, je n'ai vu personne disposé à prendre une lance pour votre service. Quant à nous, nous nous retrouvons impuissants. Quant à savoir qui est responsable de tous ces scandales, je souhaite laisser la décision à Celui qui est le juge suprême. Cependant, je supplie votre Majesté de croire que si les choses avaient été menées en tenant davantage compte de la situation du Royaume, nous ne nous trouverions pas en si grand danger. Sire, on dit ici que, quoiqu'il arrive, la Reine ne fera pas moins que votre Majesté puisque vous vous êtes limité à signer ce qu'on vous glissait sous le nez, ce que la Reine est aussi capable de faire. Que votre Majesté nous fasse connaître au plus tôt ses ordres, en considérant que si vos Royaumes d'Espagne demeurent soulevés, l'Italie ne vous restera pas longtemps fidèle. »

À en croire le témoignage de l'ambassadeur du Portugal, Juana revit. Elle reçoit beaucoup de monde, est à son aise et dit des choses de bon sens : « Sa manière de s'habiller, de manger ou d'être dans son palais n'est plus celle à laquelle nous nous étions habitués. Elle a commandé des nouvelles robes et coiffures. Les pièces où elle habite sont propres et élégantes. La chose est tellement nouvelle qu'on a de la peine à y croire. » Il reste que Juana, toute réjouie qu'elle soit d'être traitée avec considération, refuse obstinément d'apposer sa signature aux documents que lui soumettent les Communeros, si bien que pour contourner l'obstacle certains pensent à la marier au duc Ferdinando de Calabre, fils du dernier roi de Naples de la dynastie alphonsine, qui vit depuis 1503 en Castille et pourrait signer les édits à sa place. Mais de mariage la reine ne veut pas non plus en entendre parler.

À Anvers, où Charles participe à une séance des États généraux des Pays d'Embas appelée à voter un subside de cent mille ducats pour que son couronnement dépasse en magnificence toutes les cérémonies connues, une violente dispute oppose ses conseillers espagnols, qui le pressent de rentrer en Espagne, à Guillaume de Chièvres, qui insiste pour qu'il aille à Aix-la-Chapelle. Le 9 septembre, l'empereur élu fixe son cap : il ira à Aix-la-Chapelle tandis que deux nouveaux vice-rois – le connétable de Castille don Iñigo Fernandez de Velasco, vétéran de la reconquête de Grenade, politique chevronné et fidèle entre les fidèles, d'une part, et le conciliant et très respecté amiral de Castille, don Fadrique Enríquez de Cabrera y Velasco, seigneur de Medina de Rioseco, d'autre part – dirigeront le royaume de Castille aux côtés d'Adriaan d'Utrecht. Son ambassadeur Lope Hurtado de Mendoza part aussitôt apporter ses instructions en Castille. Arrivé le 21 septembre, Hurtado de Mendoza adresse aux dix-huit villes des Cortes la lettre par laquelle leur roi leur annonce sa décision de reformer la régence et les invite à libérer la reine et l'infante Catalina, une question de principe sur laquelle il ne transigera pas, même au prix de perdre tous ses royaumes et

toutes ses seigneuries. Pour reprendre l'initiative, ses trois régents pourront compter sur cinquante mille ducats promis par le roi Manoël du Portugal et, en dernier ressort, sur son intervention directe avec une armée de quatorze mille fantassins et deux mille cinq cents cavaliers. Sans lui en référer, ils pourront « condamner aux peines aussi bien civiles que criminelles, y compris la confiscation de leurs biens et leur exclusion de tout office public ou royal, les personnes qui – dans les troubles et scandales qui ont eu lieu et continuent de se produire dans nos royaumes – ont commis quelconque délit de quelconque gravité. »

C'est la bonne approche. Prisonnier à Valladolid, Adriaan d'Utrecht parvient à la mi-octobre à se réfugier à Medina de Rioseco, fief de l'amiral don Fadrique Enriquez de Cabrera y Velasco, et même si le connétable don Iñigo Fernandez de Velasco, tout occupé à défendre sa cité fortifiée de Briviesca, au nord-est de Burgos, n'est pas encore en mesure de le rejoindre, les grands propriétaires les plus exposés à la révolte des Communeros commencent à recruter fantassins et cavaliers légers.

14

Empereur à vingt ans

Alors que le vent commence à tourner en Castille, Charles reçoit à Maastricht deux ambassades d'Allemagne. La première, des grands électeurs, est venue le prévenir que la peste est à Aix-la-Chapelle. La seconde, dépêchée par le maire de la ville, l'assure du contraire. Soucieux de ne pas prêter le flanc à la moindre contestation juridique, Charles ne dérogera pas aux règles, et le 21 octobre passe la nuit au couvent de Wittem, à deux lieues d'Aix-la-Chapelle. Le lendemain, 22 octobre 1520, le soleil est au rendez-vous. La maison de Charles se met en marche au grand complet, tandis que l'archevêque de Mayence, accompagné par cinq autres grands électeurs, vient à sa rencontre. Le septième, le duc Friedrich de Saxe, alité, s'est fait représenter. Beaucoup de temps est perdu pour régler certains problèmes protocolaires et lorsque le cortège s'ébranle, il est deux heures de l'après-midi.

Le margrave Kasimir de Brandebourg-Kulmbach ouvre la marche à la tête de quatre cents cavaliers habillés de noir, suivis, au rythme des timbales et des trompettes et en rangs de sept par sept, de mille arquebusiers, mille hallebardiers et mille piquiers. Voici les trois électeurs ecclésiastiques et les quatre électeurs séculiers, chacun à la tête de sa maison et d'un régiment à ses couleurs. Et voici mille six cents cavaliers aux couleurs du futur roi des Romains, les membres de sa maison, les grands seigneurs espagnols, allemands, flamands, bourguignons, italiens de sa cour, chacun avec ses gardes et domestiques. Précédé par le maréchal Pappenheim portant son épée, encadré par les grands électeurs de Cologne et de Mayence, Charles – habillé en costume d'archiduc d'Autriche, en or, argent et cramoisi avance

sur un grand étalon noir harnaché d'un brocart blanc incrusté de grosses perles. À la porte Ponttor, six magistrats Auxois vérifient le décret de son élection. Puis, ils l'invitent à mettre pied à terre pour baiser la croix de Lothaire et le reliquaire de Charlemagne. Il fait quasiment nuit lorsque Charles, précédé par ses hérauts lançant au peuple pièces d'or et d'argent, se dirige entre deux haies de torches vers la cathédrale bâtie par Charlemagne. Descendu de cheval et conduit par le seul archevêque de Cologne, Hermann von Wied, il pénètre au cœur de la Chapelle Palatine, en forme d'octogone, comme l'éblouissante basilique San Vitale de Ravenne. Puis, les bras en croix, il se prosterne face au retable d'or du maître-autel, don de l'empereur Otton III. Au-dessus de lui, la coupole aux mosaïques byzantines illustrant le Christ adoré par vingt-quatre vieillards et le grand lustre en forme de couronne, en fer et cuivre doré, don de l'empereur Frédéric Barberousse. De l'autre côté du maître-autel, le chœur de la cathédrale, inspiré de la Sainte Chapelle de Saint Louis à Paris. La grande noblesse d'Allemagne et d'Europe remplit le déambulatoire. Un grandiose *Te Deum* conclut cette journée, prologue au couronnement du lendemain. Il est neuf heures lorsque Charles se retire dans la prévôté pour y souper et passer la nuit.

23 octobre 1520. Charles, toujours en habit d'archiduc d'Autriche, mais un manteau de brocart d'or doublé d'hermine sur les épaules et la couronne archiducale à diadème et cercle d'or sur son chef, est accueilli sur le parvis de la cathédrale par les trois princes électeurs ecclésiastiques, revêtus de leurs ornements pontificaux, et par les quatre princes électeurs laïques, revêtus de leurs manteaux en velours rouge ornés d'hermine. Prosterné à nouveau sous le lustre de Frédéric Barberousse, Charles entend l'archevêque de Cologne chanter le « *Ecce ego mitto angelum meum, qui praecedat te* » (« Voilà, j'envoie mon ange pour qu'il te précède ») et réciter le « *Domine, salvum fac regem* » (« Sauve, Seigneur, notre Roi »). Puis, les archevêques de Mayence et de Trèves le conduisent devant le reliquaire de la Vierge Marie, où, entouré par les seuls grands électeurs laïques, il prie à genoux, le front à même le sol. Revenu devant le maître-autel où l'attendent les archevêques de Cologne, de Mayence et de Trèves, Charles assiste prosterné à la messe. Après l'épître « *Surge illuminare Jerusalem* » (« Surgis donner ta lumière à Jérusalem »), il endosse l'habit blanc de diacre pendant que les chœurs entonnent les litanies des douze apôtres, des douze martyrs, des douze confesseurs et des douze vierges. Le grand moment est arrivé. L'archevêque de Cologne supplie le Seigneur de bénir l'homme

prosterné à ses pieds. Puis, il pose les six grandes questions solennelles auxquelles Charles doit répondre par *Volo* (« Je le veux. ») :

« *Vis sanctam fidem catholicis viris traditam tenere et operibus servare ?* » (« Veux-tu tenir et défendre par les œuvres la sainte foi donnée aux hommes catholiques ? »). « *Volo.* » (« Je le veux. ») « *Vis ecclesiae, ecclesiarumque ministris fidelis esse tutor et defensor ?* » (« Veux-tu être le fidèle défenseur et tuteur de l'Église et de ses ministres ? »). « *Volo.* » « *Vis regnum a Deo concessum secundum justitiam, praedecessorum tuorum regere et efficaciter defendere ?* » (« Veux-tu défendre avec efficacité et régir selon la justice de tes prédécesseurs le Royaume que Dieu te donne ? »). « *Volo.* » « *Vis jura regni imperiique, ac bona ejus dispersa injuste, conservare et recuperare ac fideliter in usus regni et imperii dispensare ?* » (« Veux-tu conserver les droits du Royaume et de l'Empire, reprendre les parties qui en seraient usurpées et en disposer fidèlement ? »). « *Volo.* » « *Vis pauperum et divitum, viduarum et orphanorum aequus esse iudes et pius defensor ?* » (« Veux-tu être le juste défenseur et tuteur du pauvre comme du riche, de la veuve comme de l'orphelin ? »). « *Volo.* » « *Vis sanctissimo Iesus Cristus, Patri Domino Romani Pontifici et Sanctae Romanae Ecclesiae subjectionem debitam, et fidem reverenter exhibere* ? » (« Veux-tu montrer la soumission et la foi dues avec révérence à notre père le Christ, au pape de Rome et à la Sainte Romaine Église ? »). « *Volo*. »

Ces engagements pris Charles prête serment les deux mains posées sur le maître-autel : « *Hic volo, ut in quantum divino fultus adjutorio et precibus fidelium christianorum adjustus valuero, omnia promissa fideliter adimplebo sic me Deus adjuvet et Sancti ejus.* » (« Ici, je veux et je jure de maintenir et accomplir tout ce que j'ai promis, avec l'aide de Dieu et de ses Saints. »).

Alors, s'adressant aux représentants de la nation allemande réunis dans la cathédrale, l'archevêque de Cologne demande s'ils veulent se soumettre à ce prince : « *Vultis tali principi, ac rectori vos subiicere, ipsiusque regnum firmiter fide stabilire, ac jus sionibus illius obtemperare, iuxta apostoli praeceptum, scilicet omnis anima potestatibus sublimorum sujecta est ?* » (« Voulez-vous vous soumettre à un tel prince et seigneur, soutenir son autorité avec une fidélité inébranlable, obéir à ses ordres selon les paroles de l'Apôtre « que chacun soit soumis aux chefs et aux autorités » ?). Par trois fois la foule répond « *Fiat.* » (« Qu'ainsi soit-il » !)

Adoubé, Charles s'agenouille devant l'archevêque de Cologne qui lui oint successivement le front, la poitrine, le cou, les coudes et les mains, en accompagnant chaque geste d'un « La paix soit avec toi ». Revêtu maintenant de l'aube, de l'étole, de la chape et des sandales de Charlemagne et ayant reçu des quatre électeurs laïques les quatre symboles de protecteur de la chrétienté (le glaive, l'anneau, le sceptre et le globe surmonté de la croix), il est ceint par l'archevêque de Cologne de la couronne de Charlemagne pendant que l'assemblée entonne le cantique *Regi salutem, laudem et gloriam.* Les mains posées sur l'autel, Charles prête à nouveau serment : « Je jure devant Dieu et ses anges vouloir conserver, maintenant et à l'avenir, les lois, le droit et la paix dans la Sainte Église. » Puis, il gagne par un escalier l'Aula Regia située à l'étage supérieur et prend place sur le trône impérial en marbre blanc de Paros surplombant le maître-autel. C'est à compter de l'instant précis où il s'assoit sur ce trône que, cinquième empereur de ce nom[1], Charles ajoute le titre de roi des Romains et futur empereur aux dix-sept couronnes et quelque soixante-dix duchés, comtés, seigneuries que déjà il possède[2]. Il n'a que vingt ans.

En termes de puissance, sa nouvelle couronne est plus honorifique qu'autre chose : celui qui la porte n'est au fond que *Rex Germaniae,* soit le roi élu (donc temporaire) d'une confédération (*Reich*) fragmentée en quelque cinq cents États souverains de toute taille (environ soixante quinze principautés ecclésiastiques, deux cent trente principautés séculières et plus de quatre-vingts villes libres ou impériales) qui, réunis annuellement en diète (*Reichstag*)[3], légifèrent sur les matières que leur *Kaiser* considère utile (droit de proposition) de soumettre à leur approbation, adressent leurs différends à la Chambre de justice impériale (*Reichskammergericht*)[4] et, au cas par cas, décident s'il y a lieu de lui confier des armées, soit pour défendre le *Reich* contre les menaces extérieures, soit pour mettre au pas un prince mis au ban de l'empire. Ce *Rex Germaniae* n'aura préséance sur les autres souverains de la chrétienté et le droit de faire élire de son vivant son successeur que lorsqu'il aura été sacré empereur par le pape. Un obstacle que Rome monnaie très cher. Si cher que son grand-père Maximilian, après maintes tentatives infructueuses, s'était autoproclamé *Imperator* et Charles Quint, lui-même, l'expérimentera à ses frais.

En portant sur le trône de Charlemagne, non pas l'un des leurs, comme le duc Friedrich de Saxe, mais ce jeune « apatride » qui se trouve être non seulement archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, roi de Castille et

d'Aragon, roi de Naples, de Sicile et de Sardaigne, mais qui est aussi profondément chrétien, l'Allemagne, où le schisme luthérien vient de poindre son nez, ne se doute pas des événements homériques dans lesquels elle sera entraînée. Pour peu qu'il parvienne à dominer le nord de l'Italie, où l'empire garde de nombreux fiefs, Charles pourra constituer un espace géographique continu allant de la Méditerranée à la mer du Nord et à la Baltique, et imposer à l'Europe cette « monarchie universelle et chrétienne » rêvée par Dante Alighieri. L'unité religieuse étant alors la *conditio sine qua non* de l'unité politique, Charles Quint se fera le défenseur de l'Église, mais d'une Église qu'il voudra profondément œcuménique et rénovée dans ses mœurs ; il sera pris en tenaille entre la formidable révolte antiromaine de Martin Luther et le conservatisme sans concession de l'Église : à une exception près, aucun des six papes auxquels il aura à faire pendant ses trente-cinq années de règne ne l'épaulera. La plupart n'auront même d'autre souci que de favoriser sa chute. Les ombrageux rois de France, François 1er et Henri II, les y aideront en le tenant constamment sur le pied de guerre, en attisant partout où ils pourront les foyers de révolte et en allant jusqu'à s'allier avec celui qui aurait dû être le fédérateur extérieur de la chrétienté : le puissant sultan de Constantinople, Soliman le Magnifique, arrivé au pouvoir quelques mois avant le couronnement de Charles Quint.

Seuls à avoir pu observer Soliman de près, les ambassadeurs vénitiens le décrivent comme un homme de grande taille, mince, au front large, au nez long, aux lèvres altières, aux yeux hautains et noirs comme sa barbe rasée de près et sa légère moustache. Ils ne tarissent pas d'éloges : financier avisé, excellent administrateur et si profondément instruit des lois de Mahomet. Mieux, il ne s'adonne ni à l'ivrognerie ni à l'amour des garçons, « ce grand délice de tous les Turcs ». Âgé de vingt-six ans, il se présente comme « Le très haut, très invincible et très glorieux Soliman, Empereur des Turcs, Sultan des Sultans, Souverain des Souverains, Distributeur des Couronnes aux Monarques du Globe, Ombre de Dieu sur la Terre, Exterminateur d'armées, Terrible sur mer et sur terre, Etoile de la constellation de l'Apostolat, Refuge de tous les peuples sur terre, Sultan et Padichah de la mer Blanche, de la mer Noire, de la Roumélie, de la Caramanie, du pays de Roum, de Zulcadir, du Diarbekr, du Kurdistan, de l'Azerbaïdjan, de la Perse, de Damas, d'Alep, du Caire, de La Mecque, de Médine, de Jérusalem, de toute l'Arabie, du Yémen et de plusieurs autres contrées que mes illustres ancêtres conquirent par leurs armes ».

Dès son avènement, Soliman, temporairement libéré de l'hypothèque perse, a déclaré la guerre à l'enfant-roi de Hongrie, Lajos II, beau-frère de Charles Quint, et fin mars 1521 ses corps d'armée ont assiégé Belgrade, dernière enclave hongroise sur la rive droite du Danube. Après trois mois de canonnades, la ville a cédé. Les Serbes, de religion grecque orthodoxe, ont eu la vie sauve. Les Hongrois, catholiques romains, se sont battus jusqu'à la mort. Pour Soliman, la prise de Belgrade n'est qu'un premier avertissement « au petit roi de Castille qui, depuis peu, se pare du titre d'Empereur du Saint Empire Germanique » que « jour et nuit, son cheval est sellé et son sabre ceint ».

15

La bombe Luther

Raconter l'histoire des indulgences, c'est raconter l'une des faces sombres de l'Église. Instituées aux tout premiers siècles de notre ère dans le louable but de pardonner les martyrs qui, sous la torture, avaient abjuré ou trahi, maintenues après que l'empereur Constantin eût fait de la foi catholique la religion officielle de l'empire afin d'expier les entorses au droit canon moyennant des actes de contrition tels que le jeûne, la flagellation, l'accomplissement de pèlerinages, l'argent avait fait son apparition après l'an mille sous le pape Grégoire VII (1073-1085), : les fidèles contribuant de leurs deniers au grand mouvement de construction d'églises et cathédrales obtenaient la rémission de leurs peines spirituelles, pratique étendue un siècle plus tard par Urbain II (1088-1099) aux cavaliers mettant leurs épées et leurs vies au service de la reconquête des lieux saints en Palestine et des terres d'Espagne sous domination mahométane. Bientôt, Thomas d'Aquin donne à l'extension du champ des indulgences l'assise théologique nécessaire et, se fondant sur sa doctrine, le pape Boniface VIII, en l'an 1300, « invente » le jubilé : les pèlerins venus quinze jours durant à Rome et ayant visité les basiliques de Saint Pierre et de Saint Paul obtiennent la rémission totale de leurs pêchés. Nouvelle entorse à la pureté originelle en 1377. Revenu du long exil de l'Église à Avignon, Grégoire XI trouve Rome dans un état dramatique : le palais Latran détruit, les aqueducs en ruine, les fontaines asséchées, la population réduite de moitié, l'État pontifical en miettes. Et voilà que pour la reconstruire et doter le Saint-Siège d'une armée et d'un service diplomatique auprès des potentats italiens et étrangers, l'Église vend encore un peu de son âme, en mettant aux enchères les offices

ecclésiastiques, en multipliant les jubilés, en décrétant que les vivants peuvent raccourcir les années d'attente au purgatoire de leurs morts en achetant des indulgences. Insoutenable ! Érasme, dont les livres au style délicieusement moqueur s'arrachaient par dizaines de milliers de copies aux quatre coins du continent, était loin d'être le seul à brocarder les impies qui « mesurent les siècles, les années, les mois, les jours et les heures qu'ils auront à passer au purgatoire, avec autant d'exactitude que s'ils en avaient fait des tables mathématiques ». Ces docteurs « qui n'ont eu un seul instant de loisir pour parcourir, ce ne fusse qu'une fois dans leur vie, l'Évangile, mais vous font toucher du doigt *les accidents subsistant sans substance* dans le sacrement de l'Eucharistie ». Ces papes, cardinaux et évêques qui « consacrent tous leurs efforts à mener vie agréable comme les Princes et les surpassent ». À Florence, frère Girolamo Savonarola a soulevé les foules en fustigeant les mœurs romaines, jusqu'à ce que le pape Alexandre VI le fasse brûler vif sur la Piazza della Signoria. Plus heureux, le cardinal Cisneros, soutenu par Isabel la Catholique, n'a pas attendu Rome pour moraliser les ordres espagnols et former à l'université d'Alcalà de Henarès les nouvelles élites d'une Église purifiée. En France et en Angleterre aussi les choses évoluent. À Paris, l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, Guillaume Briçonnet, disciple de Jacques Lefèvre d'Etaples et ardent adepte de cette *Devotio Moderna* née en Hollande et dans laquelle Charles Quint avait lui-même grandi, jouissait, au grand dam de la faculté de théologie de la Sorbonne, de la plus haute faveur auprès de la sœur du roi, Marguerite d'Angoulême, et, nommé évêque à Meaux, avait eu pour mission d'expérimenter les nouvelles idées : messes en langue française, images limitées à la seule figure du Christ, visites régulières et obligatoires aux paroisses, éducation des prêtres. *Idem* à Londres, où le doyen John Colet livrait du haut de son pupitre à la cathédrale Saint-Paul des sermons en langue anglaise empreints de cette nouvelle religiosité reliant chaque instant de la vie de tout un chacun à celle du Christ. Mais en Allemagne, le plus grand pourvoyeur de fonds de la papauté, c'est la révolution. Au moment même où Charles Quint en est élu roi, un moine augustin jusqu'à il y a peu inconnu l'a mise à feu et à sang par ses sermons, ses livres et ses pamphlets : Martin Luther.

L'affaire est connue. Un prêcheur dominicain, Johan Tetzel, apprécié pour avoir mené à bien une profitable vente d'indulgences au profit des chevaliers teutoniques, est chargé par le pape Léon X d'une nouvelle vente

d'indulgences dans les États allemands, dont les premiers florins serviront au remboursement aux Fugger d'un prêt de vingt-neuf mille florins d'or consenti à Albrecht Hohenzollern pour l'achat des archevêchés de Mayence et de Magdebourg et le reliquat à l'érection sur la rive droite du Tibre d'une nouvelle basilique digne de Saint Pierre. À l'automne 1517, Johan Tetzel se rapproche du duché de Saxe-Wittenberg. Cependant, le seigneur des lieux, le duc Friedrich le Sage[1], homme très pieux et grand collectionneur de reliques (dont une épine de la couronne du Christ, un quignon de pain de la Dernière Cène et quatre cheveux de la Vierge), lui en ayant interdit l'accès, Johan Tetzel s'installe à Jüterbog, paisible cité de l'archevêché de Magdebourg, située à quelques lieues de Wittenberg, capitale de la Saxe. Un grand nombre de Wittenbergeois passent alors la frontière, qui à pied, qui à cheval, qui en charrette, pour y faire leurs emplettes, chacun selon ses moyens. Moyennant une somme variant d'un demi à vingt-cinq florins d'or plus la visite de sept églises et la récitation à chaque station de cinq *Pater* et de cinq *Ave Maria*, on obtient la rémission plénière de ses péchés. Moyennant un supplément d'un quart de florin, on peut désigner le confesseur qui, l'heure fatale venue, vous accordera l'absolution, même en l'absence d'une ultime confession. Enfin, ceux qui ont encore quelques florins peuvent abréger les souffrances de leurs ancêtres encore au purgatoire. Indigné par le tarifaire diffusé par Johan Tetzel avec l'*imprimatur* de l'archevêque, Martin Luther, âgé de trente-quatre ans, adresse à Albrecht Hohenzollern, par l'entremise de Georg Burckhardt de Spalt (chapelain, bibliothécaire et secrétaire du duc Friedrich le Sage, mieux connu sous le nom de *Spalatinus* ou de Spalatin en Français), une lettre lui faisant part de son malaise et, en annexe, quatre-vingt-quinze thèses dénonçant « la vanité des indulgences »[2]. Autant sa lettre à l'archevêque est humble et soumise, autant le ton de ses propositions est provocant : « Quelle est donc cette étrange compassion, qui, pour de l'argent, change l'âme d'un impie, d'un ennemi de Dieu, en une âme pieuse et agréable au Seigneur ? […] Pourquoi, dans sa très sainte charité, le Pape n'emploie pas ses trésors à lui pour vider le Purgatoire où tant d'âmes sont en peine ? »

Questions pertinentes qu'un inconnu (il est difficile de croire que ce fut le prudent Friedrich le Sage ou le Spalatin) prend l'initiative d'imprimer. Les nouvelles éditions se succèdent à un rythme vertigineux, attirant à Wittenberg un si grand nombre d'étudiants de toute l'Europe que l'université

doit recruter à tour de bras de nouveaux professeurs. Parmi eux, Philipp Melanchthon, un jeune génie natif de Bretten, dans le Palatinat du Rhin, qui faisait déjà l'admiration d'Érasme (« Quelle promesse fait de lui-même ce jeune homme, presque un enfant ! Quelle finesse d'invention, quelle pureté de diction, quelle mémoire pour d'obscures questions, quel capital de lectures, quelle délicate grâce, quels nobles talents il manifeste ! »), et, à peine âgé de vingt-et-un ans, devient le bras droit de Martin Luther[3].

Alerté par l'archevêque Albrecht Hohenzollern et par Johan Tetzel, Léon X, rabaisse la controverse à une banale dispute entre moines augustins et moines dominicains et donne instruction au vicaire général des augustins, le Vénitien Gabriele della Volta, de faire rétracter son remuant subalterne, sous peine de sévères sanctions. Ce faisant, il commet une erreur qui se révélera fatale pour son pontificat et pour l'unité chrétienne.

Le pape s'étant personnellement engagé, Luther ose alors s'adresser directement à lui par écrit le 30 mai. Exprimant son profond respect pour l'autorité de l'Église et se disant prêt à se rétracter, pour peu qu'on lui prouve qu'il est dans l'erreur, il attise la colère de Léon X qui intime à la congrégation augustinienne de Basse Saxe et au duc Friedrich le Sage de le mettre aux arrêts, s'il refuse de se rendre à Rome de sa propre volonté. En même temps, il charge un théologien dominicain, Silvestre Prieras, de préparer son procès, en réfutant ses thèses une à une. Parvenu à Wittenberg dès l'été, l'argumentaire de Silvestre Prieras fournit à Luther l'occasion de lancer une charge inouïe contre Rome. Dans sa *Responsio ad Sylvestri Prieratis dialogum*, il oppose pour la première fois l'autorité des papes et des docteurs de l'Église à l'infaillibilité des Écritures :

« Si les Romanistes persistent dans leur furie, il n'y aura d'autre remède que l'Empereur, les rois et les Princes, rassemblant leurs forces et leurs armes. […] Si nous punissons les voleurs par la poterne et les hérétiques par le feu, pourquoi ne nous jetons-nous pas avec toutes nos forces contre ces maîtres de la perdition, ces Cardinaux, ces Papes, ce cloaque de sodomie romaine qui corrompt l'Église de Dieu ? »

Profitant de la présence à Augsbourg d'un légat du pape, Tommaso Gaetano, venu lancer devant la diète l'appel de Léon X à la croisade, le duc Friedrich de Saxe propose à l'empereur Maximilian que Luther, muni d'un sauf-conduit, vienne à Augsbourg débattre ses thèses. Inquiet des dimensions politiques prises par la controverse, l'empereur donne son accord. Le face-à-face a lieu du 12 au 15 octobre 1518. Commencé sur un ton courtois, il tourne rapidement à l'affrontement et Luther, craignant d'être mis aux fers, quitte Augsbourg à la faveur de la nuit pour regagner son

sanctuaire saxon par des routes secondaires. Luther ne s'étant pas présenté le lendemain, Tommaso Gaetano intime à Friedrich le Sage de le livrer au pape ou, s'il préfère, de l'expulser du duché pour qu'on le cueille à la frontière. Comme à son habitude, Friedrich le Sage louvoie. Quelques mois plus tard, au moment de Noël, Rome tente de l'amadouer l'honorant de la distinction de la Rose d'or. Friedrich le Sage conseille alors à Martin Luther de ne quitter le duché sous aucun prétexte. En janvier, la mort de l'empereur Maximilian relègue l'affaire Luther au second plan. Mise en sommeil pendant la campagne électorale, elle ressurgit à l'occasion d'un débat organisé en juillet 1519 par l'université de Leipzig, à l'initiative du très catholique duc Georg de Saxe, et opposant le docteur de Wittenberg, Martin Luther, au docteur d'Ingolstadt, Johann Eck, chancelier de son université, inquisiteur pour la Bavière et la Franconie et homme d'une tout autre trempe que Silvestre Prieras. Grands thèmes du débat : la primauté du pape, le repentir, les indulgences, l'invention du purgatoire. Très instruit en scolastique et redoutable en éloquence, Johann Eck fait admettre à son adversaire qu'en professant que papes et conciles sont susceptibles d'erreurs et qu'il suffit au bon chrétien de connaître sur le bout de ses doigts (en supposant qu'il sache lire) l'Ancien Testament et les quatre Évangiles, il se situe en dehors de l'Église. Alarmé, Érasme met dos à dos l'acharnement des « hommes obscurs » de la curie et l'entêtement du moine saxon et propose la constitution d'un collège arbitral désigné par les rois d'Espagne, d'Angleterre et de Hongrie. Mais en Allemagne l'heure des compromis est passée. Des personnalités très populaires telles le chevalier, poète et polémiste Ulrich Von Hutten, le chevalier Franz von Sickingen et le chef de file de la noblesse franconienne, Sylvester von Schaumburg, font déjà de Luther le chantre de l'indépendance nationale et, fort de leur soutien, le moine de Wittenberg met la dernière main à deux ouvrages incendiaires qu'il enverra sous presse au moment du couronnement du nouvel empereur. Le premier, « *A la noblesse chrétienne de la nation allemande sur l'amendement de l'État chrétien* », appelle à rompre avec Rome. Le second, *Prélude sur la captivité babylonienne de l'Église*, jette les fondements d'une religion reformée basée sur les seules Saintes Écritures.

Imprimé à des milliers d'exemplaires, l'appel *A la noblesse chrétienne de la nation allemande* (et à « Sa Sérénissime et Toute-puissante Majesté l'Empereur »), fait son apparition en langue allemande lorsque Charles se met en chemin pour Aix-la-Chapelle :

« Annuellement plus de trois fois cent mille florins quittent l'Allemagne pour Rome en pure perte et pour rien. En échange nous ne recueillons que railleries et affronts et nous nous étonnons encore que les pays et les gens s'appauvrissent ? […] Puisque le Royaume de France a pu s'en défendre, pourquoi nous laissons-nous, Allemands, berner et piller de la sorte ? »

Dès lors, s'exclame Luther, Charles doit abolir les annates, « véritable entreprise de piraterie », déclarer non avenue toute confiscation par Rome d'un bénéfice, interdire les pèlerinages, parce que « plus on approche de Rome, pire sont les Chrétiens », disposer que toute affaire temporelle soit jugée en Allemagne, supprimer les interdits et les excommunications à tout-va, les cérémonies funèbres et les messes des morts qui ne sont qu'affaire d'argent, abolir les permissions, dispenses, indulgences, lettres de messe et autres *confessionalia*, consentir aux curés de prendre femme car, comme Saint Paul l'a dit, « un Évêque doit être irréprochable, époux d'une seule femme et père d'enfants obéissants et vertueux ». Que le pape, conclut-il, « se limite à oindre et couronner l'Empereur et que l'Empereur ne baise jamais ses pieds ou ne tienne l'étrier de sa mule ».

Le *Prélude sur la captivité babylonienne de l'Église* sort de presse au lendemain du couronnement de Charles. Réaffirmant que la foi doit se fonder uniquement sur ce qui est écrit dans le Nouveau Testament, Luther proclame que, à l'aune de ce principe, il n'y a pas sept, mais trois sacrements – le baptême, l'Eucharistie et la pénitence – voire deux, puisque la pénitence n'est autre chose que le retour à l'état où l'homme se trouve au moment de son baptême. Corollaire, les sacrements de la confirmation, de l'ordination, du mariage et de l'extrême-onction ne sont, comme les indulgences, que prétexte à « trafics, brigandages et arrangements lucratifs » sur le dos des âmes simples. Plus grave, en érigeant en dogme la présence réelle de la chair du Christ dans l'hostie et de son sang dans le vin, suivant l'extravagante doctrine de la « transsubstantiation » de Thomas d'Aquin, l'Église romaine a trahi la parole du Christ et le sens profond de l'Eucharistie, moment culminant de la messe. Et, enfin, pourquoi diable réserver aux seuls prêtres la communion sous les deux espèces ? Y aurait-il deux poids et deux mesures ? Les chrétiens ne seraient-ils pas égaux devant Dieu ? Et Luther de conclure : « J'entends dire que de nouvelles bulles papistiques ont été préparées contre moi. Par elles, on veut me pousser à me rétracter, sinon je serai déclaré hérétique. S'il en est ainsi, ce traité sera partie de ma rétractation à venir. »

Avant de partir pour Aix-la-Chapelle, Charles, entouré par le seigneur de Chièvres, Mercurino Gattinara et le cardinal Erard de La Marck, prince

évêque de Liège, a reçu en audience à Anvers Girolamo Aleandro, le nonce désigné par Léon X pour le représenter à son couronnement. Proche de la quarantaine, auteur à vingt ans d'une thèse sur la nature des esprits angéliques, docteur en hébreu, en grec et en latin, ami d'Érasme, recteur pour une brève période de l'université de Paris et depuis un an libraire à la bibliothèque vaticane, Girolamo Aleandro[4] est venu avec une copie de la bulle *Exsurge Domine* condamnant quarante et une thèses de Luther comme « hérétiques, scandaleuses, erronées, offensantes aux oreilles pieuses et contraires à la doctrine catholique », bulle que Girolamo Aleandro et Johann Eck, nommé depuis protonotaire du pape, ont mission de faire publier en Allemagne. Dès sa promulgation, Luther aura soixante jours pour se rétracter. Passé ce délai, il sera excommunié. Charles le conforte :

« Que le Pape soit assuré qu'il n'est pas question pour nous de discuter ses désirs. Je combattrai Luther et je protégerai notre religion, Sa Sainteté et le Siège Apostolique, fût-ce au péril de ma vie. Pour preuve de ma fidélité, j'ordonnerai aujourd'hui même aux hommes de loi de nos Pays d'Embas de saisir et brûler sur la place publique les livres de Luther et d'interdire à nos sujets d'en imprimer, vendre, acheter ou détenir chez soi. Pour l'Allemagne, il faudra attendre que mon couronnement ait eu lieu. Mais ce sera assurément plus compliqué. Les États de l'Empire s'estiment libres d'exécuter ou pas ou seulement en partie les décrets que je pourrais prendre dans ma veste d'*advocatus ecclesiae*. Il faudra donc les convaincre un par un. Quant au docteur Martin, il est dans les mains du duc de Saxe, un homme, à ce qu'on nous dit, solitaire, têtu et difficilement abordable et je crains que même qu'un mariage entre son neveu Jean Frédéric et ma jeune sœur Catherine ne suffira à le rallier. Enfin, vous n'êtes pas sans savoir que le roi François 1er prépare la guerre contre nous et vous savez qu'il ne se fera le moindre scrupule pour profiter des désordres qu'une action irréfléchie de notre part pourrait provoquer en Allemagne. Il nous serait donc fort agréable de connaître quel parti prendra Léon X en cas de conflit. »

Impressionné, Geronimo Aleandro écrit au pape :

« Quoiqu'on puisse dire de lui, ce Prince me semble doté d'un bon sens et d'une prudence absolument inhabituels à son âge. J'ai le sentiment que ses pensées sont bien plus profondes que celles qu'il laisse transparaître sur son visage. »

Charles Quint quitte Aix-la-Chapelle pour Worms, où début janvier il va présider son premier *Reichstag* (diète) des *Stände* (États) du Saint Empire romain de la Nation germanique. Ayant encore deux mois devant lui, il passe une quinzaine de jours à Cologne, la plus peuplée, avec ses quinze mille feux, des villes de la Haute Allemagne. Absent aux cérémonies d'Aix-la-Chapelle à cause d'une crise de goutte, l'électeur de Saxe, Friedrich le Sage, l'entretient en tête à tête de l'affaire Luther :

« Le 4 novembre, Girolamo Aleandro m'a demandé audience et m'a à nouveau supplié soit d'obtenir la rétractation de Martin Luther soit de le remettre à la justice du Saint-Siège. Comme je n'ai pas l'habitude de me prononcer sur-le-champ sur des affaires d'importance, je lui ai promis de lui

répondre rapidement par écrit. [...] Deux jours plus tard je lui ai écrit en ces termes : Je n'ai jamais eu et je n'aurai jamais quoi que ce soit de commun avec Luther [...] et s'il professe des doctrines indignes d'un théologien chrétien, je le désapprouve. Cependant, la manière dont est menée toute cette affaire me paraît odieuse. Je vous invite à ne point brûler ses livres avant de l'avoir entendu et d'avoir remis son affaire à des juges impartiaux, instruits, pieux et au-dessus de toute suspicion. Quand Luther serait convaincu coupable, je ne le protégerai plus. Mais, à l'heure qu'il est, je ne peux pas croire que le Pape veuille me demander quelque chose que je ne puis, en conscience, accorder. »

Et le duc de la Saxe électorale de s'étendre sur les mésaventures de Girolamo Aleandro pendant son voyage. Si, le 12 novembre, il a obtenu de l'archevêque de Cologne qu'on brûlât les œuvres de Luther sur le parvis de la cathédrale, il a reçu à Mayence des lettres de menace (« Vous êtes venu détruire la liberté allemande », « Nous vengerons votre injure »), a été traité de « traître », de « juif » et de « canaille ». Personne ne s'est hasardé à l'inviter à sa table. Le docteur Johann Eck s'en est sorti à peine mieux. Les autorités de Meissen, Merseburg ou Brandebourg ont placardé la bulle *Exurge Domine* mais ont dû plier devant la colère populaire. À Leipzig et Erfurt, les étudiants ont tout simplement occupé les imprimeries :

« Sire, si l'on touche à un cheveu de Luther, conclut Frédéric le Sage, l'Allemagne se révoltera. Désormais neuf Allemands sur dix crient « Vive Luther ! » et le dixième crie « Mort à Rome ! ». Si je peux vous donner un conseil, faites en sorte que Martin Luther vienne s'expliquer devant la diète. »

Charles acquiesce : il reviendra à la diète de décider si Martin Luther doit se justifier devant elle. Informé, Girolamo Aleandro s'insurge : le pouvoir de juger les affaires de religion, rappelle-t-il avec véhémence, appartient au pape. L'empereur et la diète n'ont que le devoir d'exécuter ses décrets. Pendant que Charles remonte le Rhin, Luther brûle le 10 décembre à Wittenberg, devant une foule d'étudiants chantant des *Te Deum laudamus* et des *Requiem aeternam*, la bulle *Exsurge Domine,* les écrits du docteur Johann Eck et un tas de volumes de droit canon. Le 3 janvier 1521, Luther est officiellement excommunié *in contumaciam* par la nouvelle bulle *Decet romanum pontificem*. Girolamo Aleandro exige son arrestation. Friedrich le Sage tient la bulle pour infondée et demande que, pour parer à un éventuel coup des « romanistes », Luther, muni d'un sauf-conduit, soit escorté par la garde impériale depuis ses frontières de Saxe jusqu'à Worms. Charles Quint se limite à ordonner aux princes et aux villes d'Allemagne de « brûler tous livres et écrits provenant de la secte hérétique d'un nommé Martin Luther et d'en interdire l'impression, la vente, l'achat, la conservation, la lecture, sous peine de confiscation et autres peines ».

Arrivé à Worms, Charles reçoit des nouvelles relativement rassurantes de Castille : grâce aux ducats du roi du Portugal et des banquiers de Burgos, les trois vice-rois ont réuni à Medina de Rioseco deux mille deux cents cavaliers légers, six mille cinq cents fantassins et vingt pièces d'artillerie empruntées aux forteresses frontalières de Navarre, en confiant leur commandement au fils du connétable, le comte de Haro. Quelques lieues plus loin, à Villabragima, les neuf cents cavaliers légers, neuf mille fantassins et l'artillerie royale dérobée à Medina del Campo, aux ordres de don Pedro Giron, un Grand d'Espagne passé aux Communeros depuis que la justice royale a rejeté ses prétentions sur le duché andalou de Medina Sidonia. Dégoûté, Juan Padilla s'est retiré à Tolède. Aux côtés de don Pedro Giron, l'évêque de Zamora, don Antonio de Acuña, dépité de ne pas avoir été nommé ambassadeur à Rome. Les deux armées s'étaient tenues à distance, pendant que l'amiral de Castille entamait avec la Junta les négociations de la dernière chance. Celles-ci ayant échoué, don Pedro Giron avait fait mouvement avec ses troupes en direction de Villapando, ouvrant inexplicablement au comte de Haro la route vers Tordesillas. Alors que l'évêque de Zamora criant au complot s'était retiré avec ses hommes à Toro, le 5 décembre, le comte de Haro, après les sommations d'usage, avait ordonné l'assaut de la ville, en début d'après-midi et après s'être battus, rue par rue, maison par maison, les Communeros s'étaient rendus à trois heures du matin. Entré au palais, le comte de Haro avait trouvé la reine fort réjouie de le voir et de plus en excellent état physique. La libération de Juana, cependant, n'était peut-être qu'éphémère. Don Pedro Giron ayant démissionné, Juan de Padilla, revenu de Tolède avec mille deux cents hommes et sept pièces d'artillerie, avait repris les rênes de la révolte, tandis que l'évêque de Zamora, dévastant leurs terres autour de Plaisance, avait forcé une partie de la noblesse à abandonner le camp royal pour aller défendre leurs biens. Pis, menacé par le comte de Salvatierra, don Pedro de Ayala, un opportuniste décidé à tirer profit du désordre ambiant, le connétable avait dû remonter vers Burgos défendre ses fiefs, tandis qu'Adriaan d'Utrecht, à nouveau à court d'argent, avait été contraint de licencier une partie de la garde.

Telle est la situation en Castille, lorsque, le 28 janvier 1521, Charles ouvre dans la grande salle de l'évêché de Worms sa première diète. Le premier point à l'ordre du jour concerne le voyage qu'il n'exclut pas de faire à brève échéance à Rome pour son sacre : conformément à la constitution,

la diète s'engage donc à payer les soldes des quatre mille cavaliers et des vingt mille fantassins de sa future escorte. On aborde ensuite les doléances que chaque État a le droit de présenter à l'empereur, qu'il s'agisse de conflits avec des princes voisins ou de doléances à l'égard de l'empire. Cette année les questions de religion ont la vedette :

« Un prélat meurt pendant un voyage à Rome ? Rome attribue le bénéfice à un cuisinier, à un fauconnier ou à n'importe quel prêtre vagabond bien vu par la Curie. On prélève les annates sous prétexte de la guerre contre les Infidèles et le Pape les dépense pour lui. Si on ne paie pas le droit de *pallium* on est excommunié. Les dispenses et les cas réservés sont devenus une source très lucrative d'argent. Des élections valides sont annulées pour soutirer encore de l'argent à l'élu. Pas un seul commissaire apostolique n'a pas des indulgences à vendre. En Allemagne, on se fait clerc pour échapper à la justice séculière. Des prêtres tiennent des auberges où l'on joue aux dés et aux cartes. Moyennant argent, les Évêques étouffent des fautes scandaleuses. Les ordres mendiants se font nourrir par les pauvres alors qu'ils possèdent des centaines de couvents […]. »

Deux semaines s'écoulent avant que Charles Quint ne pose la question que tout le monde attend : la diète souhaite-t-elle la comparution du docteur Luther ? Prenant la parole le premier, l'archevêque de Mayence donne lecture de la bulle de Léon X décrétant son excommunication. Le nonce Geronimo Aleandro enchaîne :

« Martin Luther fait énormément de mal à l'Église. En médecin expérimenté, Sa Sainteté Léon X a décidé de séparer la brebis galeuse du reste du troupeau et confie que l'Empereur Charles, en sa qualité de protecteur de l'Église, ne fera pas moins pour notre Sainte Foi que ses ancêtres et nourrit la ferme espérance que les Princes Électeurs, les Princes, les États de l'Empire ne voudront pas que Jean Hus et Jérôme de Prague ressortent de leurs tombeaux. En servant l'Église, vous servirez votre propre avantage, parce que, en détruisant la liturgie et les sacrements, Luther mine votre puissance. En renouvelant les grandes hérésies du passé, il est coupable devant Dieu, devant le Pape, devant l'Empereur et toutes les puissances d'ici bas. Il est coupable envers les Saints puisqu'il vous engage à ne plus célébrer leurs fêtes, il est coupable envers les Conciles puisqu'il rabaisse leurs décisions, il est coupable envers l'ordre ecclésiastique puisqu'il s'exprime contre le sacerdoce, contre les vœux monastiques, jusqu'à vous inviter à vous laver les mains dans le sang de la *prêtraille*. Et combien d'hérésies n'a-t-il pas proféré à propos du libre arbitre et des indulgences ! Luther dit : je ne fais que m'appuyer sur les Écritures. Mais il les explique, à sa façon, comme tous les hérétiques avant lui ! Il appelle au concile, mais le méprise d'avance puisqu'il dit que le concile de Constance s'est trompé en condamnant Jean Hus au bûcher ! On dit qu'il ne faut pas le condamner sans l'entendre : mais qui pourra le convaincre puisqu'il dit lui-même que si un ange descend du Ciel pour le contredire, il ne lui prêtera pas l'oreille ! Qui autre que le Pape peut l'entendre et le juger ? Assurément pas l'Empereur dont la mission n'est pas de juger des choses de la Foi. L'Allemagne, toujours si catholique, doit aujourd'hui donner l'exemple d'une nation chrétienne en accord avec les autres ! »

En coulisse, Geronimo Aleandro supplie une dernière fois Charles de le mettre de suite au ban. Perdant patience, l'empereur lui répond sèchement : « Cessez de brouiller mes affaires et faites savoir à Sa Sainteté que si Elle persiste dans son intransigeance, je lui donnerai tellement de fil à retordre

qu'Elle le regrettera pour le reste de ses jours. » Et le 6 mars, il invite officiellement Martin Luther à Worms :

« Révérend, cher et pieux Docteur ! Nous et les États du Saint Empire, ici rassemblés, ayant résolu de nous informer de ta doctrine et des livres que tu as publiés depuis un certain temps, nous t'envoyons ci-joints la garantie et le sauf-conduit de l'Empire pour venir ici et retourner ensuite en lieu de sûreté ; c'est notre volonté très précise que tu te rendes auprès de nous dans les vingt et un jours. »

En attendant le terrible moine de Wittenberg, le confesseur de l'empereur, Jean Glapion, rencontre à plusieurs reprises le chancelier de l'électeur de Saxe afin de vérifier s'il y avait entre eux identité de vues sur la répartition des compétences, entre l'empire et ses États, en matière d'exécution des décisions canoniques et, surtout, de voir si un compromis divisant les opinions de Luther en deux catégories, « ses erreurs manifestes » et « ses observations pertinentes » était envisageable.

En attendant l'arrivée de Luther, Charles retrouve son frère Ferdinand. Il vient de fêter ses dix-sept ans et l'heure a sonné de mettre en œuvre les dernières volontés de feu l'empereur Maximilian. Charles lui cède les duchés de Haute et Basse-Autriche, de Styrie, de Carinthie, les seigneuries du Tyrol, du Haut-Rhin, du Vorarlberg, plus le duché du Wurtemberg, qu'il vient d'acheter à la suite de la mise au ban du duc Ulrich pour graves affaires de mœurs, meurtre et mauvaise gouvernance. Un traité complémentaire, qui entrera en vigueur seulement après le sacre de Charles, garantit à Ferdinand le droit de transmettre à ses futurs descendants l'ensemble de ces domaines (sauf l'Alsace que Charles se réserve). En contrepartie, Ferdinand renonce à toute prétention sur la Bourgogne et sur les royaumes d'Espagne. Ces traités signés, la diète accepte qu'il gouverne les affaires courantes de l'empire, en l'absence de son frère l'empereur. Désormais libre, Ferdinand se rend fin avril à Linz. À la Pentecôte, il épouse, comme l'avait voulu l'empereur Maximilian, Anna Jagellon et il rencontre pour la première fois sa sœur Marie, âgée de quinze ans. Elle est elle-même sur le point de partir pour Buda où, toujours selon les volontés de leur grand-père, l'attend son futur époux, Lajos II de Hongrie, âgé comme elle de quinze ans. Signe prémonitoire du destin tragique qui sera le leur, la nouvelle leur parviendra le jour de leur rencontre que le jeune sultan Soliman a conquis Szabacs sur la Save et Belgrade sur le Danube, ouvrant à ses armées le chemin vers le royaume de Hongrie. La situation que Ferdinand trouve aux pays d'Autriche n'est pas moins critique : la dette laissée par son grand-père est colossale, les structures judiciaires et

administratives sont paralysées. D'emblée, Ferdinand démontre qu'il est bien le jeune prince *« acutissimo, pronto, ardentissimo di signoreggiare »* (très subtil, vif, impatient de gouverner) décrit par l'ambassadeur vénitien Gaspare Contarini : le bourgmestre de Vienne est arrêté, jugé et exécuté ; les privilèges des Viennois sont suspendus. Comme par enchantement, les choses rentrent dans l'ordre.

À dix heures du matin, ce mardi 16 avril, Luther entre dans Worms, accompagné par une poignée de collègues et disciples. Cent cavaliers de la garde impériale du capitaine Kaspar Sturm l'ont escorté depuis la Saxe. Toute la ville est dans la rue pour apercevoir, acclamer, toucher son idole et l'accompagne à l'hôtellerie la Cour Allemande, aux cris de « Cochons de Rome », « Allemagne chrétienne et libre ». La foule campe devant l'auberge toute la nuit. Luther en sort le lendemain, à trois heures de l'après-midi, en compagnie du maître de cérémonies pour se rendre à l'évêché. Introduit sous les voûtes de la grande salle archicomble, il avance le visage blême vers le trône où siège l'empereur. De suite, il est apostrophé par Johan von Ecken, fonctionnaire de l'évêché de Trèves, qui, pointant du doigt des livres empilés les uns sur les autres contre une fenêtre, lui demande :

« Es-tu l'auteur de ces livres ? »

Pétrifié, Luther cherche ses mots. Un proche de Friedrich le Sage le sort de l'embarras en demandant qu'on lui lise d'abord les titres des ouvrages. Ils sont nombreux et donnent à Luther le temps de retrouver ses esprits.

Johan von Ecken répète :

« Es-tu l'auteur de tous ces livres ? »

Luther :

« Oui, j'en suis bien le seul auteur. »

Johan von Ecken :

« Consens-tu à rétracter les doctrines qu'ils renferment ou persévères-tu en elles ? »

Luther :

« La parole de Dieu est en jeu. Je crains de dire moins que ce que le sujet exige ou plus que ce qu'exige la vérité. Je demande un délai pour réfléchir. »

L'empereur condescend de la tête. La séance est renvoyée au lendemain. À l'évêché, une deuxième salle a été ouverte pour accueillir toute la foule. Prévue à quatre heures de l'après-midi, la séance commence avec deux

heures de retard. L'atmosphère est étouffante. On ouvre les fenêtres. Luther ne ressemble en rien au personnage intimidé de la veille. C'est un taureau, robuste et trapu, qui entre dans l'arène et qui répond longuement aux questions de Johan von Ecken, d'abord en allemand, puis en latin :

« Sérénissime Empereur, très illustres Princes, très gracieux Seigneurs, je comparais devant vous, obéissant à l'heure qui m'a été fixée hier, et suppliant Votre Majesté Sérénissime et vos Seigneuries très illustres de prêter une oreille clémente à ma cause qui, je l'espère, est celle de la justice et de la vérité. (…)
« Sérénissime Empereur, très illustres Princes, deux points m'ont été proposés hier. Il m'a été demandé si je reconnaissais comme miens les livres que l'on a énumérés et qui ont été publiés sous mon nom ; et si j'entendais les défendre encore ou les rétracter. Sur le premier point ma réponse était prête et je l'ai donnée sans ambages. Il s'agit bien de mes livres, publiés par moi-même et sous mon nom, à la réserve près des changements ou des interprétations malheureuses dues, depuis lors, à la ruse de mes adversaires.
« Sur le deuxième point, je prie Votre Majesté et vos Seigneuries de remarquer que mes livres ne sont pas tous de la même sorte. Il en est certains où j'ai traité de la foi et des mœurs en des termes si simples et si évangéliques que mes adversaires mêmes se voient contraints de reconnaître leur utilité et leur innocuité, et qu'ils sont dignes d'un lecteur chrétien. La bulle pontificale elle-même, aussi impitoyable et cruelle qu'elle soit, admet que certains sont inoffensifs, quoique, par un étrange jugement, on ne cesse de les condamner. Si donc je me mettais à les rétracter, que ferais-je d'autre, je vous prie, que condamner, seul parmi tous, la vérité qu'amis et ennemis confessent d'un commun accord ?
« Une seconde catégorie d'écrits met en cause la Papauté et les entreprises papistes, dans la mesure où elles ont conduit le monde chrétien à une double dévastation : celle des esprits et celle des corps. Car nul ne peut nier ni dissimuler, comme en témoignent l'expérience générale et les plaintes de tous, que les lois et les doctrines des Papes enlacent, tourmentent et torturent misérablement les consciences des fidèles, en dévorant indignement leurs biens et leurs ressources, spécialement ceux de notre illustre nation allemande, sans que la fin de tout cela soit en vue. Si donc je rétractais ces livres, je ne ferai que fortifier leur tyrannie, en ouvrant à tant d'impiété non plus seulement les fenêtres mais les portes, pour qu'elle puisse se répandre plus librement qu'elle n'a jamais osé le faire jusqu'ici. Ma rétractation rendrait non seulement le règne de leur malice, licencieuse et impunie, plus intolérable pour le pauvre peuple ; mais aussi plus fort et plus stable, du moment où je l'aurais faite sur ordre de Votre Majesté Sérénissime et de l'Empire. Grand Dieu ! Ne voit-on pas combien je servirais alors de manteau à la malice et à la tyrannie !
« La troisième catégorie est celle des livres que j'ai écrits à l'adresse de certaines personnes qui se mettent en avant pour défendre la tyrannie romaine et renverser mon enseignement sur la Foi. Je reconnais que j'ai été plus acerbe à leur endroit qu'il ne convient à un homme qui fait profession de religion. Mais je ne me présente pas comme un saint : ce que je mets en discussion est l'enseignement qu'on donne de Jésus-Christ. Pas plus que pour les autres, il m'est possible de rétracter ces écrits car si je le faisais, c'est avec mon consentement que la tyrannie et l'impiété se déchaîneraient contre le peuple de Dieu, avec plus de violence qu'auparavant.
« Je me recommande à Votre Majesté ainsi qu'à vos Seigneuries, les suppliant humblement de ne pas tolérer que les passions de mes adversaires me rendent injustement détestable. J'ai dit. »

Johan von Ecken :

« Martin Luther, votre exigence de discuter d'après l'Écriture est commune à tous les hérétiques. Comment pouvez-vous prétendre être le seul à en comprendre le sens ? Placeriez-vous votre jugement au-dessus de celui de nombreux hommes célèbres et prétendriez-vous en savoir plus qu'eux

tous ? Vous n'avez aucun droit à mettre en doute la foi orthodoxe la plus sacrée, instituée par le Christ, proclamée par les Apôtres, scellée par le sang des Martyrs, confirmée par les Saints Conciles, définie par l'Église. Je vous le demande, Martin Luther, répondez honnêtement et sans subtilité : répudiez-vous ou ne répudiez-vous pas vos livres et les erreurs qu'ils contiennent ? »

Martin Luther :

« Puisque vous me demandez une réponse simple, je vous la donnerai sans cornes ni dents. La voici. À moins qu'on ne me convainque par des attestations de l'Écriture – car je n'ajoute foi ni aux Papes ni aux Conciles qui se sont souvent trompés et contredits – ma conscience est captive de la parole de Dieu. Je ne peux ni ne veux me rétracter en rien. Que Dieu me vienne en aide ! Amen ! »

Son refus est salué par des grands *Vivats*. Luther, levant les bras en signe de triomphe, murmure « *Ich bin hindurch, Ich bin hindurch* ! » (« Je m'en suis sorti, je m'en suis sorti ! »). Au cri de *Buntschuh, Buntschuh*[5], ses partisans agitent un manifeste signé par quatre cents nobles prêts à le défendre jusqu'à la mort. Seuls quelques Espagnols se hasardent à crier « Luther, au bûcher ! » L'empereur fait annoncer qu'il prononcera son verdict le lendemain. La séance est levée. Charles Quint passe toute la nuit à peser mot par mot son message. Le lendemain, la diète l'écoute dans le plus grand silence :

« Vous savez que je descends des Empereurs très chrétiens qui ont régné sur la noble nation germanique, des rois Catholiques d'Espagne, des Archiducs d'Autriche, des Ducs de Bourgogne. Tous, jusqu'à la mort, ont été les fils fidèles de l'Église romaine, les défenseurs de la foi catholique, des coutumes sacrées, des décrets et des usages du service divin. Ils m'ont légué tout cela et jusqu'à présent j'ai suivi leur exemple.
« Ainsi, suis-je résolu à rester fidèle à tout ce qui a été fixé depuis le Concile de Constance. Il est clair qu'un frère isolé, lorsqu'il contredit l'opinion de toute la Chrétienté, est dans l'erreur. Le contraire voudrait dire que seul lui a raison et que la Chrétienté se serait trompée durant mille années ou plus. Aussi je suis résolu à engager mes Royaumes, mes possessions, mes amis, mon corps, mon sang, ma vie et mon âme. Ce serait une honte pour vous, pour nous, membres de la noble nation germanique, si, de notre temps et par notre négligence, la seule apparence de l'hérésie, d'un tort fait à la religion chrétienne, pénétrait dans les cœurs des hommes. Nous avons entendu hier le discours de Luther. Je vous le dis. Je regrette d'avoir tardé à intervenir contre lui. Je ne l'entendrai plus jamais. Dès ce jour je le tiendrai pour hérétique notoire. Qu'il fasse usage du sauf-conduit. J'espère que de votre côté vous ferez votre devoir en bons chrétiens. J'ai dit. »

Le 26 avril au matin, après d'ultimes et infructueuses tentatives de l'archevêque de Trèves, du margrave de Brandebourg et du duc Georg de Saxe, pour l'engager à un compromis, Martin Luther quitte Worms sous la protection de la même escorte impériale qui l'y a conduit. De Fribourg, il remercie l'empereur d'avoir tenu parole[6]. Rentré en terre de Saxe, il disparaît dans les environs du fort d'Altenstein, à quelques lieues d'Eisenach, « séquestré » par des cavaliers agissant, dit-on, pour le compte de Friedrich de Saxe et avec l'accord tacite de l'empereur. La « disparition »

du moine arrange en effet tout le monde, sauf le pape qui l'aurait préféré « cuit ou grillé ». C'est en le sachant à l'abri, que le 8 mai les États prennent acte sans protester de sa mise au ban, assortie d'un engagement à tout faire pour qu'un concile général soit convoqué le plus tôt possible pour conjurer un schisme qui ne serait ni de l'intérêt de l'Église, ni de l'empire, ni de l'Allemagne.

16

Quand François 1er se rebiffe

Redoutant que Charles Quint ne descende à Rome pour son sacre, François 1er, dans un premier temps, tente de l'immobiliser par personnes interposées. Il autorise Robert III de la Marck, duc de Bouillon, à recruter en terre de France trois mille fantassins et quatre cents cavaliers pour semer le désordre dans les Ardennes, après que la Cour de Justice du Brabant ait tranché en sa défaveur un différend qui l'opposait depuis quinze ans à la famille d'Aimeries pour la possession du château d'Hierges. Il encourage Charles d'Egmont, seigneur illégitime de Gueldre, à s'étendre en pays de Frise. Enfin, profitant de la révolte des Communeros, il aide le jeune prince de Béarn Henri d'Albret à occuper le royaume de Navarre avec le concours d'une armée de six mille Gascons et trois cents gens d'armes aux ordres du seigneur de Lespierre. Ne rencontrant quasiment pas de résistance puisque le duc de Najera, vice-roi de Navarre, est parti prêter main-forte au connétable de Castille, le seigneur de Lespierre André de Foix franchit même l'Ebre pour assiéger Logroño, capitale de la Rioja. Charles Quint fait prévenir François 1er par son ambassadeur Philibert Preudhomme que, sauf retrait immédiat de tous ses alliés, il tiendra pour rompus les traités en vigueur entre eux. Déplorant que « l'Empereur ne lui veuille rien de bien », François 1er admet néanmoins avoir encouragé Henri d'Albret (« Il fait son devoir et le mien est de l'aider à se faire justice »), mais jure n'être pour rien dans les révoltes de Robert de La Marck et de Charles d'Egmont. Hélas, Charles ne tardera pas à recevoir par des voies détournées copie d'un paquet de lettres de François 1er à son ambassadeur à Rome, Alberto Pio, comte de Carpy, où il l'informe qu'il a diligenté les trois manœuvres et que lui-même

va bientôt mener une armée en Picardie « afin de tenir Charles éloigné d'Italie ».

Entre-temps, en Castille, le connétable don Iñigo Fernandez de Velasco, ayant refoulé l'armée du comte de Salvatierra avec l'appui du vice-roi de Navarre, Antonio Manrique de Lara, duc de Najera, a rejoint avec six cents cavaliers, trois mille fantassins et une douzaine de pièces d'artillerie l'amiral de Castille, don Fadrique Enriquez de Cabrera, à Peñaflor de Hornija, à seulement deux lieues de Torreloblaton, où se tient don Juan Padilla. Ne disposant que de peu de cavaliers, ce dernier évacue Torreloblaton sous une pluie battante pour gagner Toro, où doivent arriver des contingents provenant des cités de Léon, Zamora et Salamanque. La cavalerie royale encercle ses hommes : les comtes de Castro et d'Osorio harcèlent son arrière-garde, le connétable et son fils, le comte de Haro, attaquent sur les deux flancs, le comte de Benavente lui bloque l'accès à Villalar. En peu de temps, les Communeros comptent, entre morts et blessés, un millier de victimes, sans que les troupes royales aient à déplorer la moindre perte. Capturé, Juan Padilla est transféré au château de Villalba de los Alcores où, dès le lendemain, mercredi 24 avril 1521, le tribunal royal le condamne à mort avec deux de ses camarades : Juan Bravo, capitaine du contingent de Ségovie, et Francisco Maldonado, capitaine de celui de Salamanque. Les trois hommes sont exécutés sur-le-champ.

Après Villalar, une dizaine de cités de Castille – Valladolid, Salamanque, Ségovie, Léon, Medina del Campo, Palencia, Avila, Madrid – se soumettent au pouvoir royal et au bout d'une semaine, il ne reste que Tolède, tenue par la courageuse veuve de Juan Padilla, Maria Pacheco. Elle résistera jusqu'à la fin de l'année. La révolte matée, le duc de Najera remonte vers Pampelune et repousse les forces du prince de Béarn au-delà des Pyrénées. Surpris par cet inattendu retournement de fortune, François 1er se hâte de réunir trois nouvelles armées : la première ira attaquer le royaume de Naples, la deuxième reprendra la Navarre et la troisième affrontera les impériaux aux frontières de la Champagne et de la Picardie.

Cependant, le 12 mai, à Worms, Mercurino Gattinara et Girolamo Aleandro rédigent d'une seule plume l'édit impérial mettant « Frère Martin Luther de l'Ordre des Ermites de Saint Augustin, défenseur d'anciennes hérésies et inventeur de nouvelles » au ban de l'empire pour crimes d'hérésie et de lèse-majesté. « Ses complices ou quiconque lui apportera de quelque manière que ce soit assistance » seront châtiés. Simultanément, ils

mettent la dernière main à un projet d'alliance, aussi défensive qu'offensive, entre l'empereur et le pape, visant à restaurer Francesco Sforza, en exil à Trente depuis cinq ans, dans son duché de Milan et le doge Girolamo Adorno à la tête de la République de Gênes, « Milan et Gênes étant les clés », selon les mots du chancelier de Charles Quint, « pour garder en sujétion l'Italie, l'Italie étant le sceptre pour dominer le monde ». Léon X s'engage à sacrer Charles empereur et à annuler l'édit de 1265 du pape Clément IV interdisant à tout candidat au sacre d'être roi de Naples. En échange, Charles rendra Parme et Plaisance à l'État pontifical, soutiendra ses revendications sur le duché de Ferrare et protégera les intérêts familiaux des Médicis à Florence, Sienne et Lucques. Le traité, est-il entendu, demeurera secret jusqu'à ce que les cinq mille Suisses promis au pape par le roi de France pour envahir le royaume de Naples soient entrés dans l'État pontifical et puissent être employés contre lui.

Le 25 mai, le traité avec Léon X est paraphé, de même qu'un accord similaire avec la République de Venise. Le même jour, Charles Quint publie l'édit signifiant officiellement aux États d'Allemagne la mise au ban de Luther et l'ordre de jeter aux flammes tous ses ouvrages. Cependant, par une lettre secrète, il en exempte le duc de Saxe. Ainsi, Luther est sauf mais confiné à Wittenberg. Un décret similaire vise les dix-sept provinces des Pays d'Embas : dorénavant, il ne sera pas seulement interdit, sous peine de mort, d'imprimer, de vendre, d'acheter, de lire, de posséder des livres de Luther ou plus généralement des livres suspects d'hérésie ou proférant des attaques contre l'Église, mais tout nouveau livre ayant trait à la Foi devra être approuvé préalablement par la faculté de théologie de Louvain.

Charles Quint et sa suite s'embarquent sur le Rhin pour les Pays d'Embas menacés par l'armée de François 1er. Ils ont passé six mois à Worms et, dès que possible, il leur faudra retourner en Castille, à peine sortie de la guerre civile. Seulement après, et si l'alliance avec Léon X porte ses fruits, il se rendra à Rome pour son sacre. À bord d'une des barges descendant le Rhin, le cercueil de l'ancien mentor de Charles, le seigneur Guillaume de Chièvres, mort à Worms quelques jours auparavant. L'empereur célébrera ses funérailles à la mi-juin dans le marquisat qu'il lui avait constitué en ajoutant à sa seigneurie d'Héverlé les seigneuries voisines d'Arschot, Bierbeek, et Rotselaer. Dès son retour à Bruxelles, Charles Quint presse Henry VIII, roi d'Angleterre, de l'assister militairement contre François 1er, conformément aux traités conclus entre eux :

« Dieu soit loué que ce n'est pas moi qui ait commencé la guerre. En peu de temps, ou je serai un bien pauvre Empereur ou il sera un pauvre roi de France. […] Provoqué, forcé et contraint de me défendre et de garder mon honneur et ma réputation, j'ai droit de compter sur mon bon oncle contre nos ennemis communs, notoires infracteurs et violateurs des traités, comme il en est tenu par les traités entre nous. [...] « Sachez que, sans compter l'aide de l'Empire et les gens que nous avons à Naples et en Castille, nous avons assuré en notre nom tant d'Allemands et autres nos sujets que bientôt nous pourrons assembler jusqu'à trente mille piétons et six ou sept mille chevaux. »

De son côté, François 1er, accusant Charles de vouloir, sous couvert de punir le duc de Bouillon Robert de La Marck, attaquer son royaume par les Ardennes, se réclame du traité d'amitié qu'il a signé avec le roi d'Angleterre un an plus tôt au Camp du Drap d'Or, installé entre Boulogne et Calais. Perfide, le roi d'Angleterre propose les bons offices de son chancelier, le cardinal Thomas Wolsey, et rendez-vous est donné pour une conférence à Calais, en présence du nonce du pape. François 1er y dépêche son chancelier Antoine Duprat, cardinal archevêque de Sens. Charles Quint son chancelier Mercurino Gattinara. La conférence s'ouvre le 4 août, alors que la situation sur le terrain a considérablement évolué. Le 29 juin, Léon X, prenant prétexte de l'entrée dans les terres pontificales d'une compagnie française à la poursuite d'un groupe de rebelles milanais, a rendu publique son alliance avec l'empereur. Le 30, le duc de Najera a anéanti l'armée du prince Henri d'Albret en Navarre, en capturant le seigneur de Lesparre. Dans les Ardennes, le comte Henri de Nassau et le *condottiere* Franz von Sickingen sont en train de venir à bout du duc de Bouillon. D'emblée et non sans raison, le chancelier Duprat accuse Charles Quint de ne pas avoir respecté les engagements souscrits par le traité de Noyon pour la Navarre et pour le royaume de Naples. Mais, lorsque Duprat jure sur sa tête qu'il n'y a pas eu la moindre collusion avec le duc de Bouillon, Mercurino Gattinara lui rétorque qu'il préférera toujours la tête d'un porc à la sienne, « puisqu'au moins le fromage de tête est bon à manger » : si François 1er veut la paix, qu'il rende la Bourgogne et qu'il abroge le statut de vassal de Charles Quint en tant que comte des Flandres et de l'Artois. Dialogue de sourds que le cardinal Thomas Wolsey promet de débloquer, dit-il, en se rendant en personne à Bruges auprès de Charles Quint. En réalité, le cardinal est chargé par son roi Henry VIII de jeter les bases d'une invasion conjointe du royaume de France au printemps de l'année 1523, alliance à sceller par les fiançailles de Charles Quint avec sa fille unique, Mary Tudor. Rentré à Calais, le cardinal Wolsey déclare que, ayant trouvé l'empereur inflexible, le mieux qu'il puisse proposer est une trêve donnant à Henry VIII le temps de

« dire » qui, de François 1er ou de Charles Quint, a enfreint le premier le traité de Noyon.

Pendant que les diplomates se trompaient mutuellement à Calais, François 1er a préparé sa contre-offensive. L'amiral de Bonnivet est descendu avec six à sept mille hommes vers Saint-Jean-de-Luz venger le sire de Lespierre. Le seigneur de Lautrec[1] va franchir incessamment les Alpes pour prêter main-forte à son frère le seigneur de Lescun à Milan. Et François 1er lui-même rassemble en Champagne une armée de quasiment vingt mille hommes pour voler au secours de Charleville-Mézières, où le chevalier Bayard est assiégé par le comte de Nassau. Si Charleville-Mézières tombe, c'est la Champagne qui s'ouvre aux troupes impériales.

Au début, la nouvelle offensive de François 1er tourne à son avantage. Autour du 20 septembre, le comte de Nassau lève le siège de Charleville-Mézières. Un mois après, l'amiral de Bonnivet conquiert la forteresse de Fontarabie, porte d'entrée du Pays Basque. En Artois, le connétable Charles III de Bourbon s'empare d'Hesdin. Enfin, le maréchal de Lautrec tient en échec les troupes du pape et de l'empereur devant Parme tandis qu'une tentative de débarquement de Girolamo Adorno dans les environs de Gênes est éventée. Aux premiers jours de novembre, la roue tourne en faveur de l'empereur. De Charleville-Mézières, le comte de Nassau a gagné Tournai, sur l'Escaut, une cité si bien fortifiée et dotée de bonnes pièces d'artillerie que François 1er est certain que « l'Empereur ne pourra jamais l'avoir par la force ». Aussi, début novembre, avec la saison des pluies, il disperse son armée. Un mois plus tard, la garnison et le peuple de Tournai capitulent. Pour Charles Quint, cette victoire ne vient pas seule. Dix jours plus tôt, ses troupes et celles du pape, habilement commandées par le général septuagénaire Prospero Colonna, ont abandonné l'objectif cher à Léon X de libérer d'abord Parme et se sont dirigées vers Milan, alors que le vicomte de Lautrec, faute d'avoir reçu l'argent pour payer ses mercenaires suisses et jugeant suicidaire de livrer bataille, a pris le chemin des Alpes. Les troupes du pape et de l'empereur se sont ainsi emparées de Milan, de Pavie et de Plaisance, sans coup férir. À l'orée de l'hiver, les Français restent cependant maîtres de la citadelle de Milan, de Parme et, le long de la rivière Adda, de Lodi, Crémone, Pizzighettone, Trezzo.

Venu à Audenarde pour suivre et puis fêter la prise de Tournai, Charles Quint séduit une gracieuse Flamande au service de la baronne de Lalaing et ayant pour nom Jeanne Van der Gheynst. Neuf mois après, Jeanne met au

monde une petite fille avec l'intention de l'abandonner dans un orphelinat. Informé, Charles reconnaît l'enfant sans hésiter. Elle sera élevée à Malines. Baptisée Marguerite, elle sera duchesse de Toscane, puis de Parme. Sa mère se verra donner pour mari un employé de la chambre des Comptes du Brabant[2] et une rente à vie. Léon X reçoit la nouvelle de la prise de Milan dans sa résidence de chasse de La Magliana. La nuit n'est que fête et feux de joie. Dès l'aube, cependant, l'ulcère anal dont il souffre depuis longtemps se réveille. Son chirurgien-barbier ne peut que pratiquer une incision pour évacuer les humeurs viciées. C'est chose faite aux premières heures du 25 novembre. Seulement voilà, au lieu de demeurer au repos quelques jours, Léon X veut absolument présider à Rome un banquet organisé par son grand maître des fêtes, le cardinal de Bibiena. Léon X enchante ses convives par sa bonne humeur, mais le lendemain, au lever du jour, on le retrouve inconscient. Les médecins concluent à une infection généralisée. Dernier remède possible : le saigner. Affaibli mais encore conscient, Léon X a la joie d'apprendre l'entrée des troupes pontificales dans Parme et dans Plaisance. Puis, le soir du 1er décembre, il meurt à l'âge de quarante-six ans, au terme de huit ans et neuf mois de pontificat. La rumeur se répand aussitôt dans Rome que, pour ses derniers moments, Léon a exigé que seul son bouffon préféré, le frère Mariano, l'assiste. On doute même qu'il ait reçu l'extrême-onction. *« Gli ultimi istanti per Leon venuti ! Egli non poté avere i sacramenti. Perdio, li avea venduti ! »* (Les derniers instants de Léon venus, il ne put avoir les sacrements. Par Dieu ! Il les avait vendus !), ironisa une banderole collée à la célèbre statue, à l'angle de Palazzo Braschi, de Ménélas tenant dans ses bras le corps de Patrocle et surnommée Pasquino par les Romains. Plus brutalement encore : « *Morì il meschino, e non per dirti un lazzo, per fotter troppo in cul un suo ragazzo »* (Le pauvre mourut, et je ne dis pas ça par boutade, pour avoir trop sodomisé l'un de ses pages). Calomnies, certes, qui en disent long, néanmoins, sur le mépris dans lequel le tenaient les Romains. Ce qui est certain, c'est que ses funérailles furent des plus modestes et qu'il n'eût droit – lui, qui aimait tant les discours à la Cicéron – qu'à l'homélie d'un obscur prédicateur. Avec lui, la branche principale des Médicis arrive quasiment à extinction. Il ne reste qu'une petite orpheline issue du mariage entre un neveu de Léon X, Lorenzo (comme le Magnifique) mort de syphilis et Madeleine de La Tour d'Auvergne (parente de François 1er) décédée en mettant la petite au monde.

Âgée maintenant de deux ans, Catherine de Médicis, épousera le futur roi de France, Henri II.

La nouvelle de la disparition de Léon X parvient à Charles Quint le 16 décembre. Il en est consterné car son sacre dépend désormais du bon vouloir du prochain pontife. En revanche, l'ambitieux cardinal de York, Thomas Wolsey, est enchanté. Excellent administrateur et diplomate, rompu à toutes les intrigues, Thomas Wolsey a pour seul handicap de ne pas être Italien. Henry VIII le recommande à son neveu l'empereur. Reçu à Gand entre Noël et le Nouvel An, son secrétaire Richard Pace repart pour Rome avec les instructions à remettre à l'ambassadeur don Juan Manuel. Ironie de l'histoire, lorsque Richard Pace arrive à Rome, le conclave a déjà abouti à l'élection d'un homme totalement inattendu qui en voudra à Charles de ne pas l'avoir soutenu : son ancien précepteur, Adriaan d'Utrecht, cardinal de Tortosa et vice-roi de Castille.

17

Le pontificat malheureux d'un brave homme

« Je frémis qu'un pauvre homme comme moi ait été élu à la lieutenance du Christ ! Puis-je, sans offenser Dieu, rejeter un si grand fardeau sur des épaules plus fermes ? » C'est par cette question qu'Adriaan Florentz de Utrecht[1] accueille le doyen du Sacre Collège, venu le 9 février 1522 à Vitoria, en Navarre, lui annoncer que, depuis un mois, il est pape[2] ! Deux jours plus tard, Adrien VI informe l'empereur qu'il a accepté son élection « afin que (son) épouse, l'Église, n'ait pas à souffrir, faute de pasteur, ce que la Castille pâtit à cause de votre absence. » Quoiqu'il ne puisse imaginer que « les Français soient si ennemis de l'Église pour faire obstacle à (son) voyage », Adrien VI questionne l'empereur : « Dois-je rejoindre Rome par voie de terre ou par mer ? À visage découvert ou déguisé ? » Charles Quint sait depuis trois semaines que l'homme qui lui a appris « le peu de lettres et de bonnes mœurs dont Dieu a voulu (le) combler », va occuper le trône de Saint Pierre, tout comme cinq siècles plus tôt Gerbert d'Aurillac, le précepteur du grand empereur Othon III. Érasme est enthousiaste : « Avec sa bonne foi intacte, sa sainte érudition, sa sagesse politique, le nouveau pape saura mettre un terme, avec l'aide de l'Empereur, aux calamités de l'Église. » Dans sa lettre de félicitations, François 1er invite Adrien à être impartial :

« Nous croyons que vous n'oublierez point quel lieu vous occupez, que vous penserez au salut de votre âme et que, avec la bonne vie que vous avez toujours menée, cela vous gardera d'être partial afin de demeurer le Père commun des Princes chrétiens, ayant toujours devant les yeux le droit, l'équité et la justice. »

À peine a-t-il accepté par acte notarial son élection que l'ambassadeur de Charles, Lope de Hurtado de Mendoza, arrive à Vitoria lui faire part des espoirs de son seigneur :

« Vous visiterez Sa Sainteté et vous baiserez ses saints pieds et mains de notre part. Nous ne pouvions désirer une élection plus digne, plus convenable au service de Notre Seigneur, de son Église et de la Chrétienté. Vous lui direz que notre contentement s'accroît de la circonstance qu'après qu'il ait plu à Dieu de nous constituer en la dignité impériale, il nous fait la faveur que nous recevions la couronne de la main d'une personne avec qui nous avons des relations intimes, qui est de notre propre nation, qui nous a élevé et instruit dès notre enfance. Nous tenons pour certain que Dieu a fait de sa main cette heureuse élection, afin de nous montrer que sa volonté est d'unir nos forces pour amplifier notre foi catholique et redresser les erreurs du monde. »

Lope de Hurtado de Mendoza annonce à Adrien la prochaine venue du chambellan Charles de Poupet, seigneur franc-comtois de la Chaulx des Crotenay et adjoint de Mercurino Gattinara. En attendant, il lui déconseille vivement de faire route par la France. La traversée de la Méditerranée avec les deux galères et les deux galions de la papauté n'étant pas exempte de dangers, le plus sûr serait de passer par la mer du Nord et l'Allemagne. Cependant, si Adrien est disposé à attendre, l'empereur assemblera quatre mille hommes et mettra à sa disposition ses sept galères de Naples et quatre de sa flotte d'Espagne.

Voulant profiter de l'interrègne à Rome pour reprendre le Milanais mais plus sensible aux charmes de la comtesse Françoise de Châteaubriant qu'à ceux des armes, François 1er renouvelle sa confiance au seigneur de Lautrec, lequel, ayant franchi le Saint Bernard et le Saint Gothard avec dix mille Suisses, fait jonction le 1er mars avec les troupes vénitiennes d'Andrea Gritti et avec celles de Giovanni delle Bande Nere dans les environs de Crémone. Puis, il traverse l'Adda et se porte à deux milles de Milan. Le général Prospero Colonna a renforcé les murailles de la ville, accumulé les provisions, creusé les fossés, pointé des canons contre la citadelle encore occupée par une garnison française et dispose de sept cents chevau-légers et de douze mille fantassins. Il attend aussi que, grâce à un subside d'Adrien VI, le milanais Geronimo Morone revienne avec six mille recrues allemandes et le duc Francesco Sforza. Vite persuadé que Milan est trop bien défendu, le seigneur de Lautrec opte pour le siège, en attendant que son frère, le seigneur de Lescun, arrive avec des renforts. Plus encore, il compte recevoir de son roi une grosse somme d'argent, alors que Prospero Colonna, à plus ou moins brève échéance, pourrait en manquer. Fin mars. Geronimo Morone et Francesco Sforza parviennent à Pavie. Pour les

empêcher de rejoindre Prospero Colonna, Lautrec concentre ses troupes aux environs de Binasco sur la route reliant Pavie à Milan. Quelques jours plus tard, son frère puîné le maréchal Thomas de Foix-Lescun, approche par le fertile territoire de la Lomellina, au sud de Novare. Lautrec lui envoie sept mille hommes en renfort. Francesco Sforza en profite pour contourner Binasco et entrer à la faveur de la nuit dans Milan. Le seigneur de Lautrec vise alors à s'emparer de Pavie, dans l'espoir d'ajouter au moins cette importante place à celles qui, comme Lodi et Crémone, sont demeurées sous contrôle français. Cependant, le Tessin est en crue et, comme Prospero Colonna est sorti de Milan, Lautrec est forcé de faire demi-tour. L'Italien prend position sur les terres de la villa de La Bicocca, entourées de profonds fossés et sillonnées par des canaux d'irrigation. Lautrec hésite à ordonner l'assaut, mais ses Suisses, exaspérés par ses changements constants de stratégie et se doutant que l'argent du roi n'est pas prêt d'arriver, le mettent en demeure de ne plus tergiverser. Plutôt que se couvrir de ridicule, Lautrec tente sa chance. Son plan est simple : dès le lendemain 27 avril à l'aube, son frère le maréchal de Lescun s'assurera la maîtrise du seul pont menant vers Milan avec trois cents lanciers et un escadron de fantassins Italiens et Français, pendant qu'il lancera ses Suisses à l'assaut de La Bicocca. Son plan est déjoué : sorti de Milan pendant la nuit avec six mille hommes, Francesco Sforza disperse les hommes de De Lescun, pendant que les arquebusiers et hallebardiers de Prospero Colonna enfoncent ses Suisses. Défait, Lautrec franchit l'Adda, à Trezzo et, de là, ses Suisses rentrent au pays. Avant de quitter la Lombardie, Lautrec voudrait renforcer les garnisons des citadelles demeurées françaises. Trop tard. Le marquis de Pescaire l'a précédé à Lodi et Pizzighettone, tandis que son frère, le seigneur de Lescun, coincé à Cremone par Prospero Colonna et assuré de recevoir les honneurs militaires, a abandonné la place forte et pris le chemin des Alpes. Libre de ses mouvements, le général Colonna s'empare de Gênes le 30 mai et réinstalle au pouvoir les Adorno. Que des victoires pour les impériaux ! Quand il reçoit à Saragosse Charles de Poupet, arrivé de Londres où il a préparé la visite d'État de l'empereur, Adrien VI s'en félicite mais, invité à renouveler le traité conclu par Léon X avec Charles Quint, il refuse (« Que l'Empereur se rassure ! Sans traités, je ferai pour lui beaucoup plus que Léon ») et écrit à son ancien pupille :

« Nous savons que vous êtes opposé aussi bien à une trêve qu'à la paix avec le roi de France parce qu'il vous paraît que, tant qu'on ne lui aura pas tiré un si grand nombre de plumes qu'il ne puisse plus

voler à sa guise, la paix ne sera point assurée. Nous, nous voyons le péril que court la Chrétienté par la grande et tyrannique puissance du Turc. Dès lors, je prie affectueusement Votre Majesté de se montrer disposée à une trêve d'une ou deux années, comme acheminement vers la paix. »

Fin mai, par une nuit sans lune, Charles Quint arrive de Bruxelles dans le port anglais de Calais. Le vent souffle et la mer est démontée. Il rédige alors son premier testament et demande, s'il fait naufrage dans la Manche, à être enterré en l'église de Notre-Dame de Bruges, à côté de sa grand-mère Marie de Bourgogne. S'il meurt en Espagne, il opte pour Grenade, où reposent les Rois Catholiques et son père Philippe. Enfin, si Dieu lui laisse le temps de recouvrer la Bourgogne, il demande que son gisant soit placé à la Chartreuse de Dijon, aux côtés de ses ancêtres les grands ducs Philippe le Hardi, Jean sans Peur et Philippe le Bon. Ce premier testament romantique en dit long sur sa volonté de reprendre la Bourgogne volée aux siens par Louis XI. Toujours est-il que le lendemain Charles Quint entre dans le port de Douvres, où mouille la flotte d'Henry VIII. Il est accueilli par le cardinal Wolsey. L'après-midi, c'est Henry VIII qui vient le chercher pour lui faire visiter son navire amiral, le *Henry Grace of God*, « la plus grande et puissante caraque du monde ». De Douvres, le roi et l'empereur chevauchent côte à côte jusqu'à Gravesend et, de là, ils gagnent Greenwich par la Tamise « habillés tous deux d'une même parure, comme si l'Empereur dût être reçu roi d'Angleterre ». À Greenwich, Charles Quint retrouve sa tante, la reine Catalina, et fait la connaissance de sa future épouse, âgée de six ans. Habillée à l'espagnole, Mary Tudor lui fait cadeau, avec maintes révérences, d'une paire de magnifiques chevaux et de quelques splendides faucons. À la fin du banquet, la jeune Mary le prend même par la main pour ouvrir le bal de clôture. Accueilli par Thomas More, depuis peu membre du conseil privé d'Henry VIII, Charles Quint fait son entrée solennelle dans Londres le 6 juin, pour une visite d'État de trois jours au terme de laquelle les deux monarques signent un traité fixant pour fin mai 1524, au plus tard, l'invasion conjointe du royaume de France. Chacun alignera trente mille fantassins et dix mille chevaux. À Charles, la Bourgogne, à Henry, la Guyenne et les terres occidentales de la Normandie appartenant jadis aux Plantagenêt. Charles Quint s'engage par ailleurs à verser annuellement à Henry VIII les cent trente-cinq mille ducats que celui-ci recevait du roi de France.

François 1er est à Lyon pour préparer sa troisième expédition en Lombardie. Il y a retrouvé le seigneur de Lautrec de retour de sa défaite de

La Bicocca qui lui apprend que les quatre cent mille ducats destinés à payer les mercenaires suisses ne sont jamais arrivés[3]. Le 29 mai, il reçoit l'ambassadeur anglais, Thomas Cheney, venu le prévenir que s'il n'accepte pas la trêve proposée par Henry VIII, son roi, garant de l'intégrité territoriale des Pays d'Embas, prendra le parti de l'empereur. François 1er réplique : « Il est manifeste que le roi d'Angleterre est davantage que l'Empereur en état de défendre les provinces dont il est souverain. Après ce qui vient de se produire, je ne me fierai plus à aucun Prince vivant. » Quelques heures plus tard, le héraut d'armes d'Henry VIII lui déclare la guerre. Bientôt, le duc de Suffolk ravage les côtes normandes, obligeant François 1er à remonter à Paris. De là, il envoie des renforts à Fontarabie et mobilise des nouvelles forces en Picardie. Devant le parlement, il tonne : « Toute l'Europe se ligue contre moi ! Eh bien ! Je ferai face. Je ne crains ni l'Empereur, qui n'a pas d'argent, ni le roi d'Angleterre, car nos frontières de Picardie sont bien défendues, ni les Flamands, car ils sont des piètres soldats. De l'Italie, je m'en chargerai en personne. J'irai à Milan, je la prendrai et je ne laisserai rien à mes ennemis de ce qu'ils m'ont enlevé. »

De l'autre côté de la Manche, Charles Quint, attendant un crédit de la banque Welser, se consacre à la chasse avec Henry VIII, assiste à un chapitre de l'ordre de la Jarretière, célèbre ses fiançailles avec la petite Mary. Enfin, le 6 juillet il embarque à Southampton et, au bout de neuf jours de navigation, est à quai à Santander. Le voici de retour en Castille, après deux années d'absence. Sa première tâche est de mettre le point final à la révolte des Communeros. Sept exécutions capitales, dont celle de Juan Padilla, ont eu lieu avant son retour. L'épouse de Juan Padilla, doña Maria Pacheco, qui a poursuivi la lutte jusqu'au mois de février, s'est réfugiée au Portugal, où elle mourra dans un état de grand dénuement. Quatorze autres condamnés à mort attendent d'être exécutés ou graciés par l'empereur. Parmi eux, don Antonio de Acuña, le terrible évêque de Zamora : Charles ne lui pardonnera pas et le fera garrotter en mars 1526 sur les remparts de Simancas. D'autres, tels don Pedro Giron et don Pero Laso de la Vega, seront graciés, après quelques années de prison. Cent quatre-vingt-dix-neuf personnes voient leurs biens confisqués. Mais, les villes ayant participé à la révolte sont amnistiées. En septembre, Charles est à Valladolid pour les Cortes. Après un grand discours de Mercurino Gattinara démontrant que tous ses sujets, quel que soit leur pays, concourent par leurs deniers à la politique de l'empereur, les députés subordonnent la concession d'un

subside de quatre cent mille ducats à trois conditions : qu'il épouse une princesse portugaise, réserve les offices vacants aux seuls Castillans et exclue les étrangers du gouvernement royal. Charles Quint leur intime de ne poser aucune condition, « comme cela s'est toujours fait aux temps de mes prédécesseurs et comme cela convient à mon honneur et à ma réputation ». Autre point sur lequel Charles ne transigera jamais : « Je m'entourerai toujours de conseillers venant de toutes les nations de mes seigneuries, afin de respecter les lois et les coutumes de chacune. » Les Cortes s'inclinent, mais obtiennent une grande satisfaction : l'archevêché de Tolède, vacant depuis la mort prématurée en janvier 1521 du neveu de Guillaume de Croy, est cette fois dévolu à Alonso de Fonseca y Ulloa, archevêque de Compostelle. Admirateur de la liberté d'esprit d'Érasme, don Alonso favorisera la diffusion de ses œuvres en Espagne pendant les dix années de son office.

Parti de Tarragone le 7 août 1522, Adrien VI est accueilli à Gênes par les fidèles de l'empereur : Francesco Sforza, Girolamo Adorno, le général Prospero Colonna, le marquis de Pescaire, Fernando de Avalos et Antonio de Leyva. Puis il poursuit son voyage par mer jusqu'à Ostie. Le 29 août, il fait son entrée dans Rome, au dos d'une mule blanche. D'aspect austère et modeste, avare de paroles, parlant latin avec un fort accent germanique et gêné par les arcs de triomphe qu'on lui a dressés (« une coutume païenne » d'après lui), ce Batave n'a rien pour séduire les Romains. Lorsqu'ils apprennent qu'Adrien se contenterait d'une demeure de quelques chambres pour lui, son secrétaire et sa servante, avec rien qu'un petit jardinet, ils soupçonnent ce pape « barbaro e tedesco » (barbare et germanique) de vouloir transférer le Saint-Siège en Espagne : *Roma est locanda* (Rome est à louer) clament les graffitis inscrits à grandes lettres sur les façades des palais pontificaux. Ses premiers édits bannissant les prostituées, ordonnant aux ecclésiastiques de raser leurs barbes pour ne pas ressembler à des « gens d'armes » et interdisant à tout homme de porter dagues, épées ou autres armes, les hérissent au plus haut point. Chaque jour, les Romains en apprennent de nouvelles. Aux serviteurs qui travaillent au Vatican, Adrien VI conseille de se chercher un autre travail, parce que sa gouvernante flamande lui suffit amplement pour faire sa chambre, aller au marché et lui frire quelques poissons. Léon X lui a légué cent palefreniers ? Quatre lui suffiront. Les cardinaux viennent lui solliciter leurs indemnités ? Il « les aime mieux pauvres ». On lui fait visiter la chapelle Sixtine ? Il

ordonne de murer les portes de cette « étuve de luxe ». On ne pourrait mieux faire pour se mettre aussi à dos les lettrés, les poètes, les peintres, les sculpteurs, les musiciens qui ont prospéré à la table de Léon X. Un à un, ils quittent Rome pour un autre mécène à Milan, Venise, Mantoue, Ferrare ou Urbin. Pietro Aretino est de ceux-là :

Io t'ho sofferto, Roma, già molti anni,
Ed ho passato in riso ogni tuo errore,
Sperando alfine que giugnesse l'ore,
Onde ti ravvedessi de tuo' danni.
Ma poi ch'alzato alli sublimi scanni
Del Vaticano ha‘l barbaro pastore,
E l'Italia spogliata del suo onore,
Forz'è che gli occhi per dolor m'appanni[4].

Pendant qu'Adrien VI exaspère les Romains, son nonce Francesco Chierigati, évêque de Fabriano, est à Nuremberg où, fin septembre, une diète s'est ouverte. Au nom du nouveau pape, il donne des gages immédiats de réforme : dorénavant les annates et les autres taxes ecclésiastiques payées par les Allemands ne prendront plus le chemin de Rome. C'est le prélude d'un appel solennel qu'Adrien Adriano VI lance aux États allemands :

« Nous ne pouvons croire à l'incroyable ! Comment une nation si grande et si pieuse comme l'Allemagne peut-elle se laisser entraîner par un petit moine, qui, après avoir prêché la foi catholique des années durant, l'a apostasiée et s'est laissé dévoyer du chemin tracé par notre Sauveur et ses Apôtres et marqué par le sang de tant de martyrs ? Comme si Luther seul en ait la sagesse et le Saint-Esprit ! Comme si l'Église avait avancé dans les ténèbres jusqu'à ce que Luther illumine ses pas avec sa propre lumière. Que les États réunis en cette Diète réfléchissent combien, avec la nouvelle doctrine, chacun devient libre de faire ce qu'il lui plaît ! Croyez-vous que ceux qui n'ont aucune crainte de déchirer et brûler les lois ecclésiastiques, les décrets des Pères et des Conciles, obéiront aux lois de l'Empire ! ? Nous vous conjurons de mettre fin à toute dispute entre vous et d'éteindre avec toutes vos forces cet incendie. Que les Allemands se souviennent de leur renommée d'être la nation la plus chrétienne de toutes ! Qu'ils pensent à la honte que Luther jette sur leurs aïeuls accusés de blasphème et, partant, condamnés à l'enfer ! Qu'ils pensent aux dangers que, sous apparence de liberté évangélique, sa doctrine comporte ! Comme le dit Saint Ambroise, lorsque tu cherches la foi, débarrasse-toi des arguments. La doctrine des sacrements est une vérité irréfragable et presque tous les points où Luther s'en éloigne ont été rejetés par divers conciles ! S'il était donné à toute personne de pouvoir s'éloigner de ce qu'a été approuvé et consacré par la pensée unanime de tant de siècles et de tant d'hommes parmi les plus sages, quand pourront terminer les disputes et les controverses ? Dieu, estime notre Saint-Père Adrien, a laissé cette persécution de l'Église se développer afin de punir les péchés des prélats et du clergé. […] Au nom du Saint-Père, je vous apporte l'engagement que toutes nos forces et toute notre diligence iront à la réforme de la Curie romaine. D'elle est partie la maladie, d'elle doit commencer l'assainissement souhaité par tous. »

Superbe discours sans la moindre concession aux doctrines de Luther ou la moindre allusion à la convocation d'un concile. Alors que les

Nurembergeois sont dans la rue, l'habile représentant de Friedrich le Sage, Hans von der Planitz, répond au légat que les Allemands ne se contenteront pas de belles promesses :

« Ecoutez la rue ! Il ne suffit plus de traiter les Luthériens d'hérétiques ou de régler par décret le sort de Luther. Le schisme qui se dessine ne pourra être traité que par un Concile général où chaque partie sera libre de développer ses thèses, dans un esprit libre et fraternel. »

Commentaire méprisant de Luther :

« Le Pape vient de Louvain : dans cette université on ne couronne que des ânes ! »

Pendant que les Romains se désolent de leur mauvais sort, que les Luthériens bravent Adrien VI et que les grands princes de la chrétienté ne pensent qu'à se combattre, le sultan de Constantinople, après la conquête de Belgrade, a choisi comme cible de sa prochaine campagne l'île de Rhodes, fief depuis deux siècles des Chevaliers de l'Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Jérusalem. La présence si près des côtes turques des ces moines soldats aux manteaux noirs et à la croix blanche, dont la mission est d'héberger, soigner et protéger les pèlerins catholiques se rendant en Terre Sainte, mais qui ne se gênent nullement pour capturer et mettre à rançon les musulmans allant à La Mecque ou pour saisir les caraques chargées d'épices, étoffes et autres richesses qui, de Beyrouth, Jaffa, ou Alexandrie, font voile vers la grande métropole de la Corne d'Or, lui est insupportable[5]. Début juin, Soliman leur signifie son ultimatum, dans ce style tonitruant qu'on lui connaît :

« Par notre sentence et en raison des grands dommages et des mauvaises œuvres que nous en avons tous les jours, nous voulons cette île. Rendue de bon gré à notre majesté avec le château, nous jurons au nom du Dieu qui a fait le ciel et la terre, de nos vingt-six mille prophètes, des quatre Musaphrys qui sont tombés du Ciel et de notre prophète Mahomet que tous ceux, grands et petits, qui y vivent ne doivent avoir peur de subir danger ou dommage de notre impériale majesté. Mais si vous ne voulez pas vous rendre, nous renverserons sens dessus dessous les fondements de votre château et vous ferons esclaves ou mourir de mauvaise mort. »

Quinze jours plus tard, Soliman arrive par voie de terre à Marmaris, à la hauteur de Rhodes, avec une armée de cent mille hommes, tandis qu'une flotte de quatre cents navires – dont la moitié est aux ordres de Palak Mustafa Pacha et l'autre moitié est constituée de nefs de toutes tailles affrétées par des aventuriers et des marchands – encercle l'île. Pour se défendre, Philippe Villiers de l'Isle-Adam, grand maître de l'ordre, dispose en tout et pour tout de six cent cinquante chevaliers, presque tous Français, et de six mille fantassins de huit nations différentes : Français, Provençaux,

Auvergnats, Italiens, Anglais, Allemands, Aragonais, Castillans. L'entrée du port est condamnée par une chaîne et par des vieux chalands chargés de pierres et envoyés par le fond. Tout l'argent disponible a été dépensé pour renforcer les défenses et accumuler provisions et munitions. Des messagers ont été dépêchés pour donner l'alerte aux quatre coins de la chrétienté.

Adrien VI n'a pas les moyens d'acheminer des secours. Il supplie les grands princes de la chrétienté d'oublier leurs querelles. En vain. Henry VIII ne veut pas de trêve. Tenté de fomenter quelques entreprises du côté des Pouilles ou de la Sicile avec le Turc, François 1er répond qu'il pourrait secourir Rhodes si l'empereur laissait ses troupes passer par l'Italie. Charles Quint, qui parcourt la Castille ville par ville, fait partir quelques renforts de Naples et de Barcelone[6], mais demande au pape de rendre Modène et Reggio au duc de Ferrare qui est prêt à payer trois cent mille ducats. Venise, qui verse au sultan cent mille ducats annuels pour garder Chypre et Zante, n'est nullement prête à mettre en jeu les cinquante galères qu'elle maintient à Candie[7]. Gênes exige que les Français leur rendent d'abord une caraque qu'ils viennent de lui confisquer. Décidément, la solidarité chrétienne n'est plus qu'un vestige du passé.

À Rhodes, les Chevaliers opposent une résistance héroïque six mois durant. Quinze fois, les Turcs parviennent à ouvrir une brèche dans leurs murailles. Quinze fois les Chevaliers les repoussent et colmatent la brèche. Mais, fin décembre, Philippe Villiers de l'Isle-Adam, à court de vivres et de munitions, doit capituler. Le premier janvier 1523, Soliman accueille Philippe Villiers de l'Isle-Adam sous sa tente : « Ce n'est pas sans quelque peine que j'oblige un Chrétien de votre âge[8] à quitter son palais », lui dit-il chevaleresquement. Et Soliman de permettre aux chevaliers de quitter l'île avec les honneurs militaires, sans payer de rançons, mais en laissant sur place leurs pièces d'artillerie. À minuit, Philippe Villiers de l'Isle-Adam s'embarque sur l'un des cinquante navires où l'attendent les hommes qui lui restent : deux cents (sur six cents) Chevaliers et mille six cent (sur six mille) moines soldats. Arrivé à Messine, il y trouve les vaisseaux de l'empereur à quai et en attente du premier vent favorable. Philippe Villiers de l'Isle-Adam demeurera plusieurs mois dans l'île, hôte du vice-roi de Sicile, Ettore Pignatelli. Bouleversé par la chute de Rhodes – « *Omnia nostra viscera commisere sentimus.* » (Nous sentons toutes nos viscères pleurer) eut-il à dire - Adrien VI met les princes de la chrétienté en demeure de conclure, en vertu de la sainte obédience qu'ils lui doivent, une trêve de

trois ou quatre années. François 1er n'y voit qu'un complot : sous prétexte de croisade, on veut le tenir durablement hors d'Italie. Charles Quint, perd aussi patience et, dans une lettre datée du 10 janvier 1523, reproche à son ancien précepteur sa « bonté naturelle », autrement dit sa naïveté :

« Depuis qu'il a vu que Votre Sainteté, en se montrant neutre, le favorise, le roi de France propose des conditions de paix hors de toute raison. Qui plus est, il se prépare à passer de nouveau en Italie avec toute sa puissance. […] Si Votre Sainteté déclarait ouvertement au roi de France qu'elle ne peut, selon le droit divin et humain, se séparer en aucune manière de nous et de la dignité impériale et si Votre Sainteté ajoutait que, si la guerre continue, elle se verrait obligée de nous aider, il ne faut pas douter que le roi de France, contraint par la nécessité, n'y acquiesçât et ne se contentât de conditions justes et honnêtes. »

18

Tous contre François 1er

Au début de l'été 1523, Charles Brandon, beau-frère d'Henry VIII et duc de Suffolk, est prêt à débarquer avec quinze mille fantassins et mille cavaliers à Calais ; Maximilien d'Egmont, comte de Buren, doit le rejoindre avec quatre mille lansquenets et trois mille cavaliers. Charles Quint attaquera par le sud-ouest avec une force équivalente composée, pour une partie, d'Espagnols recrutés sur place et, pour l'autre, d'Allemands transportés par mer depuis la Zélande. Pour les contrer, François 1er a renforcé ses défenses dans le nord et dépêché deux armées, l'une en Gascogne commandée par le seigneur de Lautrec et l'autre, dans le Languedoc, par le seigneur de Lescun. Il veut contre-attaquer en même temps en Lombardie et a envoyé le seigneur Anne de Montmorency recruter en Suisse douze mille mercenaires tandis que l'amiral de Bonnivet est chargé de prendre le contrôle du pas de Suse. Cependant, Venise a signé avec Charles Quint, son frère Ferdinand d'Autriche et Francesco Sforza, un traité « perpétuel » l'engageant à défendre l'État de Milan contre toute menace « venant d'un prince chrétien ». En contrepartie, la Sérénissime a obtenu la reconnaissance de ses frontières, au prix de deux cent mille ducats payables en huit annuités. Même le pape Adrien VI, scandalisé par la trahison du cardinal Francesco Soderini[1], s'est résigné à sortir de sa neutralité. Ce n'est pas tout. En quittant début août Paris pour Lyon, François 1er commence à subodorer qu'un redoutable ennemi de l'intérieur s'apprête à le trahir. Fils de Gilbert de Montpensier et de Chiara Gonzaga, époux de Susanne de Bourbon, petite-fille du roi Louis XI, le connétable Charles de Bourbon s'était distingué sous Louis XII aux batailles d'Agnadel

et de Ravenne et, à son avènement, François 1er l'avait hissé, à peine âgé de vingt-trois ans, au sommet de ses armées. Jaloux de sa popularité auprès des troupes à l'issue de la bataille de Marignan, il l'avait humilié en comblant de ses faveurs les bien moins brillants seigneurs de Lautrec et de Lescun, frères de sa maîtresse, la comtesse Françoise de Châteaubriant. Pis, l'épouse du connétable, Susanne de Bourbon, ayant trépassé au printemps 1521, François 1er, incité par sa mère Louise de Savoie, l'avait dépouillé de la plus grande partie de ses possessions. On se révolterait pour moins. Invité par sa belle-mère, Anne de Beaujeu, fille de Louis XI, à se souvenir des « temps heureux » de l'alliance de la maison de Bourbon avec la maison de Bourgogne, le connétable s'était secrètement adressé à Charles Quint. Et l'empereur avait alors conçu le projet de faire du connétable le souverain d'un nouveau royaume allant du Roussillon à la Provence, du Bourbonnais et de l'Auvergne à la rive droite de la Saône. Projet, à ses yeux, d'autant plus légitime qu'en droit « le Dauphiné, la Provence, le Lyonnais, les comtés de Valence et de Die avaient été enlevés par les rois de France à l'Empire ». De surcroît, en vertu d'une cession faite à Anne de Beaujeu par le duc René II de Lorraine[2], petit-fils du « bon roi » René d'Anjou, Charles de Bourbon avait quelques titres pour y prétendre. Fait roi, il le lierait à lui, en lui donnant pour épouse soit sa sœur aînée Éléonore[3], veuve du roi du Portugal, soit sa sœur cadette Catalina. Engagées début 1523, les négociations avaient bien progressé et le 18 juillet Charles de Bourbon avait signé à Montbrison, à mi-chemin entre Lyon et Clermont-Ferrand, avec un émissaire très proche de l'empereur, Adrien de Croy, un traité l'engageant à monter avec cinq mille cavaliers vers Paris dans les dix jours suivant l'entrée des Anglais et des Espagnols en terre de France :

« Sire ! Monsieur de Bourbon est prêt à dresser un bon brouillis en France ! Il souhaite disposer de dix mille lansquenets, ce que, suivant les instructions qu'il vous a plu de me bailler, je lui ai promis. À cet effet, je me suis adressé comme convenu à Monseigneur votre frère l'archiduc Ferdinand d'Autriche. J'ai indiqué au Duc que votre armée entrera en France le 26 août. Le Duc de Bourbon suggère qu'elle prenne le chemin de Narbonne. Pour ce qui est du roi d'Angleterre, il trouve ses prétentions déraisonnables mais, à la fin de nos entretiens, il m'a assuré qu'il fera pour le roi d'Angleterre ce qu'il vous plaira. […] Monsieur de Bourbon est prêt à épouser Madame Éléonore ou Madame Catherine, mais préférerait de beaucoup Éléonore, […]. Adrien de Croy. »

Ne disposant d'aucune preuve incontestable de sa trahison, François 1er avait prévu d'obliger le duc de Bourbon à le suivre en Italie. Mais, le 15 août, le grand sénéchal de Normandie, alerté par l'évêque de Lisieux qui a reçu la confession de deux gentilshommes mis dans la confidence par un

envoyé de Charles de Bourbon, la lui apporte : le connétable va prochainement « tenter de vous prendre et de vous enfermer en une place forte dans le pays du Bourbonnais ou à l'entrée de l'Auvergne ». Prenant le taureau par les cornes, François 1er décide de lui rendre visite dans son château de Moulins et lui promet la restitution de ses terres. Alité, Charles de Bourbon feint d'accepter et s'engage à le rejoindre à Lyon avant deux semaines. Les deux semaines s'étant écoulées, un émissaire du roi le trouve au château de La Palice, en Auvergne. Toujours malade, en apparence. Le duc le prie d'informer le roi qu'il n'est pas en état de « faire service » et qu'il lui faut retourner à Moulins pour retrouver sa santé. La ficelle apparaissant cette fois-ci trop grosse[4], François 1er envoie son oncle René, demi-frère de Louise de Savoie, avec cinq cents chevaux et mille fantassins arrêter Charles de Bourbon. Alerté, le duc se réfugie au château de Chantelle, d'où dans la nuit du 9 au 10 septembre il prend la fuite avec une poignée de compagnons. Les sorties du royaume étant désormais étroitement surveillées, le duc se dirige par des chemins de montagne vers Narbonne pensant y retrouver l'empereur, mais ce dernier est en retard et les troupes du seigneur de Lescun et du seigneur de Lautrec font bonne garde. Il rebrousse alors chemin, franchit le Rhône entre Lyon et Genève, traverse le Dauphiné, remonte le long des cantons suisses jusqu'en Franche-Comté et, le 9 octobre, gagne Besançon où il se fait connaître par les Impériaux. Pendant sa fuite, le plan d'invasion du royaume de France a suivi son cours. Les dix mille lansquenets des comtes de Fürstenberg et de Werdenberg ont quitté la Franche-Comté, franchi la Meuse et pris la direction de la Champagne où, pensent-ils, ils devraient retrouver Charles de Bourbon. Les quinze mille Anglais du duc de Suffolk sont arrivés fin août à Calais et ont été rejoints par les trois mille cavaliers et les quatre mille lansquenets du comte de Buren. Du côté des Pyrénées, l'empereur a envoyé le connétable de Castille, don Iñigo Fernandez de Velasco, assiéger Bayonne, mais ne parvient pas à réunir la totalité des quinze mille hommes promis à cause des Castillans, comme il l'expliquera lui-même dans une lettre à son frère :

« Parmi les gens de Castille s'était formée la conviction que si l'infanterie que nous avions commandée se mettait en mouvement, je prendrai avec elles le chemin de l'Italie ou des Flandres, en laissant Fontarabie sous le pouvoir des Français, de sorte que non seulement je n'ai pas reçu toutes les troupes que j'attendais mais même celles qui avaient déjà reçu leurs soldes sont rentrées chez elles. »

Fin octobre, l'armée anglo-flamande de Charles Brandon et du comte de Buren parvient aux bords de l'Oise. Paris s'affole : on lève des fantassins et

des archers, on creuse des grands fossés, on renforce les remparts. Pour marcher sur Paris, Charles Brandon et le comte de Buren attendent l'arrivée des lansquenets des comtes de Fürstenberg et de Werdenberg. Mais, arrivés à la Marne et privés de la protection des cavaliers de Charles de Bourbon, ceux-ci, harcelés par des compagnies de cavaliers de François 1er, ne parviennent plus à se ravitailler. C'est le tournant de la guerre. Affamés, les lansquenets repassent la Meuse. Aux premiers jours de décembre, en proie à la pluie et au froid, les troupes de Charles Brandon retraversent la Manche et celles du comte de Buren rentrent en Flandres. En Guyenne, le connétable de Castille, don Iñigo Fernandez de Velasco, abandonne le siège de Bayonne et se rabat sur Fontarabie.

Pour la coalition, l'échec est patent, alors que François 1er, soit par inconscience soit par un admirable sang-froid, n'a ordonné à aucun moment à l'amiral Bonnivet de revenir en France. Au contraire, ce dernier est en passe de remporter la Lombardie. Entré début septembre par le pas de Suse au Piémont avec une armée de mille cinq cents hommes d'armes et vingt-cinq mille fantassins français, suisses, allemands et italiens, l'amiral était parvenu à la rive droite du Tessin. Ayant posté ses forces inférieures en nombre (douze mille hommes) sur sa rive gauche, Prospero Colonna comptait contenir sa percée en contrôlant les ponts sur le Tessin. Cependant, l'été ayant été très sec, le fleuve pouvait être franchi à gué en plusieurs endroits. L'amiral Bonnivet étant passé sur l'autre rive aux environs de Vigevano, Prospero Colonna s'était replié en répartissant ses troupes entre les places fortes de Milan, Crémone, Lodi et Pavie. Comme le seigneur de Lautrec un an plus tôt, Bonnivet avait choisi de soumettre Milan par la faim et la soif et d'envoyer le chevalier Pierre Terrail de Bayard et Federico da Bozzolo avec la moitié des troupes assiéger Crémone, cité stratégique, pour tenir en respect Venise, Mantoue et l'État pontifical.

Entre-temps, Adrien VI, souffrant de longue date de la gravelle et de fièvres, a trépassé le 14 septembre après à peine un an de pontificat. Quinze jours auparavant, il avait encore pu rendre les honneurs au grand maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, Philippe de Villiers de l'Isle-Adam. Puis les fièvres avaient inexorablement pris le dessus. Impitoyables, les Romains avaient porté en triomphe son médecin, Giovanni Antracino di Macerata, « libérateur de la patrie ». Le conclave qui s'était ouvert en pleine guerre le 6 octobre dans la chapelle Sixtine avec la participation de trente-neuf cardinaux avait été la copie conforme du précédent : les mêmes

participants, y compris le cardinal Soderini, libéré des geôles du Castel Sant'Angelo, les mêmes favoris - Alessandro Farnese et Giulio de Médicis – et les mêmes candidats des grandes familles romaines : Pompeo Colonna, du parti impérial et Camillo Orsini, du parti français. Comme la fois précédente, Giulio de Médicis « contrôlait » dix-huit voix, soit presque la moitié du collège des cardinaux : assez pour bloquer ses adversaires mais pas assez pour être élu. L'ambassadeur impérial à Rome, le duc de Sessa, avait instruction de favoriser Giulio de Médicis, même si Charles Quint avait assuré de son soutien indéfectible le cardinal Thomas Wolsey. Quoique le duc de Ferrare, Alfonso d'Este, avait profité de la vacance du pouvoir pour assiéger Modène et Reggio, le cardinal Giulio de Médicis avait tenu six semaines le conclave dans l'impasse. Puis, ayant jugé que ses confrères étaient suffisamment à bout de forces, il avait fait circuler le bruit que, de guerre lasse, il apporterait ses voix à Camillo Orsini. C'en avait été assez pour que le cardinal Pompeo Colonna lui assure les voix des siens, en échange d'un titre de vice-chancelier et du palais confisqué jadis au cardinal Riario par Léon X.

Âgé de quarante-cinq ans, le nouveau pape a pris le nom de Clément VII[5]. Contrairement à son cousin Léon X, il porte bien, professe un profond désamour pour les fêtes, la chasse, les bouffons et les artistes (sauf les musiciens). En revanche, il a le même caractère ondoyant et imprévisible. Ses premiers gestes ont néanmoins rassuré Charles Quint : il a promis au duc de Ferrare la restitution de Modène et de Reggio et a versé à Prospero Colonna, toujours assiégé par l'amiral Bonnivet, l'argent dû depuis trois mois aux troupes impériales, une bouffée d'oxygène d'autant mieux venue que le général attend l'arrivée par les terres pontificales du vice-roi de Naples, Charles de Lannoy, avec quatre cents cavaliers et quatre mille fantassins, outre les six mille lansquenets recrutés par l'archiduc Ferdinand d'Autriche. L'hiver précoce, des neiges abondantes et un froid polaire lui apportent aussi un répit : le 27 novembre, l'amiral Bonnivet lève le blocus, prend ses quartiers dans les environ d'Abbiategrasso, met son artillerie à l'abri de l'autre côté du Tessin et, dans l'attente de renforts venant de Suisse, propose aux Impériaux une trêve jusqu'en mai, trêve que les généraux de l'empereur repoussent. Le 28 décembre, le général Colonna, le fin stratège qui par deux fois avait sauvé Milan, meurt d'une longue maladie, à soixante et onze ans. Sa succession a été planifiée. Le Français Charles de Bourbon est nommé lieutenant général de l'empire pour l'Italie. Il a trente-trois ans.

Le vice-roi de Naples, Charles de Lannoy, âgé de trente-six ans et ami d'enfance de l'empereur, prend le commandement de l'armée d'Italie, secondé par Fernando Francesco d'Avalos, marquis de Pescaire. Âgé de trente-trois ans, grand homme de guerre, le marquis est Napolitain de naissance mais Espagnol dans l'âme. Pour la nouvelle équipe, un seul objectif : reprendre l'offensive et dépecer le royaume de France comme prévu par le traité de Windsor :

« Sire, nous serions d'avis que vous deussiez requérir le Seigneur roi d'Angleterre de descendre en personne le plus tôt que faire se peut ou du moins envoyer une bonne armée, laquelle tint le chemin que la dernière a fait, et que de votre part fissiez tout votre effort du côté de Perpignan, car s'il plaisait à Dieu que de ce côté votre armée gagnât la bataille ou que les Français se retirassent, nous marcherions droit par la Provence vers Narbonne, et vous pourrez venir nous joindre avec votre armée, et seriez puissant assez pour en personne présenter la bataille au roi de France, ou, s'il ne la voulait, venir droit à Lyon. »

Le même jour, l'empereur incite Charles de Lannoy à tout faire pour bouter l'armée de l'amiral Bonnivet au-delà des Alpes mais l'avertit qu'avant de mettre son armée en marche vers la Provence, il doit la laisser se reposer des intempéries de l'hiver :

« Très cher et féal, nous vous avertissons que pour les grandes froidures que nos gens tant à pied qu'à cheval ont enduré, il nous est impossible d'accomplir dès maintenant nouvelle chose qui vaille pour endommager nos ennemis. En attendant, n'épargnez rien pour venir au-dessus de votre entreprise (en Lombardie). […] Nous vous requérons de nous informer le plus souvent possible, puisque trois caravelles ont été retenues à cet effet, le 2 mars de l'an 1524, Charles »

Avant de prendre connaissance de ce message de l'empereur, Charles de Bourbon et Charles de Lannoy, auxquels s'était joint le duc d'Urbin à la tête d'un contingent vénitien, étaient déjà passés sur la rive droite du Tessin et, ayant occupé le terrain entre Pavie, Vigevano et Mortara, empêchant ainsi les Français de s'approvisionner dans la fertile plaine de la Lomellina, se dirigeaient vers Novare et Vercelli, pendant que Francesco Sforza attaquait l'arrière-garde d'une centaine de cavaliers et d'un millier de fantassins, concentrée par l'amiral Bonnivet sur la rive gauche du Tessin, à Abbiategrasso. Supérieure en nombre, l'armée impériale inflige jour après jour de grosses pertes à l'amiral Bonnivet. Lorsque les renforts qu'il attend de Suisse se trouvent bloqués sur la rive gauche du Sesia en crue, c'est le coup de grâce. Abandonnant Novare, l'amiral se retire avec le reste de son armée vers les Alpes, poursuivi toujours par les impériaux (sans les Vénitiens qui considèrent avoir rempli les obligations du traité). Dans l'un de ces combats, le fameux chevalier « sans peur et sans reproche » Pierre

Terrail de Bayard trouve la mort à Romagnano Sesia. Âgé de quarante-huit ans, il avait été de toutes les batailles : Fornovo, Garigliano, Agnadel, Ravenne, Marignan, Mézières. « Même s'il était au service de votre ennemi », écrit Adrien de Croy à l'empereur, « la mort de Bayard est une grande perte parce que c'était un gentil chevalier, aimé de tous ». Blessé par un tir d'arquebuse, l'amiral Bonnivet confie au comte de Saint Paul la responsabilité de conduire, par Suse et Briançon, les troupes en France. Fin avril, François 1er a perdu toutes les places fortes qui lui restaient dans le duché de Milan. La guerre n'est pourtant pas finie. Comme le constate amèrement Clément VII « les Français veulent laver l'ignominie de la défaite, l'Empereur veut garder la gloire qu'il s'est acquise, le roi d'Angleterre gagner quelques primes, comme la Normandie ». Entre-temps, du côté des Pyrénées, la garnison française de Fontarabie s'est également rendue fin février :

« Mon bon frère l'Archiduc, vous savez qu'à cause de l'hiver il ne fut pas possible d'assiéger Bayonne, raison pour laquelle mon armée au commencement de février mit siège par terre et par mer à Fontarabie. La ville a été bombardée quatre jours de suite jusqu'à ce qu'il ne demeure guère muraille ou maison qui ne fussent ruinées. L'armée vida alors les eaux des fossés mais, au moment où elle s'apprêtait à bailler l'assaut, il survint unes pluies et grêles tant grandes que les fossés se remplirent encore plus qu'auparavant. Mes gens creusèrent des tranchées tout autour de la ville forçant ceux de dedans à parlementer. Et pour éviter l'effusion de sang chrétien, l'appointement fut conclu et les Français ont évacué sains et saufs la ville, laissant sur place leur artillerie et leurs munitions. Il m'est singulièrement réconfortant d'avoir en mon obéissance une ville tellement nécessaire à mes Royaumes de Castille et de Navarre. […] De Vitoria, le 2 mars 1524, votre bon frère Charles. »

Si tout avait été bien planifié, les alliés auraient pu profiter de l'état de faiblesse de l'armée française pour converger à nouveau vers Paris avant la fin de l'été. Mais bien des choses restaient à régler. En particulier, tant que Charles de Bourbon ne le reconnaîtra pas comme roi légitime de la Normandie, Henry VIII ne fera pas traverser une deuxième fois la Manche à son armée et ne versera pas les cent mille ducats promis à l'armée impériale. Arguant qu'en lui jurant obédience il perdrait à coup sûr ses appuis en France, Charles de Bourbon tergiverse mais finit par lui prêter serment devant son secrétaire Richard Pace le 25 juin. Richard Pace en donne aussitôt nouvelle au cardinal Thomas Wolsey. Le 1er juillet, Charles de Bourbon quitte les faubourgs de Turin avec huit mille fantassins et mille cinq cents chevau-légers et, longeant la côte ligure, entre dans le royaume de France, suivi au large par la flotte de Hugo de Moncada chargée de transporter l'artillerie, les munitions et deux mille fantassins

supplémentaires. La rade de Monaco est acquise à l'empereur depuis que l'évêque de Grasse Agostino Grimaldi, suite au meurtre de son frère Luciano par Bartolomeo d'Oria, seigneur de Dolceacqua, a assumé la régence du Rocher au nom de son jeune neveu Onorato et s'est placé sous sa protection, moyennant le paiement de douze mille ducats annuels et la prise en charge par Charles Quint d'une garnison de deux cents hommes. Pourtant, ce n'est pas à Monaco mais à Saint Laurent, sur la rive droite du Var, que le duc de Bourbon décide d'attendre la flotte de Moncada. Mauvais calcul, parce que la flotte française, renforcée par six galères d'Andrea d'Oria, attaque au moment où elle approche de la côte. Alors que la plupart des navires trouvent refuge à Monaco, trois galères n'échappent à la capture que grâce à l'engagement personnel du duc de Bourbon, du marquis de Pescaire et du seigneur de Beaurain. S'ils avaient péri, toute l'entreprise aurait sombré dans le ridicule. Autour du 20 juillet, Charles de Bourbon dirige son armée vers Aix, capitale de cette Provence qui devrait faire partie de son futur royaume, mais il a de quoi sérieusement s'inquiéter : pour l'instant il n'a rien vu venir « du grand nombre de chevaux et d'hommes de pied » et des cent mille ducats promis par le cardinal Wolsey, tandis que l'empereur, atteint d'une fièvre quarte, n'a convoqué les Cortes à Valladolid que pour début septembre et n'a aucune certitude d'en obtenir les trois cent à quatre cent mille ducats nécessaires pour lever des troupes et les transporter par mer en Provence[6].

Arrivé devant Aix début août, Charles de Bourbon trouve la ville sans défense et y est immédiatement reconnu comme comte de Provence. À son approche, le maréchal Jacques Chavannes de la Palice s'est replié à Avignon où est attendu François 1er retardé par le décès de la reine Claude, victime de trop de grossesses rapprochées. Que faire ? Charles de Bourbon tient conseil avec le marquis de Pescaire et Richard Pace. Marcher sur Avignon avant le débarquement à Calais des troupes d'Henry VIII et l'arrivée de l'armée de l'empereur, paraît trop hasardeux. En revanche, la prise de la place forte de Marseille pourrait être menée à bien rapidement et aurait une grande valeur tant stratégique que symbolique. Toulon ayant été prise sans difficulté, l'armée impériale se déploie le 19 août sur les collines de Marseille et y place ses canons. Ayant enfin reçu les cent mille ducats promis par le roi d'Angleterre, Charles de Bourbon peut faire venir les renforts en attente au Piémont et est sûr que Marseille tombera dans les dix jours. Pourtant, la cité dispose de bonnes murailles, d'abondantes

provisions, de quatre mille soldats revenus de l'expédition de l'amiral Bonnivet et, côté mer, de l'appui des galères du roi de France et d'Andrea d'Oria. Tout un mois s'écoule avant que les tirs de canons n'ouvrent une brèche, mais alors pour découvrir « un second rempart, défendu par un fossé bourré de poudre, de résine, de pétards, de pointes de fer ». Impossible de s'aventurer. Les nouvelles venant des autres fronts ne sont pas meilleures : alors que le roi de France a pu reconstituer ses forces en recrutant des Suisses, des Allemands et des Gascons, les Anglais n'ont toujours pas traversé la Manche et l'empereur n'a pas pu faire mieux qu'envoyer cinquante mille ducats. Enfin, les renforts attendus d'Italie n'ont pas encore franchi le col de Tende. Pressé par l'approche de la cavalerie française, Charles de Bourbon abandonne Marseille et bat en retraite en direction de l'Italie. À nouveau en position de force, François 1er a l'audace de lui couper le chemin en traversant en plein hiver le Mont Genièvre avec trente mille hommes. Dans le camp impérial, c'est le sauve-qui-peut. Francesco Sforza abandonne Milan. Bourbon, Lannoy et Pescaire se réfugient à Lodi. Antonio de Leyva se barricade avec cinq mille hommes dans Pavie.

En passe d'être mis en échec, l'empereur assure qu'il se battra jusqu'au bout :

« Je m'attends à des mauvaises nouvelles aussi bien de Milan que de Naples, mais je n'en ai cure. J'irai en Italie, j'obtiendrai ce qui me revient et je me vengerai de ceux qui m'ont trompé et, en particulier, de ce vilain Pape. Un jour ou l'autre, Luther pourrait devenir un homme respectable. »

Et assis devant son écritoire, il prend aussi une feuille pour mettre de l'ordre dans ses idées :

« Au moment où je suis en devoir de méditer sur ma situation, le premier mot qu'il me semble devoir prononcer est que le plus grand secours que Dieu pourrait m'accorder serait la paix. Chose belle à exprimer mais dure à obtenir car chacun sait que l'on ne peut l'avoir sans le consentement de l'adversaire. Une bonne guerre pourrait être l'issue la plus efficace, mais je n'ai ni les moyens d'entretenir mon armée et encore moins de l'accroître dans la mesure des besoins. Naples a gaspillé mes ressources, ce Royaume de Castille aura bien assez à faire à se défendre si on l'attaquait, le roi d'Angleterre ne m'aide pas comme un véritable ami, mes amis m'abandonnent, comme ils m'ont toujours trompé lorsque j'étais en proie à des difficultés. Les uns comme les autres ne pensent qu'à me maintenir dans l'embarras.
« Pour m'en sortir, je ne vois d'autre moyen que de faire arranger tout de suite mon mariage avec l'infante Isabel du Portugal. Il faudrait que la Princesse vienne ici au plus vite, en tout cas pas plus tard que le mois de mai, et que sa dot soit en argent comptant. Et si nécessaire, l'on pourrait aussi régler avec le roi du Portugal la question des îles aux épices[7]. [...] Alors, je pourrais honorer mes dettes avec le roi d'Angleterre, nos conventions resteraient en vigueur et sa fille ne serait pas mariée en France. Quant à mes Royaumes d'Espagne, on convoquerait les Cortes, on en tirerait une forte somme pour le mariage et je pourrai confier à l'Infante, devenue mon épouse, leur Régence, suivant

les sages avis de ceux que je laisserais auprès de sa personne. Je pourrais alors entreprendre encore cet automne et avec tous les honneurs mon voyage à Rome. Ensuite, je pourrais me rendre à Naples, lever une grande armée au cours de l'hiver et, au printemps, offrir au roi d'Angleterre l'accomplissement de notre projet. »

19

Faux pas

Alors que Charles Quint est aux aguets, François 1er commet un faux pas. Suivant l'avis de son ami l'amiral Bonnivet[1], il délaisse Lodi où sont retranchés Charles de Bourbon, Lannoy et Pescaire et s'en va assiéger Pavie. Deuxième faute : il est à ce point sûr de régler rapidement le sort des cinq mille hommes d'Antonio de Leyva qu'il dirige six mille des siens vers le royaume de Naples sous les ordres de l'Écossais John Stewart, duc d'Albany[2]. En même temps, il demande à Renzo da Ceri de le rejoindre avec la garnison de Marseille. Cependant, Pavie lui résiste et Charles de Bourbon a le temps d'aller et revenir de Vienne, en moins de trente jours, avec dix mille lansquenets aux ordres de Georg Frundsberg. L'équilibre des forces ainsi rétabli, l'issue de la bataille redevient incertaine. Jusqu'à l'aube du 24 février 1525, lorsque François 1er donne bataille en se lançant, à la tête de ses gens d'armes, à l'assaut des lignes impériales postées au bout d'une prairie entourée de bosquets. Au fur et à mesure qu'elle avance, la cavalerie française est prise entre deux feux par les arquebusiers espagnols cachés derrière les arbres depuis la veille au soir. François 1er voit ses amis les plus proches tomber l'un après l'autre : Jacques de Chabannes, seigneur de La Palice, Thomas de Foix, seigneur de Lescun, le vieux Louis de La Trémoille, François de Lorraine, Guillaume Gouffier, seigneur de Bonnivet et commandant de son armée et bien d'autres. Puis son cheval, atteint par un tir d'arquebuse, l'entraîne à terre. Encombré par son armure, il est encerclé et arraisonné. Blessé à une main et au visage, il est transféré à la forteresse de Pizzighettone, sur l'Adda. Sorti de Pavie, Antonio de Leyva surprend les Suisses campant près des portes de la ville et ignorant tout, en apparence, de

l'échec des gens d'armes de François 1er. Fuyant vers le Tessin, ils tombent sous les coups des Impériaux ou se jettent dans les eaux turbulentes et glaciales du fleuve. En deux petites heures, la bataille de Pavie s'achève par huit mille morts. Le héros de la journée est le marquis de Pescaire, artisan du piège tendu au roi de France. Charles Quint apprend l'incroyable nouvelle le matin du 10 mars par un message de Charles de Lannoy[3]apporté par le commandant Piñalosa, qui, parti de Pavie, a traversé ventre à terre le Midi de la France muni d'un sauf-conduit signé par la régente Louise de Savoie et en deux semaines est arrivé à Madrid, en devançant de quelques jours le messager de Charles de Bourbon passé par la mer :

« Hier, nous donnâmes la bataille et plut à Dieu de vous donner la victoire et de mettre le roi de France prisonnier en vos mains. [...] Sire, Vous Vous souvenez que le Seigneur de Berssele avait coutume de dire que Dieu envoie à tout homme une fois dans sa vie une bonne récolte et que, s'il ne saisit pas l'occasion de moissonner, il n'y en aura pas une deuxième. À l'heure qu'il est, je pense que Vous devriez venir en Italie maintenant. […] Pavie, 26 février 1525 ».

L'empereur reste un instant imperturbable. « Homme très religieux… il n'exulte pas quand les choses sont prospères et ne se déprime pas lorsqu'elles lui sont contraires », avait observé l'ambassadeur vénitien Gaspare Contarini. Mais, cette fois, le premier moment d'incrédulité passé, il exulte : « Le roi de France est en mon pouvoir ! » L'annonce qui bientôt va être diffusée dans et hors du royaume de Castille se termine par des mots messianiques :

« Il semble que Dieu, miraculeusement, ait donné cette victoire à l'Empereur, non seulement pour qu'il puisse défendre la Chrétienté et résister aux Turcs, mais encore pour que, une fois ces guerres civiles pacifiées (parce qu'il faut appeler ainsi les guerres entre Chrétiens), il aille les chercher chez eux, et, exaltant notre sainte Foi catholique comme firent ses aïeux, il recouvre l'Empire de Constantinople et les Lieux saints de Jérusalem, occupés par les Infidèles en punition de nos péchés et, comme l'ont annoncé tant de prophètes, le monde entier, sous ce Prince très chrétien, reçoive notre sainte Foi catholique et s'accomplissent les paroles de notre Rédempteur : « *Fiat unum ovile et unus pastor* » (Qu'advienne une seule bergerie et un seul pasteur).

Alors que Mercurino Gattinara pense rééditer le traité *De Monarchia* rédigé au début du XIVe siècle par Dante Alighieri pour théoriser la séparation des pouvoirs entre l'empire chrétien et l'église romaine[4], Henry VIII fait distribuer du vin dans les rues de Londres, allumer des feux de joie et célébrer une grande messe à la cathédrale de Saint Paul : même si la victoire de Pavie appartient à Charles Quint seul, ses ambassadeurs à Madrid insistent pour que l'on marche sur Paris et, comme convenu, l'on dépèce en trois le royaume de France. Mais presque partout ailleurs c'est l'inquiétude et la régente Louise de Savoie en profite pour chercher des

appuis auprès du pape, des potentats italiens, des principautés allemandes et de l'empereur Soliman, qui a adressé ses encouragements à son fils captif (« François, roi du pays de France, prend courage et ne te laisse pas abattre. »). La régente ne néglige personne, même Henry VIII. Et, en effet, la question est posée : Charles doit-il continuer la guerre aux côtés du roi d'Angleterre ou a-t-il plutôt intérêt à conclure une paix séparée avec François 1er ? Dans le premier cas, la guerre risque de se généraliser alors que les caisses sont vides, prévient Mercurino Gattinara. Dans le second, non seulement les portes pour son sacre à Rome lui seront grand ouvertes, mais, ses fiançailles avec Mary Tudor étant automatiquement rompues, il pourra renflouer les caisses de l'État en épousant sa cousine Isabel du Portugal. Qui plus est, une fois sacré empereur, il pourra s'atteler à pacifier l'Allemagne et à faire élire son frère Ferdinand roi des Romains. Au prix de décevoir Charles de Bourbon qui voit s'envoler la promesse de devenir roi d'un nouveau royaume au sud de la Loire, c'est la ligne que Charles adopte sans hésitation quitte à trouver dès que possible d'autres honneurs pour son lieutenant en Italie :

« Mon très aimé frère, j'espère être très bientôt en Italie pour prendre possession de mes couronnes. [...] Pour pouvoir laisser ces Royaumes d'Espagne en bon ordre et gouvernement, je ne vois d'autre remède que d'épouser l'Infante Isabel du Portugal, vu que les Cortes m'y pressent et que le roi du Portugal m'offre un million de ducats, dont la majeure partie tout de suite. Cela couvrira une partie des dépenses de mon voyage. […] Je compte offrir aux Vénitiens le renouvellement de notre traité contre cent mille ducats et confirmer le Duc Francesco Sforza dans ses possessions de Milan, à condition qu'il me paye six cent mille ducats. Cent mille tout de suite, cent mille à mon arrivée en Italie, cent mille dans deux ans et le reste dans trois ans. […] Si cela était dans mon pouvoir, je n'épargnerais ni ma personne ni mes biens pour faire front aux Luthériens, mais vous voyez quelles sont mes priorités. […] Je compte donc sur vous. Quant à votre élection à roi des Romains, je vous prie de croire que je souhaite, pour vos affaires comme pour les miennes, que cela se fasse. Cependant, vous n'ignorez pas les conditions que posent ces grands Électeurs. Même tout l'or d'Espagne ne suffirait à étancher leur soif. […] Je vous conseille donc de garder votre désir secret jusqu'à ce que j'assume mes couronnes impériales. »

Sa résolution prise, le seigneur de La Chaulx part pour Lisbonne négocier le mariage avec l'infante Isabel, le commandant Piñalosa a l'ingrate mission de se rendre à Londres et Charles de Lannoy celle de transmettre à François 1er les conditions posées pour sa libération. François 1er les annote d'un mot point par point :

— Restitution de la Bourgogne : *Impossible.*
— Abandon de la souveraineté sur le Charolais, Noyon et Château-Chinon : *Impossible*.
— Abandon de la souveraineté sur la Flandres et l'Artois. *Impossible*
— Mariage sans dot avec Éléonore, reine du Portugal et sœur de l'empereur. *Facile.*
— Mariage du dauphin avec Maria de Portugal, fille de feu roi Manoël et d'Éléonore. *Facile.*

— Restitution de Hesdin, *Facile*.
— Abandon des prétentions sur Tournai et Arras. D*ifficile*.
— Abandon des prétentions sur Milan, Gênes, Asti et Naples. *Facile*.
— Restitution à Charles de Bourbon des biens confisqués. *Facile.*
— Permission à Charles de Bourbon de garder le comté de Provence. *Facile.*
— Maintien de Bourbon et de ses amis au service de l'empereur. *Facile, mais qu'on ne le voit plus jamais.*
— Aide à la défense des États tenus par l'empereur. *Facile, pourvu que ce soit pour Espagne, Italie, Flandres et pour les pays de deçà.*
— Aide durant six mois, tant par mer que par terre, pour le voyage et le couronnement de l'empereur en Italie. *Facile.*
— Paiement des soldes de six mille hommes. *Difficile* d'une traite, mais *facile* mois par mois.
— Fin du soutien au roi de Navarre, au duc de Wurtemberg et à monsieur Robert de La Marck. *Facile.*
— Privation pour les enfants du duc de Gueldre de tout droit de succession. *Réformable.*
— Remise de ses enfants en otage au moment de sa libération. *À l'aide de Dieu, l'amitié entre nous sera telle qu'il n'en sera nul besoin.*

Et François 1er précise :

« L'Empereur devrait se contenter de deux millions d'écus payés comme suit : le dit Seigneur Roi déclarera avoir reçu un million d'écus en raison de son mariage avec la sœur aînée de l'Empereur ; de l'autre million, cinq cent mille écus seront payés comptant au moment du recouvrement de ses enfants et cinq cent mille écus seront payables en cinq ans, à cent mille écus par an. »

Fin mai, Charles de Lannoy escorte le roi de France à Portofino, quelques lieues à l'Est de Gênes, en vue de le transférer par mer à Naples et l'enfermer au Castel dell'Ovo. François 1er le supplie de le conduire en Espagne pour régler d'homme à homme ses différends avec l'empereur. Sans consulter Charles de Bourbon, Charles de Lannoy accepte et, ayant prévenu les galères françaises et génoises postées aux îles d'Hyères que si elles se hasardent à tenter de libérer le roi elles pourront le tenir pour « mort », il arrive le 10 juin à Villefranche, dans le comté de Nice et, de là, il fait part pour la première fois à l'empereur, à Tolède pour une réunion des Cortes, de son coup de tête :

« Sire, le 28 du mois de mai j'écrivis à votre majesté que je venais d'embarquer le roi de France pour le mener à Naples. Depuis, suite à un accord avec monsieur de Montmorency, j'ai eu six galères du roi et, ayant mis nos hommes à leur bord et assuré que la flotte de France ne fera nul empêchement à notre passage, je vous l'amène avec la certitude que cela sera chose agréable à votre majesté d'achever rapidement nos affaires. »

Mercurino Gattinara taxe Lannoy de « stupide » : son initiative affaiblit la main de l'empereur et retarde son départ pour l'Italie. Charles Quint, lui, s'en accommode, et charge Lannoy de remettre à François 1er un message de bienvenue :

« C'est avec plaisir que j'ai entendu de Votre arrivée ici. J'espère que cela puisse être le début d'une bonne paix entre nous, pour le plus grand bien de la Chrétienté, qui est la chose que je désire le plus au monde. »

Désavoué, Mercurino Gattinara boude Charles Quint. Fin juillet 1525, un adjoint du marquis de Pescaire, Giovanni Battista Castaldo, remet à l'empereur un message ultra-confidentiel l'informant des tenants et des aboutissants d'une conjuration ourdie, à l'instigation de Louise de Savoie, par trois personnages clé de la scène politique italienne : Girolamo Morone, chancelier du duc de Milan, le cardinal Giovanni Matteo Giberti, dataire du pape, et le doge de Venise. Convaincu que le marquis de Pescaire était très déçu par le peu de reconnaissance que l'empereur lui avait témoigné pour la victoire de Pavie, Morone lui avait rapporté la tristesse que la situation de l'Italie suscitait chez le pape et les espoirs que Sa Sainteté plaçait en lui :

« Morone m'a dit que j'étais Italien de naissance et qu'il ne tenait qu'à moi de prendre les rênes de la révolte et de libérer ma patrie. « Que deviendra Naples, s'il n'y a pas un Napolitain qui la gouverne ? m'a-t-il demandé. Tout le monde pousse à te faire roi de Naples ! » J'ai hésité un instant à châtier sur le champ l'homme qui osait me dire de semblables choses et puis je me suis dit qu'il serait utile d'en apprendre plus. Alors, je lui ai fait entendre qu'il était vrai que j'avais des raisons d'être mécontent, qu'il m'offrait de grandes choses et que, si je devais me séparer de l'Empereur, ce devait être de la manière la plus digne. Sachez que j'ai informé de ces machinations votre Ambassadeur à Rome et le Général de Leyva. Que dois-je faire maintenant ? »

Par message chiffré, l'empereur lui ordonne de continuer les pourparlers jusqu'à ce qu'il réunisse des preuves irréfutables de la conjuration. Deux mois plus tard, le marquis de Pescaire dispose d'assez de pièces écrites pour compromettre le chancelier Morone, son mandataire Francesco Sforza, Louise de Savoie (elle a offert Renée de France en mariage au duc de Milan et à Pescaire l'abandon de toute prétention sur le royaume de Naples par le royaume de France[5]), et enfin le pape Clément VII qui a délié le marquis de Pescaire de son devoir de fidélité à l'empereur, en tant que Napolitain de naissance et conséquemment vassal de la papauté. Enfin, le marquis a copie de la promesse faite devant témoins par le cardinal Giovanni Matteo Giberti de le couronner roi de Naples, si, profitant de l'absence de Charles de Lannoy et de Charles de Bourbon, il fait changer de camp l'armée impériale.

À la mi-octobre, le marquis, atteint de phtisie, prie le chancelier Morone de lui rendre visite dans son château de Novare. Caché derrière un rideau, Antonio de Leyva entend leur conversation et met Morone aux fers à Pavie. Le complot démasqué, Francesco Sforza se retranche avec huit cents hommes dans la citadelle de Milan, aussitôt encerclée par les impériaux.

Son devoir accompli, le marquis de Pescaire meurt dans les jours qui suivent à l'âge de trente-cinq ans, mais le soupçon (auquel l'empereur n'accordera aucun crédit) qu'en un premier temps il aurait été tenté par l'offre de Clément VII et de Louise de Savoie ternira à jamais sa mémoire. Après quelques mois de prison, le principal « agent » de la conjuration, le chancelier Morone, entrera au service de l'empereur dont la colère se focalise sur Clément VII, plus que jamais « préoccupé et incertain sur ce qu'il a à faire », et sur l'ingrat Francesco Sforza.

Pendant que le marquis de Pescaire accumulait les preuves du complot, François 1er a été transféré à Madrid. Il est emprisonné dans une tour fortifiée, puis au palais Del Arco et enfin à l'Alcazar où il tombe malade : un abcès dans la cloison nasale l'empêche de respirer. Il semble aller si mal que les ambassadeurs[6] désignés par Louise de Savoie pour mener les négociations avec les adjoints de l'empereur, lui font administrer les derniers sacrements. Folle d'inquiétude, sa sœur Marguerite, duchesse d'Angoulême, débarque à Palamos, près de Girone, avec une suite de trois cents personnes et, munie d'un sauf-conduit de l'empereur, se lance à bride abattue vers Madrid. Elle y est attendue pour le 19 septembre. La veille, l'empereur rend pour la première fois visite à son rival. Le découvrant pâle et amaigri, il l'embrasse et échange avec lui quelques mots fraternels. Rien de plus, mais lorsque, le lendemain, il accompagne la duchesse d'Angoulême à sa chambre, François 1er a, à nouveau, perdu connaissance. L'empereur les laisse seuls et rentre à Tolède. Très inquiète, Marguerite fait célébrer une messe et aide son frère à communier. Marguerite demeure à son chevet jusqu'à la fin septembre, puis, le malade s'étant peu à peu rétabli, elle se rend à Tolède le 3 octobre. Elle y a été précédée par le légat apostolique, le cardinal Salviati, venu remettre à l'empereur la dispense pour son mariage avec sa cousine Isabel du Portugal. Francesco Sforza, toujours enfermé dans la citadelle de Milan, étant aussi en très mauvaise santé, on prononce le nom du duc Charles de Bourbon, Italien par sa mère Chiara, sœur du marquis de Mantoue Francesco II Gonzaga, pour lui succéder, le cas échéant. Marguerite d'Angoulème, veuve du duc Charles d'Alençon, mort de pneumonie en avril, après avoir lâchement déserté le camp français à Pavie, a trente-trois ans. Sa mère, Louise de Savoie, a caressé un bref instant l'idée de la proposer en mariage à l'empereur dans le cadre d'une improbable réconciliation générale mais avait rapidement compris que l'empereur ne pourrait jamais épouser cette remarquable

princesse, jadis protectrice du cénacle de Meaux tenu pour hérétique par les docteurs de la Sorbonne et tout dernièrement auteure d'un *Dialogue en forme de vision nocturne* dont plusieurs passages sur la foi et le libre esprit, sur les œuvres pieuses et les Saints, sentaient l'hérésie luthérienne. Il n'en demeure pas moins qu'à Tolède, les rumeurs les plus folles circulent. Qui donne son mariage avec l'empereur pour probable, qui la croit destinée à Charles de Bourbon, qui à Francesco Sforza. L'empereur la reçoit trois fois et lui réitère ses conditions : restitution de la Bourgogne, du Charolais et de l'Auxonne ; renoncement à toute prétention sur Naples, Milan, Gênes et Asti ; abandon de la souveraineté de la couronne de France sur la Flandre et l'Artois ; restitution d'Hesdin et d'autres villes ; restitution à Charles de Bourbon de ses titres et biens ; paiement de cinq cent mille ducats dus par l'empereur au roi d'Angleterre, *et cetera*. Avant de quitter Tolède le 14 octobre, la duchesse d'Angoulême, qui a rencontré à plusieurs reprises la sœur de l'empereur Éléonore, tente un dernier compromis : l'empereur transfère ses droits sur la Bourgogne à sa sœur, Éléonore épouse François 1er et leur premier enfant héritera de la Bourgogne. « Vous faites erreur, Madame », lui répond Charles Quint « que le roi François rende la Bourgogne est une chose. Qu'il épouse la sœur de l'Empereur en est une autre. » Ne voyant plus d'issue, Marguerite donne son feu vert à une tentative d'évasion de son frère et fait poster des chevaux jusqu'à la frontière. Le roi s'évaderait par une fenêtre en prenant les habits et les apparences d'un esclave noir, le seul habilité à aller et venir dans sa chambre. Le complot est rapidement éventé.

Incarcéré depuis bientôt dix mois, François 1er s'interroge : ne devrait-il pas abdiquer en faveur de son fils aîné François, âgé de huit ans et priver son geôlier de son principal atout ? Mais, ce faisant, ne risque-t-il pas de devenir prisonnier à vie ? Alors, décidé à feindre de tout lâcher et, une fois libre, à ne pas respecter la parole donnée, il demande à rencontrer Charles de Lannoy. Lors de leur entretien, François 1er accepte toutes les conditions de l'empereur, à une exception près : la restitution de la Bourgogne, explique-t-il, devra être ratifiée en sa présence par les États généraux et par le Parlement de Paris. D'ici là, il livrera à l'empereur ses deux fils aînés et, dès ratification du traité, l'empereur les libérera. Le tout ne devrait pas prendre plus de quelques mois. Le 19 décembre, le projet de traité est prêt à être signé. Persuadé que François 1er devrait demeurer prisonnier jusqu'à ce que la Bourgogne soit rendue, sinon ce serait « fabriquer soi-même le

poignard dont il (François 1er) se servira pour tuer », Mercurino Gattinara, refuse de le cosigner. Chevaleresque, Charles Quint veut croire à « la parole de roi » de son rival.

Le 13 janvier 1526, dans sa chambre de l'Alcazar, François 1er s'affranchit devant ses ambassadeurs des promesses qu'il fera le lendemain :

« L'Empereur me faisant promettre choses exorbitantes que je ne pourrai pas tenir en mon honneur et qui mettraient la France en servitude, je déclare devant Dieu et en votre présence que je cède par contrainte et longueur de prison à ce que l'Empereur m'impose. […] Tout ce qui est convenu au traité sera de nul effet. »

Et le 14 janvier, il jure le contraire sur la Croix et les Évangiles :

« Je, François, roi de France, gentilhomme, donne ma foi à l'Empereur Charles, roi catholique, gentilhomme, que, en cas que six semaines après que l'Empereur m'aura effectivement mis en liberté dedans mon Royaume de France je ne lui accomplisse pas la restitution du duché de Bourgogne et les autres dispositions du traité de paix que j'ai maintenant juré et signé, et pareillement en cas que les ratifications mentionnées audit traité ne fussent pas délivrées dedans quatre mois, je retournerai au pouvoir de l'Empereur et viendrai incontinent par-devers lui, quelque part qu'il soit, et me rendrai son prisonnier de guerre, comme suis de présent, pour tenir prison là où il plaira audit Empereur m'ordonner, tant et si longtemps qu'il ne soit pas entièrement accompli. »

Le 16 février l'empereur conduit François 1er au château d'Illescas où il lui présente sa sœur Éléonore. François l'embrasse sur la bouche. Séduite, Éléonore danse pour lui. Les deux rois se séparent le 19 février, soit près d'un an jour pour jour après la bataille de Pavie, à Torrejon, dans les environ de Guadalajara. Avant de prendre le chemin de Séville où l'attendent ses noces avec l'infante Isabel du Portugal, Charles Quint glisse à François 1er : « Dans la longue guerre que nous avons eue ensemble, je ne vous ai jamais haï ; mais si vous me trompiez, je le prendrais à si grande injure que j'aurais votre personne en haine et chercherais tous les moyens de vous faire le plus de mal que je pourrais. » François 1er, que Charles de Lannoy va escorter jusqu'à la Bidassoa, l'assure de son absolue sincérité. « Que Dieu vous garde ! », « Que Dieu vous garde ! » et les deux hommes se séparent.

20

Tous contre Charles Quint

Le 10 mars 1526, à cinq heures de l'après-midi, Charles Quint entre dans Séville par la Porte de Macareña. Sept arcs de triomphe jalonnent le chemin qui le conduit jusqu'à la cathédrale Santa Maria. Une odeur âcre d'encens imprègne le parcours jonché de fleurs. C'est le Carême. Il fait déjà nuit lorsque après le *Te Deum* il arrive à l'Alcazar et se rend dans la salle de la Media Naranja pour y rencontrer sa cousine, l'infante Isabel. La voilà qui s'avance droite, menue, la taille fine, toute habillée de satin blanc. Sa coiffe, en plumes de cygne, brille de cent perles vaporeuses. Ses cheveux, pour le peu qu'il en voit, semblent blonds avec des reflets de cuivre. Elle lui fait une longue révérence et s'agenouille, lui prend les mains pour les baiser. Charles Quint, la tirant jusqu'à lui, promène son regard sur ses traits fins et délicats, ses yeux noisette, ses lèvres souriantes. Elle a vingt-trois ans, lui vingt-six. Le cardinal Giovanni Salviati, parent de Clément VII, prend acte publiquement de leur volonté de s'unir pour la vie. Pour la cérémonie du mariage, Carême oblige, il faudra attendre que les cloches de la Giralda sonnent minuit. Harpes, luths, flutes et *vilhuelas* enchaînent *villancicos* et *romances.* Leurs mélodies se mêlent au chant des fontaines, au murmure des palmiers, au parfum des jasmins et des orangers. À minuit, le cardinal Salviati célèbre le mariage et à une heure du matin, Charles Quint rejoint Isabel dans son lit. Ils se lèvent à midi. Et le matin d'après plus tard encore. L'ambassadeur du Portugal ne touche plus terre. Il virevolte ici et là, grisé de commentaires. Charles le prie de faire savoir à son maître qu'il est aux anges et a trouvé en Isabel la compagne de ses rêves. Charles Quint n'est pas seulement ravi de s'être uni à une jolie femme, bien faite, douce, riante

quand ils sont seuls, réservée quand ils sont en public. Bientôt, vraisemblablement à la Saint-Jean, il partira pour l'Italie et Isabel devra présider aux affaires de l'Espagne. Son sérieux et son intelligence le rassurent.

Peu après, la joie de l'empereur est ternie par la mort à vingt-quatre ans, de sa sœur cadette, Isabelle, épouse depuis dix ans du roi déchu du Danemark, Christian II[1], prince vulgaire, démagogue, débauché et pervers comme rarement il en fut. Mais au fil des jours, c'est l'attitude de François 1er qui inquiète. Le 17 mars, comme convenu, deux barques se sont croisées au milieu de la Bidassoa. Dans l'une, François 1er. Dans l'autre, le dauphin de huit ans et son frère Henri, sept ans. L'échange a eu lieu à l'heure dite et les deux enfants ont été transférés au château de Pedraza, au nord de Ségovie, pendant que François 1er, accompagné par l'ambassadeur impérial, Louis de Praet, entrait libre dans Bayonne où l'attendaient sa mère Louise de Savoie et sa sœur, la duchesse Marguerite d'Angoulême. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur de Praet, voulant connaître ce qui se fait pour mettre en œuvre le Traité de Madrid, s'entend dire que ses pouvoirs sont insuffisants pour qu'on lui communique quoi que ce soit. Il revient avec des lettres de créance en bonne et due forme. On lui explique alors que le roi n'a rien pu ordonner parce que son grand sceau a été perdu à Pavie, rendant *de jure* impossible, en attendant le nouveau, l'authentification de ses actes. Des nouvelles encore plus inquiétantes arrivent d'Italie : alors que les troupes impériales sont dispersées dans diverses places fortes et sans paye depuis plusieurs mois, Clément VII et Venise commencent à déployer un important dispositif militaire à la lisière de la Lombardie. Le pape, dit-on, aurait pris à sa solde trois chefs de guerre : Giovanni de Médicis avec ses quatre mille hommes delle Bande Nere, Vittelio Vittelli avec quatre à cinq mille hommes et Guido Rangoni avec six mille autres mercenaires. Ces trois « condottieri » obéissent au lieutenant général du pape, le Florentin Francesco Guicciardini, partisan notoire de la France. Les Vénitiens, semble-t-il, s'apprêtent à déployer une armée équivalente aux ordres du général Francesco Maria della Rovere[2] et se sont assurés du commandement suprême des troupes alliées. Ultérieurement, cinq mille mercenaires suisses, pris en charge par Venise et par Clément VII pour le compte de Francesco Sforza, viendraient renforcer le dispositif. De plus, le pape a pris à sa solde Andrea d'Oria avec six galères et deux brigantins dans le but de ramener le clan des Fregoso à

Gênes. Pour compléter un tableau déjà très sombre, on apprend qu'à Constantinople le sultan Soliman a pris aux premiers jours d'avril la direction des Balkans à la tête d'une très grosse armée et trois cents canons. Commentaire de Mercurino Gattinara qu'on presse de se réconcilier avec Charles Quint :

« Je n'ai rien à dire sur comment nous pourrons nous sortir de ce merdier. […] Consultez plutôt ceux qui font confiance aux Français. »

Puis, il baisse le ton :

« La responsabilité de cette triste situation incombe moins à l'Empereur qu'à ses ministres. Et si lui aussi a commis certaines fautes et négligences, que son jeune âge ne saurait justifier, il ne doit pas pour autant perdre espoir d'y remédier. […] L'aide de Dieu s'obtient par les prières, mais aussi, comme le disait Salluste, par la vigilance, le raisonnement et la bonne conduite. »

Entre-temps, François 1er a transféré sa cour dans son château natal de Cognac et le délai de six semaines prévu pour la mise en œuvre du traité de Madrid est presque écoulé. Rien encore n'a été entrepris. Dépêché à Cognac avec une escorte de deux cents cavaliers, Charles de Lannoy, retrouve François 1er le 8 mai et repousse ses explications : « Chacun sait que, avec l'autorité que Votre Altesse a dans ses pays et l'obéissance que ses sujets lui portent, elle obtiendra tout ce qu'elle demandera. » Deux jours plus tard, François 1er lui dévoile la vérité : « Le traité est sans valeur car j'ai donné ma foi et prêté serment, sous garde étroite, en prison […] Je n'en renie pas tous les points, mais je demande qu'il soit réduit à raison et à honnêteté. » Charles de Lannoy, plus que jamais en fâcheuse position, ne cherche pas à se justifier devant son maître :

« Sire, Vous avez reçu les écrits que le roi de France nous a remis ainsi que ceux de Madame la Régente indiquant ce qu'ils Vous offrent de faire sur les points du traité de Madrid. […] De la Bourgogne, Sire, je n'en vois aucune trace, ce dont je suis marri. […] Plût à Dieu que je ne m'en fusse jamais mêlé ! Je Vous supplie de me donner congé de me rendre à Naples, car les affaires et pratiques du Pape, d'Angleterre, de France et de Venise sont telles qu'il faut y remédier sans tarder. De Cognac, le 10 mai 1526, Charles de Lannoy. »

Le 22 mai, le pape, Venise, Francesco Sforza, François 1er (mais aussi Henry VIII) rendent public le traité de la Sainte Ligue. Un monument de mauvaise foi :

« Les parties contractantes s'aideront les unes les autres pour défendre leurs possessions légitimes, si l'une d'entre elles devait être attaquée, et défendront la personne et la dignité du Pontife contre toute agression. L'Empereur, le roi d'Angleterre, l'Archiduc Ferdinand ainsi que tous les autres Rois et Princes de la Chrétienté sont invités à rejoindre la Ligue. L'Empereur n'y sera admis que lorsqu'il aura rendu ses enfants au roi et qu'il aura, d'une part, laissé le duché de Milan à son Duc légitime, Francesco Sforza, et, d'autre part, restauré les autres États et domaines d'Italie dans l'état où ils se

trouvaient avant la guerre. L'Empereur ne pourra entrer en Italie sinon accompagné d'une suite et d'une escorte jugées convenables par le Pape et par Venise, eu égard, non seulement de la dignité et de la sécurité de Sa Majesté Impériale, mais aussi de la sécurité du Pontife et de toute l'Italie. Dans les trois mois suivant la conclusion de cet accord, l'Empereur s'acquittera de ses dettes vis-à-vis du roi d'Angleterre.

« Afin de se défendre les uns les autres ou de résister à ceux qui, refusant d'adhérer à la Sainte Ligue, viendraient perturber les choses d'Italie, les quatre confédérés[3] s'engagent à mettre sur pied une armée de trente mille piétons, deux mille cinq cents gens d'armes et trois mille chevau-légers, avec l'artillerie et les munitions nécessaires et une flotte de vingt-huit galères. Le roi de France s'engage à respecter la liberté et garantir la sécurité du Duc et de l'État de Milan, en échange d'une rente annuelle égale à cinquante mille ducats ; il accordera en mariage au Duc de Milan une Princesse de sang royal et se verra restituer le comté d'Asti qu'il sera libre de confier au gouvernement de son fils le Duc d'Orléans ; le roi de France gardera aussi un droit de regard sur la République de Gênes. Francesco Sforza prendra à sa charge la pension dispensée par le roi de France à son frère Maximilien Sforza, depuis la bataille de Marignan.

« Les confédérés considèrent qu'ils n'auront pas terminé la guerre de libération de l'Italie tant qu'ils n'auront pas reconquis le Royaume de Naples, avec toutes ses villes et ses ports, et conviennent que, une fois cet objectif atteint, ce Royaume sera considéré comme un bien de l'Église et que le Pape pourra en disposer à sa guise, sous condition que le roi de France reçoive une pension annuelle de 75 000 ducats. Le sérénissime et très puissant roi d'Angleterre, Défenseur de la Foi, sera le protecteur et le conservateur de la Sainte Ligue. À ce titre il recevra pour lui-même et ses enfants un État au sein du Royaume de Naples d'une valeur d'au moins trente mille ducats de rente annuelle. »

Charles Quint en reçoit copie à Grenade, où il passe sa lune de miel au milieu des plus beaux jardins d'Andalousie et où, pour la première et dernière fois de sa longue vie errante, il s'est senti l'âme du bâtisseur décidant d'ériger un palais royal à l'italienne, en contrebas du palais des Maures qu'il habite. Quelle sorte d'homme, doit-il se demander, est donc ce pape qui, impliqué jusqu'au cou dans la « conjuration de Morone », vient de délier, au nom de cette « Libertà d'Italia » dont il se gargarise, François 1er de la parole d'honneur qu'il lui a donnée, les mains sur la Bible ? Quelle sorte d'homme est ce pape qui vient de coaliser la chrétienté contre le seul homme ayant les moyens et la volonté de défendre la Hongrie et l'Allemagne contre Soliman ? Deux historiens italiens qui le connurent intimement pour l'avoir servi, Francesco Guicciardini et Paolo Giovio, tout en lui reconnaissant « une grande intelligence et une remarquable connaissance des affaires du monde », stigmatiseront son incapacité maladive à tenir le cap qu'il s'est fixé. À peine a-t-il décidé qu'il est assailli de doutes : « chaque fois, il revient à l'état de confusion du début », diront-ils. Exaspéré par ses changements perpétuels de cap, l'ambassadeur de François 1er à Venise, Ludovico di Canossa, ira jusqu'à lui dire : « Vous ne trouverez plus sur qui appuyer votre faiblesse parce que plus personne ne vous fera confiance. » Et, dans un commentaire *post mortem*, son principal

conseiller, le dataire Gian Maria Giberti, avouera : « J'avais le plus grand mal à le mettre en marche, un mal plus grand encore à l'y maintenir et souvent il me fut impossible de le garder débout : à chaque revers de fortune, nous finissions par tomber. » « Dramatiquement avare », précisera-t-il, confirmant le jugement du duc de Sessa, ambassadeur impérial à Rome pendant son pontificat : « Le pape aime l'argent et tient ceux qui savent en trouver davantage en estime que ceux qui le dépensent. » En fin de compte, ce que Clément VII réussira le mieux sera, en se tournant tantôt du côté de François 1er, tantôt du côté de Charles Quint, d'assurer un brillant avenir à ses neveux Alessandro e Ippolito de Médicis et à sa nièce Catherine.

Trahi par Clément VII, Charles Quint l'est aussi par le roi d'Angleterre qui, après avoir été son « Protecteur », s'est fait celui de la Ligue de Cognac. Le non-respect par Charles du traité de Windsor en est sans doute l'une des causes. Mais il y a une autre explication bien plus convaincante. En seize années de mariage, Catalina d'Aragon, âgée désormais de quarante ans, ne lui a donné qu'une fille, Mary Tudor, et une pléthore d'enfants morts à la naissance ou peu après. Henry VIII est obsédé par la volonté d'assurer la pérennité de sa dynastie. Or, même si Mary Tudor peut légitimement hériter du royaume, aucune femme n'a jamais encore régné sur l'Angleterre. En 1525, cette idée fixe l'avait déjà amené à donner préséance sur Mary à Henry Fitzroy, l'enfant illégitime né six ans plus tôt de ses amours avec Elizabeth Blount, l'une des dames de compagnie de la reine Catalina. Cependant, les chances qu'un bâtard puisse lui succéder sont aléatoires. Il lui faut un fils légitime. Féru de théologie, Henry VIII peaufine ses arguments. En épousant la veuve de son frère aîné Arthur, n'avait-il pas commis un abominable inceste ? Le Lévitique n'affirme-t-il pas : *« Turpitudinem uxoris fratris tui non revelabis quia turpitudo fratris tui est »* ? (Tu ne dévoileras pas la turpitude de la femme de ton frère, car elle est la turpitude de ton frère.) Le pape Alexandre VI ne lui avait-il pas fait commettre un péché mortel en lui accordant sa dispense ? Comment être sûr, par ailleurs, que le mariage de Catalina et d'Arthur n'avait pas été consommé ? Henry VIII a d'abord tenté de convaincre sa femme que, pour leur salut éternel, il fallait qu'ils se séparent, mais la reine, désespérée, ayant immédiatement alerté son neveu Charles Quint, a été vivement encouragée par son ambassadeur, Diego Hurtado de Mendoza, à refuser tout compromis. L'annulation du mariage par la Sacrée Rote étant sa dernière carte, Henry VIII est donc entré dans la Sainte Ligue promue par

Clément VII. Tout le monde ignore encore que, en refusant de se donner à lui en dehors des liens sacrés du mariage, une jeune femme de dix-neuf ans, Ann Boleyn, est en train de lui faire perdre la tête.

Voilà Charles Quint confronté, en pleine lune de miel, à une guerre totale. La toute première urgence est que Charles de Lannoy retourne dès que possible à Naples avec dix mille soldats et que Charles de Bourbon regagne immédiatement Milan avec mille hommes et cent mille ducats pour régler en partie les arriérés dus à l'armée. La seconde est de « rompre ou, du moins, mollir la ligue d'Italie ». Pour l'ébranler, l'empereur multiplie les initiatives diplomatiques. Pendant qu'il fait savoir au roi de France que, s'il nomme un émissaire doté des pleins pouvoirs, il le trouvera prêt à discuter du traité de Madrid et à conclure un accord fondé sur l'équité et la raison, don Hugo de Moncada est envoyé à Rome avec mission de faire peur au pape et, si nécessaire, le « jeter hors de Rome » :

« Considérant l'évolution des choses, je vous demande de chausser de près les éperons au Pape de manière à évaluer le plus prestement possible ce que nous pouvons espérer de son côté et de m'en avertir par courrier rapide. […] Entre-temps, je ferai traîner les discussions en cours avec les Français. Afin de faire pencher le Pape de notre côté, vous pourrez lui dire que, bien que le roi de France fasse quelque difficulté pour la restitution de la Bourgogne, il ne l'exclut pas, tout en continuant à offrir de me dédommager avec deux millions de ducats au cas où ses sujets s'entêteraient à s'opposer à ses volontés. De même, vous direz au Pape que, si Sa Sainteté est prête à nous donner quelque argent supplémentaire, Elle pourra s'emparer de Reggio et de Modène et que nous ne porterons aucune assistance au Duc de Ferrare. Pour ce qui est de Milan, qui est la difficulté principale, si Sa Sainteté persiste à exiger la réintégration du Duc Francesco, dites-lui que nous nous en contenterons, pourvu que, considérant les promesses que nous avons faites au Duc de Bourbon, la chose se fasse sous l'apparence de la justice et que les juges déterminent s'il y a lieu de payer à Monsieur de Bourbon une rente mensuelle de cinq mille ducats. Et si Sa Sainteté refuse même cela, vous conclurez au mieux que vous pourrez, de manière que Sa Sainteté soit satisfaite et contente. Si, enfin, le Pape évoque d'éventuelles alliances matrimoniales, vous vous montrerez le plus ouvert possible, mais vous direz que vous ne disposez d'aucun pouvoir pour vous engager en mon nom. Au cas où Sa Sainteté, par des belles paroles et par d'inutiles dilations, vous mène en bateau ou si vous vous rendez compte qu'il est en fait déjà pieds et poings liés à la France, vous mettrez un terme aux conversations. Vous vous empresserez de vous servir des moyens proposés par le Cardinal Pompeo Colonna pour jeter le Pape hors de Rome et déclencher contre lui des révoltes à Sienne, à Florence et en d'autres terres. […] L'envoyé spécial du Cardinal Pompeo vient de m'informer qu'il est fin prêt pour passer à l'action […]. Je lui ai demandé de faire savoir à son maître que vous arrivez bientôt en Italie. »

Quelques jours avant l'arrivée à Rome de don Hugo de Moncada, l'ambassadeur permanent de l'empereur, Luis Fernandez de Cordoba, duc de Sessa, s'était déjà heurté à un Clément VII plus que jamais péremptoire : « Le traité de Cognac est à prendre ou à laisser. Rien n'est négociable. » Le duc de Sessa : « Votre Sainteté nous met la guerre entre les mains ! S'il en

est ainsi, qu'Elle nous tienne pour excusés si nous prenons les armes pour la défense des États de l'Empereur ! » Clément VII : « Cher Duc, quand je voudrai la guerre, vous l'apprendrez au son de mes trompettes ! Entre-temps, vous êtes libres d'aller ou de demeurer, comme cela vous plaît. »

Il répète les mêmes choses à don Hugo de Moncada le 17 juin : « Je ne suis disposé en aucune façon à m'arranger bilatéralement avec l'Empereur et, même si je l'étais, les jeux sont faits : il y a trois jours, le Consistoire a ratifié le traité et rien n'est plus possible sans l'accord de tous ses signataires. » Alors, don Hugo, suivant les instructions de Charles Quint le met sévèrement en garde : « Votre Sainteté commet une erreur monumentale en s'imaginant qu'Elle parviendra à contraindre l'Empereur à prendre des résolutions contraires à sa réputation et à sa grandeur. S'il le faut, il préférera perdre, pied à pied, tous ses Royaumes. Et il Vous mènera la guerre par les armes et par la réformation forcée de votre Église. Cela tournera à Votre détriment personnel et à la ruine du siège apostolique dont Vous avez la charge ! » Fin de l'entretien. Alors que don Hugo de Moncada et le duc de Sessa quittent Rome le 26 juin pour rencontrer le cardinal Pompeo Colonna dans son château de Genazzano, à mi-chemin entre Rome et Naples, le pontife écrit à Charles Quint un long bref expliquant pourquoi il se « méfie et désespère » de lui :

« Charles César, il n'est pas besoin d'un long sermon pour démontrer combien, depuis le début de mon pontificat, je me suis attaché, par les paroles et par les faits, à œuvrer pour la paix générale de la Chrétienté et tout spécialement à entretenir une relation amicale avec toi. Cela, tu le sais aussi bien que moi. Hélas, en échange de l'amour sincère que je t'ai toujours porté, tu m'as constamment repoussé, sans manifester le moindre amour et bonne volonté, et je me trouve aujourd'hui acculé par ta faute à prendre les armes pour la défense de la justice, de la liberté de l'Italie et de la mienne et à me lier d'amitié avec ceux que jusqu'à hier je repoussais.

« Remémore-toi tout d'abord que, avant d'être élu Pape, je te fus toujours profondément dévoué et que je n'ai reculé devant aucun sacrifice, aucun danger, aucune dépense pour favoriser le succès de tes affaires, quelles que fussent tes options. Remémore-toi, ensuite, du fait qu'au moment où je fus élu à la dignité pontificale, tes ennemis entretenaient des grandes armées en Italie et que, quoique tenu par mon office pastoral à la plus stricte neutralité, j'avais autorisé les Florentins à s'aligner de ton côté et je t'avais fait accorder par l'Église romaine des grands secours d'argent. Si dans la guerre qui suivit je pris le parti de ne pas te favoriser ce fut parce que, à ce moment précis, la dignité pontificale exigeait que je sois le père commun à tous. Sache aussi que tes ennemis me proposaient de grandissimes récompenses et que si j'avais voulu suivre leur compagnie, ta victoire aurait été bien plus difficile. N'oublie pas non plus que, lorsque ces conflits parurent levés, j'ai conclu un pacte avec tes généraux, en vertu duquel ils reçurent cent mille ducats pour pourvoir à la subsistance de leurs hommes. Or, tu n'as jamais ratifié cet accord et je n'ai jamais récupéré cet or. Voyant le peu de compte dans lequel toi et les tiens vous teniez mes mérites, personne ne se serait étonné si j'avais laissé les noirs desseins caressés contre toi par le Marquis Ferdinand de Pescaire prendre consistance. Or, dès que j'en vins à connaissance, je me suis empressé de t'en avertir. De même, depuis que, à ma grande douleur et à celle de l'Italie, les tiens sont entrés dans Milan et poursuivent sans pitié le siège

de ce pauvre Francesco Sforza que toi-même tu as nommé Duc de Milan, ne pouvant supporter tant d'indignité, je l'avoue, j'ai pris les armes avec d'autres Princes pour faire face au danger couru par toute l'Italie. »

Et Clément VII de se plaindre que les agents de l'empereur l'avaient calomnié et outragé, que les troupes impériales avaient prolongé au-delà de l'admissible leur présence dans les terres pontificales en y commettant d'impardonnables exactions, que tout au long des négociations de Madrid, Charles Quint l'avait tenu dans l'ignorance la plus totale ; que les nouvelles ordonnances promulguées en Espagne et au royaume de Naples portait de graves préjudices à la papauté. Puis, il conclut :

« Pour ces raisons, je suis forcé de me méfier et de désespérer de toi. Ton ingratitude jointe aux outrages de tes généraux m'a décidé à donner mon amitié, que tant de fois tu as répudiée, aux grands et nombreux Princes qui souhaitent le repos de l'Italie et auprès desquels nous avons la renommée, non pas d'insolence et de superbe, mais d'être le père et le pasteur des bons chrétiens. Si, de ton côté, tu veux être en paix, tant mieux. Mais sache que ni les forces, ni les armes ne me manqueront pour défendre l'Italie et la République romaine. »

N'est pas Jules II qui veut. Première déconvenue de Clément VII : après la prise de Lodi par Malatesta Baglioni grâce à la trahison d'un capitaine à la solde des impériaux, le généralissime Francesco Maria della Rovere, secondé par le lieutenant du pape, Francesco Guicciardini, se présente le 7 juillet devant Milan, où survit depuis neuf mois, barricadé dans le Castello, Francesco Sforza. Un jour trop tard pour barrer l'entrée dans la ville des hommes de Charles de Bourbon. Francesco Maria della Rovere teste la Porta Romana avec une compagnie d'arquebusiers et quelques pièces d'artillerie. En quelques minutes, il perd une quarantaine d'hommes. Assez pour se dire que seule une guerre d'usure sera payante. Sourd à la demande de Francesco Guicciardini d'au moins aider l'amiral Andrea d'Oria à prendre Gênes come le souhaite Clément VII, Francesco Maria della Rovere décide d'attendre les renforts suisses promis par le pape et envoie Malatesta Baglioni faire le siège de Crémone avec cinq mille fantassins et six cents cavaliers. Sur ce, Francesco Sforza, affamé, se rend le 24 juillet à Charles de Bourbon[4].

Ses espoirs d'une victoire rapide s'éloignant, le pape est d'humeur « sombre à en tomber malade ». À Grenade, en revanche, celle de l'empereur est plus que jamais batailleuse, comme l'apprennent à leurs dépens, le 17 août, le nonce Baldassarre Castiglione, l'ambassadeur vénitien Andrea Navagero et l'ambassadeur français Jean de Calvimont venus lui

notifier officiellement la Sainte Ligue de Cognac. Furieux, Charles Quint s'adresse d'abord au nonce :

« J'ai toujours été disposé à la paix et ce n'est pas pour une autre raison que j'ai délivré le roi de France… mais lui rendre aujourd'hui ses enfants est hors de propos. Faites savoir à Sa Sainteté que je ne manquerai pas de répondre point par point aux mensonges contenus dans son bref… Je suis comme le cheval de Balaam : plus on m'éperonne pour me pousser de l'avant, plus je recule. »

Puis, se tournant vers l'ambassadeur de France :

« Votre roi m'a trompé et je ne me fierai jamais plus à lui, sans avoir des gages de sa parole. Aujourd'hui, j'en ai des bons entre les mains. S'il compte les libérer par la force, je l'assure qu'il n'y parviendra pas tant qu'il restera pierre sur pierre dans le dernier de mes Royaumes, fussé-je forcé de reculer jusqu'à Grenade. J'ai usé envers lui de libéralité et de magnanimité. Il a usé envers moi de pusillanimité et de perfidie. II n'a agi ni en chevalier ni en gentilhomme. Plût à Dieu que ce différend eût à se débattre de sa personne à la mienne, sans exposer tant de Chrétiens à la mort. »

Rentré en France, l'ambassadeur ne croira pas bon informer son roi que Charles Quint l'a défié en duel. Entre-temps, au château de Genazzano, don Hugo de Moncada et le cardinal Pompeo Colonna mettent en œuvre un plan pour s'emparer du pape. Un neveu du cardinal Pompeo, Vespasiano, très aimé par Clément, le convainc que, les affaires de Charles Quint allant au plus mal, son oncle ne demande qu'à désarmer et à rentrer dans ses grâces. De son côté, don Hugo de Moncada l'assure que le pardon du cardinal Pompeo ouvrirait la voie à une négociation avec l'empereur dont l'objet serait l'organisation politique de l'Italie, en tenant amplement compte de ses désirs. Maniaque d'économies, Clément VII dépêche une partie de ses Suisses en Lombardie auprès du général Francesco Maria della Rovere, ne retenant que cinq cents hommes pour la défense de Rome. C'est plus qu'Hugo de Moncada et le cardinal Pompeo n'avaient espéré : au matin du 20 septembre, les Colonna entrent avec leurs troupes par la Porte de Saint Jean de Latran dans la Ville Sainte. Sans rencontrer de résistance et fort joyeusement accueillis par les Romains, au demeurant. Bafoué, Clément VII attend héroïquement la mort, assis sur son trône. Puis, s'étant ravisé, il court avec une nuée de cardinaux se réfugier au Castel Sant'Angelo qu'il trouve (encore sa maudite parcimonie !) dépourvu de munitions et victuailles. Telle est la situation lorsque parvient à Rome la plus tragique des nouvelles : le jeune roi Lajos II de Hongrie, le beau-frère de Charles Quint dont les appels au secours sont restés sans réponse, a été tué le 29 août à vingt lieues de Buda par les Turcs de Soliman. À la tête de seulement vingt-cinq mille hommes, Lajos, âgé de vingt ans, était sorti de Buda pour affronter l'armée ottomane, qui, après avoir été retardée par de

fortes pluies et par des inondations, avait finalement atteint début août la Drave et, ayant jeté un pont long de trois cents mètres, avait investi la plaine de Mohács. Emporté par une foi aveugle dans la supériorité des cavaliers hongrois et, sans doute aussi par le désir de se couvrir de gloire et d'affermir son pouvoir sur ses barons, Lajos avait tenté à l'aube de ce 29 août d'enfoncer les lignes ottomanes avec trois mille gens d'armes et d'appréhender Soliman sous sa tente. Feignant d'être débordées, les lignes turques les avaient laissés s'engager dans une clairière au bout de laquelle se trouvait le camp du sultan. Dissimulées dans des bosquets, trois cents pièces d'artillerie les avaient alors mis en pièces. Par miracle, Lajos avait échappé au massacre en s'enfuyant seul, à bride abattue, vers un marais. Entrée dans l'eau, sa monture avait trébuché. Désarçonné, il s'était noyé, prisonnier de son armure[5]. Il faut craindre désormais que le Turc demeure en Hongrie et, dès la fin de l'hiver, attaque l'Autriche. Le moment n'est-il pas venu, demande don Hugo au pape, de décréter une trêve de quelques mois ? Impressionné, Clément VII demande vingt-quatre heures de réflexion. Le lendemain, il livre à don Hugo deux de ses proches, en gage de la trêve et ordonne au général Francesco Maria della Rovere de retirer ses troupes du Milanais et à l'amiral Andrea d'Oria de désarmer ses galères. En échange, les Colonna retirent leurs hommes. Les semaines passent et Soliman, après avoir assisté à l'élection comme roi de la Hongrie orientale de son obligé, le voïvode de Transylvanie, János Zápolya, a quitté Buda et, au soulagement général, a pris avec son armée la direction de Constantinople. Après avoir craint de subir le même sort que son beau-frère Lajos, Ferdinand d'Autriche, fort du traité signé à Presbourg en 1515 par l'empereur Maximilian avec Sigismund Jagellon (traité stipulant que, si le mariage entre Lajos et Marie restait stérile, le royaume de Hongrie reviendrait à sa mort à la Maison d'Autriche), revendique sans tarder les couronnes de Hongrie et de Bohème. Son frère l'empereur l'y encourage tout en l'invitant à demeurer prudent car : « Quelque bon vouloir je puisse avoir, je ne suis pas en mesure de vous aider en raison de mes affaires en Italie. » Ferdinand ne laissera pas traîner les choses : les seigneurs de Bohême ratifieront le 23 octobre 1526 l'union de leur royaume avec les pays d'Autriche, les barons de Haute Hongrie et de Hongrie occidentale le reconnaîtront comme roi le 17 décembre, de même que les Croates, moyennant l'engagement de protéger leurs libertés, de remettre en état leurs places fortes et d'y maintenir mille fantassins et deux mille cavaliers. Ferdinand d'Autriche et János Zápolya, deux rois avec la

même couronne. Le péril ottoman s'étant éloigné, Clément VII ne prend aucune initiative de paix. Charles Quint non plus. Bien au contraire, sur ses ordres, Charles de Lannoy quitte le port de Carthagène avec trente-sept navires et neuf mille hommes en direction de l'Italie, tandis qu'ayant réuni treize mille lansquenets, le général Georg Frundsberg se prépare à franchir les Alpes et à rejoindre le duc Charles de Bourbon. Ce n'est pas tout. Contacté par don Hugo de Moncada, le duc de Ferrare, Alfonso d'Este, le meilleur fabriquant de pièces d'artillerie de la péninsule, passe dans le camp impérial. Reconnu comme seigneur naturel de Reggio et de Modène (deux villes objet, depuis des lustres, des plus vives contestations avec la papauté) et ayant obtenu pour son fils Ercole, né de son mariage avec Lucrèce Borgia, les fiançailles avec la fille bâtarde de Charles Quint et de Jeanne Van der Gheynst, Marguerite, le duc de Ferrare fournira à Charles de Bourbon et à Georg Frundsberg l'artillerie, les munitions et les vivres dont leurs armées auront besoin si la guerre reprend, tandis que son gendre Federico II Gonzaga, marquis de Mantoue, mettra à disposition les chalands leur permettant de franchir le Pô et d'envahir les terres pontificales.

Ayant choisi, à l'ouest du lac de Garde, un sentier de montagne si abrupt que personne ne pouvait imaginer qu'une armée de treize mille hommes s'y aventure, Georg Frundsberg déjoue début novembre la surveillance des Vénitiens, qui l'attendaient entre le lac et la rivière Adige, et arrive à la fin du mois à Brescia. Puis, contournant Mantoue, il se dirige vers Governolo, au confluent du Mincio et du Pô, où les chalands promis par Federico Gonzaga doivent lui permettre de passer sur la rive droite du Pô. N'ayant trouvé le moindre bateau au rendez-vous et craignant un guet-apens, Georg Frundsberg conduit ses troupes à marche forcée vers le seul pont existant, mais, talonné par les Bande Nere de Giovanni de Médicis[6], il s'arrête pour lui livrer bataille. Aux premiers échanges d'armes à feu, Giovanni de Médicis a la jambe fracassée par un tir de fauconneau et, cessant immédiatement les combats, ses hommes le transportent au château voisin de Borgoforte. « La chaleur de leurs plaintes réchauffait la neige qui tombait dru », relatera, dans une de ses fameuses lettres, son ami Pietro Bacci, dit l'Aretino. Amputé d'urgence, Giovanni delle Bande Nere meurt deux jours plus tard.

Passé sans pertes sur la rive droite du Pô, Frundsberg prend ses quartiers d'hiver à Fiorenzuola d'Arda, à quelques lieues de la ville pontificale de Plaisance, défendue par Guido Rangoni et six mille hommes. La mort de

Giovanni delle Bande Nere, l'entrée de Frundsberg dans l'État pontifical, l'occupation de Pontecorvo et Coprano, à mi-chemin entre Naples et Rome, par les troupes de Charles de Lannoy, fraîchement débarquées à Gaète après une bataille navale dans les eaux corses contre une flotte de navires français et pontificaux, le changement de camp du duc de Ferrare, l'arrivée tardive de France du marquis de Saluzzo avec cinq cents lances et six mille fantassins ont plongé Clément VII dans un abîme d'irrésolution. Un jour, il veut se battre jusqu'à la mort, le suivant il veut disparaître, le troisième négocier.

C'est ainsi que le découvrent le 12 décembre l'envoyé spécial de l'empereur, Cesare Fieramosca, et le secrétaire d'ambassade Antonio Perez (le duc de Sessa a été emporté par la peste). Ils viennent lui remettre, en présence d'un notaire, la réponse de Charles Quint à son bref du 26 juin et copie de la lettre qu'il adresse séparément au collège des cardinaux. Deux documents longuement réfléchis, avec le concours de juristes de droit canon. Le premier long d'une soixantaine de pages, le second, que l'empereur fait imprimer simultanément à Alcalá de Henares et à Mayence, bien plus court :

« Votre Sainteté, j'ai pris connaissance le 20 août de votre bref du 26 juin. Il a aggravé ma tristesse. Votre Sainteté ne semble avoir d'autres buts que celui de me condamner, de me traiter d'homme ambitieux, avare, avide de régner et de commander. Cela est indigne du véritable pasteur de l'Église que Vous devriez être. Plus encore, vos accusations offensent l'amour et l'attention que, depuis le début de mon règne, je consacre à la république chrétienne, à sa paix, à sa quiétude, à sa prospérité. […] La vérité est que je souhaite ramener paix et liberté à l'Italie et honneur et dignité au Siège Apostolique pour que la république chrétienne, pacifiée, tourne ses armes contre les infidèles où qu'ils soient. […] De Votre fait, je me dois aujourd'hui de démontrer publiquement mon innocence. Je ne suis jamais entré en guerre, sans y être contraint et forcé par d'autres et notamment le roi de France. Dieu m'en est témoin. Si Sa Sainteté avait bonne mémoire, Elle en ferait autant ! Je m'étais allié avec Léon X pour libérer la Lombardie de la domination française. Sa Sainteté a-t-elle oublié que nous avions rendu Milan à Francesco Sforza que j'avais préféré à mon frère Ferdinand et Parme et Plaisance à l'État pontifical ? Francesco Sforza ne s'est-il pas trouvé au cœur de cette conjuration visant à m'évincer d'Italie ? Pourquoi Sa Sainteté prend-Elle les armes alors que personne ne l'offense ? Si votre Sainteté se remet dans le droit chemin, oublie ses passions, prend conscience de l'office qui est le sien, des obligations qu'il implique et du fait que Dieu a créé au cœur de son Église deux dignités, la Pontificale et l'Impériale, je suis prêt à vous offrir mon amitié, mes biens, mes royaumes, ma personne et ma vie, pour que, comme deux sources de lumière, elles éclairent le monde, au lieu de le plonger dans le noir, en s'éclipsant l'une l'autre. »

La lettre au collège des cardinaux les appelle à forcer Clément VII à changer radicalement de politique :

« Sa Sainteté Clément VII ayant renouvelé, à ma très grande et légitime douleur, l'alliance avec le roi de France et continuant à m'adresser des messages tout à fait hostiles, j'estime que la chose doit maintenant être arbitrée par les conseils et la volonté commune du Collège. Je considère qu'il n'existe

aucun autre roi qui apporte à l'Église romaine autant de sollicitude que moi. Preuve en soit l'accord que j'avais donné au Pape Léon X pour que les deux villes de Parme et Plaisance soient rendues à l'Église, ce à quoi je n'étais nullement tenu sur le plan du droit. Preuve en soit également et surtout que, il n'y a pas si longtemps, les Princes et les ordres de Germanie se sont plaints gravement devant moi des violations de la cour romaine. En vérité, jusqu'ici, j'ai passé outre à leurs requêtes puisque, par mon intime vocation, j'aime l'Église romaine. Les troubles qui ont suivi, notamment en Allemagne, ont été particulièrement tumultueux. Cependant, à chaque fois que les Princes convoquaient une réunion, je leur ai ordonné de ne point la tenir, sous peine de lourdes sanctions. Tout au long de cette période, j'ai mille fois mis en garde le Pontife qu'il était essentiel de convoquer un concile général et c'est seulement en dernier recours que, pour apaiser des personnages éminents de l'Empire, j'ai ouvert la perspective d'un concile d'une autre nature. Je vous demande d'exhorter Sa Sainteté à la paix plutôt qu'à la guerre. Au cas où Sa Sainteté s'y refusait ou traînait les choses encore en longueur, alors je vous prie d'indiquer vous-mêmes, sur-le-champ, que la république chrétienne ne peut plus supporter de si longs retards. »

La pression monte. Ce même 12 décembre, Charles de Lannoy prévient le Saint-Siège par l'intermédiaire d'Alvaro de Quiñones, général des Franciscains, que la trêve venant à expiration le 21 janvier ne sera prolongée que contre l'abandon de Parme, Plaisance, Ostie et Civitavecchia et le paiement de deux cent mille ducats. Clément VII hésite, prend quelques mesures conservatoires pour la défense de Rome, menace d'excommunication quiconque porterait atteinte au Saint-Siège… Puis, pressé par ses cardinaux d'accepter les conditions posées par Charles de Lannoy, il renvoie auprès de lui Alvaro de Quiñones pour découvrir que, à la suite du mémoire de Charles Quint, ce n'est plus de prolonger la trêve qu'il s'agit mais de conclure un traité de paix en bonne et due forme, fondé sur les principes suivants : livraison – outre Parme, Plaisance, Ostie et Civitavecchia – de Pise et de Livourne, reconnaissance de Charles de Bourbon comme nouveau duc de Milan, rétablissement du cardinal Pompeo Colonna dans toutes ses dignités, paiement non plus de deux cent mille mais de quatre cent mille ducats, établissement d'une alliance défensive avec l'empereur. Soulagé par le succès de Renzo da Ceri face à Charles de Lannoy devant Frosinone, par les incursions des galères de la Ligue à Posillipo, Castellamare, Sorrente et Salerne, misant aussi sur l'approche de l'hiver et sur une possible mutinerie des dix mille impériaux du duc de Bourbon, qui, privés de solde depuis des mois et « ayant perdu tout sens de l'honneur et de la discipline, pillent les échoppes et les églises de Milan », Clément VII temporise. Sur ce, Charles de Bourbon obtient des Milanais quarante mille ducats qu'il arrondit en monnayant contre vingt mille ducats la libération du chancelier Girolamo Morone et sa nomination comme commissaire général de l'armée impériale. Ayant ainsi réglé en partie les

arriérés de ses troupes, Bourbon laisse Antonio Leyva à Milan, avec un quart des hommes, et part avec les autres rejoindre Georg Frundsberg en terre pontificale. Le lundi 10 février, à mille kilomètres de là, les Grands de Castille, les grands maîtres des ordres militaires de Calatrava, Santiago et Alcantara, les cavaliers, les procureurs des villes, les prélats, les abbés et autres ecclésiastiques, retrouvent Charles Quint à Valladolid. Il veut leur réclamer un subside exceptionnel pour faire face à la Ligue de Cognac. La mise en scène a été soigneusement préparée. Avant toute chose, une messe solennelle est célébrée à la mémoire de Lajos II de Hongrie. Le lendemain, l'empereur convoque devant témoins le nonce apostolique Baldassarre Castiglione, l'ambassadeur de Venise Andrea Navagero et les ambassadeurs du roi de France, Jean Coulinot et Gilbert Bayart, et démontre qu'ils ne disposent d'aucune instruction pour négocier la paix. À l'ouverture des Cortes, son porte-parole, Francisco de los Cobos, dénonce la mauvaise volonté du roi de France et du pape et demande aux trois ordres de soutenir leur roi, faute de quoi, la situation risque de dégénérer et de conduire « aux plus grandes perturbations ». Très mal à l'aise, les prieurs des grands ordres monastiques ne veulent rien donner tant que la paix avec le pape n'est pas rétablie. Plus explicite encore, le clergé refuse de voter un subside destiné à combattre le chef de l'Église. Ayant voté il y a peu un subside de quatre cent mille ducats pour ses noces avec Isabel du Portugal, les villes n'iront pas au-delà. Les nobles se tirent d'embarras en promettant d'assister leur roi de leurs biens et de leurs personnes lorsqu'il livrera la guerre au sultan de Constantinople. La très catholique Espagne ayant ignoré son appel, Charles Quint n'est absolument pas en mesure de soutenir financièrement son armée d'Italie. Livrée à elle-même, elle pourrait à tout moment se tourner vers Florence pour la piller.

21

Rome saccagée, Clément VII prisonnier

Craignant pour sa ville de Florence, Clément VII demande une trêve de huit mois. Pour l'accorder, le vice-roi de Naples Charles de Lannoy exige le paiement immédiat de cent mille ducats par la papauté et de cinquante mille par Florence. Le pape refuse : « Que l'Empereur paye ses troupes de sa poche. » Lorsque, quelques jours plus tard, il se ravise et que Cesare Ferramosca parvient au campement impérial de San Giovanni in Persiceto annoncer son accord de principe, il est déjà trop tard : le 13 mars, pris à partie par leurs troupes au cri de « payez, payez », le duc de Bourbon a dû s'éloigner quelque temps de son quartier général et Georg de Frundsberg, terrassé par une attaque d'apoplexie, a été évacué en litière à Ferrare[1]. Voici la suite des événements telle que Cesare Ferramosca en fait le récit dans une lettre à Charles Quint :

« Le Marquis del Vasto étant allé à Ferrare, nous attendîmes quelques jours. Dès son retour, Bourbon voulut que je m'adresse à tous les capitaines. Pendant une heure entière, je leur ai représenté les difficultés qui les attendaient, les mesures prises par les ennemis pour fortifier Florence et combien Votre Majesté profiterait de cette paix. […] Il fut résolu que chaque capitaine parlerait à ses hommes et il me fut conseillé d'attendre à Ferrare. […] Le 27 mars, les capitaines demandèrent à Bourbon qu'il leur dévoile le premier ses intentions. Il leur répondit tout simplement : « Je ferai ce que vous voudrez. » « Nous voulons aller de l'avant », fut leur réponse. « Alors, je serai avec vous jusqu'au bout », leur jura Bourbon. Le Marquis del Vasto ayant refusé de le suivre, Bourbon l'apostropha : « N'avez-vous donc pas ordre de l'Empereur de faire ce que j'ordonne ? » Le Marquis : « Il est vrai, mais je sais que vous n'obtempérez point à ce que Sa Majesté commande. »

Ce n'est plus l'armée de Charles Quint mais celle de Charles de Bourbon. Mis au ban, le marquis del Vasto est remplacé par Giovanni d'Urbina au commandement de l'infanterie espagnole et italienne. Un adjoint de Frundsberg mène les lansquenets et le prince d'Orange, Philibert de Chalon,

les chevau-légers et les gens d'armes. Le dernier jour de mars, le duc de Bourbon met son armée en marche vers Florence en empruntant la route du Val di Bagno, plutôt que le chemin du Sasso, plus court mais encore enneigé, par ruse peut-être. Le 22 avril il campe dans les environs d'Arezzo, quatorze lieues au sud-est de Florence. En empruntant le chemin du Sasso, Francesco Maria della Rovere a pu le devancer devant la ville médicéenne. Rassuré, Clément VII ignore une nouvelle médiation par Charles de Lannoy. Ce faisant, il signe sa perte, comme le relate dans une lettre à l'empereur Giovanni Bartolomeo Gattinara, neveu de Mercurino et commissaire de l'armée du duc de Bourbon :

« Voyant que les défenses de Florence avaient été renforcées et que l'armée de la Ligue y entrait pour la défendre, voyant aussi que Rome était désarmée, Monseigneur de Bourbon estima que, ayant dix lieues d'avance, il fallait descendre à grandes journées vers la Ville Sainte et, pour accélérer la marche, il laissa son artillerie à Sienne. Nous nous approchâmes de Rome par des étapes quotidiennes de quatre ou cinq lieues, ce qu'on n'avait jamais vu faire à une armée si nombreuse et travaillée par la fatigue et la faim. Ainsi, le quatrième jour du mois de mai, qui était un samedi, l'armée campa à deux lieues de Rome. Monseigneur de Bourbon et son commandement furent surpris que le Pape ne leur envoie ni d'ambassadeur pour négocier ni de réponse aux propositions du vice-roi de Naples. Je doutais que, dépourvue d'artillerie, notre armée puisse vaincre les murs de Rome. Nous redoutions aussi que, si elle parvenait à entrer dans la ville, elle la mette à sac. Nous conseillâmes donc à Monseigneur de Bourbon de tout faire pour trouver avec le Pape un arrangement. Monseigneur de Bourbon loua notre conseil mais considéra que c'était au Pape, et non à lui, de chercher un accord et, afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps d'arriver, délibéra de se porter sous l'enceinte de Rome. Ainsi, dimanche matin nous prîmes nos quartiers dans les environs du monastère de San Pancrazio. Néanmoins, Monseigneur de Bourbon écrivit au Pape pour qu'il réunisse des bons appointements, s'il voulait éviter les inconvénients qui allaient suivre. Notre trompette, s'étant présentée aux gardes, dut leur remettre la lettre et nous ignorons si elle est parvenue au Pape. Ce qui est certain est que nous n'eûmes aucune réponse, laquelle était exigée avant 22 heures. La dite heure étant passée, Monseigneur de Bourbon décida de donner l'assaut dès le matin au Borgo. »

Lundi 6 mai. À quatre heures du matin, Charles de Bourbon met ses hommes en ordre de bataille à trois endroits différents : le Belvedere, la Porta Pertosa et la Porta del Torrione. Pour mieux tromper l'adversaire, les plus gros contingents sont placés face au Belvedere et à la Porta Pertosa. À l'aube, il ordonne l'assaut à la Porta del Torrione. Très nourris, les premiers échanges empêchent ses hommes de se rapprocher. Puis, un brouillard épais se lève du Tibre réduisant au silence l'artillerie du Castel Sant'Angelo. Charles de Bourbon, tout habillé de blanc, est alors l'un des premiers à gravir les échelles. Mortellement blessé par une arquebusade, il crie : « À Rome ! À Rome ! Notre Dame, je suis mort ! » et tombe des remparts[2]. Un moment de désarroi s'empare des siens. Puis, Ferrante Gonzaga[3], jeune capitaine de cent gens d'armes, prend résolument le commandement et

parvient avec une poignée de ses hommes à enjamber la muraille. Très vite, ils élargissent un passage par lequel leurs camarades peuvent se faufiler. En moins d'une heure, la citadelle du Borgo est conquise. De justesse, un capitaine de la garde suisse, Hercules Göldli, a conduit à pas de course Clément VII jusqu'au Castel Sant'Angelo par le Passetto, une vieille muraille déjà maintes fois utilisée par ses prédécesseurs en cas de danger. Dans sa course, Clément VII a pu voir sous ses pieds la toute neuve Via Recta[4] envahie par les Impériaux. Du Borgo la bataille se déplace vers le bourg de Trastevere[5] : les mercenaires italiens forcent la Porta Aurelia à coups de bélier à onze heures du matin. De là, ils se dirigent vers le Ponte Sisto, défendu par une poignée d'hommes. À midi, les Impériaux se déversent sur la rive gauche sans plus rencontrer de résistance. En huit heures, Rome est tombée. Les Allemands se regroupent au Campo dei Fiori, les Espagnols à la place Navona, les Italiens, face au Castel Sant'Angelo. Arrivé avec un jour de retard, Guido Rangoni se retire pour attendre Francesco Maria della Rovere dans les environs de Terni. Barricadé au Castel Sant'Angelo, Clément VII place en eux tous ses espoirs. Monseigneur de Bourbon mort et le général Frundsberg hors de combat, le prince d'Orange, Philibert de Chalon, et Giovanni d'Urbina prennent le commandement. À leur signal, selon les lois de la guerre, les troupes auront droit à trois jours de pillage. Mais ces soldats en loques, affamés, ayant souffert de la pluie et du froid six mois durant, impayés depuis un an, ne tiennent plus[6]. Les Espagnols, les premiers, dépossèdent de leurs bourses et de leurs habits toute personne surprise dans la rue ; ils sont vite imités par les Allemands et les Italiens. C'est toute la troupe qui commence le pillage en prenant pour cible les beaux palais des nobles, des hauts prélats, des riches marchands. Si leurs propriétaires font de la résistance, ils les suspendent tête-bêche par les fenêtres, jusqu'à ce qu'ils dévoilent où ils cachent leur or, leur vaisselle, leurs bijoux. D'autres subissent le feu, le supplice de l'eau, le ligotage des testicules, l'ablation d'une oreille voire l'arrachage des dents. Quelques-uns se suicident tels Giuliano da Camerino qui se jette par une fenêtre ou Giovanni Ansaldi qui se tranche la gorge avec un coutelas. Personne n'échappe à la razzia : même le ministre plénipotentiaire de l'empereur, Antonio Perez, doit sortir tous ses deniers pour sauver du feu son ambassade à Campo dei Fiori tandis que l'ambassadeur du Portugal, dénudé de la tête aux pieds, voit son palais transformé en dépôt pour les tableaux, meubles, antiquités amassés par les

pillards. Le cardinal Alessandro Cesarini débourse quarante cinq mille ducats pour sauver de la destruction son palais près de San Eustachio. Le cardinal Giovanni Piccolomini et le cardinal Wilhelm van Enkenvoirt, cent cinquante mille chacun. Les centaines de personnes réfugiées dans leurs palais en absence de leurs propriétaires sont rançonnées collectivement : quarante-cinq mille ducats au Palazzo Cesarini, trente-cinq mille au Palazzo Della Valle, quarante mille au palais Enkenvoirt… Parfois, à une bande en succède une autre et alors la rançon doit être payée une seconde fois. Même le palais fortifié du cardinal Pompeo Colonna, provisoirement habité par la marquise de Mantoue, Isabella d'Este, mère du jeune Ferrante, n'échappe pas à la curée. La marquise, qui a donné accueil à un millier de femmes et d'enfants, réunit cinquante mille ducats pour les sauver[7]. Couché de force dans un cercueil, le cardinal d'Aracoeli, Cristoforo Numai, « assiste » à ses propres obsèques. Le cardinal Tommaso Gaetano, coiffé d'un bonnet de mendiant, est contraint, à coups de poings et de pieds, de quémander aux portes de ses amis. Traîné d'une maison à l'autre entièrement dénudé, le cardinal Piccolomini subit le même outrage. Eu égard à ses quatre-vingts ans, le cardinal Ferdinando Ponzetto est autorisé à garder sa chemise et son bonnet de nuit. Le cardinal Armellini, grand camerlingue, a été plus chanceux : il est mort d'un arrêt cardiaque dans les bras de sa concubine au nom, tout de même bien impropre, d'Onesta. L'évêque de Chieti, Gian Piero Carafa, fondateur avec Gaetano da Thiene de l'ordre des Clercs réguliers subit avec ses confrères les plus vilains outrages. Il vouera à Charles Quint une haine éternelle et, devenu pape en 1555 sous le nom de Paul IV, il le combattra. À Saint Pierre, les Saintes Reliques sont consumées dans les brasiers, les chapelles sont transformées en étables, la Sainte Lance traînée sur la pointe d'une hallebarde par tavernes et bordels. Les monastères sont mis à sac au cri de « *Vivat Lutherus Pontifex* » (Vive Luther Pape). De nombreux prêtres trouvent la mort en défendant leurs autels. Les sœurs âgées sont férocement bastonnées. Les plus jeunes, violées et, puis, prostituées au service de la troupe.

Au bout de huit jours d'horreur absolue, cinq mille cadavres attendent sépulture et une odeur pestilentielle plane désormais sur les églises profanées, les palais incendiés, les statues renversées de l'antique Rome. Tous les soldats ont ramassé un butin. Certains sont même devenus très riches et l'on estimera à deux millions les ducats extorqués aux Romains et à huit millions les dommages infligés à la ville.

« J'ai la certitude », écrit Giovanni Bartolomeo Gattinara à Charles Quint, « que Votre Majesté, en tant qu'Empereur catholique et chrétien, éprouvera le plus grand déplaisir devant si grand supplice et outrage de la religion chrétienne, du Siège Apostolique et de la ville de Rome. Certes, chacun tient pour certain que cela est arrivé par jugement de Dieu, parce que la cour romaine vivait dans le plus grand désordre. Mais les lansquenets se sont conduits en véritables luthériens et les autres comme mauvais chrétiens. »

Aux meurtres, tortures et pillages, succèdent la famine et la peste, avec leurs cortèges de nouvelles victimes, mais cette fois sans distinction entre Romains occupés, Allemands ou Espagnols occupants. Des cas de peste sont enregistrés au Castel Sant'Angelo, où une douzaine de cardinaux, le général Renzo da Ceri, trois cent cinquante soldats et un millier d'autres personnes entassées les unes sur les autres, appellent au secours le Seigneur Tout Puissant. Entre-temps, à Florence, les républicains ont repris le pouvoir et chassé les neveux de Clément VII, Alessandro et Ippolito. Retranché dans le Castel Sant'Angelo, Clément VII demande à parlementer, relate Giovanni Bartolomeo Gattinara à l'empereur :

« Le septième jour du mois de mai, sur ordre du Prince d'Orange et de Giovanni d'Urbina, je me rendis au château Sant'Angelo où je trouvai Sa Sainteté avec treize Cardinaux, les uns plus affligés que les autres. Sa Sainteté, les yeux pleins de larmes, me dit qu'il avait péché de confiance. Je lui répondis qu'il aurait pu, par quelque bon accord et quelque argent, éviter la ruine de Rome, mais puisque Dieu l'avait ainsi voulu, il fallait maintenant s'en remettre à Votre Majesté qui n'avait jamais eu l'intention de Le maltraiter. »

Giovanni Bartolomeo Gattinara se rend presque chaque jour auprès du pape pour négocier le montant de l'argent nécessaire à ce que les Allemands évacuent Rome. (Non sans risques d'ailleurs : « En allant au Castello, un tir d'arquebuse a traversé de part à autre mon bras droit. J'espère que Votre Majesté n'oubliera pas de récompenser mes labeurs. ») Le 19 mai, il le presse d'accepter que l'un des capitaines de l'armée impériale entre au Château avec trois cents fantassins pour assurer sa protection. Réponse de Clément VII rapportée par Gattinara :

« Je veux être franc avec vous. L'armée de la Ligue approche et je vous demande six jours. » J'ai répliqué que « mes supérieurs considéreront Votre demande pour une rupture des négociations et prendront le Château d'assaut. » Alors le Pape m'a demandé un quart d'heure pour consulter ses Cardinaux. Il s'en est suivi une dispute entre les partisans d'attendre les secours et ceux pressant le Pape de se rendre. Le Pape a conclu qu'il lui était impossible de trancher […] Le soir même nous commençâmes à bâtir une tranchée autour du Château et à assembler l'armée, ce qui ne fut point facile parce que chaque homme se préoccupait de son magot. Cependant, lorsque nos soldats constatèrent que l'ennemi était à deux lieues de la ville, chacun prit les armes et la tranchée fut achevée. Voilà où en sont aujourd'hui les affaires de Votre Majesté. Cependant, Votre Majesté seule peut prendre certaines décisions. La première concerne la nomination d'un capitaine général. Lorsque la discussion entre capitaines vint là-dessus le jour de la mort de Bourbon, plusieurs suggérèrent la personne de Monsieur le vice-roi de Naples. Mais le Prince d'Orange dit que s'il avait servi le Duc de

Bourbon, qui était un grand homme, il ne servirait pas Monsieur de Lannoy. Quelqu'un ayant fait alors le nom du Duc de Ferrare, Giovanni d'Urbina intervint pour dire qu'il serait heureux d'avoir le Prince d'Orange pour capitaine général. Depuis, ce dernier agit comme s'il l'était et les choses sont expédiées sous son nom. Seconde décision : Rome doit-elle demeurer Siège apostolique ? Certains de vos hommes ici estiment que Vous devriez le maintenir, car sinon le roi de France nommera un patriarche pour son Royaume et d'autres Princes, tel le roi d'Angleterre, en feront de même. Le temps presse parce que, si les officiels et les clercs de la Curie abandonnent la ville, il ne restera plus rien. Votre Majesté doit aussi réfléchir aux questions suivantes. Au cas où nous parvenons à transférer le Pape et les Cardinaux à Naples, devront-ils y demeurer ou être conduits en Espagne ? Si jamais nous étions acculés à prendre le Château de force et que par disgrâce le Pape venait à mourir, que faudra-t-il faire pour élire son successeur ? Comme Vous voyez, nous pensons, nuit et jour, à comment vous servir. »

Les espoirs du pape d'être libéré par Francesco Maria della Rovere ne durent que quelques jours[8] : « Après avoir campé à deux lieues de Rome une douzaine de jours, l'armée de la Ligue, voyant que l'armée de Votre Majesté s'était mise en bon ordre, s'est retirée vers Viterbe où nous pensons que, faute d'argent, elle va se dissoudre. » Le 6 juin, Clément VII capitule. Les conditions imposées sont draconiennes :

— Paiement avant la fin juin de cent cinquante mille ducats à l'armée impériale, dont quatre-vingt mille de suite et vingt mille dans les six jours.
— Paiement dans les deux mois de deux cent cinquante mille ducats supplémentaires, à lever par un impôt spécial et contre remise de cinq otages.
— Consigne du Castel Sant'Angelo, Ostie, Civitavecchia, Plaisance, Parme et Modène.
— Restitution au cardinal Pompeo Colonna de ses villes, châteaux et terres.
— Levée de toute excommunication, censure ou peine pour toute chose commise à ce jour.
— Dès accomplissement des conditions ci-dessus, Sa Sainteté quittera le Castel Sant'Angelo pour Naples. Un Légat administrera Rome pendant son absence.

Hors du Castel Sant'Angelo la situation n'en demeure pas moins explosive, conclut Giovanni Bartolomeo Gattinara dans son compte rendu à Charles Quint du 8 juin 1527 :

« Nos soldats gardent la majorité des Romains prisonniers et veulent encore les rançonner alors qu'ils ont déjà tout perdu. Le Prince d'Orange a été blessé par une balle d'arquebuse qui lui a traversé la joue, juste en dessous de l'œil, et est sortie près de l'oreille. Il en guérira mais, assurément, il portera une vilaine balafre toute sa vie. Se considérant en danger, Monsieur Charles de Lannoy et le Marquis del Vasto se sont réfugiés chez les Colonna, à trois lieues de Rome. Vos capitaines pensent les diriger, dès qu'ils seront payés, vers Florence, car le roi de France et les Vénitiens pourraient monter une entreprise contre Vous. »

Début juillet, le pape ayant honoré son premier paiement de cent cinquante mille ducats, les lansquenets sortent de Rome et s'installent dans les environs pour attendre le reste de leur dû, soit deux cent cinquante mille ducats avant la fin du mois. Entre-temps, de Valladolid, où le 21 mai l'impératrice Isabel a accouché de son premier enfant, Felipe, le futur Felipe

II, Charles Quint a envoyé d'urgence en Italie un nouvel ambassadeur[9], Pierre de Veyre, avec pour mission première de confier au vice-roi de Naples, Charles de Lannoy, les pleins pouvoirs sur l'armée et pour la libération du pape. Retardé par un voyage des plus aventureux, de Veyre, arrive à Averse, près de Caserte, le 20 septembre seulement et trouve Charles de Lannoy en train de mourir de la peste, à l'âge de quarante ans. Son lieutenant, l'amiral Hugo de Moncada, prend sa relève. Cependant, la situation à Rome s'est de nouveau dégradée : le pape n'ayant pu payer les deux cent cinquante mille ducats restants, les lansquenets ont réinvesti la Ville Sainte. Inutile d'espérer que François 1er et Henry VIII, que Charles Quint à invité à l'aider à « remédier aux maux de notre commune patrie chrétienne », fassent le moindre geste. Bien au contraire, dès la nouvelle du sac et de l'emprisonnement du pape connue, Henry VIII a dépêché le cardinal Thomas Wolsey auprès de François 1er pour lui offrir trente-deux mille ducats mensuels s'il envoie une armée en Italie. Persuadé d'écraser l'armée impériale et d'obtenir pour rien la libération de ses enfants, le souverain français accepte. L'ambitieux cardinal Wolsey a un deuxième fer au feu : sachant que cinq cardinaux italiens (Innocenzo Cybo, Nicolo' Ridolfi, Piero Gonzaga, Alessandro Farnese et Silvio Passerini) se sont réfugiés à Parme et se sont déclarés administrateurs provisoires de l'État pontifical, Wolsey propose à François 1er de les rassembler en Avignon avec les cardinaux français afin de gouverner à leur demande l'Église *ad intérim*. En passant, il pourrait aisément annuler le mariage d'Henry VIII avec Catalina d'Aragon et rendre possible un mariage entre Henry VIII et Renée de France, fille cadette de Louis XII et d'Anne de Bretagne. Plus encore, si jamais Clément VII venait à mourir, Wolsey se trouverait dans une position privilégiée pour être élu son successeur. Rentré à Richmond, le cardinal Wolsey déchante. D'une part, les cinq cardinaux italiens ont rejeté son plan. D'autre part, Henry VIII a sorti Ann Boleyn de l'ombre et la traite publiquement comme la future reine, l'embrassant toutes les cinq secondes. L'idée d'un mariage avec Renée de France écartée, le roi d'Angleterre et le roi de France n'en signent pas moins un traité de « paix et alliance éternelles » dont le gage sera le mariage de Mary Tudor avec le duc Henri d'Orléans, deuxième en ligne de succession au trône de France. Dès la première semaine d'août 1527, le seigneur de Lautrec entre en Italie avec quarante mille hommes. Gênes est aussitôt conquise avec le concours des

galères d'Andrea d'Oria passé entre-temps du service du pape à celui de François 1er. De Milan, Antonio de Leyva appelle l'empereur au secours :

« Les Vénitiens et les gens de Francesco Sforza sont venus en la terre de Marignan […] Le Comte Pierre de Navarre avance du côté d'Alexandrie. […] D'autres capitaines de France sont du côté de Novare et les Suisses du Châtelain de Mus arrivent par la montagne de Briana. […] Et moi je n'ai pas un sou et, disposant de peu de gens, avant peu, je serai obligé de me retirer. […] Votre Majesté se fie sur son bonheur, mais il serait bon aussi de l'aider, car Dieu ne fait pas chaque jour des miracles. »

Cependant, le seigneur de Lautrec, ayant enlevé Pavie après deux mois de siège, contourne Milan, au grand dam de Francesco Sforza. Ses priorités sont Rome et le royaume de Naples et il peut compter sur l'aide matérielle du remarquablement opportuniste duc de Ferrare, Alfonso d'Este, qui, en échange de Modène et Reggio, plus Renée de France pour son fils Ercole, a quitté le camp de Charles Quint pour celui de François 1er. Début décembre, Charles Quint reçoit les ambassadeurs de France et d'Angleterre venus lui signifier les réponses de leurs rois à ses demandes de paix : si l'empereur libère le pape, évacue les États pontificaux et accepte les termes de la Ligue de Cognac, une paix à trois est encore envisageable et pourrait être scellée par les mariages de François 1er avec sa sœur Éléonore et du duc d'Orléans avec la fille d'Henry VIII, Mary Tudor. Glacial, l'empereur les renvoie rétorquant que le roi de France ne le trompera pas deux fois. Un mois plus tard, lorsque les hérauts des rois d'Angleterre et de France se présenteront devant lui pour déclarer officiellement la guerre, l'empereur priera le représentant de François 1er de répéter mot pour mot à son roi ce que deux ans auparavant son ambassadeur n'avait pas osé lui dire, à savoir qu'il « s'était conduit lâchement et méchamment en manquant à la parole donnée ». Réponse deux mois plus tard du roi de France : « Ne m'écrivez plus que pour me dire où nous nous battrons en duel. […] La honte de différer ce combat sera la vôtre. » L'empereur lui donne alors rendez-vous dans les quarante jours entre Hendaye et Fontarabie avec prière de ne pas ajouter la honte de retarder le duel à celle d'avoir manqué à sa parole. Le duel au sommet n'aura jamais lieu.

Pris à la gorge, Charles Quint invite son frère Ferdinand, sa tante Marguerite d'Autriche, Antonio de Leyva, à Milan, et le nouveau vice-roi de Naples, don Hugo de Moncada, à décider par eux-mêmes, sans attendre ses instructions. Dans la Ville Sainte, toujours terrorisée par les lansquenets, don Hugo de Moncada réussit le samedi 7 décembre une opération à très haut risque tant pour Clément VII que pour Charles Quint. Habillé en paysan, courbé sous un sac à dos, le visage caché sous un capuchon, le pape

sort seul du Castel Sant'Angelo et se dirige à pied vers les champs cultivés des Prati di San Pietro, où l'attendent, dissimulés dans la verdure, Luigi Rodomonte Gonzaga et deux cents cavaliers. Escorté jusqu'à sa forteresse d'Orvieto sans rencontrer la moindre difficulté, Clément VII, tout en restant sous la protection des Impériaux, est rétabli dans toute sa dignité : l'État pontifical lui est rendu, sauf Ostie, Civitavecchia et Civita Castellana. Aurait-il été reconnu, séquestré voire assassiné, à sa sortie du Castel Sant'Angelo, Charles Quint aurait subi un revers aux conséquences politiques incalculables. De Burgos, le 22 décembre, il fait part à Clément VII de son « merveilleux contentement » :

« Très Saint-Père, Votre détention a été faite sans que je n'en sois aucunement coupable et je rends grâce à Notre Seigneur que vous soyez délivré par mon commandement. Votre Sainteté peut être certaine que, m'étant bon père et bon pasteur, Elle verra que mes actions seront les œuvres d'un fils humble, qui aura plus à cœur de restaurer et d'accroître la dignité et la grandeur de Votre Sainteté et de l'Église, que d'avancer la gloire de son Empire. »

Quant à Clément VII, il ne peut que constater que la Ligue de Cognac, dont il a été l'inspirateur, l'a mené à la ruine : ses neveux Alessandro et Ippolito ont été chassés de Florence ; François 1er ne lui a été d'aucune aide, ses alliés Vénitiens n'ont fait que du théâtre lorsqu'il était prisonnier à Castel Sant'Angelo et ont même profité de son emprisonnement pour s'emparer des villes pontificales de Ravenne et Cervia, sans oublier le duc Alfonso de Ferrare qui, changeant de camp, s'est rendu maître de Modène. C'est de son ennemi d'hier Charles Quint que Clément VII attend désormais son salut. Mais pour l'heure, les feux de l'actualité ne sont plus sur Rome mais sur Naples, seul véritable objectif de l'armée dépêchée en Italie par François 1er.

22

Charles Quint fédère l'Italie

Rejoint par le comte Louis de Vaudémont avec dix mille Allemands, le seigneur de Lautrec quitte Bologne le 9 janvier 1528 et se dirige par la Via Adriatica vers Foggia. De là, il compte franchir les Apennins et fondre sur la cité napolitaine. Les Impériaux l'attendent à Troia. En sous-effectif et démunis d'artillerie, ils se replient. Lautrec les suit et encercle Naples côté terre, tandis que huit galères commandées par Filippino d'Oria, neveu de l'amiral Andrea, bloquent la baie. La guerre entre François 1er et Charles Quint pour le royaume de Naples est commencée.

Pour rompre le blocus maritime, le vice-roi Hugo de Moncada sort en mer avec six galères armées de canons, et, entre fustes et brigantins, une dizaine de barques moins importantes. Il mise sur la précision de ses arquebusiers, mais trouve vite la mort. Filippino d'Oria vient droit sur lui et, contournant sa galère, ses couleuvrines tuent ou blessent une quarantaine de ses rameurs. Trois autres des galères génoises se précipitent, encerclent, démâtent, brisent le gouvernail de la galère du vice-roi. Filippino promet la liberté à ses rameurs Turcs et Maures en cas de victoire. C'est l'abordage. Jetés par-dessus bord, les arquebusiers espagnols, lestés par leurs corselets, se noient par dizaines. Blessé à la jambe gauche et au bras droit, don Hugo de Moncada après trente années de batailles sur mer et sur terre, meurt. En quatre heures, Filippino remporte une victoire complète sur la flotte impériale. Sept cents impériaux ont péri. Les survivants remplacent les rameurs Turcs et Maures libérés par Filippino. Les capitaines susceptibles de rançon, comme le marquis del Vasto ou le connétable de Naples Ascanio Colonna, sont conduits à Lerici, entre la Toscane et la Ligurie, où l'amiral

Andrea d'Oria possède une forteresse. À Naples, le prince d'Orange, Philibert de Chalon, se retrouve dans une situation désespérée, mais apprendra bientôt qu'Andrea d'Oria, très mécontent de François 1er, serait prêt à passer au service de l'empereur :

« Sire, j'ai entendu par le conte Filippino d'Oria que son oncle est fort fâché du roi de France et qu'il s'accorderait bien volontiers avec Vous. Et la raison de son mécontentement est que le roi ne veut pas lui bailler Savone pour la mettre en obéissance de Gênes. Je crois fermement que si vous l'assurez sur ce point ainsi que sur la liberté de Gênes et que si vous payez un bon solde pour ses galères avec quelques promesses d'autres avantages en vos Royaumes, vous pourrez l'avoir pour vous. Philibert de Chalon. »

Et le prince d'Orange de lui annoncer qu'un neveu d'Andrea d'Oria le rejoindra en Castille avec des propositions précises. L'information est d'extrême importance et l'empereur, en route de Monzon pour Madrid, la reçoit fin juillet, au château de Jadraque, dans les environs de Guadalajara, le jour même où il ressent une douleur insupportable au pied et au genou droit. Transporté brûlant de fièvre à Guadalajara, ses médecins diagnostiquent une crise simultanée de *genugra* et de *podagra,* soit, vulgairement dit, de goutte[1]. Fort heureusement de l'espèce dite « d'humeur froide », parce que celle « d'humeur chaude », lui explique-t-on, dégénère souvent en gangrène. Pour le soigner, les médecins lui prescrivent une pommade de rhubarbe, courge, farine de fenugrec mêlées à du jus de figue, et l'absorption de décoctions d'ellébore noire facilitant « l'évacuation par le bas des phlegmes gluants et des humeurs acres et bilieuses »[2]. À Madrid, Charles Quint, la jambe encore calée sur des coussins, reçoit Erasmo d'Oria qui lui remet un mémoire de son oncle et lui annonce que, sans attendre l'issue des négociations, il a envoyé à Philibert de Chalon plusieurs caraques chargées de nourriture et de munitions :

« Votre Majesté, j'estime très heureuse la victoire que mon neveu le Comte Filippino d'Oria a obtenue contre votre vice-roi Hugo de Moncada dans la baie de Naples, non pas pour la gloire qu'il s'est gagnée et moins encore pour la bonne réputation que moi-même j'en ai tirée, mais parce que d'elle a surgi l'opportunité de laisser le service du roi pour passer au Votre. Que Votre Majesté ne me prenne pas pour homme manquant à sa parole ! En vérité, le roi de France depuis bien longtemps n'appréciait guère mes services. Dès lors je ne pouvais être moi-même que très mécontent qu'il ne les rétribue pas à leur juste prix et aux dates convenues et qu'il prenne des décisions si contraires à mon intérêt, en confiant le gouvernement de Gênes au Milanais Théodore Trivulce et en émancipant Savone, sujette à Gênes depuis la nuit des temps. Votre Majesté aura vu ce que j'ai fait pour venir au secours de sa ville de Naples et sortir les Français de Gênes. […] Mon neveu Érasme d'Oria, que j'aime plus qu'un fils, Vous apporte le mémoire des choses qui sont à prévoir par contrat ; […] Que Dieu notre Seigneur tienne Vous et tous vos États sous sa spéciale protection. »

Le contrat signé quelques jours plus tard satisfait les requêtes d'Andrea d'Oria à la virgule près :

« La ville de Gênes est reconnue comme république libre, souveraine et sujette à nul tribut qui ne soit volontaire.
« Savone retourne dans le domaine de la République génoise. Les citoyens de Gênes jouissent dans les États de Sa Majesté des grâces et privilèges accordés aux citoyens de ces États. Le Prince d'Oria ne sera en aucun cas astreint à libérer les prisonniers sujets de Sa Majesté mais sera libre de le décider, pour le prix d'un esclave ou d'un condamné à vie. Le Prince d'Oria servira Sa Majesté avec douze galères dont il assurera l'équipement, l'armement, les rameurs et toute autre chose convenant à leur maintien et au bon service de Sa Majesté. En échange, il recevra 72 000 ducats d'or par an, payables tous les deux mois au premier du mois. Le Prince d'Oria est nommé Capitaine et Lieutenant Général des dites galères et de toute autre nef qui lui serait confiée. Il disposera d'un droit permanent d'amarrage dans le port de Gaète (Royaume de Naples) et pourra s'approvisionner en blé en Sicile ou dans les Pouilles pour les besoins de son escadre. En cas de besoin, le Prince d'Oria pourra engager cinquante fantassins supplémentaires par galère, à la charge de Sa Majesté. Ledit Érasme d'Oria recevra à la première occasion un Évêché en Espagne ou dans le Royaume de Naples. Fait à Madrid le 10 août 1528 et conclu pour une durée minimum de deux ans. »

Le ralliement d'Andrea d'Oria apporte à Charles Quint le contrôle à long terme de la navigation en Méditerranée occidentale. Dès lors, il pourra se rendre rapidement en Italie sans passer par l'Allemagne et l'Autriche et expédier plus sûrement des troupes aux royaumes de Naples et de Sicile ou en Lombardie. Un avantage immense que Charles Quint se montrera toute sa vie extrêmement attentif à garder, en respectant scrupuleusement la souveraineté de la République de Gênes, en payant rubis sur l'ongle les sommes convenues et en accordant à Andrea d'Oria les plus grands honneurs, tels le collier de la Toison d'Or et le titre de prince de Melfi, en Basilicate. Dans l'immédiat, les victuailles, munitions et troupes fraîches convoyées à Naples par Filippino d'Oria lui apportent une aide d'autant plus décisive que le camp français tombe en proie aux épidémies. Le seigneur de Lautrec en est l'une des premières victimes, suivi de peu par le comte Louis de Vaudémont[3]. Fin août, le marquis Francesco de Saluces, qui a assumé le commandement des troupes, est contraint de lever le siège. Poursuivi par le prince d'Orange, il est vaincu et fait prisonnier dans les environs de Caserte. Gênes perdue[4], l'aventure de Naples achevée par un immense désastre, François 1er n'a plus qu'une petite armée en Lombardie, sous le commandement du comte de Saint-Pol[5]. Clément VII en liberté surveillée à Viterbe, Andrea d'Oria solidement arrimé à l'équipe impériale, Charles Quint est désormais maître absolu de l'Italie. L'heure est venue de s'y rendre et d'y être sacré. Le 16 septembre, l'empereur annonce sa décision au conseil royal :

« J'ai le plus grand désir de me rendre en Italie pour y recevoir la couronne impériale. Ma puissance me le commande. Et ne me croyez pas orgueilleux ! Sans l'aide de Dieu je ne serais rien. Ce voyage, j'en ai débattu avec beaucoup de mes conseillers, j'y ai réfléchi pendant de longues heures. Je ne crains pas les troupes du roi de France, du roi d'Angleterre, du Duc Francesco Sforza, des Vénitiens : je me rendrai en Italie avec une telle puissance que personne n'aura l'audace de se mettre en travers. L'argent ne m'a pas manqué pour rassembler des armées pendant huit années consécutives. Il me manquera encore moins pour mon couronnement à Rome. Je n'ai pas peur non plus d'admettre que Rome a été saccagée, le Pape emprisonné, l'Italie scandalisée. Mais je suis bien placé pour savoir que le Pape conçoit beaucoup plus d'irritation pour avoir été plus d'une fois dupé par le roi de France et sait que, contrairement au roi de France, je tiens toujours mes engagements. Mon intention n'est pas davantage de me rendre en Italie pour y tyranniser les populations ou pour m'emparer de quelques États ou m'enrichir. […] Si j'ai fait des guerres, si j'ai levé des troupes, cela n'a jamais été pour prendre le bien de quiconque, mais uniquement pour défendre le mien. Je n'ai aucune raison de convoiter les biens d'autrui, car ceux que les rois mes pères m'ont laissés, ici et là, sont si nombreux et si grands que tous les Princes du monde me les envient. Mon premier but est d'obtenir un Concile général, en Italie ou en Allemagne, pour extirper les hérésies et réformer l'Église. Rien au monde ne me donne plus de tourment que la secte de Luther. Je lutterai pour que les historiens qui un jour décriront son apparition sous mon règne puissent conclure qu'elle prit fin grâce à moi. Je me rends en Italie également pour lui rendre la paix et la tranquillité, car, depuis huit ans, ce pays a subi des pertes infinies. Je m'y rends enfin pour visiter les Royaumes, les États que j'y possède. »

Pas moins que son couronnement à Aix-la-Chapelle, ce voyage en Italie déplaît aux Grands d'Espagne et en particulier au président du conseil royal Juan Pardo y Tavera[6] pour lequel le roi Charles se trompe de politique : « L'Italie n'est que vent et gloire transitoire. Le roi doit conquérir et laisser à ses successeurs les terres d'Afrique comme le firent ses aïeuls la Reine Doña Isabel et le Roi Don Fernando. » Même l'impératrice, si soumise d'habitude mais sans doute effrayée par ce voyage qui va la séparer de son mari pour au moins deux ans, lui fait valoir que le peu d'argent disponible doit aller en priorité à la défense d'Oran, Mers' el' Kébir, Bugie et à la réfection des châteaux forts qui de Gibraltar à Almeria, de Carthagène à Valence et aux Baléares, défendent les côtes des razzias barbaresques. Et le pays démuni de gens d'armes et d'artillerie ne va-t-il pas offrir à François 1er l'occasion d'y rentrer avec une grosse armée pour libérer ses enfants ? Ce à quoi l'empereur répond que le roi de France ne tentera rien qui pourrait mettre en danger la vie du dauphin et du duc Henri d'Orléans. Que, dès son débarquement à Gênes, une dizaine de galères reviendront patrouiller les côtes. Quant à l'argent, il vient de vendre à son beau-frère, le roi du Portugal, les îles Moluques (Philippines) pour trois cent cinquante mille ducats, sans oublier l'or attendu de la Nouvelle Espagne (Mexique). Disant cela, Charles Quint ignore encore qu'une caravelle partie de Panama avec à son bord un deuxième conquistador, Francisco Pizarro[7], obscur bâtard d'un vétéran des guerres d'Andalousie, d'Italie et de Navarre, et d'une servante du

couvent de la Puerta de Coria de Trujillo, qui vient d'être mis aux fers pour une vieille affaire de dettes, a déchargé début juin devant la Casa de Contratacion[8] de Séville lingots d'or et d'argent, bijoux, tissus, manteaux, plumages, Indiens en chair et en os, perruches, pélicans et, chose singulière, des « moutons » trois fois plus grands et avec des poils six fois plus longs que ceux d'Espagne (lamas). Reçu personnellement à Tolède par Charles Quint au mois de février 1529, Francisco Pizarro reprendra la mer à San Lucar de Barrameda en janvier de l'an 1530, avec cent cinquante hommes et le titre de gouverneur et capitaine général à vie de toutes les terres qu'il soumettra au sud de l'Équateur « entre le lieu-dit de Temumpala et l'établissement nommé Chincha » (Pérou). Avant de partir, il ira chercher à Trujillo ses quatre demi-frères : Hernando, le seul fils légitime, Juan et Gonzalo, bâtards comme lui nés d'autres maîtresses du père, et Francisco Marin, né d'une relation extra-maritale de sa mère. Une famille, comme on voit, passablement recomposée.

Quoiqu'il ait annoncé que bientôt il enverrait une nouvelle armée de vingt-cinq mille hommes en Italie, François 1er sait que, désormais, pour libérer ses enfants, il doit négocier. C'est sa mère Louise de Savoie qui, sous couvert d'un voyage privé à Anvers de son secrétaire Gilbert Bayart, fait savoir à Marguerite d'Autriche (les deux femmes ont grandi ensemble à Gien et à Amboise, sous l'autorité d'Anne de Beaujeu, sœur de Charles VIII, et, des années après, sont devenues belles-sœurs lorsque Marguerite a épousé le demi-frère de Louise, Philibert II de Savoie) que « sans le seu du roi son fils ni d'autres, elle est délibérée de tant faire pour que le Roi son fils délaisse toutes rancunes et se range à la paix », et lui « demande de faire pareil vers l'Empereur, espérant qu'il en sortira bon effet et qu'elles pourront mettre lesdits princes en paix ». Marguerite d'Autriche questionne l'envoyé de Louise de Savoie et, ayant écouté ses explications, le congédie en disant que, si on ne lui met pas « bonne étoffe en main », elle se fera « assurément rebuter par l'Empereur » et perdra « tout son crédit auprès de lui. » Le secrétaire Bayart revient cinq semaines plus tard avec des textes inspirés « en partie du traité de Madrid et en partie par de pourparlers qui avaient eu lieu à Palencia et à Burgos » et qui avaient porté sur la Bourgogne et sur le montant de la rançon à payer pour la libération des enfants de François 1er. Cependant ces textes apparaissent à Marguerite d'Autriche et à ses conseillers « si subtilement couchés qu'après coup les Français pourraient les tourner comme ils veulent ». Ils en modifient la rédaction en se basant

sur les minutes des premières conversations avec Bayart et « en se tenant à la fois au plus près des formules du traité de Madrid », et « au plus près de l'intention et du vouloir de l'Empereur. » On montre le résultat au secrétaire Bayart qui, moyennant quelques retouches à des mots qui auraient pu offenser son roi, « trouve les textes bons ». Muni d'un double, Bayart s'en retourne en France référer à Louise de Savoie tandis que Marguerite d'Autriche envoie auprès de l'empereur le chef de ses Finances, le seigneur Pierre de Rosimbos, et son secrétaire particulier, Guillaume de Barres. En passant par Paris ils pourront connaître, par le secrétaire Bayart, le dernier mot de Louise de Savoie. Venu à leur rencontre hors de la ville, Bayart leur apporte une nouvelle version rédigée par Louise de Savoie. Après l'avoir lue et relue, ils déclarent que « si ladite minute n'est pas remise comme avant, ils n'oseront passer plus avant et seront contraints de retourner vers Madame leur maîtresse ». Louise de Savoie reçoit alors les deux ambassadeurs et leur donne « sa parole » qu'elle accepte la version première des documents. Munis d'un sauf-conduit signé cette fois par François 1er, Pierre de Rosimbos et Guillaume de Barres partent informer l'empereur. Arrivés à Saragosse courant janvier 1529, ils n'en repartent pour Malines que plusieurs semaines plus tard avec des instructions détaillées de Charles Quint sur comment conduire les négociations « par ordre et de degré en degré » afin d'obtenir « le maximum au moindre coût », comme cela transparaît dans une lettre codée de Marguerite d'Autriche, datée de fin mai :

« Monseigneur, depuis le retour du Seigneur de Rosimbos et du secrétaire de Barres, le Seigneur Bayart est venu vers moi pour entendre les intentions de Votre Majesté. Comme vous m'ordonnez de procéder par ordre et de degré en degré, j'ai fait audit Bayart quelques ouvertures afin que le roi de France et Madame sa mère ne pensassent que l'on voulait les mener et les abuser, ce qui aurait pu les retirer du vouloir qu'ils ont de traiter, s'ils en ont aucun. Par quoi, j'ai convenu avec lui que le quinzième jour du mois de juin prochain Madame d'Angoulême et moi nous nous trouverons en la cité de Cambrai (État ecclésiastique à mi-chemin entre Paris et Bruxelles et dont la neutralité est garantie aussi bien par l'empereur que par le roi de France) et, sans lui dévoiler aucune des ouvertures contenues dans vos instructions, je lui ai bien dit que j'espérais que nous ne répartirions pas de Cambrai sans une bonne conclusion. »

Comme l'Impératrice, Marguerite d'Autriche ne manque pas d'évoquer dans la même lettre les dangers auquel s'expose son neveu :

« Monseigneur, votre allée en Italie me donne très grande joie, mais les dangers qui peuvent en dériver me causent beaucoup de soucis. Vous ne devez faire ce voyage que bien pourvu d'argent, de gens d'armes et de vivres car si vous vous y trouvez en faute, il est à craindre qu'il vous arrive ce qui arriva au feu roi Charles de France, lequel voulant aller à Naples, vit d'abord tout le monde le suivre et prendre son parti et puis, lorsqu'il en vint aux emprunts, il dut se retirer en France au mieux qu'il

put avec les cinq ou six mille hommes qui lui restaient sur les quarante mille qu'il avait au départ. Ne prenez donc pas espoir sur l'argent que Vous pourriez trouver en Italie ! Ce serait comme se lever un matin pour aller patiner sur un lac en faisant fondement sur la glace d'une seule nuit ! »

À sa « tante et mère », Charles Quint demande par retour de courrier qu'elle lui trouve deux cent mille ducats, soit par les dix-sept provinces, soit en vendant des domaines ou des rentes, soit en combinant les deux. Cet argent permettra à son frère Ferdinand d'envoyer quelques milliers des meilleurs fantassins allemands à sa rencontre en Lombardie. Il lui demande d'être prête à envahir le nord de la France si jamais François 1er tente quelque chose en Navarre.

Alors que Marguerite d'Autriche s'apprête à négocier avec Louise de Savoie, Charles tend la main à Clément VII :

« Très Saint-Père, je Vous écris comme si je me trouvais à l'article de la mort et sans autre but que le service de Dieu et le bien universel de la Chrétienté, laquelle a besoin de soins comme le mourant de la dernière onction. Malheureux ceux qui resteront les bras croisés. Je le dis parce que je veux en avoir le cœur net. Si après tous les ennuis et soupçons semés à mon égard, ceux qui l'ont fait devaient persister, je saurai me défendre. Si je suis disposé à oublier ce n'est ni par nécessité, ni par quelque intérêt particulier, mais simplement parce que tel est mon devoir. Et si Votre Sainteté répugne à en faire de même pour quelque mécontentement ou méfiance qu'Elle nourrirait à mon égard, je suis prêt à Vous demander pardon, afin que nous entreprenions ensemble ce que nous avons à faire. Je demande pardon du sac de l'Église de Saint Pierre et de votre saint palais. Rien n'a été fait par mon ordre et j'implore Votre Sainteté de croire qu'un fils qui a offert de la défendre de sa personne et avec tout ce qu'il possède, jamais aurait pu faire chose tellement inouïe. »

Enchanté, le pape montre la lettre à tous et partout et assure le nouvel ambassadeur de Charles Quint, Marco Antonio Musetelor, qu'il l'accueillera à bras ouverts à Rome pour son couronnement. En arrivant l'après-midi du 1er mai 1529 sur les hauteurs de Barcelone, Charles Quint aperçoit la baie remplie d'un cap à l'autre de centaines de navires de tous les tonnages, espèces et provenances : cent vingt nefs à large coque, trente-sept galères, plus nombre de brigantins. Le spectacle n'est pas moins saisissant dans les ruelles de la ville, embouteillées par un va-et-vient incessant de soldats, de marins, de marchands, chariots, chevaux, mules, ânes acheminant au port sacs de pois chiches, lentilles, farine, tonneaux de poisson salé, porcelets, poules, viandes séchées et barriques de vin. Parmi les princes, seigneurs, gentilshommes, gens du peuple qui l'attendent sur le quai, une figure en impose plus que toutes : grand, épaules puissantes à peine courbées par ses soixante-deux ans, cheveux longs et barbe grise, modestement vêtu, l'homme qui ôte son bonnet de velours noir et s'apprête à lui baiser les mains est l'amiral Andrea d'Oria. Il pourrait être son père et l'empereur,

l'empêchant de se baisser, lui donne l'accolade et lui dit : « Je rêve de vous avoir avec moi depuis le jour que, voilà six ans à Marseille, vous empêchâtes à la flotte du Prince d'Orange de livrer au Duc de Bourbon les gros canons dont il avait besoin. Ce jour-là, vous m'aviez coûté une grande victoire sur le roi de France. Si je m'apprête aujourd'hui à aller en Italie, c'est encore à vous que je le dois. » Parmi les grands personnages qui l'attendent, il y a aussi l'évêque de Vasone, Geronimo di Vicenza, venu de Rome signer le traité établissant entre Charles Quint et Clément VII une alliance perpétuelle et de défense mutuelle pour toutes les choses touchant à l'Italie, d'une part, et une coopération étroite pour éradiquer, y compris par la force, l'hérésie d'Allemagne, d'autre part. Une alliance sanctionnée par une promesse de mariage : Marguerite, bâtarde de Charles Quint, épousera Alessandro de Médicis, le neveu du pape auquel l'empereur donnera Florence le jour où ses armées en chasseront les Républicains :

« Le Pape et César établissent entre eux paix, confédération et défense mutuelle. Les Vénitiens pourront y adhérer à condition d'abandonner leurs possessions dans le Royaume de Naples, de s'acquitter de leurs dettes vis-à-vis de César et de Ferdinand, et de rendre à l'Église Ravenne et Cervia. Le Pape et César veilleront à ce que la cause de Francesco Sforza soit jugée avec justice, selon le droit et par des juges impartiaux, afin que, s'il est jugé innocent, il soit réintégré dans ses fonctions. Dans le cas contraire, l'Empereur, auquel l'investiture du duché de Milan appartient, s'engage à consulter le Pape et à investir une personne ayant son agrément. César, par respect de la paix en Italie, restaurera à Florence les neveux de Laurent de Médicis et pourvoira à réintégrer le Pape dans ses possessions de Modène, Reggio et Rubiera. Si le Pontife lui demande son bras séculaire, César l'assistera dans sa veste de défenseur et protecteur du Siège Apostolique et dans la limite des moyens qu'il aura à sa disposition. Le Pape concédera à César l'investiture du Royaume de Naples et libre passage par les terres de l'Église. Les deux parties conviendront de commun accord le financement des dépenses et les modalités à suivre. Aucune des deux parties ne pourra, quant aux choses d'Italie, conclure d'autres alliances ou respecter les alliances qui seraient contraires à celle-ci. Lorsqu'ils se rencontreront, le Pontife et César se recevront l'un l'autre avec les cérémonies et les honneurs adéquats. César et Ferdinand feront tout ce qui sera possible pour que les hérétiques reviennent sur le droit chemin et le Pontife usera de tous les remèdes spirituels. Au cas où ils ne reviendraient pas à bonne raison, César et Ferdinand emploieront la force et le Pontife fera en sorte que les autres Princes chrétiens apportent leur assistance. Le Pape concédera à César et à son frère le quart des bénéfices ecclésiastiques pour la défense contre le Turc, selon les modalités déjà convenues avec le Pape Adrien VI. Le Pape absoudra tous ceux qui, en Rome ou dans d'autres lieux, ont péché contre le Siège Apostolique. »

L'embarquement des deux mille chevaux et cavaliers, douze mille fantassins, quelques dizaines de pièces d'artillerie, munitions et provisions alimentaires achevé le vendredi 26 juillet 1529, Charles Quint monte à bord de son galion peint, des voiles jusqu'à la coque, aux couleurs jaune et rouge. Son barbier lui a ciselé une tête d'empereur romain aux mèches courtes et bouclées. Don Pedro Alvarez Osorio, don Diego Lopez Pacheco, don Pedro

Ramirez de Arellano, don Garcia de Padilla sont les premiers à l'imiter, suivis de tous les autres Grands d'Espagne. On se croirait presque au sénat de la Rome antique. Une nouvelle de dernière minute gâche la bonne humeur générale : à Alger, Khayr-ad-Din Barberousse a réduit à un amas de pierrailles la forteresse espagnole du Peñón[9] et a entamé la construction d'une jetée reliant le rocher à la plage. Seulement vingt-cinq des cent cinquante hommes de la garnison du capitaine Martin de Vargas ont survécu. Le 4 août, le galion de l'empereur jette l'ancre dans la rade de Monaco. Dans le palais d'Agostino Grimaldi, Charles Quint apprend que Marguerite d'Autriche s'apprête à parapher un projet de traité de paix avec Louise de Savoie. Le texte suivra sous peu. Après une halte à Oneglia, village natal d'Andrea d'Oria, l'escadre impériale jette l'ancre pendant trois jours à Savone, ville qu'Andrea d'Oria compte neutraliser en encombrant son port avec les blocs de pierre de ses enceintes. C'est là que Charles Quint prend connaissance des accords de Cambrai. Marguerite d'Autriche et Louise de Savoie lui demandent de surseoir à la restitution de la Bourgogne, sans pour autant renoncer à ses droits, et de pardonner à Francesco Sforza ses crimes de trahison et de lèse-majesté. À François 1er, elles demandent de renoncer à toute prétention sur Milan, Naples, Tournai et Arras, de rendre la ville d'Hesdin, de s'abstenir de toute ingérence en Allemagne et de tout soutien à Robert de la Marck et Charles d'Egmont, de reconnaître Charles comme souverain à plein titre de l'Artois et de la Flandre, et, enfin, de restituer les biens confisqués au connétable Charles III de Bourbon à ses héritiers. Les enfants de François 1er seront libérés contre paiement de deux millions de ducats, dont trois quarts le jour de leur libération (y compris trois cent mille ducats destinés au roi d'Angleterre en paiement des anciennes dettes de l'empereur), alors que le reste (cinq cent mille ducats), garanti par les biens que possèdent aux Pays d'Embas certains seigneurs français, serait payé ultérieurement. Enfin, François 1er mettrait sa flotte méditerranéenne au service de l'empereur pendant une année et épouserait, comme déjà envisagé par le traité de Madrid, sa sœur Éléonore. Marguerite d'Autriche a bien négocié. Néanmoins, pour nombre de ces engagements, Charles ne fait pas plus confiance à François 1er aujourd'hui qu'hier, mais l'idée qu'après son sacre, il aura le temps de se consacrer aux affaires d'Allemagne, le décide à signer. En quittant Savone, il dépêche le seigneur Poupet de la Chaulx à Lyon avec les pouvoirs nécessaires à ratifier l'accord. Un mois plus tard, l'amiral Philippe Chabot, seigneur de Brion le rejoindra à

Plaisance pour en faire de même au nom de François 1er : « Les vraies et grandes amitiés se trouvent après grosses disputes », lui dira de Brion, en ajoutant qu'en renonçant à l'Italie, son roi « en profitera plus que vous ! »

Seulement douze lieues séparent Savone de Gênes mais, les vents étant contraires, l'escadre impériale n'entre dans la baie de Gênes que le 12 août, en début d'après-midi. Des navires de toutes tailles sont venus par centaines à sa rencontre à cinq mille de la côte. Les plus grands tirent des salves d'artillerie auxquelles répondent les canons de la flotte impériale. Les plus légers baissent à l'unisson leurs voiles jusqu'à l'eau, comme pour faire révérence. Puis, d'une seule voix, la jeunesse génoise crie « *Carlo, Carlo, Imperio, Imperio, Cesare, Cesare, Che Dio conservi e mantenga il Re del Mondo !* » (« Charles, Charles, Empire, Empire, César, César, Que Dieu conserve et maintienne le Roi du Monde ! ») Entouré par ces bateaux en fête, le galion impérial se dirige à la rame vers la Torre di Luce (aujourd'hui la Lanterna), semi-détruite vingt ans plus tôt par les Génois eux-mêmes pour que Louis XII ne puisse s'en servir. De la mer, Gênes offre un spectacle saisissant avec ses maisons aux toits d'ardoises grimpant l'une sur l'autre jusqu'au Castelletto, la citadelle qui tient la ville en respect. Passé le Molo Vecchio (Vieille Digue), l'empereur découvre sept jetées où les navires viennent décharger et charger leurs cargaisons et, tout de suite après, la Darsena, où les galères génoises s'abritent le long de trois jetées, surveillées par autant de tours fortifiées. Collé à la Darsena, l'Arsenal où, grâce à un système d'écluses, les navires de guerre et de commerce sont mis à sec et réparés. Tout au long de la rive, entre la Porta dei Vacca à l'ouest, et Il Castello à l'est, court la Via di Ripa où s'alignent les palais des banquiers, des armateurs et des commerçants, ainsi que, sous des porches voûtés, une infinité de petites boutiques où pullule une foule bigarrée, de toutes origines et conditions. Sous un dais tenu par douze jeunes gens, l'empereur vêtu de blanc et d'un manteau argenté, reçoit l'hommage de la noblesse et du clergé et, en cadeau, une grande mappemonde d'où sortent, comme par magie, deux enfants qui, lui lançant des pétales de roses, lui remettent les clés de la ville. Puis, monté sur une mule blanche, il est conduit en cortège à la cathédrale de San Lorenzo, en marbre noir et blanc. San Lorenzo abrite l'une des reliques les plus prisées au monde : le Sacro Catino, ce vase taillé dans une émeraude transparente, où, dit-on, le Christ avait bu lors de la dernière Cène. Depuis qu'un doge vénitien a tenté de le voler en lui substituant un vase reproduit à l'identique, des mesures exceptionnelles de

sécurité ont été prises : le Sacro Catino est conservé dans une armoire à douze clefs, confiées à autant de citoyens renouvelés annuellement. À la sortie de San Lorenzo, cent cavaliers des plus nobles familles de la ville (les Spinola, les Lomellini, les Sauli, les Grimaldi, les d'Oria, les Adorno, les Fregoso, les Fieschi…) l'escortent jusqu'au Palazzo Grande de la seigneurie[10] dont il sera l'hôte pendant quarante-quatre jours. Le marquis de Mantoue Federico Gonzaga, le cardinal Farnese, son futur gendre Alessandro de Médicis sont parmi les premiers à l'accueillir mais bientôt c'est toute la noblesse d'Italie qui s'installe à Gênes, chacun avec sa maison. Pendant que fêtes et banquets se succèdent, les affaires continuent. Nommé capitaine général des côtes de Grenade, Rodrigo Portuondo quitte Gênes avec huit galères et un brigantin pour patrouiller le long des côtes espagnoles. Le prince d'Orange s'en va à Pérouse entamer la reconquête de Florence promise à Clément VII. Dépêché d'urgence à Gênes par Ferdinand d'Autriche, le comte Leonardo Nogarola apporte les dernières nouvelles du Turc : retardé comme en 1526 par des inondations, Soliman est arrivé à Belgrade à la mi-juillet et, depuis, dresse des ponts sur la Drave. Ferdinand supplie son frère de se tenir le plus près possible de l'Autriche. Inquiet, l'empereur fait demander au pape de le sacrer non plus à Rome mais à Bologne. Clément VII y condescend par une bulle lapidaire : « *Ubi papa, Ubi Roma*. » (« Là où est le Pape, là est Rome. ») Charles Quint quitte Gênes à la mi-septembre et attend depuis Plaisance l'arrivée du pape à Bologne. De là, il peut se tenir informé de l'avancée turque et s'entretenir rapidement avec les Vénitiens, le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue ou Francesco Sforza. De plus, son armée d'Italie, postée sur la rive gauche du Po, attend du Tyrol neuf mille Allemands en renfort.

À Plaisance, Charles Quint apprend que le capitaine Rodrigo Portuondo a perdu la plupart de ses galères dans un invraisemblable combat avec Cachadiablo. Ce corsaire se trouvait dans la baie de Santa Pola, à quelques lieues au sud d'Alicante, lorsque quatre bateaux à voile envoyés d'Alger le préviennent de l'arrivée prochaine de l'escadre espagnole. Cachadiablo embarque sur ses navires six cents morisques destinés à peupler Alger, capture, avec plusieurs membres de sa famille, un noble, Pedro Perandreo, dont il pourra tirer plusieurs milliers de ducats de rançon et prend le large. Une tempête le force cependant à se réfugier dans le port du Despalmador, à Formentera. C'est là que le capitaine Rodrigo Portuondo le surprend. Cachadiablo s'échappe. Rodrigo Portuondo le poursuit. Le capitaine

commet alors une bourde de novice : sa galère avance plus vite que le reste de l'escadre et, peu à peu, se trouve isolée. Deux capitaines de Cachadiablo font demi-tour avec une galère et un brigantin et l'abordent par la poupe et par la proue. Portuondo y perd la vie avec une partie des siens, pendant que Cachadiablo attaque la galère commandée par le fils de Portuondo, Domingo, qui s'est lancé au secours de son père. Toutes les galères impériales sont prises (sauf une qui rejoint Ibiza) et Cachadiablo rentre triomphant à Alger avec le jeune Domingo Portuondo prisonnier et blessé[11]. Khayr-ad-Din Barberousse fête sa victoire en envoyant au grand Turc Soliman l'étendard impérial avec un bout de la poupe de la galère amirale et, pour son plaisir personnel, quelques jeunes chrétiens et chrétiennes. Le sultan fait aussitôt de Barberousse son allié privilégié en lui conférant le titre de *beylerbey* (gouverneur de province) et de *gazi* (combattant de la guerre sainte). À partir de ce jour, l'étoile de Khayr-ad-Din Barberousse monte au zénith et il ne se passe pas un jour sans que d'autres pirates ne se mettent à son service : borgne et originaire, comme Cachadiablo, de Smyrne, Sinan le Juif lui apporte deux galères ; Ali Caraman, Maure de naissance, quatre brigantins plus deux galères impériales capturées deux ans plus tôt près des côtes romaines. Le port d'Alger grouille désormais d'une soixantaine de nefs corsaires, dont dix grandes galères bien armées. À Plaisance, c'est la panique : le désastre du capitaine Portuondo donne cent fois raison à tous ceux qui, en Espagne, désapprouvent les ambitions paneuropéennes de leur roi. Pour calmer les esprits, Charles Quint s'engage tout simplement à détruire Alger et Barberousse au prochain printemps.

Contraint par le mauvais état des routes de laisser derrière lui son artillerie lourde, Soliman arrive fin août dans la plaine de Mohács où il reçoit l'hommage de János Zápolya, l'homme qu'il a fait roi de la Hongrie orientale mais qu'il a soumis à la surveillance étroite d'un de ses proches : le Vénitien Alvise Gritti, fils bâtard du doge Andrea Gritti et d'une esclave grecque, engrossée lors d'un long séjour pendant sa jeunesse à Constantinople. Buda capitule en cinq jours. Ferdinand d'Autriche craint que les Ottomans attaquent Vienne :

« Après Dieu, mon principal espoir gît en Votre Majesté dont j'espère la venue au plus vite parce que si nous perdons Vienne avec ses gens, son artillerie et ses munitions, alors ce sont tous nos cinq pays d'Autriche qui seront perdus, et après eux, la Moravie, la Bohème et toute l'Allemagne. »

L'empereur est plus optimiste : les murailles de Vienne, vieilles de trois cents ans ont été renforcées ; toutes les portes de la ville, sauf une, ont été

murées ; des terre-pleins ont été érigés en deuxième ligne ; les entrepôts souterrains abritent provisions et poudre pour une année entière ; femmes, enfants et vieillards ont été évacués. Enfin, le comte Nicolaus von Salm, auquel incombe sa défense, dispose de vingt-deux mille hommes et de quatre-vingts canons. Charles Quint n'est pas prêt à renoncer à son sacre. Que Ferdinand évite toute bataille en rase campagne, même s'il doit y perdre quelques provinces.

Soliman plante ses tentes devant Vienne aux derniers jours de septembre. Sans perdre de temps, son artillerie de campagne bombarde la porte de Carinthie. Les tirs se poursuivent plusieurs jours durant, mais de trop loin pour être efficaces. Le comte von Salm soupçonne qu'ils servent à masquer le creusement de galeries jusqu'aux pieds des murailles. Et, en effet, ses contre-mineurs en découvrent six avec des barils de poudre prêts à faire sauter l'enceinte. Ils sont neutralisés en inondant les galeries. Mais le 5 octobre, un baril qui a échappé aux contre-mineurs explose en ouvrant dans l'enceinte une brèche assez large pour qu'une compagnie de janissaires s'y engouffre. Les arquebusiers du comte von Salm parviennent à les repousser et, pendant la nuit, la brèche est colmatée. Les jours passent. La neige se met à tomber en avance sur la saison. Le 14 octobre, une nouvelle explosion ouvre une brèche près de la porte de Carinthie. Poussés à l'assaut à coups de sabre par leurs officiers, les janissaires sont à nouveau décimés. Ce sera leur dernière tentative. Le lendemain, Soliman lève le siège pour rentrer à Buda. Avant de faire la fête, les Viennois doivent encore se garder des mercenaires de Ferdinand qui réclament, au cri de « ou sang ou argent », une solde supérieure au montant convenu. Ferdinand s'incline d'autant plus volontiers que Soliman, pour des raisons mystérieuses, lui propose une trêve de longue durée. Ferdinand y est favorable mais préfère demander d'abord l'avis de son frère.

Pendant que Soliman regagne Buda, le pape Clément, ayant traversé les Marches et la Romagne – plutôt que la Toscane qui, à coup sûr, lui aurait réservé un mauvais accueil – entre fin octobre par la Porta Maggiore dans la ville pontificale de Bologne. Une semaine plus tard, vêtu de drap d'or et coiffé d'un bonnet de velours noir, Charles Quint y est accueilli par le cardinal légat, Innocenzo Cybo, et vingt-cinq de ses confrères, à la Porta San Felice, décorée de haut en bas de *putti* soufflant dans des trompettes, de fresques glorifiant ses victoires de Pavie et de Vienne, d'un Neptune triomphant, entre sirènes et tritons, des furies de la mer, d'un Bacchus

conquérant les Indes avec une armée de nymphes et de faunes, d'un géant enchaîné, couché sur une montagne d'armes, d'un Janus tenant les clés du temple, de médaillons à la gloire des empereurs César, Auguste, Titus, Vespasien et Trajan. Aux pieds de la porte, les statues à cheval de Furio Camillo, vainqueur des Gallois, de Scipion, vainqueur des Africains et les bustes de quatre sénateurs romains renommés pour leur sagesse, saluent l'entrée du nouveau César : « *Ave Caesar, Imperator Invictus.* » (« Salut César, Empereur Invaincu. »)

La porta San Felice franchie, le cortège s'ébranle par la strada San Felice vers la piazza Maggiore. Une succession de velariums blancs et bleu clair, tendus d'un toit à l'autre, protège la strada des intempéries tandis que les façades des palais exhibent, parmi une foison de guirlandes de fleurs, les blasons des deux princes de la chrétienté, le pape et l'empereur. Agglutinés sur les balcons d'où pendent leurs plus riches tapisseries, dames et gentilshommes attendent d'applaudir le cortège. Toujours attentif à sa propagande, c'est une démonstration de force plurinationale que l'empereur a voulu mettre en scène. Deux compagnies de quatre cents cavaliers italiens ouvrent la voie à deux cents cavaliers et trois cents gens d'armes bourguignons, portant un heaume couronné de panaches écarlates. Après trois mille Allemands défilant en rangs par sept au son de fifres et de tambours, dix canons de gros calibre montés sur des chariots et d'innombrables pièces légères témoignent de la puissance inégalable de l'empereur. Voici la garde impériale portant chapeaux à l'aigle bicéphale, la maison royale menée par Adrien de Croy, deux seigneurs brandissant l'étendard à l'aigle impérial et celui à la croix de Saint-André de Bourgogne, et enfin le héraut d'armes portant sur un coussin l'épée de l'empereur. Montant un impeccable cheval blanc harnaché de drap d'or, Charles porte une armure blanche et un heaume à l'aigle d'or[12]. Mille cinq cents arquebusiers, quatre mille fantassins espagnols, deux cents hommes d'armes, mille chevaux légers, deux compagnies de lansquenets et des dizaines de chariots chargés de poudre et de munitions défilent derrière lui. Pour une démonstration de force, c'en est une. Arrivé à hauteur de la piazza Maggiore, où, assis sur une estrade montée sur le parvis de San Petronio l'attend Clément VII, Charles Quint passe sous un deuxième arc de triomphe le comparant aux empereurs Constantin et Charlemagne. Descendu de cheval et ayant monté quelques marches, il s'agenouille aux pieds de Clément VII qui depuis l'outrage du sac de Rome s'est laissé

pousser une longue barbe blanche. Les Bourguignons jurent que Charles se limita à lui baiser la main. Les Italiens qu'il lui baisa le pied. La rencontre du siècle, en tout cas, commence sous les meilleurs auspices. Monté sur une mule, Clément VII accompagne son très illustre hôte jusqu'au palazzo Pubblico, l'ancien palais communal transformé il y a vingt ans en résidence pontificale par le pape Jules II, devant lequel Charles Quint lui remet, comme l'exige la tradition, une bourse de mille ducats d'or. Puis les deux chefs de la chrétienté gagnent, à cheval, leurs appartements au premier étage.

Toute l'Italie est à Bologne, du prince Andrea d'Oria à l'ambassadeur de Venise Gaspare Contarini[13], d'Anne d'Alençon, marquise du Montferrat à Charles III, duc de Savoie[14], de Francesco Maria della Rovere, duc d'Urbin à Alessandro de Médicis, neveu de Clément VII et futur gendre de l'empereur, des représentants de la République de Florence à ceux de Lucques et de Sienne. Le marquis de Mantoue, Federico Gonzaga, répugnant pour des raisons qu'on verra à rencontrer la marquise du Montferrat, Anne d'Alençon, est représenté par sa mère Isabelle d'Este. Seuls absents : le duc de Milan, Francesco Sforza qui, accusé de félonie et de lèse-majesté, attend le pardon de l'empereur, et le duc de Ferrare, Alfonso d'Este, qui, en conflit avec la papauté, a été prié d'attendre qu'on l'appelle. Ce que Charles Quint espère obtenir en marge de son couronnement et avec le concours du pape n'est pas sans grandeur : la pacification générale de l'Italie et la constitution d'une ligue engageant les États participants à défendre collectivement l'État membre attaqué par une puissance étrangère, qu'elle soit turque ou européenne. Pendant qu'on amuse les Bolonais par des courses de chevaux, des épreuves de force et des spectacles de tauromachie, les princes italiens défilent trois semaines durant et l'un après l'autre devant Clément VII et Charles Quint, au palazzo Pubblico.

En conflit avec le pape pour Ravenne et Cervia qu'elle a occupées lorsque Clément VII était prisonnier au Castel Sant'Angelo, avec Ferdinand d'Autriche pour le Frioul et l'accès à l'Adriatique, avec l'empereur pour certains ports du royaume de Naples qu'elle a occupés pendant la dernière guerre aux côtés du seigneur de Lautrec, Venise est le cas plus problématique. Son ambassadeur Gaspare Contarini pose comme condition sine qua non que le duché de Milan soit rendu à Francesco Sforza. Réponse de l'empereur : si la République demeure intransigeante jusqu'au bout, il

assignera le duché à une personne de son choix, peut-être même à son frère Ferdinand, mais en signe d'ouverture et même si l'homme lui déplaît (« parce qu'il ne veut point avouer ses torts et soutient même n'en avoir point »), il invite Francesco Sforza à Bologne muni d'un sauf-conduit. Fort laid de visage, de complexion très sanguine, tenant mal sur ses jambes, à trente-quatre ans il paraît déjà un vieillard. Se prosternant avec difficulté devant l'empereur, il s'en remet entièrement à sa clémence en lui rendant théâtralement son sauf-conduit. L'empereur le pardonne mais gardera la citadelle de Milan pendant un an et Côme jusqu'à paiement complet de ses dettes, fixées à quatre cent mille ducats pour la première année et à cinquante mille ducats annuels pour les dix années suivantes. C'est au tour maintenant de Venise de donner des gages de bonne volonté pour Brindisi et les autres ports qu'elle occupe dans les Pouilles, pour Ravenne et Cervia, et pour l'accès à l'Adriatique réclamé par Ferdinand d'Autriche. Les grandes lignes de l'accord prennent forme mais il n'en demeure pas moins que la République de Venise, craignant que les Turcs en prennent prétexte pour rompre la trêve en vigueur entre eux depuis le début du siècle, répugne à adhérer à la Ligue pour la défense de l'Italie proposée par Charles Quint et Clément VII. À l'ambassadeur Contarini qui lui explique les réticences du Sénat vénitien, Charles Quint répond par des menaces : « Savez-vous que votre ancien allié le roi de France me promet deux cent mille ducats, indépendamment de la restitution de ses fils ? Jugez, d'après cela, comment vont les choses. » Informé, le Sénat de Venise se résigne et va jusqu'à s'engager à défendre le royaume de Naples avec quinze galères, au cas où celui-ci serait attaqué par le Turc.

Seconde pièce essentielle du nouvel ordre discuté à Bologne : la restauration des Médicis à Florence. Personne ne s'y oppose. Venus sans grands espoirs à Bologne, les ambassadeurs de la république florentine désertent la conférence. Le 23 décembre, Charles Quint confère à Alessandro de Médicis, âgé de vingt ans, le titre de futur duc de Florence. Entre-temps, l'armée impériale de Philibert de Chalon, prince d'Orange, a commencé à tenir ses promesses : Pérouse, Cortone, Castiglione Fiorentino, Arezzo se sont rendues et l'heure de Florence approche[15]. Le traité de Bologne est conclu. Il marque, à quelques mois de sa mort, le triomphe de Mercurino Arborio di Gattinara. Italien jusqu'à la dernière fibre de son cœur, il dut en pleurer de joie d'avoir ramené la paix à son pays. Européen et chrétien, il dut exulter en voyant Charles Quint désormais en mesure de

consacrer ses énergies à l'Allemagne et au renforcement de l'empire. Mais Mercurino sait que la route est semée d'embûches, y compris à Rome, malgré les apparences : à Clément VII, qui lui offre la dignité de cardinal, il répond qu'accepter la pourpre serait contraire à la haute idée qu'il se fait de l'Église. Dix ans plus tôt, il avait donné la même réponse à Léon X.

Malgré le témoignage de Gaspare Contarini assurant qu'il mena à Bologne une vie plutôt austère, Charles Quint y souffrit d'une sérieuse crise de goutte. Les rigueurs de l'hiver sans doute mais plus encore les délices gastronomiques de « Bologne la Grasse », tant il est vrai que son confesseur Garcia de Loaysa eut à lui rappeler que sa vie ne lui appartenait pas et que résister aux péchés du ventre était « plus méritoire que repousser la concupiscence en portant un cilice. » D'ailleurs, Clément VII eut aussi ses crises, si bien que les deux chefs goutteux de la chrétienté firent ouvrir une porte entre leurs appartements pour se retrouver plus aisément.

23

Le sacre

L'un des sujets que l'empereur tient à aborder en tête à tête avec Sa Sainteté est l'avenir de la reine Catalina et de sa fille Mary Tudor. Sujet embarrassant pour Clément VII. Ayant promis à Henry VIII de constituer à Londres un tribunal ecclésiastique habilité à juger sa demande de divorce, il avait envoyé en octobre 1528 le cardinal Lorenzo Campeggio à Londres avec instruction de tout faire pour convaincre la reine Catalina de prendre le voile. En cas de refus, il constituerait le tribunal, ferait traîner les choses le plus possible et éviterait à tout prix qu'il aboutisse. Catalina ayant protesté qu'elle n'avait pas la moindre vocation pour prendre le voile et que vingt ans durant elle avait été une épouse aimante, fidèle et dévouée, Campeggio avait pris tout son temps pour constituer le tribunal. Convoquée en juin 1529 devant ses juges, Catalina en avait contesté d'emblée l'autorité et quitté aussitôt la salle. Rappelée par la suite à témoigner le même jour qu'Henry VIII, se jetant à ses pieds, elle l'avait supplié d'agir en juste :

« Monseigneur, pour tout l'amour qui a existé entre nous, accordez-moi justice ! Je suis une pauvre femme, une étrangère et je n'ai ici point d'amis. C'est en vous, tête de la Justice dans ce Royaume, que je me réfugie. […] Je vous ai été une épouse sincère, humble et obéissante, toujours soumise à votre volonté et à votre plaisir, toujours contente de ce qui vous apportait de la joie. […] J'ai aimé ceux que vous avez aimés, sans penser s'ils m'étaient amis ou ennemis. Ces vingt années, vous avez eu de moi plusieurs enfants, bien qu'il a plu à Dieu de les appeler à lui, ce qui n'est pas une faute qui puisse m'être imputée. […] Je prends Dieu pour juge que, quand vous m'avez possédée la première fois, j'étais vraie pucelle, sans empreinte d'homme. Et, j'en appelle directement à votre conscience pour savoir si cela est vrai ou faux. […] Je vous implore de m'épargner l'extrémité de cette Cour et si vous ne me l'accordez pas, c'est à Dieu que je soumettrai ma cause. »

Sans la regarder, Henry VIII l'avait accusée de vouloir s'en remettre à la Sacrée Rote romaine, sachant l'énorme influence que son neveu l'empereur

exerçait sur la Ville Sainte. Sur ce, Catalina avait quitté définitivement le tribunal, refusant même de nommer ses témoins. Dès lors, seuls ceux d'Henry VIII avaient été entendus. Divers nobles de haut lignage, témoins de noces de Catalina avec le prince Arthur, jurèrent sur la Bible que, selon leur intime conviction, le mariage de Catalina avait bel et bien été consommé dès le premier jour et que, nuit après nuit, les deux jeunes gens s'étaient donnés l'un à l'autre. Puis, les théologiens des universités de Londres et de Paris choisis par Henry VIII avaient planté le débat en droit canon. Tous de passer sous silence le Deutéronome : « Si deux frères vivent ensemble et que l'un des deux meure sans enfants, la femme du défunt n'épousera pas un étranger, mais le frère de son mari la prendra pour femme, donnant ainsi une descendance à son frère. » Tous de citer en revanche le Lévitique : vierge ou pas vierge, *« Turpitudinem uxoris fratris tui non revelabis quia turpitudo fratris tui est »*, « Tu ne dévoileras pas la turpitude de la femme de ton frère, car elle est la turpitude de ton frère. » Dès lors, concluaient-ils, l'union entre Henry et Catalina avait été incestueuse et la dispense signée en son temps par le pape Alessandro VI, contraire aux lois de l'Église. À ce point, le 23 juillet (veille du départ de l'empereur pour l'Italie), Lorenzo Campeggio avait ajourné les travaux du tribunal et détruit la bulle pontificale lui afférant les pleins pouvoirs pour juger du divorce. Parti en catimini le lendemain à l'aube, il avait été arrêté à Douvres, par les hommes d'Henry VIII qui, l'ayant fouillé de la tête aux pieds sans trouver la moindre trace de la bulle, lui avaient rendu sa liberté. Rentré à Rome, Campeggio n'avait plus remis pied en Angleterre. L'empereur ayant demandé à Clément VII quelles suites il réservait au recours de Catalina devant la Sacrée Rote[1], le pontife lui fait part de ses craintes : le roi d'Angleterre est tellement fou que, pour obtenir l'annulation du mariage, il n'hésitera pas à se séparer de l'Église, d'autant que son nouveau conseiller, Thomas Cromwell, totalement dépourvu de scrupules, l'y pousse. Après l'Allemagne, l'Église ne se remettrait pas d'une telle catastrophe. L'empereur rejette les arguments de Clément VII : si l'Église donne satisfaction au roi d'Angleterre, elle perdra le peu de crédit qui lui reste. Quant à lui, si Henry VIII se remarie et déshérite Mary Tudor, il lui fera la guerre. Clément VII s'incline et ordonne par bref à Henry VIII de rétablir la reine Catalina dans tous ses droits, jusqu'à ce que la Sacrée Rote décide. Fureur d'Henry VIII : rencontrant à la sortie de la messe le nouvel ambassadeur de l'empereur à Londres, Eustache Chapuys[2], il lui intime de

quitter séance tenante le pays et de dire à son maître que plus il se mêle de ses affaires privées, plus sa tante Catalina et sa cousine Mary auront à souffrir[3].

Un autre sujet crucial tarabuste Charles Quint : après son sacre, il veut tenir à Augsbourg une diète essentiellement consacrée aux disputes entre protestants et catholiques et demande un engagement écrit du pape en faveur de la tenue d'un concile œcuménique, sujet honni à Rome. Pressé par l'empereur, le pontife lui concède un engagement nuancé :

« Nonobstant qu'on puisse craindre qu'en ces temps-ci la volonté de détruire ce qui reste de l'autorité de l'Église l'emporte sur le désir de remédier aux dangers qui guettent notre Foi, je suis résolu à suivre votre conseil dans l'espoir que Dieu nous donne la satisfaction que nous recherchons pour le remède de la foi et le bien de la Chrétienté. »

Son chancelier Mercurino Arborio di Gattinara rédige alors l'édit de convocation de la diète, invitant les princes allemands à un débat ouvert sur la religion :

« Apaiser les discordes, confesser à notre Seigneur nos égarements passés, écouter avec amour et bienveillance les avis et les opinions de tous, les comprendre, les soupeser, les exposer et les comparer selon une vérité chrétienne unique, éliminer tout ce qui ne conviendrait aux deux parties, adopter une seule véridique religion et la maintenir. Ainsi, puisque nous vivons tous sous un seul Christ, nous vivrons en Communauté, en Union, avec une seule Église. »

Il manque juste le mot « Européenne », au demeurant peu utilisé à l'époque. Pour le moment, la date de convocation reste en blanc parce que, voyant la paix de Cambrai tenir, le Turc rentré à Constantinople, l'entente avec les potentats d'Italie acquise et Clément VII toujours sous son influence puisque Florence n'est pas encore vaincue et que les différends avec le duc de Ferrare demeurent entiers, l'empereur est tenté de se faire sacrer à Rome afin de couper court aux réserves qui ne manqueraient pas d'être soulevées en Allemagne. Il voudrait aussi se rendre pour la première fois à Naples. Cependant, se souvenant de l'avertissement de sa tante Marguerite d'Autriche (« N'oubliez pas ce qui arriva au feu roi Charles VIII de France »), il demande début janvier conseil à son frère Ferdinand :

« Si je vous écris avec tant de retard, c'est pour la simple (et mauvaise) raison que pendant plusieurs semaines je me suis trouvé dans l'impossibilité de vous adresser un message chiffré. Je vois très bien vos raisons d'être tenté de signer une trêve avec le Turc : vous vous trouvez dans des grandes difficultés financières et, même si nous pouvions unir nos forces, nous ne pourrions pas résister durablement à une puissance si grande. Nous avons donc intérêt à la trêve. Cependant, considérez qu'aujourd'hui même le Pape a assemblé les ambassadeurs de tous les Princes chrétiens pour les appeler à s'unir contre les Infidèles et qu'il faudra un certain temps avant que son message leur parvienne. En attendant, il serait inopportun que, pendant que d'une main nous leur demandons leur aide, de l'autre, nous traitions avec le Turc, même si nous savons fort bien, vous et moi, que les autres

Princes de la Chrétienté pensent que tout ce qui est susceptible de nous affaiblir les renforce. Si leur réponse ne contient que des belles paroles, vous disposerez alors d'un excellent prétexte pour traiter ouvertement avec le Turc. Toutefois, mon bon frère, il nous faut aussi éviter que le Turc puisse mal interpréter notre silence. Je vous suggère de vous excuser du retard pris, retard que vous attribuerez par exemple à la difficulté de trouver un traducteur fiable.
« Mon cher frère, trois possibilités s'ouvrent à moi. Prendre mes couronnes hors de Rome et venir le plus tôt possible en Allemagne. Les prendre à Rome et différer mon voyage jusqu'au mois de mai ou juin. Ou bien, si les affaires d'Allemagne ne pressent pas, visiter après Rome mon Royaume de Naples et ne venir en Allemagne qu'à la fin de l'année. Plusieurs considérations me donnent à réfléchir. Premièrement, l'on ne peut jamais être trop sûr de la paix avec la France. Deuxièmement, il semble que le roi d'Angleterre soit à cette heure sur le point de quitter notre tante la Reine Catherine et qu'il tient déjà sa mie Anne Boleyn pour femme légitime et Clément VII pour éjectable. J'ai la certitude que le roi de France l'encourage et je crains fort que notre oncle ne fasse quelque folie. J'ai longuement parlé de cela au Pape qui, s'il trouve la chose proprement scandaleuse et inacceptable, craint perdre honneur et obéissance. Sachez qu'à cette heure tout le monde dissimule son jeu avec le dessein de me laisser consumer comme une bougie et dites-moi où je serai le mieux : en Allemagne ou en Italie ? »

Ferdinand lui répond fin janvier :

« Monseigneur, en tout premier lieu, il est à craindre que l'amour que vous montre le Pape soit feint. En second lieu, nous ne connaissons que trop bien la France ! En troisième lieu, il y a l'affaire du divorce en Angleterre. Je suis révolté par l'attitude d'un roi capable d'actes si abominables, ce qui plus est au détriment de notre tante. Et si, comme il semble, le roi de France l'encourage, une guerre générale en suivra. Réfléchissez donc bien en quelle situation vous vous trouveriez : vous voyant empêtré sans argent, à Rome ou à Naples, vos ennemis n'hésiteront pas une seconde à vous mener guerre à outrance, sachant que, s'ils arrivent à mettre leurs mains sur votre personne, ils auront tout ce qu'ils voudront. Pensez aussi que, si vous allez à Naples, les Allemands en profiteront pour se lancer dans quelque rébellion avec la quasi-certitude de demeurer impunis. J'en conclus que vous serez en bien plus grande sûreté auprès de vos sujets d'Autriche et des Pays d'Embas. Budwais, 28 janvier 1530, Ferdinand. »

Les arguments de Ferdinand sont imparables. De plus, une commission *ad hoc* vient de conclure que le sacre sera valide même s'il est célébré à Bologne, à condition que toutes les formes de la cérémonie soient respectées à la lettre : San Petronio devra être aménagé de manière à ce qu'elle se déroule exactement comme à Saint Pierre. Reste la question de la date. Charles Quint demande à être sacré le 24 février, « son jour de chance », trentième anniversaire de sa naissance et cinquième anniversaire de sa victoire de Pavie. Il tient aussi à recevoir, comme Charlemagne, la couronne de fer des rois des Lombards, conservée dans la Cappella di Teodolinda en la Cathédrale de Monza[4]. Ses désirs sont satisfaits. Quant à la diète d'Augsbourg, un édit arrêté le 12 février la convoque pour le mois de juin à Augsbourg. Le pape y déléguera le cardinal Lorenzo Campeggio, un homme conjuguant une bonne connaissance de l'Allemagne à une grande intransigeance sur les questions de la foi. Charles Quint enverra à Rome son

confesseur, Garcia de Loaysa, assurer une liaison personnelle avec Sa Sainteté.

23 février, tôt le matin. La chapelle du palazzo Pubblico a été aménagée avec deux trônes placés devant l'autel, l'un, légèrement plus haut, pour le pape, l'autre pour Charles Quint. De part et d'autre de l'autel, les stalles où ont pris place les évêques et les princes. Les acteurs du couronnement font leur entrée : Pedro Alvarez Osorio, marquis d'Astorga, porte l'épée, Diego Lopez Pacheco, duc d'Ascalone et marquis de Villena, le sceptre, le florentin Alessandro de Médicis le globe et Boniface IV Paléologue, jeune marquis du Montferrat, la couronne de fer. Clément VII s'installe sur son trône. Charles le suit, vêtu de drap d'argent frisé, doublé de velours noir et d'un béret sombre. La messe est célébrée par le cardinal Wilhelm van Enkenvoirt, ancien proche du pape Adrien VI. Puis, ayant répondu aux mêmes questions entendues à Aix-la-Chapelle, Charles Quint se prosterne devant l'autel pendant que les évêques implorent l'intercession des saints. Oint et revêtu d'un grand manteau argenté fourré d'hermines Charles s'agenouille devant le pape qui lui remet l'anneau, l'épée, le sceptre et le globe et, enfin, la couronne de fer. Relayé par le chœur, le pape entonne le *Te Deum*. Charles communie. Après la bénédiction, Clément VII et « le roi des Lombards » se retirent sans apparaître sur la piazza Maggiore.

24 février, jour de Saint Mathieu. Un pont en bois, long de deux cent cinquante pas, large de neuf, décoré de guirlandes de lierre et de laurier et gardé par deux rangées de hallebardiers, relie le palazzo Pubblico directement à San Petronio. Porté à bras sur sa chaise gestatoire, suivi par le Consistoire au complet et par cinquante-quatre évêques et archevêques, Clément VII le traverse le premier. Au moment où il disparaît dans San Petronio les trompettes sonnent devant le palazzo Pubblico. La maison de Charles Quint s'ébranle. Puis apparaissent ses hérauts, ses massiers et son roi d'armes. Suivent à quelque distance, le duc de Savoie, portant la couronne impériale, le marquis de Montferrat le sceptre, le duc de Bavière le globe terrestre et le duc d'Urbin l'épée. Charles Quint apparaît, habillé en roi des Lombards. Arrivé au parvis de San Petronio, Charles Quint pénètre dans une chapelle en tout identique à celle dite d'Inter Turres à Rome. Agenouillé sur un tapis d'or, il jure aux chanoines de Saint Pierre qu'il défendra l'Église de ses ennemis, des hérétiques et des infidèles. Puis, abandonnant sa couronne de fer, il endosse la tunique et la chape des chanoines de Saint Pierre. Au moment où il disparaît dans San Petronio, le

pont en bois cède avec grand fracas sous le poids des hallebardiers. Un accident, comme le relate un chroniqueur, « sans grave conséquence pour les gens de qualité, sauf un gentilhomme flamand qui mourut de ses blessures ». Quant aux communs, rien n'est dit.

Pendant qu'on secourt les blessés, le cérémonial du sacre se poursuit, selon les règles strictement codifiées depuis Charlemagne. Entré dans la chapelle de Saint Grégoire, reconstruite à l'identique de celle de Rome, Charles Quint abandonne la tunique des chanoines de Saint Pierre pour l'amict, l'aube, la tunique blanche à étole croisée, la chape et les sandales des empereurs. Puis, il se prosterne devant la réplique de la Ruota Porfiria, dressée au centre de l'église, pendant que les chœurs de la Chapelle impériale et de la Chapelle papale, placés de part et d'autre de l'autel, entonnent les litanies invoquant la bénédiction des Saints. Oint quelques minutes plus tard par le cardinal Alessandro Farnese[5] dans la chapelle de Saint Maurice, il se dirige vers le « presbytère », au fond de l'abside, où Clément VII l'attend assis sur son trône. L'empereur s'agenouille à ses pieds. Les chanteurs entonnent les premières notes de la messe spécialement composée pour le sacre de Charles Quint par Nicolas Gombert. Clément VII officie. Au *confiteor,* Charles Quint se lève pour lui baiser la joue et la poitrine. Le moment du sacre est arrivé : prononçant les mots « *Accipe Glaudium* » (« Reçois l'épée »), Sa Sainteté lui tend l'épée impériale. Charles la fait tournoyer trois fois au-dessus de sa tête avant de la remettre au diacre. Puis, il reçoit le globe terrestre dans sa main droite et le sceptre dans sa main gauche. Sonnent les tambours et les trompettes : Clément VII couronne Charles Quint. Lui ayant baisé les pieds, Charles Quint lui remet la bourse d'or que lui tend son chambellan. Les chœurs entonnent le *Laudes Regiae.* Sa Sainteté communie les cardinaux, les diacres, les sous-diacres et, en dernier, l'empereur.

Entourée par vingt-quatre cardinaux chevauchant des mules blanches, une haquenée, toute blanche aussi, apparaît sur le parvis de San Petronio. Elle porte sur son dos le Saint Sacrement. Derrière elle, les hérauts de Charles Quint, criant *largesse*, *largesse*, jettent à la foule pièces d'or et d'argent, suivis par cinq gentilshommes portant les insignes de l'Église, de Saint Georges et de Bologne. Les deux chefs de la chrétienté apparaissent côte à côte. Leurs chevaux les attendent. Se saisissant de l'étrier, l'empereur aide Sa Sainteté à monter sur le sien, mais lorsqu'il pousse la politesse jusqu'à le prendre par la bride, Sa Sainteté l'invite à chevaucher à ses côtés.

Le pape à droite, l'empereur à gauche, fendent la foule en bavardant allègrement. Arrivés devant un gigantesque Hercule étouffant Antée, roi de Libye, ils se séparent. Le pape pour rentrer au palazzo Pubblico, l'empereur pour se rendre à l'église de Santo Domenico où il va être admis dans la congrégation des chanoines de Saint Jean de Latran. Revenu au palazzo Pubblico, Charles Quint préside un grand banquet. Sur la place, une fontaine déverse au peuple vin blanc et vin clairet ; des bœufs entiers farcis de volailles sont rôtis et dévorés par des milliers de bouches comme les restes du banquet impérial qui sont lancés à la foule du haut des fenêtres. Au petit matin, on ramassera les corps d'un mort et de plusieurs blessés.

Capitale éphémère de la chrétienté, Bologne reprend peu à peu son aspect habituel. Avant de la quitter pour se rendre à Mantoue, l'empereur a encore deux questions à régler : les différends entre le Saint-Siège et le duc de Ferrare et l'avenir des Chevaliers de Rhodes. Pour comprendre l'imbroglio qui empoisonne les relations entre l'État pontifical, l'empire et les ducs de Ferrare, il faut revenir trois siècles en arrière. Le marquis Azzo d'Este, descendant d'une famille de vieille noblesse, est investi en 1264 du gouvernement de Ferrare par le pape Innocent IV, en remerciement des services rendus à l'Église contre Ezzelino Romano. Selon l'acte d'investiture, Ferrare continuera à être gouvernée par les descendants mâles du marquis. Vingt ans plus tard, son petit-fils Obizzo est investi par l'empereur Rodolph Ier d'Habsbourg du gouvernement des cités de Modène et Reggio. À partir de cette date, la maison d'Este se trouve soumise à une double allégeance : au pape pour Ferrare, à l'empereur pour les cités de Modène et Reggio. Situation embarrassante en cas de conflit entre la papauté et l'empire. Les successeurs d'Obizzo s'en tirent toutefois si bien qu'en 1471, le marquis Ercole Ier est élevé au rang de duc de Ferrare par le pape Paul II et duc de Modène et Reggio par l'empereur Friedrich III. Les véritables difficultés commencent trente ans plus tard, lorsque Louis XII descend en Italie : pour avoir refusé de se battre à ses côtés, Alfonso Ier, fils d'Ercole Ier, est dépossédé de force par le pape Jules II de Modène et Reggio et ne sauve son duché de Ferrare que grâce à la protection de Louis XII. Les affaires d'Alfonso Ier se compliquent encore davantage lorsque l'empereur Maximilian se dessaisit pour quarante mille ducats de ses droits d'investiture sur Modène et Reggio au profit du pape Léon X qui vise à faire de Parme, Plaisance, Modène et Reggio un petit royaume pour son jeune frère Giuliano de Médicis. Sauf que vaincu en

1515 par François 1er, le traité de paix avec le roi de France l'engage à rendre Modène et Reggio à la Maison d'Este. Engagement que Léon X ne respectera pas, avec la complicité de Charles Quint auquel il s'est allié en marge de la diète de Worms de 1521.

Son successeur Adrien VI, sans doute encouragé par Charles Quint en guerre ouverte avec François 1er qui a envahi la Lombardie, voudrait remplir l'engagement souscrit par son prédécesseur mais doit reculer devant l'opposition quasiment unanime du Consistoire. Adrien VI mort un an plus tard, Alfonso 1er profite du long conclave qui suit pour reprendre Reggio par la force et s'apprête à en faire de même pour Modène lorsque Clément VII est élu. Celui-ci subordonne l'investiture papale pour Ferrare à la restitution de Reggio, qu'il voudrait donner en dot à sa petite-nièce, orpheline de père et mère, Catherine de Médicis. Sur ce, début 1525, Clément VII fomente la Ligue de Cognac contre l'empereur. Dans la guerre qui suit, Alfonso Ier fait le bon choix : il soutient l'armée d'Italie de Charles Quint et profite de la captivité de Clément VII pour reprendre Modène. Puis, lorsque François 1er lance le seigneur de Lautrec à la conquête du royaume de Naples, il fait le mauvais, en prenant le parti du roi de France. En somme, depuis plus de vingt ans, Alfonso 1er vit au gré des événements et dans une sorte d'illégalité : aucun pape n'a renouvelé son investiture en tant que duc de Ferrare. Quant à Modène et Reggio, l'imbroglio juridique concernant le droit d'investiture est total. Il reste que pour parfaire la Ligue pour la défense de l'Italie, Charles Quint souhaite que le duc de Ferrare y adhère. Telle est donc la situation lorsqu'il en parle à Clément VII. Celui-ci est disposé à renouveler à Alfonso 1er l'investiture du duché de Ferrare, à condition qu'il règle les tributs annuels restés impayés depuis une vingtaine d'années. En revanche, il réclame Modène et Reggio. L'empereur propose (et, certain qu'il veillera à ses intérêts, Clément VII accepte) que la question soit tranchée dans les six mois qui viennent par une cour arbitrale placée sous son autorité. En attendant, Alfonso continuera à gouverner Reggio mais transférera à l'empereur l'administration provisoire de Modène. Clément VII accepte et, convoqué à Bologne, muni d'un sauf-conduit, le duc Alfonso donne également son accord.

Le jugement que la cour arbitrale rendra avec six mois de retard, en décembre 1530, fixera à cent mille ducats la dette due par le duc Alfonso pour l'investiture de Ferrare mais ne reconnaîtra à l'Église aucun droit d'investiture pour Reggio et Modène. Lorsque le cardinal Garcia de Loaysa

lui expliquera que le mémoire déposé à Bruxelles par ses juristes chapeautés par l'évêque de Vasone, Girolamo Schio da Vicenza, était vide d'arguments pertinents et tentera de le convaincre que « cette sentence permet à Sa Sainteté d'être en paix avec sa conscience », Clément VII se retranchera derrière l'avis « qu'il doit prendre du Consistoire » qui s'insurgera contre cette sentence car, argumenteront ses cardinaux, pour l'État pontifical perdre Modène et Reggio revient à inciter « le premier tyran venu de s'emparer également de Parme et de Plaisance sans crainte de représailles ». Et, puisque la sentence intime au duc Alfonso sur Ferrare de payer cent mille ducats d'arriérés dus pour son investiture de Ferrare, le Consistoire recommande au pape d'en refuser le paiement et de la conditionner à la restitution de Modène et de Reggio. Les mois suivants, Clément VII inondera l'empereur de propositions : « Que l'Empereur me vende les droits d'investiture pour Modène et Reggio et je lui donnerai deux cent cinquante mille ducats. […] Que l'Empereur se souvienne que s'il donne Modène au Duc de Ferrare il devra payer au Siège Apostolique cinquante mille ducats ; par contre, s'il me vend ses droits d'investiture, je le payerai avec la moitié des cent mille ducats que le Duc Alphonse devra me verser pour l'investiture du duché de Ferrare. […] « Que l'Empereur se limite à ne pas rendre la sentence exécutive… je pourrais alors me faire justice moi-même et rendre à l'Église ce que le Duc lui a volé. » L'empereur lui répondra que la sentence étant exécutoire, il ne pouvait plus rien pour lui. Clément VII lui en voudra jusqu'à la fin de ses jours.

Revenons à Bologne. L'imbroglio de Ferrare, Modène et Reggio transmis donc pour jugement à la cour arbitrale, Clément VII donne son accord pour que l'Ordre hospitalier de Saint-Jean-de-Jérusalem, en déliquescence depuis que Soliman l'a chassé de Rhodes, passe au service de Charles Quint. Revêtant ses habits de roi de Sicile, Charles Quint fait ainsi donation perpétuelle aux Chevaliers de ses fiefs de Malte, Tripoli et Gozzo, avec mission de faire la police sur le trafic maritime entre la Méditerranée occidentale et orientale. Selon l'acte de donation, « les Chevaliers ne seront tenus qu'à remettre tous les ans, au jour de la Toussaint, un faucon entre les mains du vice-roi ou Président qui gouvernera le Royaume de Sicile ». Deux mois plus tard, les Chevaliers, grâce à l'inépuisable activité de Philippe Villiers de l'Isle-Adam, quitteront Nice et s'installeront sur la presqu'île de Birgu, dominant le port de Malte. Lorsque Philippe Villiers de l'Isle-Adam décédera en 1534, Soliman lui rendra un vibrant hommage :

« Croyants ! Apprenez d'un infidèle comment on accomplit son devoir jusqu'à être honoré de ses ennemis. »

Le 25 mars, l'empereur est à Mantoue, hôte du marquis Federico II Gonzaga et de sa mère Isabelle d'Este, célèbre dans toute l'Europe pour la *Camera Dipinta,* sa chambre matrimoniale peinte par Andrea Mantegna, et pour la *Grotta* où elle collectionne des objets d'art et aime réunir les peintres, les musiciens, les poètes et les philosophes les plus réputés de la péninsule. Charles Quint veut rattacher solidement le marquisat de Mantoue à son orbite en élevant Federico II à la dignité ducale et en le mariant à l'une de ses lointaines tantes napolitaines, Giulia d'Aragon, âgée de trente-huit ans et stérile. Du pain béni pour Federico II qui pourra transmettre son duché à Alessandro, l'enfant âgé de dix ans que lui a donné sa très belle et très aimée maîtresse Isabella Boschetti. Le 8 avril, Charles Quint, élève donc Federico au rang de duc, au cours d'une grande fête dans les salles du palazzo delle Delizie qu'il s'est construit pour son plaisir sur la petite île du Te, sur le Mincio, avec le concours du peintre-architecte Giulio Pippi, dit Romano. C'est le début d'un vaudeville digne de l'excellent cardinal Bibbiena. L'empereur est à peine parti pour l'Allemagne que le jeune marquis du Montferrat, Bonifacio IV, fils de Guglielmo IX et d'Anne d'Alencon, meurt début juin d'une chute de cheval. Le marquisat revient au frère de feu marquis Guglielmo IX, Giovanni Giorgio, mais ce dernier étant très sérieusement malade, le marquisat pourrait rapidement revenir à la sœur puinée de Bonifacio IV, Maria. Or Federico, il y a treize ans de cela, l'avait épousée lorsqu'elle n'avait que neuf ans mais, six ans après, subjugué par sa maîtresse Isabella Boschetti, il avait refusé de l'accueillir à Mantoue. Ce mariage avait fini par être annulé en 1529 par Clément VII. La mort à dix-sept ans de Bonifacio IV et la mauvaise santé de son oncle Giovanni Giorgio changent tout et, du coup, Federico II trouve Maria fort désirable. Encore faut-il que l'empereur le délie de sa promesse d'épouser Giulia d'Aragon et que Clément VII revalide leur mariage de 1517. *Deus ex machina*, Charles Quint, moyennant cinquante mille ducats, marie sa tante Giulia d'Aragon au fort mal en point marquis Giovanni Giorgio. Reste Clément VII. Son consentement est attendu à Mantoue d'un jour à l'autre lorsque la pauvre Maria meurt le 15 septembre 1531. Décidément peu rancunière, la veuve de Guglielmo IX, Anne d'Alençon, propose à Federico II sa fille puinée, Margherita. Le duc de Mantoue l'épouse dès le mois d'octobre. Fin de la pièce : alors qu'Isabella Boschetti épouse un comte,

Federico II et Margherita héritent deux ans plus tard du marquisat du Montferrat et leur union donnera naissance à sept enfants.

L'empereur n'ayant plus besoin de lui, l'amiral Andrea d'Oria a pris le chemin d'Alger avec vingt-neuf galères (les quinze qui lui appartiennent, une de Naples, plus les treize prêtées par le roi de France, conformément au traité de Cambrai) dans le but de définir les moyens à mettre en œuvre pour tenir la promesse faite par Charles Quint à son départ de Barcelone d'écraser Khayr-ad-Din Barberousse dans son fief. Arrivé dans les environ de Mallorca, Andrea d'Oria apprend qu'une partie de la flotte d'Khayr-ad-Din, aux ordres d'Ali Caraman, mouille au port de Cherchell, l'ancienne *Cesarea* des Romains, à une vingtaine de lieues à l'ouest d'Alger. Lorsque son escadre apparaît au large de Cherchell, Ali Caraman croit d'abord qu'Khayr-ad-Din est venu le rejoindre. Puis, ayant compris son erreur, il se réfugie avec ses hommes dans la forteresse. Andrea d'Oria entre dans la rade et, tandis qu'il s'empare de deux galères et de cinq autres barques, trois compagnies de Génois aux ordres de Giorgio Pallavicino descendent à terre et libèrent plusieurs centaines de galériens chrétiens. S'étant trop attardée dans le village, une partie de ses hommes sont pris à parti par Ali Caraman. Ne pouvant rien pour eux, Andrea d'Oria prend le large et se dirige vers Alger. Arrivé dans la rade et ayant évalué à soixante galères et à vingt-cinq mille hommes les forces qu'il faudra mobiliser pour détruire le fief de Khayr-ad-Din Barberousse, il repart pour l'Espagne. En représailles, le pirate fait empaler le fils du capitaine Portuondo et exécute le malheureux capitaine du Peñon, Martin de Vargas, en plaçant sa tête devant la bouche d'un canon.

24

La grande diète d'Augsbourg

Charles Quint traverse les Dolomites par la route de Trente, Bolzano et Bressanone. À Steinach, au Tyrol, il retrouve son frère Ferdinand qu'il n'a pas vu depuis neuf ans et sa sœur Marie, jeune veuve du roi de Hongrie Lajos II, dont il avait été séparé depuis leur enfance à Malines. Il fait aussi la connaissance de la plantureuse et très catholique épouse lithuanienne de Ferdinand, Anna Jagellon (« Si j'étais luthérien », commente-t-il, « elle saurait me convertir ! »), et des quatre premiers enfants de ce couple exceptionnellement fertile qui en mettra au monde seize. On imagine l'émotion de ces retrouvailles. L'empereur est fasciné par Marie. Elégante et belle, elle discute, dans un français abâtardi par des expressions allemandes mais avec une autorité surprenante, d'affaires d'État, qu'il s'agisse de finance, de relations internationales ou d'armements. Et il faut l'avoir vue, comme Charles Quint, un matin à l'aube dans la forêt de Steinach, tuer d'un seul tir d'arbalète un superbe cerf, pour comprendre pourquoi cette femme en impose. Lorsque Charles Quint lui demande si elle souhaite se remarier – avec le roi d'Écosse, par exemple – elle lui répond qu'elle préférerait de loin la compagnie des nonnes d'un couvent. L'empereur se dit alors que, célibataire, Marie pourra lui rendre de grands services. Encore faudra-t-il qu'elle oublie ses sympathies pour Luther, dont elle a fait mettre en musique plusieurs psaumes.

Après l'intimité de la résidence de chasse de Steinach, les trois frères et sœur s'installent à l'Hofburg d'Innsbruck, le superbe château gothique aux tuiles blanches et vertes que l'empereur Maximilian avait embelli avec la dot de sa deuxième femme, Bianca Sforza, et que Ferdinand vient à son tour

d'agrandir. Plusieurs princes catholiques, dont le comte palatin Friedrich II et le duc Wilhelm IV de Bavière, s'y rendent pour rencontrer l'empereur à la veille de la grande diète d'Augsbourg. Son séjour à l'Hofburg est endeuillé par le décès à soixante-cinq ans de Mercurino Arborio di Gattinara, l'homme qui, depuis dix ans, a inspiré sa politique européenne. Doté d'une intelligence politique supérieure, conscient de l'effroyable complexité des choses humaines mais animé par une volonté inébranlable de donner tout son sens à l'empire, Mercurino Arborio avait été l'orfèvre de l'organisation devant seconder à chaque instant l'empereur. En particulier de ce Conseil d'État, composé de personnalités de diverses nationalités et compétentes dans les diverses matières de gouvernement, mis en place au lendemain de l'élection impériale. Sous sa conduite, le Conseil d'État analysait en permanence la situation politique internationale et l'état d'ensemble des finances de Charles Quint, en liaison, pour les royaumes d'Espagne, avec le Conseil Royal et le Conseil de l'Inquisition institués par les Rois Catholiques, pour les Pays d'Embas avec Marguerite d'Autriche, pour l'Allemagne avec Ferdinand, pour l'Italie avec les vice-rois de Naples et de Sicile et les gouverneurs de Milan, auxquels s'ajoutaient les ambassadeurs permanents entretenus à Vienne, Rome, Venise, Gênes, Londres et Paris et les ambassadeurs itinérants chargés de missions spéciales, le tout avec le soutien logistique des services postaux de l'entreprise paneuropéenne créée par les Sturm und Taxis. Travailleur infatigable, Mercurino, secondé par divers secrétaires, contrôlait le travail routinier de l'administration – rédaction et diffusion d'ordonnances, lettres patentes, concessions de privilèges, nominations, attributions de titres, rémissions, grâces, toutes choses sur lesquelles rien ne se décidait sans l'accord de Charles Quint – et la nuit, seul dans sa chambre, il rédigeait encore aide-mémoires et notes de synthèse sur les grandes questions internationales présentant à l'empereur les diverses options possibles.

La mort du Piémontais à la veille de la diète d'Augsbourg laisse un trou béant au sommet de la hiérarchie. Personne, en fait, ne peut le remplacer. Sauf, l'empereur qui, au fond de lui-même, ne désire que ça. Dorénavant, il assumera personnellement la présidence du Conseil et la coordination permanente des affaires politiques et financières. Pour le seconder, il s'adjoint deux secrétaires : l'Andalou Francisco de los Cobos, natif d'Ubeda, et le Franc-Comtois Nicolas Perrenot, natif d'Ornans, dans les environs de Besançon. Âgé de cinquante-trois ans, Francisco de los Cobos aura en

charge les affaires d'Espagne, de Naples et de Sicile. Âgé de quarante-six ans, Nicolas Perrenot aura la responsabilité des affaires des Pays d'Embas, d'Allemagne et, pour le principe, de Bourgogne. Les deux hommes ne pourraient pas être plus différents. Né d'une famille pauvre, Francisco de los Cobos avait eu la chance d'apprendre à lire et à écrire. Intelligent, grand travailleur et toujours prêt à rendre service, il était entré par la toute petite porte dans les palais du pouvoir grâce au mari de l'une de ses tantes, comptable à la Trésorerie royale. Remarqué par un secrétaire de la reine, Francisco avait été appointé en qualité de scribe. À partir de là, il avait fait une belle carrière. Nommé Contador à Grenade, il en était devenu successivement Contador mayor, Regidor et enfin Procurador[1]. À la mort du roi Ferdinand, il avait été parmi les premiers à tenter sa chance à Bruxelles. Ayant plu à Guillaume de Chièvres, il avait été embauché comme secrétaire du conseiller principal pour les affaires d'Espagne, Pedro Ruiz de la Mota. Devenu ensuite le bras droit de Guillaume de Chièvres dès l'arrivée de Charles en Espagne, il s'était gagné l'estime du jeune archiduc. Puis, au fil des années il était devenu son homme de confiance pour les affaires espagnoles et l'un des très rares avec qui il partageait parfois ses pensées les plus secrètes. Contrairement à Francisco de los Cobos, Nicolas Perrenot n'avait rien d'un homme issu du bas de l'échelle sociale. Fils d'un notaire aisé de Besançon, il avait étudié le droit à l'université de Dole et, s'il n'avait eu pour professeur Mercurino Gattinara, conseiller juridique de Marguerite d'Autriche au temps où elle était duchesse de Savoie, il aurait sans doute fini notaire dans l'étude de son père. Lorsque Marguerite lui demanda de lui trouver un secrétaire, Mercurino lui recommanda Nicolas Perrenot. Et ce jeune homme, essence même de la discrétion, de la suivre à Malines, lorsqu'elle prit en charge le gouvernement des Pays d'Embas. Le second coup de chance était venu après les négociations à Cambrai entre Marguerite d'Autriche et Louise de Savoie en 1529. Impressionné par la clarté des rapports de son ancien élève, Mercurino l'avait appelé en Espagne pour en faire son bras droit. Son mentor disparu, Nicolas Perrenot[2] prend tout naturellement sa succession auprès de l'empereur, aux côtés de Francisco de los Cobos.Une nouvelle colportée par les ambassadeurs vénitiens, toujours les mieux informés sur ce qui se trame à Constantinople, réjouit Charles Quint : Soliman a renvoyé dans ses foyers l'armée que, comme chaque année, il a rassemblée à Andrinople aux premiers jours du printemps, dévoilant seulement au dernier moment l'objectif de la nouvelle

campagne militaire. Car le sultan s'est follement amouraché d'une esclave d'origine ruthène reçue en cadeau par son grand vizir, Ibrahim Pacha. Fille d'un obscur pope de Rohatyn, sur le Dniestr, son vrai nom serait Alexandra Lisowska, mais les Turcs l'ont surnommée Roxelane Hürrem, ce qui veut dire la « Russe joyeuse ». Très belle, dansant comme personne, elle chante, s'accompagnant d'un luth, les ballades des steppes d'une voix si envoûtante qu'on lui prête des pouvoirs magiques. D'un caractère irrésistiblement vif et enjoué, on la dit douée d'une intelligence hors du commun. Pour cette esclave, Soliman fait ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'a osé : lui offrir les fêtes nuptiales les plus grandioses jamais vues à Constantinople. Ferdinand et l'empereur sautent sur l'occasion pour envoyer le marquis del Vasto avec deux mille Espagnols, mille Italiens et cinq cents chevau-légers reprendre Buda au voïvode János Zápolya. Buda reprise, Ferdinand ne désespère pas de conclure une trêve avec le sultan et envoie à Constantinople son chambellan de Croatie, Miklos Jurisics. Il rentrera à Vienne début 1531 bredouille, Soliman lui ayant déclaré qu'il se montrerait amical avec « le roi d'Espagne et son lieutenant en Allemagne » seulement s'ils lui abandonnaient toute la Hongrie « deux fois conquise déjà par ses armes ». Pourtant, en avril, un aventurier-diplomate polonais, Jérôme Laszki, ayant ses entrées dans toutes les cours d'Europe et à Constantinople, en reviendra avec des lettres signées par le grand vizir Ibrahim Pacha et Alvise Gritti, concédant une trêve unilatérale et inconditionnelle d'un an. Exagérément optimiste, Ferdinand renverra à Constantinople Miklos Jurisics avec mission de savoir à quelles conditions Soliman envisagerait la restitution pacifique à la maison d'Habsbourg de toute la Hongrie.

Autre nouvelle réjouissante pour Charles Quint : François 1er a payé le million et deux cent mille ducats pour la libération de ses deux enfants. Pas très bien traités, semble-t-il : le messager de Louise de Savoie, auquel il a été permis de se rendre au château de Pedraza pour leur annoncer leur prochain retour en France, les a trouvés « assis sur des petits sièges de pierre encontre une fenêtre garnie de gros barreaux de fer et si petite qu'à peine ils pouvaient avoir de l'air, dans une chambre assez obscure, sans tapisseries et munie seulement des paillasses ». L'échange a eu lieu sur la Bidassoa l'après-midi du 1er juillet 1530. Le connétable Anne de Montmorency s'est présenté sur la rive droite du fleuve avec trente-deux mulets chargés de sacs d'or. Sur la rive gauche, se tenaient le connétable de Castille et le seigneur de Praet, avec le dauphin François, son cadet Henri et

la sœur de l'empereur, Éléonore. À l'heure de la marée haute, deux barques s'étaient croisées au milieu de la Bidassoa et l'échange s'était déroulé sans la moindre entourloupe. Tandis que le dauphin et le duc d'Orléans retrouvaient leur père et leur grand-mère à Saint-Jean-de-Luz après plus de trois années de réclusion, Éléonore traversait les terres de Monseigneur d'Albret[3] pour se rendre à Mont-de-Marsan où, le surlendemain, François 1er devait la rejoindre en petite compagnie. Leur mariage avait été célébré le soir même par l'évêque de Lisieux en l'abbaye de Veyrières. Immédiatement après la messe – rapporte le président de Bourgogne Hugues Marmier, dépêché par l'empereur pour suivre la chose de près – François et Éléonore avaient couché « de manière si joyeuse » qu'aucun doute n'était permis sur la consommation de l'hymen[4].

L'empereur tient son magot d'un million deux cent mille ducats comme la meilleure arme de dissuasion contre son beau-frère et ordonne de les entreposer, sous bonne garde, au château de la Motte, au fin fond de la Castille. L'année n'est pas encore terminée qu'à Cologne plusieurs princes allemands lui rappellent qu'il n'a pas encore apuré les dettes contractées avec eux pour son élection. Son bas de laine s'allégera alors de deux cent mille ducats et, dans les deux ans, tout son magot fondra comme neige au soleil lors de la nouvelle invasion de la Hongrie, jusqu'aux murs de Vienne, par Soliman.

Nombre d'événements ont secoué l'Allemagne depuis l'édit de Worms en 1521. Prenant à la lettre l'appel à la nation allemande de Luther, le « Condottiere » Franz von Sickingen et son ami Ulrich van Hutten, grand humaniste et patriote selon ses admirateurs mais « fanfaron chargé de misère et de gale » selon Érasme, avaient regroupé plusieurs milliers de cavaliers (Reichsritter) qui, marginalisés par l'essor de l'infanterie, avaient perdu leur place dans les nouvelles armées, et, au nom de l'Évangile, avaient assiégé la ville de Trèves, fief du richissime archevêque Richard Greiffenklau von Vollraths. « Aujourd'hui forts, demain morts » était leur devise. Mis au ban de l'empire et désavoués par Luther, qui, exécrant l'anarchie autant que l'enfer, avait incité son jeune sympathisant, le landgrave Philipp de Hesse[5], à se joindre au comte palatin du Rhin, Ludwig V, pour secourir l'archevêque, les Reichsritter, à l'approche des troupes de cette coalition inattendue entre un prince catholique et un prince luthérien, avaient levé le siège de Trêves pour se replier dans le château de Franz von Sickingen à Nanstein, dans le Rhin-Palatinat. Assiégés à leur

tour, ils avaient été massacrés par centaines. Enseveli par des décombres, Franz von Sickingen avait succombé à ses blessures tandis que, parvenu à s'échapper, Ulrich van Hutten, s'était exilé à Bâle où il allait mourir peu après dans l'indigence. Fin d'une époque : dépossédés de leurs biens, les derniers Reichsritter durent se résigner à leur dégradation sociale et se mettre au service des grands princes.

Une seconde révolte orchestrée par un élève de Luther, Thomas Münster, couvait dans les campagnes. Trois siècles avant Karl Marx, Thomas Münster les avait parcourues en prêchant un monde nouveau où rois, empereurs, prélats, clercs, bourgeois, banquiers, commerçants, paysans, boutiquiers, artisans, ouvriers, mendiants seraient égaux sur terre comme devant Dieu : « A chacun selon ses besoins et mort aux sans Dieu qui refusent de partager leurs biens », clamait-il en incitant le bas peuple à ne plus s'acquitter des taxes et à prendre les armes. Le feu révolutionnaire avait pris très vite en Saxe, en Thuringe, en Franconie, en Souabe, dans les pays de Bade, en Alsace, au Palatinat, en Hesse et, même au Tyrol et en Bavière. Comme pour les Reichsritter en 1522, Luther avait appelé à « l'extermination de ces bandes homicides et pillardes ». Au printemps 1525, la répression de ces hordes d'affamés, armés de piques ou de bâtons, s'était soldée par des milliers de victimes et par la capture de Thomas Münster qui, après rétractation sous la torture, avait eu la tête tranchée et hissée sur une pique. Tirant la leçon de la révolte de ces paysans se réclamant pourtant comme lui des Saintes Écritures, Luther avait corrigé radicalement sa stratégie : dorénavant, le mouvement réformateur ne devait plus se développer par la multiplication de communautés autonomes mais à l'initiative et sous le contrôle des princes qui, séduits par son message autant que par la perspective de prendre possession des richesses de l'Église, s'étaient déclarés en sa faveur. En leur passant la main[6], Luther avait aussi en vue la mise au pas d'autres sectes qui se faisaient jour dans son propre camp, telle celle d'Andréas Bodenstein von Karlstadt, qu'on avait vu communier sous les deux espèces à la Noël de l'an 1521 à Wittenberg, mais qui depuis, citant Saint Marc (« Celui qui croit et sera baptisé, sera sauvé et celui qui ne croira pas, sera condamné »), avait prêché entre Strasbourg, Zurich, Bâle et Heidelberg, contre le baptême des nouveau-nés et appelé les adultes à se faire rebaptiser. De sa retraite de Wartbourg, Luther s'était limité à tourner l'affaire en dérision : « Comment prouveront-ils que les enfants ne croient pas ? Parce qu'ils ne parlent pas ? Ne sommes-nous pas

Chrétiens quand nous dormons ? » Bientôt le mouvement anabaptiste déferlera sur toute l'Europe.

Préoccupés les uns autant que les autres par la prolifération des sectes et les fractures qu'elles provoquaient dans l'ordre public, les princes luthériens et catholiques avaient convenu, lors d'une diète à Nuremberg et avec l'accord de Ferdinand d'Autriche, de convoquer à une date rapprochée une « assemblée commune de la (seule) nation allemande » consacrée aux questions religieuses. Dans l'intervalle, les princes ne seraient tenus à appliquer l'édit de Worms que « dans la mesure du possible ». Une telle réunion avait été aussitôt interdite, depuis Valladolid, par l'empereur qui avait rappelé qu'il revenait à lui seul d'en prendre l'initiative. Néanmoins, il n'en avait pas écarté tout à fait le principe, sans doute pour faire pression sur Clément VII :

« Il se pourrait que les autorités territoriales allemandes, lui avait-il fait dire par son ambassadeur à Rome, ne nous obéissent pas comme elles n'ont pas obéi à l'édit promulgué à Worms. […] Il serait souhaitable que Sa Sainteté convoque un Concile universel au printemps prochain. Et puisqu'ils demandent qu'il ait lieu en Allemagne, Sa Sainteté pourrait choisir la ville de Trente, qu'ils considèrent allemande malgré qu'elle soit située en Italie. »

L'année suivante, 1526, l'*Annus horribilis* où Charles Quint avait vu se dresser contre lui la Ligue de Cognac, Ferdinand, soucieux d'obtenir une aide militaire des États pour la défense de la Hongrie, avait cédé encore plus de terrain en admettant que les autorités territoriales appliqueraient l'édit de Worms non plus « dans la mesure du possible » mais « de la manière dont elles pourraient en répondre d'abord devant Dieu et ensuite devant Sa Majesté Impériale ». C'était un rude coup porté à l'autorité impériale et un blanc-seing accordé à l'électeur Johann de Saxe, frère et successeur de Friedrich le Sage, qui venait d'exproprier le patrimoine foncier de l'Église pour les transformer en écoles, universités, voire parfois en résidences princières secondaires, et d'instituer comme seule religion d'État la « Nouvelle Chrétienté », avec messe en latin et en allemand, communion sous les deux espèces, instruction religieuse par des prêcheurs placés sous son autorité directe. Après l'écroulement de la Ligue de Cognac et le retour en force de Charles Quint, Ferdinand, lors d'une diète à Spire au printemps de 1529, avec le concours cette fois des grands électeurs ecclésiastiques et des ducs de Bavière[7], avait limité les dégâts par un décret statuant que la religion luthérienne ne saurait être temporairement tolérée

que si les États l'ayant adoptée garantissaient la liberté de culte à leurs minorités catholiques, l'éradication des sectes anabaptistes et zwingliennes demeurant un objectif commun. L'électeur Johann de Saxe, le landgrave Philipp de Hesse, le margrave Georg de Brandebourg, les princes Ernest Ier et Wolfgang d'Anhalt, les ducs de Lunebourg et les délégués de seize villes avaient réagi le 19 avril par une Protestation Solennelle, origine du terme « Protestant », contestant qu'une diète puisse statuer sur des questions de foi et affirmant que dorénavant ils ne répondraient qu'« à Dieu seul ». Peu après, sous prétexte d'un complot qu'aurait ourdi le très catholique duc Georg de Saxe, le landgrave Philipp de Hesse, le duc Johann de Saxe et les villes d'Ulm, Nuremberg et Strasbourg s'étaient engagés à se défendre mutuellement contre toute agression armée[8]. La radicalisation du mouvement protestant allemand s'était concrétisée, d'une part, par la confiscation des biens de l'Église au Brandebourg, en Prusse, au Brunswick, en Poméranie et au Mecklembourg et, d'autre part, par la recherche d'une alliance avec les mouvements réformateurs de Suisse et d'Alsace. Sous réserve de surmonter les différences théologiques et politiques existant entre les grands ténors de la nouvelle religion. C'est le but que s'était assigné le landgrave Philipp de Hesse en réunissant, dans sa ville de Marbourg, Luther, le Zurichois Ulrich Zwingli, le Bâlois Johannes Heussgen dit Oecolampade et le Strasbourgeois Martin Kuhhorn, dit Bucer. Pari redoutable : alors que Zwingli prônait une alliance anti-impériale offensive allant de la Suisse au Danemark, Luther et Martin Bucer épargnaient le pouvoir impérial et s'en tenaient à une conception purement défensive. En théologie, les divergences étaient plus criantes encore, notamment sur la question centrale de l'Eucharistie. Si les quatre hommes rejetaient à l'unanimité le dogme catholique de la transsubstantiation (ou impanation), Luther, Zwingli, Oecolampade et Bucer s'affrontaient sur la question de la présence du Christ lors de la communion. Martelant les paroles du Christ « Ceci est mon corps, ceci est mon sang », Luther clamait sa présence effective : point d'impanation ou transsubstantiation mais, assurément, companation ou consubstantiation. Pour Zwingli, Oecolampade et Bucer, l'Eucharistie n'était rien d'autre que la commémoration entre fidèles de l'ultime Cène du Christ avec les Apôtres. Sur ce, Martin Luther avait quitté furieux le Synode[9].

Voilà donc l'Allemagne insoumise, passionnée, divisée que Charles Quint, fraîchement sacré empereur, retrouve après neuf années d'absence.

S'il a maté la révolte des Communeros en Espagne, s'il apparaît désormais comme le maître incontesté du *puzzle* italien, si le royaume de France est provisoirement réduit à l'impuissance, l'Allemagne est plus que jamais son talon d'Achille. L'empereur y revient avec l'ambition de surmonter le schisme et d'unifier durablement le pays sous l'autorité de la maison d'Autriche en obtenant que son frère Ferdinand soit élu roi des Romains, deux questions indépendantes l'un de l'autre seulement en apparence mais en réalité inextricablement liées entre elles. Pour preuve, les princes des États les plus puissants de l'Allemagne – la Saxe, la Hesse et la Bavière – veulent tous s'opposer aux ambitions politiques et dynastiques de l'empereur, alors que deux sont protestants et le troisième catholique. En revanche, ils divergent sur les alliances extérieures. Si Johann Ier de Saxe est hostile à chercher des appuis du côté du royaume de France, le plus sûr moyen à ses yeux de compromettre l'indépendance allemande, pour le landgrave Philipp de Hesse, toute alliance avec les rivaux de la maison d'Autriche peut servir la cause luthérienne. De même pour les très catholiques ducs de Bavière tout ce qui peut affaiblir la maison d'Habsbourg est bénéfique[10]. Il y a encore quatre ans, au lendemain de la mort de Lajos II à Mohács, l'aîné des deux frères, Wilhelm IV, s'est porté candidat à la couronne de Bohème contre Ferdinand d'Autriche. Maintenant que le poste de roi des Romains est vacant, Wilhelm est décidé à tenter sa chance avec, espère-t-il, l'appui des électeurs ecclésiastiques. Pour contrer les manœuvres de ces trois grands princes, l'empereur s'appuie sur la masse des modérés de l'un et de l'autre camp qui, moins puissants, souhaitent avant tout que l'Allemagne vive en paix, quitte à surmonter les différences théologiques par des formules suffisamment vagues et ambiguës pour que chacun y trouve son compte. Les électeurs du Palatinat et de Brandebourg, le prince évêque de Mayence, le duc Heinrich de Brunswick-Wolfenbüttel, l'évêque d'Augsbourg en sont les principaux représentants. Pour les soutenir, Charles Quint aurait souhaité faire appel à Érasme, mais le grand humaniste et conseiller de la couronne[11], à soixante-quatre ans, n'est plus un jeune homme. Plus grave, il ne croît plus guère aux chances d'une réconciliation.

De Rome, le cardinal Garcia de Loaysa prodigue à Charles Quint ses conseils :

« Si Dieu nous fait la grâce que par votre main on remédie aux hérésies en Allemagne, Votre Majesté apparaîtra comme l'Empereur le plus courageux jamais connu par la Chrétienté. Je supplie Votre Majesté de ne point hésiter. S'il Vous faudra acheter la foi de certains par de l'argent, faites-le, même s'il Vous fallait vendre l'un de Vos Royaumes ! Un jour, Votre Majesté m'avait dit qu'Elle souhaitait

employer Sa vie pour la défense de la Foi. Maintenant, vient le temps de démontrer que ces paroles n'étaient pas vaines et hypocrites. »

En prenant ses quartiers au palais Fugger d'Augsbourg, au toit en cuivre et à la façade en marbre d'Italie, l'empereur peut être satisfait de l'accueil que lui ont réservé le peuple et les magistrats de cette grande et riche cité aux rues bordées d'élégantes maisons et aux larges places, chacune avec sa fontaine alimentée par l'eau du Lech. Plusieurs princes luthériens sont venus lui rendre hommage. Annulée depuis plusieurs années déjà, la procession du *Corpus Christi* a pu avoir lieu. L'empereur a défilé, tête nue et un grand cierge à la main, derrière le Saint Sacrement, sans qu'un seul murmure ne trouble son passage. Et si Philipp de Hesse et Johann Ier de Saxe n'y ont pas pris part alors que le vieux margrave de Brandebourg-Ansbach tombait à genoux devant l'empereur pour faire amende honorable (« Sire, je préfère perdre ma tête devant vous que renoncer à la parole de Dieu ! »), d'autres princes luthériens ont suivi la procession et leurs prêcheurs se sont abstenus de tout prosélytisme. Il reste qu'Augsbourg pullule d'hommes en armes : entre fantassins et cavaliers, ils sont environ douze mille à veiller à tous les coins de rue. Un peu beaucoup pour une diète consacrée à la réconciliation. D'ailleurs, selon le cardinal Campeggio, l'œil du Saint-Siège, l'empereur se fait des illusions : « Dès que Sa Majesté sera partie, les protestants reprendront de plus belle leur propagande antiromaine » et l'empereur devra « détruire ces plantes vénéneuses avec le fer ou le feu ». Le fer est la confiscation de leurs biens, le feu le bûcher.

Venu de Wittenberg en compagnie du duc Johann de Saxe et de Philipp Melanchthon, Martin Luther s'est installé depuis fin avril dans la proche forteresse de Cobourg : « Rien ne manque pour que ma solitude soit complète. […] Il y a à peine trente personnes dans toute la forteresse et, encore, douze sont des veilleurs de nuit et deux des sentinelles toujours postées sur des tours. » Un service de messagers lui permettra de suivre au jour le jour les débats à l'archevêché. Après quatre ans d'éclipse, l'homme est usé. La prolifération des sectes, la guerre contre les paysans, la rancœur des pauvres à son endroit, l'arrogance de quelques princes qui se servent de lui pour s'enrichir l'ont marqué. Et le coup porté dernièrement à sa doctrine (et à sa renommée) par le *De Libero Arbitrio* d'Érasme (« Si l'homme n'est pas libre, que signifient précepte, action, récompense ? Pourquoi ces mots : Convertissez-vous ? ») lui a été encore plus rude : « Merci à toi, Érasme ! Toi seul, tu as saisi le nœud, tu as frappé à la gorge. » Luther aboie plus que

mordre : sa réponse *De servo Arbitrio* n'a pas convaincu. Il a connu la maladie (« Dieu veut-il m'abimer de tous les flots à la fois ? »). Même sa vie de famille lui pèse : « Par mon mariage, je me suis avili à tel point que les anges doivent rire et les démons pleurer. » Pour subvenir aux besoins des siens (à l'époque, il n'y avait pas de droits d'auteur !), il s'est improvisé tourneur, jardinier, artisan (« Je suis passé maître en horlogerie ! »), s'est couvert de dettes (« Sommes-nous ici pour payer à tout le monde et que personne nous paye ? »), a mendié des aides : « Le prince traite légèrement les hommes. C'est ainsi qu'on honore l'Évangile, en refusant à ses ministres une petite prébende pour vivre ? […] Pourquoi m'irriterais-je contre les Papistes ? Ceux qui me font le plus de mal ce sont mes plus chers enfants, ceux qui, si Luther n'avait pas écrit, ne sauraient rien du Christ et de l'Évangile. » Et il craint pour l'avenir du monde : « Le Turc est arrivé au comble de sa puissance, la splendeur papale s'éclipse, le monde craque comme s'il allait crouler. L'empire s'est relevé un peu sous notre Empereur Charles : ne serait-ce pas comme la lumière qui, au moment de s'éteindre pour toujours, jette une vive et dernière flamme ? »

Le lundi 20 juin au matin, l'empereur entre à l'archevêché. Les salles du palais épiscopal pullulent de théologiens : les luthériens sont une vingtaine dont Johannes Agricola, Spalatin, Johannes Pistorius et Oslander, dirigés par *l'alter ego* de Luther, Philipp Melanchthon. Aussi doux et pacifique que son maître est âpre et belliqueux, plus porté à la réflexion qu'à l'action, piètre orateur mais excellente plume, Philipp Melanchthon souffre de la fracture de l'Église et serait heureux qu'un accord intervienne ; les théologiens catholiques, une vingtaine aussi, sont menés par Johann Eck, docteur en théologie intransigeant et jouissant de la confiance absolue du Saint-Siège et du légat Campeggio. À ses côtés, Johannes Cochlaeus, Jacobus Faber, Conrad Wimpina, Julius Pflug. Si Charles Quint réussit, il aura accompli ce qu'aucun pape, de Léon X jusqu'à Clément VII, n'a osé entreprendre. S'il échoue, c'est son idéal d'un grand empire chrétien, laborieux et en paix avec lui-même, qui va partir en fumée. L'oraison d'ouverture est prononcée par le nonce apostolique Vincenzo Pimpinella. Discours plutôt convenu, consacré aux graves dangers auxquels est exposée la chrétienté. Après un banquet, la diète est ouverte dans la salle du chapitre par le comte palatin Friedrich II s'exprimant au nom de l'empereur :

« La liberté et la prospérité de toute l'Allemagne sont en cause. […] Retrouvons la paix en matière de religion et donnons à Sa Majesté les moyens pour remplir, avec fermeté et pour le bien de tous, son

auguste mission ! »

Les deux jours suivants sont consacrés à l'organisation des travaux et aux questions de protocole. L'empereur accepte la proposition des luthériens d'inverser l'ordre du jour et de traiter la guerre aux Turcs après les questions de religion. Il accède aussi à leur demande que Christian Beyer, chancelier du duc de Saxe, présente oralement leur profession de foi en session plénière. La chose est d'importance parce que les théologiens de Wittenberg ont rédigé, à l'instance du duc de Saxe, un document résumant leur vision de l'essence du christianisme. Sa substance est empruntée aux notes rédigées par Luther en vue de son colloque de Marbourg avec Zwingli et Bucer. La forme est de Philipp Melanchthon. De Cobourg, Luther a donné son *imprimatur* : « J'ai lu la Confession de Maître Philipp. J'en suis satisfait et je ne trouve rien à améliorer ou à changer, ni pourrais-je m'y essayer parce que je ne suis pas capable de tant de précaution et de gentillesse. Puisse Christ, notre Seigneur, aider à faire mûrir un tel fruit. Amen. » La présentation de la Confession par Christian Beyer a lieu le samedi 25 juin :

« *Imperator* à jamais invaincu, César Auguste, Seigneur très clément ! Votre Majesté Impériale a convoqué l'assemblée de l'Empire à Augsbourg pour délibérer d'un effort commun contre le Turc, notre ennemi héréditaire le plus cruel. Notre assemblée doit délibérer également des différends relatifs à la Foi chrétienne, afin que les avis et les convictions des parties soient entendus et pesés en présence de tous, dans la douceur, la charité et la bienveillance mutuelle. Et cela, pour nous ramener à une seule et unique vérité et concorde chrétienne… À plusieurs reprises et encore lors de la Diète de Spire qui a eu lieu en l'an 1526, Votre Majesté Impériale a fait savoir qu'Elle entendait insister auprès du Pontife romain en faveur de la convocation au plus tôt d'un Concile général. Si nos différends n'ont pas été réglés amicalement entre nous, nous nous engageons, en toute soumission envers Votre Majesté Impériale, à plaider notre cause lors d'un concile libre et chrétien. »

Le chancelier Beyer entame alors, au nom des princes protestants, la lecture en allemand de la très attendue *Confessio*[12], quarante pages rédigées dans un style concis, clair, apaisé. Les vingt et un premiers articles présentent, dit-il, « la somme de notre doctrine où rien selon nous n'est en désaccord avec les Écritures ou avec l'Église romaine ». Et le chancelier Beyer de donner lecture des définitions retenues par la *Confessio* sur les grands principes de la Foi : Dieu et la Sainte Trinité ; le Péché originel ; la nature divine et humaine du Fils de Dieu ; la justification par la foi (« Les hommes ne peuvent être justifiés devant Dieu par leurs propres forces, par leurs propres mérites ou par leurs propres œuvres, mais sont justifiés sans contrepartie aucune au moyen de la Foi ») ; l'Église (« Pour qu'il y ait une vraie unité il suffit d'être en accord sur la doctrine de l'Évangile et sur l'administration des sacrements. […] Il n'est pas nécessaire qu'il y ait

partout les mêmes traditions, les mêmes rites, les mêmes cérémonies ») ; le baptême (« On a le devoir de baptiser les enfants ») ; la Cène (« Le corps et le sang du Christ sont réellement présents dans le repas du Seigneur et sont réellement distribués à tous les convives ») ; les sacrements (« Ils n'ont pas été institués pour être des marques de profession de foi mais pour être des témoignages de la volonté divine. »). « Voilà, à peu près, la somme de la doctrine qu'on enseigne chez nous. Comme on peut le voir, il ne s'y trouve rien qui soit en désaccord avec les Écritures ou, selon nous, avec l'Église catholique… Le différend entre nous porte sur certains abus, peu nombreux, qui se sont glissés dans l'Église. » Et le chancelier Beyer de mettre en exergue sept « grands abus » :

La communion sous les deux espèces. « “Buvez-en tous”, a dit le Christ. Dans les *Corinthiens*, Paul montre que l'Église a usé de l'une et de l'autre. Il n'est pas clair quand et par qui cette coutume a été modifiée. »

La messe. « Chez nous, on mêle cantiques en allemand et en latin, dans le but d'enseigner à ceux qui sont dans l'ignorance… Depuis longtemps les messes ont été honteusement profanées et destinées au lucre et de là est venue la conviction que la messe efface les péchés des vivants et des morts. De même, nous ne célébrons qu'une messe commune à tous. »

La confession. « Il ne faut pas énumérer tous les manquements parce qu'il est impossible de les citer en totalité. »

Les fêtes et les rites. « La doctrine de la grâce et la justification par la foi, qui est l'essence même de l'Évangile, a été occultée en faisant croire que le Christianisme consiste dans l'observation de fêtes, de rites, de jeûnes. »

Du mariage des prêtres. « Anciennement les prêtres se mariaient. Puis, il y a quatre cents ans, ils ont été contraints au célibat. Pour nous, ceux qui ne sont pas aptes au célibat doivent pouvoir contracter mariage. Paul n'a-t-il pas dit qu'il « vaut mieux se marier que brûler ? »

Des vœux monastiques. « Des jeunes filles et des adolescents sont fourrés au couvent avant un âge convenable et dans le seul but de pourvoir à leur subsistance, de sorte que, entrés sans discernement dans cet état de vie, ils sont forcés d'y demeurer. Aujourd'hui on enseigne que par la profession monastique on acquiert plus de mérites que par le baptême. Tout cela est faux. Pour nous les vœux sont nuls. »

Du pouvoir temporel de l'Église. « Les nôtres ont voulu clarifier la différence entre pouvoir ecclésiastique et pouvoir du glaive. Le premier est le pouvoir de droit divin de prêcher l'Évangile, de remettre ou de retenir les péchés, d'administrer les sacrements et ne s'exerce que par la parole. Le second assure la défense des corps et des choses par des peines corporelles. Le pouvoir ecclésiastique ne doit donc pas prêcher la désobéissance, mettre obstacle aux réglementations et aux contrats civils, prescrire les formes de l'État, abroger les lois de la puissance publique. »

En conclusion : « Nous aurions pu parler d'autres abus : les indulgences, les pèlerinages, le recours trop fréquent à l'excommunication. Nous aurions pu parler du droit paroissial, des confessions, des inhumations et d'innombrables autres questions. Mais pour ne pas être prolixes, nous nous sommes limités à ce qui devait être dit. De Votre Majesté Impériale, les fidèles sujets, Johann Ier, Duc et Electeur de Saxe, Georg, Margrave de Brandebourg, Philipp, Landgrave de Hesse, Ernst Ier, Duc de Brunswick-Lunebourg, Wolfgang, Prince d'Anhalt, Les Sénats et les Magistrats de Nuremberg et de Reutlingen. »

C'est maintenant aux catholiques orthodoxes d'expliquer leur profession de foi. Johann Eck, Jacobus Faber et Johannes Cochlaeus sont venus à Augsbourg avec un gros mémoire contenant quatre cent quatre articles : Charles Quint leur demande d'en tirer un document concis, soulignant les points d'accord et de désaccord avec la *Confessio* luthérienne et propose à l'ensemble des États la constitution d'une cour arbitrale sous sa présidence. Les protestants la refusent. Dans le camp catholique, la majorité menée par le duc Wilhem IV de Bavière l'accuse d'outrepasser son rôle d'*Advocatus Ecclesiae*. Tout au plus, il pourra demander aux deux parties de rédiger une synthèse présentant à la fois les points d'accord et de désaccord et les accommodements transitoires permettant d'attendre en paix qu'un concile se prononce. À ce point, Charles Quint conseille vivement à Clément VII de prendre l'initiative :

« Très Saint-Père, j'ai trouvé auprès des Électeurs, des Princes et des populations restés fidèles à notre religion catholique, une grande tiédeur et auprès des Électeurs, des Princes et des villes sympathisants de Luther une détermination inébranlable. Il est clair qu'ils ne sont pas disposés à se soumettre à mon arbitrage. Ce qui est d'ores et déjà certain est que les Luthériens exigeront que les concessions mutuellement convenues à la Diète soient validées par un Concile. Les Catholiques y sont favorables, pourvu que les Luthériens acceptent de vivre dans l'obédience de Sainte Mère l'Église. Le convoquer présente de grands avantages : premièrement les Luthériens devront vivre, dans l'intervalle, dans notre Foi et s'ils refusent d'y participer, tout le monde les condamnera. À Bologne Votre Sainteté m'a dit qu'un Concile ne peut être convoqué qu'en temps de paix. Considérez que tout laisse penser que la paix actuelle sera durable et que, quand bien même la guerre devait éclater, Votre Sainteté pourra toujours interrompre ou révoquer le Concile. […] Vous suppliant, très Saint-Père, de me faire connaître votre bon plaisir, le 14 juillet 1530, votre obéissant fils. »

Depuis que la République de Florence a capitulé au terme de neuf mois de siège et d'une bataille dans la campagne de Gavinana qui a coûté la vie au général Philibert d'Orange, la ville est gérée par un gouvernement provisoire constitué de douze citoyens, dont de nombreux fidèles de Clément VII[13]. Le pontife attend maintenant que Charles Quint érige Florence en duché et investisse son neveu Alessandro de Médicis. La réponse de Clément VII à la lettre de l'empereur est donc évasive : si Charles estime qu'il faut un concile, qu'il le promette sous son autorité et à condition que les Luthériens « reviennent immédiatement à la vie catholique et à l'obédience de Sainte Mère l'Église ». De Rome, le cardinal Garcia de Loaysa explique :

« Je suis allé voir le Pape à la fraîche. Je pense qu'au fond de son cœur il désire que la question allemande soit assainie, si possible, moyennant quelques concessions d'ordre spirituel aussi bien que temporel, mais qu'en dernier ressort, plutôt que risquer l'aventure d'un Concile, il préférera que les choses en restent là où elles se trouvent. C'est pourquoi Sa Béatitude pourrait même aller jusqu'à le

convoquer, mais après s'être accordée secrètement avec d'autres Princes chrétiens pour qu'ils le sabordent. Voyant ces difficultés, je dis que Votre Majesté devrait laisser les Allemands se mettre d'accord sur les choses les plus faciles, à condition qu'ils vous obéissent, qu'ils élisent votre frère roi des Romains et qu'ils vous aident à défendre la Hongrie. De cette manière Votre Majesté aura fait son devoir. Dès lors, il convient de travailler pour que le Pape admette certaines concessions vous permettant d'achever votre négociation. […] Je crois en particulier que les prêtres aujourd'hui mariés pourraient le demeurer et que la communion *sub utraque specie* pourrait être admise. »

La curie semblerait donc disposée à faire quelques concessions sur deux des sept « abus » dénoncés par les protestants, mais la *Confutatio* catholique présentée le 3 août à la diète n'en dit mot : elle constate des divergences substantielles sur douze articles de la *Confessio* : le péché originel (les hommes naissent avec la concupiscence seule, comme l'affirment les catholiques, ou sont-ils aussi dépourvus de la crainte de Dieu, comme le pensent les luthériens ?) ; la justification (les chrétiens obtiennent-ils la rémission de leurs péchés par leurs mérites ou bien par leur foi en Christ ?) ; la pénitence (consiste-t-elle en la contrition seule ou dans « la contrition et la Foi » ?) ; les sacrements (sont-ils trois – le baptême, l'eucharistie et la pénitence – ou sept avec la confirmation, l'extrême-onction, le mariage et l'ordination des prêtres ?) ; les bonnes œuvres (assurent-elles la rémission des péchés ou ne sont-elles rien d'autre qu'un devoir du bon chrétien ?), et ainsi de suite. Quant aux sept abus dénoncés par la *Confessio,* la *Confutatio* ne concède rien : il est correct de réserver aux prêtres la communion sous les deux espèces, sous peine d'excommunication pour les autres. Le célibat des prêtres a été révélé par Dieu. Les vœux sont établis par les livres sacrés. Le devoir des évêques est de conduire leurs sujets à la béatitude éternelle, par la persuasion, si possible, mais aussi par la contrainte, si nécessaire. Quant à la messe en latin, la seule chose qui compte est que le fidèle participe à l'Eucharistie. Sur ce, le landgrave Philipp de Hesse quitte théâtralement Augsbourg sans prendre congé de l'empereur et en laissant à ses représentants des instructions extrêmement fermes : « Si les Papistes continuent à s'asseoir sur les roses du Diable, alors vous ne devez pas reculer d'un cheveu. »

Restés assis dans leurs stalles, les six autres princes luthériens demandent une copie de la *Confutatio* afin que leurs théologiens puissent lui répondre article par article. Le parti catholique refuse. L'empereur tranche. Une copie de la *Confutatio* sera remise aux luthériens, à la stricte condition que, ni l'un ni l'autre, ne soient rendues publiques. Craignant un piège, les luthériens se contentent des notes prises par les leurs. C'est dire avec quelle méfiance les

deux parties acceptent que l'examen comparatif de la *Confessio* et de la *Confutatio* soit soumis à un comité restreint : deux princes, deux juristes et trois théologiens pour chaque camp. De la forteresse de Cobourg, Luther écrit à Melanchthon : « À moins que le pontife ne veuille abolir sa papauté, je suis contre toute tentative d'accorder les deux doctrines, car c'est chose impossible. Contentons-nous d'avoir rendu raison de notre croyance. » Et Martin Luther de recommander à son *alter ego* de garder son calme : « Le danger était bien plus grand à l'époque de Jan Hus. Pourquoi tu t'inquiètes sans cesse ? […] Je t'implore de te défendre contre toi-même. » Le comité aboutit à quelques recommandations apaisantes : des rapprochements sont concevables pour la communion, le mariage des prêtres, les vœux monastiques et les règles de la messe. Par contre, aucune possibilité d'entente n'est apparue sur la justification (par la foi seule ou par les bonnes œuvres ?), les fêtes, les rites, et les pouvoirs juridictionnels de l'Église. Fin août, un comité réduit à six personnes ne fait pas mieux.

Pour sortir de l'impasse, Charles Quint charge son frère de tester en coulisse un compromis permettant aux princes luthériens de pratiquer, sous leur entière responsabilité, la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres jusqu'à ce que le concile se prononce définitivement. En contrepartie, ils devraient autoriser dans leurs États les deux formes de messe et transférer à l'empire l'administration des biens confisqués à l'Église romaine. Refus des luthériens. Nouveau ballon d'essai *a minima* de Ferdinand : rendre publics les points d'accord et annoncer que le dialogue reprendra après quelques mois de réflexion. Nouveau refus des luthériens. Après trois mois de réunions inutiles des trois collèges de la diète, des groupes confessionnels, des théologiens, de comités *ad hoc,* Charles convoque l'assemblée plénière le 22 septembre. Le duc Johann de Saxe se présente avec un document volumineux qui, sous le nom d'*Apologia Confessionis Augustanae,* répond à la *Confutatio* catholique : il souhaite le communiquer formellement à la diète. L'empereur refuse même qu'on le lui remette : « Le moment n'est plus aux discussions mais à l'action ! », tranche-t-il, avant d'inviter le grand électeur Joaquim II Hector de Brandebourg à annoncer aux princes luthériens qu'ils ont jusqu'au 15 avril 1531 pour accepter ses dernières propositions. Entre-temps, ils coopéreront avec les princes catholiques pour éradiquer les hérésies zwingliennes et anabaptistes, tandis que lui-même veillera à ce que le pape convoque un concile universel dans le délai d'un an. En invoquant sa conscience et

l'Évangile, le duc Johann de Saxe rejette les décisions de Charles Quint. Entré dans une colère noire, l'empereur l'apostrophe (« Voulez-vous dire par là que vous seul êtes bon chrétien et que moi-même et tous les États de l'Empire, réunis ici, sommes les ennemis de l'Évangile ? ! ») et suspend la séance. Le lendemain, 23 septembre, Joaquim de Brandebourg met les luthériens en garde : « Sachez que l'Empereur est prêt à faire union avec tous les catholiques. » Sur ces mots, le duc de Saxe, le duc Ernst Ier de Brunswick-Lunebourg, le prince Wolfgang de Anhalt, Philipp Melanchthon quittent Augsbourg. Poursuivie en leur absence, la diète rétablit la loi de l'empire dans toute son ancienne rigueur : à compter du 15 avril 1531, les États luthériens devront appliquer l'édit de Worms de 1521, rétablir dans leurs droits les évêques exilés, restituer à l'Église les biens confisqués. D'ici là, le comte palatin et le cardinal de Mayence entreprendront une mission de la dernière chance. Le 30 octobre, l'empereur avoue au pape son échec :

« Très Saint-Père, mes espoirs d'arrêter quelques décisions dans les choses de la Foi se sont envolés… Après toutes les discussions que j'ai eues ici, je manquerais à mes devoirs vis-à-vis de Dieu et de Votre Sainteté si je n'insistais pas que seul un Concile peut apporter aux peuples le grand soulagement de voir l'Église universelle prendre un nouveau départ. Je ne doute pas que les Princes et les Nations de la Chrétienté vous obéiront de crainte que les hérésies s'étendent bientôt à leurs Royaumes. […] Je retarderai mon départ pour l'Espagne afin de consacrer toute ma personne et tous mes biens à notre cause. »

Avant de se dissoudre, la diète aborde la grande question de la défense contre le Turc. Le 22 novembre, il est convenu que si Soliman envoie une armée contre la Hongrie, les États contribueront à sa défense avec quarante mille fantassins et huit mille chevaux pour six mois[14]. Et en cas de croisade contre Constantinople, ils engageront vingt mille fantassins et quatre mille cavaliers pour trois ans. En coulisse, l'empereur a discuté avec les grands électeurs le choix de son successeur à la charge de roi des Romains, choix qui, selon la Bulle d'Or, doit intervenir immédiatement après le sacre. À l'issue d'une ultime discussion orageuse avec Wilhelm de Bavière, le duc a retiré sa candidature. Même s'il serait juridiquement contestable que le frère d'un empereur puisse être élu de son vivant roi des Romains, six grands électeurs se sont satisfaits du paiement par Charles Quint des dettes qu'il leur devait encore depuis son élection en 1521, soit deux cent mille ducats, et de divers autres avantages. Quant au duc Johann de Saxe, Charles Quint s'est bien gardé de lui octroyer le titre de grand électeur auquel il aurait droit depuis qu'il a succédé à son frère Friedrich le Sage. La voie étant ainsi toute tracée pour Ferdinand d'Autriche, l'évêque de Mayence, *primus inter*

pares des grands électeurs, convoque ses pairs pour le 5 janvier à Cologne, au lieu de Francfort, tombée dans le camp des luthériens et, de surcroît, affligée par une épidémie de peste. Avant de quitter Augsbourg, Charles Quint a plusieurs entretiens avec son beau-frère Christian, le roi déchu du Danemark. Depuis des mois, il a annoncé son intention d'abandonner la confession luthérienne et demande que le pape lève son excommunication. Difficile, pour quelqu'un qui, lorsqu'il était au pouvoir, avait expédié au bûcher pas moins de sept évêques… Mais en politique rien n'est impossible. Sur ordre du pape, le cardinal Campeggio recueille la confession de Christian II et, pour pénitence, lui impose de se rendre en pèlerinage à Rome et de faire don à l'Église d'un hôpital. Une toute dernière nouvelle avant le départ pour Cologne : le cardinal Thomas Wolsey, ancien chancelier d'Henry VIII, vient de mourir à Londres. « Toutes sortes de rumeurs courent sur les causes de sa mort », écrit l'ambassadeur Chapuys. « Ce qui est certain est qu'il refusait depuis plusieurs jours de s'alimenter. Mais de là à mourir si vite ! » En route pour Cologne, l'empereur reçoit la réponse de Clément VII à son dernier courrier :

« *Carissime in Christo fili noster Salutem et Apostolicam benedictionem !* (Très cher fils dans le Christ, salut et bénédiction apostolique !) Dans la lettre que Votre Majesté m'a écrite, j'ai reconnu le même amour que j'ai toujours vu en Vous au service de Dieu, de la Chrétienté, de l'honneur du Siège Apostolique et de ma personne. Pour ce qui concerne le remède qu'il Vous semble nécessaire pour les choses de la Foi, je me dois de demander l'avis des Cardinaux. J'ai eu connaissance des gentillesses que Votre Majesté a prodiguées à mon neveu le Duc Alexandre. Ma Maison Vous en sera éternellement obligée. […] Je prie Dieu de Vous donner la vie et le bonheur que Vous méritez. De Rome, le 18 novembre 1530. »

Quelques jours après, le pape ajoute :

« J'écrirai plus longuement à Votre Majesté lorsque le Nonce[15] que je Vous enverrai partira d'ici. Pour l'heure, je Vous informe qu'aujourd'hui j'ai écrit aux Princes et que je me suis résolu à suivre votre jugement, dans l'espoir que Dieu, voyant notre volonté commune de Le servir, nous aidera à obtenir le fruit que chacun de nous espère. De Rome, Sa Sainteté Clément VII, le 6 décembre 1530. »

Interprétation du cardinal de Loaysa : « En votant en faveur du Concile, les Cardinaux ont agi à la manière des marchands qui jettent leurs marchandises à la mer quand leurs vies sont en péril. Je n'en vois que cinq ou six qui l'ont fait avec le cœur et, premier d'entre eux, le Cardinal del Monte. » Arrivé à Cologne par le Rhin deux jours avant la Noël, Charles Quint est attristé par la nouvelle du décès de sa « très bonne tante et mère », Marguerite d'Autriche. Elle a cessé de vivre le 30 novembre, entre minuit et une heure du matin, à Malines, à cinquante ans, alors qu'il la croyait en

route pour sa chère Brou en Bresse, où les meilleurs architectes et artistes de Flandres mettaient la dernière main à l'église dont elle avait posé la première pierre, vingt-quatre ans plus tôt, sous une pluie battante, pour rendre hommage à son troisième époux, Philibert II de Savoie[16]. La mort de certains de ses proches – Charles de Lalaing, Louis de Ligne, le seigneur de Ravenstein – l'avait beaucoup affectée et la santé d'autres de ses compagnons des belles années – Jean Marnix, l'ami de toujours, Antoine et Jean de Berghes, Antoine de Ligne – déclinait. Toute une génération s'en allait sous ses yeux et une grande lassitude des affaires publiques l'envahissait. Un verre de cristal lui est tombé des mains, un petit éclat de verre s'est glissé dans une de ses pantoufles. Infection, quelques oignements sans le moindre effet, une incision, un bref répit, la gangrène. Avant de se soumettre à l'amputation, Marguerite a demandé deux jours pour mettre de l'ordre dans ses affaires, transmettre ses pouvoirs au comte de Hoogstraten, rédiger son testament, écrire une dernière lettre à son neveu, recevoir l'extrême-onction. Le troisième jour, ses chirurgiens, lui ayant administré une forte dose d'opium, l'ont opérée et elle ne s'est plus réveillée. Sa dernière lettre touche Charles Quint au fond du cœur :

« Monseigneur, je ne puis plus vous écrire de ma main et je me trouve en telle indisposition que je crois que ma vie va être brève. J'ai ma conscience en paix. Je n'ai aucun regret, si ce n'est de pouvoir vous voir et vous parler encore une fois avant ma mort. J'y remédie par cette lettre qui, je le crains, sera ma dernière. Je vous ai institué mon héritier universel pour le tout. Je vous laisse vos pays grandement augmentés. Je vous rends leur gouvernement, auquel je me suis si loyalement consacrée que j'en espère rémunération divine, contentement de vous, Monseigneur, et gré de vos sujets. Je vous recommande singulièrement la paix et spécialement avec les rois de France et d'Angleterre. Je vous recommande aussi mes pauvres serviteurs et servantes. Vous disant le dernier à Dieu, je supplie Notre Seigneur de vous donner prospérité et longue vie. Votre très humble tante, Marguerite. »

Le 3 janvier, Charles Quint écrit à sa sœur Marie :

« Pour suppléer à la perte de notre tante, il m'a semblé impossible de trouver une personne plus qualifiée que vous. En conséquence, ma bonne sœur, je vous prie instamment d'arriver le plus tôt possible, afin que nous soyons quelque temps ensemble et que, pour votre bon avis et conseil, vous soyez mieux instruite des moyens de bien les gouverner. Quant à vos serviteurs, ce qui se tolère en Allemagne ne saurait être toléré dans nos Pays d'Embas, car des gens entachés, en dire ou en pensée, des nouvelles doctrines il y en a déjà plus qu'assez. D'autre part, ces pays n'aiment pas les étrangers, surtout ceux qui ont la charge de les gouverner. Par conséquent, si vous acceptez la charge que je vous prie de prendre, vous ferez bien de laisser derrière vous vos maîtres d'hôtel, maître de chambre, prêcheur, aumônier, dames d'honneur et tout autre suspecté d'hérésie. »

Ces mêmes jours, Charles Quint reçoit d'Alvise Gritti, l'éminence grise placée aux côtés de János Zápolya, l'autre roi de Hongrie, un préavis de

guerre pour le prochain printemps, à moins que son frère Ferdinand lui abandonne de son chef toute la Hongrie :

« Sire, ayant été envoyé en Hongrie pour des affaires de grande importance, il me semble convenable d'avertir Votre Majesté des préparatifs, gros et inestimables, que le Turc a mis en marche tant par mer que par terre. Du jamais vu de notre temps. Et je ne connais d'autre cause des dits préparatifs que le fait que votre frère Ferdinand n'a jamais cessé de molester le roi de Hongrie János Zápolya, lequel est sous la protection et la garde du dit Turc. Or, je n'ai pas relégué la religion chrétienne à tel point aux oubliettes de vouloir porter injure au salut et au bien public de la Chrétienté. J'ai délibéré de rentrer à Constantinople pour faire rapport au Turc de ce que j'ai vu dans ces contrées et si j'entends la bonne volonté de Votre Majesté, je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour que cette affaire soit traitée de la manière la plus pertinente. Me recommandant à la grâce de Votre Majesté, Alvise Gritti, de Buda, le 23 décembre 1530. »

25

Alerte à Bruxelles

L'élection de Ferdinand acquise, Charles Quint et son frère quittent Cologne le 15 janvier, l'un pour retrouver sa terre natale après dix ans d'absence, l'autre pour défendre son bout de royaume de Hongrie contre une possible invasion par les Turcs. En route pour Bruxelles, l'empereur reçoit l'évêque de Tortone Uberto Gambara, porteur d'un message de Clément VII : inquiet de l'écho des idées luthériennes dans son royaume, François 1er se serait montré favorable à la tenue d'un concile et le pape ayant « l'accord des deux plus grands princes, serait prêt à aller de l'avant sans attendre les autres. » À cinq conditions, cependant : qu'il ait lieu en Italie, que les princes luthériens reviennent dans l'Église, qu'il soit uniquement consacré à la guerre sainte et à l'extirpation des hérésies, que seuls les participants en règle avec le droit canonique aient droit de vote et que l'empereur soit présent du début à la fin. Ces conditions posées, Uberto Gambara fait part des craintes de Clément VII :

« Si on leur interdit de disputer sur des erreurs déjà maintes fois condamnées par des Conciles, les luthériens ne vont-ils pas le déserter ? Et s'ils viennent, comment croire qu'ils se soumettront à ses décisions ? Et s'ils ressortent l'ancienne controverse sur la supériorité du Pape ou du Concile, comment préserver notre autorité ? Comment s'assurer que les autres Princes y participeront pleinement et en personne ? »

Avant de répondre, Charles Quint demande, d'une part, à son frère de sonder discrètement l'état d'esprit des princes luthériens à la veille de la date butoir du 15 avril et, d'autre part, à son ambassadeur Louis de Praet de profiter du couronnement d'Éléonore d'Autriche prévu pour le 5 mars à Paris pour vérifier si les intentions de François 1er sont sérieuses. Pour Ferdinand, « agir dans l'ombre » ne suffit plus. Il faut faire de nouvelles

concessions aux luthériens et suspendre les procédures à leur encontre de la Chambre Impériale (*Reichskammergericht*), s'ils acceptent de reprendre les discussions interrompues brutalement à Augsbourg. Quant à Louis de Praet, il relate que François 1er demande la tenue à Rome d'une improbable conférence préparatoire entre tous les princes de la chrétienté. Ce qui plus est, il lui a confié d'avoir proposé à Clément VII le mariage de son fils puîné, le duc Henri d'Orléans, avec sa nièce Catherine de Médicis, dernière descendante en ligne directe de Lorenzo le Magnifique, tous deux âgés de douze ans. Commentaire de Rome du cardinal de Loaysa : « La perspective d'un prochain Concile a fondu comme neige au soleil et je Vous conseille de ne plus y perdre votre temps. » Et le pape, dès le lendemain :

« S'il se confirme que le roi de France crée de nouvelles difficultés, d'autres voies Vous restent ouvertes. Que Votre Majesté soit assurée que je considérerai la résolution que Vous prendrez comme la meilleure. »

Entre-temps, Charles Quint a retrouvé le palais Coudenberg à Bruxelles. Avant de « débrouiller les autres affaires », il lui faut de l'argent frais pour payer les soldes des garnisons et rembourser les emprunts contractés en son temps par Marguerite d'Autriche. Convoqués le 2 mars à Bruxelles, les États généraux saluent le retour de leur prince en lui offrant des tapisseries célébrant sa victoire de Pavie mais accueillent avec gêne ses demandes d'argent. Pendant ses dix années d'absence, les Pays d'Embas ont connu une profonde transformation économique et sociale : si le commerce prospère à Anvers, les industries textiles traditionnelles d'autres provinces ne sont plus en mesure de concurrencer l'industrie anglaise et on assiste à une aggravation de la pauvreté et de l'insécurité. On fait grand cas aux États Généraux du traité *De Subventione Pauperum* du grand juriste catholique espagnol Juan Luis Vivès, traité approuvé par la faculté de Théologie de Paris mais dénoncé comme impie et hérétique par les ordres mendiants[1], et des expériences qu'il a inspirées à Mons, à Ypres, à Lille, à Bruges et à Audenarde, pour secourir les mendiants tout en réprimant le racolage dans la rue. Il est convenu de les étendre à toutes les dix-sept provinces, en tirant le meilleur de chacune. Une Grande Ordonnance codifiera ces efforts.

Ses premières dispositions auraient pu être écrites de nos jours. On réprimera les changeurs malhonnêtes (il circule des dizaines de monnaies différentes de tous les pays), les banqueroutiers (« Leurs biens seront confisqués et tout banqueroutier fugitif sera banni à perpétuité »), les monopoles (« Nous statuons par édit perpétuel que nul collège de

marchands ait des intelligences secrètes pour acheter toute espèce de marchandise, la garder et contraindre les acheteurs à payer un prix excessif, sous peine de bannissement et confiscation des biens »), les notaires véreux (« Nul ne sera admis à cet état, hors des gens de bonne réputation, approuvés, suite à examen, par nos juges et conseils provinciaux »), les gens revenant de guerre et « se logeant, mangeant et fourrageant en recourant aux rudesses et aux violences, seront rayés de leurs gages et de notre service. […] Afin de subvenir aux pauvres malades et autres indigents ne pouvant gagner leur vie, nous ordonnons que de toutes les charités, tables de pauvres, hôpitaux, confréries et autres, se fassent une bourse commune pour en faire distribution selon l'avis de leurs gouverneurs ainsi que des gens de loi désignés dans chaque ville. Les chartriers, malades et autres qui ne peuvent sortir de leurs logis, aussi femmes gisantes d'enfants, seront visités et pourvus de lits, linceuls, couvertures, vivres, bois et autres nécessités. Leurs enfants se mettront aux écoles, les autres à apprendre métier ou à servir gens de bien. Les jours de dimanche ils seront conduits à la messe, à la prédication et aux vêpres. Tout pauvre vivant de ladite charité sera tenu de porter une marque sur sa robe. […] Nous défendons à tous nos vassaux, ducs, princes, marquis, comtes ou autres sujets de quelque État qu'ils soient, hommes ou femmes sans exception, le port de toute espèce de draps, toiles, brocarts d'or et d'argent, tant en robes, manteaux ou capes, pourpoints, saies, cottes, manches, manchettes ou bordures, grandes ou petites. De même, nous défendons de porter robes, manteaux ou saies de velours ou satin cramoisi, sauf si on est prince, duc, marquis, comte, chevalier de notre ordre, seigneur banneret d'ancienne noblesse et s'il ne tient pas trois bons chevaux de selle, dont deux seront chacun haut de seize palmes et demie au moins, et robes de satin ou damas, s'il ne tient deux chevaux, dont l'un haut seize palmes et demie pour le moins. » Voilà le côté positif de la Grande Ordonnance.

La suite ressort du plus pur arsenal répressif. « Les oiseux et vagabonds, de quelque nation qu'ils soient, pouvant gagner leur vie, se retirent endéans trois jours, sous peine de la hart (pendaison) : les étrangers hors de nos pays, nos sujets, chacun à son hôtel. […] Nul, soit homme ou femme, ne pourra demander l'aumône, de nuit et de jour, par les rues, par les Églises ou par les maisons, sous peine d'être détenus prisonniers à pain et eau, à la discrétion de nos officiers, juges et gens de loi. […] Pour remédier aux bagarres, homicides et autres inconvénients qui procèdent de l'ivrognerie

nous ordonnons que toutes les fêtes et kermesses se tiennent sur un seul jour et que ceux qui tiendront noces n'y pourront prier que leurs prochains parents et amis et ce au nombre de vingt personnes au plus haut. […] Ceux qui ont des livres de Luther, Wycliffe, Huys, Marsile de Padoue, Œcolampadus, Zwingli, Melanchthon, Franciscus Lambert, Johann de Poméranie ou d'autres sectes hérétiques, les porteront aux chefs officiers des lieux où ils résident pour qu'ils soient brûlés par le feu, sous peine de confiscation de leur corps, sans grâce, répit ou déport. À ceux qui les dénonceront nous accorderons la moitié de leurs biens s'il s'avère qu'ils sont réellement coupables. Nul ne s'avancera dorénavant à imprimer, écrire, traduire, importer aucun livre de matière ecclésiastique sans avoir obtenu nos lettres patentes d'octroi, sous peine de cinq cents carolus d'or d'amende et d'être flétris d'un fer chaud en forme de croix si vivement que l'on ne le pourra effacer ou d'avoir un œil crevé ou un poing coupé, à la discrétion du juge. […] Nous défendons à tous de blasphémer Dieu, la Vierge Marie et les Saints, sous peine d'être constitués prisonniers à pain et à eau l'espace d'un mois entier. Ceux qui blasphémeront d'un cœur dur et félon auront la langue percée publiquement sur un échafaud. »

À la mi-mars, l'empereur se rend à Louvain pour y accueillir sa sœur Marie qui arrive d'Autriche « résignée », comme elle dit, « à se mettre la corde au cou, par amour et obéissance de Vous ». De cette cité qui, parmi jardins, vergers et canaux, abrite vingt collèges et des centaines d'étudiants de toutes les nations, frère et sœur se rendent à Malines où ils ont passé ensemble leur enfance. Après Malines, Anvers. La cité est en pleine rénovation. D'anciens quartiers prolétaires intra-muros sont démolis pour faire place aux maisons cossues des nouveaux riches tandis que, hors des enceintes, on bâtit des logements destinés aux travailleurs accourus des provinces en déclin. La ville pullule de marchands, banquiers, changeurs allemands, anglais, portugais, vénitiens, castillans, catalans, génois, danois, polonais et, lorsque François 1er et l'empereur sont en paix, français. Anvers est devenue la ville la plus cosmopolite de la chrétienté. Tandis que sur les berges de l'Escaut, à deux pas de la cathédrale, s'entassent les marchandises du monde entier et que des dizaines de caravelles et caraques attendent leur tour de décharger, charger et repartir, à la Nouvelle Bourse, les marchands s'échangent leurs produits. Les Portugais proposent perles, pierreries, ambre, musc, épices des Indes Orientales, or pur, ivoire, malaguette d'Afrique, sucres et vins de Madère, sel, huile d'olive, fruits frais, secs ou

confits. Les Castillans, lingots d'or et d'argent, laines brutes, ce bois de Gaillac dont on se sert pour soigner la syphilis (que les Italiens appellent *il mal francese* et les Français le mal napolitain), velours de Tolède, taffetas, alun, couleurs, vins, oranges, grenades, olives, melons, câpres, dattes, figues, raisins, amandes. Les Italiens, armures, draps de soie, d'or et d'argent, tapis, épices, riz du Piémont, parmesan de Reggio. Les Allemands, objets en argent ou en cuivre, futaines, pastels à teindre, meubles, vins blancs et bières. Les Scandinaves, blé, seigle, peaux, fourrures, ambre de Dantzig. Les Français, vins blancs et clairets, sel blanc, pastel de Toulouse, papier à écrire, draps fins de Paris, dorures et mille autres merceries. Les Anglais, draperies fines, cuirs, peaux de mouton, bières, malvoisie de Candie. Les Écossais, peaux de moutons, de lapin et pelleteries en peau de martre. Enfin, Flamands et Hollandais toutes espèces de vaisseaux et de navires, draperies bon marché en laine de Castille, toiles en lin, tapisseries de Bruxelles, Tournai, Valenciennes, Lille et Douai, pièces d'artilleries et munitions de Liège, verreries à la façon vénitienne, tapis imités à la turque, sucre raffiné, cierges, métaux bruts ou façonnés, instruments de musique, diamants, livres, anciens et nouveaux.

Pendant que Marie de Hongrie fait la connaissance des Pays d'Embas, les luthériens, réunis à Schmalkalden, à la frontière entre la Saxe et la Hesse, se sont constitués en groupe autonome pour la défense de la Parole de Dieu et des Saintes Écritures. Bruyamment félicités par les rois de France et d'Angleterre, ils ont autorisé le landgrave Philipp de Hesse à constituer une armée commune et à conclure des alliances avec les sacramentaires du sud et les zwingliens helvétiques. En revanche, Johann de Saxe a estimé prématuré de déclarer nulle et non avenue l'élection à roi des Romains de Ferdinand d'Autriche. Voici ce que les princes luthériens répondent à Charles Quint avant la date butoir du 15 avril 1531 :

« Votre Majesté, nous nous devons de rappeler à Votre souvenir les horribles menaces proférées à notre encontre à Augsbourg par le Marquis de Brandebourg et souligner que la Ligue que nous venons de constituer n'est pas faite pour offenser mais pour nous défendre. Malgré diverses lettres et démarches par nos ambassadeurs, nous n'en avons pas obtenu confirmation que Votre Majesté ait donné ordre à son Tribunal de ne point procéder contre nous pour les choses de la Foi et pour celles qui en dérivent. […] Puisque Votre Majesté requiert notre aide contre le Turc, Votre Majesté doit considérer le préjudice qui serait pour nous de pourvoir gens de guerre alors même que nous sommes sous la menace des censures et des peines de vos juges. »

Le 3 avril de Bruxelles, Charles Quint fait le point à l'intention de Ferdinand d'Autriche :

« Monseigneur mon bon frère, Vous constaterez (voir lettre ci-jointe) le peu de volonté que François 1er a tant pour le Concile que pour résister au Turc. S'il y voit son avantage, il agira encore pire. Quant au Saint-Père, je ne parviens pas à le déterminer, raison pour laquelle il est plus que nécessaire que vous avisiez discrètement avec les Électeurs, les Princes et autres bons personnages de l'Empire ce qui pourrait être fait pour trouver, même en absence d'un Concile, une solution qui ne porte pas préjudice aux points substantiels de notre Foi. […] Comme vous le comprendrez, les affaires de mes Royaumes d'Espagne souffrent grandement de ma longue absence. C'est pourquoi je souhaite que l'on parvienne rapidement à quelque entendement avec les dévoyés. […] J'ai longuement étudié la demande du Sultan de retenir le Royaume de Hongrie pour le Voïvode, en échange de la paix. J'ai également pesé votre courrier du 17 mars selon lequel il vous est impossible de vous y soumettre. Il n'est nullement dans mes intentions de vous conseiller de vider vos mains de ce que vous y tenez. Cependant, pesant, d'un côté, la puissance du Turc et, de l'autre, la modestie de vos moyens, je ne sais quoi conclure sinon qu'il serait préférable de vous mettre hors de guerre quelque temps. » *Post Scriptum* : Depuis que je vous ai écrit les choses ci-dessus, j'ai reçu de mon ambassadeur à Venise Rodrigo Niño les nouvelles qu'ils ont de là-bas (Constantinople). Si elles sont vraies, vous n'aurez pas à assembler des gens. »

Ferdinand à son frère, de Prague, le 19 et 27 avril :

« Hieronimo de Lasco est rentré de Constantinople avec la réponse d'Ibrahim Pacha. D'après les papiers que je fais actuellement traduire, le Turc serait prêt à nous accorder une trêve d'un an, soumise à certaines conditions. […] Votre Majesté souhaite que l'Archevêque de Mayence et le Comte Palatin entament une médiation avec les Luthériens. Une approche plus radicale s'impose : Votre Majesté doit convoquer une nouvelle Diète, avant son départ en Espagne. »

Pendant ce temps, à la mi-avril, le cardinal Gabriel de Gramont, évêque de Tarbes, est à Rome pour appâter Clément VII avec le mariage de sa nièce Catherine de Médicis avec le duc Henri d'Orléans, tous deux âgés encore de douze ans. « Sa Sainteté », rapporte à Charles Quint le cardinal Garcia de Loaysa, lui aurait répondu qu'il lui fallait « prendre du temps pour y réfléchir ». Très en colère, ce fou de Gramont lui aurait rétorqué « Votre Béatitude n'aime guère le roi ! » Il l'aurait même menacé. « Ce qui est sûr est que Sa Sainteté a pris grande peur. » Charles Quint riposte en incitant Francesco Sforza à demander officiellement la main de la nièce du pape. Le duc de Milan ne demande pas mieux et inonde l'empereur de remerciements : « Tout le monde verra en quelle faveur Vous me tenez et ceux qui profèrent des malignités à mon égard et nourrissent des sinistres desseins seront contraints d'avaler leur glotte. » Cinq mois plus tard, François 1er enverra le duc d'Albany John Stewart faire pression sur le pape et le cardinal de Loaysa informera aussitôt Charles Quint sur ce que s'est dit : « Le roi Très Chrétien demande à Sa Sainteté de venir à Nice marier le Duc d'Orléans et Catherine de Médicis. Pour la dot, il se contenterait d'une somme raisonnable. Sur sa venue à Nice, Sa Sainteté aurait affirmé qu'Elle ferait volontiers le voyage, mais que, Votre Majesté Lui ayant écrit de sa

main que, après la Diète, Vous viendrez Lui rendre personnellement compte de ses travaux, Vous auriez alors la possibilité de Vous rencontrer tous les trois. Le Pape m'a confirmé qu'Il est favorable aux noces de sa nièce avec le Duc de Milan mais qu'il préfère que son intime inclinaison demeure secrète et demande que le Duc de Milan ne prenne pas pour le moment d'autre femme. »

Clément VII ondoyant, François 1er à nouveau remuant, les luthériens gagnant chaque jour du terrain (« Ne pouvant plus résister à la pression du peuple, les magistrats de plusieurs cités sont en branle de se déclarer à la partie adverse », le prévient son secrétaire Cornélius Duplicius Scepperus en mission à Vienne), une invasion turque fort probable l'année d'après, le 13 juin Charles Quint annonce à l'impératrice sa décision de retarder son retour en Espagne :

« Ma très chère et très aimée compagne, j'ai longtemps différé de décider ce que j'avais à faire cette année. Tous me disent que les Luthériens gagnent de nouvelles terres et de nouveaux adeptes. D'autre part, le Duc de Saxe conteste le couronnement de mon frère comme roi des Romains. Alors que je n'ai pas plus grand désir que de Vous revoir, d'être avec vous et de me retrouver en repos dans ma vraie maison, je me dois de renoncer à mon retour cette année en Espagne. Je compte aussi sur Vous pour expliquer à nos villes, à nos Grands, aux prélats du Royaume les raisons de ma décision. Que Dieu, ma très grande et puissante Impératrice, ma très chère et aimée épouse, Vous tienne toujours sous sa garde. Charles. »

Le même jour à son frère Ferdinand d'Autriche :

« Monseigneur mon bon frère, je me suis résolu à retourner en Allemagne et d'y tenir une Diète. J'entends l'achever en un mois au plus. J'ai laissé en blanc la date et le lieu de la réunion, afin que Vous en avisiez avec nos amis. Les dévoyés s'offrent de contribuer à la défense contre le Turc à condition d'être assurés que la Chambre Impériale ne procède pas contre eux. J'ai invité les Comtes Wilhelm de Nassau et Wilhelm de Newenaer pour qu'ils s'emploient auprès du Duc de Saxe et du Landgrave de Hesse à voir les expédients pouvant conduire à un accord. Faites-moi savoir par quels moyens il conviendra que je me fasse escorter sans engendrer d'inutiles suspicions. »

Et aux comtes Wilhelm de Nassau et Wilhelm de Newenar :

« Vous leur donnerez les plus grandes assurances que, si la Diète parvient à pacifier la Germanie, je ferai cesser toutes les procédures judiciaires. Il leur faudra indiquer les points pour lesquels ils refuseront de revenir aux observances traditionnelles de l'Église et ils devront tolérer que dans leurs pays les gens restent libres d'observer les anciennes ordonnances de l'Église. Si l'on parvient à un accord, l'on pourra pourvoir à un Concile de la nation germanique. Si le Duc de Saxe met en avant ses affaires personnelles, vous lui répondrez que si l'on s'entend sur l'élection de mon frère le roi des Romains, je pourvoirai à ce que son titre et ses droits d'Électeur demeurent intacts, pour lui comme pour ses successeurs. »

Alors que Charles Quint prépare son retour en Allemagne, sa sœur Éléonore, toute nouvelle reine de France, sachant que la paix entre son mari

et son frère est à nouveau en danger, profite d'un pèlerinage qu'elle fera avec François 1er au sanctuaire de la Vierge Noire de Liesse, dans les environs de Laon, pour proposer une rencontre à trois, à mi-chemin, entre Laon et Bruxelles. À contrecœur, Charles Quint lui répond qu'il en serait très « allègre », à condition qu'on ne parle ni du concile ni des luthériens et encore moins du traité de Cambrai. La mort, le 25 septembre, de Louise de Savoie, dans l'un de ses châteaux du Gâtinais, le sort d'embarras. Cependant, fin novembre, un gentilhomme de la cour de France l'avisera que François 1er et Éléonore viendront bientôt chasser au château de La Fère en Tardenois, dans les environs de Reims, et seraient ravis de le voir avec Marie de Hongrie. Prétextant qu'il ne pouvait pas différer davantage son départ pour l'Allemagne, Charles se dérobera. Autre souci pour Charles Quint : son beau-frère Christian II de Danemark – fraîchement reconverti à la foi catholique – rassemble en Hollande, sans lui en avoir référé, six mille fantassins allemands pour partir à la reconquête de son royaume. Christian laisse ses mercenaires libres de terroriser les Hollandais tant que leurs magistrats ne l'auront pas équipé en artillerie, munitions et vivres, le tout, dit-il, devant être réglé par son beau-frère qui effectivement lui est encore redevable d'une partie de la dot de feu sa sœur Isabelle. Pour s'en débarrasser, Charles Quint acquitte ses dettes avec le tout dernier solde de la rançon payée par François 1er pour la libération de ses enfants et Christian II fait voile le 24 octobre pour le Danemark. Une seule hantise : que la mauvaise saison contraigne son beau-frère à rebrousser chemin. Mais, Dieu soit loué, les vents lui seront assez propices pour le porter jusqu'aux côtes du Danemark où, cependant, une grosse tempête poussera ses navires jusqu'en Norvège. À court d'argent, Christian acceptera de se rendre à Copenhague négocier une solution à l'amiable avec celui qui l'a dépossédé du trône, Frederik Ier, mais, dès son arrivée, il sera enfermé au château de Sonderborg, d'où il ne ressortira plus pendant les vingt-huit années qui lui resteront à vivre[2]. Charles Quint s'en accommodera très volontiers.

Un autre événement, autrement plus retentissant, le réconforte en cette fin d'année 1531 : en Suisse, une guerre civile entre les cantons protestants et catholiques[3], se solde par la victoire de ces derniers et par la mort d'Ulrich Zwingli, le séduisant orateur dont l'influence s'était étendue en peu d'années de Zurich à Saint-Gall, Bâle, Berne, Constance, Biel, Mulhouse et aux Grisons. Seuls les cinq cantons « historiques » de Lucerne, Uri,

Schwytz, Unterwald et Zoug, grands pourvoyeurs de mercenaires, étaient restés fermement ancrés à l'Église romaine. Enterrant l'ancien pacte d'entraide et d'alliance perpétuelle entre les cantons, Ulrich Zwingli avait interdit tout commerce de blé et de sel avec les cantons catholiques et ceux-ci avaient rapidement mobilisé huit mille hommes. Surpris, Ulrich Zwingli avait tenté de leur bloquer les passages des monts d'Albis, mais, avait été massacré avec cinq cents de ses hommes. Revenus livrer bataille, les Zurichois avaient subi une défaite décisive quelques jours plus tard. Pressé par Ferdinand d'Autriche de mobiliser son armée de Lombardie pour ramener à la religion catholique les cantons de Rheintal, Saint Gall, Thurgovie et Berne, Charles Quint refuse pour ne pas offrir à la Ligue de Schmalkalden et au roi de France le prétexte d'une guerre générale. Laissés à eux-mêmes, les cantons catholiques négocient la paix avec le bien plus tolérant successeur d'Ulrich Zwingli, Heinrich Bullinger. « Oubliant les inimitiés du passé », les deux parties s'engagent à respecter le droit de « nos chers Helvètes de demeurer dans leurs terres et bourgs, pour le présent et pour l'avenir, chacun étant libre de choisir entre la Sainte Église et la Nouvelle Foi ». Les autres Européens pendant les décennies à venir n'auront pas la même sagesse.

26

Soliman et les Perses

Alors qu'une rencontre début janvier à Passau entre des délégués des deux rois de Hongrie, Ferdinand d'Autriche et János Zápolya, a tourné court, tous les rapports diplomatiques annoncent qu'au printemps 1532 Soliman attaquera Buda et Vienne par voie de terre tandis qu'Ibrahim Pacha débarquera en Italie du sud. Ordre est donné au capitaine Hernando d'Alarcon de renforcer les places fortes dans les Pouilles et, aux barons de Sicile, leurs forteresses côtières. Cinquante mille ducats sont transférés à l'amiral Andrea d'Oria pour acheter canons et munitions. Cent cinquante mille autres vont suivre. La situation est d'autant plus alarmante que le roi de France se propose de défendre l'État pontifical avec trois mille lances, cinquante mille fantassins et trente galères. Commentaire du cardinal Farnese : « Le roi Très Chrétien se moque du Pontife : il vise Gênes et Milan. » Situation inquiétante aussi en Allemagne : selon le comte palatin, les princes luthériens boycotteront la diète convoquée pour les premiers jours du printemps à Ratisbonne et le landgrave Philipp de Hesse, aidé financièrement par François 1er, s'apprêterait à envahir le duché du Wurtemberg, fief de Ferdinand, pour ramener au pouvoir le duc Ulrich, condamné par l'ancienne Ligue de Souabe pour meurtre et mauvaise gouvernance et converti depuis au luthéranisme. « Préparez-vous au pire. Le Ciel aura voulu que Votre Majesté triomphe seule », résume dans un message à Charles Quint le cardinal de Loaysa.

L'empereur quitte Bruxelles le 17 janvier 1532 pour Maastricht et, par la Meuse et le Rhin, il traverse l'Allemagne. Il neige et les chevaux de halage peinent à avancer. Il lui faut un mois pour atteindre Stuttgart, capitale du

Wurtemberg. Le 24 février, il fête son trente-deuxième anniversaire avec les ducs de Bavière dans leur château de Newmarkt, dans les environs de Salzbourg. Le lendemain matin, à la chasse, l'un des chiens qu'il tient en laisse fait trébucher son cheval et il se blesse sérieusement au genou contre un rocher. Ramené au château, le docteur Fernan Lopez d'Escoriazo diagnostique un « phlegmon érysipélateux cholérique », soit une mauvaise infection. Ne pouvant attendre d'être guéri, Charles gagne Ratisbonne en litière mais parvenu devant son enceinte il tient à faire son entrée à cheval jusqu'à l'Hôtel de Ville. Arrivé la veille, Ferdinand lui rend visite accompagné par la reine Anna, enceinte pour la huitième fois, et par les cardinaux de Salzbourg et de Trente. Bientôt, il ira en Bohème demander une aide militaire à la diète. On fait un premier point. Partis proposer à Soliman une trêve moyennant cent mille ducats, le comte styrien Joseph de Lamberg et le comte vicentin Leonardo Nogarola sont bloqués à Ljubljana, en Slovénie, dans l'attente d'un laissez-passer. Peine perdue. Soliman aurait dit à Piero Zen, ambassadeur de Venise à Constantinople, que même si Ferdinand venait lui baiser les pieds, il ne le recevrait pas. Il veut en finir avec lui et ramener sa tête à Constantinople au bout d'une lance. D'autres dépêches confirment que des dizaines de milliers de chevaux seraient déjà au vert à proximité de la Hongrie et que les chantiers de la Corne d'Or mettraient à l'eau un bateau par jour. Côté chrétien, Vienne est amplement pourvue de victuailles, d'artillerie, de munitions et d'hommes mais tout reste à faire pour rassembler une grande armée qui affrontera celle de Soliman. Condamné au repos (sa jambe a doublé de volume et une amputation à hauteur du genou n'est pas exclue), l'empereur fait convoyer de Medina del Campo à Barcelone le million de ducats restants de la rançon payée par le roi de France pour la libération de ses fils. Avec Erasmo d'Oria, neveu d'Andrea, venu en mission à Ratisbonne, il est convenu que lorsque le sultan se dirigera avec ses armées vers la Hongrie, l'amiral mènera une grande contre-offensive en Morée avec quarante-quatre galères et vingt-cinq mille hommes.

À la mi-mars, les princes luthériens se réunissent à Schweinfort, dans les environs de Nuremberg. Dépêchés à leur rencontre avec une escorte de huit cents chevaux, le comte palatin et l'archevêque de Mayence reviennent avec des nouvelles rassurantes : les luthériens seraient disposés à surseoir à l'invalidation de l'élection de Ferdinand comme roi des Romains et à contribuer à la défense de Vienne, à condition que l'empereur abandonne

toute poursuite judiciaire par la Chambre impériale, renonce à l'usage de la force sur les questions de la foi, leur accorde le droit de prêcher leur religion dans tous les États de l'empire et se prononce pour la tenue immédiate d'un concile, avec ou sans le pape. Autre nouvelle d'importance : atteint de convulsions, le grand électeur Johann de Saxe serait au plus mal et, à soixante-six ans, est donné pour mort. Dommage, car son fils Johann Friedrich, âgé de trente ans, est infiniment plus « obstiné » que lui[1].

25 mars : sorti de sa chambre, l'empereur se promène pour la première fois sur les îles du Danube en compagnie du duc Georg de Saxe, le plus loyal des princes catholiques allemands. Le lendemain, au réveil, le docteur d'Escoriazo le retrouve le visage et le corps couvert de boutons. Joachim de Rye, seigneur de Balançon, revient de France avec un message on ne peut plus clair de François 1er : si le Turc envahit l'Italie, il se portera au secours du pape, mais s'il se limite à la Hongrie, il ne dégarnira pas son royaume. Même son de cloche du roi d'Angleterre. Par contre, en Bohème, Ferdinand s'est assuré le concours de trente-cinq mille hommes et huit mille chevaux.

18 avril. La partie gauche de son visage dissimulée par un bandeau, l'empereur ouvre la diète en l'absence des princes luthériens. Puis, alors que Soliman vient de quitter Constantinople, il va se distraire à la chasse et est à nouveau confiné dans sa chambre. Mi-mai : les troupes ottomanes provenant d'Anatolie, de Thrace, de Macédoine, de Roumanie, de Serbie et dernièrement de Bosnie et Dalmatie ayant fait jonction, se dirigent ensemble vers Belgrade. Charles Quint et Ferdinand battent le rappel. L'empereur charge le capitaine de Thamise d'enrôler douze mille Allemands, le marquis del Vasto de conduire d'Italie en Autriche dix mille Espagnols et dix mille Italiens et sa sœur Marie de Hongrie de réunir deux mille Flamands. Impossible de dégarnir davantage les Pays d'Embas, vu la proximité de la France. Ferdinand met dans la balance ses contingents d'Autriche, plus les secours promis par la Bohème et la Moravie, dont les soldes seront payées pour un tiers par le pape. Les princes et les cités catholiques allemands s'engagent à hauteur de trente mille hommes à pied et de cinq mille cinq cents cavaliers. Soupçonnant l'empereur d'être prêt de pactiser avec le diable pour s'assurer le concours des princes luthériens, le cardinal légat Lorenzo Campeggio appelle les princes catholiques à la vigilance. De Rome, le cardinal de Loaysa observe :

« Au point où nous en sommes, je crois que, si nous concluons avec les Luthériens un pacte en force duquel, d'une part, chacun pourra vivre jusqu'au futur Concile selon les rites de son choix et sans se

molester les uns les autres et, d'autre part, sera entièrement libre de persévérer dans ses croyances si dans les trois ans le Concile n'a pas lieu par la faute du Saint Pontife, alors Votre Majesté n'aura rien à se reprocher. »

À l'impératrice qui le supplie de laisser Ferdinand aller seul contre Soliman, Charles répond que si Soliman mène son armée en personne, il préférera mourir plutôt que faillir à sa dignité. S'il perd, il perdra tout. S'il sort victorieux, il n'aura ensuite qu'une idée en tête : abattre François 1er. Premier dimanche de juin : procession du *Corpus Christi* dans les rues de Ratisbonne. Le cardinal de Salzbourg porte la Sainte Hostie. Vêtu à la manière allemande, cape de velours violet et un bandeau de soie verte tressé d'or sur le front, l'empereur le suit une torche à la main. Ferdinand arrive de Prague, en retard pour la messe. La nuit précédente, il a failli mourir dans un incendie qui a ravagé le château où il faisait étape. Réveillé par l'un de ses pages, il a juste eu le temps de dévaler l'escalier, ses chausses à la main. Entré en Serbie, Soliman consent enfin que les deux ambassadeurs de Ferdinand, le comte de Nogarola et le comte de Lamberg, bloqués depuis plusieurs semaines à Ljubljana, le rejoignent à Nish, sur le fleuve Nišava. Ils découvrent la ville décorée d'arcs de triomphe identiques à ceux dressés deux ans plus tôt à Bologne pour l'empereur. Invités à suivre du haut d'un minaret l'arrivée du sultan, les deux ambassadeurs y trouvent un groupe de joailliers vénitiens. Questionnés sur les raisons de leur présence, ils répondent « Eh ! Vous verrez, vous verrez ! » De leur belvédère, ils admirent plusieurs milliers de fantassins portant un casque surmonté d'un panache, plusieurs centaines de cavaliers drapés, comme leurs chevaux, des plus riches étoffes, les bannières à la demi-lune avec les noms des grandes conquêtes ottomanes (Byzance, Trébizonde, Inde, Perse, Égypte, Rhodes, Hongrie), les pages du sultan brandissant des lances incrustées de pierres précieuses, ses favoris présentant sur des coussins douze turbans rutilants de diamants, perles et autres gemmes. L'un de ces turbans est justement l'œuvre des joailliers vénitiens qui assistent au défilé en compagnie des ambassadeurs de Ferdinand. Il leur a été payé cent cinquante mille ducats et, suivant les instructions d'Alvise Gritti, il est constitué de quatre couronnes superposées. De style romain, les trois couronnes inférieures à huit pointes rappellent les couronnes des empereurs chrétiens d'Orient et d'Occident. La quatrième reproduit la tiare pontificale, à ceci près qu'elle est ornée d'une demi-lune de rubis. Et voilà, sous un dais de soie bleue tenu par des dignitaires aux pantalons bouffants, Soliman le Magnifique, habillé d'un

manteau rouge bordé de pierres précieuses sur un caftan tissé d'or et montant un somptueux cheval blanc. Sa selle, toute en ivoires et arabesques, est évaluée à cent mille ducats comme sa têtière, sur laquelle on distingue une turquoise grosse comme un œuf de poule ainsi qu'un diamant, une émeraude et un rubis balais du plus tendre rouge, chacun de la dimension d'un œuf de caille. Sur sa poitrine, Soliman arbore un collier ressemblant à celui de la Toison d'Or mais si grand que deux serviteurs marchent à ses côtés pour l'empêcher de toucher le sol. Admis quelques heures plus tard sous sa tente, les comtes de Lamberg et de Nogarola trouvent Soliman assis sur un trône d'or décoré d'épées, arcs et flèches en pierres précieuses et portant le turban confectionné par les joailliers vénitiens :

« Cet après-midi, Vous m'avez vu faire une joyeuse entrée dans la ville de Nish, très semblable à celle que votre roi d'Espagne fit récemment à Bologne. Ce soir, Vous me voyez assis sur un trône, un sceptre à la main, comme font vos rois chrétiens quand ils tiennent conseil. Dites au roi d'Espagne que ce casque est un hommage à Alexandre le Grand. Avec lui et avec ce sceptre, je piétinerai ses soldats et je me montrerai à ses sujets. Aujourd'hui, je suis le Sultan. Demain, je serai votre Pape et Empereur. »

24 juin. Retardé par le mauvais temps, Soliman vient d'arriver à Belgrade, sur le Danube. Son avant-garde est estimée à soixante-dix mille cavaliers légers et son infanterie à cent mille hommes auxquels il faut ajouter les dix-huit mille janissaires de sa garde rapprochée. Les évaluations du nombre et du type de pièces d'artillerie divergent mais, notoirement, le sultan en possède en quantité et de tous calibres. À Ratisbonne, on calcule qu'à raison de deux ou trois lieues par jour, l'armée ottomane atteindra Buda autour du 25 juillet. Installé avec son conseil, à quelques lieues de Ratisbonne, dans la localité d'Abas, renommée pour ses eaux thermales, l'empereur, non seulement est en retard, mais a eu confirmation que, dans la ville bavaroise de Scheyern, le duc de Bavière, le duc Johann de Saxe et le landgrave de Hesse ont signé avec l'envoyé du roi de France, Guillaume du Bellay, sieur de Langey, un traité par lequel François 1er s'engage à leur verser cent mille ducats pour ramener au pouvoir au Wurtemberg son ancien seigneur, Ulrich VI. L'empereur presse son frère de faire comme s'il ignorait tout, d'autant que, grâce aux pressions de Luther, les princes protestants ont achevé leur réunion en appelant à une trêve religieuse pour que l'Allemagne affronte unie les Ottomans. Entraînés par le chancelier bavarois Eck et par le cardinal Lorenzo Campeggio, les princes catholiques la refusent. Rentré des bains d'Abas, l'empereur leur rétorque que si le

concile n'est pas encore lancé, la faute en est au roi de France avec lequel certains d'entre eux (le duc de Bavière, par exemple) entretiennent sous ses yeux des liaisons dangereuses[2]. Par la voix du comte palatin et du cardinal de Mayence, l'empereur assure « sur sa parole et sur son honneur » les princes luthériens qu'il tolérera que « la nouvelle religion soit professée et prêchée librement jusqu'au prochain Concile, chrétien, libre et commun, dans tous les États et Principautés signataires de la Ligue de Schmalkalden, y compris le Brandebourg-Kulmbach, Nuremberg et Hambourg. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour qu'il soit inauguré dans l'année qui suivra et je donnerai ordre à la Chambre Impériale de surseoir – et *a fortiori* de ne pas en ouvrir de nouvelles – à toute procédure ayant un rapport avec les questions religieuses *usque ad futurum Concilium* ».

Quoique le comte palatin et le cardinal de Mayence aient précisé que, la Ligue de Schmalkalden n'étant pas reconnue juridiquement par l'empire, ces engagements ne sauraient faire l'objet d'un traité mais seront honorés par voie d'ordonnance[3], Johann de Saxe et Philipp de Hesse s'en disent vivement satisfaits et annoncent qu'ils apporteront à l'empereur plus de fantassins et de chevaux qu'il n'imagine. La diète, la dernière du duc Johann de Saxe, s'achève le 27 juillet. Le lendemain, Charles participe à la procession de clôture dans les rues de Ratisbonne. Indisposés par une vague de « violents flux de ventre » provoqués vraisemblablement par « ces melons qu'on mange ici en grande quantité à défaut d'autre chose », les absents sont nombreux. Les plus jeunes, d'ailleurs, en mourront, dont le prince du Danemark, neveu de l'empereur qui en est à sa première campagne militaire, complètement déshydraté, c'est « une bougie arrivée au bout de sa mèche ». Se reprochant amèrement de ne pas avoir laissé à Bruxelles cet enfant qu'il ne désespérait pas de mettre un jour sur le trône du Danemark, Charles Quint n'a pas le cœur d'assister à son agonie. Embaumé, son corps sera enseveli à Gand aux côtés de sa mère Isabelle.

Alors qu'une partie de l'armée turque, aux ordres d'Ibrahim Pacha vient d'entreprendre le siège de Sopron, à une dizaine de lieues au sud de Vienne, la coalition placée sous le commandement du comte palatin se rassemble. Les douze mille Allemands recrutés par le capitaine de Thamise de même que les soldats de Ferdinand sont sur place, les trente mille hommes attendus de Bohême sont à quelques jours de marche de même que l'armée protestante du duc de Saxe signalée aux alentours de Krems, sur le Danube. Les Espagnols et les Italiens du marquis del Vasto ont dépassé Trente.

L'empereur trouve encore le temps de passer une journée à la chasse et de tuer un ours de belle taille, puis pique une grande colère en apprenant que le pape Clément VII a autorisé le roi de France à lever la décime, au titre de la défense contre le Turc !

Mercredi 12 août : ne parvenant pas à prendre Sopron, l'armée d'Ibrahim Pacha s'est rabattue sur la forteresse voisine de Günz. C'est son châtelain Miklos Jurisics qui alerte Ferdinand d'Autriche, en précisant que la place forte – solide, approvisionnée pour six bons mois et défendue par sept cents hommes bien armés – a déjà repoussé trois assauts, grâce au concours de cinq mille paysans venus s'y réfugier. Accueillies par les lazzis des Viennois, des bandes de cavaliers turcs sont venues inspecter de loin les enceintes de Vienne. Les jours passent et Günz résiste toujours. Arrivent le marquis del Vasto et Antonio de Leyva avec vingt mille hommes, les cavaliers flamands du général Rœulx et plusieurs princes espagnols (les ducs de Béjar et de Medinaceli, le troisième duc d'Albe, Fernando Alvarez de Tolède Y Pimentel, âgé de 25 ans, les commandeurs des ordres de Calatrava et d'Alcantara, les marquis de Villafranca), chacun avec ses hommes de guerre.

25 août. Les mines placées par les Turcs sous les fondations de la forteresse de Günz ont explosé avant l'heure, causant plus de morts et de blessés parmi les leurs que chez les assiégés. Cependant, un pan de l'enceinte s'est effondré et les Turcs ont investi la forteresse. La légende dira qu'à midi un chevalier, armé d'une grande épée de lumière est descendu du ciel et a mis les Turcs en fuite. Plus prosaïquement, Miklos Jurisics, sérieusement blessé, s'est rendu avec les honneurs, après avoir résisté à treize assauts en vingt-cinq jours. Vingt-cinq jours qui se révéleront décisifs.

Mardi 1er septembre. L'armée turque marche sur Vienne. Ferdinand d'Autriche descend le Danube jusqu'à Passau où sont concentrées les troupes chrétiennes. À Zante, l'amiral Andrea d'Oria apprend du capitaine de *la Sérénissime*, Vincenzo Cappello, qu'une soixantaine de nefs turques sont au mouillage dans le golfe de Larta. Reparti à leur chasse, il trouve le golfe désert : alertés probablement par ce même Vincenzo Cappello, les Turcs se sont enfuis vers la baie de Modon, protégée d'un bout à l'autre par deux forteresses.

Jeudi 10 septembre. À trois lieues de Vienne, l'armée de Soliman a soudainement pris la direction de la Styrie et de la Carinthie. S'agit-il d'une

feinte ou bien les Turcs seraient-ils menacés à leur frontière orientale par les Perses ? Le général autrichien Katzianer et le comte palatin la suivent à distance, faisant plusieurs milliers de prisonniers. Samedi 12 septembre. Les Ottomans se dirigent bien vers Constantinople, mais, à court de provisions, se sont arrêtés pour assiéger Graz, la principale place forte de Styrie. Ferdinand piaffe pour que toute l'armée se lance à leurs trousses : « Ce serait péché mortel, dit-il, de ne rien faire de tout l'argent que nous avons investi. » Charles se satisfait de les avoir repoussés. De plus, non seulement l'hiver approche, mais les princes protestants se sont engagés à ne défendre que l'Autriche. Ils n'iront pas au-delà. Si Ferdinand se contente d'aller livrer bataille à János Zápolya et à Alvise Gritti qui continuent à assiéger sa forteresse de Strigonia[4], dix lieues à l'ouest de Buda, l'empereur est prêt à lui prêter quelques milliers de soldats de son armée d'Italie. Lundi 21 septembre. L'amiral Andrea d'Oria conquiert la forteresse de Coron et deux châteaux dominant les Petites Dardanelles. De là, s'il parvient à les garder, l'empereur menacera directement Constantinople.

Mercredi 23 septembre. Entrée de Charles Quint et de Ferdinand dans Vienne. Même s'ils dansent, chantent et boivent, même s'ils acclament l'empereur, Ferdinand, les cavaliers, les fantassins et le héros de Günz et le baron Miklos Jurisics, les Viennois doivent déjà affronter un nouveau fléau : depuis quelques jours, à Vienne, on meurt de peste et de dysenterie. Alfonso Valdés, l'un des plus brillants secrétaires de Charles Quint, en est l'une des premières victimes. L'urgence est d'évacuer la ville de ses milliers de soldats. Installé au château de Baden, en Basse Autriche, l'empereur demande à l'ambassadeur de Venise le libre passage par les terres de la Sérénissime République pour son escorte de treize mille fantassins espagnols et italiens, cinq mille lansquenets et mille deux cents cavaliers bourguignons. Il aimerait aussi visiter Venise et sa lagune. La Sérénissime ne manquera pas de lui faire parvenir quotidiennement les huîtres et les homards dont il est friand et, ayant prédisposé quatre campements et tous les approvisionnements nécessaires, elle s'assure que le transit par ses terres de l'escorte impériale se passera sans incidents. Entre-temps, le Commendador Mayor de l'ordre d'Alcantara ira à Rome pour relater au pape la victoire sur le Turc et organiser sa prochaine rencontre avec l'empereur dans le nord de l'Italie :

« Vous direz à Sa Sainteté comment nous avons contraint le Turc à se retirer, avec très grand affront à sa réputation, et préservé la Chrétienté de tous les maux que ce grand ennemi aurait pu lui causer.

[…] Vous Lui direz que je vais prendre prochainement le chemin d'Italie, par le Frioul, pour me rendre à Gênes d'où j'espère pouvoir partir encore cette année pour l'Espagne. Et puisque, en aucune manière, je ne voudrais passer en Espagne sans avoir d'abord embrassé les pieds de Sa Sainteté et m'être entretenu avec Elle de ce qu'il convient de faire pour la tranquillité de l'Italie et pour le bien universel de la Chrétienté, vous direz à Sa Sainteté qu'il me manquera le temps de venir jusqu'à Rome et que je La supplie de faire une partie du chemin. La cité idéale serait Plaisance, mais si Sa Sainteté le préfère, Elle pourrait également naviguer jusqu'à Gênes, où nous pourrions aisément nous entretenir à bord de nos galères. […] Vous Lui annoncerez enfin que j'ai disposé que ma fille la Duchesse Marguerite soit conduite en Italie afin que nous puissions mener à bien son mariage avec son neveu, le Duc Alexandre. »

Toussaint. Journée de repos à Bassano del Grappa, cité fortifiée, aux pieds des Alpes et à cheval sur la tumultueuse rivière Brenta. Les ducs de Mantoue et d'Urbin accueillent l'empereur sur l'autre rive. Mantoue, 6 novembre. Grande soirée au Palazzo Té. Comédies, banquets, bals. Ludovico Ariosto remet à Charles Quint la troisième édition de son *Orlando Furioso* : « Vous voyagez autant et plus que Charlemagne. Moi je n'aime que mon petit chez moi », lui dit le poète qui mourra l'année d'après dans sa chère Ferrare. Diverses nouvelles. À l'arrivée des troupes de Ferdinand, János Zápolya et Alvise Gritti ont abandonné le siège de Strigonia. Soliman étant confronté à une nouvelle guerre avec les chiites perses, le moment est propice pour un accord avec le voïvode. Andrea d'Oria fait voile vers la Sicile. François 1er est à Boulogne où il attend Henry VIII en compagnie de sa maîtresse Ann Boleyn. 8 novembre, fête de l'Immaculée Conception. L'empereur passe la nuit au château de Borgoforte alors que Sa Sainteté vient d'arriver à Bologne. Le lendemain, le duc de Milan Francesco Sforza et Alessandro de Médicis, futur duc de Florence, le rejoignent à Castello San Giovanni. Le temps est terrible. Bologne, 13 novembre. L'empereur retrouve Clément VII, fort amaigri, les épaules courbées, gris de visage, quasiment borgne et plus que jamais insaisissable. Tous les grands princes italiens, excepté son beau-frère, le duc Charles de Savoie, dont l'arrivée est annoncée pour la fin du mois, sont déjà sur place, de même que les orateurs du duc de Saxe, du landgrave de Hesse et des ducs de Bavière, venus prier l'empereur de bien vouloir donner son aval à la restitution du Wurtemberg au duc Ulrich VI et à ses descendants. Des grandes fêtes sont organisées en l'honneur d'Alessandro de Médicis, âgé de vingt ans et futur gendre de l'empereur. Ses noces auront lieu dès que Marguerite, dix ans, en aura quatorze. En attendant, elle sera éduquée en Italie. 3 décembre. Arrivée à Bologne des cardinaux Gabriel de Gramont et François de Tournon, venus tout droit de Boulogne et de Calais, où les rois

François et Henry se sont rencontrés pendant huit jours et ont conclu une alliance – l'hypocrisie ne connaît pas de limites ! – contre le Turc ! Au pape, les deux cardinaux font part de l'extrême inquiétude de leur roi quant aux rumeurs selon lesquelles, après l'avoir promise au duc Henri d'Orléans, il s'apprêterait à donner sa nièce Catherine au duc de Milan. Par ailleurs, ils l'alertent sur les représailles qui s'abattront sur l'Église, si le mariage d'Henry VIII avec la reine Catalina n'est pas annulé. À Charles, ils soulignent la bonne volonté de leur maître à son égard. Ironique, l'empereur les assure que la sienne est au moins aussi grande.

27

L'or du Pérou

Bologne, fin janvier 1533. Charles Quint veut muscler la Ligue défensive adoptée à Bologne le 23 décembre 1529 par la grande majorité des potentats italiens avec la mise en place d'une force conjointe d'intervention mobilisable dès les premiers signes d'agression extérieure, par mer ou par terre, qu'elle soit le fait « des ennemis de notre Foi ou d'autres déterminés à provoquer des désordres ». Les ducs de Milan et de Ferrare sont pour. Le duc de Mantoue, les Lucquois et les Siennois aussi mais se plaignent de leurs caisses vides. Les Génois sont venus sans les pouvoirs nécessaires. Les Vénitiens se taisent. Pris entre Charles Quint et François 1er, le duc de Savoie préfère quitter la conférence tout en se réservant la possibilité de prendre position « à une date ultérieure ». Clément VII s'engage pour tout au plus dix-huit mois afin, dit-il, de ne pas « préjuger les décisions que pourraient prendre (ses) successeurs ». Pressé de rentrer en Espagne, Charles Quint y met de son argent pour conduire à bon port la négociation. Le 27 février, le nouveau traité est rendu public :

« Par la volonté de Dieu, il a été possible, grâce au traité signé en cette ville de Bologne le 23 décembre de l'an 1529, de libérer l'Italie des horreurs de la guerre, Sa Béatitude le Pontife, Sa Majesté l'Empereur, le Très Illustre et Excellent Seigneur de Venise et le Duc de Milan instituent pour les années à venir une confédération défensive associant plusieurs Princes, Potentats et républiques, avec faculté pour d'autres d'y entrer plus tard. Les invasions pouvant venir par voie de mer aussi bien que via terre et être le fait aussi bien des ennemis de notre Foi que d'autres visant à provoquer des désordres, le Seigneur Antonio de Leyva, Prince d'Ascoli, est nommé Capitaine Général de la Ligue. Il sera assisté par deux Commissaires, l'un nommé par Sa Sainteté, l'autre par l'Empereur[1]. Les signataires constituent une réserve de cent huit mille ducats auprès d'une banque choisie par Sa Sainteté et l'Empereur, selon les quotes-parts suivantes : trente mille ducats le Pape, quarante mille l'Empereur, quinze mille le Duc de Milan, dix mille le Duc de Ferrare, cinq mille la République de Sienne, huit mille la République de Gênes. Le Capitaine Général mobilisera les forces

nécessaires pour la défense des confédérés, quel que soit le territoire envahi. En cas de nécessité, les Confédérés lui accorderont quatre-vingt-quatre mille ducats supplémentaires. Les Duchés de Mantoue et de Florence font partie intégrante de la Ligue. Le Duc de Savoie pourra y adhérer ultérieurement pour les terres qu'il possède de ce côté des Alpes. Pour une durée de dix-huit mois, le Pape renonce à tout recours aux armes et le Duc de Ferrare à ne point renforcer les fortifications de Modène et Reggio. Il appartiendra à Sa Sainteté de prolonger cette trêve. »

28 février. Dernière brève entrevue avec Clément VII avant le départ de Charles Quint pour Milan. Sa Sainteté le presse de participer à la fin de l'année aux conversations qu'il aura à Marseille avec le roi de France lors du mariage de sa nièce Catherine avec le duc Henri d'Orléans. Charles Quint lui répète qu'il tient son choix pour « mauvais »[2]. Milan, 11 mars. Les secrétaires de Charles Quint traitent avec le duc Francesco Sforza le paiement de ses dettes. En raison des mauvaises récoltes des dernières années, il est en retard de cent mille ducats. On transige à cinquante mille. De Milan on passe au château de Vigevano. Fêtes et chasses au faucon dans les rizières. Laid, teint écarlate, grassouillet, infirme des mains et des pieds, timide, soupçonneux, mélancolique, le duc de Milan, qui approche de la quarantaine, avait espéré épouser Catherine de Médicis. Charles Quint lui destine l'une de ses nièces, princesses du Danemark. Le duc croit qu'il s'agit de l'aînée, Dorothea, mais c'est à Christina qu'on songe et elle n'a qu'onze ans. On lui explique que pour Dorothea l'empereur est en pourparlers avec le roi d'Écosse, mais qu'il peut épouser Christina tout de suite. Lorsqu'elle lira le contrat de mariage, Marie de Hongrie, s'indignera que son frère livre au duc une fille encore pubère :

« Monseigneur, je ne doute point que notre nièce Vous obéira comme très humble fille et esclave, puisqu'elle vous tient pour son propre père, mais, à décharge de ma conscience, je veux vous avertir que le dit traité indique qu'on livre la Princesse incontinent dans les mains du Duc et que la consommation du mariage doit se faire assez tôt après. Or, elle n'a encore nulle apparence de femme et, si elle devenait enceinte, il est à craindre qu'elle et l'enfant mourraient. »

Et Charles Quint lui répondra :

« Madame ma bonne sœur, l'affaire de notre nièce est plus gibier de gens de longue robe que le mien. Quant à l'âge, je crains plus qu'il sera davantage trop grand pour le Duc que pour notre nièce. »

29 mars, arrivée devant Gênes. Les trois mille fantassins de l'escorte impériale poursuivent leur route pour Savone où ils s'embarqueront pour l'Espagne. Le long des côtes françaises, ils trouveront bœufs, volailles et vin gracieusement mis à leur disposition par le roi de France. À Gênes, l'empereur est accueilli par Andrea d'Oria avec la pompe habituelle. Le lendemain, il assiste au lancement d'une nouvelle galère et remet à l'amiral

son collier de l'ordre de la Toison d'Or. Des nouvelles inquiétantes viennent de l'ambassadeur Eustache Chapuis, à Londres : Henry VIII a confiné la reine Catalina au Moor, dans le Hertfordshire, et sa fille Mary, à Richmond. Ann Boleyn serait enceinte et Henry VIII l'aurait épousée secrètement fin janvier. Sous peu, prévoit Chapuys, le Parlement détachera par acte souverain l'Église d'Angleterre de l'autorité de Rome et un tribunal anglais annulera le mariage avec Catalina. Charles Quint le charge de faire savoir que, si ces informations sont vraies, il les tient comme une offense à Dieu, au Saint-Siège et à son sang. Mardi de la Semaine Sainte. Départ pour l'Espagne. Frère Garcia de Loaysa, après deux ans à Rome auprès de Clément VII, la duchesse Beatriz de Savoie, sœur de l'impératrice Isabel et son fils aîné, Louis, prince du Piémont, âgé de douze ans qui va parfaire son éducation à la cour d'Espagne, sont aussi du voyage. La mer est agitée. Enceinte, la duchesse débarque à Sanremo, laissant son fils poursuivre seul le voyage. Une tempête dans le golfe de Marseille oblige l'escadre à revenir aux îles d'Hyères. Une seconde à s'abriter quatre jours durant entre l'île de Pomègues et le Château d'If. Puis le temps se fait assez clément pour repartir. 21 avril, au soir, port de Roses, au nord de Gerona. Quoique Barcelone ne soit qu'à vingt-quatre lieues, les galériens sont à bout de forces. L'empereur chevauche toute la nuit et, à l'aube, retrouve, après presque quatre années d'absence, l'impératrice et ses enfants. Felipe, six ans, lui demande en castillan s'il est vrai qu'il a mis en fuite le sultan Soliman. La petite Maria, qui n'a pas encore cinq ans, boude cet homme qu'elle ne connaît pas. Sur sa table de travail, Charles Quint trouve un court message, daté du 15 mars 1533, du gouverneur Pedro Arias de Davila, l'informant qu'Hernando Pizarro, frère et lieutenant de Francisco, était revenu à Panama avec tant d'objets d'or et d'argent qu'il avait fallu une grande charrette tirée par deux bœufs pour les transporter jusqu'au dépôt de la couronne. Après fusion, il en était sorti un million sept cent vingt mille ducats d'or et cinquante et un mille six cent dix d'argent, dont un dixième revenait à l'Église et un cinquième à la couronne de Castille. Les Pizarro, concluait le gouverneur, avaient la certitude que la Nouvelle Castille (Pérou), comme ils avaient appelé les terres découvertes au sud de l'Equateur, recélait plus d'or et d'argent que la Biscaye de fer. Une perspective réjouissante pour Charles Quint qui avait dépensé tout son pactole contre Soliman et voyait à présent pointer à l'horizon une autre guerre avec le roi de France.

Peu après, de plus amples informations au sujet de l'aventure des frères Pizarro lui parviennent, corroborées par de nouvelles cartes géographiques. Ayant quitté Panama fin janvier 1531 avec trois navires, cent quatre-vingts hommes, des chiens de guerre et une trentaine de chevaux, Francisco, après mille aventures, avait fait une longue halte dans l'île de La Puña qui barre le golfe de Guayaquil, dans l'actuel Équateur. Rejoint en avril 1532 par d'autres capitaines et d'autres soldats, il avait regagné le continent et fait d'un village en pisé, à quelques lieues des rives de l'Océan et aux abords d'un vaste fleuve, la base de son expédition. Il l'avait baptisé San Miguel de Piura, lui avait préposé un *alcalde* (maire) et avait partagé les maisons et les terres entre ses hommes. Descendant vers le sud par la « route de l'Inca » coincée entre la cordillère des Andes et un désert bordant l'Océan, Francisco Pizarro avait traversé des dizaines de villages détruits. Des centaines de cadavres pendus tête-bêche aux arbres jalonnaient son chemin. Ces dévastations et tueries, avait-il appris, étaient le fait d'un roi inca nommé Atahualpa, qui menait une guerre de conquête vers le nord simultanément à une guerre civile contre l'un de ses frères, nommé Huascaran, et campait avec des dizaines de milliers de soldats dans les environs d'une ville de montagne appelée Taxmalaca. Francisco Pizarro s'était alors aventuré dans sa direction avec cent soixante-dix fantassins, soixante cavaliers et des chiens de guerre. Arrivé par des sentiers en vue de Taxmalaca au bout de trente jours, il avait aperçu des centaines de tentes dans la plaine environnant la cité.

Taxmalaca paraissant déserte, à la tombée de la nuit, Francisco Pizarro y avait conduit ses hommes sans rencontrer de résistance et découvert dans les palais abandonnés armures, carquois, pectoraux et boucliers finement travaillés, chemises, coiffes et parures brodées d'or, brasiers, boîtes, vases, plats, aiguières, écuelles, gobelets en métal précieux, d'éblouissants soleils d'or, lunes d'argent, plats d'offrandes, calices, chasubles, masques funéraires. Ayant donné ordre de ne rien toucher sous peine de mort et déclaré Taxmalaca territoire espagnol en la rebaptisant Cajamarca, Pizarro place son artillerie (quatre maigres fauconneaux) et une dizaine d'arquebusiers sur la tour dominant la porte d'entrée de la ville et cache ses cavaliers et fantassins à l'intérieur de deux grands entrepôts en pierre donnant sur la place. Au lever du jour, il envoie au campement d'Atahualpa l'un de ses compagnons, Hernando de Soto, avec un interprète, quelques chemises en lin de Flandres et un vase en cristal. Le roi inca est en train de

se purifier en compagnie de ses femmes dans des eaux thermales, très abondantes dans la région. Sans descendre de cheval, de Soto l'attend devant sa tente. Sorti de mauvaise humeur de son bain et dissimulé derrière un rideau, Atahualpa lui fait offrir une coupe de *chicha*[3]. De Soto fait mine d'apprécier et, pour lui rendre grâce, se livre à une exhibition d'art équestre et l'invite à rendre visite à son chef Francisco Pizarro. Atahualpa accepte. Revenu à Cajamarca, de Soto est convaincu que s'il vient, ce ne sera pas avec des intentions pacifiques. Ses camarades passent la nuit à se confesser. Le lendemain à l'aube, calme plat. Seulement au milieu de l'après-midi, précédés par des musiciens et des danseurs, les guerriers d'Atahualpa, armés de lances et de frondes, se rapprochent. Atahualpa apparaît le dernier, couché sur une litière ornée de plaques d'or et de plumes et suivi par ses dignitaires et son gynécée. À un quart de lieu de Cajamarca, il s'arrête et fait dresser son campement. Les Espagnols redoutent une attaque en pleine nuit. « J'en vis beaucoup uriner de peur dans leurs pantalons », racontera un page de Francisco Pizarro, mais la nuit se passe sans incidents.

Le lendemain, 17 novembre, Atahualpa se rapproche avec cinq ou six mille hommes. Un volontaire va à sa rencontre pour l'inviter dans la ville. La place est déserte : un homme vêtu d'une tunique blanche et d'un scapulaire noir, une Bible à la main, l'attend seul, accompagné d'un interprète. C'est le frère dominicain Vicente de Valverde[4]. Débout sur sa litière Atahualpa se plante devant lui, entouré par sa garde. Vicente de Valverde lui fait dire qu'il est venu, par la volonté de Dieu et par celle d'un pape et d'un empereur qui vivent sur l'autre rive de l'Océan, jusqu'à ses terres pour lui dévoiler la parole du Christ et ouvrir, à lui comme à son peuple, les voies du salut éternel. Ce disant, il lui tend la Bible. Début sur sa litière, Atahualpa l'ouvre par le milieu, regarde les miniatures et, d'un geste brusque, la jette à terre. Valverde s'enfuit à toutes jambes. Sorti de l'ombre, Francisco Pizarro fait signe aux arquebusiers de tirer sur la garde, aussitôt attaquée par les hommes surgis des dépôts au cri de « Santiago ! Santiago ! » Francisco Pizarro se lance vers la litière, attrape Atahualpa par les cheveux et le met à terre. Un de ses hommes voudrait l'occire au couteau mais Pizarro l'en empêche, se blessant à une main. Pendant que les Indiens s'enfuient, Atahualpa est enfermé dans un cachot. La nuit passe sans bruit et, aux premières lueurs du jour, les Espagnols découvrent que l'armée Inca a disparu et abandonné son chef. De son cachot, Atahualpa les observe mettre Cajamarca à sac[5] et réduire en pièces les objets d'or et d'argent qu'ils

trouvent. Alors il fait dire à Francisco Pizarro que, s'il lui épargne la vie, il est prêt à le conduire à une terre pleine d'or et à une roche dont il pourra extraire tout l'argent qu'il voudra. Pizarro décline l'offre. Il ira lui-même à la conquête de Cuzco, pendant que son frère Hernando rapportera à Séville les premières cargaisons d'or et d'argent du Pérou. Atahualpa sera garrotté le 26 juillet 1533, à l'issue d'un absurde procès chrétien le condamnant à mort pour hérésie, meurtre, inceste et polygamie. Son nom deviendra légendaire dans la mémoire collective des Latino-Américains.

Pendant ce temps, aux frontières sud-orientales de l'Europe, la guerre fait rage entre sunnites et chiites. Voulant frapper les Perses au moment où ils sont menacés par les Tatares, Soliman envoie au printemps de 1533 son grand vizir Ibrahim Pacha contre le chah Tahmasp 1er, fils et successeur d'Ismaïl[6]. Afin de protéger ses arrières, il dépêche un émissaire proposer à Ferdinand d'Autriche une trêve de cinq à sept ans si, contre dédommagement, il rend à János Zápolya la forteresse d'Esztergom, conquise l'année d'avant. Second message : si Charles Quint lui rend Coron, dans le Péloponnèse, le Sultan le traitera en « frère ». L'offre du sultan est prise assez sérieusement tant par Ferdinand d'Autriche, qui envoie Jérôme de Zara en ambassade à Constantinople, que par Charles Quint, qui, en chemin vers l'Espagne, charge Cornelius Scepperus, alors en mission à Vienne, de rejoindre Jérôme de Zara et de se présenter devant la Sublime Porte comme son adjoint. Il a pour mission d'insérer dans le traité entre Soliman et Ferdinand un paragraphe annonçant l'ouverture de négociations visant à normaliser les relations entre l'empire ottoman et l'empire chrétien. Scepperus retrouve Jérôme de Zara à Constantinople. Début juillet, les deux diplomates annoncent à Ferdinand que, malgré « assez des gens contre (eux) », ils ont pu « conclure avec l'aide de Dieu une longue, bonne et honorable paix entre l'empereur de Turquie et vous, laquelle paix a été criée et divulguée en cette ville. […] Quant à l'Empereur, votre frère, nous n'avons rien fait ni su faire, le Turc n'ayant pas voulu l'inclure dans le traité ou faire trêve pour Coron, s'il ne mande pas vers lui ses ambassadeurs propres. » Il n'en reste pas moins que Scepperus, outre un magnifique costume turc, a eu droit, au moment de son départ, à « la danse de quatre éléphants et de deux lions ». Signe de très grand honneur.

Alors que les relations entre Charles Quint et Soliman semblent pouvoir se détendre, quelques milliers d'Ottomans aux ordres de Zizim Pacha et une flotte de soixante galères aux ordres du Zay de Gallipoli assiègent la

forteresse de Coron, occupée depuis un an par le capitaine Jeronimo de Mendoza. Andrea d'Oria part à son secours avec vingt-six galères et vingt et un gros navires transportant une compagnie commandée par le capitaine Rodrigo Machicao, des pièces d'artillerie, des munitions, des victuailles et de l'argent frais pour six mois. Arrivé à hauteur du Cap Gallo, Andrea d'Oria aperçoit les galères turques prêtes à lui couper la route. Le vent lui étant favorable, l'amiral parvient à les prendre de vitesse et à les précéder à Coron avec assez d'avance pour que le capitaine Rodrigo Machicao descende à terre prendre la relève et que le capitaine Jeronimo de Mendoza monte à bord avec ses hommes.

Après quelques escarmouches avec la flotte du Zay de Gallipoli, Andrea d'Oria reprend le large sans subir de dommages et s'éloigne en direction de Naples. Une opération rondement menée, pour un coût de cent soixante-cinq mille ducats, dont Jérôme de Zara et Cornelius Scepperus ont nouvelle à Constantinople alors même qu'ils assistent à l'adoubement de Khayr-ad-Din Barberousse par Soliman en personne. Le mérite de ce recrutement revient à Ibrahim Pacha qui, avant de quitter Constantinople pour la Perse, avait envoyé un émissaire à Alger inviter Barberousse à la Grande Porte. Ayant confié le pouvoir à son chef de milice, Agi Pacha, et son fils Hassan à un eunuque sarde du nom de Peppino, rebaptisé Hassan Afa Abou Mohammed, Khayr-ad-Din avait pris la mer à la mi-août, en amenant avec lui Moulay Razit, frère ennemi de Moulay Hassan, roi de Tunis et allié de Charles Quint. Passées les bouches de Boniface, il avait contourné la Sicile par l'ouest, au moment où Andrea d'Oria, revenant de Coron, empruntait le détroit de Messine. Après un détour par le golfe de Modon pour y reconnaître les forces laissées en place par les Espagnols, Barberousse était entré fin août dans la Corne d'Or avec sa flotte. Aucun grand personnage n'étant venu l'accueillir, il s'en était allé à cheval retrouver Ibrahim Pacha à Alep et en était revenu avec une lettre au sultan. Le recevant cette fois avec les plus grands honneurs, Soliman propulse Khayr-ad-Din Barberousse sur les devants de la scène du monde avec le titre de pacha et de capitaine général des flottes ottomanes, la seconde plus haute dignité militaire de son empire. Pour Charles Quint, l'engagement du plus fabuleux pirate de tous les temps par le plus puissant des sultans de l'histoire est un revers majeur, bientôt symbolisé par la perte de Coron. À court de vivres, sa garnison tente une sortie qui tourne au désastre. Arrivé trop tard de Naples à son secours, Giovanni Cola di Lipari ne peut que rapatrier les rares survivants. Dépêchés

à nouveau à Constantinople, Jérôme de Zara et Cornelius Scepperus doivent attendre plusieurs semaines dans la ville croate de Raguse que Soliman leur fasse parvenir un sauf-conduit. Lorsqu'il finit par arriver, Jérôme de Zara étant gravement malade, Cornelius Scepperus poursuit seul son voyage. Le 2 juin, il rend compte de l'excellent accueil que lui a réservé le sultan et du peu de résultats qu'il a récoltés :

« J'ai eu avec le Sultan deux bonnes et longues audiences mais le Turc ne veut ni trêve, ni paix avec Vostre Majesté. Il veut que vous restituiez au roi de France le pays qu'il prétend être le sien et l'argent que vous avez eu de lui. Je le trouve fort gentil et bon Prince et il m'a fait présent de deux robes de drap d'or bien longues et étroites et m'a promis de me faire conduire jusqu'au pays du Roi des Romains, sans danger. Le Seigneur Alvise Gritti m'a dit que le Turc tient le Royaume de Hongrie sien et le Voïvode pour son serf et qu'il gardera la paix avec le roi des Romains jusqu'à quand il aura à faire ailleurs. Il fait la guerre au Sophi, d'une part, pour conquérir la Syrie et Bagdad. D'autre part, pour chasser les Portugais de la navigation des Indes, il a mandé vers la Mer Rouge soixante navires et de nombreuses pièces d'artillerie. J'ai dîné un jour avec Barberousse, lequel a été fait Pasha. En tout, il aura cent voiles entre galères et fustes. La rumeur est qu'il ira à Tunis. Le Turc partira en personne contre le Sophi, le 16 de ce mois et mettra siège sur Tabriz en Perse. On dit que le Sophi y est avec cinquante mille des meilleurs chevaux, quatre mille arquebusiers et trois cents pièces d'artillerie. Il est donc probable que ces deux prochaines années Votre Majesté n'aura guerre qu'avec Barberousse. J'espère être à Vienne en vingt-cinq jours car je suis tanné de vivre ainsi comme je fais. Je vouldrais bien avoir un peu plus de vos ducats, car ma bourse est vide. Escrit en hâte à Constantinople, ce mardi, 2 juin 1534. Le bien vostre ami, Cornille Scepperus, ambassadeur du Roi des Romains. »

Alors que le sultan est parti pour la Perse avec deux cent mille hommes, Barberousse fait voile vers la Sicile avec quatre-vingt galères, vingt fustes et dix mille soldats. Après les Dardanelles, il fait étape à Coron, où il laisse quelques pièces d'artillerie et se débarrasse d'une quinzaine de nefs en mauvais état. Au premier jour d'août, il traverse le détroit de Messine. La plus grande razzia que le royaume de Naples ait jamais connue commence. Première cible : la forteresse de San Lucido. Il la prend sans peine, enchaîne enfants, femmes et hommes, les entasse sur ses navires, et, avant de quitter les lieux, brûle leur village. À Cetraro, il incendie six petites galères et quatre galiotes de la flotte impériale, en cale sèche pour réparation. Poursuivant sa route, Barberousse met le feu à San Nicola et à Formia. Le 7 août, il occupe, face à Naples, l'île de Procida, propriété du marquis del Vasto. Il épargne le château, mais arrache femmes et enfants par dizaines de leurs maisons. Délaissant Gaète, trop bien armée, il saccage et incendie l'Aspromonte. Arrivé à Sperlonga, il débarque deux mille Turcs pour une opération bien spéciale : en effet, à deux ou trois lieues de la côte, dans le lieu-dit de Fondi, vit la comtesse Giulia Gonzaga – jeune veuve de Vespasiano Colonna, fils du grand capitaine Prospero Colonna – dont la

beauté est légendaire. Réveillée par un serviteur, Giulia Gonzaga ne terminera pas sa vie dans un harem d'Alger ou de Constantinople. Après Fondi, c'est le tour de Terracina, d'Itri et de Sperlonga, en terre pontificale. Enfin, la flotte de Barberousse jette l'ancre devant l'embouchure du Tibre. Rome, où Clément VII est au plus mal, prépare fébrilement sa défense. Peine perdue : après avoir mouillé quelques jours, la flotte de Barberousse disparaît, en route pour Tunis. Le 15 août, le capitaine général des flottes ottomanes atteint Bizerte et fait savoir à ses habitants que Moulay Razit est avec lui et qu'ensemble ils chasseront du trône son frère Moulay Hassan. Bizerte, la Goulette et Carthage lui ouvrent leurs portes. Abandonné par ses caciques, Moulay Hassan se réfugie dans les montagnes et Barberousse entre dans Tunis, mais sans Moulay Razit, qui, en vérité, est aux fers dans une prison à Constantinople. Tous les caciques lui jurent obéissance. La nouvelle fait sensation dans toute la chrétienté. En voyage entre la vieille Castille et l'Estrémadure, Charles Quint fait parvenir aux cités de ses royaumes une longue lettre décrivant en détail les mesures prises depuis un an pour la défense des côtes et convoquant les Cortes pour fin octobre à Madrid. Sa décision est prise : il conduira en personne une croisade contre Barberousse afin que « les mers d'Espagne et de la Chrétienté demeurent à jamais propres et libres ». Entre-temps, en Angleterre, le roi Henry VIII a perdu toute patience. Il a relégué au château d'Ampthill, à quarante lieues de Londres, la reine Catalina, qui refuse toujours de retirer son recours devant la Sacrée Rote. Pour la servir, elle n'aura que deux douzaines de dames de compagnie et de femmes de chambre. Pour avoir manifesté publiquement son indignation, son chapelain John Forrest a été emprisonné. Excepté quelques rares dignitaires, tel Thomas More, ancien chancelier du royaume, et John Fisher, évêque de Rochester, aucun personnage haut placé n'a osé protester. Les nouveaux hommes forts du royaume, Thomas Cromwell, conseiller du roi, et Thomas Cranmer, un proche d'Ann Boleyn que Clément VII, menacé d'être privé d'annates, a nommé archevêque de Canterbury, font peur à tous. Déjà, lors de sa consécration, le 30 mars 1533, Cranmer avait déclaré qu'il n'obéirait à aucun ordre du pape qu'il jugerait contraire à la loi de Dieu et à la loi d'Angleterre. Maintenant, il demande au Parlement de voter une loi accordant au roi « plein et entier pouvoir, prééminence, autorité et juridiction » sur tous les appels en justice d'ordre spirituel *(Act of Restraint of Appeals*). Conséquence immédiate : l'appel de la reine Catalina devant la

Sacrée Rote est, en droit anglais, caduc, son divorce légal, le mariage d'Henry VIII avec Ann Boleyn valide. Alors que l'empereur demande aux rois et aux princes de la chrétienté de ne point reconnaître ce mariage contraire aux lois de l'Église, Clément VII, sur les conseils de François 1er, range de côté le recours de la reine Catalina et une éventuelle excommunication du roi d'Angleterre[7]. Refusant de renoncer à son titre royal, Catalina est exilée au fond du Huntingdonshire avec une suite limitée à dix personnes.

Le 7 septembre 1533, Ann Boleyn accouche d'une fille à laquelle Henry VIII donne le nom de sa mère, Elisabeth. En attendant qu'Ann Boleyn lui donne un garçon, il fera voter le 30 mars 1534 une loi de succession (*Act of Succession*) privant sa fille Mary Tudor de ses droits. Dorénavant, elle sera demoiselle de compagnie de sa demi-sœur. Tous les évêques convoqués à Lambeth, sauf John Fisher qui sera décapité, prêtent serment. « Par leur soumission », constate amèrement Eustache Chapuys, « ils se sont mis dans une situation inférieure à celle des savetiers qui peuvent encore fixer les règlements internes de leur corporation ». Un seul laïc, l'ancien chancelier Thomas More, s'insurge. On lui reproche la rédaction d'un pamphlet anonyme dénonçant les neuf articles de l'*Act of Restraint of Appeals*, d'avoir induit le roi en erreur lorsqu'il l'assistait dans l'écriture de son ouvrage en *Défense des Sept Sacrements*, ouvrage qui avait lui valu le titre de Défenseur de l'Église, et d'avoir protégé une sœur bénédictine, Elisabeth Barton, qui a prédit au roi le châtiment de Dieu. Le tribunal demande à Thomas More de prêter serment sur la loi de succession. Il répond qu'il ne lui appartient pas de décider qui doit succéder à Henry sur le trône d'Angleterre mais qu'il ne peut prêter le serment dans les termes qui lui sont soumis sans exposer son âme à la damnation perpétuelle. Le président, Lord Audley, lève l'audience pour en référer « au plus haut niveau ». More attend quelques jours chez l'abbé de Westminster. Le roi conclut que le serment doit être prononcé en son état, faute de quoi chacun l'interpréterait comme une reconnaissance de la suprématie du pape. Condamné pour haute trahison, Thomas More est conduit à la Tour de Londres. Le long du parcours, son fils John s'accroche à ses genoux. Au pied de la Tour, pendue à son cou, sa fille Meg sanglote « Mon père ! Mon père ! »

En novembre 1534, la Chambre des communes consacre le détachement du royaume d'Angleterre de la communauté chrétienne (*Act of Supremacy*) :

« Le Roi, notre seigneur souverain, ses héritiers et successeurs, seront considérés comme la seule autorité suprême sur terre de l'Église d'Angleterre, jouiront des titres, honneurs, dignités, préséances, juridictions, privilèges, immunités, profits et facilités attenantes à ladite dignité de chef suprême de ladite Église et auront plein pouvoir et autorité de visiter, réprimer, corriger, réformer et extirper les erreurs, hérésies, abus, offenses, désobéissances et toute autre énormité. » Thomas Cromwell rend visite à Thomas More pour lui « confier » que le roi, dans son infinie clémence, serait heureux de le voir reprendre sa place dans le monde. En lui répondant que « l'Acte de Suprématie est contraire à la constitution générale de la Chrétienté, aux propres lois d'Angleterre (*Magna Carta*) et au serment sacré que le roi lui-même avait prêté le jour de son couronnement » et que « le royaume d'Angleterre ne peut refuser obéissance au Saint-Siège pas plus qu'un enfant ne peut refuser d'obéir à son père », Thomas More signe son arrêt de mort. De la fenêtre de sa geôle, il verra, avant que son tour ne vienne, un grand nombre de modestes prêtres et de gentilshommes de petite noblesse périr de la mort réservée aux traîtres, la pendaison suivie de l'écartèlement. Le dernier qu'il apercevra sur l'échafaud, avant sa propre exécution, sera son ami John Fisher. Comme lui, il aura « l'honneur » de mourir par la hache.

Son ultime lettre sera pour sa fille Meg : « C'est t'attrister peut-être beaucoup, mais je serais désolé que la chose dût tarder plus longtemps encore que demain, car demain est le jour de l'octave de Saint-Pierre et la veille de Saint Thomas. » Conduit au supplice, More dira aux spectateurs qu'il meurt loyal à Dieu et au roi, mais à Dieu avant le roi. Il bandera lui-même ses yeux, s'allongera sur le billot et demandera qu'on dégage sa longue barbe blanche : « Elle n'a jamais commis de fautes. » Bientôt, l'Acte de Suprématie fera sentir des effets d'une tout autre nature. Une équipe d'inspecteurs désignés par Thomas Cromwell visitera, un par un, les monastères du royaume. Le rapport qui sera rendu public début janvier 1536, accusera la grande majorité des moines et des religieuses du royaume d'ignorer la loi et de patauger dans le péché, l'impiété et le blasphème. Pour remédier à ces « grands maux », quelque quatre cents monastères seront fermés. Confisqués au profit du Trésor royal, leurs terres et bâtiments seront donnés ou vendus à la noblesse et, dans le meilleur des cas, seront transformés en charmantes résidences de chasse.

L'Église de Rome se délite. Après la moitié de l'Allemagne et désormais toute l'Angleterre, elle est maintenant en passe de perdre aussi le Danemark, où, à la suite de la mort, le 10 d'avril 1533, de l'usurpateur Friedrich 1er, une guerre de succession fait rage. Soutenue par la ligue de Schmalkalden et par le roi de Suède Gustav Vasa, une partie minoritaire de la noblesse se range derrière le duc Christian de Holstein, né du premier mariage du roi défunt avec Anna de Brandebourg. Âgé de trente ans, c'est un luthérien déclaré. La majorité de la noblesse et les évêques réclament le retour de Christian II, prisonnier au château de Sonderborg, qui jouit également des faveurs de la puissante cité hanséatique de Lübeck, rivale des marchands hollandais. En cas d'opposition insurmontable, le parti catholique militerait pour le duc Franz, âgé de douze ans, issu du second mariage de Friedrich 1er avec Sophie de Poméranie et élevé dans la religion catholique. Cependant, la succession danoise intéresse aussi Henry VIII pour s'assurer un bon allié, François 1er pour placer son gendre Henri d'Albret et Charles Quint, parce que, même si la loi salique s'y oppose, il soutient sa nièce Dorothea, fille aînée de Christian II :

« Madame ma bonne sœur ! Il apparaît que les États et les sujets du Royaume de Danemark n'ont nullement l'intention de réinstaurer sur le trône notre gendre Christian II et, vu la vie qu'il a menée, cela ne semble pas convenable ni pour mes nièces Mesdames les Princesses de Danemark, ni pour le bien et la sécurité de mes Pays d'Embas. Je désire fort qu'on trouve le moyen d'obtenir le trône pour Madame la Princesse Dorothée. L'on objectera qu'elle ne peut pas hériter du Royaume parce qu'elle est femme. Dans ce cas, en ma qualité d'Empereur, je pourrais la dispenser jusqu'à ce qu'on lui pourvoit un mari agréable (le Duc Frédéric Palatin). Entre-temps, quelques bons et notables personnages pourraient administrer en son nom les affaires publiques. […] Je me remets à vous quant à envoyer aucuns idoines personnages au Danemark, avec amples instructions, attendu que, si l'intention était d'élire l'un des deux fils de feu le Duc Frédéric de Holstein, ce serait chose qui pèserait lourd, en raison de l'injure faite par le Duc Frédéric au roi Christian II. De Monzon, le 29 novembre 1533. »

Sur le terrain, les premiers mois de 1534 sont favorables aux catholiques puisque le puissant comte Christoffer d'Oldenbourg a occupé la Scanie et les îles de Seeland et de Funen, alors que le duc d'Holstein était tenu en échec devant Lubeck. Cependant les chances d'imposer la princesse Dorothea sont quasiment nulles :

« Monseigneur, l'apparence est grande que l'on commence trop tard à besogner en faveur du Duc Palatin. Vu que les Anglais sont bien fournis d'argent, si le Duc Frédéric ne vient pas bien fourni pour gagner la volonté et opinion de ceux qui peuvent servir à son élection, ses chances ne s'en porteront pas bien. Si d'aventure son élection ne devait pas se faire, il faudra veiller à ce que la Maison des Palatins demeure à votre dévotion, en allant de l'avant avec le mariage de notre nièce Dorothée. Votre sœur Marie de Hongrie, de Bruxelles, le 20 mai 1534. »

Fin 1534, les jeux sont faits : ayant forcé les Lübeckois à la paix, le duc luthérien Christian d'Holstein écrase les paysans catholiques du Jutland, reprend la Scanie, bat à plate couture le comte Christoffer d'Oldenbourg à Oksnebjerg et parachève sa victoire en soumettant Copenhague et Malmö, derniers remparts des partisans de Christian II. Proclamé roi, Christian III, emprisonne plusieurs évêques, confisque les biens de l'Église et établit le luthéranisme comme religion officielle du royaume. Pour la Ligue de Schmalkanden c'est une aubaine ; pour l'empereur et l'Église un nouveau revers ; pour Marie de Hongrie un casse-tête parce que, en interdisant aux marchands hollandais la navigation en mer Baltique, Christian III replongera dans une grave crise économique « nos pays de Hollande, Frise, Overijssel et Groningue qui ne peuvent point vivre sans naviguer en mer Baltique ». Elle ne parviendra à un accommodement avec le nouveau roi du Danemark que trois ans plus tard.

Entre-temps, peu après le départ de Barberousse vers Tunis, Clément VII, accablé par d'insupportables douleurs d'estomac, était mort le 25 septembre 1534, à cinquante-six ans, après onze années d'un pontificat désastreux. Âgé de soixante-six ans, cardinal depuis quatre décennies, lui succède le 13 octobre 1534, à l'issue d'un conclave de trois jours seulement et à l'unanimité des trente-trois cardinaux présents, le cardinal Alessandro Farnese. Par deux fois – en 1521 et en 1523 – l'empereur lui avait barré l'ascension au trône de Saint Pierre. Il prend le nom de Paul III, en hommage au défenseur de la primauté de l'Église qu'avait été Paul II aux temps du roi de France Louis XI et de l'empereur Friedrich III. Charles Quint le connaît bien puisqu'à diverses occasions il a été légat auprès de lui. Malin, cependant, celui qui parvient à percer les véritables pensées de cet homme aux yeux inexpressifs et qui, de sa voix monotone, ne dit jamais quoi que ce soit de clair, alors qu'on le sait exceptionnellement intelligent. Ce qui est sûr, c'est qu'il est extrêmement ambitieux, tant pour sa gloire future que pour l'élévation de sa famille, deux objectifs difficilement conciliables. Issu d'une lignée dont les fiefs se trouvaient au nord de Rome, autour du lac de Bolsena, entre l'Ombrie, la Toscane et la mer Tyrrhénienne et qui avait donné plus de condottieri que de grands clercs, Alessandro Farnese devait sa carrière à deux femmes et à un homme. Sa mère Giovanna Caetani, lointaine descendante du pape Boniface VIII, lui avait acheté, lorsqu'il avait quatorze ans, un office d'écrivain apostolique, sous le pape Sixte IV. Sa sœur Giulia, d'une beauté inouïe et maîtresse attitrée

depuis ses quatorze ans du futur pape espagnol Alexandre VI ; avait obtenu pour lui la pourpre (« *Alessandro, tu devi a tua sorella Giulia il Cardinalato, ché la gonna alzò* » – « Alexandre, tu dois d'être Cardinal à ta sœur Giulia, qui leva sa jupe », avait fustigé la statue de Pasquino) sans qu'il eût jamais célébré une messe. Enfin, Léon X, avec qui il avait passé une partie de son adolescence à Florence, l'avait comblé d'évêchés, en dépit de la vie dissolue qu'il menait dans le fastueux palais qu'il s'était fait construire à Rome. Alessandro Farnese avait deux autres sœurs, Girolama et Beatrice, et un frère, Angelo. De Girolama, on sait qu'elle fut assassinée par l'un de ses beaux-fils. De Beatrice, qu'elle fut abbesse à Viterbe. D'Angelo, l'aîné, qu'il avait servi dans les armées de Naples et de Florence et qu'il avait épousé Lella Orsini. Or, Angelo était mort prématurément sans descendance en 1505, alors que son frère, le cardinal Alessandro, grand amateur de courtisanes (Les Romains l'appelaient « *Il Cardinal Fregnese »,* terme vulgaire désignant dans leur dialecte le sexe féminin) avait eu d'une veuve avec laquelle il vivait en concubinage une fille, Costanza, et un fils, Pier Luigi. L'avenir de la maison Farnese reposant désormais sur ses épaules, le cardinal s'était résolu à demander leur légitimation à Jules II, qui la lui accorda sans états d'âme. Puis, il avait patiemment attendu que son fils Pier Luigi entame dès sa seizième année la carrière des armes. Ce jour venu, il avait congédié sa maîtresse, s'était fait ordonner prêtre, avait célébré sa première messe à l'âge de cinquante et un ans et menait pieuse vie. Deux ans plus tard, il figurait déjà parmi les favoris à la succession de Léon X.

Dès son élection, Paul III prévient Charles Quint que, fin 1534, il ne renouvellera pas la participation de l'État pontifical à la Ligue pour la Défense d'Italie signée par son prédécesseur Clément VII et qu'il ne prendra pas position sur la question de savoir si les prétentions des descendants de Valentina Visconti sur le duché de Milan sont fondées ou non en droit. C'est à un sursaut de la chrétienté qu'il appelle, en annonçant qu'une délégation de trois cardinaux se rendra auprès de l'empereur, de François 1er et d'Henry VIII, tandis que, promu nonce, Pier Paolo Vergerio, longtemps orateur auprès de Ferdinand d'Autriche, ira en Allemagne à la rencontre des princes catholiques et protestants et, si possible, de Luther en personne, afin de préparer les esprits à la tenue d'un concile général. Main gauche de velours, main droite de fer, il accorde la pourpre à des hommes ouverts au compromis tels le Vénitien Gaspare Contarini, l'Emilien Jacopo Sadoleto, le

Sicilien Gian Matteo Giberti, le Napolitain Giovanni Piero Carafa et l'Anglais Reginald Pole (exilé en Italie), mais aussi à des orthodoxes purs et durs comme les Vénitiens Girolamo Aleandro et Gregorio Cortese, le Soudaysien Jean du Bellay, le Siennois Girolamo Ghinucci, le Milanais Jacopo Simonetta, le Modénais Rodolfo Pio di Carpi et Marcello Cervini, originaire des Marches. D'emblée, donc, Paul III signifie qu'il est prêt à prêter l'oreille aux réformateurs mais qu'il ne transigera à aucun prix sur la suprématie de Rome. En passant, il donne la pourpre à ses petits-fils, Alessandro Farnese (fils de Pier Luigi) et Guido Ascanio Sforza (fils de Costanza) en les plaçant l'un à la tête de la chambre apostolique et l'autre de la chancellerie. Abasourdi par l'annonce que Paul III ne renouvellera pas l'adhésion de la papauté à la Ligue pour la Défense de l'Italie signée à Bologne le 23 novembre 1529 et renouvelée le 27 février 1533, Charles Quint s'empresse d'offrir la cité de Novare à son fils Pier Luigi et le riche archevêché de Monreale, en Sicile, à son petit-fils Alessandro. Paul III accepte l'archevêché mais préfère pour Pier Luigi une solution moins voyante : au lieu de Novare, une généreuse pension serait plus convenable à condition qu'elle demeure absolument secrète.

Le nonce Pier Paolo Vergerio parcourt l'Allemagne de long en large, au moment où celle-ci est secouée par une déferlante anabaptiste et par des divisions croissantes dans les rangs protestants. Il rencontre le landgrave Philipp de Hesse et les ducs catholiques de Bavière. Il visite Ratisbonne, ville impériale mi-luthérienne, mi-catholique, et Augsbourg, où le Sénat rétribue, sans la moindre protestation de l'évêque, huit prédicateurs sacramentaires venus de Suisse et de Strasbourg. Dans le Bas-Rhin, il rencontre le comte palatin Friedrich II lors de son mariage avec la nièce de Charles Quint, Dorothea, le margrave luthérien Georg de Brandebourg dans son château d'Ansbach, l'électeur palatin Ludwig dans sa ville d'Heidelberg, le duc de Clèves, à Düsseldorf. Il rend visite aux évêques de Bamberg, Würzburg, Spire, Worms et à l'archevêque de Mayence, aux sympathies de plus en plus ouvertement luthériennes. De tous il reçoit des paroles très encourageantes.

Il reste à Pier Paolo Vergerio de se rendre à Wittenberg pour rencontrer le duc Johann Friedrich de Saxe, chef de file des princes protestants, et, si possible, Martin Luther. Le duc se trouvant à Vienne, il est reçu avec les plus grands honneurs par ses gens. Logé au château, le nonce invite Martin Luther à souper. Celui-ci décline l'invitation pour le soir mais accepte de

prendre son petit-déjeuner avec lui le lendemain. C'est la première fois que Luther rencontre un représentant du pape depuis 1518. Au nonce qui lui fait part du profond regret de Sa Sainteté pour la dureté avec laquelle il avait été traité par Léon X et de son désir qu'il contribue par sa charité et par sa présence (« Le pape saura reconnaître vos mérites ! ») au succès du concile, Luther, rasé de frais et élégamment habillé avec une chaîne d'or sur la poitrine, déclare : « Vous autres papistes, vous travaillez pour rien. […] Si vous tenez un concile, vous y traiterez seulement de babioles et d'enfantillages, comme de fixer la longueur des habits des prêtres, de la largeur de leurs ceintures ou de la dimension de leur tonsure. […] Je vous le dis, le véritable concile n'aura pas lieu avant le Jugement Dernier. C'est notre Seigneur Dieu qui le tiendra. » Pendant que Pier Paolo Vergerio glisse dans l'oreille d'un voisin « Le docteur Luther se plaît à enfoncer son doigt dans notre plaie », Luther conclut que, si les Évangélistes n'ont nullement besoin d'un concile parce qu'ils sont sûrs de leur fait, les pauvres âmes tyrannisées par la papauté pourraient en tirer profit. Et au nonce qui lui demande s'il serait disposé à y participer, il répond qu'il y viendra même s'il finissait au bûcher et que peu lui importait qu'il ait lieu à Mantoue, Padoue ou Florence. Seriez-vous prêt à accepter Bologne ? À qui appartient-elle ? Au pape. « Mon Dieu, Bologne aussi ! Peu importe, j'y viendrai, pourvu qu'il soit libre. » Paul III serait-il bienvenu à Wittenberg ? Luther : « Qu'il vienne ! Nous serons très heureux de le rencontrer ! » « Accepteriez-vous qu'il vienne en armes ? » « Comme cela lui plaira, en armes ou sans. » Prenant congé, le nonce lance à Luther : « Tenez-vous prêt pour le concile ! » Luther : « Oui, Monseigneur ! J'y serai avec mon cou et avec ma tête ! »

À Dresde, Georg, le duc catholique de la Saxe albertine, pris en étau entre le duché électoral, luthérien, et la Bohême, hussite, presse le nonce d'informer le pape que, s'il ne concède pas de suite la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres, il ne sera plus en mesure de maintenir ses sujets dans l'obédience romaine. À Prague, Pier Paolo Vergerio parvient enfin à rencontrer l'électeur Johann Friedrich de Saxe. Répondrait-il favorablement à l'appel de Paul III ? « Je ne peux rien vous dire tant que les protestants n'en auront pas délibéré en assemblée. » Vergerio rentre à Rome fort satisfait de sa mission. Le privant de sa nonciature pour sa naïveté, Paul III l'envoie s'occuper de l'évêché de Modrus, en Croatie habsbourgeoise[8] !

Depuis quelques mois une forte poussée de fièvre anabaptiste, avec pour épicentre la cité de Münster[9], en Westphalie, s'est abattue sur l'Allemagne. Pour prendre la mesure de ce mouvement aux accents sociaux et millénaristes, il faut revenir à son initiateur : Melchior Hoffmann. Né en Souabe peu avant 1500, passablement inculte, pelletier de profession mais mystique dans l'âme, il avait pris part dès sa jeunesse à des soulèvements iconoclastes dans plusieurs villes de Scandinavie. Chassé de Suède vers le milieu des années 1520, il avait débarqué à Lubeck, puis au Danemark où le duc d'Holstein (le futur Christian III) l'avait appointé comme prêcheur. Condamné par Luther, il avait été accueilli à Strasbourg par Bucer jusqu'à ce qu'en 1530 il ne se fasse rebaptiser. Contraint de partir, il rejoignit à Emden, aux frontières avec la Frise, quelques centaines de baptistes poursuivis par Charles Quint pour hérésie. S'étant consacré à la lecture de l'Apocalypse, Melchior Hoffmann acquiert la conviction que l'heure du Jugement Dernier ne saurait tarder. Ayant confié à un boulanger d'Harlem, Jan van Matthijs, le soin de la communauté, il décide de fonder la Nouvelle Jérusalem à Strasbourg. Rapidement appréhendé, il finira sa vie en prison en 1543. Son pupille Jan van Matthijs avait alors repris le flambeau en décidant avec son beau-fils Jan van Leiden, redoutable hâbleur et comédien, de rejoindre à Münster Bernhard Rothmann, prêcheur anabaptiste jadis disciple de Luther, qui mène la vie dure aux pouvoirs constitués avec le soutien de divers notables, dont un marchand de draps du nom de Bernhard Knipperdolling.

Münster, 28 janvier 1534, au soir. Les portes de la ville sont fermées, il neige, les rues sont désertes. Sonne le tocsin. Le peuple accourt devant la cathédrale et voit sortir de la pénombre deux figures vénérables, les yeux rivés au ciel : « Vous croyez avoir la Foi ! Détrompez-vous ! Dieu est en colère ! Il nous envoie pour vous apporter sa dernière Parole. […] Le jour où il vous faudra mourir approche. » Qui les prend pour Enoch et Elie, qui pour deux apôtres. Un aveugle écossais, que le hasard a conduit à Münster, bat de sa canne le pavé : « Le Ciel va s'écrouler ! Pénitence ! Pénitence ! » Et Bernhard Rothmann de renchérir : « Le Père Céleste nous envoie deux prophètes enseigner sa pure parole. Que ceux qui cherchent le salut éternel se joignent à nous, de partout, avec leurs femmes et leurs enfants. Ici, ils obtiendront le salut de leurs âmes et dix fois autant de biens qu'ils auront abandonnés chez eux. » Un homme crie à l'imposture. Jan van Leyden : « Cet homme ne doit pas vivre ! » et Jan van Matthijs de lui percer le cœur

avec une hallebarde. La fièvre du Jugement Dernier s'empare de la ville. Acclamé bourgmestre, Bernhard Knipperdolling met les hommes devant une alternative effroyable : soit se faire rebaptiser, soit quitter la ville en y laissant leurs femmes, enfants et biens. Bernhard Rothmann rebaptise sans relâche. Une femme a le cran de lui dire : « Baptise-moi au nom du Diable car, au nom de Dieu, je suis déjà baptisée. »

Dépossédé de sa ville, le comte-évêque Franz de Waldeck appelle à l'aide Marie de Hongrie, le duc de Clèves, le duc de Brunswick, l'archevêque de Cologne et même le landgrave de Hesse. Tous lui font parvenir (chichement) argent, canons, couleuvrines, échelles, pieux, hallebardes, haches, bref de quoi assiéger Münster. Bernhard Knipperdolling arme les hommes, enseigne aux femmes comment mijoter la poix brûlante, confie aux vieux la tâche d'éteindre les incendies. Tous travaillent au renforcement des enceintes. Roi des Purs, Van Matthijs annonce que par la volonté de Dieu tout ce que chacun possède – or, argent, linge, meubles, nourriture – sera mis en commun et partagé. On s'aime, on s'entraide à se sanctifier. Le dimanche de Pâques, Jan van Matthijs révèle au peuple de Münster que Dieu lui a ordonné de se jeter avec trente cavaliers contre les soldats du comte-évêque. Une nuée d'anges assurera leur victoire. Pris sous le feu des arquebusiers, ses compagnons prennent la fuite. Lui seul va de l'avant. Du haut des remparts, le peuple de Münster attend le miracle. Désarçonné par un piquier, le prophète est mis en pièces. Jan van Leyden éclaircit le mystère : « Frères, la nuit dernière, Dieu m'a révélé que Jan van Matthijs périrait s'il se battait pour sa propre gloire. Notre guide a dû pécher d'orgueil. Bénissons Dieu pour cet enseignement et n'ayons pas peur. Si nous persévérons, Dieu nous donnera la victoire et le salut. » Et le peuple d'abattre les flèches et les cloches des églises pour en faire des canons.

À la Pentecôte, le comte-évêque Franz de Waldeck fait donner ses canons et, puis, lance les siens à l'assaut. Il y perd plus d'hommes qu'il n'en tue. Réconforté, le peuple de Münster rend grâce à Dieu. Prenant exemple sur Salomon et David, Jan van Leyden institue la polygamie : nulle femme en âge de procréer ne doit rester sans mari et, pour donner l'exemple, il se donne quatre femmes, dont Divara, la veuve de Jan van Matthijs, et une fille de Knipperdolling. À la Saint-Jacques, le 25 juillet, il révèle au peuple de Münster que Dieu lui a confié « le trône et le sceptre de David ». Installé avec dix-sept épouses dans un palais, il parade dans Münster avec couronne, sceptre et globe. Pour épargner les vivres, il ordonne jeûne sur

jeûne. Fin août, nouvel assaut et nouvel échec de Franz de Waldeck. À Münster s'élèvent des cantiques. Cette fois, le comte-évêque obtient des états de Westphalie et du Rhin assez d'argent pour recruter trois cents cavaliers et trois mille fantassins pour serrer la ville. Jan van Leyden dépêche vingt-sept « apôtres » appeler à l'aide les anabaptistes des Pays d'Embas et d'ailleurs. S'inspirant des tribus d'Israël, il nomme ducs douze citoyens particulièrement méritants (un forgeron, un mercier, un fourbisseur, un boulanger, un tailleur…), leur promettant les principautés d'Allemagne pour le jour de la victoire finale. Dans Münster, chaque bout de terrain est labouré, mais, comme la nourriture manque, vieillards, infirmes et enfants sont jetés hors de la ville. Les uns meurent. D'autres, en grand nombre, sont recueillis dans les bourgs environnants. L'hiver et le printemps passent. Münster est aux abois. Dans la nuit du 24 juin 1535, le comte-évêque de Waldeck donnera le troisième et définitif assaut à la faveur d'un orage : cette fois ses hommes ne trouveront que quelques gardes épuisés. Ils tueront Bernhard Rothmann sans le reconnaître. Jan van Leyden et Bernhard Knipperdolling auront moins de chance. « Il leur sera toute la chair percée et détachée des os avec des tenailles ardentes. Puis leur cœur et leur gorge seront percés avec un fer ardent. Leurs cadavres enfermés dans des corbeilles en fer seront suspendus à la tour de l'Église Saint-Lambert. » Luther ne s'y trompera pas : « Les commencements de Mahomet aussi furent grossiers. Si Dieu ne nous eût pas été en aide, il se fût élevé ici un Empire comme le sien. » Partout on donnera la chasse aux évangélistes.

Un matin d'octobre 1534, le « très chrétien » roi de France découvre avec stupeur qu'il n'échappera pas aux guerres religieuses. Pendant la nuit, des inconnus ont placardé à Paris, à Orléans, Tours, Rouen, Blois et jusque dans le château d'Amboise, où il séjournait, des affiches dénonçant « les horribles, grands et importants abus de la messe papale », « les sorcelleries du pape et de toute sa vermine de cardinaux, d'évêques, de moines et de prêtres ». François 1er crie au complot, mais, comme le dit l'intransigeant doyen de la faculté de théologie de la Sorbonne, Noël Bédier, ne récolte-t-il pas les fruits de « sa faiblesse » ? Pourquoi avoir protégé depuis des années « les beaux esprits » dont s'entoure sa sœur Marguerite d'Angoulême, jusqu'à inviter Philipp Melanchthon à Paris[10] et mépriser publiquement les « ténébrions » de la Sorbonne ? Pourquoi avoir soutenu avec les deniers du royaume les protestants allemands ? Pourquoi avoir encouragé les pulsions schismatiques d'Henry VIII ? Aveuglé par sa soif de terrasser l'empereur

catholique, François 1er paye maintenant le prix de son incohérence. Rentré précipitamment à Paris, il ordonne au lieutenant Jean Morin, de tout faire, sans égard de lignage, pour que « la maudite et abominable secte des Luthériens ne puisse prendre racine dans (son) royaume », tout en se vengeant de l'impertinent Noël Bédier qu'il exile au Mont-Saint-Michel. Cent écus sont promis à qui dénoncera « ceux qui ont fiché les placards » et le bûcher à « ceux qui les recéleraient ». Parmi les premiers quarante suspects arrêtés, l'éditeur du *Miroir de l'Ame pécheresse* dont chacun sait qu'il est l'œuvre de Marguerite d'Angoulême. Le 21 janvier 1535, une procession expiatoire s'ébranle de l'Église de Saint-Germain avec en tête les corps et les reliques des martyrs conservés à la Sainte Chapelle et dans les églises de Saint-Germain et Sainte-Geneviève. L'évêque de Paris, Jean Du Bellay, portant le Saint Sacrement, le roi, la tête nue et une torche à la main, la reine Éléonore, les cardinaux, les évêques et les abbés de France, les collèges, la noblesse, les membres du Parlement, les gens de justice défilent dans les rues de Paris. Six suspects de luthéranisme se balancent des heures durant au-dessus des flammes d'un bûcher. Les relations de François 1er avec les princes de la ligue de Schmalkalden, avec Strasbourg et les cantons protestants helvétiques connaissent une longue période de refroidissement.

28

« Couper la tête de Barberousse »

Pendant que l'Angleterre et le Danemark abandonnaient l'Église, que l'Allemagne suivait au jour le jour le drame anabaptiste de Münster et que le pouvoir en France découvrait avec stupéfaction l'étendue de l'infiltration protestante dans Paris et dans les provinces, Charles Quint avait consacré les derniers mois de 1534 à s'assurer le concours de la papauté, du roi du Portugal, des Chevaliers de Malte et des seigneurs de Monaco pour la croisade qu'il entendait mener dès le printemps contre Khayr-ad-Din Barberousse. Inutile de solliciter François 1er. N'a-t-il pas reçu un envoyé de Barberousse au Puy-en-Velay ? Pourquoi, ensuite, Antonio Rincon, un Espagnol compromis dans la révolte des Communeros et passé à son service, s'est-il rendu à Tunis et puis à Alep auprès du grand vizir, Ibrahim Pacha[1] ? N'a-t-on pas vu, après son retour, des galères ottomanes à Marseille et une délégation turque se rendre à Châtellerault ? Et pourquoi, encore, en février 1535, l'abbé de Saint-Pierre-le-Vif-de-Sens, Jean de La Forest, protonotaire du roi, sous couvert d'un voyage en Méditerranée destiné à « acquérir des manuscrits orientaux », s'est-il rendu à Tunis avant de poursuivre son voyage jusqu'à Constantinople ? Que François 1er et Soliman se concertent ne fait depuis longtemps aucun doute, mais l'on saura bien plus tard qu'en janvier 1536 Jean de La Forest avait conclu avec la Sublime Porte un traité d'amitié et de commerce, dont certaines clauses sécrètes engageaient les Ottomans et les Français à agresser conjointement Charles Quint, les premiers en envahissant la Hongrie par voie terrestre et le royaume de Naples par la mer, les seconds en attaquant la Lombardie et la République génoise.

Barcelone, dimanche 30 mai 1535. L'empereur embarque avec le frère de l'impératrice, don Luis du Portugal, et le troisième duc d'Albe sur le nouveau galion à quatre rangées de rameurs que lui a apprêté Andrea d'Oria. À bâbord et à tribord, vingt-quatre drapeaux aux armes impériales. À la poupe, un immense drapeau cramoisi brodé d'un crucifix d'or et, entre deux colonnes d'Hercule, la devise *Plus Ultra*. Au bout du mat, un drapeau blanc avec en grandes lettres d'or l'inscription « *Aprehende arma et scutum et exurge in adiutorium mihi* » (« Prends tes armes et ton bouclier et lève-toi pour m'aider. ») Guillaume de Montoiche, aide de chambre à la cour de Charles Quint, qui participa à l'expédition et en fit la relation après la mort de l'empereur dans son « *Discours entier et au vrai du voyage de Thunes fait par l'empereur Charles cinquiesme*[2] » :

« À l'instant de l'embarquement, l'artillerie de tous les vaisseaux de l'armée se deschargea et aussi celle de la cité de Barcelone, tellement qui sembloit les roches et montaignes d'allentour tresbucher aux abismes pour la fouldre de Juppiter. Après se ouyrent de tous coustelz trompettes, clayrons, haulxbois, tamborins et aultres instrumens. Tout le bord de la mer et aussi les fenestres regardant sur icelle étaient pleins d'ung peuple innombrable, pleurant, gémissant et priant Dieu pour la prospérité du voyage de Sa Majesté et de son armée. »

La flotte s'ébranle, le galion impérial en premier suivi par quinze galères d'Espagne aux ordres de don Alvaro de Bazan, seize galères et trois galions d'Andrea d'Oria, le galion Botafogo et vingt caravelles de don Luis du Portugal et une soixantaine de navires à coque ronde, chargés de chevaux, armes, munitions, vivres et filles de joie. Les ambassadeurs de France, d'Angleterre, du pape, des ducs de Milan et Florence, des seigneuries de Venise, Ferrare, Saluces, Sienne, Mantoue, sont du voyage tout comme le peintre Jan Vermeyren et divers chroniqueurs chargés de raconter en images et en écrits la croisade contre Barberousse.

Lundi 31 mai. Au lever du soleil, calme plat et, le soir, de forts vents contraires. Le galion amiral atteint Majorque à la rame. Aux villageois qui lui demandent où il va, Charles Quint répond joyeusement : « Couper la tête de Barberousse ! » L'escadre se rassemble peu à peu dans le port de Mahon, à Minorque. Repartie le dimanche 8 juin, elle se trouve à nouveau en difficulté dès la tombée de la nuit. Le galion impérial gagne seul l'archipel de Sulcis, au sud-ouest du royaume de Sardaigne. À nouveau bien groupée, la flotte entre dans la rade de Cagliari le 10 juin. Trente-huit galères, galions, caraques et brigantins venus de Portovenere, en Ligurie, avec cinq mille Italiens et huit mille Allemands aux ordres du marquis del Vasto, y sont déjà à l'ancre, de même que six galères de Naples aux ordres de Garcia

Alvarez de Toledo, douze de Sicile aux ordres de don Belenguer de Requesenes, huit de l'État pontifical commandées par Virginio Orsini, quatre des Chevaliers de Malte aux ordres de l'Italien Aurelio Botigela et deux des seigneurs de Monaco. Au total, environ trois cents navires, dont quatre-vingt-deux galères, vingt-cinq mille fantassins, huit cents gens d'armes et mille deux cents cavaliers légers. Quelques marchands chrétiens arrivés de Tunis relatent que Barberousse a réparti ses galères entre le front de mer de La Goulette et le lac salé de Tunis. Lundi 14 juin à l'aube. Départ avec un vent de nord-ouest favorable. Le lendemain, peu après midi, les navires les plus rapides arrivent en vue du golfe de Tunis, serré entre le cap Bon, à l'est, le cap de Carthage, à l'ouest, et, tout au fond, le mont Zaghouan. Au centre, les épaisses murailles de la forteresse pentagonale de la Goulette gardant l'entrée du chenal menant au lac de Tunis. Le lendemain à l'aube commence le débarquement sur la plage de Port Farina. Les fantassins espagnols de Garcia Alvarez de Toledo et les fantassins allemands du marquis del Vasto investissent une colline dominant la mer et deux tours, dont une abrite un puits d'eau potable. Les premiers prisonniers faits sur la plage indiquent que La Goulette est défendue par un millier d'arquebusiers turcs aux ordres du pirate Sinan le Juif. L'artillerie lourde est placée en haut de ses cinq bastions. L'artillerie légère derrière des remparts de sable et de terre aux pieds de la forteresse. Douze galères, amarrées proue vers le large, complètent le dispositif. Le reste de la flotte mouille dans le lac, sauf vingt-six galères que Barberousse a éloignées, pour partie, à Bône, cinquante lieues à l'ouest, et pour l'autre jusqu'à Alger. Quant à la cité de Tunis, sept milles fantassins turcs campent devant les enceintes ainsi qu'un certain nombre d'archers, lanciers et cavaliers maures. Barberousse est dans Tunis même, avec huit cents janissaires.

Vendredi 18 juin. Dans l'état-major de l'empereur les avis divergent : certains considèrent qu'il convient de marcher directement sur Tunis avant que la chaleur de l'été ne devienne insupportable ; d'autres qu'il est plus prudent de faire tomber d'abord La Goulette, afin de ne pas couper l'armée de ses bases arrières. Charles Quint tranche pour La Goulette. Pour s'en rapprocher, il faudra creuser des tranchées. Parti en retard de Barcelone, un navire chargé de canons de gros calibre est attendu d'une heure à l'autre. Mercredi 23 juin. L'infanterie italienne de Girolamo Tuttavilla, comte de Sarno, protège les galériens chargés de creuser les tranchées. Sortis de La Goulette, les Turcs l'attaquent. Lorsque l'infanterie espagnole se porte à son

secours, il est trop tard. Blessé par un tir d'arquebuse, le comte de Sarno a été égorgé et décapité. Sept ou huit autres Italiens ainsi qu'une trentaine de Turcs ont aussi perdu la vie. Ce sont les premiers morts de la croisade. Jeudi 24, à l'aube. Nouvelle sortie surprise des Turcs. Encore une douzaine de morts et une vingtaine de blessés. Venus au camp impérial, trois cavaliers maures annoncent que Moulay Hassan, le roi déchu, se cache dans le massif du mont Zaghouan et demande à être reçu. Arrivée de Barcelone du vaisseau du capitaine Rosa avec les grosses pièces d'artillerie. Arrivée du marquis Hernando Alarcon et de Ferrante Gonzaga avec plusieurs barons de Naples et de Sicile et mille deux cents hommes. Nuit du 25. Des cavaliers et des fantassins maures occupent une grande oliveraie entre Tunis et le camp impérial. On redoute une sortie simultanée de La Goulette. On double les effectifs tandis que le marquis de Mondejar Luis Hurtado de Mendoza se tient prêt à entrer dans l'oliveraie avec deux cent cinquante cavaliers légers et deux cent cinquante arquebusiers. Six mille fantassins protègent ses arrières. À l'aube, l'artillerie cachée dans l'oliveraie ouvre le feu. Un boulet tue l'un des gardes du pavillon de l'empereur. Contre-attaque du marquis de Mondejar. Dans le corps à corps, sept de ses cavaliers trouvent la mort et lui-même est blessé. Charles Quint en personne se lance à son secours avec Hernando Alarcon et trois cents cavaliers. Pendant qu'on ramène le marquis, les Maures se retirent de l'oliveraie, laissant sur place quelques pièces d'artillerie. Hernando Alarcon les poursuit jusqu'à une lieue de Tunis.

Lundi 28 juin. Vent de terre, violent et torride. Tentes et pavillons s'envolent. Noir comme de la poix, le ciel tonne et illumine de ses éclairs le champ de bataille, sur lequel s'abat une pluie diluvienne. Un bataillon turc se rue vers les tranchées où ont été installées les premières pièces d'artillerie. Repoussé, il subit de grosses pertes dont son capitaine. La nuit tombe. La pluie cesse. Dans la baie, quelques brigantins, qui ont rompu leurs amarres, s'affairent à se remettre en place. Mardi. Le duc d'Albe, le comte de Benavente et Hernando de Alarcon souhaitent la bienvenue à Moulay Hassan, arrivé avec deux cents gardes, quelques-uns à cheval, la plupart à pied et plutôt débraillés. L'empereur, qui souffre d'une légère attaque de goutte, le reçoit dans le pavillon où il réunit quotidiennement son conseil de guerre. Plutôt grand et massif, très brun de peau, Moulay Hassan, lance à la main et cimeterre à la hanche, fait dire par son interprète qu'il ne demande qu'à servir. Chaleur caniculaire. On ne creuse plus que de nuit. 1er juillet. Un boulet d'une soixantaine de livres tombe à quelques pas du

pavillon d'Andrea d'Oria, tuant son cheval. L'eau potable se fait rare. Premiers cas de dysenterie. Faute d'avoine, les chevaux paissent du côté de Carthage. Des caraques partent faire provision d'eau et de victuailles en Sicile et en Sardaigne. D'autres vont au cap Azeffoun couper des troncs d'arbre pour soutenir les tranchées. On est désormais très près de La Goulette. Dimanche 4 juillet. Fort agitée, la mer tient la flotte chrétienne loin de la côte. Sortie en masse des Turcs. Corps à corps à proximité des tranchées. Après deux heures de combats furieux, on compte deux cents morts et blessés. De retour au camp, les Espagnols accusent les Italiens d'être restés sans réagir. Ils leur rétorquent que, le jour de la mort du comte de Sarno, ils ne s'étaient pas précipités non plus. Profitant de la nuit, une patrouille explore la zone du chenal. Le jour de l'assaut, des chaloupes devront le remonter et faire sauter le pont donnant accès à la porte d'entrée de la forteresse.

Vendredi 9 juillet. Un brigantin arrivé d'Espagne apporte la nouvelle que l'impératrice a accouché d'une fille. L'une et l'autre sont en bonne santé. L'enfant s'appellera Juana, comme sa grand-mère maternelle. Retour des caraques envoyées en Sicile et en Sardaigne. On y embarque les blessés et tous ces gens – commerçants, prostituées – qui entravent les opérations. Dimanche. L'artillerie est en place : trente-six canons de gros calibre, à neuf pas l'un de l'autre. Clameurs et feux d'artifice à l'intérieur de La Goulette. Dans le camp impérial on se demande bien pourquoi. Lundi. Temps parfait, mer d'huile. L'assaut est pour le lendemain. Il sera précédé par un bombardement tant du côté terre que côté mer : soixante galères, divisées en trois escadres, manœuvrant à la rame, se succéderont devant la forteresse. En deuxième ligne, les galions d'Andrea d'Oria et du pape viseront les bastions. À la première brèche importante, trois « tercios » forceront les remparts. Deux mille arquebusiers postés dans l'oliveraie couperont la route aux cavaliers maures et plusieurs régiments de cavalerie se tiendront prêts à fondre sur eux. Charles Quint harangue ses capitaines : « Vous avez déjà donné maintes preuves de votre valeur. Demain vous vous surpasserez parce que c'est pour Dieu, dont je ne suis que le porte-drapeau, que vous vous battrez. » Aux « tercios », il dit qu'ils se battront pour leurs frères d'Andalousie, de Catalogne et de Castille. Au premier d'entre eux qui entrera dans La Goulette, il assurera une rente à vie de quatre cents ducats annuels, au second de trois cents et de deux cents au troisième.

Mardi 13 juillet. Un vent très fort, chargé de poussières et de chaleur, s'est levé peu après le lever du soleil. Report de l'attaque. Mercredi, deux heures avant l'aube. Après avoir écouté la messe et prié Dieu de lui concéder la victoire, Charles Quint visite avec l'infant Luis du Portugal les artilleurs et les « tercios » prêts à donner l'assaut. Dans la rade, les galères chrétiennes se mettent à la manœuvre. Lorsque la première escadre est quasiment en place, l'empereur fait sonner les trompettes. Les canonniers ouvrent le feu, ajustent leurs tirs. Les Turcs ripostent avec fureur. Premiers morts dans les rangs impériaux : un baron sicilien, divers galériens et leur capitaine. Attaque des cavaliers maures contrée par les arquebusiers. Neuf heures du matin. De terre et de mer, l'artillerie a tiré près de quatre mille boulets. Soudain, une tour de la forteresse s'effondre, entraînant une partie de la muraille, des pièces d'artillerie et des canonniers turcs. Des brèches s'ouvrent également côté mer. Le pont en bois enjambant le chenal est détruit. À une heure de l'après-midi, Charles Quint ordonne l'assaut. Pendant que les « tercios », menés par les capitaines Hernando de Vargas y Alonso Carrillo et encouragés par un Franciscain, crucifix à la main, se ruent avec leurs échelles vers la bastille sous une pluie de balles, de flèches et de boules de suif en feu, les batteries impériales tirent à blanc. Côté mer, don Alvaro de Bazan saute à terre avec quelques hommes. Les Turcs abandonnent la forteresse mais, pris sous le feu des arquebusiers, peu parviennent à traverser le chenal. Parmi les morts, Sinan le Juif. La voie est libre et Charles Quint entre dans la forteresse avec l'infant du Portugal, l'amiral Andrea d'Oria, le marquis del Vasto et Moulay Hassan. Ils sont une dizaine à croire avoir été les premiers à l'escalader, mais celui qui a vraisemblablement été le tout premier n'est plus là pour recevoir sa récompense : Esteban de Tamayo, natif de Placencia, tombé du haut des remparts, son arquebuse serrée contre sa poitrine. L'empereur montre Tunis du doigt à Moulay Hassan : « Voilà le chemin par lequel vous rentrerez dans votre royaume. » Une quarantaine de grosses pièces d'artillerie sont saisies : certaines portent la fleur de lys et la salamandre du roi de France. Parmi les galères prises sur le lac, il y a celle perdue jadis par le capitaine Rodrigo Portuondo. On donne sépulture à deux cents chrétiens. Mahométans, chevaux et dromadaires finissent ensemble dans une fosse commune. Heureux et exténué, avant de se coucher, Charles Quint dicte encore de nombreuses lettres : à son épouse bien-aimée, à sa bonne sœur Marie, à son frère Ferdinand, à ses vice-rois, à ses ambassadeurs.

Jeudi 15. Le bruit court que, si l'empereur s'avise à marcher sur Tunis, Barberousse pourrait mobiliser jusqu'à cent mille Maures. Charles Quint hésite. Puis, il se ravise. Qui veut partir est libre de le faire mais, lui, dans trois jours, marchera sur Tunis pour couper la tête à Barberousse et remettre Moulay Hassan sur le trône. Dimanche. Conseil de guerre en présence de Moulay Hassan selon qui l'enceinte de Tunis, quoique renforcée, ne résistera pas à une douzaine de pièces d'artillerie. Si les puits n'ont pas été empoisonnés, l'armée trouvera de l'eau dans une palmeraie, à quatre milles de Tunis. Lundi. Six cents hommes aux ordres de don Bernardino de Mendoza prennent possession de La Goulette, tandis que don Alvaro Bazan arrime ses galères au pied de la forteresse. Plusieurs compagnies d'Italiens et d'Espagnols veillent à l'extérieur. Des chaloupes transportent l'artillerie lourde, désormais inutile, jusqu'aux navires de transport et en reviennent avec des barriques de vin, d'eau, du pain et des biscuits.

Mardi 20 juillet. Une heure avant l'aube, les trompettes sonnent le rassemblement. Chaque homme reçoit à boire et à manger pour cinq jours. Deux colonnes de fantassins, chacune devancée par cent cavaliers légers, se mettent en marche : à gauche, les Italiens commandés par le prince de Salerne, à droite, les « tercios » menés par Hernando d'Alarcon. Suivent douze pièces d'artillerie tirées à bras par des forçats, Charles Quint et don Luis du Portugal à la tête de trois cent cinquante gens d'armes et six mille fantassins allemands menés par leur capitaine Maximilian von Heberstein. Le marquis de Mondéjar et le duc d'Albe ferment la marche avec la cavalerie et quelques régiments de fantassins. Le Marquis del Vasto, faisant office de capitaine général, assure la coordination, secondé par les ducs de Sidonia et d'Albuquerque et diverses estafettes. Resté dans la baie, Andrea d'Oria surveille les arrières. Le soleil est ardent. L'armée couvre huit milles longeant le lac d'eau saumâtre et atteint à une heure de l'après-midi la palmeraie annoncée par Moulay Hassan. Les puits n'ont pas été empoisonnés et les hommes peuvent se désaltérer et remplir leurs gourdes. Près de Tunis, l'armée de Barberousse se déploie. Certains l'évaluent à quatre-vingt mille hommes, chiffre sans doute très exagéré. Charles Quint se tourne vers Hernando de Alarcon : « Que pensez-vous que nous devrions faire ? » – « A voir le désordre dans lequel ils se tiennent, leur rentrer dedans ! », répond-il. L'armée impériale se met en rangs. À droite, les fantassins espagnols et la moitié de la cavalerie, au centre l'artillerie et les Allemands ; à gauche, les Italiens et le reste de la cavalerie. Échange de tirs,

sans conséquences ni pour les uns ni pour les autres. Les cavaliers maures ouvrent les hostilités en fonçant sur les deux ailes. Les arquebusiers les repoussent : deux morts et quatre blessés du côté chrétien et au moins cinq cents chez les Maures. Une heure plus tard, l'armée de Barberousse se replie.

Mercredi 21 juillet. Une heure avant l'aube, l'armée impériale se remet en marche. Elle avance jusqu'à proximité de la porte Bab el Behar (Porte de la Marine) sans rencontrer la moindre résistance. Pendant la nuit, une révolte des esclaves chrétiens (pas moins de quinze mille) a forcé Barberousse à s'enfuir. Il a pris la direction de Bône avec six mille hommes. Après discussion avec ses capitaines, l'empereur fait dire à l'amiral Andrea d'Oria de faire l'impossible pour le devancer. Aux mains des esclaves chrétiens et désertée par les Maures, Tunis accueille Charles Quint en sauveur. Ils sont en majorité Espagnols et Italiens, mais parmi eux on compte aussi une centaine de Français. Dix d'entre eux faisaient partie de la suite du dauphin de France et du duc d'Orléans lorsqu'en 1526 leur père les avait donnés en otage à l'empereur. Condamnés à ramer sur les galères d'Espagne après l'évasion manquée de 1529, ils avaient été capturés par Cachadiablo, lors de sa victoire sur le capitaine Portuondo. Leur roi n'ayant pas levé le petit doigt pour que Barberousse les libère, ils manifestent leur joie en criant « *Empire, Empire !* » Rentré dans son palais du Bardo, Moulay Hassan est dépité : Barberousse lui a laissé ses vieilles concubines mais a emporté avec lui son Coran serti de pierres précieuses, ses livres d'astronomie, de médecine, d'algèbre et de poésie, sa collection de parfums et d'essences rares, et les armes qui auraient appartenu à Saint Louis, mort de la peste sur la plage de Carthage. Charles Quint découvre que Tunis ne compte pas que des minarets, mais aussi plusieurs synagogues, un monastère encore habité par des moines franciscains et cinq églises chrétiennes. Dans l'une d'entre elles, vêtu d'un grand manteau blanc, il rend grâce à Dieu. Puis, pendant qu'il fête la victoire au Bardo avec ses capitaines et Moulay Hassan[3], ses soldats sont autorisés à mettre Tunis à sac :

« L'infanterie espagnole et aucuns autres soldats, commencèrent à abattre portes et fenêtres, entrant dans les maisons, tuant les Maures qui leur résistaient et pillant tout ce qui y était, dans les boutiques des marchands comme dans les mosquées des Maures, où ils s'emparèrent de mortiers de jaspe gris et d'autres pierres riches. Davantage, ils firent prisonniers tous les hommes, femmes et enfants et, liés les uns aux autres, ils les vendaient à qui les voulait acheter. Certains capitaines trouvèrent au château de trente à quarante mille ducats et plusieurs soldats de bonnes sommes d'or et d'argent délaissés avec quelques bagages de valeur dans les puits et les citernes. Du dit pillage, les Allemands ne s'en mêlèrent pas, sinon ce qu'ils purent happer de mangeailles, encore qu'il n'y avait pas beaucoup de

caves pleines de bon vin. Le lendemain, Sa Majesté fit crier, à son de trompettes et tambourins, que le sac cessât. »

Vendredi 23 juillet. De retour de leur expédition à Bône, Giovannino d'Oria et Adamo Centurione rapportent que, pris sous le feu de l'artillerie de la forteresse et des galères de Barberousse, ils n'avaient pas pu se rapprocher. Andrea d'Oria repart avec quarante galères. Lundi 1er août. Retour d'Andrea d'Oria ; il a conquis la forteresse de Bône en laissant sur place six cents Espagnols aux ordres du capitaine Alvaro Gomez Zagal, mais Khayr-ad-Din Barberousse s'est échappé. Conseil de guerre. Faut-il aller cherche Barberousse à Alger ? La grande majorité des capitaines juge l'entreprise dangereuse : la route est longue, la saison suffocante, les troupes épuisées. De plus, il faut ramener au pays les vingt mille chrétiens libérés. L'empereur se rend à l'évidence, en se jurant que l'année suivante il irait à Alger. Samedi 6 août. Signature du traité d'amitié perpétuelle et de libre commerce avec Moulay Hassan[4], en castillan et en arabe, chaque langue faisant foi. Le roi des Espagnes garde Bizerte, Bône et La Goulette. Le sultan de Tunis, en tant que son vassal, remettra tous les 25 juillet au capitaine en charge de La Goulette six chevaux maures, douze faucons et douze mille ducats d'or. Les chrétiens qui choisiraient de rester à Tunis jouiront de la liberté religieuse.

Mardi 17 août. De bon matin, le galion amiral quitte la baie de Tunis. L'infant du Portugal prend avec son galion et ses caravelles la direction de Gibraltar, de concert avec don Alvaro de Bazan qui ramène à Barcelone les galères d'Espagne. Le reste de la flotte impériale, augmentée des galères saisies dans le lac de Tunis, longe la côte en direction de la forteresse de Mahdia, en Libye, qui, bâtie sur un promontoire à pic sur la mer et protégée par de hautes et massives murailles, est tombée entre les mains des Turcs. Une très forte tempête disperse les navires de transport et la prise de Mahdia est abandonnée. Arrivé à Trapani, Charles Quint est accueilli par les Siciliens aux cris de Carlo l'Africano, en souvenir de Scipion, le vainqueur d'Annibal. Seulement une partie des vaisseaux de transport arrive à Trapani. D'autres atterrissent à Palerme, d'autres encore à Naples. Ne conservant avec lui que quelques milliers de soldats espagnols et allemands, l'empereur libère le reste de l'armée. Afin d'éviter toute exaction, les soldats remonteront la péninsule par petits groupes sous l'autorité d'un commissaire impérial. Le 31 août, Charles Quint quitte Trapani pour le château des anciens rois normands à Monreale, où il entend aller à la chasse, avant

d'entrer à Palerme. Coup de griffe de Khayr-ad-Din Barberousse : reparti d'Alger avec quinze galères en direction des Baléares, il a trompé les habitants de Mahon en hissant les drapeaux de la flotte d'Espagne, saccagé leur ville et ramené à Alger leurs femmes et leurs fils.

Pour Cicéron, déjà, les Siciliens étaient des « gens aigus et soupçonneux, nés pour la controverse ». Et un clerc français du XIe siècle, Pierre de Blois, trouvait la Sicile « inhabitable à cause de la méchanceté de ses habitants. […] Si à leur caractère odieux on ajoute leurs montagnes vomissant continuellement flammes infernales et soufre fétide, on en arrive à croire d'être aux portes de l'Enfer ». On peut se demander si cet homme d'Église avait tous ses esprits. Il reste que, malgré la suite ininterrompue de bals, processions, joutes, chasses et banquets, Charles Quint sent bien que, dans l'âme des Siciliens, bat un cœur sombre et insondable. Il faut les comprendre, lui dit-on. La Sicile n'est aragonaise que depuis un siècle et en a vu bien d'autres – Phéniciens, Carthaginois, Grecs, Romains, Arabes, Normands, Souabes, Français – s'implanter, bâtir temples, églises, mosquées, synagogues, palais et puis en être chassés par de nouveaux venus. Dès lors, il ne faut pas s'étonner que les Siciliens demeurent réfractaires à tous et à tout et qu'au fond ils n'aiment qu'eux-mêmes et leur île : Ferrante Gonzaga, que l'empereur laisse à Palerme comme vice-roi, a beau être de Mantoue et parler italien, il est perçu comme un Allemand. En quittant le palais du roi Ruggero II, du grand Federico et de Costanza d'Aragon, Charles Quint peut néanmoins être satisfait du subside de cent cinquante mille ducats voté par les États généraux du royaume.

Passé de la Sicile en Calabre, après quelques jours de repos à Taormina pour soigner une nouvelle crise de goutte, l'empereur, averti que le duc de Milan Francesco Sforza est malade et qu'« il faut craindre pour sa vie », donne ordre d'occuper, dès son trépas, sa citadelle et de faire jurer aux Milanais fidélité à l'empire. Début novembre, alors qu'il longe en litière la mer bleue de Calabre, sa nièce Christina de Danemark lui écrit :

« Monseigneur, cette mienne vous fera entendre comme hier furent faites les obsèques de feu Monseigneur le Duc mon mari, de bonne mémoire et à qui Dieu fasse paix. Et aujourd'hui, après que l'office divin ait été achevé en la grande église, le magnifique Comte Massimiliano Stampa a fait décharger avec allégresse l'artillerie et arborer sur les turions de la forteresse les étendards de Votre Majesté. Après, le Président, le Grand Chancelier, le Sénat, les magistrats, le grand maître d'hôtel et tous les gentilshommes et officiers sont venus me faire leurs condoléances. […] À perpétuité, votre très humble nièce et très obéissante servante Christina. »

Toujours en Calabre, l'empereur reçoit le fils aîné du pape Paul III, Gian Luigi Farnese, venu l'inviter officiellement à Rome afin de discuter de l'Italie, du duché de Milan, de la paix avec François 1er, de la guerre contre le Turc, du Concile, d'Henry VIII, et… du fief de Camerino, situé dans les Marques et appartenant à la famille Da Varano, que Paul III souhaite annexer aux États pontificaux. Gian Luigi Farnese congédié, Charles Quint rejoint Bisignano, fief du prince Pietrantonio Sanseverino, Chevalier de la Toison d'Or, et de sa belle épouse albanaise Irène Castriota[5] qui le reçoivent pendant trois jours dans leur château de San Mauro di Corigliano. La semaine suivante, c'est leur cousin Ferrante Sanseverino qui l'accueille dans son château d'Arechi, dominant la fertile baie de Salerno. Tout y abonde, comme au Paradis. « Méfiez-vous de toute cette beauté ! », le met en garde son hôte : « Selon un vieux dicton d'ici, Dieu, après avoir comblé ces terres de tous les avantages, pour redresser la balance, les a peuplées de diables. […] Vous verrez combien mes compatriotes sont vaniteux, insolents, vengeurs, jaloux, menteurs, joueurs, querelleurs. » L'empereur en a la preuve lorsque les grands barons du royaume venus lui rendre hommage se disputent devant lui sur la question de savoir s'ils doivent ou non garder leurs bérets selon qu'ils voient en lui l'empereur ou le roi de Naples. Le 22 novembre, il est à Pietra Bianca, à un mille de Naples. Un secrétaire de la ville se confond en excuses parce que les préparatifs de son entrée ont pris du retard. Souffrirait-il d'attendre encore deux jours ?

Le 25, à midi, Charles Quint se présente devant la Porta Capuana. Deux processions se portent à sa rencontre. L'une, composée par la noblesse et le clergé, est conduite par Monseigneur Caracciolo et le vice-roi don Pedro Alvarez de Toledo y Zuñiga. La seconde, dans laquelle défilent les élus des cinq quartiers de la cité, est menée par don Ferrante Sanseverino, qui, fraîchement nommé président du tribunal de San Lorenzo, c'est-à-dire de la mairie, lui remet la clé de la ville. Ayant baisé la croix portée par Monseigneur Caracciolo, l'empereur s'adresse au vice-roi qu'il sait fort mal vu par les Napolitains : « Marquis, je ne vous trouve point gros comme on me l'a dit. » Don Pedro : « On dit que je suis un monstre, mais je sais que Vous pensez le contraire. » Que lui reprochent les Napolitains ? Les nobles d'avoir coupé la tête de deux des leurs, le chevalier de Malte Andrea Pignatello et le comte de Policastro, pour viol, de leur interdire de se promener armés dans la ville et d'avoir désanctuarisé leurs palais, jusqu'alors inaccessibles aux forces de l'ordre, comme les églises. Le peuple

d'avoir augmenté les gabelles pour financer la construction à Capodimonte d'un palais de justice et, prochainement, d'un nouveau palais royal. Tous, enfin, lui en veulent d'avoir confiné les prostituées dans un ghetto. La Porta Capuana franchie, Charles Quint parcourt les rues de Naples. Malgré la saison, la journée est printanière. Le premier arc de triomphe est à la gloire de l'empereur Constantin et de la Croix. La Fortune et l'Espoir, sortant du Vase de Pandore, veillent sur lui tandis qu'un Zeus repousse l'assaut des Géants. Deux colonnes rendent hommage à Alfonso del Vasto et à Andrea d'Oria : « Le premier fait que la Terre obéisse à César, l'autre que la Mer soit sa servante. » Une déesse, entourée de nymphes, distribue des armes aux soldats tandis qu'un grand feu brûle, pêle-mêle, armes orientales et livres hérétiques. Entourée de nymphes jouant d'instruments de musique et cueillant des fleurs, la Paix impériale répand ses bienfaits sur l'humanité. À chaque fenêtre, des grappes de femmes de tous âges, drapées de leurs plus belles soies, couvertes d'or et de pierres précieuses, agitent leurs mouchoirs aux cris de *« Dio salvi l'Imperatore, San Gennaro proteggi il nostro Re »* (« Dieu sauve l'empereur, Saint Gennaro protège notre roi »). Des gamins s'amusent à jeter des pétards. Entré au coucher du soleil à Calstelnuovo, Charles Quint contemple du haut des tours la baie avec sa mer d'un bleu si clair qu'on la croirait peinte, le Vésuve, encore pourpre de soleil, et Naples offerte à ses pieds. Le vice-roi lui montre l'église de San Domenico Maggiore, où reposent les restes d'Alfonso le Magnanime, de Ferrante et de Ferrandino, et celle de San Giovanni Maggiore, où nombre de Napolitains accourent tous les dimanches écouter les sermons du vicaire général de l'ordre des Capucins, Bernardino Ochino, un proche, avec Reginald Pole et Giovanni Morone, du « converso » Juan de Valdès, qui, condamné par l'inquisition pour ses idées érasmiennes, a trouvé refuge à Naples. Le vice-roi tient Bernardino Ochino pour un dangereux hérétique. Charles Quint assiste cependant à sa prédication pendant le carême[6].

Dans les salons de Castelnuovo, la plus haute noblesse napolitaine, trois légats du pape, son futur beau-fils Alessandro de Médicis, les ambassadeurs attendent d'acclamer le vainqueur de Barberousse. Ce soir, on n'y parle que du cardinal Ippolito de Médicis et du marquis de Caravaggio, Giovanni Paolo Sforza, morts dans d'étranges circonstances alors qu'ils étaient tous deux en route vers Naples, l'un venant de Fondi, l'autre de Milan. Après une visite à Giulia Gonzaga dont il était très amoureux, Ippolito, proche des exilés florentins, était mort, à Itri d'une crise de dysenterie. L'un de ses

serviteurs ayant été aperçu quelques jours plus tard à Florence, le soupçon qu'il s'agissait d'un empoisonnement commandité par son frère Alessandro n'avait pas tardé à se répandre. Aucun doute possible, par contre, au sujet du marquis de Caravaggio. Fils de Ludovico il Moro et de sa maitresse Lucrezia Crivelli, demi-frère bâtard, donc, de feu Francesco Sforza, le marquis venait à Naples pour faire valoir ses droits au duché de Milan. Droits très sérieux, au demeurant, puisque, en son temps, l'empereur Maximilian les avait formellement reconnus. Or, cet homme de guerre, qui avait passé son temps à combattre Charles Quint, avait été retrouvé froid dans son lit dans une auberge de Florence, alors que la veille il avait semblé en pleine santé. Mais alors, à qui profite le crime ? Au roi de France, susurre-t-on au Castelnuovo. Et pourquoi ? Parce que, vivant, le marquis constituait un obstacle aux ambitions de son fils Henri, duc d'Orléans. Que François 1er attendait avec impatience la mort du maladif Francesco Sforza pour lui faire succéder son second fils était une évidence. Et d'autres signes laissaient présager qu'il ne s'en tiendrait pas aux seules gesticulations diplomatiques. La remise sur le tapis d'une vieille affaire d'héritage l'opposant à son oncle Charles III, duc de Savoie et prince du Piémont, et que l'on croyait enterrée depuis vingt ans, en avait été un. Les faveurs dont le roi de France comblait le parti de la guerre, mené par le dauphin, le chancelier Duprat, le cardinal de Tournon et l'amiral Philippe Chabod de Brion, au détriment du connétable Anne de Montmorency et des frères Guillaume et Jean du Bellay, partisans de la paix, en était un autre. La toute récente descente du roi de France à Lyon avec deux de ses nouvelles légions aux ordres de Philippe Chabod de Brion, venait de lever les derniers doutes. C'est à ce moment qu'à Naples, Charles Quint accorde audience à l'ambassadeur français Claude Dodieu de Velly, venu lui demander le duché de Milan pour le duc Henri d'Orléans. Requête de toute évidence irrecevable : si, par aventure, son frère le dauphin François venait à mourir avant lui, le jour où Henri succéderait à son père, le duché de Milan deviendrait *de facto* partie du royaume de France. Et, pour s'en tenir à l'immédiat et en ne prenant en considération que son tout récent mariage avec Catherine de Médicis, comment croire qu'une fois duc de Milan, Henri d'Orléans ne lorgnerait pas vers Florence et Urbin ? Charles Quint consulte les siens. Préoccupés par l'état désastreux des finances impériales, Nicolas Perrenot de Granvelle et Francisco Cobos penchent pour un compromis. En mariant le duc d'Angoulême, troisième fils du roi de France, à Christina du

Danemark et à condition, premièrement, qu'il tienne le duché pour lui seul et par grâce de l'empereur, et, deuxièmement, que François 1er renonce à toute prétention sur la Savoie, on éviterait la guerre et ses dépenses. Antonio de Leyva et Marino Caracciolo, eux, soutiennent que, comme par le passé, il faut donner le duché à un Italien. Mais lequel ? Le pape y verrait bien son fils Pier Luigi. Mais Pier Luigi est un dangereux dépravé. Les Vénitiens voudraient le duc d'Urbin. Ce qui reviendrait à une annexion pure et simple. Autre possibilité : donner Milan à un étranger, qui ne soit ni français, ni espagnol : le prince Ludwig de Bavière ou l'infant Don Luis du Portugal, par exemple, qui sont l'un et l'autre célibataires. Solution élégante, qui mécontenterait tout le monde sauf l'élu. Le frère de l'empereur, Ferdinand d'Autriche, alors ? Sa candidature serait considérée comme une déclaration de guerre tant par le roi de France que par la République de Venise. Troisième solution défendue par le duc d'Albe : garder le duché sous la tutelle directe de l'empereur.

Après Claude Dodieu de Velly, Charles Quint donne audience aux légats du pape. Sa Sainteté, lui confient-ils, vous reproche beaucoup de choses : ne pas avoir la main assez ferme avec les luthériens, avoir poussé Henry VIII au schisme en ne conseillant pas à votre tante, la reine Catalina, de le laisser libre, ne pas comprendre que, si l'Église ne reste pas strictement neutre, François 1er pourrait imiter Henry VIII et se déclarer chef de l'église gallicane. Pour Milan, le pape soutient la solution « duc d'Angoulême », mais si guerre il doit y avoir, Sa Sainteté interdira à tous deux de recruter des gens dans les États pontificaux. Enfin, concluent les légats, sachez que Sa Sainteté, craignant de subir le même sort que Clément VII en 1527, a fait remettre en état le Castel Sant'Angelo et a recruté des troupes. Quelque peu ébranlé, l'empereur charge Nicolas Perrenot de Granvelle d'informer l'ambassadeur de France Claude Dodieu de Velly qu'il pourrait céder le Milanais au duc d'Angoulême à des conditions précises, dont une guerre commune contre le Turc et la convocation rapide du concile. Nouvelle audience de l'ambassadeur de France : le Sire de Velly réitère que son roi veut non seulement le duché de Milan pour son fils Henri mais aussi, pour lui-même et sa vie durant, l'usufruit du duché. S'il obtient satisfaction, il l'accompagnera jusqu'à Constantinople et forcera les Allemands et les Anglais à venir au concile. Sinon…

29

Guerre en Provence

« Mon très cher Seigneur, Roi et Epoux ! L'heure de ma mort approchant à grands pas, le tendre amour que je vous dois m'oblige, à cette heure extrême, à me recommander à vous et, en quelques mots, à rappeler à votre attention le salut de votre âme, lequel vous devriez préférer aux vicissitudes de ce monde et aux jouissances de votre corps, au nom desquelles vous avez plongé, moi, en moult calamités et, vous-même, en d'innombrables ennuis. Je vous pardonne tout et je prie Dieu qu'Il vous pardonne aussi. Je vous recommande notre fille Mary et je vous supplie de lui être bon père. Au nom de mes trois demoiselles, je vous prie de leur accorder des dots de mariage, ce qui n'est pas grand-chose. Pour mes autres serviteurs, je vous demande de payer les salaires dûs, plus une année, afin qu'ils ne se retrouvent dépourvus. Enfin, je vous fais le serment que mes yeux vous désirent au-dessus de tout. Catherine, La Reine. »

En lisant la dernière lettre de Catalina, écrite la veille de sa mort, le 8 janvier 1536, Henry VIII dut se sentir, pendant un instant, un misérable. Mais cette mort, il l'attendait avec impatience. D'ailleurs, quelques jours avant sa disparition, il avait réservé à l'ambassadeur de Charles Quint des attentions si chaleureuses, qu'Eustache Chapuys en avait déduit qu'Henry VIII pensait déjà à se raccommoder avec l'empereur. Autre cause de sa bonne humeur, Ann Boleyn est à nouveau enceinte. De trois mois, calcule Chapuys. Ce qui n'empêche pas, ajoute-t-il, qu'Henry VIII « en a déjà par-dessus la tête de cette femme précocement vieillie » et s'égaye avec une autre. Son nom ? Jane Seymour. Si Ann est brillante, dominatrice et sympathisante de Luther, Jane est tout le contraire : silencieuse, obséquieuse, catholique jusqu'à la bigoterie. De surcroît, Jane est très chaste, encore que Chapuys a du mal à croire qu'une Anglaise de vingt-six ans « ayant vécu depuis longtemps à la cour, puisse être demeurée vierge ». Charles Quint lui indique le comportement à tenir :

« Mon cher et féal Eustache Chapuys, le trépas de la Reine d'Angleterre, Madame notre tante, nous a causé très grand regret et déplaisir, tant pour ses bonnes qualités que parce que nous entendons bien

la désolation que c'est pour la Princesse notre cousine, envers laquelle vous continuerez de tout faire pour la tenir en espoir de ses affaires, lesquelles, nous avons très fort à cœur. Je trouve excellent qu'elle fasse croire de vouloir entrer en religion. Dites-lui que, par crainte que nos lettres soient surprises, il nous semble mieux éviter de lui écrire. Considérant le désir du roi d'Angleterre de revenir à l'amitié entre nous et de conclure un nouveau traité et ayant égard aux propos tenus par le roi de France de vouloir recommencer la guerre, nous avons avisé que, afin de rabaisser son insolence, vous laissiez entendre, avec la discrétion nécessaire, qu'on pourra rechercher, plus facilement que du vivant de la Reine, de renouer notre amitié, moyennant quelque honnête et convenable parti pour la Princesse notre cousine. »

La bonne humeur d'Henry VIII ne va pas durer. Le 25 janvier 1536, durant un tournoi, il tombe de sa monture et reste deux heures inanimé. Peut-être, devra-t-il renoncer aux activités physiques dont il est si fier. Quatre jours plus tard, alors qu'il assiste dans la cathédrale de Peterborough, au nord de Cambridge, aux obsèques de la reine Catalina, un messager l'informe qu'Ann Boleyn a perdu l'enfant qu'elle portait, d'apparence mâle. Certains l'auraient entendu traiter Ann de “sorcière” et siffler entre ses dents qu'il allait « chercher femme ailleurs ». D'ailleurs son chancelier Thomas Cromwell, qui « couvre » par des subterfuges ses adultères et qu'Ann Boleyn a menacé de mort, menaces que le chancelier prend assez au sérieux pour penser à comment s'en débarrasser, s'en est ouvert à Eustache Chapuys, à l'insu d'Henry VIII. Trois mois plus tard, la nouvelle qu'Ann serait à nouveau tombée enceinte le replonge dans l'angoisse : si, par malheur, elle accouche d'un fils vivant, sa disgrâce ne tardera pas. Alors il complote. Le clan catholique de Jane Seymour (ses frères Edward et Thomas Seymour, son oncle le duc de Norfolk, Sir Nicholas Carew, Sir Francis Bryan, Henry Courtenay, marquis d'Exeter, Thomas Howard) lui étant acquis, il pense d'abord à compromettre Ann Boleyn en l'impliquant dans un simulacre de rébellion. Mais, fin avril, on lui rapporte une conversation sulfureuse surprise entre la reine et un musicien de sa chambre, un certain Mark Smeaton, manifestement fort amoureux d'elle. Et comme Ann Boleyn a toujours éprouvé grand plaisir à pousser très loin les jeux galants, Cromwell n'a aucun mal à établir une longue liste de conversations similaires, dont une entre Ann et son frère George, qui lui est rapportée par l'épouse de ce dernier, Lady Rochford. Sa légèreté irait-elle jusqu'à l'inceste ? Le dimanche 30 avril, la cour se trouve à Greenwich, d'où le roi compte partir pour Calais. En début d'après-midi, la reine assiste à un combat entre molosses au fond du parc. Thomas Cromwell en profite pour insinuer au roi que l'enfant qu'elle porte dans son ventre a toutes les chances d'être un bâtard et que, s'il n'y prend garde, Ann Boleyn est femme capable

d'aller jusqu'au régicide. Étourdi, Henry ne dit mot mais, en fin d'après-midi, Cromwell, témoignages à l'appui, lui rapporte une conversation très osée qu'elle vient d'avoir dans le parc avec l'un de ses amis les plus proches, Sir Henry Norris. Dans les heures qui suivent la reine apprend que le voyage à Calais est reporté et que Mark Smeaton a été conduit à la Tour de Londres. Le soir le roi ne lui rend pas visite. Le lendemain, elle assiste à ses côtés à un tournoi, lorsque Cromwell vient glisser dans l'oreille d'Henry VIII que Mark Smeaton a avoué trois adultères dans la chambre de la reine. Sans saluer, Henry se lève, quitte Greenwich, entraînant avec lui Sir Henry Norris, qu'il fait enfermer à la Tour de Londres, et se retire dans sa résidence de York Place[1]. Mardi 2 mai. Folle d'inquiétude, Ann assiste à une partie de paume, lorsque les gardes l'arrêtent avec son frère George. Henry est impitoyable. Le vendredi 12 mai, Norris et Smeaton sont condamnés à mort et, trois jours plus tard, un jury de vingt-six nobles présidé par le duc de Norfolk déclare Ann et George coupables de relations incestueuses. Au roi de choisir le mode d'exécution : le feu ou le billot. Ann tente de sauver sa tête en « confessant » à l'archevêque Cranmer que sa sœur Mary avait été la maîtresse du roi avant elle. Dès lors, espère-t-elle, son mariage pourra être tenu pour nul et non avenu. Henri VIII n'a aucun état d'âme : le mercredi 17, Norris et Smeaton sont exécutés. Le vendredi 19, à neuf heures du matin, Ann Boleyn, portant ses mains à son cou, salue gracieusement le bourreau venu de Calais lui trancher la tête d'un coup d'épée. « J'ai vu mourir beaucoup d'hommes. Tous étaient en grande peine. Cette femme a montré beaucoup de courage », rapportera le gouverneur de la Tour. Ann Boleyn était-elle innocente ? Le fait que même son père Thomas Boleyn ait penché pour sa culpabilité semble décisif. Cependant, Eustache Chapuis restera persuadé toute sa vie qu'Henry s'était laissé convaincre trop facilement, comme quelqu'un « qui voudrait se débarrasser d'une jument pour s'en trouver une meilleure à monter ». Et, en effet, chaque soir, pendant les dix-sept jours de captivité d'Ann, Henry VIII s'est rendu par la Tamise, de York Place à Beddington, flirter avec Jane Seymour. Et, dès le lendemain de sa décapitation, il a annoncé leurs épousailles. Dans sa résidence de Hunsdon, dans le Hertfordshire, au nord de Londres, la petite Elisabeth, âgée de seulement trois ans mais fort perspicace pour son âge, se demande pourquoi on ne s'adresse plus à elle comme « Madame la Princesse » mais comme « Madame Elisabeth » et

pourquoi son père ne lui envoie plus de cadeaux. Henry VIII la tient désormais pour bâtarde.

Pendant ce temps, à Naples, aux premiers jours de février, l'empereur se préparait à rendre visite au pape à Rome et ensuite, comme il s'était juré, aller cueillir Barberousse dans son nid d'Alger :

« Ma très chère femme et Impératrice ! Le Légat du Saint-Père m'a montré des lettres envoyées au Pape par son Nonce en France. Il y est dit que, si nous ne parvenons pas à nous entendre avant le 15 de ce mois de février, François 1er recrutera sept mille Allemands qu'il joindra à deux de ses nouvelles légions. Et, effectivement, autour de Lyon on commence à voir du monde. Cependant, les forces dont on parle apparaissant insuffisantes pour passer en Italie, la véritable intention du roi semble être de faire pression sur le Duc de Savoie. En attendant, je souhaite que vous poursuiviez les préparatifs de l'expédition d'Alger. De Naples, le 1er février 1536. »

Quinze jours plus tard, Charles Quint s'attend au pire :

« Ma très chère femme et Impératrice ! Les cantons suisses, limitrophes de la Savoie et qui soutiennent le canton de Genève[2], sont entrés dans les terres du Duc Charles. Pas bien loin, cependant, et sans faire grands dommages. Cependant, le roi de France a dépêché auprès du Duc de Savoie le Président du Parlement de Paris, Guillaume Poyet, pour le mettre en demeure de lui rendre les possessions revenant à sa mère, Louise de Savoie. J'imagine les sentiments que Vous inspire la situation du Duc de Savoie et de votre sœur Béatrice. Pour l'heure je ne peux rien faire mais soyez assurée que, si les choses prennent un mauvais pli, avec l'aide de Dieu, je lui briserai les reins. De Naples, le 18 février de l'an 1536. »

Les griefs de François 1er contre Charles de Savoie ne sont pas minces : le duc lui a interdit le passage de ses troupes par ses terres, fait pression sur les Suisses pour qu'ils ne servent pas sous sa bannière, félicité Charles Quint pour sa victoire de Pavie, accepté le comté d'Asti et refusé que sa rencontre avec le pape Clément VII ait lieu à Nice. Lorsqu'il lui rend visite à Turin, le Président du Parlement de Paris, Guillaume Poyet, ne mâche pas ses mots : « Vous n'êtes que la marionnette de l'Empereur. » Et ne lui laisse aucun choix : il vous faut rendre au roi de France la Bresse, le Bugey, la Savoie avec Chambéry, le Faucigny, Vercelli, le comté d'Asti[3] et Nice. Et, aussi, donner le comté de Villars au Grand Bâtard René de Savoie. Accablé, le duc Charles répond qu'il peut aisément documenter ses droits. Guillaume Poyet : « Il n'en faut plus parler, le Roi le veut ainsi. » Le duc Charles : « La volonté du Roi ? Je ne trouve point cette loi dans mes livres ! » La conversation s'achève là et le 26 février, Philippe Chabot envahit la Savoie en occupant en premier Bourg-en-Bresse. Chambéry se rend spontanément. Dans la foulée, l'amiral s'empare des forteresses des vallées de la Maurienne et de la Tarentaise, s'ouvrant ainsi le passage vers l'Italie. Et pendant ce temps, les Bernois occupent le pays de Vaud. Les Alpes franchies, l'amiral

Chabot approche de Turin. Jugeant la place intenable, le duc de Savoie invite ses sujets à se rendre et, ayant quitté la ville avec son épouse Beatriz, ses enfants et le Saint-Suaire hérité de son très pieux aïeul Amédée VIII, il se réfugie à Vercelli, sous la protection d'Antonio de Leyva. De ses anciennes possessions allant de Neuchâtel à la mer, il ne lui reste plus que trois territoires séparés les uns des autres : le plus important, allant du Mont Blanc au Pô, avec la vallée d'Aoste, Ivrea, Bielle et Vercelli, le second allant de Cuneo au fleuve Tanaro, avec Fossano et Ceva, le troisième, de Barcelonnette à Nice. S'il y renonce, François 1er est prêt à le compenser avec la main de sa nièce Jeanne d'Albret pour son fils cadet, avec l'investiture des duchés du Bourbonnais, du Beaujolais, de l'Auvergne et du Berry, avec en sus une confortable rente annuelle. Influencé par la belle-sœur de l'empereur, Charles III de Savoie refuse. À la fin de cette calamiteuse année 1536, un autre grand malheur les frappera lui et son épouse : leur fils Louis mourra à l'âge de treize ans en Espagne et il ne leur restera qu'Emmanuel-Philibert, âgé de huit ans.

« La Ville Sainte vous attend *in publica laetitia sed in privato luctu* » (« publiquement dans la joie, mais secrètement en deuil »), préviennent les cardinaux Trivulzio et Sanseverino, venus le 2 avril à la rencontre de Charles Quint à la roche de Sermoneta, dominant la plaine pontine, à quinze lieues de Rome. Depuis Naples, l'empereur avait emprunté la Via Appia et séjourné successivement à Aversa, Capoue, Sessa Aurunca, Anagni, Garigliano, Fondi, puis, entré dans les terres pontificales, à Terracina et Piperno. Les Normands, Hannibal, Jeanne d'Anjou, Boniface VIII, el Gran Capitán Gonzalo de Cordoba, Giulia Gonzaga… À chaque étape, une page d'histoire. Le 3 avril, le petit-fils du pape, Alessandro Farnese, vient lui rendre hommage : il n'a pas seize ans et il est déjà cardinal. Grand, maigre, les cheveux aussi noirs que les yeux, très sûr de lui-même, Alessandro frappe par son charisme. Un jour il va falloir compter avec lui. Le 4 au soir, l'empereur campe à proximité de la basilique San Paolo Fuori le Mura. C'est par la porte du même nom que, le lendemain matin, le Gonfaloniere[4] le conduira jusqu'au pape. Pour faire quelques économies, Paul III a choisi de remettre en état la *Via Sacra* qu'empruntaient jadis les consuls et les empereurs romains, au retour de leurs campagnes militaires. Charles Quint, lui, a choisi de monter un cheval blanc et de s'habiller simplement d'un costume violet et d'un béret assorti. La garde pontificale précède ses cinq cents cavaliers et ses quatre mille fantassins. Suivent les ambassadeurs, les

barons romains, les Grands d'Espagne, le sénateur et le gouverneur de Rome. Cinquante gentilshommes des grandes familles romaines, habillés comme l'empereur, lui ouvrent la voie. Les cardinaux Trivulzio et Sanseverino sont à ses côtés. Derrière, viennent, deux par deux, les autres cardinaux sur des mules blanches. Ferment le cortège, deux cents hommes de la garde impériale. Une parade sous le signe de l'humilité. La Porta di San Sebastiano est peinte à la mode bourguignonne : le fondateur de la ville, Romulus, entouré par Numa Pompilius et Tullius Hostilius, fait pendant à Charles Quint dans les habits de Scipion l'Africain. Là, le commissaire aux antiquités, Latino Giovenale Manetti, fraîchement nommé par le pape, se place aux côtés de l'empereur et, passés sous l'arc de Constantin, ils empruntent côte à côte la Via Sacra. La perspective est enivrante, mais comment ne pas être saisi par l'état d'abandon de ces ruines ? Giovenale Manetti explique :

« Le Pape, nous tous, partageons votre douleur. Hélas, ce que nous voyons ne sont pas seulement les injures des Goths, des Vandales et du temps, mais aussi de notre négligence : pendant des siècles, nous avons laissé chèvrefeuilles, lierres, ronces soulever les dalles, fendre les marbres, briser les colonnes. Pis, nous avons toléré que ces pierres soient employées comme vil matériel de construction pour les maisons populaires et les boutiques que vous voyez adossées au Forum. Aujourd'hui, on dépasse toutes les bornes ! On paye des fortunes pour un buste, une colonne, une inscription latine, une pierre de Numidie. Ma tâche est de mettre fin à ces brigandages et de contrôler la sortie des antiques hors des limites de Rome[5] ! »

Une fois franchi l'arc de Septime Sévère au bout de la Via Sacra, Charles Quint entre dans la nouvelle Rome par un arc de triomphe conçu par *« l'Architetto delle fabbriche pontificie »* (« Architecte des ouvrages pontificaux »), Antonio da Sangallo. Quatre immenses colonnes argentées et capitonnées d'or soutiennent un grand arc avec l'effigie de Rome entourée des portraits des empereurs provenant de la maison d'Autriche (Albrecht, Rodolph, Friedrich et Maximilian) et des clairs-obscurs célébrant les faits d'armes de Charles Quint à Vienne et à Tunis. De cet arc se déploie la nouvelle voie spécialement dégagée pour mener l'empereur droit vers le Tibre. « Pour l'ouvrir, nous avons détruit deux cents maisons et quatre petites églises », précise Giovenale Manetti. Charles Quint traverse le Tibre par le pont Sant'Angelo, entre deux rangées de statues de Baccio da Montelupo. Au Borgo, les rues sont recouvertes de tapis. Voilà la place Saint Pierre. Les gardes suisses, les ambassadeurs, les corps constitués de la ville saluent, en rang, son passage. Le pape, coiffé de la tiare, l'attend assis sous le portique de la première des basiliques. C'est un vieillard, le dos

courbé, le visage décharné, une barbe blanche jusqu'à la taille, des longues mains diaphanes. Descendu de cheval et suivi à distance par les seuls cardinaux, l'empereur monte les marches, s'agenouille et baise sa pantoufle. Paul III le bénit, se lève et, le prenant par le bras, le conduit sous les voûtes de Saint Pierre où il va célébrer la messe avant de l'accompagner aux appartements prévus pour l'héberger sous son toit. Dans Rome, circulent les premières pasquinades sur Charles Quint : « Charles ne croit pas que Christ soit Dieu / Bien pire que les Turcs et les Hébreux / Il feint d'être pieux. » Il n'est, persiflent les Romains, qu'un *« ipocrita marrano »* (Un marrane hypocrite).

Le premier tête-à-tête entre le pape et l'empereur, le lendemain, dure six heures. Après l'avoir informé sommairement des événements intervenus depuis son départ d'Espagne jusqu'à la prise de Tunis et de son premier voyage dans ses royaumes de Sicile et de Naples, Charles Quint est impatient de l'entendre. Le pape lui adresse un véritable réquisitoire : depuis son couronnement à Aix-la-Chapelle, la famille chrétienne a perdu Rhodes, une bonne partie de la Hongrie face au sultan Soliman et, en proie aux schismes et aux hérésies, elle a perdu successivement la moitié de l'Allemagne, le Danemark et maintenant l'Angleterre. De ce pas, elle ira inexorablement vers de nouveaux désastres et, s'il est déterminé à convoquer le concile à Mantoue en mai 1537, c'est pour prouver à l'empereur que seul l'emploi de la force permettra d'éradiquer « la peste de l'hérésie luthérienne ». Les bulles de sa convocation pourraient être publiées dès après la Semaine Sainte, et, si Charles Quint le souhaite, ses ministres pourraient rester quelques jours de plus à Rome pour participer à leur rédaction. « Sa tenue dépend désormais de vous et de François 1er, conclut le pontife : mettez-vous d'accord sur le duché de Milan, faites preuve de générosité et ne me demandez pas de prendre parti. » Charles Quint confirme qu'il est prêt à donner le duché au duc d'Angoulême, si le roi de France se retire du Piémont et de la Savoie mais que l'ambassadeur de Velly insiste pour le duc d'Orléans et, de surcroît, réclame l'usufruit du duché pour François 1er. Dès lors, comment prendre le roi de France au sérieux ? Silence du pape. Pressé par l'empereur, Paul III se limite à répondre que, s'il y a guerre, il n'en profitera pas à des fins personnelles et n'entreprendra rien contre Ferrare et Camerino. L'entretien se termine par des sujets secondaires, telles les prochaines nominations épiscopales en Espagne. Bref, c'est un échec. À ce point, Charles Quint annonce qu'il devra quitter

Rome rapidement. Le pape le prie de rester jusqu'au dimanche de Pâques. Pendant les dix jours suivant, l'empereur n'aura plus d'entretien avec lui.

À Rome, il fait doux. Alors Charles Quint se promène. Il fait « le pèlerinage des sept églises », visite les monuments de la ville, en compagnie de Giovenale Manetti, rencontre plusieurs fois Tadea, la fille illégitime qu'il avait eue en 1522 d'Ursolina della Penna, toute jeune veuve d'un diplomate italien en mission à Bruxelles. Le soir, il est hôte des grandes familles romaines. C'est le Carême. Cela ne l'empêche pas d'apprécier la cuisine du roi naissant de la gastronomie italienne, Bartolomeo Scappi, surintendant de la table du cardinal Lorenzo Campeggio. Inventeur d'un moulin à rôtir à plusieurs broches tournant grâce à des roues dentées mues par un ressort à cordes semblable à celui d'une pendule et doué d'une imagination culinaire débordante. Scappi étale son talent : caviar aux oranges amères, gelées de pieds de veau, poutargue légèrement grillée, petites truffes noires au sel et poivre, brouet d'escargots, ortolans aux croustades de lait, cailles fourrées d'abats de chevreau, raviolis au fromage, sucre et cannelle, tourtes de rognons, fricassée d'agneau pascal à l'ail et aux oignons frits, pâtes de coing arrosées d'eau de rose et accompagnées de gimblettes, cornets fourrés de neige de lait sucré et de fruits rouges… Mais quelles que soient les douceurs de Rome, Charles Quint ne décolère pas. Peut-être se demande-t-il si, aux temps où Clément VII était son prisonnier, il n'aurait pas dû, comme le lui avait suggéré son ambassadeur à Rome Diego Lope de Soria, « réformer l'Église pour qu'elle se consacre à ce qu'est de Dieu en laissant à César ce qu'est à César ».

Le dimanche de Pâques, Charles Quint, couronné et habillé en empereur, assiste à la messe célébrée en Saint Pierre par Paul III qui, après avoir communié et béni les présents, sort bénir la foule des Romains et des pèlerins. L'après-midi, l'empereur donne encore audience au sire de Velly qui, hors de lui, se plaint d'avoir été leurré à Naples « par des paroles vaines » dont il avait déduit que la candidature du duc d'Orléans n'était pas à exclure. Pour en avoir le cœur net et se décharger des responsabilités dont on l'accable à la cour, il demande des éclaircissements. « Mais, enfin », lui demande l'empereur, « avez-vous le pouvoir de conclure ? » – « Non », avoue-t-il, « mais le cardinal de Lorraine est en chemin et les a avec lui. » Irrité, Charles Quint le congédie d'un geste de la main. Lundi de Pâques, matin. Dans quelques minutes, Charles Quint prendra congé du pape devant

les cardinaux, les ambassadeurs et les conseillers qui attendent dans la Sala dei Paramenti. Le pape arrive le dernier et prend place aux côtés de l'empereur, qui, après les échanges de politesse d'usage, demande la parole. Comme à son habitude, il a griffonné quelques mots sur une feuille de papier. Puis, il parle à bâtons rompus et, à la surprise générale, en castillan. C'est un hommage marqué à ses royaumes d'Espagne mais pour ceux qui, comme les ambassadeurs Claude Dodieu de Velly et Charles Hémard de Denonville, connaissent mal ou pas du tout cette langue, c'est un supplice d'autant plus désagréable que l'empereur, loin de s'en tenir à des banalités, se lance une heure durant dans un réquisitoire implacable contre François 1er et, par sous-entendu, contre Paul III. Après une rapide allusion à son entreprise contre Barberousse et à son voyage dans ses royaumes de Sicile et de Naples, il dit être venu à Rome « baiser les pieds de Sa Sainteté, La supplier de convoquer le concile et Lui jurer, pour peu que le roi de France observe les traités signés, de défendre la chrétienté de sa personne et de toutes ses forces », en commençant par l'entreprise qu'il envisage contre Alger :

« Or, dès que le Duc Francesco Sforza fut mort, le roi de France m'a ôté tout doute possible en occupant, tant en deçà qu'au-delà des Alpes, les terres de son oncle le Duc de Savoie, Prince et vassal du Saint Empire, et en déclarant ouvertement que c'était pour avoir, de gré ou de force, le duché de Milan, alors que le traité de Cambrai l'engage à ne rien pratiquer à mon préjudice tant en Allemagne qu'en Italie. Au point où en sont arrivées les choses, et quoique ce ne soit pas mon gibier d'haranguer, je veux vous rappeler comment les choses se sont passées depuis vingt ans. »

Et Charles Quint de refaire toute l'histoire de ses relations avec le roi de France depuis son émancipation jusqu'à l'élection impériale. Depuis, François 1er n'avait cessé de chercher la guerre, abjurer les traités signés (« Ni François 1er ni aucun de ses prédécesseurs n'ont jamais cessé de violer les trêves, de rompre les paix avec mes ancêtres, les rois d'Espagne et les Empereurs augustes. »), soutenir les mouvements subversifs en Espagne et en Allemagne, saborder par l'intrigue les tentatives de réunir le concile, refuser, au mépris des intérêts supérieurs de la chrétienté, de combattre Soliman… « Tout cela Sa Sainteté le sait mieux que moi et c'est sur ses conseils que j'ai offert le duché de Milan au duc d'Angoulême mais le roi insiste de le vouloir absolument pour le duc d'Orléans et, chose extrême, avec usufruit pour lui-même pour le restant de ses jours, une demande inacceptable pour le bien public, pour moi-même et pour mes alliés. » Et il conclut :

« Je dis très affectueusement au roi de France que, s'il veut mon amitié, nous pourrons faire ensemble des grandes choses pour la Chrétienté. Il me pèserait infiniment qu'on aille à la guerre. Nous serions forcés, l'un et l'autre, à y mettre le tout pour le tout, pour la ruine de nos pays et au bénéfice du Turc. Plutôt alors régler notre conflit de personne à personne, en chemise, munis l'un et l'autre d'une épée et d'un poignard, soit en mer, soit en terre, soit sur une île, soit au milieu d'un pont. Si le roi souhaite gagner le duché de Milan par ce duel, il me trouvera prêt, à condition de mettre sur la table le duché de Bourgogne. Devant vous, Votre Sainteté et Vos Excellences, les Cardinaux et les Ambassadeurs, je donne vingt jours au roi de France pour choisir entre le duel ou la paix. Passé ce délai, je me considérerai délié de mon offre. »

Ainsi, le 17 avril 1536 à Rome, Charles Quint, pour la deuxième fois, défia en duel François 1er et cette fois devant le pape ! Lui répondant, Paul III ne perd pas son flegme : il loue l'inclination chrétienne de l'empereur mais ne doute pas que le roi de France en ait une semblable. Il redoublera ses prières pour que Dieu inspire de plus douces pensées aux deux plus grands monarques du monde mais, devant choisir entre la guerre et le duel, il préférerait, si inhumaine puisse-t-elle être, la guerre parce que, en cas de duel, la chrétienté se trouverait privée de l'une de ses deux colonnes. Dans la salle, les Français s'agitent : l'ambassadeur permanent à Rome, Charles Hémard de Denonville, demande une copie du discours qu'il n'a pas bien compris. Le sire de Velly voudrait intervenir, mais l'empereur le fait taire en lui disant qu'il l'a déjà assez « amusé ». Parmi les cardinaux, il y a Jean du Bellay. En tant que membre du consistoire, il n'a pas eu droit à la parole mais ses contorsions et ses grognements n'ont échappé à personne. Il quitte Rome par la première poste pour en référer à François 1er à Lyon. De son côté, l'empereur adresse de suite à Jean de Hannart, son ambassadeur auprès du roi de France, une transcription faisant foi de son discours. Il l'a édulcoré, mais l'essentiel y est.

Le lundi 24 avril, Charles Quint se trouve à Sienne, petite ville marquée par les luttes ancestrales entre la faction aristocratique des Noveschi et la faction populaire des Libertini. Chassés en 1523, les Noveschi ont été ramenés au pouvoir en 1530 par le prince d'Orange, peu avant d'assiéger la République de Florence, comme promis à feu Clément VII. Le 29, il est à Florence. Les scènes montées tout au long de son parcours sont l'œuvre d'un jeune artiste arétin destiné à un brillant avenir de peintre et d'historien, Giorgio Vasari : ici une corne d'abondance d'où jaillissent les couronnes de Charles ; là, la Foi et la Miséricorde ; ici Jason revêtu de la Toison d'Or ; là, la Victoire aux ailes de grande noctule ; ici, les Turcs en déroute à Vienne, là, l'empereur chassant Barberousse de Tunis. Sur le pont de la Sainte Trinité, deux fontaines en faux bronze figurent l'Arno et l'Ebre. Charles

Quint loge au Palais des Médicis. Au rez-de-chaussée, trois grandes fresques peintes à sa gloire par Giorgio Vasari : César avec à la main ses Commentaires, César brûlant les écrits de son ennemi Pompée, César indomptable dans la tempête. Une quatrième, inachevée, le Triomphe de César, est provisoirement remplacée par son carton préparatoire. Le jeune duc Alessandro est très attentionné auprès de son futur beau-père dont il va épouser la fille illégitime, Marguerite. Ils assistent à un combat entre un ours et deux lions, ils visitent l'Église de San Lorenzo où auront lieu les noces et l'impressionnante citadelle en forme de pentagone que le duc Alessandro a commandée aux architectes Pier Francesco da Viterbo et Antonio Sangallo, à proximité de la Porta di Faenza. L'empereur félicite le jeune duc tout en l'invitant à s'accommoder avec les exilés, faute de quoi le pape et François 1er en profiteront pour l'abattre. Entre-temps, il a reçu de Jean de Hannart le compte rendu de son entretien le 1er mai à Lyon avec François 1er :

« M'accueillant très gentiment, le Grand Maître, Anne de Montmorency, me montra, à ma surprise, copie de la lettre que vous m'aviez adressée le 17 avril pour m'expliquer toute l'affaire. François 1er, adossé à une fenêtre, me pria de la lui lire du début à la fin. Alors, il me dit que, vous trouvant si loin l'un de l'autre, vos épées lui paraissaient trop courtes pour se battre en duel dans le délai de vingt jours que vous aviez fixé. Je l'ai assuré que Votre Majesté n'aurait pas d'objections à le prolonger de quatre ou cinq jours. Passant outre, le roi me dit qu'il tenait à conserver l'amitié entre vous et qu'il n'avait employé la force que pour reprendre ce qui lui appartenait et que, concernant les terres de Savoie relevant de l'Empire, il assumera devers vous les mêmes devoirs que son oncle. Montbrison, le 1er mai 1536, Jean de Hannart. »

L'ultimatum lancé de Rome au roi de France, y compris les cinq jours de prorogation, étant venu à échéance le 11 mai, Antonio de Leyva marche vers Turin avec quinze mille Allemands, deux mille Espagnols, plus quelques volontaires Suisses et Italiens. Charles Quint le retrouve à Alessandria (au Piémont) fin mai, en compagnie d'Alfonso del Vasto, de Ferrante Gonzaga, des ducs de Savoie, de Bavière et de Brunswick. Comme au temps de Charles de Bourbon, son objectif est de conquérir la Provence. Il va disposer d'une armée de plus de cinquante mille hommes, soit bien plus que ne peut espérer le roi de France. Anne de Montmorency est en charge de la défense du royaume. L'amiral Philippe Chabot, a laissé quinze mille hommes au marquis Francesco di Saluzzo[6] pour la défense de Turin, Fossano et quelques autres places et ramène en France le reste de l'armée. Tandis qu'en Provence, les blés sont brûlés, les moulins détruits, les puits empoisonnés, les gouverneurs de Picardie et de Champagne rassemblent leurs légions pour défendre les frontières avec les Pays d'Embas et la

Franche-Comté. L'armée impériale se dirige, par les cols de Tende et de Braus, vers les marais salants de Giens, au sud d'Hyères, tandis qu'Andrea d'Oria achemine par mer artillerie, munitions et provisions. Il est prévu que sa flotte devra suivre et ravitailler par le Rhône l'armée impériale. Andrea d'Oria ayant été retardé par des vents contraires, beaucoup de temps est perdu et l'armée n'entre dans Aix-en-Provence que le 13 août. Sur l'autre rive du Rhône, Anne de Montmorency a pu étoffer ses forces avec plusieurs milliers de Suisses et d'Allemands recrutés par l'entremise du duc Ulrich de Wurtemberg : Arles et Avignon sont bien défendues, de même que les passages du Rhône vers Valence et le Languedoc. Si sa politique de la terre brûlée a considérablement retardé l'avancée de l'armée impériale et lui a donné le temps d'étoffer ses mercenaires, c'est au moment où l'armée impériale prend possession d'Aix-en-Provence qu'intervient le véritable coup de génie d'Anne de Montmorency qui fait marcher contre Gênes une armée de dix mille Italiens aux ordres du comte Guido Rangoni et de son beau-frère Cesare Fregoso, et oblige Andrea d'Oria à se retirer pour aller à la défense de sa ville. Le dernier conseil à Charles Quint de son vieux compagnon d'armes, Antonio de Leyva, qui, perclus de goutte, meurt dans ses bras à l'âge de cinquante-six ans est de se sortir sans plus tarder du guêpier provençal que lui a fabriqué Anne de Montmorency[7]. Alors qu'il s'était promis de briser les reins de François 1er, l'empereur se résigne à ordonner la retraite. Vainqueur, François 1er vit au même moment un tout autre drame : son fils aîné François meurt d'une fluxion de poitrine pendant une partie de paume. Persuadé qu'il a été empoisonné, François 1er met à la torture son échanson, le comte italien Sebastiano Montecuccoli, qui « avoue » avoir agi sur instigation d'Antonio de Leyva. Le roi le fait écarteler sur le champ. La mort du dauphin complique les chances, si jamais il y en eut, d'un accord sur Milan : Henri, époux de Catherine de Médicis, est le nouveau dauphin et le duc Charles d'Angoulême, âgé de quatorze ans, le nouveau duc d'Orléans. Ses conseillers (et les légats du pape) supplient l'empereur de profiter du malheur qui a frappé François 1er pour offrir au duc Charles le duché de Milan et sa nièce Christina, même s'il est désormais deuxième en liste de succession pour le royaume de France. Selon eux, il pourrait y gagner « la célébration du concile, l'alliance contre le Turc, le remède aux pirates d'Alger, la pacification de l'Allemagne, la restauration de la foi en Angleterre, le recouvrement des royaumes de Hongrie et du Danemark, la fin des troubles dans le duché de Gueldre ». Tout, en

somme. Charles Quint écoute mais, « craignant la malignité du roi de France, malignité dont le pape ne s'émeut guère », veut que François 1er soit le premier à dévoiler ses intentions pour l'avenir. Il ne croit pas davantage à la volonté de Paul III « de venir franchement au Concile ». C'est donc la voie opposée qu'il choisit : trouver de l'argent frais, conclure une trêve avec le Turc, renouveler la trêve de 1532 avec les luthériens, voire leur offrir la tenue d'une « assemblée nationale ».

Las et inquiet, l'empereur s'embarque à la mi-novembre de Gênes pour l'Espagne. Depuis qu'il est parti il y a un an, neuf mois et deux semaines, il a parcouru près de cinq mille kilomètres, par terre et par mer, dormi dans des centaines de lits, campé, souffert de la chaleur, du gros temps en mer et de la goutte. Il a trente-sept ans et, comme Sisyphe, il est condamné à remonter sans cesse son rocher. De retour à Barcelone à l'issue d'un long, périlleux et glacial voyage, Charles Quint veut passer Noël en famille et demande à son épouse l'impératrice de se rendre de Valladolid à Tordesillas avec leurs trois enfants : Felipe, qui va bientôt avoir dix ans, Maria, âgée de huit ans et demi, et la petite Juana, née dix-huit mois plus tôt pendant le siège de La Goulette. Ayant confié les affaires de l'État à Nicolas Perrenot de Granvelle et à Francisco de los Cobos, il traverse l'Espagne à cheval en compagnie du duc d'Albe, du comte de Bossu et de trois autres cavaliers, à raison de dix lieues par jour. Le samedi 20 décembre, peu avant quatre heures de l'après-midi, il arrive au château royal où vit sa mère Juana. Descendus sur le parvis, les plus hauts personnages de Castille lui baisent la main, puis Charles Quint gravit les marches de l'escalier. Sur le palier, l'attend tout ému le prince Felipe, qui lui embrasse la main sous les regards sévères du cardinal Tavera, président du Conseil royal, du cardinal Garcia de Loaysa et de don Pedro Hernandez de Velasco y Tovar, connétable de Castille. Felipe est un petit homme désormais, avec sa petite épée sur le côté. Depuis quelques mois, il a sa propre maison, sa propre suite.

Tenant son héritier par l'épaule, Charles Quint entre dans le salon où l'attendent la reine Juana et l'impératrice Isabel, avec la petite Maria. Son premier regard est pour son épouse habillée de satin blanc et d'un grand collier d'ambre et d'or comme il l'avait vue la première fois à Séville, mais son premier hommage va à la reine Juana. Comme à chacune de leurs rencontres, il s'agenouille et, comme chaque fois, ils ne se disent pas grand-chose. Isabel le gratifie de la plus amoureuse des révérences. Dieu qu'elle est pâle. Charles la serre dans ses bras. Il sait combien la vie de son épouse

a pu être éreintante quand, trop souvent et trop longtemps, il était loin d'elle. Combien de fois ne l'a-t-elle pas supplié de régler ses affaires dans les autres parties du monde et de revenir « dans ces royaumes qui sont les vôtres » ? Combien de fois n'a-t-elle pas laissé affleurer son angoisse lorsqu'il exposait sa personne « à tant de fatigues et tant de dangers » ? Combien de fois ne lui a-t-elle pas fait parvenir à des milliers de kilomètres de distance des confitures faites de ses mains ? Combien de fois a-t-elle dîné seule sous les regards impitoyables de la cour[8], alors qu'elle se contenterait mille fois plus volontiers d'un simple plat de viande dans l'intimité de sa chambre et en compagnie de ses enfants et de ses dames portugaises ? Assurément, lorsque, jeune fille, elle avait quitté Lisbonne pour l'épouser, Isabel n'avait pas imaginé à quel point elle allait devoir gouverner des années durant en son lieu et place, lui rendre compte de tout, veiller à ce que ses instructions soient suivies d'effet. Et, les rares moments où il était de passage, combien de fois ne l'avait-il pas engrossée ? N'avait-elle pas vécu par deux fois seule la mort d'un de ses nouveau-nés ? Combien de fois n'avait-elle pas tremblé pour la vie du petit Felipe si souvent malade ? Pourtant, cette femme timide, discrète et fidèle à sa culture d'origine a tenu bon et, sans jamais peser sur son mari lointain, s'est très honorablement acquittée de sa tâche jusqu'à oser, de temps en temps, lui donner des conseils et se plaindre lorsqu'on oubliait de la « mettre en copie », alors que depuis 1528 (l'année même de la première crise de goutte de son mari) elle souffre de la fièvre quarte, cette fièvre, parfois mortelle, qui tous les quatre jours se réveille et qu'on « soigne » par d'épuisants saignements et laxatifs[9]. L'un après l'autre, les hauts personnages de Castille prennent congé. Charles se retire dans ses appartements pour quelques moments d'intimité avec sa petite famille. Bientôt, tous se retrouveront dans la grande salle pour le dîner en public.

Le lendemain, dimanche, Charles Quint fait aux grands de Castille le récit de Tunis et de la guerre de Provence. Le petit Felipe n'en perd pas une miette. Derrière les vitres, un brouillard laiteux envahit la Vega. On devine à peine les squelettes noirâtres des arbres. L'Ebre a un teint de mercure. De lourds et gros flocons tombent d'un ciel bas et gris et s'évaporent en refroidissant le sol, mais, peu à peu, ils s'accrochent aux dalles du parvis, aux murets, aux branches des cyprès, aux toits des maisons, au clocher du couvent de Santa Clara. Il neige ainsi deux jours et deux nuits. De mémoire d'homme, à Tordesillas, on n'a jamais vu ça : l'eau des puits gelée, les

boulangers à court de farine, les rues désertes. Seuls les canards qui pataugent dans le fleuve et les corbeaux qui sautillent sur ses berges semblent vivre des jours ordinaires. Dans le château, les cheminées crépitent. Derrière ses fenêtres, l'empereur, emmitouflé sous une cape doublée de pelisse, jouit d'être coupé par la neige des fureurs du monde. La neige partie, son isolement lui paraîtra trop court. De retour à Valladolid, il apprend que le 6 janvier son beau-fils, le duc Alessandro de Médicis, attiré dans un guet-apens érotique, a été assassiné, au nom de la liberté de Florence, par son cousin Lorenzino. Francesco Guicciardini et le cardinal Innocenzo Cybo sont parvenus à garder le meurtre secret jusqu'au retour précipité d'Arezzo du capitaine des gardes ducales, Alessandro Vitelli. La fille de l'empereur, Marguerite, a été mise en sûreté dans la citadelle. Trois jours après le meurtre, conformément au traité signé avec les représentants de l'empereur le 12 août 1530 stipulant que, en cas de mort du duc Alessandro, le duché reviendrait à ses enfants légitimes ou, à défaut, au Médicis mâle le plus âgé en ligne directe, le Conseil des Quarante-huit a appelé au pouvoir le fils de Maria Salviati, petite fille de Lorenzo de Médicis, et de Giovanni delle Bande Nere : Cosimo, âgé de dix-sept ans. Charles Quint s'en veut d'avoir donné, pour de froides raisons d'État, sa fille à un débauché notoire. Insomniaque la nuit, dans un état d'apathie profonde le jour, il songe à démissionner et à tout envoyer au diable. Par moments, sans s'en rendre compte, il pleure. Il ne veut plus voir personne, sauf un cartographe andalou, Alonso de Santa Cruz qui, autrefois, avait voyagé jusqu'au Rio de la Plata avec Sébastian Caboto. Charles veut tout savoir de ses théories en astronomie, cosmographie, mathématiques. Alors, chaque matin Santa Cruz, avec un globe terrestre coupé en deux suivant la ligne de l'Equateur et un deuxième coupé par les pôles, lui démontre combien la méthode de projection cylindrique en usage déforme progressivement les distances réelles, au péril des navigateurs, et combien il est urgent les redessiner grâce à l'emploi méthodique de boussoles, astrolabes, horloges, ampoulettes et autres instruments. Alonso de Santa Cruz l'entretient aussi du traité qu'il a consacré aux causes et aux remèdes de la mélancolie[10], « ce jus noir et pervers qui peut conduire à la folie » :

« Il faudra vous purger tous les jours afin d'expulser la bile noire, mais on vous saignera seulement en cas de surabondance de sang. Baignez-vous fréquemment de la tête aux pieds et, après chaque bain, faites vous frictionner avec énergie. Alimentez-vous de jus de fruits et des confitures de roses et de pêches, buvez des décoctions de cannelle, zeste de citron, anis, fenouil, bourrache et persil, pratiquez Venus autant que Vous pouvez et, pour mieux dormir, prenez de la valériane. Reprenez surtout à Vous

confesser, en allant au fond de votre âme. Vous verrez alors que, peu à peu, vous retrouverez votre allégresse. »

30

Indomptable

Jetant au panier l'article du traité de Cambrai libérant Charles Quint du statut de vassal du roi de France pour les Flandres et pour l'Artois, François 1er met en scène, début 1537, un ridicule lit de justice le condamnant pour « félonie et rébellion ». Mieux, il relance la guerre en occupant Hesdin et Saint-Pol-sur-Ternoise, dans le pays calaisien. Puis, ayant accepté début juillet la trêve de dix mois proposée par Marie de Hongrie, il descend à Lyon pour honorer les clauses du traité d'amitié et de commerce signé en janvier 1536 avec Soliman et l'engageant à envahir la Lombardie au moment où les Ottomans investiront les Pouilles, un traité qui a provoqué un tollé dans toute la chrétienté, y compris chez les luthériens allemands qui ont juré de ne plus « se commettre avec un Roi qui martyrise ses sujets pour cause de religion et fait alliance avec le Turc ». Le landgrave Philipp de Hesse est allé jusqu'à proposer ses services à Ferdinand d'Autriche. Cependant, l'armée française, au Piémont, est au plus mal. En proie aux mutineries, car elle n'est pas payée, et confrontée aux vingt-cinq mille hommes du marquis del Vasto, elle s'est retirée du marquisat de Saluces[1], de Cheri et de Cherasco et est en passe de perdre Turin. Dès lors, au moment où Barberousse entreprend le siège d'Otrante pour faciliter le débarquement dans les Pouilles d'une armée de terre en attente en Épire, François 1er n'est pas au rendez-vous. Apprenant que son allié est toujours à Lyon et que ses galères n'ont pas bougé de Marseille, Soliman bouleverse ses plans. Rompant unilatéralement une trêve vieille de trente-cinq ans avec Venise, il ordonne à Barberousse de quitter les Pouilles pour s'emparer de Corfou. Et l'armée qui devait envahir le sud de l'Italie, il

la fait remonter vers la Hongrie. Celle-ci, après avoir conquis Clissa (Klis), en Dalmatie, Cassovie (Košice), à la frontière avec la Hongrie, et la place forte d'Eszeck sur la Drave, infligera une défaite sanglante en rase campagne à l'armée de Ferdinand d'Autriche, tandis que Barberousse, ayant échoué devant la redoutable forteresse de Corfou à pic sur la mer, se rabattra avec succès sur une kyrielle d'autres possessions vénitiennes en Morée et dans le Péloponnèse. Le 13 septembre 1537, Venise, soutenue par le pape Paul III, appelle la chrétienté à la croisade. Charles Quint répond présent. François 1er, qui vient d'envoyer Anne de Montmorency et le dauphin Henri contre le marquis del Vasto, ne répond ni oui ni non, mais réserve un accueil inhabituellement chaleureux au secrétaire impérial Cornelieus Duplicius Scepperus, en route pour Monzon, en Aragon, afin de soumettre à la ratification de Charles Quint la trêve conclue à Bomy entre Marie de Hongrie et François 1er. Dès son arrivée, l'empereur renvoie Scepperus à Lyon dire au roi de France que s'il nomme des plénipotentiaires pour discuter de paix, il le trouvera ouvert. François accepte et une trêve de trois mois est aussitôt signée également pour le Piémont. Paul III profite de l'accalmie entre les deux monarques pour les convier à une rencontre trilatérale à Bologne. S'en tenant, du moins pour l'immédiat, à des contacts bilatéraux, le cardinal Jean de Lorraine et le grand maître Anne de Montmorency, d'un côté, Francisco de los Cobos et Nicolas Perrenot de Granvelle, de l'autre, se retrouvent le vendredi 21 décembre 1537 au bord de la Méditerranée, à Fitou, petit village languedocien de pêcheurs à mi-chemin entre la forteresse catalane de Salsas et la place forte de Leucate. Pour suivre de près la négociation, Charles Quint s'installe à Barcelone, François 1er à Montpellier.

Les représentants de Charles Quint abattent leurs cartes les premiers : en échange d'une véritable paix, l'empereur est prêt à envisager le mariage du duc Charles d'Orléans avec la princesse Anna, deuxième fille de son frère, le roi des Romains, avec, dans la corbeille de mariage, l'investiture du duché de Milan, si le roi de France ratifie publiquement les traités de Madrid et de Cambrai, rompt avec le Turc, se détache des luthériens allemands, soutient la convocation d'un concile, restaure le duc de Savoie dans ses possessions et rend Hesdin en Artois à l'empereur. Comme préalable à toute discussion sur le reste, les ministres de François 1er demandent l'investiture immédiate de Charles d'Orléans à Milan. Réponse des représentants de Charles Quint : l'empereur n'y procédera que si le roi

de France a tenu ses engagements pendant trois ans. Sur ce, les deux délégations se séparent pour rejoindre leurs souverains respectivement à Barcelone et Montpellier. À la reprise des discussions, le 24 décembre, le Grand Maître et le cardinal de Lorraine campent sur leurs positions. Francisco de los Cobos et Nicolas Perrenot de Granvelle proposent alors une réunion au sommet. Sans l'exclure, François 1er demande que, donnant, donnant, on « débroussaille » d'abord le terrain d'un certain nombre d'autres questions : il restaurera le duc Charles de Savoie dans ses terres, si l'empereur restitue la Navarre espagnole à Henri d'Albret et serait prêt à rendre Hesdin en échange du comté d'Asti… Pour Francisco de los Cobos et Perrenot de Granvelle, s'il y a accord sur le Turc, le concile et Milan, le reste suivra. Les deux délégations se séparent à nouveau pour conférer « en haut lieu ». Perrenot de Granvelle et Francisco de los Cobos suggèrent à Charles Quint de faire un pas supplémentaire en offrant l'investiture de Milan au bout d'une seule année contre trois initialement prévues, en échange de la participation immédiate du royaume de France à la croisade et au concile : l'empereur préfère proposer de prolonger la trêve jusqu'au 1er juin 1538 et de répondre favorablement à l'invitation de Paul III pour un sommet à trois à Bologne. François 1er accepte la prolongation de la trêve et fait valoir qu'il ne pourra pas se rendre à Bologne sans une forte armée. Prenant la balle au bond, Paul III offre de tenir le sommet à Nice. Charles Quint accepte immédiatement. Aucune réponse de François 1er.

La croisade est discutée sans François 1er et, le 8 février 1538, le pape, Charles Quint, Ferdinand d'Autriche et Venise tombent d'accord sur l'effort à fournir. L'amiral Andrea d'Oria assurera le commandement suprême d'une flotte comptant, outre cent navires de transport, quatre-vingt-dix galères impériales, quatre-vingts galères vénitiennes sous le commandement de Vincenzo Cappello et de trente-six galères du pape, confiées au patriarche d'Aquilée, Marco Grimani. Deux cents galères en tout. L'armée de terre, forte de cinquante mille hommes de pied (vingt mille Italiens, vingt mille Allemands et dix mille Espagnols) et quatre mille cinq cents cavaliers, est placée sous le commandement de Francesco Maria della Rovere, duc d'Urbin, secondé par le vice-roi de Sicile, Ferrante Gonzaga. Charles Quint supportera la moitié des frais, Venise un tiers et la papauté le solde. Ferdinand d'Autriche, qui est sur le point de conclure un accord politique avec le voïvode János Zápolya[2], se chargera avec les ducs catholiques Heinrich II de Brunswick-Wolfenbüttel et Ludwig IV de Bavière de la

défense de la Hongrie. Quant au roi de France, il est invité à se joindre à ses frères chrétiens. N'ayant toujours pas reçu fin avril de réponse claire de François 1er, Paul III, l'ayant informé qu'il se rendra prochainement à Nice pour s'entretenir avec Charles Quint, fait route vers le port ligure de Savone où iront le chercher treize galères de l'empereur. Les deux chefs de la chrétienté se rencontrent le 19 mai 1538 au couvent des Cordeliers, où le pape a pris ses quartiers, et le 21 à Villefranche-sur-Mer, où mouille le galion de l'empereur.

Paul III presse Charles Quint d'assouplir sa position sur Milan, question secondaire à ses yeux par rapport aux intérêts généraux de la chrétienté. Mêlant grande politique et affaires personnelles, il propose aussi un mariage entre son petit-fils Ottavio Farnese et la fille illégitime de l'empereur, Marguerite, veuve depuis peu d'Alessandro de Médicis. Une fois réglée la question de Milan, ce mariage, selon le pape, cimentera la paix. Arrivé le 31 mai, François 1er s'installe au château de Villeneuve-Loubet mais refuse de la façon la plus nette de rencontrer Charles Quint. Paul III fait la navette de l'un à l'autre. Mêlant, comme avec Charles Quint, grande politique et affaires personnelles, il demande au roi de France de dénoncer publiquement son alliance avec le Turc et lui propose la sœur d'Ottavio, Vittoria Farnese, âgée de dix-sept ans pour un prince français : soit Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, soit François de Lorraine, duc de Guise, ou, si jamais il n'y a pas d'accord avec Charles Quint, pourquoi pas le duc Charles d'Orléans lui-même. Le roi de France refuse de dénoncer son alliance avec la Grande Porte. L'empereur réitère sa position : le Turc, le concile et le duché de Milan constituent un tout, sans oublier que justice doit être rendue au duc de Savoie. Les discussions qui suivent plusieurs jours durant au niveau des ministres n'apportant aucune percée, Paul III menace de repartir à Rome, à moins que l'empereur et le roi de France consentent à conclure une trêve de longue durée. Ultimatum couronné de succès. Le 18 juin, une trêve de dix ans est signée (« La plus belle journée de ma vie », commente Paul III). L'encre n'est pas encore sèche que la reine de France invite son frère Charles à faire halte, à son retour de Gênes où il va raccompagner le pape, à Aigues-Mortes pour fêter avec son mari les dix ans de paix qui s'annoncent. Le 22 le pape et l'empereur entrent ensemble dans Gênes. Logés, l'un au palazzo de la Via Lata de la famille des Fieschi et l'autre au palazzo Fasolo d'Andrea d'Oria, ils conviennent de convoquer le concile pour Pâques 1539 à Vicence, terre vénitienne, de procéder au

mariage entre Ottavio Farnese et Marguerite (il sera célébré le 4 novembre par le pape dans la Chapelle Sixtine) et d'ériger en marquisat la ville de Novare pour le fils du pape, Pier Luigi Farnese. Sur la route de retour vers Barcelone, Charles Quint fait halte à Aigues-Mortes. Il y reste deux jours et sa rencontre avec François 1er dans deux maisons bourgeoises de la ville, l'enchante, comme il l'écrit à sa sœur Marie de Hongrie :

« En substance, il s'est passé que nous sommes devenus vrais bons frères, alliés et amis, décidés à ne rien croire, procurer ou faire au désavantage de l'autre mais à porter remède par commune main aux affaires publiques de la Chrétienté. La trêve faite pour dix ans sera tenue pour paix et les choses qui restent en difficulté seront éclaircies par nos Ministres et Ambassadeurs : si certaines pourront être réglées d'un commun accord tant mieux, sinon aucun de nous en éprouvera un ressentiment préjudiciable à la paix et à notre amitié. »

C'est le cœur tranquille qu'après avoir ramené l'empereur à Barcelone, Andrea d'Oria met le cap avec quarante-neuf galères sur la mer Egée où l'attendent la flotte vénitienne de Vincenzo Cappello (cinquante-cinq galères) et la flotte pontificale du patriarche d'Aquileia, Marco Grimani (vingt-sept galères). Une force de frappe conséquente mais moins importante que prévu. Il arrive à Corfou le 22 septembre, fort en retard sur la date initialement convenue, alors que le patriarche d'Aquilée, parti inspecter le golfe d'Arta[3] et les deux forteresses de Prévéza et d'Actium qui le surplombent, en revient après avoir échappé de justesse aux cent vingt-deux galères, galiotes et brigantins de Barberousse. Ayant fait le plein d'eau, de vivres et de bois, la flotte chrétienne se met en branle le matin du 25 septembre, Grimani à l'avant-garde, d'Oria au centre, les galères vénitiennes de Cappello et le plus grand navire de guerre jamais construit, le Galeone di Venezia, commandé par l'un des meilleurs capitaines de la Sérénissime, Alessandro Condalmiero, à l'arrière. Entre chien et loup, la flotte chrétienne jette l'ancre devant le golfe d'Arta où niche la flotte de Barberousse. Andrea d'Oria dispose d'une légère supériorité numérique et Barberousse, de l'avantage du terrain.

Comme dans une partie d'échecs, c'est à qui fera la première faute. Pour d'Oria, forcer l'entrée du golfe serait se prêter au feu conjoint des canons des deux forteresses et de la flotte turque. Obstruer, alors, la sortie (peu profonde) du golfe avec des rochers, débarquer vingt mille soldats et assiéger Prévéza et Actium, comme le propose Ferrante Gonzaga ? Ce serait long et c'est déjà l'équinoxe d'automne. Que deviendraient les troupes à terre si une tempête, courante à cette époque, dispersait la flotte ? Les trois jours qui suivent se limitent à quelques manœuvres et escarmouches.

Puis, dans la nuit du 27 au 28 septembre, le vent d'ouest force la flotte chrétienne à aller s'abriter derrière l'île de Sassola, à quelques milles de Santa Maura et du golfe de Lépante. À l'aube, apparaissent les galères de Barberousse, rasant à toute allure la côte. Isolé et lent à la manœuvre, le *Galeone di Venezia* est leur première cible. Il perd son mât mais fait tonner ses gros canons. Atteinte par une balle de cent vingt livres, une galère turque coule. Entre-temps, la flotte d'Andrea d'Oria s'est mise en ordre de bataille. En première ligne, les galères de Ferrante Gonzaga sur la gauche, celles des Chevaliers de Malte sur la droite et, au centre, les galères de Giovannino d'Oria, neveu de l'amiral. En deuxième ligne, les galères pontificales et vénitiennes. En troisième, les galions et les navires à voile. La flotte turque se dispose en demi-cercle : Barberousse et son fils adoptif, le Raïs Hasan, au centre, le Raïs Seydi Ali sur sa gauche et le Raïs Salih sur sa droite. À l'arrière, les galères de compagnon de Barberousse Turghud Alì, dit Dragut, se tiennent prêtes à intervenir. Qui s'attend à une bataille navale au dernier sang sera déçu : à la fin du jour, les Turcs, après avoir capturé une galère vénitienne, une galère papale et cinq navires de transport, regagnent le golfe d'Arta, tandis qu'Andrea d'Oria décide de retourner à Corfou, attisant les rumeurs qui courent depuis quelque temps et selon lesquelles des offres auraient été faites à Barberousse pour qu'il passe au service de Charles Quint en échange de Tunis, La Goulette et Tripoli. On se dispute. Abandonnant la croisade, la flotte pontificale repart pour Gaète.

Les galères pontificales parties, Andrea d'Oria et Vincenzo Cappello remontent l'Adriatique et arrachent aux Turcs Castelnuovo di Cattaro[4]. Nouvelle dispute : au lieu de rendre aux Vénitiens la cité dalmate, Andrea d'Oria la confie à une garnison de trois mille Espagnols aux ordres de Francisco Sarmiento[5]. Pour Venise c'en est trop et la Sérénissime entamera bientôt des négociations bilatérales avec Constantinople[6] ; une issue fort appreciée par François 1er. À Tolède, les Cortes générales de Castille refusent de renflouer la trésorerie de Charles Quint chroniquement déficitaire de cinq cent mille ducats : « Les difficultés dans lesquelles Votre Majesté se trouve sont le fruit des dix-huit années qu'elle a passées en armes, par terre et mer. Le remède est que Votre Majesté demeure ici en tranquillité, y compris pour votre santé et pour votre vie. » Un cuisant désaveu, bientôt suivi par la mort de l'impératrice.

Fragile de nature, Isabel avait perdu ce qui lui restait de santé et de courage après la mort, en octobre 1537, de l'enfant conçu au retour de

l'empereur de la guerre de Provence. Un mois plus tard, Charles Quint l'avait encore laissée seule pour suivre de Barcelone les négociations de paix à Fitou, puis pour se rendre à Nice. Pendant ces neuf mois de solitude, chacun pouvait lire sur son visage son état d'épuisement physique et moral. Au retour de son époux, elle était tombée enceinte pour la septième fois et, fin avril 1539, elle avait fait une fausse couche. Cette fois, heureusement, son époux était arrivé à temps à son chevet. Refusant d'être examinée par les médecins de la cour, Isabel demande l'extrême sacrement et fait jurer à Charles Quint que jamais il ne fera la guerre à son pays natal, le Portugal. Le lendemain, 1er mai, elle expire, à une heure du matin, âgée de seulement trente-six ans. Sans se montrer, Charles Quint suit l'office funéraire d'une fenêtre intérieure de la cathédrale San Juan de los Reyes. Il n'assiste pas davantage au départ du cortège funèbre pour la chapelle royale de Grenade. Le cortège parti, il se retire six semaines dans un couvent hiéronymite hors de Tolède. Il ne partage sa douleur qu'avec sa sœur Marie de Hongrie (« Je suis en l'anxiété et tristesse que pouvez bien penser d'avoir fait une si grande et extrême perte. Rien ne peut me consoler que la considération de sa bonne et catholique vie et de la très sainte et religieuse fin qu'elle a faite »), et son beau-frère le roi du Portugal (« Dorénavant nous devons être véritables frères et une seule chose. »)

De retour aux affaires fin juin, l'empereur apprend de sa sœur Marie que les Gantois se sont rebellés contre les magistrats qu'elle vient de nommer et, de François 1er, qu'ils ont sollicité son intervention comme au temps de Charles le Téméraire celle de Louis XI et au temps de l'empereur Maximilian, celle de Charles VIII. Une énième trahison que Charles Quint veut châtier une fois pour toutes avant de retourner en Allemagne où il espère consolider la trêve religieuse conclue lors de la diète de Ratisbonne en 1532[7]. Comme il le racontera dans ses Mémoires, « le Roi de France (lui) adressa alors des vives instances pour qu'il voulût bien traverser son royaume, lui offrant sécurité et bon accueil ». Charles Quint accepte « sur sa parole et sa promesse », pourvu qu'à aucun moment l'on ne parle d'affaires d'État et même si, depuis la rencontre d'Aigues-Mortes, les pourparlers de paix ont progressé. Que son espoir de vivre en paix avec « le Roi de France et ses successeurs » soit très grand apparaît évident dans les instructions que, la veille de son départ, il adresse, au cas où « Dieu [l']appellerait auprès de lui », à son fils Felipe, qui, malgré ses douze ans, va assumer pour la première fois la régence sous l'autorité du cardinal Pardo y

Tavera : « Oublie entièrement toutes les choses qui se sont passées entre le Roi de France et nous, attribue-les aux disgrâces de l'époque et persiste à rétablir notre amitié.[8] » Accueilli fin novembre à Bayonne par le dauphin Henri et par le connétable Anne de Montmorency, l'empereur retrouve François 1er, la reine Éléonore, Marguerite d'Angoulême, Catherine de Médicis et le duc Charles d'Orléans, au château de Loches à la mi-décembre. De Loches, ils se rendent tous aux Châteaux de la Loire. À son arrivée à Chambord, « un essaim de jeunes filles, habillées en nymphes et en Dianes chasseresses, jette des fleurs à ses pieds ». À Fontainebleau « une nuée de personnes déguisées en dieux et déesses bocagères l'accueille en dansant au son des hautbois ». À chaque étape, « le Roi lui prodigue tous les plaisirs qui se peuvent inventer comme chasses royales, tournois, escarmouches, combats à pied et à cheval et toutes autres sortes d'esbattements. » Vincennes, Paris, tombeaux royaux de Saint-Denis… Les questions politiques et dynastiques ont été passées sous silence au cours de ces deux mois et les deux « amis » se séparent le 20 janvier 1540 à Saint-Quentin.

Le 14 février 1540, accompagné par sa sœur Marie, plusieurs seigneurs des Pays d'Embas et cinq mille fantassins allemands, Charles Quint entre dans Gand décidé à châtier les Gantois pour des crimes allant de la « déloyauté et la désobéissance » à la « sédition, rébellion et lèse-majesté ». Fin avril, à l'issue d'un procès de pure forme, neuf meneurs de la révolte sont exécutés. Plus chanceux, les échevins et représentants des métiers subissent une mémorable humiliation publique : vêtus d'un simple linge et prosternés aux pieds de leur maître, assis sur sa chaire aux armes des ducs de Bourgogne, ils implorent en chœur sa grâce. Dépouillés de leurs anciennes chartes et privilèges, de leur glorieuse cloche du beffroi, de toutes leurs pièces d'artillerie, les Gantois sont mis à l'amende. Pis, une citadelle fortifiée au centre-ville, dont Charles Quint pose la première pierre, étouffera leur esprit cocardier pour les siècles à venir. C'en est fini de l'indépendance de l'orgueilleuse cité médiévale[9].

Pendant que les Gantois payent très cher leur insoumission, la toute dernière mais aussi celles du temps de Marie de Bourgogne et de Maximilian d'Autriche, Charles Quint tient avec sa sœur Marie et son frère Ferdinand, venu spécialement d'Innsbruck, un conseil de famille extraordinaire consacré aux relations avec François 1er. D'emblée, l'objectif est élevé : « Établir et rendre indissoluble la parfaite amitié entre nos

enfants et leurs successeurs. » L'offre que François Bonvalot, beau-frère de Nicolas Perrenot de Granvelle, présente à François 1er le 24 mars, à Paris, constitue une surprise de taille : la fille aînée de l'empereur, Maria, âgée de onze ans, épouserait, dès qu'elle sera pubère, le duc Charles d'Orléans, lui apportant dans sa corbeille de mariage les Pays d'Embas, la Franche-Comté, le Charolais, le duché de Gueldre et le comté de Zutphen, l'ensemble étant élevé au rang de royaume. Le couple résiderait aux Pays d'Embas sous l'autorité de l'empereur et, à sa mort, resterait maître absolu du nouveau royaume. Des dispositions particulières seraient à prévoir si le couple mourrait sans descendance (le nouveau royaume reviendrait alors au fils de Charles Quint), ou si Maria devenait reine d'Espagne ou, encore, si Charles d'Orléans devenait roi de France. D'autres clauses régleraient tous les anciens conflits : François 1er ratifierait publiquement les traités de Madrid et de Cambrai, le fils de Charles Quint, Felipe, épouserait Jeanne d'Albret de Navarre, âgée de douze ans, l'empereur renoncerait définitivement à la Bourgogne et le roi de France à Milan, justice serait rendue au duc de Savoie. Un troisième mariage scellerait l'alliance dynastique : le fils aîné de Ferdinand d'Autriche, Maximilian épouserait la fille cadette de François 1er, Marguerite. Une offre qui pourrait changer le cours de l'histoire. Hélas, François 1er la repousse pour le même motif qu'il avait exclu d'attendre trois ans l'investiture de son troisième fils, Charles d'Orléans, pour le duché de Milan : Maria n'ayant qu'onze ans, il juge l'offre de Charles Quint lointaine et aléatoire. Pour qu'il renonce à Milan, Charles Quint doit céder dès maintenant et sans autres conditions les Pays d'Embas au duc d'Orléans. Comme à Nice, l'un exige des preuves durables de loyauté, l'autre d'être cru sur parole. En juin, les pourparlers sont abandonnés et les vieilles intrigues reprennent de plus belle, avec pour premier épicentre les pays de Gueldre et de Zutphen, que le jeune duc Wilhelm de Clèves – beau-frère à la fois du duc Johann Friedrich de Saxe, qui a épousé l'une de ses sœurs, Sybille, et du roi d'Angleterre Henry VIII, qui vient d'en épouser une autre, Anna – a occupé militairement après la mort de Charles d'Egmont, vieux rebelle allié du roi de France. Répondant aux sollicitations de Johann Friedrich de Saxe, François 1er apporte son soutien à Wilhelm de Clèves et lui promet en mariage sa nièce Jeanne d'Albret. Hanté par des pressentiments de mort, Charles Quint fait secrètement donation du duché de Milan à son fils Felipe et des Pays d'Embas à sa fille Maria.

31

Les « Modérés » ont toujours tort

Tournant son attention vers sa prochaine venue en Allemagne, Charles Quint convie catholiques et protestants à « s'entendre pour un temps ou pour toujours sur les questions ne portant pas sur l'essence de la Foi ». Transformer la trêve religieuse de 1532 en un accord définitif demeure son objectif depuis la mémorable diète d'Augsbourg de 1530. Progresser sur cette voie lui permettrait aussi de régler l'affaire du pays de Gueldre, sans risquer un conflit général. Avec le consentement de Paul III, qu'il laisse déposséder la dernière descendante de la famille Varano, Giulia, de son duché de Camerino au profit de son petit-fils Ottavio Farnese, il propose aux Allemands de préparer le terrain par un colloque informel entre théologiens, sur le modèle de celui auquel, trois mois avant de mourir, le très malade et catholique duc Georg de la Saxe albertine avait convié, en avril 1539, le protestant Martin Bucer et le catholique, Georg Witzel, dit Wicelius, partisan d'un retour de l'Église à ses anciennes pratiques[1]. En marge de cet énième colloque, ouvert en juin à Haguenau et clôturé en décembre 1540 à Worms, un petit comité réunissant en secret le théologien catholique Johannes Gropper, le conseiller impérial Gerhard Veltwyk, le théologien strasbourgeois Martin Bucer et son collaborateur Wolfgang Fabricius Capiton, parvient à des avancées suffisamment prometteuses pour être consignées, avec l'accord du légat du pape Gaspare Contarini, dans un mémoire contenant vingt-trois articles auquel sera donné le titre de Wormser Buch (le Livre de Worms).

Ce mémoire, Charles Quint le fait sien avec l'intention de le soumettre comme document de travail d'abord à un colloque religieux représentatif

des deux camps et, ensuite, à la diète qu'il convoque pour le prochain printemps à Ratisbonne. Avec l'accord de Perrenot de Granvelle, deux princes sont mis au courant par Martin Bucer : le landgrave Philipp de Hesse, qui, passible de l'article 121 de la *Constitutio Criminalis Carolina* promulguée à la diète d'Augsbourg de 1532 et prévoyant la peine de mort pour les bigames[2], a tout intérêt à se gagner la clémence de Charles Quint, et l'électeur Joachim II de Brandebourg, pour qu'il sollicite discrètement l'avis de Martin Luther et de son *alter ego* Philipp Melanchthon. Leurs réactions sont globalement défavorables, mais le landgrave s'est dit « point mécontent ». On est peut-être sur la bonne voie.

En marge de la diète que Charles Quint ouvre le 5 avril 1541 dans la ville libre de Ratisbonne, un comité de onze personnes coprésidé par le comte palatin Friedrich II et par Nicolas Perrenot de Granvelle et réunissant trois théologiens catholiques de grande renommée (Johannes Gropper, Julius von Pflug et Johannes Eck), trois théologiens protestants des plus influents (Philipp Melanchthon, Martin Bucer et Johannes Pistorius), les chanceliers de Saxe et de Hesse et un représentant de Strasbourg, Jacques Sturm, ouvre ses travaux le 27 avril en acceptant comme base de travail le Wormser Buch et, dès le 2 mai, parvient, sur une proposition de Johannes Gropper, à une définition commune de la question centrale de la Justification : elle intervient par la Foi seule (comme affirmé par la Confession d'Augsbourg), mais cette Foi doit être maintenue vive et active par les bonnes œuvres (comme soutenu par les catholiques). Puis, les discussions s'ensablent. À la doctrine de la transsubstantiation défendue par Johann Eck, Melanchthon continue d'opposer que « le corps du Christ n'est présent qu'à l'administration du sacrement » et que l'élévation de l'hostie n'a pas le moindre fondement dans les Saintes Écritures. À ceux qui soutiennent la primauté du pape et des évêques parce qu'il est inconcevable de laisser aux individus le droit d'interpréter la Bible, il rétorque qu'« un grand nombre d'erreurs commises par des conciles du passé se trouveraient approuvées et la postérité serait obérée d'un poids immense ». Blocage aussi sur le canon de la messe, les messes privées, l'invocation des Saints, la confession auriculaire et l'énumération des péchés. À la clôture du colloque, le 16 mai, il ne reste que la nouvelle formule de la Justification que tout le monde a jugée acceptable, une avancée néanmoins suffisamment substantielle pour que le Wormser Buch, rebaptisé Regensburger Buch (le Livre de Ratisbonne), soit transmis aux trois collèges de la diète avec le

consentement du légat Gaspare Contarini. Avant que les grands électeurs, les princes et les villes ne se prononcent, Martin Luther, le pape et François 1er font le nécessaire pour tuer dans l'œuf les travaux du comité. Luther, désavouant Philipp Melanchthon, taxe la formule de Johannes Gropper de « l'écrit le plus pernicieux jamais composé » et s'indigne qu'on traite ces affaires comme « des affaires mondaines dans lesquelles on puisse transiger à volonté. C'est une cause dans laquelle Dieu et Satan se combattent avec tous leurs anges ». Paul III fait d'abord savoir qu'il « n'approuve ni désapprouve », puis, se ralliant à l'aile intransigeante du consistoire menée par le cardinal napolitain Gian Piero Carafa, il désavoue son légat Gaspare Contarini. François 1er lui emboîte le pas : « Par condescendance pour l'empereur, le légat laissera aller les choses si loin qu'il n'y aura plus de remède. » À la diète, on s'en doute, les catholiques et les protestants suivent les consignes données par Luther et Paul III. Pressé de rejoindre Andrea d'Oria à La Spezia pour voguer contre Alger, Charles Quint, avant de quitter Ratisbonne fin juillet, renouvelle la paix de Nuremberg en l'étendant, au grand dam des catholiques, à la Saxe albertine passée au luthéranisme depuis l'avènement du duc Heinrich. Entre-temps, il a un nouveau souci : le 3 juillet, deux ambassadeurs de François 1er, l'Espagnol Antonio Rincon et l'Italien Cesare Fregoso, en route pour Constantinople, ont « disparu » dans les environs de Pavie, vraisemblablement arrêtés en dépit de leur immunité diplomatique par des hommes du marquis del Vasto. Les jours passant, tout laisse penser qu'ils ont été assassinés. François 1er en fait un *casus belli.* Charles Quint l'assure que tout sera fait pour trouver et punir les coupables.

Arrivé à La Spezia début septembre, Charles Quint se rend à Lucques à la demande de Paul III. Le pape lui reproche vertement de s'être trop avancé à la diète de Ratisbonne. Charles Quint d'empêcher la marche vers la paix religieuse en Allemagne. Paul III, néanmoins, n'est pas en veine de ruptures. Au contraire, il est prêt à faire pression sur François 1er pour qu'il accepte l'offre de Charles Quint pour les Pays d'Embas si l'empereur investit Ottavio et Marguerite du duché de Milan. Si paix il y a, un concile véritablement œcuménique pourrait suivre. Charles Quint ne dit pas non et son gendre Ottavio se joint à l'expédition d'Alger. De retour à La Spezia, Andrea d'Oria et le marquis del Vasto lui conseillent, la saison étant déjà très avancée, de remettre l'expédition au prochain printemps. Charles Quint maintient son programme et, fin septembre, la flotte, avec à son bord vingt mille

Allemands, Italiens et Espagnols, met le cap vers les Baléares où le duc d'Albe attend avec la flotte d'Espagne chargée d'artillerie, munitions, victuailles et chevaux. Le temps n'étant pas au mieux, la flotte impériale n'atteint la baie d'Alger que le 20 octobre. Le 23, les premiers contingents ayant pris le contrôle de la plage du Hamma commencent le débarquement des chevaux et de l'artillerie. Comme à La Goulette, l'empereur installe son campement au sommet d'une colline. Faiblement fortifiée et défendue par mille cinq cents janissaires et six mille Maures, la prise d'Alger ne devrait être que l'affaire de quelques jours. La nuit même, un déluge de pluie et de vent s'abat sur les campements et sur la flotte à l'ancre. Les hommes sont trempés jusqu'aux os, les barils de poudre, les mèches, les arquebuses, totalement hors d'usage. En mer, c'est encore pire, comme le raconte un témoin anonyme[3] :

« Plusieurs grosses naves, après avoir rompu les cordes de leurs ancres, s'en allaient de traverse et se rompaient en plusieurs pièces contre la plage. D'autres, embarquant l'eau, allaient au fond. On perdit plusieurs mariniers et beaucoup de gens de guerre. Laquelle calamité s'augmenta encore quand le jour fut venu, car les vents et pluies s'étaient accrus en très grandes rage et véhémence. Cette infortune fut d'autant plus intolérable que s'étaient perdues grandes quantités de blé, farines, biscuits, huiles, vins, chairs salées et autres mille choses pour sustenter les gens de guerre. Et avec ce, grand nombre de beaux chevaux, d'armes, d'arquebuses à croc, grosse artillerie, pouldre, monytions et autres engins servant à l'expugnation. »

Ce qui reste de la flotte s'est réfugié au Cap Matifou, quatre lieues à l'est d'Alger :

« Sa Majesté, poursuit notre chroniqueur anonyme, commanda que l'armée se mette à cheminer. Et fut chose pitoyable de voir les pauvres soldats, mouillés par trois jours entiers de grosse pluie, endurer grosse famine. »

L'oued El Harrach étant en crue, la retraite vers le Cap Matifou ne va pas de soi : harcelés par les Maures, les soldats parviennent au prix de quelques pertes à bâtir un pont de fortune entre deux rochers et à traverser l'oued. Le soleil réapparaît. Distribution de vin, de vivres, de tentes, d'habits secs. Le moral s'améliore. Conseil de guerre. Hernando Cortés qui est de l'expédition, prône de repartir à l'assaut, dès que le terrain ne sera plus détrempé. Andrea d'Oria, le duc d'Albe, Ferrante Gonzaga, plaident, eux, pour un report au prochain printemps : déjà avec le nombre de navires qui restent, il faudra laisser à terre les chevaux pour faire place aux hommes. Une nouvelle tempête aurait donc des conséquences encore plus funestes. L'empereur se résigne. Tandis qu'Andrea d'Oria l'escorte à Carthagène[4], les troupes, regroupées à Bougie, seront ramenées fin novembre à Gênes, La

Spezia et Livourne. Fataliste et tourmenté par une crise de goutte qui pour la première fois l'atteint dans tous ses membres, Charles Quint se justifie : « On pourra dire que j'ai perdu trop de temps à Ratisbonne ou que j'aurais dû patienter, mais il ne s'agit pas de se lever tôt le matin, il s'agit de se lever à l'heure qu'il faut et cette heure est dans les mains de Dieu. » Toujours est-il que, se sentant coupable, il est très attentif au traitement inhumain réservé aux Indiens par les *encommenderos* espagnols (colons) et dénoncé par Bartolomé de Las Casas dans sa *Brevissima Relacion de la Destruction de las Indias*. Il promulgue les fameuses Nouvelles Lois interdisant l'esclavage et mettant les Indiens sous la tutelle directe de la Couronne, « parce que notre intention a été et notre volonté demeure la prospérité des Indiens et leur éducation dans les choses de notre sainte Foi catholique et qu'ils soient traités comme personnes libres et comme nos sujets ».

32

Le père à son fils

L'occasion de frapper Charles Quint dans la foulée de son désastre d'Alger est trop tentante pour que François 1er, assuré d'un vigoureux soutien par mer et par terre du sultan Soliman, la laisse échapper. En juillet 1542, le roi de France ne lance pas moins de cinq armées contre l'empereur. La plus grosse, avec quarante mille fantassins, deux mille gens d'armes et deux mille cavaliers légers conduits par le dauphin Henri et l'amiral Claude d'Annebaut, marche sur Perpignan. Une seconde de vingt mille lansquenets, six mille fantassins français et cinq cents gens d'armes commandés par les ducs Charles d'Orléans et Claude de Guise, se dirige par la Champagne vers le Luxembourg. Une troisième – dix mille hommes commandés par Guillaume du Bellay, seigneur de Langey – descend sur le Piémont. Une quatrième, aux ordres d'Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, attaque l'Artois, et une cinquième de quinze mille hommes, conduits par Martin van Rossum, homme de main du feu rebelle Charles d'Egmont au service maintenant du duc Wilhelm de Clèves, descend de la Gueldre vers le Brabant, pendant que le roi du Danemark, Christian III, harcèle les côtes de Hollande. Objectif de cette agression concertée : se partager les dix-sept provinces des Pays d'Embas : au roi de France, l'Artois, la Flandre et le Hainaut, au roi de Danemark la Hollande et la Frise, au duc de Clèves la Gueldre et le Brabant. Le 20 août 1542, Charles Quint, toujours « fort travaillé par la goutte », écrit de sa main à son frère Ferdinand une lettre enragée contre François 1er :

« Alors qu'il y a six semaines il jurait vouloir garder inviolablement la paix entre nous, le Roi de France, usant de son honnêteté coutumière d'assaillir les gens sans dire gare, vient de rompre la guerre tant du côté de Luxembourg, par son fils le Duc d'Orléans, qu'en Brabant par Martin van

Rossem et les gens des Ducs de Clèves et d'Holstein. La Reine douairière de Hongrie, notre sœur, se trouve assaillie par le nord et j'ai plus de peine de la savoir en ces termes que d'être menacé moi-même. Aussi le roi a-t-il amassé grandes forces tant du côté du Roussillon que de Navarre, avec l'espoir de la venue de celle de mer du Turc, dont il se tient tout assuré et glorifié. Confiant en tout cela, il a déclaré la guerre le 20 juillet et vous apprécierez par sa déclaration les honnêtes causes qu'il allègue contre toute vérité. Voyez ce que me profite d'avoir pris le risque d'aller à Aigues-Mortes et, ensuite, de passer par la France. Les États de l'Empire, qu'ils soient catholiques ou protestants, pourront, de leur côté, apprécier la malignité dont le Roi de France a usé envers eux, faisant entendre que les gens qu'il amassait étaient seulement par crainte des miennes. Désormais, il n'y a personne de si petit jugement pour ne pas voir qu'il a tiré de Germanie un grand nombre de gens pour les empêcher d'aller contre le Turc et pour s'en servir contre nous. »

Autre acte insidieux venant du pape, cette fois : après avoir convoqué avec la bulle *Laetere Jerusalem* un concile pour début novembre à Trente, concile révoqué dès le déclenchement de la guerre, Paul III institue par la bulle *Licet ab initio* la « Congrégation de la sacrée, romaine et universelle Inquisition du Saint-Office », en dotant de pouvoirs très étendus un collège de six cardinaux guidé par le commissaire général napolitain Gian Piero Carafa, ancienne victime du sac de Rome et, depuis, ennemi juré de Charles Quint. Dur et pur après avoir cotoyé les réformateurs, le cardinal Carafa condamne autant l'humanisme érasmien et les hérésies luthériennes, anabaptistes et calvinistes que la corruption, l'immoralité, l'ignorance du clergé de l'Église romaine. Par la constitution au fil des années de dossiers sur chaque prélat, chaque évêque, chaque cardinal, il fera de l'office une arme redoutable contre ses collègues coupables soit de mollesse à l'égard des nouvelles idées, soit d'immoralité dans l'exercice de leurs fonctions, et un instrument à son service pour déterminer les nominations au sein de l'Église romaine et préparer son avènement au trône de Saint-Pierre. Son élection dans un peu plus de dix ans sera l'ultime calice amer que Charles Quint devra ingurgiter, avant de quitter la scène politique.

Même si François 1er a lancé contre lui cinq armées, Charles Quint n'avait pas été pris au dépourvu : un certain nombre de signes lui avaient donné le temps de renforcer ses frontières en Navarre et dans le Roussillon et à sa sœur Marie de Hongrie de recruter des troupes grâce à un important subside des États généraux. Ouvertes début juillet 1542, les hostilités se prolongeront jusqu'en septembre 1543, mais dès l'automne 1542 François 1er voit échouer son attaque contre Perpignan (si hérissée de canons « qu'il sembloit un porc-espy »), le dauphin ayant d'abord perdu l'essentiel de son artillerie lourde suite à une audacieuse sortie des Espagnols et, ensuite, ayant dû se retirer à l'approche d'une armée conduite par le duc d'Albe. Pour ajouter à la honte un zeste de ridicule, le duc

Charles d'Orléans, après avoir conquis presque sans coup férir toutes les places du Luxembourg, sauf Thionville, voulant partager avec son frère les lauriers de la prise de Perpignan, a laissé sur place le duc de Guise avec trop peu de soldats pour garder ce qui avait été conquis. Enfin, aux Pays d'Embas, Martin van Rossum, après avoir balayé à Brasschaat la petite armée de trois mille hommes du prince d'Orange, René de Chalon[1], et dévasté les campagnes du Brabant, a échoué devant Anvers, fort bien fortifiée, et même devant Louvain, défendue avec hargne par ses étudiants. Puis, confronté aux pluies et à quelques mutineries, il s'est retiré au Luxembourg, pour y attendre le printemps en compagnie du duc de Guise. En Artois, le duc de Vendôme a occupé Tournehem-sur-la-Hem, Saint-Omer et Béthune, mais est désormais tenu en échec par Adrien de Croy, comte de Rœulx, de même que Guillaume du Bellay l'est au Piémont par le marquis del Vasto. Enfin ni Soliman ni Barberousse ne se sont encore manifestés. À l'orée de l'hiver 1542, le bilan de la quintuple offensive de François 1er n'a rien de très exaltant.

Au fur et à mesure que l'attaque sur cinq fronts de François 1er et de ses alliés est contenue, Charles Quint a décidé comment passer à la contre-offensive. Il renoue son alliance avec Henry VIII en signant le 13 février 1543 un traité de défense mutuelle, après avoir obtenu du roi d'Angleterre, inquiet d'une possible intervention de François 1er en Écosse, gouvernée depuis la mort de James V par la princesse française Marie de Guise au nom de sa fille Marie Stuart, de restaurer sa très catholique fille Mary Tudor dans ses droits de succession. D'autre part, il compte tirer profit du discrédit dont souffre en Allemagne le roi de France depuis son alliance contre-nature avec le Turc et, pour ce qui est des protestants, depuis l'affaire des placards. Dès lors, il punira d'abord le duc Wilhelm de Clèves et Martin van Rossum, et après il se tournera avec le roi d'Angleterre contre le roi de France. Déterminé à sauver son honneur, sa réputation et sa place dans l'histoire, au risque d'y perdre la vie, Charles Quint forme son fils Felipe en le faisant participer à toutes ses réunions avec ses conseillers et à tous ses voyages en Espagne. Il a seize ans et le temps est venu qu'il assure pleinement la régence. « Le Cardinal Tavera pense qu'il devrait joindre sa signature à la vôtre, mais cela ne me semble plus nécessaire. Francisco de los Cobos relira tout avec soin. En cas d'hésitation, consultez Don Juan de Zuñiga Avellaneda y Velasco. » Son départ de Barcelone fixé au 1er mai

1543 approche. Au fil des jours, Charles Quint tremble à l'idée que, s'il meurt ou s'il est fait prisonnier, Felipe se retrouverait seul :

« *Hijo*, mon départ forcé de ces Royaumes approche. Chaque jour qui passe j'en souffre davantage, mais je n'ai d'autre choix si je veux vous laisser en héritage autant que je reçus jadis de mes pères… Vous êtes bien jeune, mais l'histoire nous enseigne que d'autres, point plus âgés que vous, surent compenser leur manque d'expérience par leur grandeur d'âme, leur vertu et leur détermination. Avec l'aide de Dieu, mon fils, vous gagnerez honneur et gloire éternelle et ma vieillesse aura mille raisons de Lui rendre grâce de m'avoir donné un tel fils. »

Il souffre également en pensant que Felipe devra se séparer de ses amis d'enfance et que désormais son entourage sera fait d'hommes avancés dans l'âge mais il faudra bien qu'il accepte d'être surveillé et, à l'occasion, réprimandé par son précepteur (« Considérez don Juan de Zuñiga Avellaneda y Velasco comme votre horloge et votre réveil. A lui aussi j'ordonne de veiller sur vous avec, si nécessaire, toute la sévérité possible. Sachez lui en être reconnaissant. ») d'autant plus qu'avant la fin de l'année, Felipe épousera sa cousine germaine, Maria Manuela du Portugal : « Fils, je dois vous dire qu'il ne faudra pas vous donner sans mesure, parce qu'il en ira de votre santé et de votre force. Il est difficile, je l'admets, de se modérer mais souvenez-vous de votre oncle l'Infant Don Juan qui y perdit sa vie. Une fois marié, ne vous laissez entraîner à aucune faute, car ce serait pécher devant Dieu et une honte vis-à-vis d'elle et du monde. » Felipe devra aussi continuer à travailler son latin, apprendre au moins « un peu de français[2] », veiller sur sa grand-mère Juana (qu'il n'aime guère) et sur ses deux sœurs Maria et Juana qu'il devra tenir loin de la cour pour qu'elles ne rencontrent pas « plus de chevaliers qu'il ne faut ». Cette lettre est destinée également à l'entourage immédiat de Felipe, mais une seconde, heureusement parvenue jusqu'à nous, est destinée à lui seul (« Vous la tiendrez sous clef pour que personne, y compris votre femme, ne la voie. ») :

« La première chose que j'ai à vous dire, *hijo*, est mon lourd regret d'avoir entraîné les Royaumes et Seigneuries que je vous confie dans un état d'extrême détresse. Toutes les choses étant dans les mains de Dieu, en Lui se trouve la réponse à tout. C'est avec cette certitude et avec l'espoir qu'Il voudra, non pas par mes mérites mais par sa bonté, me permettre de remédier à nos affaires, que j'entreprends ce voyage qui est, de tous, le plus périlleux pour mon honneur, ma réputation, ma vie. Par contre, je ne crains pas pour mon âme parce que mon intention est bonne : ne pas vous laisser pauvre, sans autorité et, en même temps, avec la moindre raison de vous plaindre de moi… J'ignore quel sera le fruit de mon voyage, d'autant que la saison est déjà fort avancée, l'argent rare, l'ennemi avisé et averti. Pour ce qui est de ma vie, Dieu en disposera et j'aurai fait ce que j'avais à faire. Au cas où je décéderais ou je serais fait prisonnier, je vous laisse un autre document que vous ouvrirez seulement au moment d'en donner lecture devant les Cortes. Pour alléger la pression des forces du Roi de France sur les Pays d'Embas, j'avais pensé faire entrer le Duc d'Albe par le Languedoc avec les Allemands et les Espagnols que nous avons à Perpignan, de travailler la Provence avec nos galères,

de reprendre pied au Piémont et envahir le Dauphiné avec les gens que j'ai en Italie. Mais faute d'argent, cela pour le moment m'est impossible. […] Quoi qu'il en soit, il vous faudra convoquer les Cortes pour obtenir l'argent nécessaire. J'avais juré de ne jamais leur reparler de la *sisa* (impôt exceptionnel sur la consommation). Mais vous et moi nous savons que c'est le seul remède à nos nécessités. S'il fallait en venir là, vous aurez l'occasion de montrer ce dont vous êtes capable pour aider votre père. Avec la *sisa* et avec ce qui viendra des Indes, si ça vient, nous pourrions accabler nos ennemis de telle manière que par la suite nous pourrions réduire nos dépenses.[3] »

La suite du document dresse un portrait sans fards des hommes clé du gouvernement sur lesquels Felipe devra s'appuyer sans jamais en privilégier un seul, faute de quoi, le prévient son père, il ne sera qu'un pantin :

« J'ai nommé pour vous conseiller le Cardinal de Tolède (Tavera), Francisco de los Cobos et Fernando de Valdès. Le Cardinal agira avec humilité et sainteté mais ne vous mettez pas dans ses seules mains, ni maintenant ni jamais, parce qu'alors on dira que vous êtes gouverné. Je tiens Francisco de los Cobos pour fidèle mais, si autrefois il ne semblait pas sujet aux passions, depuis un certain temps sa femme le pousse vers la mauvaise pente et les petits cadeaux qu'il se laisse faire nuisent à sa réputation. Je le lui ai dit et j'espère que ça suffira. Sa grande force est dans les finances. Soyez conscient que, s'il décèle en vous le désir d'aller avec d'autres femmes, ce vieil ami du sexe féminin en profitera, comme les autres, pour vous captiver. Pour le seconder, je choisirais Don Juan de Zuñiga, mais pas le Duc d'Albe que j'ai connu autrefois humble comme l'eau bénite. Maintenant, il est dévoré par l'ambition. Je ne me sers de lui que pour la guerre et parce qu'actuellement c'est le meilleur. Fernando de Valdès n'est pas tout à fait à la hauteur de son poste, mais je n'en ai pas trouvé de meilleur. Il y a peu à dire de Don Juan de Zuñiga, sauf qu'étant jaloux de Cobos et du Duc d'Albe il penche du côté du Cardinal Tavera et du Comte d'Osorno, ce dernier étant de plus son ami intime. Nous connaissons tous, l'Évêque de Carthagène Juan Martinez Guijarro (connu le plus souvent sous le nom de Siliceo) comme une très bonne personne, mais je crois que vous devriez vous prendre un bon moine pour confesseur et que Siliceo se contente de demeurer votre chapelain. Le Cardinal Garcia de Loaysa, Président du Conseil des Indes, serait encore excellent dans les affaires d'État, mais s'il manifeste le désir de se retirer, vous ferez bien de le laisser partir. Pour les affaires d'État (Royaumes de la Couronne, Italie, Flandres, Allemagne ; France, Angleterre et autres Royaumes et Potentats) j'ai la certitude que personne ne les entend mieux que Nicolas Perrenot de Gravelle. Comme tous, il a un grand désir de laisser ses enfants riches, mais il est fidèle. Je vous recommande vivement de le garder auprès de vous pour qu'il vous instruise en toute chose. Son gendre, Monsieur de Saint Vincent, qui fut mon Ambassadeur en France, pourra le remplacer pendant ses absences. Par ailleurs, Granvelle est en train de former son fils Antoine, l'Évêque d'Arras. Il est encore jeune, mais il a de bonnes dispositions. »

Charles Quint voudrait encore pouvoir donner à son fils des conseils pour les Pays d'Embas et pour Milan mais c'est justement pour lui sauvegarder son patrimoine qu'il part en guerre :

« Hijo, je demeure extrêmement irrésolu sur ce qu'il convient de faire tant pour les terres de Flandres que pour cet État de Milan dont je vous ai investi il y a peu. Si Dieu me permet de revenir, je vous dirai à quelles conclusions je serai arrivé. Si je finis mal, vous disposerez de ces terres selon votre volonté. Surtout, mettez-vous dans les mains de Notre Seigneur. Ainsi il vous aidera, guidera, favorisera, donnera la gloire qu'il voudra, après s'être servi de votre personne le temps qu'il aura voulu. Que Dieu guide vos choix. Moi, le Roi. »

33

Le pari de Crépy

Fin mai, l'empereur est accueilli à Gênes par le marquis del Vasto, nouveau gouverneur de Milan, Ferrante Gonzaga, vice-roi de Sicile et commandant en chef de l'armée impériale, Cosimo de Médicis, duc de Florence, et Pier Luigi Farnese. Quelques jours auparavant, Barberousse a saccagé Messine en compagnie du nouvel ambassadeur de François 1er, Antoine Escalin des Aymars, baron de la Garde, dit « le capitaine Polin », et, manifestement encore très vert pour ses soixante-dix-sept ans, a fait d'une jeune femme de dix-huit, Flavia, fille du gouverneur de la ville, l'une de ses épouses. De Messine, il est allé directement au cap Corse. Qu'est venu faire à Gênes, Pier Luigi Farnese ? Pour faire savoir, comme Charles Quint le raconte dans une longue lettre à Felipe, que son père le pape Paul III, voudrait rencontrer l'empereur à Bologne, avant qu'il ne rejoigne l'Allemagne, afin de dissiper « certaines suspicions et méfiances ». Lesquelles ? Pier Luigi Farnese a notamment laissé entendre au marquis del Vasto que Paul III serait prêt à payer deux millions de ducats l'investiture du duché de Milan pour son petit-fils Ottavio Farnese, étant entendu que l'empereur garderait le contrôle de ses principales places fortes. Se disant enrhumé et fatigué, le pape, voudrait que l'empereur vienne jusqu'à Bologne. Pour Charles Quint, ce serait « un trop grand détour ». On finit par transiger en choisissant pour lieu de rencontre le château Pallavicini de Busseto, à mi-chemin entre Parme et Plaisance. Les deux hommes restent ensemble du 21 au 25 juin, mais d'emblée la somme proposée n'est plus la même :

« Sa Sainteté m'a offert seulement un million de ducats et s'est excusée du chiffre de deux millions avancé d'après lui à son total insu. Cependant, le Pape n'a pas voulu satisfaire à l'une de nos principales conditions, à savoir de se joindre à la Ligue défensive de l'Italie, de laquelle se sont également retirés les Vénitiens. […] Nous en sommes restés là. […] Depuis mon départ, le Cardinal Farnese et son père Pier Luigi ont laissé entendre qu'ils pourraient ajouter deux cent mille ducats, en sus du million mis sur la table. Attendons leurs prochains pas. »

Arrivé à Spire à la mi-juillet, l'empereur passe en revue une armée de vingt mille lansquenets auxquels s'ajoutent les six mille Italiens et Espagnols de son escorte. Elle lui coûte cent cinquante mille ducats par mois. À en croire le protestant Martin Bucer qui n'a pas grande raison d'en faire l'apologie, Charles Quint a retrouvé tout son allant et, phrase tout à fait significative, il pourrait faire un grand empereur « s'il voulait être un Empereur allemand ». Or, Charles Quint est un fédérateur européen :

« L'Empereur a les idées claires et met de la ténacité à poursuivre ses plans. Il était disposé à donner son assentiment à l'article concernant la justification, le mariage des prêtres et à l'usage de la coupe par les laïques. N'étant pas arrivé à ses fins, il prend les armes. Il vaque à tout avec une incroyable prestesse, il parle allemand, il passe en revue son armée. Ses paroles, ses actions, son regard, sa tenue, sont d'un Empereur. Ceux qui ont été longtemps auprès de lui restent étonnés devant sa jeunesse conservée, sa spontanéité, son énergie, sa force et sa majesté. Un tel Empereur pourrait faire de grandes choses s'il voulait être un Empereur allemand. »

À Valladolid, Felipe vit à seize ans son baptême du feu. Depuis le 17 juillet, soixante-dix galères et quarante fustes de Barberousse mouillent dans la rade de Marseille aux côtés d'une trentaine de galères françaises commandées par François de Bourbon-Condé, comte d'Enghien. On craint une attaque conjointe de la flotte franco-turque et d'une armée de terre venant du Piémont ou de Picardie. Felipe concentre le peu de moyens à sa disposition sur les îles Baléares et Barcelone et prévient toutes les autres villes côtières qu'elles ne pourront compter que sur elles-mêmes. Son soulagement est incommensurable lorsqu'il apprend que, à la suite d'une entrevue avec le dauphin, Barberousse a entrepris début août le siège de Nice[1], l'une des rares possessions qui restent encore au pauvre duc Charles de Savoie. Jusqu'à nouvel ordre, il n'attaquera donc pas l'Espagne. Le 23 août, l'armée impériale est devant Duren, cité du duc Wilhelm de Clèves qui passe pour inexpugnable. Pourtant l'affaire sera rondement menée et personne ne viendra à son aide. Après les sommations d'usage, les cent pièces d'artillerie de l'empereur ouvrent le feu et, dès le lendemain, ouvrent assez de brèches pour que ses hommes donnent l'assaut. À leur cinquième tentative, ils déferlent dans la ville. Le 31, ils encerclent Roermond qui tombe en un jour. Le 4 septembre, c'est le tour de Venloo. En deux

semaines, l'affaire est réglée et, le 7 septembre, agenouillé dans la tente de Charles Quint, le duc Wilhelm implore son pardon, en chargeant de tous les maux sa mère protestante Maria de Juliers-Berg qui vient de décéder. Au prix de son retour à la religion catholique et de son renoncement à la Gueldre et à Zutphen (ce qui permet à Charles Quint de soustraire définitivement ces provinces à l'influence des rois de France et d'achever l'unification politique et administrative des Pays d'Embas), le duc Wilhelm est gracié et aura même l'honneur d'épouser Maria d'Habsbourg, troisième fille de Ferdinand d'Autriche, âgée de treize ans[2].

Dans ses Mémoires, Charles Quint dira que la facilité de sa victoire « lui ouvrit les yeux et il lui parut possible de dompter par la force l'orgueil des rebelles protestants ». Au moment même où il faisait plier le duc de Clèves, François 1er conquérait, aux pieds des Ardennes, la ville de Landrecies sur Sambre, porte d'accès au Hainaut et vers Bruxelles. Stratégiquement importante, la cité devient à l'orée de l'hiver le principal enjeu de la guerre. Le roi de France la fortifie avec ardeur et y laisse trois mille hommes. En dépit d'une nouvelle crise de goutte, Charles Quint prend ses quartiers à Avesnes-sur-Helpe, sur la rive droite de la Sambre. Un contingent de cinq mille hommes d'Henry VIII est avec lui. Revenu tambour battant du Luxembourg, François 1er s'installe d'abord à Cateau-Cambresis, sur la rive gauche de la Sambre, et puis, plus au sud, dans la cité de Guise. En Méditerranée c'est l'accalmie : mécontent de son allié François de Bourbon (« Ils préfèrent charger leurs navires de vin plutôt que de poudre et de canons »), Barberousse a abandonné le siège de Nice et hiverne dans la rade de Toulon.

Londres, fin décembre 1543. Ferrante Gonzaga met au point avec les commissaires d'Henry VIII une campagne pour le prochain printemps. Chaque camp alignera trente-cinq mille fantassins et sept mille chevaux. Les deux armées entreront en terre de France autour du 20 juin, l'impériale par la Champagne, l'anglaise par la baie de Somme ; puis « les deux Princes marcheront sur Paris avec autant de diligence que le leur permettront la stratégie, les vivres et l'ennemi ». L'objectif final semble avoir davantage valeur d'avertissement que d'une volonté de dépecer le royaume comme dans les années 1520. En tout état de cause, les deux souverains s'engagent à ne pas traiter séparément avec la France. La situation de Landrecies étant stabilisée et ayant obtenu des États généraux des Pays d'Embas un subside de cent cinquante mille ducats mensuels pour six mois, Charles Quint se

rend fin janvier 1544 à Spire pour une diète où il compte rassembler autour de lui toute l'Allemagne, qu'elle soit catholique ou protestante, pour châtier François 1er. De sa retraite Luther le soutient : « Le dernier événement, écrit-il à un ami, c'est l'alliance du pape, des Français et des Turcs contre l'empereur. » Au cardinal Alessandro Farnese, auquel il interdit, comme aux envoyés de François 1er, l'accès à Spire, Charles Quint tient des propos cinglants : « Monseigneur, aujourd'hui je dois voir le représentant du Christ s'allier au Roi de France ou, pour mieux dire, au Turc. Qu'il veille à ce qu'il ne lui arrive pas ce qu'est arrivé autrefois à Clément VII. » Fait sans précédent depuis le début de son règne, la diète lui accorde à l'unanimité un contingent de vingt-quatre mille mercenaires pour six mois, sous réserve, pour les princes protestants, d'un arrangement en matière de religion. Les discussions seront longues mais, tournant capital, les États tombent d'accord le 10 juin pour négocier à leur prochaine réunion une « réforme intérimaire chrétienne » sous l'égide de l'empereur qui, faisant fi de l'assentiment des princes catholiques, gèle encore les poursuites par la Chambre impériale contre les confiscations des biens ecclésiastiques opérées par les protestants et promet qu'à l'avenir cette cour constitutionnelle inclura des juristes protestants. C'est aller très, très loin et Paul III, qui ne l'excommuniera pas, ne manquera pas d'accuser Charles Quint de mettre « l'Église et son âme en péril » et de lui enjoindre de ne plus disposer à sa guise des biens de l'Église ou de se garder de soumettre à des diètes de questions relevant, par loi divine, de son ressort exclusif. L'empereur lui fera dire que son bref était trop insultant pour qu'il daignât lui répondre. C'est le point de départ d'un duel sans merci entre Charles Quint et Paul III.

Alors que Charles Quint est encore retenu à Spire, Ferrante Gonzaga et Wilhelm de Fürstenberg entrent en campagne contre François 1er à la mi-mai, comme convenu avec Henry VIII[3]. Ils reconquièrent le Luxembourg, occupent Commercy (Lorraine), point de passage de la Meuse, puis Ligny-en-Barrois sur l'autre rive. De là, ils marchent vers la forteresse de Saint-Dizier, clef du passage de la Marne, à quatre-vingts lieues à l'est de Paris[4]. Entre-temps, ayant enfin formé à Metz une seconde armée avec le concours d'un grand nombre de seigneurs allemands, flamands, italiens et espagnols[5], Charles Quint les rejoint le 14 juillet devant Saint-Dizier[6]. Le même jour, les ducs de Norfolk et de Suffolk débarquent à Calais avec leurs troupes et s'attaquent aux places fortes de Boulogne et de Montreuil-sur-Mer. En additionnant leurs forces, l'armée impériale et l'armée anglaise sont

supérieures en nombre à celle du roi de France. Celui-ci, souffrant d'abcès et alité à Saint-Maur, compte sur la résistance des places fortes assiégées et sur les conditions climatiques, fort mauvaises pour la saison. Au duc Claude de Guise qui stationne avec trente mille hommes sur la rive gauche de la Marne, entre Chalons et Epernay, il donne ordre d'éviter la bataille ouverte et de perturber autant que possible les lignes d'approvisionnement de l'armée impériale. Pour la défense de Paris, il attend l'arrivée de douze mille Suisses et d'autres régiments rappelés d'urgence du Piémont.

Bonne nouvelle pour le camp impérial en ces premiers jours de siège de Saint-Dizier : fin mai, Barberousse a quitté Toulon pour Constantinople. Sur le chemin du retour, il a fait escale à Gênes où l'amiral Andrea d'Oria lui a livré Dragut contre une modeste rançon de trois mille cinq cents ducats : les deux grands amiraux aux cheveux blancs, manifestement, ont de l'estime l'un pour l'autre. Ce sera la dernière apparition de l'ancien potier devenu le plus formidable pirate de l'histoire. Arrivé à la Corne d'or après de nombreuses incursions sur les côtes italiennes (Piombino, Castiglione della Pescara, Orbetello, Porto Ercole, l'Isola del Giglio, Salerne, Amalfi, Ischia, Capo Palinuro, Lipari, Reggio Calabria), Barberousse sera accusé de connivence avec Andrea d'Oria. Prudent, il demandera à être déchargé de ses fonctions et mourra deux ans plus tard, à quatre-vingts ans, dans son palais sur le Bosphore. Il sera le premier des grands personnages qui, depuis trente ans, ont hanté le règne de Charles Quint, à disparaître. Les autres vont le suivre à des cadences rapprochées, Martin Luther le premier.

Saint-Dizier, fin juillet. Un premier assaut lancé par les impériaux après quatre jours de bombardements échoue avec des pertes assez lourdes, évaluées à quatre cents hommes entre morts et blessés. Un chiffre élevé pour l'époque. Les impériaux se résignent par conséquent à creuser, sous les tirs des assiégés, de nouvelles tranchées afin de serrer de plus près la forteresse et des galeries pour aller miner à leur base ses bastions. Le temps perdu à l'ouvrage est mis à profit pour conquérir, en aval du fleuve, Vitry-en-Perthois[7]. Au fil des jours, la garnison de Saint-Dizier se trouve à court de vivres, de poudre et de boulets. Selon les chroniques de l'époque, un curieux épisode aurait précipité sa reddition : ayant intercepté une lettre de son capitaine, le comte de Sancerre, demandant secours au duc Claude de Guise, Nicolas Perrenot de Granvelle, falsifiant son écriture, aurait répondu qu'étant dans l'impossibilité de satisfaire ses demandes, il l'autorisait à se rendre. Vrai ou faux, il reste que deux gentilshommes du comte de Sancerre

se rendent au camp impérial le vendredi 8 août et, qu'après diverses allées et venues, il est convenu que le comte évacuera la forteresse le dimanche 17 : « Le Comte et ses gens », lit-on dans l'accord de capitulation, « pourront sortir de Saint-Dizier librement et au son des fifres et des tambours avec leurs armes, leurs enseignes déployées, leurs bagages et tout ce qu'ils pourront charger, sauf l'artillerie, les munitions et les victuailles, hormis deux pièces sur roues et assez de boulets et de poudre pour pouvoir tirer jusqu'à dix coups par pièce. » Les impériaux, qui viennent de recevoir sept cents fourgons de vivres et trois cent mille ducats pour les payes, prennent possession de Saint-Dizier en y laissant deux mille hommes, huit mois de provisions et quelques pièces d'artillerie supplémentaires. À la cour de François 1er, c'est la consternation.

Faut-il pour autant que l'armée impériale file droit sur Paris alors que, sur l'autre rive, l'armée du duc de Guise l'égale en nombre et que les Anglais peinent à s'emparer de Boulogne et de Montreuil ? C'est le chemin un peu plus long mais plus sûr de Chalons et, au-delà, d'Epernay et de Château-Thierry que choisit Charles Quint. Le 4 septembre, après avoir simulé le siège de Chalons, les impériaux contournent la ville, occupent Epernay, abandonnée et incendiée par sa garnison, et se dirigent vers Château-Thierry. L'heure du « jugement de Dieu » approche. C'est à ce moment que deux négociateurs français, le secrétaire d'état Gilbert Bayart et le maître des requêtes Charles de Neuilly, se présentent[8] aux ministres de Charles Quint, à Chatillon-sur-Marne, à moins de quarante lieues de Paris. Ils sont accompagnés par le dominicain Gabriel de Guzman, porteur d'une lettre de la reine Éléonore à son frère Charles, et évoquent la conclusion d'un traité de paix honorable : François 1er offre de collaborer politiquement avec Charles Quint en échange d'un retour aux frontières fixées par la trêve de Nice en 1538. C'est ce que l'empereur attend depuis vingt-cinq ans.

Les discussions se poursuivent fiévreusement pendant que l'armée impériale avance vers Paris le long de la rive droite de la Marne, surveillée, de la rive gauche, par l'armée commandée désormais par le dauphin Henri, le duc de Guise ayant pris en charge la défense de Paris, sa dernière mission avant de transmettre le flambeau à son fils François. Le 7 septembre, les impériaux investissent Château-Thierry où les Français stockent d'importantes réserves de vivres et de munitions. De là, le fils de Nicolas Perrenot de Granvelle, Antoine, évêque d'Arras, part pour Boulogne dire à Henry VIII que s'il ne marche pas sur Paris comme convenu, Charles Quint

négociera avec François 1er. Le 8, les impériaux sont à Essômes-sur-Marne, à moins de vingt lieues de la capitale. Le 10, Henry VIII reçoit l'évêque d'Arras. Depuis la veille, il est également en pourparlers avec le cardinal du Bellay venu lui annoncer que son roi est prêt à de grands sacrifices en échange d'un armistice. Persuadé que François 1er veut avant tout conclure la paix avec lui, Henry VIII fait monter les enchères : il demande qu'outre l'indemniser à hauteur de quatre millions de ducats pour ses frais de guerre, le roi de France lui abandonne Boulogne et l'Écosse. Sans doute ignore-t-il encore que les négociations avec Charles Quint ont pris tellement d'avance que, le jour même où il soumet ses conditions au cardinal du Bellay, Charles Quint, tournant le dos à Paris, se retire vers Soissons. En effet, une seule question reste en suspens : la ville d'Hesdin en Artois dont l'empereur réclame la restitution mais que le dauphin, l'ayant personnellement conquise un an avant la trêve de Nice, refuse d'abandonner. L'amiral Annebaut, le plus haut dignitaire français, et Nicolas Perrenot de Granvelle en discutent les 14 et 15 septembre dans la grande salle de l'Abbaye de Saint-Jean-des-Vignes, au sud-ouest de Soissons, mais le 16, au matin, Charles Quint décide qu'Hesdin ne vaut pas la chandelle et à midi l'accord est scellé. Les deux monarques le signent le 19 septembre 1544 dans des lieux différents : Charles Quint, à Crépy en Lannois, où la veille il a rencontré le duc Charles d'Orléans, et François 1er, à Meudon. Le 20, le cardinal du Bellay annonce à Henry VIII (qui a enfin conquis Boulogne le 14) que son roi est prêt à lui payer une somme honnête pour la restitution de Boulogne et les frais de guerre, s'il accepte la médiation de l'empereur. Refus d'Henry VIII. La guerre franco-britannique se poursuivra encore deux années[9].

Que promet le traité de Crépy ? Qu'après vingt-cinq années de querelles, d'insultes, de mensonges, de coups fourrés, de dépenses exorbitantes, de batailles, de morts, de destructions et de misères, le roi de France s'engage à soutenir la politique de Charles Quint tant pour l'unité religieuse de l'Europe que pour sa défense contre le Turc et qu'en échange, l'empereur non seulement lui rend toutes les terres et forteresses qu'il vient de conquérir mais s'engage à donner à son second fils, Charles d'Orléans, sa fille aînée ou la seconde fille de son frère le roi des Romains, parées l'une ou l'autre d'une dot substantielle. En résumé, un résultat que l'opinion publique européenne a vainement attendu depuis l'avènement de ces deux puissants princes et qu'il est vraiment difficile de présenter, comme le font certains historiens, comme une victoire française. Pour peu que Charles Quint et

François 1er aient encore de belles années devant eux, quarante millions de Français, d'Italiens, de Flamands, d'Espagnols, de Suisses, d'Allemands pourront enfin vivre et prospérer en paix. Reprenant sans les citer certains passages des traités de Madrid et de Cambrai, le traité de Crépy commence par effacer les contentieux les plus anachroniques : le roi de France renonce publiquement à toute souveraineté sur l'Artois, sur les Flandres et sur le royaume de Naples[10] et Charles Quint à toute revendication sur la Bourgogne ainsi que sur les villes et seigneuries que son aïeul Philippe le Bon possédait autrefois sur la Somme. En second lieu, il efface les conquêtes militaires de la dernière guerre : Charles Quint recouvre Landrecies, François 1er la Champagne et les places fortes de Commercy, Ligny et Saint-Dizier. Accessoirement, le duc François 1er de Lorraine et de Bar, époux depuis juillet 1541 de Christina du Danemark, nièce de l'empereur et veuve depuis 1536 de Francesco Sforza, recouvre la place forte de Stenay.

Voilà François 1er ramené au *statu quo* territorial (sauf la ville d'Hesdin) officialisé par la trêve conclue à Nice en 1538, sous l'égide du pape Paul III, et voilà remise sur le métier l'union familiale entre la maison d'Habsbourg et la maison de Valois à laquelle Charles Quint avait invité son rival, début 1540, en offrant les pays d'Embas comme cadeau de mariage entre sa fille Maria et le duc d'Orléans. Cette offre est confirmée mais une seconde option, déjà effleurée à Nice, est envisagée : le mariage entre le duc d'Orléans et la seconde fille de Ferdinand d'Autriche[11], Anna, avec dans la corbeille de mariage, l'investiture du duché de Milan. Il reviendra à l'empereur de faire son choix, « avant quatre mois, à compter du jour de la date du présent Traité[12] ». Dans le premier cas, le mariage se fera dans les quatre mois suivants, soit le 18 mai 1545 au plus tard, et, dès sa consommation, l'empereur « commettra le duc d'Orléans et la princesse Maria régents et gouvernants des Pays d'Embas, du comté de Bourgogne et du Charolais, en son nom et sous son autorité ». À la mort de Charles Quint, la princesse Maria sera seule héritière. Si elle passe « de vie à trépas, sans délaisser enfant, ledit Seigneur d'Orléans sera tenu de se désister et départir desdits Pays d'Embas ». Par ce mariage, « le Roi Très Chrétien renonce à tous droits, raisons, querelles et prétentions sur l'État de Milan et le comté d'Asti », sauf dans l'hypothèse de la mort prématurée et sans enfants de la Princesse Maria. Si en revanche, d'ici le 18 janvier 1545, Charles Quint choisit la seconde fille de Ferdinand d'Autriche, son mariage avec le duc

d'Orléans devra se faire dans les huit mois (18 septembre 1545) et le duché de Milan sera cédé « pour eux ainsi que pour leurs descendants mâles ». Et si ladite princesse Anna « va de vie en trépas avant ledit Seigneur d'Orléans sans délaisser hoirs, en ce cas ladite investiture sera pour lui et ses hoirs mâles naturels et légitimes qu'il pourra avoir d'autre mariage ». Enfin, quel que soit le choix de l'empereur, François 1er rendra au duc Charles de Savoie les terres qu'il lui a ravies en 1535 et 1536. Et si, par mesure de prudence, l'empereur veut maintenir des garnisons dans les citadelles de Milan et Crémone, le roi pourra en faire de même à Pinerolo, au Piémont, et à Montmélian, en Savoie. Seule l'éternelle question de la Navarre est ainsi passée sous silence.

Si le traité de Crépy s'arrêtait là, on pourrait l'interpréter comme une victoire diplomatique *in extremis* de François 1er. Mais son intérêt réside plus encore dans les trois engagements politiques que le roi de France prend devant la chrétienté tout entière : fournir, dans les six semaines suivant la demande de l'empereur, six cents hommes d'armes et dix mille fantassins contre le Turc ; lutter à ses côtés contre « l'extrême danger et hasard où se trouve notre sainte Foi par tous les moyens et expédients qu'ils aviseront ensemble » ; reconnaître la souveraineté du royaume de Castille sur les *terrae incognitae* découvertes au-delà de la ligne allant du pôle Nord au pôle Sud, trois cent soixante-dix lieues à l'ouest du Cap Vert[13]. C'est donc un partenariat global avec l'empereur que François 1er signe vingt-cinq ans après sa défaite à l'élection impériale. Mais c'est un redoutable pari que prend Charles Quint, car, une fois de plus et quels que soient les engagements inscrits au traité, tout dépendra de la bonne foi de François 1er et de ses héritiers. Même en supposant que le duc Charles d'Orléans veuille respecter la parole donnée, comme sa nature le laisse présager, jusqu'où pourra-t-il s'opposer à son père et, plus encore, si celui-ci venait à mourir comme le fait craindre sa mauvaise santé, à son frère, le dauphin Henri, dont les réserves à l'égard du traité sont notoires ? Et si François 1er, ou son fils aîné, en viennent à occuper militairement les Pays d'Embas, leur récupération s'avérera difficile, voire impossible, avec des répercussions innombrables sur le reste de l'Europe. Second danger : si le fils de Charles Quint, Felipe, venait à mourir sans laisser de descendance[14], Maria hériterait des royaumes d'Espagne et le duc d'Orléans, en deviendrait prince consort. De même, dans l'hypothèse que le duc Charles d'Orléans épouse la seconde fille de Ferdinand d'Autriche, Anna, l'empereur ne risque-t-il pas

de perdre la seule voie à sa disposition pour faire venir d'Italie et d'Espagne une armée vers l'Allemagne ou vers les Pays d'Embas ? Le dauphin Henri ne sera-t-il pas irrésistiblement tenté d'avancer au nom de son épouse Catherine de Médicis des prétentions sur le duché de Florence ? De quel côté se rangeraient alors Venise, la papauté et même Gênes, le jour où le fidèle Andrea d'Oria viendra à disparaître ? Quelles en seraient les conséquences pour les royaumes de Naples et de Sicile ? Voilà le dilemme auquel est confronté pendant l'hiver 1544-1545 Charles Quint qu'une nouvelle, longue et virulente crise de goutte d'abord à un genou, ensuite à la main et au poignet droit, enfin au bras et à l'épaule gauche[15], immobilise aux Pays d'Embas. En attendant que Charles Quint se détermine, François 1er, de son côté, joue franc jeu : il invite le pape Paul III à convoquer le concile en l'assurant du concours des prélats français et il plaide auprès de la Sublime Porte pour la conclusion d'une trêve de longue durée entre l'empire d'Orient et l'empire d'Occident.

Le choix de Charles Quint tombe le 17 février 1545. Entre, d'une part, l'avis de son fils Felipe, de sa sœur Marie de Hongrie et de son frère Ferdinand d'Autriche pour qui hypothéquer l'avenir des Pays d'Embas, « notre si ancien patrimoine », serait un sacrifice sans commune mesure avec l'investiture du duché de Milan (qui, il ne faut pas l'oublier, n'est qu'un fief d'empire à la discrétion de tout empereur qui suivra), et, d'autre part, l'avis du cardinal de Séville, Garcia de Loaysa, du duc d'Albe, de l'ambassadeur à Venise Diego Hurtado de Mendoza, et de Ferrante Gonzaga, vice-roi de Sicile et commandant en chef de l'armée d'Italie, pour qui garder le duché de Milan permettrait d'assurer durablement la domination espagnole en Italie et de développer la vocation méditerranéenne de l'Espagne, Charles Quint suit la voix de son cœur : ne pas sacrifier son pays de naissance et préparer la succession de Marie de Hongrie en mariant sa fille aînée Maria avec le fils aîné de Ferdinand d'Autriche, Maximilian.

Les dés étant jetés, le mariage entre le duc d'Orléans et Anna de Habsbourg devra se faire, aux termes du traité, avant fin 1545 et, dès sa consommation avérée[16], l'investiture de Charles d'Orléans ira de pair avec la restitution du Piémont et de la Savoie au duc Charles III. Le choix de Milan étant fait, un ambassadeur hollandais, Gerhard Veltwyck, et un ambassadeur français, Jean de Montluc, évêque de Valence, partent ensemble pour Constantinople afin de convaincre Soliman de conclure une trêve

renouvelable d'année en année avec Ferdinand d'Autriche. Ce sera fait dès le 11 novembre 1545 et, contre le paiement à la Sublime Porte de cinquante mille écus d'or annuels, la trêve sera renouvelée en 1546 et puis, en juin 1547, pour cinq ans. Plus que satisfait de la bonne volonté de François 1er, Charles Quint fixe par décret les fonctions qui reviendront au fils puîné du roi de France lorsqu'il sera investi comme duc de Milan.

L'attention de l'empereur peut désormais se concentrer sur la diète convoquée à Worms pour définir sous son égide la « réforme intérimaire chrétienne » convenue à Spire, à la veille de l'invasion de la France. Cependant, Paul III le prend de vitesse en appelant les évêques de la chrétienté à se rendre à Trente autour du 15 mars pour y tenir concile. Worms et Trente seront donc en concurrence. Charles-Quint ne peut faire autrement qu'inviter plusieurs évêques et docteurs en théologie d'Espagne et des Pays d'Embas à s'y rendre. Fidèle aux engagements pris par le traité de Crépy, François 1er en fait de même. De plus, l'un comme l'autre, durcissent dans leurs royaumes respectifs la répression des hérétiques : les condamnations à mort ou à l'exil se multiplient aux Pays d'Embas, tandis que François 1er a donné carte blanche au président du parlement de Provence, Jean Meynier, seigneur d'Oppède, pour « nettoyer entièrement le pays de Provence » des Vaudois, ces descendants des anciens « pauvres » Lyonnais et Lombards, que les persécutions du XIIe siècle avaient poussés vers les Alpes cottiennes, jusqu'aux pieds du Mont Ventoux[17].

Retenu à Bruxelles par la goutte (« A quarante-cinq ans, il souffre énormément et sa pensée tombe dans la confusion. Il se sent vieillir, sait que l'asthme et la podagre affecteront sa vigueur et son courage et parle de son intention d'aller finir sa vie en Espagne, loin des guerres et des tracas » relate l'ambassadeur vénitien Bernardo Navagero), Charles Quint charge son frère Ferdinand d'ouvrir à sa place la diète fin mars 1545 à Worms, soit une quinzaine de jours après l'arrivée à Trente des premiers participants au concile. Lorsqu'il parvient lui-même dans la ville rhénane à la mi-mai, il ne peut que constater que, de même qu'à Trente où les évêques n'arrivent qu'au compte-gouttes, la plupart des princes sont absents ou représentés par des émissaires. Sur le terrain, nombreux sont ceux qui anticipent la « réforme intérimaire chrétienne » : l'électeur palatin Friedrich II, récent successeur du comte Ludwig et proche de l'empereur en tant qu'époux de sa nièce Dorothea du Danemark, se sent justifié pour communier avec sa femme sous les deux espèces et pour soutenir l'archevêque de Cologne, Hermann

von Wied, ce grand électeur ecclésiastique partisan d'un certain nombre des thèses de Luther que Charles Quint vient de mettre en demeure de s'abstenir de toute innovation[18]. En rétorsion, l'électeur de Saxe, Johann Friedrich, refuse de reconnaître comme évêque de Naumburg-Zeist, en Saxe électorale, le théologien catholique Julius von Pflug[19], progressiste s'il en est. Même chose à l'archevêché de Mayence : le chapitre choisit Sebastian de Heusenstamm, un chanoine favorable au mariage des prêtres et à la communion sous les deux espèces, pour succéder au défunt archevêque Albrecht de Brandebourg, grand électeur ecclésiastique comme von Wied.

Fait bien plus grave, le duc Johann Friedrich et le landgrave Philipp de Hesse, enferment dans la forteresse hessoise de Schwalmstadt le duc catholique Heinrich II de Brunswick-Lüneburg[20], qu'ils avaient dépossédé en 1542, contre toutes les lois de l'Empire, de sa principauté de Wolfenbüttel et que le duc avait tenté de reconquérir. Le climat est tel que le départ en pleine nuit de Worms du cardinal Alessandro Farnese, juste après un long colloque avec l'empereur et sous prétexte de s'absenter quelques jours pour aller à la chasse, alimente toutes les spéculations. À juste titre d'ailleurs, puisque deux semaines plus tard, à Rome, Paul III vend la mèche en informant le consistoire qu'il est prêt à fournir, à ses frais, douze mille mercenaires et cinq cents chevaux pendant six mois si Charles Quint se décide à mater les protestants allemands par la force. Pacte immédiatement démenti par Nicolas Perrenot de Granvelle. Pressé par les délégués protestants de dévoiler alors le contenu de la « réforme intérimaire chrétienne » qu'il a promise à Spire, Charles Quint répond qu'il ne voit pas comment il pourrait exempter les Allemands des décrets qui y seraient adoptés à Trente et que l'urgence est que chacun, protestant ou catholique, y envoie ses délégués. La diète se sépare le 4 août 1545 en se donnant rendez-vous à Ratisbonne pour le 6 janvier 1546, juste après un dernier colloque entre théologiens devant approfondir les avancées enregistrées en 1541 à Ratisbonne.

Toujours attentif à ses intérêts privés, Paul III trouve le moment particulièrement propice pour ériger Parme et Plaisance en duché pontifical au profit de son fils Pier Luigi (« Un nouveau prince qui pousse en une nuit, comme un champignon », commente le cardinal Ercole Gonzaga). Parme et Plaisance étant des fiefs d'empire, Charles Quint refuse son investiture mais serait ouvert, en revanche, à celle d'Ottavio Farnese, mari de sa fille naturelle, Marguerite. Sans discuter davantage, Paul III décrète par bulle

qu'à la mort de Pier Luigi, Ottavio lui succédera. Décision que Charles Quint rejette également. À Trente, le nombre d'évêques s'étoffe peu à peu : aux trois évêques italiens présents dès le 15 mars, sont venus progressivement s'en ajouter beaucoup d'autres et, en particulier, ceux venant des possessions de Charles Quint (quatre du royaume de Naples, deux de Sicile, deux des Pays d'Embas et trois d'Espagne) sans oublier les évêques d'Aix, Clermont, Agde et Rennes, mobilisés par François 1er. À une ou deux exceptions près, le reste de l'Europe est encore totalement absent.

Telle est la situation lorsque, le 9 septembre 1545, le charmant duc Charles d'Orléans, clef de voûte de la paix entre Charles Quint et François 1er, meurt, à vingt-trois ans, vraisemblablement de la peste, alors qu'il participe aux côtés de son frère le dauphin Henri au siège de Boulogne-sur-Mer occupée par les Anglais. Pour François 1er, la chrétienté perd « celui par lequel elle aurait pu demeurer en perpétuel repos et quiétude, celui qui eût nourri la paix et la tranquillité entre les Princes ».

Charles Quint ressent la mort de ce jeune prince gai, enjoué, franc et direct sur lequel il a tant misé, comme une catastrophe politique. À tel point qu'il charge son ambassadeur à la cour de France, Jean de Saint-Maurice, de sonder à travers la reine Éléonore les possibilités d'un mariage entre son fils Felipe, veuf depuis deux mois, et Marguerite de France, âgée de vingt-deux ans[21]. Première conséquence de la disparition de Charles d'Orléans : fidèle à l'esprit et à la lettre du traité, François 1er réaffirme ses droits sur le Milanais[22] et garde à juste titre pour lui le Piémont et la Savoie.

34

Croisade ou lèse-majesté ?

Quel que soit le sort du traité de Crépy, le 13 décembre 1545, le légat Giovanni Maria de Ciocchi del Monte, habillé en pontife, célèbre la messe d'ouverture du concile en présence d'un nombre conséquent de participants mais, pour l'essentiel, de nationalité italienne : les généraux de cinq ordres religieux, quatre cardinaux, quatre archevêques (dont un Irlandais et un Suédois), vingt et un évêques, une cinquantaine de théologiens et un petit nombre d'ambassadeurs. La première réunion de travail est fixée au jeudi 7 janvier de la nouvelle année. L'une des questions qu'elle devra trancher sera de fixer le titre du concile. Un débat laborieux qui se résoudra par la formule passablement longue et alambiquée de « Saint et Sacré concile de Trente, œcuménique et général, légitimement réuni dans le Saint-Esprit, les trois Légats apostoliques y présidant »[1] afin de bien marquer qu'il est ouvert à tous mais placé sous l'autorité exclusive du pape. Deuxième débat d'importance : convient-il de fixer d'abord les sources écrites et orales de la révélation divine comme le propose le légat ou bien de s'attaquer en priorité au grand chantier de la moralisation de l'Église, comme le demandent le cardinal de Trente, Cristoforo Madruzzo, et le cardinal de Jaén, Pedro Pacheco, proches de l'empereur. Le compromis se fera en menant en parallèle les deux débats.

Le concile à peine lancé, voilà que disparaît celui par qui le scandale est arrivé trente années plus tôt. Victime, selon les sources, d'une apoplexie ou d'une insuffisance pulmonaire, Martin Luther meurt à l'âge de soixante-deux ans à Eisleben, sa ville natale, dans la nuit du 17 au 18 février de l'an 1546[2]. La maladie de la pierre et les fréquents vertiges (« Ma tête est si

variable et si faible que je ne puis rien écrire ni lire ») l'avaient « rassasié de la vie ». « Vieux et inutile », « désireux de partir » mais plus que jamais fier de son héritage : « Celui qui après ma mort méprisera mon école, celui-là sera un hérétique et un pervers. C'est ici que Dieu a purifié sa parole. » Désabusé de la politique, Luther a consacré ses ultimes années à l'étude de la *Genèse* et de l'*Épître aux Galates* : « Maintenant qu'ils sont libres des lois du Pape, les nôtres ne suivent que leurs caprices », « Je vois chez tout le monde une cupidité indomptable », « Le monde est comme un paysan ivre : si on le remet en selle d'un côté, il tombe de l'autre. » Même sa ville de Wittenberg n'avait plus de grâce à ses yeux : « Elle est devenue une véritable Sodome ! Notre Père, que votre règne arrive ! »

Lorsque la nouvelle de sa mort parvient à Trente, les uns y voient le signe de la punition divine, les autres une incitation pour prendre en compte son message. Les 8 avril, les premiers marquent une victoire décisive : réuni en séance plénière, le concile jette l'anathème contre les « pédants » qui interprètent les Saintes Écritures sans prendre en compte la doctrine élaborée au fil des siècles par Sainte Mère Église et confirme l'utilisation dans la liturgie de la seule *Vulgata* en latin, ses traductions en langues vulgaires n'étant tolérées que pour usage privé. À sa prochaine séance plénière, le concile, en remettant à une date ultérieure les débats sur la justification, cœur du credo luthérien, se limitera à débattre du péché originel, des effets du baptême et de la concupiscence. Une maigre victoire pour les évêques d'obédience impériale, un peu abandonnés à eux-mêmes par Charles Quint qui, n'attendant pas grand-chose du concile, se contente en réalité d'en ralentir les travaux pour se donner le temps d'imposer par la force un compromis calqué sur mesure pour l'Allemagne. S'il y arrive, parie-t-il, le concile s'adaptera.

Entre-temps, fin février, Charles Quint a reçu à Maastricht les ambassadeurs du landgrave Philipp de Hesse, de l'électeur palatin Friedrich II et de l'électeur Joachim II Hector de Brandebourg (tenté lui aussi par la réforme luthérienne), venus s'inquiéter de l'importance de son escorte militaire. Quoique toute l'Allemagne, à l'exception de l'Autriche, de la Bavière, du duché de Clèves et de quelques grandes villes (Aix-la-Chapelle, Metz et Cologne), soit désormais passée au protestantisme (« Il était bien plus nécessaire de demander des sauf-conduits aux protestants que de leur en donner », écrira Charles Quint dans ses mémoires), ils redoutent la puissance retrouvée de l'empereur et craignent qu'il n'emploie

la force contre l'évêque électeur de Cologne, Hermann von Wied, qui passant outre l'interdiction impériale, l'opposition du chapitre et de la majorité de la population, a introduit dans son diocèse des réformes d'inspiration luthérienne. Charles Quint les rassure (« Mon escorte ne sera pas plus grande que d'habitude »), c'est-à-dire cinq cents cavaliers. En route pour la ville impériale de Ratisbonne qu'il a choisi comme lieu de la diète pour se tenir rapidement informé de l'évolution du concile, il arrive, fin mars, à Spire où il a convié, d'une part, le comte palatin Friedrich II et son épouse Dorothea, princesse du Danemark, et, d'autre part, le landgrave Philipp de Hesse. Comme il le confie à son fils il croit un accord encore possible, « quoiqu'il en doute beaucoup ». Aux premiers, il reproche durement leur légèreté, après tant d'années de complicité. Lors de son tête-à-tête avec le landgrave, venu de Francfort où s'est tenue une réunion de la ligue de Schmalkalden[3], il s'indigne que, sous prétexte qu'elles sont trop fréquentes et coûteuses, le landgrave ne se rendra pas à Ratisbonne. Le landgrave parti, Charles Quint alerte son frère Ferdinand : « Tout est en jeu. […] Avancez votre venue. […] Faites secrètement tenir en ordre votre artillerie. »

Charles Quint arrive, par le Rhin et le Danube, à Ratisbonne le 11 avril et, quoique ses principaux conseillers – les Granvelle père et fils, sa sœur Marie – lui recommandent la plus grande prudence parce qu'il se trouve dans une ville mi-catholique, mi-protestante, et qu'il n'est protégé que par une petite escorte, il est désormais déterminé à mettre au ban de l'empire les deux principaux chefs de la ligue de Schmalkalden, le landgrave Philipp de Hesse et le duc Johann Friedrich de Saxe. Vainqueur, il pourra disposer à son gré de leurs châteaux et de leurs terres. Tandis que, dans les coulisses, la machine impériale se met en marche pour lui assurer un maximum d'alliés, l'empereur feint une totale décontraction, en s'en allant une semaine entière à la chasse au château du duc Wilhelm IV de Bavière à Straubing et, à son retour, en s'adonnant, une fois n'est pas coutume, aux fêtes et même aux plaisirs de la chair[4]. Assuré désormais d'une trêve avec Soliman qui leur permettra de mobiliser plusieurs milliers de soldats stationnés en Hongrie, tandis que le sultan ira à la conquête du Kurdistan et de la Géorgie, Ferdinand d'Autriche le rejoint le 30 mai. Pour compléter les forces mobilisables en Hongrie, aux Pays d'Embas et en Italie, il faut nécessairement solliciter celles promises par Paul III. Appelé de Trente, le cardinal Madruzzo repart pour Rome avec un traité portant déjà la signature

de l'empereur et calqué sur les discussions intervenues l'année précédente avec le cardinal Alessandro Farnese. Le 6 juin, le duc Wilhelm[5], resté seul maître de la Bavière depuis la mort de son frère Ludwig, sans promettre soldats et cavaliers, met secrètement à leur disposition les places fortes et les ressources de son vaste et fertile État. Les trois hommes ouvrent même une phase tout à fait nouvelle dans les relations jusque-là tumultueuses entre leurs maisons en convenant du mariage du prince héritier Albrecht V avec la seconde fille de Ferdinand d'Autriche, Anna, promise il y a peu au feu duc Charles d'Orléans. L'éventualité que le duc Wilhelm soit investi de la charge de grand électeur revêtue par le comte palatin Friedrich II, s'il n'abjure ses sympathies luthériennes, est aussi évoquée. Outre la neutralité active de la Bavière, Charles Quint s'assure celle du prince électeur de l'état de Brandebourg, Joachim II, et de son frère Johannes 1er, prince de Küstrin, protestants mais qui se satisferaient des compromis religieux réalisés à Ratisbonne, avant que Luther et Paul III les dénigrent. Au duc Wilhelm de Clèves, pour qui est arrivée l'heure d'épouser l'autre fille de Ferdinand, Maria, âgée désormais de quinze ans, il accorde le droit de transmettre ses possessions à ses futurs enfants quel que soit leur sexe, rompant ainsi la solidarité successorale le liant au duc Johann Friedrich de Saxe. « Il s'y ajoute l'espoir », écrit Charles Quint à sa sœur Marie de Hongrie, « d'amener à nous quelques autres princes, comme le duc Moritz de la Saxe albertine et le margrave Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach ». Ainsi, implacablement, l'isolement du landgrave Philipp de Hesse et de l'électeur Johann Friedrich de Saxe se met en place, tandis que Charles Quint a toute prête la base juridique pour les mettre au ban : ils ont dépossédé du Wolfenbüttel, puis capturé, Heinrich II de Brunswick.

Pendant que la guerre contre les protestants se prépare en coulisse, la diète poursuit mollement ses travaux. Quelques capitaines recruteurs ayant été reçus à la cour, les délégués protestants demandent enfin le 16 juin contre qui l'empereur se prépare à employer la force. Réponse de Charles Quint que chacun peut comprendre entre les lignes : « Tous ceux qui se soumettront à mon obéissance trouveront toujours en moi des intentions bienveillantes, bonnes et paternelles, mais tous ceux qui me feront opposition seront traités avec toute la rigueur nécessaire. Et puisque tant de discussions ont déjà eu lieu sans produire de résultats, la diète peut bien patienter encore pour connaître la résolution que je prendrai au sujet de la religion, de la paix et du droit. »

19 juin. En lui promettant les riches évêchés de Magdebourg et d'Halberstadt et des garanties en matière de liberté religieuse, Charles Quint s'assure la neutralité du jeune duc protestant Moritz de Saxe, cousin et voisin de l'électeur Johann Friedrich, dont il jalouse le duché, et gendre du landgrave Philipp de Hesse, qu'il admire et dont il a épousé la fille aînée, Agnès. Âgé de vingt-cinq ans, duc depuis 1541, intelligent, ambitieux, subtil, fin politique et courageux, « une teste chaude » selon le mot de Ferdinand d'Autriche, Moritz a participé aux côtés de l'empereur à la guerre contre le Turc en 1542, à celle contre le duc de Clèves en 1543 et, enfin, à l'invasion de la Champagne en 1544. Si, pour l'instant il demeure neutre, il voit dans la guerre la possibilité de fusionner sous son sceptre les deux Saxes, l'Ernestine et l'Albertine, séparées depuis que, en 1485, Ernst et Albrecht, petits-fils de Friedrich le Belliqueux, premier duc de la Saxe-Wittenberg, s'étaient partagé le duché, la Thuringe centrale et méridionale ainsi que la dignité électorale allant à l'aîné, le duc Ernst, le nord de la Thuringe, la Marche de Meissen, l'est de la Pleisse, Leipzig et Dresde, au cadet, le duc Albrecht.

Réunis à Ulm, les princes et les villes signataires de la ligue de Schmalkalden jurent le 25 juin d'évangéliser toute l'Allemagne, si l'empereur met au ban ses deux chefs. Le lendemain, à Rome, le pape ratifie le traité accordant à Charles Quint deux cent mille ducats pour la prise en solde de douze mille fantassins et cinq cents cavaliers légers pour au moins six mois, aux ordres d'Ottavio Farnese, plus la moitié des revenus de l'Église d'Espagne et la vente à concurrence de cinq cent mille ducats de domaines appartenant à ses monastères. Un effort considérable que le pape renforce en sollicitant les rois de France et de Pologne, la République de Venise et les cantons catholiques de Suisse à entrer dans la ligue. De son côté, Charles Quint s'engage « à ne faire avec les protestants aucun accord affectant l'objectif de cette entreprise et à ne concéder aucune chose contraire à la religion et à la constitution de l'Église, sans le consentement de Sa Béatitude ou de son Légat apostolique. » Alliés, Paul III et Charles Quint le sont du bout des lèvres. Présentant la guerre comme une croisade contre l'hérésie (« La vigne du Seigneur doit être purgée par le feu et par le fer des mauvaises plantes que l'hérésie a semées en Allemagne »), le pape accorde l'indulgence à ceux qui prieront pour sa victoire et demande que l'armée impériale porte la croix devant elle. L'empereur l'exclut : sa guerre n'est pas une guerre de religion mais de « lèse-majesté ». Divergence

fondamentale qu'on retrouve à Trente : Paul III demande que les évêques d'obédience impériale ne freinent plus l'adoption par le concile de décisions irrévocables sur les grandes questions de doctrine. L'empereur veut se garder une marge de manœuvre. Dans cette course contre la montre, le pape prend l'avantage. Le jour même où il signe l'alliance militaire avec Charles Quint, le concile adopte sa doctrine sur le péché originel (propagé par Adam jusqu'à la fin des temps), le baptême (qui en purge les adultes aussi bien que les nouveau-nés) et sur la concupiscence (que l'homme doit combattre jusqu'à sa mort pour mériter, avec la grâce du Christ, son salut), dans des termes que les luthériens pourraient difficilement accepter. Il ne reste plus au concile qu'à se prononcer sur la doctrine de la justification.

La diète traîne jusqu'au 24 juillet pendant que les préparatifs de guerre s'intensifient ouvertement des deux côtés. Comme le relate don Luis de Avila y Zuñiga, auteur d'un *Commentario de la guerra de Alemania echa por Carlos Quinto, maximo Emperador*, Charles Quint attend l'arrivée de Flandres de Maximilien d'Egmont, comte de Buren, avec dix mille Allemands et trois mille cavaliers, des quatre capitaines qu'il a chargés, chacun, de recruter quatre mille fantassins dans diverses localités d'Allemagne, de don Alvaro de Sande avec deux mille huit cents Espagnols stationnés en Hongrie, d'Ottavio Farnese avec l'armée du pape, sans compter les Espagnols appelés de Lombardie et ceux devant débarquer à Trieste en provenance du royaume de Naples. Cependant, Philipp de Hesse et Johann Friedrich de Saxe se trouvent encore loin du Danube et, à l'insistance du second, ont donné ordre de ne violer ni le territoire du duc de Bavière ni celui de Ferdinand d'Autriche : leur capitaine Sébastian Schärtlin, qui, brandissant un étendard sur lequel était brodée la question « Mais où est donc l'Empereur ? », était entré au Tyrol à la tête d'un contingent réuni par les villes protestantes d'Augsbourg et d'Ulm dans le but de bloquer le passage aux armées impériales venant d'Italie, doit donc faire demi-tour et rejoindre l'armée forte d'environ cinquante mille fantassins et sept mille cavaliers qui se rassemble peu à peu à Donauwörth, sur la rive gauche du Danube[6].

La situation est suffisamment dangereuse pour que Charles Quint, qui ne dispose pour l'instant que de six mille hommes, quitte Ratisbonne pour Landshut, en Basse-Bavière, et y attende l'imminente arrivée des fantassins allemands commandés par son neveu Maximilian, des fantassins et cavaliers espagnols et italiens menés de Lombardie et de Naples par

Philippe de Lannoy, et des troupes pontificales conduites par Ottavio Farnese. Le 27 août, son armée comptant désormais trente-quatre mille fantassins et cinq mille cavaliers, Charles Quint se dirige vers le Danube et établit son campement aux pieds d'Ingolstadt, ville forte à la frontière septentrionale de la Bavière, qui contrôle le grand pont en pierre menant à la rive gauche du Danube. Deux ponts de bateaux supplémentaires sont disponibles mais manquent encore les dix mille fantassins et quatre mille cavaliers du comte de Buren. Sur l'autre rive, le bouillant et fantasque landgrave Philipp de Hesse voudrait passer à l'attaque, lent et obstiné, le duc Johann Friedrich de Saxe préfère attendre de savoir si les bataillons qu'ils ont envoyés le long du Rhin ont empêché le comte de Buren de traverser le fleuve[7]. Charles Quint écrit à son frère Ferdinand : « Nous canonnons avec nos voisins, mais si le comte de Buren était déjà arrivé nous parlerions avec eux de plus près. Cela dit, nous sommes si bien remparés que le plus grand plaisir qu'ils nous pourroient faire seroit de venir baiser nos rempars. »

Mi-septembre. Après avoir franchi le Rhin à Bingen, dans le Palatinat, le comte de Buren rejoint sans encombre et après un long détour par le sud le campement impérial. Fort maintenant de toutes ses troupes, Charles Quint met officiellement le landgrave Philipp de Hesse et le duc Johann Friedrich de Saxe au ban de l'empire, mais pour l'heure, il a tout intérêt à laisser traîner les choses, à compter sur les différences de tempérament des deux princes protestants, à attendre que les villes qui, faute d'une victoire rapide, n'aient plus les moyens d'une guerre prolongée. Ainsi les jours qui suivent sont faits de feintes, d'embuscades, de canonnades. Tourmenté par la goutte, Charles Quint est pourtant omniprésent et se promène parmi les troupes, sa jambe malade accrochée par une bande de toile à l'arçon de sa selle. Les conditions atmosphériques jouent aussi en sa faveur : le froid, la neige et le brouillard ne sont pas propices à une attaque massive. Bref, comme le note don Luis de Avila y Zuñiga, « à aucun moment durant tous ces jours nous eûmes vraiment l'occasion et le temps de nous battre ». Fin octobre, le calcul de l'empereur se révèle juste : le landgrave propose l'ouverture de pourparlers. C'est le moment attendu pour terrasser ses ennemis, en offrant à Moritz de Saxe la charge de grand électeur de son cousin Johann Friedrich s'il envahit le duché de Saxe avec l'appui de Ferdinand d'Autriche et de la noblesse de Bohême. S'il refuse, il donnera la Saxe ernestine à un étranger. Moritz écrit à son cousin : « Vous avez sans doute été informé des ordres

que j'ai reçus de l'Empereur. Ce dernier ayant exprimé le désir que je prenne possession de votre État, j'ai obéi après qu'il m'ait donné toutes les assurances qu'il ne limitera pas la liberté religieuse dont le peuple a joui depuis si longtemps. C'est sur le conseil de mes amis, que j'ai fait ce pas pour préserver mes droits et éviter que l'électorat passe en mains étrangères. » L'occupation de la Saxe électorale, à l'exception de Wittenberg et de Gotha, par l'armée de Moritz et de son frère August à laquelle se sont joints des escadrons de hussards de Bohême, force Johann Friedrich à quitter précipitamment le Danube pour le nord. Aussitôt, Philipp de Hesse se retire avec les siens sur ses terres (« Il est allé retrouver ses deux femmes » ironise le capitaine Schärtlin). Abandonnées à elles-mêmes, les villes de Souabe et de Franconie – Giengen, Nördlingen, Rothenburg, Nürnberg, Ulm, Memmingen, Biberach, Heilbronn, Esslingen, Reutlingen, Halle, Augsbourg – se rendent les unes après les autres. Francfort et Strasbourg seront les dernières. Occupées par des garnisons impériales, elles doivent payer de considérables indemnités, mais, pour l'instant, la liberté de culte leur est garantie. Souffrant toujours de la goutte, Charles Quint passe le Danube et se dirige vers le nord. À Heilbronn, juste avant Noël, il reçoit la capitulation du duc Ulrich du Wurtemberg. Ferdinand d'Autriche voudrait lui reprendre le duché, mais Charles Quint s'y oppose : il s'agit, pour lui, de rétablir l'autorité impériale, non pas de favoriser les intérêts territoriaux des siens. Les conditions imposées au duc Ulrich sont draconiennes : taxé d'une forte amende, il doit remettre ses places fortes aux impériaux. À Halle, c'est le comte palatin Friedrich qui vient faire amende honorable avec sa femme Dorothea. Habituellement magnanime et fin diplomate, Charles Quint se montre dur, tranchant et méprisant : « Ce qui m'a été le plus sensible c'est de vous voir, en votre vieillesse, vous tourner contre moi, après qu'en nos jeunes années nous avions été bons compagnons. » Si, dans le sud, le sort de la guerre est scellé, dans le nord rien n'est encore définitivement joué. Revenu en Saxe, acclamé par ses sujets, Johann Friedrich, a forcé le duc Moritz à se replier derrière une ligne allant de Leipzig à Dresde.

La chronique de cette première phase de la guerre d'Allemagne (religieuse pour le pape, politique pour l'empereur) doit aller de pair avec celle du concile. En juillet, lorsqu'ils avaient appris que les armées du pape et de l'empereur allaient transiter par Trente et qu'une armée protestante s'était portée dans le Tyrol pour lui couper les voies d'accès, les évêques

avaient demandé de quitter Trente pour un lieu plus sûr. Pressé de dissiper, une fois pour toutes, « les ténèbres dans lesquelles Luther, Zwingli, les Pélagiens et d'autres ont enveloppé la doctrine de la justification » avant que Charles Quint n'achève victorieux sa campagne, le pape leur a demandé de rester à Trente « encore deux mois ». La formulation de la justification acceptée au colloque religieux de Ratisbonne en 1541 ne manquait pas de partisans parmi les évêques, raison pour laquelle Paul III avait envoyé à Trente l'ultraorthodoxe et autoritaire cardinal Gian Pietro Carafa, membre éminent de la Congrégation de la Sacre Romaine et Universelle Inquisition du Saint-Office, fondée en 1542. La matière en elle-même étant extrêmement complexe, les discussions entre « papistes » et « pro-impériaux » avaient été confuses, acharnées. Il y avait même eu des empoignades nécessitant de longues suspensions de séance. Pour finir, le concile avait rempli son mandat, après non pas deux mais six mois de travail, soixante et une assemblées générales et quarante et une assemblées particulières. Le décret en seize chapitres sur le thème central de la justification et le mérite des bonnes œuvres, que le concile adopte le 13 janvier 1547, alors que Charles Quint n'a pas encore repris l'offensive contre Johann Friedrich, jette, dans ses conclusions canoniques, l'anathème contre pas moins de trente-trois affirmations de Luther.

Parvenu à ses fins, Paul III ordonne immédiatement à son petit-fils Ottavio Farnese de rentrer avec ses troupes en Italie, arguant que l'état de ses finances ne lui permettait pas de prolonger son appui militaire au-delà des six mois convenus. Bientôt, le 11 mars, sous prétexte de « l'insalubrité » de la ville impériale de Trente, le légat Giovanni Maria de Ciocchi del Monte transférera le concile en terre pontificale, à Bologne, laissant sur place les évêques fidèles à Charles Quint. François 1er rentre à son tour dans la danse et, rompant pour la première fois le traité de Crépy, se porte garant d'un prêt à Johann Friedrich de Saxe de cent mille ducats : « Le plus grand service que vous puissiez me rendre c'est d'empêcher la paix », l'encourage-t-il. À Gênes, Gian Luigi Farnese et un vassal du roi de France, Galeotto Pico della Mirandola[8] soutiennent une conjuration visant à éliminer l'octogénaire Andrea d'Oria et le remplacer par le comte Pier Luigi Fieschi. La tentative échoue de justesse, mais Gianettino d'Oria, le neveu préféré de l'amiral[9], y perd la vie. Ainsi, la vieille hydre anti-impériale, papauté et royaume de France en tête, reprend du poil de la bête. Floué par le pape (« il m'a embarqué dans cette guerre pour me ruiner »), scandalisé par son

gendre Ottavio Farnese, qui a détourné une partie des soldes de ses troupes à son profit personnel, Charles Quint dira au nonce Girolamo Varallo, venu justifier devers lui le retrait de Paul III que « d'habitude ce sont les jeunes qui souffrent du mal français [syphilis] mais le Saint-Père fait exception ! »

35

Kaiser Karl über alles

La lutte pour la vie suit son cours, mais, derrière les rideaux, la mort ne chaume pas. Le 28 janvier 1547, Henry VIII, obèse et terriblement enlaidi, est, après Luther et Barberousse, le troisième des grands personnages politiques de l'ère de Charles Quint à être fauché, vraisemblablement victime, à l'âge de cinquante-cinq ans, d'une thrombose. Après Catalina d'Aragon et Ann Boleyn, sa troisième femme, Jane Seymour était morte de fièvres puerpérales, en lui donnant l'enfant mâle qu'il avait tant voulu (le futur Edward VI). Alors, sur le conseil de son chancelier Thomas Cromwell, favorable à une alliance avec les protestants allemands, le trois fois veuf roi d'Angleterre avait épousé une sœur du duc Wilhelm de Clèves, Anna. Désagréablement surpris par sa laideur, il n'avait pas consommé le mariage et, ayant obtenu en quelques semaines son annulation et fait payer Thomas Cromwell de sa tête son mauvais choix, avait pris pour femme une jeune fille, aguichante et de petite noblesse, rencontrée chez l'évêque de Winchester : Catherine Howard. Soupçonnée d'être toujours en rapport avec d'anciens amants, Catherine, après dix petits mois d'hymen, avait, tout comme Ann Boleyn, perdu sa jolie tête sur le billot. Les yeux du roi s'étaient alors portés sur une femme plus mûre, intelligente, cultivée, pieuse, intègre, Katharine Parr, qui cependant, déjà deux fois veuve, s'apprêtait à épouser un autre homme, Sir Thomas Seymour. Ne pouvant refuser les avances du roi et devenue reine, Katharine Parr avait réussi, à force de patience et d'affectueuse persuasion, à ressouder la famille royale, en réconciliant son époux avec ses filles Mary et Elisabeth, qu'il avait replacées en deuxième et troisième rang dans l'ordre de succession au trône.

La confiance que Katharina avait gagnée d'année en année auprès du vieillissant despote était telle que, lorsqu'un bref répit de l'état de sa jambe lui avait permis de traverser la Manche pour assister au siège de Boulogne-sur-Mer, il lui confia la régence du royaume. Contraint, à son retour, à garder l'immobilité, son ultime plaisir avait été de débattre de théologie avec sa brillante épouse qui, après un livre de *Prières et Méditations* en avait mis sur le métier un second, *Les Lamentations d'une Pécheresse*. Lors d'une de leurs discussions, il s'en fallut de peu d'ailleurs qu'Henry VIII ne l'envoie au bûcher. Mais il était écrit que Katharine serait sa dernière femme et c'est dans ses bras que, celui qui jadis avait été le plus beau prince de la chrétienté, avait exhalé son dernier soupir[1].

Ses extraordinaires vicissitudes matrimoniales ne doivent cependant occulter en rien le bilan politique plutôt avantageux de ses trente-sept ans de règne. Le royaume qu'Henry VIII lègue à son fils de neuf ans est plus uni, plus indépendant, plus vaste et plus puissant que celui qu'il a hérité de son père Henry VII. Il a étendu la *common law* au Pays-de-Galles, au Yorkshire et aux provinces du nord. Chef autoproclamé d'une nouvelle religion, mi-catholique, mi-luthérienne, que, sur le plan théologique, Charles Quint aurait pu faire sienne, il a soustrait l'Angleterre à l'emprise de l'Église romaine. Et si ses tentatives d'unir sous une seule couronne les royaumes d'Angleterre et d'Écosse, soit par la force soit par le mariage entre son fils unique et la reine d'Écosse, Mary Stewart (Marie Stuart), ont échoué, il a été reconnu le plus pacifiquement du monde roi d'Irlande, laissant les Irlandais choisir librement entre l'Église catholique et l'Église anglicane. Enfin, passionné de navigation, d'astronomie et de géographie, il a jeté les bases de la future expansion maritime anglaise en constituant une flotte de quarante grandes caraques à la pointe de la technologie et dotées d'une puissance de feu jusque-là inconnue.

Son fils Edward VI étant en très bas âge à la mort de son père, le pouvoir est exercé pendant deux ans par son oncle maternel Edward Seymour, 1er duc de Somerset, jusqu'à ce que ce soldat dans l'âme, obsédé par le mirage d'annexer l'Écosse, soit arrêté, sur ordre de Sir John Dudley, pour avoir ruiné l'État. Pendant son gouvernement, l'archevêque de Canterbury, Thomas Cranmer, aura néanmoins eu carte blanche pour faire de l'Angleterre un pays protestant à part entière, tant pour les grands principes (justification par la foi seule, absence de toute présence corporelle du Christ dans l'eucharistie, communion sous les deux espèces, mariage des prêtres,

abolition du culte des saints, messe obligatoire et en anglais vernaculaire tous les dimanches) que des rites « vains et superstitieux » (autels flamboyants, images et peintures, chasubles brodées en or et en argent, bougies, clochettes) auxquels Henry VIII était demeuré attaché. Surtout, Cranmer aura rédigé et imposé aux prêtres, comme à tous les sujets du roi, un seul livre de prière (*Book of Common Prayer*) qui, avec la Bible, devient, le texte de référence de l'Église anglicane. Mary Tudor, demi-sœur du roi Edward VI, protégée par Charles Quint, est seule à être autorisée à demeurer catholique, mais dans le cadre strict de sa résidence et de sa chapelle privée.

En cette année charnière pour les destinées européennes, le rideau tombe aussi deux mois plus tard, le 31 mars 1547, sur le règne de François 1er. Le récit de ses dernières semaines de vie que fit dans ses Mémoires Martin du Bellay nous montre un homme souffrant de fortes fièvres et voyant dans la disparition d'Henry VIII le signe prémonitoire de la sienne : « Il eut doute qu'il dût pour bientôt aller après, parce qu'ils étaient presque du même âge et de la même complexion. » Plus pensif et solitaire qu'à l'accoutumée, inquiet que Charles Quint ne tourne ses armes contre lui, s'il sort vainqueur du duc Johann Friedrich de Saxe, il paraît agité par une sorte d'inquiétude existentielle qui le conduit à passer d'un château à l'autre pour s'en aller, quelque temps qu'il fasse, à la chasse. Il quitte le château de la Muette pour celui des seigneurs de Villepreux, le château de Dampierre de son ancien familier Claude de Clermont, mort deux ans plus tôt au siège de Boulogne pour celui de sa dernière favorite, Anne de Pisseleu, à Limours, le château royal de Saint-Germain-en-Laye pour celui de Rambouillet, où, très affaibli et ayant pris « bonne conscience de sa fin », il « dispose des affaires de sa conscience et, après avoir fait plusieurs belles remontrances à Monseigneur le Dauphin, il rend l'âme à Dieu à l'âge de cinquante-trois ans ».

En lisant onze jours plus tard, alors qu'il se trouvait entre la Bohème et la Saxe en compagnie de son frère Ferdinand d'Autriche et du duc Moritz, la dépêche de son ambassadeur Jean de Saint-Maurice lui annonçant le trépas de François 1er, Charles Quint dut sourire en apprenant qu'au moment de son ultime confession son éternel rival avait dressé, avec une très louable sincérité, un bilan politique sévère de ses trente-deux années de règne et regretté « l'infinité de maux qu'il avait commis sur son peuple », les guerres qu'il avait « commencées à la ligière », son alliance avec le Turc, les injustices infligées à son oncle le duc Charles III de Savoie :

« Il cogneust et déclara que c'estoit fait de luy et que, à cette cause, il vouloit du tout adonner ses pensées à Dieu et disposer de sa conscience, en chargeant que l'on ne luy parla d'autres affaires. Et en premier lieu, il dit à l'Evesque de Mascon qui luy trouve l'hommélie de Saint Augustin quant à la contrition de la Magdaleine, suivant quoy ledit Seigneur de Mascon la feist chercher, mais, ne le trouvant, il luy en leut une aultre de mesme substance estant d'un autre aucteur, laquelle ledit Roi de France dist n'estre celle qu'il demandait. En quoi l'on nota sa bien grande mémoire et, après la lecture, il feist oraison à Dieu avec bien longs propos, tous tendant à accuser ses péchés, et le suppliant de pardon. Et souvent il reprint les mesmes propos, entremeslant en cecy une infinité de maulx qu'il avait commis sur son peuple, et d'avoir quelques fois commencé la guerre à bien ligiere occasion, et fait de grandes pratiques contraires au bien de la Chrétienté et l'on sçeu de personnage de respect qui asseure l'avoir entendu de Monsieur Claude Gouffier, premier gentilhomme de la chambre, que ledit Seigneur Roi dit, peu après en apert, à Monseigneur le Dauphin qu'il regarde de faire raison à Monseigneur de Savoye, que le Piedmont luy avoit esté prins pour parvenir à l'estat de Milan. Mesmes déclara que n'y avait raison luy détenir Savoye et Bresse, tumbant son propos en ceste conclusion qu'il mouroit avec ceste volunté que raison se feist audit Seigneur de Savoye, fût-ce par récompense ou autrement. »

Sachant fort bien qu'il ne doit s'attendre à rien de mieux d'Henri II, l'armée de Charles Quint, forte de dix-huit mille fantassins et huit mille cavaliers, parvient le soir du 23 avril, au bout de treize jours de marche, à l'Elbe, à proximité du village de Mühlberg. À quelques lieues de l'autre rive, campe le duc Johann Friedrich. Il dispose de moins de forces (six mille fantassins, trois mille cavaliers et une vingtaine de pièces d'artillerie) mais il est certain que la largeur et la profondeur du fleuve poseront d'énormes problèmes aux impériaux. Il a donc laissé une seule compagnie d'arquebusiers, un régiment de cavaliers et quelques artilleurs surveiller les mouvements ennemis et, si nécessaire, couvrir son retrait vers les places fortes de Turgau ou de Wittenberg. Le lendemain matin, le duc écoute le sermon de l'un de ses pasteurs en prenant un copieux déjeuner, lorsqu'on vient le prévenir que les cavaliers du duc d'Albe et du duc Moritz sont parvenus à traverser le fleuve en transportant sur le dos de leurs chevaux un nombre conséquent d'arquebusiers et que, ayant mis en fuite ses hommes, ils ne vont pas tarder à attaquer son camp. Trop tard pour ordonner la retraite. Le duc n'a d'autre choix que donner une bataille perdue d'avance : revêtu d'une simple cotte de maille et d'un poitrail, parce que trop gros pour porter une armure, le duc se bat vaillamment mais, à la tombée du jour, pas moins de deux mille de ses fantassins et cinq cents de ses cavaliers gisent à terre. Tentant de s'enfuir dans une forêt, l'homme qui, à longueur de diètes et de colloques, a défié l'autorité de l'empereur et sabordé toutes ses offres de paix religieuse, est poursuivi et capturé. Conduit devant Charles Quint, Johann Friedrich saigne d'une entaille à la joue gauche et demande à être traité avec les honneurs. « À toi, qui, il y a peu encore, m'appelais Charles

de Gand, celui qui se prend pour un empereur ? », lui répond aigrement Charles Quint, qui ordonne de l'enfermer au camp comme un prisonnier quelconque auquel « tost il fera trancher la tête »[2]. Revenant le lendemain sur cette décision hâtive, Charles Quint lui accordera un minimum d'égard, en mettant à son service un valet, un médecin et un barbier.

Deux semaines plus tard, l'armée impériale vient camper devant les murailles de Wittenberg, la ville où tout a commencé en 1517 avec la protection donnée à Martin Luther. Un tribunal de circonstance juge le duc Johann Friedrich coupable de « félonie et rébellion » et le condamne à la peine capitale prévue par les lois de l'empire. Cependant, lui trancher la tête serait en faire un martyr et compromettre la paix religieuse. De plus, vivant, le duc serait un utile moyen de pression contre l'ambitieux et imprévisible duc Moritz de Saxe. Alors les conseillers de Charles Quint laissent entendre à l'homme qu'on vient de condamner à mort la possibilité de sauver sa tête, s'il abjure la religion protestante, s'il renonce de son propre chef à tous ses titres, toutes ses terres et toutes ses forteresses et s'il jure obédience à l'empereur. Le duc comprend parfaitement qu'il n'est pas perdu et qu'il peut même grignoter quelques concessions lui permettant de garder la tête haute. Alors, avec un sang-froid admirable, il négocie âprement les conditions de sa reddition et obtient satisfaction sur les deux grands points lui tenant au cœur : d'une part, il n'aura pas à se plier aux décrets du concile de Trente mais il soutiendra sans réserves la paix religieuse dont Charles Quint dictera les termes à la prochaine diète à Augsbourg ; d'autre part, ses fils Johann Friedrich II, Johann Wilhelm et Johann Friedrich III demeureront, au mécontentement de leur cousin Moritz de Saxe, seigneurs d'Eisenach, Cobourg, Weimar et Gotha, avec les titres nobiliaires qui s'y attachent. L'accord signé, Johann Friedrich obtient même la permission de passer quelques jours dans son palais de Wittenberg en compagnie de sa femme Sybille de Clèves avant de suivre, prisonnier à vie, l'empereur partout où il ira.

Le sort du duc Johann Friedrich ainsi scellé, il reste à Charles Quint à régler celui du landgrave Philipp de Hesse qu'il méprise profondément (« un escroc qui n'a jamais tenu ses promesses ») et à dompter la rébellion des villes baltiques. Pour faire simultanément pression sur l'un et sur les autres, il achemine son armée à Halle. Alors que Hambourg et Lubeck se soumettent rapidement, Charles Quint reçoit nouvelle que ses capitaines ont échoué devant les deux grands bastions protestants du nord, Brême et

Magdebourg, et que l'un de ses alliés, le duc Éric II de Brunswick-Calenberg-Göttingen, a même été lourdement défait par les armées du comte danois Christoffer d'Oldenbourg et de l'allemand Albrecht VII de Mansfeld-Hinterort. Alors, doutant de les faire capituler rapidement et pressé de convoquer la diète, il offre à Philipp de Hesse de n'être condamné ni à mort ni à perpétuité, s'il se rend prisonnier, paye une amende de cent cinquante mille ducats en donnant en caution toutes ses forteresses, exceptée une de son choix, et consigne toute son artillerie. Convaincu par Moritz de Saxe (époux de l'une de ses filles) et par l'électeur Joaquim II Hector de Brandebourg qu'ils obtiendront pour lui un emprisonnement de courte durée, Philipp de Hesse accepte. Charles Quint ne bougera pas de Halle tant qu'il n'aura pas Philipp de Hesse dans ses mains parce que, comme il l'écrit à son frère Ferdinand : « Le landgrave est variable et inconstant et, s'il me voit prendre un autre chemin, pourrait se retirer de la pratique. » Le 19 juin, à quatre heures de l'après-midi, Philipp de Hesse s'agenouille, tête baissée, devant l'empereur assis sur son trône. Son chancelier donne lecture de son acte d'amende honorable et le vice-chancelier impérial confirme qu'il échappera à la peine capitale et à la prison perpétuelle. Lorsque le landgrave, sans en avoir été prié, se relève, l'empereur le congédie sans lui tendre sa main (« car ce seroit le recevoir du tout à grâce »). Invité par le duc d'Albe à souper dans une aile du château en compagnie du duc Moritz et de Joaquim II de Brandebourg, le landgrave est persuadé que, non seulement on lui laissera quelques forteresses et un minimum de pièces d'artillerie, mais que son emprisonnement n'excédera pas un mois. Le duc d'Albe le glace en lui disant qu'il en serait très surpris. Appelé à éclairer les convives sur les intentions réelles de l'empereur, l'évêque d'Arras, Antoine Perrenot de Granvelle, se limite à dire que, tant que les sujets du landgrave n'auront pas démoli ses forts et consigné leur artillerie et les munitions, l'empereur s'en tiendra aux termes du traité, « acceptés sans discussion », et « amènera sur son chemin les deux princes rebelles ». Quel chemin ? demande le landgrave. Celui d'Ulm, au Wurtemberg, la rébellion de Brême et Magdebourg ne devant pas retarder la grande diète qui décidera de l'avenir de l'Allemagne, répond Perrenot de Granvelle. Pas plus que son ancien complice Johann Friedrich de Saxe, Philipp de Hesse ne retrouvera la liberté de sitôt.

36

Fédérer l'Allemagne

En quatre ans et par un admirable tour de force politique, diplomatique et militaire, Charles Quint a successivement plié le duc de Clèves, François 1er et les deux leaders historiques de la ligue de Schmalkalden. Certes, on peut toujours se demander avec l'ambassadeur Lorenzo Contarini ce qui serait arrivé « s'il avait eu affaire à des hommes plus intelligents », mais la question se pose maintenant de voir quel parti il pourra tirer de ses multiples triomphes, d'autant plus que les emprunts souscrits auprès des banquiers par Marie de Hongrie et Francisco de los Cobos[1] pour financer les guerres des quatre dernières années, avec des taux d'intérêt annuels allant jusqu'à 15 %, ont hypothéqué les recettes fiscales attendues des divers royaumes et les remises d'or et d'argent espérées des Indes pour les trois années à venir. En ce milieu de l'année 1547, Charles Quint est un vainqueur aux pieds d'argile. Comme nous le révèle en quelques mots une lettre à son frère Ferdinand datée du 9 janvier 1547, son but immédiat est, en tout état de cause, de fédérer les Allemands dans un grand État à sa dévotion :

« En prenant fondement en l'ancienne Ligue de Souabe, faire Confédération afin que les Protestants ne se liguent plus avec le Roi de France et le Roi d'Angleterre et participent à la lutte contre le Turc. Ce point réglé, faire tout le possible pour la religion et pour la réforme de l'Église. »

La politique d'abord. La religion ensuite. Le projet auquel travaillent ses conseillers prévoit deux exécutifs. Le premier, calqué sur la ligue typiquement confédérale créée cinquante ans plus tôt par l'empereur Friedrich III, l'archiduc Sigismund d'Autriche, le comte Eberhard VI du Wurtemberg et une vingtaine de villes de Souabe[2], veillerait à l'application

des décisions de justice en matière de litiges territoriaux et, plus généralement, au maintien de l'ordre. Comme l'Union européenne d'aujourd'hui, la confédération entre les États allemands aurait également des compétences en matière d'économie, de monnaie et de commerce afin de promouvoir la prospérité de la nation. Le deuxième exécutif est bien plus fédéral que le système en charge aujourd'hui de la politique étrangère et de défense de l'Europe en ce qu'il aurait compétence exclusive et disposerait d'une force d'intervention permanente « à pied et à cheval » placée sous le commandement suprême de l'empereur et d'un général en chef nommé par ses soins. Présidé par l'empereur, les décisions seraient prises par un conseil restreint où, les seigneurs des grands États régionaux unitaires comme la Bavière, la Haute-Saxe ou le Bas-Rhin, siégeraient à côté des représentants désignés par les seigneurs de régions encore fortement morcelées en petites entités souveraines, telles la Rhénanie électorale, la Souabe, la Franconie, le Haut-Rhin ou la Basse-Saxe. Un impôt spécifique sur les biens ecclésiastiques et une surtaxe douanière sur les échanges alimenterait le budget de la fédération.

Retardée pour attendre la fin de la guerre, une conférence préparatoire réunissant un nombre restreint de plénipotentiaires provenant des États les plus importants s'ouvre le 13 juin, à Ulm, sous la présidence du cardinal d'Augsbourg, Otto Truchsess von Waldburg, et du margrave protestant Johan de Brandebourg-Küstrin[3]. Il s'agit, dans un premier temps de tâter le terrain pour mieux préparer la diète. Si personne ne conteste que le *Reich* soit malade, tous les délégués émettent des doutes quant à la constitutionnalité de la démarche de l'empereur mais quasiment aucun n'accepte de donner la priorité à la politique et d'aborder la religion dans un deuxième temps. Ainsi, le représentant de la Bavière catholique pose comme préalable que l'empereur s'accorde avec le pape sur la poursuite du concile et le représentant du duc protestant Moritz de Saxe la tenue rapprochée d'un concile national allemand. Même les délégués de Ferdinand d'Autriche, interviennent avec la plus grande circonspection. Le premier tour d'horizon conclu, les conseillers de Charles Quint répondent aux diverses demandes d'éclaircissement posées : les traités conclus par les états avec des puissances étrangères seront abrogés quitte à être repris, en tout ou en partie, au niveau fédéral, toute agression étrangère contre l'un des membres du *Reich*, y compris la Basse et de la Haute Autriche et les dix-sept provinces des Pays d'Embas, « premiers glacis de la nation

allemande », sera tenue pour un acte de guerre contre l'empire. En politique intérieure, la priorité sera d'uniformiser le droit pénal, d'instituer un tribunal de première instance et de transformer la *Kammergericht* en cour d'appel. Enfin, le traité instituant la fédération engagera les États pour les quinze années à venir. À la clôture de la conférence, les délégués sont priés de faire connaître les positions de leurs autorités respectives au plus tard le 22 août, délai à respecter « avec la plus grande détermination ».

Sans le soutien des princes catholiques, le projet de Charles Quint serait perdu d'avance. Or, en ce milieu de l'année 1547, ses relations avec Paul III sont, comme on l'a vu, exécrables. Quelques jours après la clôture de la conférence d'Ulm, Charles Quint réserve un accueil glacial au cardinal légat Francesco Sfondrati[4]. Premier sujet abordé, l'Angleterre : Henry VIII étant décédé, le pape souhaiterait que l'empereur emploie tous les moyens possibles pour porter sur le trône sa nièce Mary Tudor. « Sur un ton qui n'admet pas de répliques », relate à Rome Francesco Sfondrati, Charles Quint l'a fait taire par un « je suis repu des guerres ». Deuxième sujet, le concile. Charles Quint : « Puisque Sa Sainteté décline toute responsabilité dans sa translation à Bologne, elle n'a qu'à révoquer la décision prise par ses légats. » Sfondrati : « Et si aucun ou peu d'Allemands s'y rendent ? » Charles Quint : « Dans ce cas, Sa Sainteté aura accompli un acte dû » et, pour finir, il congédie le cardinal par « Il est inutile que nous continuions à perdre notre temps. »[5] Dialogue de sourds entre un pape qui, pour affirmer sa primauté, fait tout ce qu'il peut pour ruiner les projets de son rival et un empereur prêt à écouter les protestants pour pacifier l'Allemagne. Indissolublement liées aux questions politiques, les ambitions familiales de Paul III, qui s'est ostensiblement tourné vers le nouveau roi de France, Henri II, en lui proposant de marier l'une de ses bâtardes, Diane, au quatrième fils de Pier Luigi Farnese, Orazio, avec la promesse de destiner au couple le duché de Parme et Plaisance, si Henri II se porte garant de sa sécurité. L'assassinat[6], le 10 septembre 1547 à Plaisance, de Pier Luigi Farnese par une poignée de conjurés soutenus par le gouverneur de Milan, Ferrante Gonzaga, ne va certainement pas détendre une situation déjà envenimée par la conjuration franco-papale contre Andrea d'Oria.

Outre sa situation financière difficile et son conflit personnel avec Paul III, un troisième facteur vient compromettre, au mois d'août, la position de Charles Quint : une crise simultanée de goutte et de jaunisse, avec son cortège de fièvres, nausées, vomissements, ont sérieusement fait

craindre pour sa vie. Preuve en est qu'à peine relevé de son lit, il a rédigé des instructions dictant à son fils « la conduite à tenir dans le cas où [il] viendrai[t] à quitter ce monde » : Dieu, l'Église, la famille, devront être ses trois étoiles polaires. Felipe devra aussi se remarier afin qu'« entouré de plusieurs fils, chaque province pourra avoir son gouverneur ». Avec qui ? « Si votre mariage avec la fille du roi de France pouvait assurer au duc de Savoie la restitution de ce qui lui a été enlevé, il me semble que la disproportion des âges ne serait qu'une faible considération en présence d'un si heureux résultat. Autrement il vous faudra, à mon avis, tourner votre regard sur la princesse Jeanne d'Albret, pourvu que l'on obtienne une renonciation à toutes prétentions sur le Royaume de Navarre. »

Sa santé s'étant améliorée, Charles Quint gardera ces instructions sous le coude. Mais dès l'automne 1547, et sous le sceau du secret le plus absolu, il fera savoir à Felipe, par l'entremise de son ami d'enfance Ruy Gomez da Silva venu à Augsbourg se rendre compte *de visu* de son état de santé, qu'il devra effectuer au plus vite un voyage digne d'un empereur en puissance, d'abord aux Pays d'Embas pour y être reconnu comme leur futur seigneur, puis outre-Rhin pour se faire connaître des Allemands et des grands électeurs. D'ici à son arrivée, Charles Quint se fait fort d'obtenir de la diète le rattachement des Flandres et de l'Artois à l'empire, de sorte que, intronisé seigneur des Pays d'Embas, son fils en sera membre à part entière et sera en position utile pour devenir lui-même, un jour plus ou moins proche, empereur. Dès lors, afin d'établir entre Felipe et son cousin Maximilian les mêmes rapports de solidarité qui l'ont uni trente ans durant à son frère Ferdinand, Charles Quint lui destinera sa fille aînée Maria, jusque-là promise au fils de sa sœur Catalina, l'infant João Manoël, prince du Brésil et héritier de la couronne portugaise.

Entre-temps, le 1er septembre 1547, l'empereur a solennellement inauguré la diète. Pour une fois, quasiment tous les grands électeurs, les princes et les villes ont estimé devoir y être dès l'ouverture. Pour bien montrer qu'il s'agit d'écrire une nouvelle page de l'histoire allemande, Charles Quint a gardé en armes une partie de ses troupes espagnoles et allemandes et a fait pendre sur la place publique un colonel et deux capitaines coupables d'avoir offert leurs services au roi de France. Pourtant, les chroniques de l'époque nous disent toutes que l'ambiance générale n'est pas des plus sérieuses : « On pousse très loin l'habitude de s'enivrer », déplore l'ambassadeur Alvise Mocenigo. « Il est impossible de décrire la vie quotidienne qu'on mène ici

dans les jeux, la débauche et toutes sortes d'horribles vices », renchérit le frère carme Westhof. À peine levé, le duc Moritz de Saxe prend son bain avec la fille du docteur chez qui il loge, l'après-midi il joue aux cartes avec le margrave Albrecht de Brandebourg avec des enjeux où « le diable y trouverait son compte » et le soir, tout le monde est chez l'électeur Joachim II de Brandebourg qui se ruine en fêtes grandioses. « On ne peut traiter d'affaires sérieuses avec les Princes qu'aux toutes premières heures de la matinée », résume le chancelier bavarois Leonhard von Eck.

Après un vain tête-à-tête entre Charles Quint et le duc Wilhelm, le chancelier Leonhard von Eck annonce au collège des princes que le duc de Bavière n'entrera jamais dans une ligue nationale allemande tant que les protestants ne se soumettront pas aux décrets adoptés par le concile, à Trente et à Bologne. Position affirmée simultanément au collège des grands électeurs par les trois princes ecclésiastiques, alors que l'électeur Moritz de Saxe, l'électeur palatin Friedrich et l'électeur Joaquin II de Brandebourg au nom des protestants réclament un concile national allemand où les évêques catholiques seraient déliés de leur serment de fidélité au pape. Désespérante Allemagne. De France, l'ambassadeur impérial Saint Maurice rapporte : « Henri II et les siens tiennent tant de travaults que Votre Majesté a entrepris pour la réduction de la Germanie pour perdus et espèrent qu'elle demeurera divisée et qu'ils pourront reprendre les praticques de feu Roi son père. »

Résigné à traiter les questions religieuses en même temps que les questions politiques, Charles Quint annonce le 18 octobre qu'il s'apprête à exiger le retour à Trente des évêques qui s'étaient « translatés de manière illégitime et vicieuse » à Bologne et demande aux catholiques et aux protestants de décider d'un *modus vivendi* dans le cadre d'un colloque confessionnel de la dernière chance. S'ils échouent, fait-il savoir, il imposera ses propres choix. Passant des paroles aux actes, le cardinal Cristoforo Madruzzo met Paul III en demeure d'annuler le concile à Bologne, tout en lui faisant entendre que, s'il se montre conciliant, l'empereur pourrait lui rendre la ville de Plaisance. Simultanément, à Bologne, deux conseillers juridiques de l'empereur, Francisco Vargas et Martino Soria Velasco, ne faisant aucun cas des menaces du légat del Monte (« Sachez que quiconque empêche ou perturbe le concile encourt des peines gravissimes »), lui intiment de rentrer à Trente, seul siège légal du concile. Effrayé, ou faisant semblant de l'être, Paul III demande au légat del Monte

de venir s'expliquer devant lui, invitation qu'il adresse parallèlement aux évêques demeurés à Trente. En même temps, il dépêche à Augsbourg le secrétaire particulier du cardinal Alessandro Farnese, Giuliano Ardinghelli, offrir à Charles Quint l'envoi en Allemagne de trois cardinaux légats pour soutenir, dans la mesure du possible et dans les limites déjà fixées par le concile de Trente, ses efforts. Bien entendu, Paul III fixe une contrepartie : la restitution de Plaisance.

Premiers jours de l'année 1548. Aux fêtes privées et dans les cabarets d'Augsbourg, on ne parle plus que de la venue en Allemagne de l'infant Felipe. Voulant en avoir le cœur net, le 14 janvier, veille de la réouverture de la diète après les fêtes de Noël, Ferdinand d'Autriche s'est rendu au palais du banquier Anton Fugger et, après avoir demandé à son frère des nouvelles de sa santé, demande des assurances :

« Il est de notre devoir et de notre intérêt commun de couper court aux bruits et d'informer le Collège des Grands Électeurs et la Diète que, si Dieu vous appelle à Lui et si les Grands Électeurs confirment mon élection comme Empereur, notre souhait commun serait que le roi de Bohème, mon fils Maximilian, me succède. Et si nous pouvions annoncer en même temps que Philippe, déjà roi de Naples et de Sicile, duc de Milan et votre successeur désigné pour vos royaumes d'Espagne et pour les Pays d'Embas, me seconderait comme vicaire impérial pour l'Italie, cela prouverait l'union inébranlable de notre famille. »

Charles Quint, qui a eu l'occasion d'observer le jeune Maximilian lors des campagnes contre François 1er en 1544 et contre la ligue de Schmalkalden en 1546-1547, lui aurait sèchement répondu :

« Maximilian, ce jeune homme indiscipliné, insolent, dissolu, buveur, luthérien, dont vous vous êtes désolé vous-même à maintes reprises, roi des Romains ? N'y songez pas une seconde et sachez que, si vous persistez, nous allons droit vers de très grandes querelles. »

Un désaccord comme il y en a dans toutes les familles, sauf que celle-ci éclate entre les deux responsables séculiers de l'empire. L'un, tout en ayant raison de penser que seul son fils dispose des moyens nécessaires, est persuadé qu'il est la septième merveille du monde. L'autre, tout en ayant raison de faire valoir la grande popularité du sien auprès des princes allemands, ne doute pas qu'avec l'âge il saura s'amender de ses péchés de jeunesse. À Augsbourg, les spéculations vont bon train (l'empereur ira-t-il jusqu'à contraindre son frère à démissionner ?) et on épie chaque geste des deux frères qui évitent désormais de se croiser en public et, quand ils ne peuvent pas faire autrement, se saluent à peine et ne se concertent plus sur les affaires à l'ordre du jour. Heureusement, leur sœur Marie de Hongrie, venue à Augsbourg avec la duchesse Christina de Lorraine apparemment

pour d'autres affaires, prolonge son séjour et, faisant la navette de l'un à l'autre, parvient vers la mi-mars à leur imposer une trêve pour les deux ans à venir : Felipe entreprendra à l'automne son long voyage en Italie, dans les Flandres et en Allemagne et Maximilian, ayant épousé par procuration la fille aînée de l'empereur, Maria, s'établira à Madrid pour assurer à ses côtés la régence des royaumes d'Espagne pendant l'absence de son cousin germain. De la succession à l'empire, on reparlera à l'issue de leurs voyages. Trêve aussitôt rompue en coulisse par l'archiduc Maximilian qui, condamné à s'éloigner de l'Allemagne, cherche des assurances auprès de Moritz de Saxe et de Joachim II de Brandebourg. Le ver est bien dans le fruit et, avec le temps, le pourrira de fond en comble.

Ayant pris acte de l'échec de la commission mixte chargée de définir un *modus vivendi* religieux, Charles Quint confie à un petit comité de religieux la rédaction d'un texte inspiré d'un mémoire que l'évêque de Naumburg, Julius von Pflug, et l'évêque suffragant de Mayence, Michael Helding, avaient soumis confidentiellement à ses ministres en 1546. À la mi-mars, le texte de l'*Intérim* impérial est prêt. S'il donne satisfaction aux catholiques sur les sept sacrements, la messe en latin (mais sans exclusivité), le culte des Saints, les images, les messes privées, les prières pour les défunts, il concède aux protestants le mariage des prêtres dans certaines circonstances particulières, l'usage de la coupe par les fidèles et, à quelques détails près, le maintien de leurs rites. Aux uns et aux autres, il propose une définition de la doctrine de la justification proche de la formule convenue en 1541 à Ratisbonne. Quant aux biens ecclésiastiques confisqués par les protestants, le projet d'*Intérim* stipule que toute nouvelle expropriation par un état protestant serait tenue comme un délit et que les paroisses, monastères et autres biens confisqués par des villes ou par des petits seigneurs passés au luthéranisme mais relevant juridiquement d'un état catholique, devaient être rendus dès maintenant à leurs propriétaires légitimes. *Statu quo* par contre pour tout le reste. Le 15 mars, le projet d'*Intérim* est accueilli favorablement par les électeurs laïques du Palatin et de Brandebourg, tandis que le duc Moritz, ayant promis à ses sujets de ne rien décider sans les consulter, l'accepte à titre personnel. Le 27 mars, les princes ecclésiastiques, tout en réservant leur position sur la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres jusqu'à ce que le pape se prononce, admettent que l'empereur puisse les accorder sous son entière responsabilité « dans les États ayant adhéré aux nouvelles doctrines ». Charles Quint, faisant droit à

leur requête, amende l'*Intérim* et annonce qu'il procédera très prochainement par décret à une réforme en profondeur de l'Église catholique allemande (*Formula reformationis*). Les princes catholiques l'accusent d'abus de pouvoir : son rôle de *Defensor Ecclesiae* ne l'autorise pas à se substituer au pape mais à obliger les États protestants à accorder à leurs sujets la liberté de culte et à rendre ses biens à l'Église. Furieux, Charles traite de Judas leur chef de file, le chancelier bavarois Leonhard von Eck : « Non content de ses trente pièces d'argent, il est prêt à vendre le Christ, son pays, l'Empire et le monde entier. […] Je me moque s'il se pend ou s'il sera pendu par d'autres. » Puis, il lance au reste de l'assemblée un appel au bon sens : « C'est pour vous que j'ai labouré. Cueillez les fruits de la victoire que Dieu m'a octroyée. Ne vous laissez tromper par personne et décidez par vous-mêmes d'accepter cette mesure utile à la paix publique. » Son appel fait mouche.

Pour Charles Quint, l'heure est venue de conclure et l'arrivée tardive à Augsbourg d'un nonce du Saint-Siège, l'évêque d'Albe Prospero di Santacroce, venu lui demander d'attendre les commentaires du pape, n'y change rien. Ainsi, le 15 mai, Sébastien von Heusenstamm, archevêque-électeur de Mayence et doyen de la diète, remerciant l'empereur au nom de tous les États du Saint Empire, pour les peines qu'il s'est données, accepte l'*Intérim*[7]. Même si celui-ci leur paraît une « bouillie empoisonnée » comme au margrave Johann de Brandebourg-Küstrin ou « une dure nécessité » comme au duc Ulrich de Wurtemberg, les princes protestants ne devront plus « se résigner à rester perpétuellement soumis aux prédicants qui, jamais d'accord entre eux, nous dupent tous avec une astuce singulière », comme l'écrit le margrave Albrecht de Brandebourg au duc Albrecht de Prusse. À noter aussi que, si Philipp de Hesse déclare depuis sa prison d'Oudenarde, en Flandres, « orthodoxe et équitable » l'*Intérim,* l'autre grand vaincu de la guerre, Johann Friedrich de Saxe, manquant à ses engagements le rejette, au nom de sa conscience. Seul le duc Moritz de Saxe s'est abstenu. Convoqué le 18 mai par l'empereur, il explique que l'*Intérim,* ayant été amendé jusqu'à la dernière minute, il devra consulter à nouveau ses théologiens[8] mais s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour l'introduire en Saxe et pour réduire à son obéissance la cité rebelle de Magdebourg. C'est en Saxe, patrie du luthéranisme, que se jouera en effet l'avenir de l'*Intérim*. Si Rome concède l'emblématique communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres *usque ad determinationem Concilii*

(jusqu'à ce que le concile se prononce), si le duc Moritz parvient à mater Magdebourg et à réduire au silence ses prédicateurs, si Philipp Melanchthon et l'évêque de Naumburg, Julius von Pflug, parviennent à rapprocher significativement les rites en vigueur dans leurs églises respectives, Charles Quint aura gagné la partie non seulement en Saxe mais, vraisemblablement, dans toute l'Allemagne.

Le pape Paul III prend connaissance de la version finale de l'*Intérim* le 24 mai 1548 au soir. Selon l'ambassadeur à Rome de Ferdinand d'Autriche, Diego Lasso, « il en a été tellement affecté qu'il n'a pu rien manger »[9]. Mais le premier haut-le-cœur passé, Paul III voit dans l'*Intérim* un piège que l'empereur s'est fabriqué tout seul et qui, tôt ou tard, se retournera contre lui. Dès lors, il s'évertue à brouiller les pistes et à laisser filer le temps, comme l'indique une lettre du cardinal Girolamo Seripando lui demandant des instructions claires : « Je vois dans Vos lettres une grande variété : une fois Vous m'écrivez que l'*Intérim* est tout bon. Puis, dernièrement, Vous dites qu'il est mi-luthérien, mi-catholique. Nous verrons quelle résolution Vous prendrez. » Le cardinal légat del Monte, l'homme qui avait présidé à la « translation » du concile à Bologne, ne dit pas autre chose, quoique dans des termes diplomatiques : « L'Empereur n'a pas promulgué l'*Intérim* comme une loi mais comme une exhortation. Or tout un chacun, non seulement un si grand Prince, peut et doit même donner des conseils dans les choses touchant au salut de l'âme d'autrui. […] Si ça ne tenait qu'à moi, je me limiterai à observer l'effet qu'il produira. » La tactique dilatoire de Paul III apparaît plus clairement encore à la mi-juin lorsque l'ambassadeur impérial Diego Hurtado de Mendoza lui rappelle sa promesse d'envoyer trois légats en Allemagne :

« Pour faire ce qui convient à sa dignité, Votre Sainteté accordera les facultés suivantes : dispense générale pour que ceux qui acceptent l'Intérim puissent communier sous les deux espèces là où cette pratique s'est répandue jusqu'ici ; pleine autorité aux prélats d'Allemagne de dispenser dans leurs diocèses les prêtres mariés. Ces facultés devront être amples, inconditionnelles et irrévocables. Sa Majesté l'Empereur veillera à ce qu'elles soient employées avec le respect dû au Siège Apostolique et rappelle que Votre Sainteté ne peut pas permettre que le concile ait lieu ailleurs qu'à Trente. Et si Votre Sainteté considère opportune sa suspension pendant six mois, qu'Elle la décide. »

La bulle que Paul III publiera fin août se limitera à autoriser ses légats à dispenser grâces, absolutions et tolérances de toute sorte à ceux qui accepteront de revenir à l'orthodoxie catholique. Repoussée par Charles Quint, il faudra presque un an pour qu'elle soit élargie et que les trois nonces – Pietro Bertano, Sebastiano Pighino et Luigi Lippomano –

traversent les Alpes. Parvenus en Allemagne, ils se distingueront par leur inactivité jusqu'à ce que le successeur de Paul III, Jules III, les rappelle en Italie, début 1550.

Il n'y a pas que l'*Intérim*. Le 14 juin, quelques jours avant de quitter Augsbourg, Charles Quint fait adopter par la diète l'indispensable *Formula reformationis* de l'Église allemande, « car en la corruption de sa discipline gît tant de mal que toute la confusion de l'état ecclésiastique semble être née et crue de cette racine. » Un acte exhaustif en vingt-deux chapitres que les évêques allemands devront mettre en œuvre, en sacrifiant leurs penchants pour la chasse, le luxe, les plaisirs et la vie brillante. Il touche à tous les aspects de leur ministère : l'ordination des prêtres, les visitations, la tenue régulière de synodes provinciaux et la limitation des bénéfices ; les statuts des ordres, des monastères, des écoles, des universités et des hôpitaux ; le devoir de prédication, l'administration des sept sacrements, la confirmation, les cérémonies, la messe, la pénitence, le bon usage de l'excommunication. On imagine aisément le peu d'enthousiasme des évêques.

Quittant Augsbourg pour Bruxelles, Charles Quint sait qu'en matière de religion tout reste à faire tant dans les États protestants que dans les États catholiques et que son plan pour donner au *Reich* des institutions fédérales n'a accouché que d'une souris : l'intégration des Pays d'Embas dans le « cercle impérial de Bourgogne », en vertu de quoi le *Reich* sera dorénavant également garant de l'intégrité territoriale de l'Artois et des Flandres. Arrivé le 22 septembre au palais Coudenberg de Bruxelles, Charles Quint peut, une fois n'est pas coutume, se reposer. Excepté quelques razzias sur les côtes italiennes par le successeur de Barberousse, Dragut, et les efforts du roi Henri II pour recouvrer Boulogne-sur-Mer par la force plutôt que payer au roi d'Angleterre Edward VI les deux millions de ducats convenus en septembre 1545, l'Europe est relativement en paix.

Dès le 2 juillet, Moritz, nouveau duc de Saxe et grand électeur, a invité les délégués de ses états à réserver un accueil favorable à l'*Intérim*, en leur promettant de les tenir régulièrement informés des décisions auxquelles il espère aboutir d'ici à la fin de l'année, après consultation des théologiens concernés et les princes, ses voisins. La première réunion tenue fin août à Pegau, dans les environs de Meissen, entre, d'une part, Philipp Melanchthon et Georg III d'Anhalt-Plötzkau, un des rares protestants à être prince et pasteur à la fois, et d'autre part, Julius von Pflug et Johannes von Maltitz, respectivement évêques de Naumburg et de Meissen[10], ne donne rien :

l'*Intérim* ayant été approuvé à l'unanimité par la diète d'Augsbourg, les deux prélats catholiques ne pouvaient transiger sur les points considérés inacceptables par Melanchthon. Ils ne pouvaient pas non plus donner leur aval au mariage des prêtres et à la communion sous les deux espèces tant qu'ils ne recevraient l'indult papal. Les conseillers du duc Moritz, Christopher von Carlowitz et Georg von Komerstadt, présentent alors aux états réunis à Torgau le 18 octobre une longue liste d'articles de l'*Intérim* pouvant, sous l'autorité de leur prince, être acceptés en bonne conscience. La justification par la foi et les bonnes œuvres ; la reconnaissance de l'autorité de l'Église, pourvu que ses décrets soient conformes aux Saintes Écritures ; l'admission de la confirmation ; la confession, la repentance et l'absolution comme préalables à la communion ; l'admission du sacrement de l'extrême-onction mais sans lui reconnaître d'efficacité divine ; la célébration de larges parties de la messe en latin ; la tolérance des images des Saints ; l'observation des fêtes du Corpus Christi et de la Vierge Marie… Cette liste est complétée par des dispositions touchant la reconnaissance de l'autorité des évêques sur le clergé, le rôle de contrôle attribué aux surintendants et aux consistoires de l'Église évangélique ; l'enseignement du catéchisme. « J'ai quitté Torgau », écrit Philipp Melanchthon le 24 octobre à Georg d'Anhalt, « avec tristesse en constatant où tendaient les desseins de la Cour ». Pourtant, en compagnie de ses collègues Pomeranius, Camerarius et Major, il valide la version saxonne de l'*Intérim* lors d'une conférence tenue entre le 11 et le 22 novembre à Altzelle. Un dernier point concernant le caractère propitiatoire de la messe ayant pu être réglé les 16 et 17 décembre à Jüterborg par le duc Moritz de Saxe et le duc Joaquim II de Brandebourg, en présence du prince-pasteur Georg d'Hanalt et des théologiens Julius von Pflug, Philipp Melanchthon, Johannes Pfeffinger et Johannes Agricola, c'est une nouvelle version de l'*Intérim,* assortie d'une déclaration de loyauté à l'empereur, qu'est entérinée en accord avec le Brandebourg et l'Anhalt par les États saxons réunis à Leipzig la toute dernière semaine de décembre.

De Vienne, Ferdinand d'Autriche salue l'indéniable exploit du duc Moritz. Il lui reste à retourner en sa faveur son opinion publique, aiguillonnée à force d'oraisons et de pamphlets par les théologiens de Magdebourg qui dénoncent en lui un falot au service de l'empereur. Le plus virulent d'entre eux est un jeune et docte théologien d'origine croate, Matthias Flacius Illyricus, professeur jusqu'à peu d'hébreu à l'université de

Wittenberg. Accusé par Flacius de papisme et d'abjuration, Philipp Melanchthon, tout en déplorant d'avoir « nourri un serpent dans notre sein », prend ses distances de l'*Intérim* qu'il vient à peine d'approuver. Peut-être devine-t-il que le duc Moritz, effrayé par l'énormité de sa tâche, commence à réfléchir sérieusement à comment ne pas y perdre toutes ses plumes : rien de moins qu'un complot contre l'empereur en connivence avec le roi de France Henri II.

37

Felipe, le mal-aimé

En attendant que le duc Moritz mette au pas Magdebourg et ses prédicateurs, Charles Quint est absorbé par le voyage « impérial » entrepris par son fils Felipe et par la venue de son neveu Maximilian d'Autriche aux commandes des royaumes d'Espagne. Parti de Vienne et transporté de Gênes à Barcelone par une flotte de quarante navires commandée par l'amiral Andrea d'Oria, Maximilian était arrivé à Valladolid le 13 septembre 1548 et, dès le lendemain, le cardinal tridentin Cristoforo Madruzzo avait célébré ses noces avec l'infante Maria. Noces des plus heureuses puisque Maximilian a juré à sa femme que, tout en restant protestant dans l'âme, il n'abjurera jamais la religion catholique. Un an plus tard Maria mettra au monde leur premier enfant. Quant aux affaires d'État, elles durent lui paraître exotiques : la rébellion de Gonzalo Pizarro au Pérou, l'ascension au Maroc du Sharif al-Hassani al-Drawi at-Tagmadert, « l'homme de la vallée du Draa », fondateur de la future dynastie Saadi, une menace pour les comptoirs portugais et pour la navigation tant vers les Indes que vers l'Amérique et, enfin, les razzias en Italie du sud du pirate Dragut, ce « Barberousse en herbe » que l'empereur et Andrea d'Oria estiment urgent d'écraser. Ayant fastueusement et le plus amicalement possible accueilli son cousin, Felipe a entamé fin octobre avec une suite de quatre mille cinq cents personnes le long périple européen au bout duquel il doit apparaître comme le successeur naturel de son père l'empereur. Andrea d'Oria a armé pour lui un imposant galion avec cinq rangées de rameurs, une foule de navires de transport et cinquante galères.

Arrivé à Gênes le 25 novembre, Felipe commence sur une fausse note ses premiers pas de chef d'État européen. Depuis vingt ans, Gênes assure à l'empereur la maîtrise de la Méditerranée et joue ainsi un rôle capital pour la sécurité des royaumes de Naples et de Sicile, du duché de Milan, de la Sardaigne, de Majorque et de Minorque. En échange, l'empereur, qui lui octroie liberté de commerce avec toutes ses possessions, se porte « garant » de sa liberté politique. Sauf que depuis la conjuration manquée de Gian Luigi Fieschi, Ferrante Gonzaga, le duc d'Albe, le duc Cosimo de Médicis et Charles Quint lui-même, voudraient rebâtir la forteresse du Castelletto et y placer une garnison espagnole alors que, l'amiral, estimant que la présence d'une garnison étrangère ne serait pas tolérée par la population, s'y oppose. Le jeune Felipe tente, dès leur premier entretien, de le faire changer d'avis sur un ton qui indispose vivement le vieil amiral. Plus grave, dans les jours qui suivent, des bagarres de rue opposent Génois et Espagnols, causant plusieurs morts. Persuadé qu'Andrea d'Oria en est l'instigateur, Felipe veut plier bagages et il faut toute la force de persuasion du duc d'Albe pour qu'il se ravise. De Bruxelles, Charles Quint se limite à de vagues reproches : « Nous avons appris la résolution que vous avez prise concernant Gênes, nonobstant les difficultés que nous vous avions prospectées. »

Felipe tient à rassurer son père : Milan, lui écrit-il naïvement, l'a accueilli avec « allégresse universelle », à tel point que, hôte du gouverneur Ferrante Gonzaga et de son épouse Isabella de Capoue, « il a dû prolonger son séjour pour ne pas décevoir la ville ». À Crémone, quatre chevaliers venus de Plaisance l'ont supplié « d'intercéder auprès de Votre Majesté pour que vous gardiez leur ville dans vos mains ». À Mantoue, le jeune duc Francesco III[1], qui s'apprête à épouser Catharina d'Autriche, l'une des dix filles de Ferdinand d'Autriche et d'Anna Jagellon, et son oncle et tuteur Ferrante Gonzaga, « se sont entêtés pour m'accueillir sous un dais [honneur normalement réservé aux souverains en titre] et je les ai laissés faire ». Toujours à Mantoue, il a reçu la visite du duc de Ferrare, Ercole II d'Este[2] : « Il est venu me dire qu'il désirait me servir, come il sert Votre Majesté. Puis il s'est lancé dans un interminable discours Vous recommandant en substance de faire ami avec le roi de France. » Il a eu aussi un colloque avec Ottavio Farnese, qui, dépossédé par son grand-père Paul III du duché de Parme, brûle de le reconquérir. De Mantoue, Felipe passe à la principauté épiscopale autrichienne de Trente, où il rencontre les cardinaux fidèles à l'empereur, puis, il séjourne quelques jours à Innsbruck avec ses nombreux

cousins et cousines. En Allemagne, lui a recommandé son père, « vous ferez fort bien de vous lier avec les électeurs, les princes et autres souverains. Evitez, néanmoins, d'y entretenir des pensionnaires parce que les gens de ce pays tiennent à être bien payés et malgré cela sont de peu d'utilité, à moins de leur accorder, outre la pension annuelle, une gratification à chaque service qu'ils vous rendent ». Felipe est l'hôte deux semaines durant du duc de Bavière à Munich, il rencontre Moritz de Saxe à Augsbourg, le comte palatin à Heidelberg, le duc de Wurtemberg à Ulm et l'électeur de Mayence à Spire. « Partout, écrit-il à son père, j'ai été reçu avec des grandes manifestations d'amour, à la hauteur du sentiment d'obéissance qu'ils nourrissent pour Votre Majesté l'Empereur. » À chaque étape il doit prolonger ses séjours et « chaque jour de plus (lui) paraît un an », assure-t-il à son père qu'il n'a pas vu depuis six ans.

Le 1er avril 1549, Felipe arrive en vue de Bruxelles. Il aurait voulu y entrer *incognito* pour se précipiter directement chez son père. Mais Charles Quint l'en a dissuadé : le secret aurait été impossible à garder et cela aurait « entaché l'éclat de votre entrée dans ces terres ». Se pliant alors aux us et coutumes, il se présente en compagnie d'Emmanuel-Philibert de Savoie et du cardinal Cristoforo Madruzzo à la porte de Louvain, reçoit les hommages des magistrats de la ville, assiste à un *Te Deum* en l'église collégiale de Sainte-Gudule, traverse en cortège les quartiers du bas de la ville et enfin, montant par la rue de la Madeleine et par la place de Notre-Dame-des-Sablons, il découvre le palais Coudenberg. Ses tantes, les reines douairières de Hongrie et de France, l'attendent sur le perron. Avec elles, il traverse la grande salle où se tient la cour, puis il entre dans l'appartement de son père. Tenaillé toujours par la goutte, Charles Quint ne peut pas se lever de son siège. Ému, Felipe, se jette à ses pieds et lui embrasse les mains. Charles Quint lui caresse longuement les cheveux, comme s'il était encore un enfant, puis l'attire longuement dans ses bras. Comme n'importe quel père et n'importe quel fils.

Les Bruxellois sont moins enthousiastes. Hautain, fier de son physique, vêtu d'habits très moulants, distant, manifestement ennuyé par les fêtes publiques auxquelles il est contraint d'assister, Felipe n'était pas du genre à pouvoir les séduire. Assurément durent-ils rire dans leur fort intérieur en le voyant le dimanche des Rameaux suivre avec une extrême dévotion un âne bardé de branches de palmier comme le veut une ancienne tradition de Castille. Ou en le voyant défiler avec sa cour, la nuit du Jeudi Saint, un

cierge à la main et la tête encagoulée. Et, inversement, le dimanche précédent la Pentecôte, qu'ont pensé les Espagnols en voyant les Bruxellois travestis en ours, en loups ou en cerfs, les uns dansant autour d'une cage remplie de singes, les autres autour d'un orgue dont les touches étaient reliées aux queues d'autant de chats terrorisés ? Et de ces enfants entièrement nus se balançant aux branches de l'arbre généalogique des ducs de Bourgogne ? Rencontre difficile entre deux mondes très distants l'un de l'autre, l'un mystique et tragique, l'autre terrien et ripailleur. Quoi qu'il en soit, Felipe, accompagné de son père, commence par Louvain, capitale du Brabant, la visite des dix-sept duchés, comtés et seigneuries appelées, après « établissement de mutuelle satisfaction », à lui prêter serment. Une procédure très longue que l'empereur veut abréger. Cette fois, en prêtant serment à Felipe, ces « provinces toujours difficiles » doivent accepter en même temps de former à l'avenir une « seule masse » avec les autres, c'est-à-dire un état unitaire qui, de génération en génération, passera aux héritiers directs ou indirects de Felipe :

« Demeurant les coustumes des Pays, les états seront tenus en une seule masse, inséparablement possédée par un seul prince et par ses successeurs, tant en ligne directe que transversalle, nonobstant toutes coustumes à ce contraires, bien connoissant que venant à tomber en diverses mains, ce seroit l'évidente éversion et ruine. »

Le tour des dix-sept provinces à peine commencé début juillet, Charles Quint envoie Thomas Perrenot de Chantonnay, fils de son chancelier, « du cousté de Bohème » où se trouve son frère Ferdinand d'Autriche, qui « ayant la main en la masse » est celui qui sait le mieux ce qu'il convient de faire de l'*Intérim*, de Philipp de Hesse, « des factieux » de Magdebourg et des fils de Johann Friedrich de Saxe (« les priver de ce que l'on leur a laissé et entre qui partager leurs biens ? »). Thomas Perrenot de Chantonnay doit aussi démentir de la manière la plus formelle les bruits concernant les intentions dynastiques de Charles Quint :

« Et pour ce que nous avons entendu que nous voulons procurer, à son insu et à son préjudice, l'élection à roi des Romains pour notre fils, vous luy direz que nous ne voudrions en rien du monde excéder l'honnesteté et que nous luy voulons certifier que nous sommes toujours entièrement arrêtés à ce qui fut résolu à Augsbourg de suspendre le tout jusqu'à la venue de notre fils lors et que nous tenons pour certain, que Monsieur notre frère fera de son côté le semblable. »

Ferdinand d'Autriche n'est convaincu qu'à moitié et, de Prague, fait immédiatement savoir à Marie de Hongrie qu'« il vaudrait mieux que Sa Majesté ne me appelasse pas vers elle car de telles tractations ne s'en pourroient ensuivre qu'aigreur. » Quant à l'*Intérim* de Leipzig, ajoute-t-il,

les États saxons refusent d'uniformiser les diverses liturgies pratiquées en Saxe, tant que le pape n'autorisera les pasteurs mariés à administrer les saints sacrements et officier les cérémonies. De retour à Prague après trois semaines à la chasse en Saxe en compagnie du duc Moritz, Ferdinand d'Autriche confirme encore le 20 août 1549 : « Le duc Moritz m'a répété les grandes difficultés qu'il trouvoit en son peuple pour procéder contre ceux de Magdebourg et contre les pays des enfants de Johann Friedrich. Livrets et escripts diffamatoires s'y impriment et publient journellement, estant, par ce, son peuple difficile à mener à la raison d'ung coup. » C'est aussi une question d'argent, précise Lazarus von Schwendi, un jeune diplomate allemand envoyé en Saxe par l'empereur : « Les princes et comtes de ce pays vouldroient volontiers faire du mal à ceux de Magdebourg, mais la pluspart d'entre eux est fort pauvre et endettée et ne peult guieres aider tandis que les autres craignent que les frais demeureroient sur eulx tous seuls. » Ailleurs, l'*Intérim* tel qu'il avait été promulgué à Augsbourg connaît un début de mise en œuvre dans les villes protestantes d'Ulm, Constance, Strasbourg, Ratisbonne et même d'Augsbourg, mais généralement sous la contrainte des garnisons espagnoles laissées sur place par l'empereur, celles-ci ne manquant pas de recourir à l'intimidation, à la torture, voire aux expulsions. Du côté des États catholiques, l'archevêque-électeur de Cologne, Adolf von Schauenburg, a pris les devants en arrêtant un grand nombre de décrets inspirés de la *Reformatio*, en épurant les livres liturgiques (lectures, chants, prières) et en organisant des synodes diocésains. Les archevêques de Mayence et de Trêve l'ont suivi, mais tous, une fois légiféré, se heurtent aux résistances des luthériens attachés à la communion sous les deux espèces et au refus de nombreux prêtres de se séparer de leurs épouses ou concubines. Les vocations parmi les jeunes se font rares, au point que de ce pas « il n'y auroient nuls prestres sacrés. » Ainsi, du fait des manœuvres dilatoires de Rome, l'*Intérim* paraît au point mort, lorsque, le 10 novembre 1549, Paul III décède à quatre-vingt-trois ans d'une attaque cardiaque après avoir appris que son petit-fils et bras droit le cardinal Alessandro Farnese encourageait son frère Ottavio à reprendre par la force le duché de Parme, rattaché à l'État pontifical après l'assassinat de leur père Pier Luigi Farnese. L'ayant convoqué *illico* dans sa villa de Monte Cavallo, rapporte l'ambassadeur vénitien Matteo Dandolo, « le pape se prit d'une telle colère qu'il arracha des mains du révérendissime Farnese son bonnet de cardinal et le foula aux pieds ». Puis, ayant perdu connaissance, il

avait été couché sur son lit. Le vieil homme ne s'en était plus relevé, mais, repris par ses démons familiaux quelques heures avant de mourir (« Si les miens n'eussent pas été mes maîtres, soupira-t-il, je mourrais sans tache »), il avait signé un bref ordonnant à son légat à Parme, Camillo Orsini, d'ouvrir les portes de la ville à Ottavio.

Prudent, Camillo Orsini préfère attendre ce qu'en dira le prochain pape. Ouvert le 29 novembre, le conclave devant désigner le successeur de Paul III passera comme l'un des plus longs de l'histoire : soixante-et-onze scrutins en soixante-treize jours. Venus de Trente, les cardinaux du camp impérial soutiennent le réformateur Reginald Pole, le parti français, mené par Charles de Guise, vote pour Giovanni Salviati, neveu du pape Léon X, tandis que les dix-sept cardinaux proches d'Alessandro Farnese dispersent leurs voix pour que la balance ne penche en faveur ni de l'un ni de l'autre. Hélas pour Charles Quint, Reginald Pole, violemment attaqué par le cardinal Gian Pietro Carafa, manque de deux petites voix son élection. S'il avait été élu, l'histoire de l'Église et de la chrétienté aurait vraisemblablement pris une tout autre direction. Les impériaux misent alors sur le réformiste milanais Giovanni Morone, proche de Reginald Pole et de Gasparo Contarini[3]. Ils gardent aussi en réserve Cristoforo Sfondrati. Les Français apportent leurs suffrages à Giovanni Maria de Ciocchi del Monte, auteur de la « translation » du concile à Bologne. Del Monte l'emporte le 7 février 1550 avec les voix du « parti français » et des partisans du cardinal Alessandro Farnese auquel il a promis de rendre Parme à son frère Ottavio dès son élection. Il prend le nom de Jules III en mémoire de Jules II dont il avait été le camerlingue. Pour son aura morale, l'Église aurait pu trouver mieux : frivole, grand amateur de banquets, de fêtes et de théâtre, soupçonné d'aimer les garçons, del Monte ne changera pas de vie pendant ses cinq années de pontificat et nommera cardinal le « mignon » en compagnie duquel il a osé se montrer au conclave, un adolescent de nom Santino, fils d'un serviteur, adopté pour sauver les apparences par son frère Baldovino. La vie du cardinal Santino sera une succession de scandales : assassinats, séquestrations, prostitution.

Comme il l'annonce lui-même, les choix du pape Jules III ne seront pas nécessairement ceux du cardinal del Monte et, en effet, si son premier geste est de tenir la promesse faite aux Farnese à propos de Parme, le second est pris comme une provocation par les Français qui ont tant fait pour son élection et comme une « très grande consolation » par l'empereur. L'homme

qui avait endossé la responsabilité de la translation du concile à Bologne, lui offre, en gage d'une coopération « concrète, ouverte, libre et sincère », le retour du concile à Trente « comme la chose à laquelle Vous aspirez le plus pour le bien public ». Entré dans sa cinquante-et-unième année, Charles Quint était alors d'humeur lugubre : il avait affreusement souffert de la goutte pendant tout l'hiver, commémoré le dixième anniversaire de la mort de l'impératrice Isabel, mis à jour son testament, fait transférer les restes de son arrière-grand-père Charles le Téméraire de Nancy à Bruges, songé à dicter ses *Mémoires*. Et voilà que l'offre de Jules III lui ouvre une frêle perspective d'intégrer l'*Intérim* et la *Reformatio* dans le contexte du concile et de faire désigner Felipe comme futur roi des Romains, après Ferdinand d'Autriche. Dès le 16 mars, il demande à son frère Ferdinand d'Autriche de convoquer la diète pour fin juin.

38

Ambiance exécrable

Accompagné de son fils Felipe, du prince Emmanuel-Philibert de Savoie et du duc d'Albe, Charles Quint quitte Bruxelles le 31 mai 1550, sachant que l'archevêque Sebastiano Pighino (*Le Peghin* pour les Français) le rejoindra pour discuter du retour du concile à Trente et que l'évêque de Toulon, Antonio Trivulzio, se rendra auprès d'Henri II avec la difficile mission d'obtenir son accord. Arrivé le 8 juillet à Augsbourg, il y retrouve Ferdinand d'Autriche. L'ambiance familiale est exécrable. Nicolas Perrenot de Granvelle, confie à Marie de Hongrie :

« Sa Majesté Impériale m'a dit que si le roi ne marche pas de bon pied pour seconder son désir, il luy fera clairement entendre que les choses seraient en danger de tomber à pic. […] Cependant, le roi a tenu bon : avec grandes harangues et jurements il affirme qu'il n'a pas pouvoir quelconque pour chose quelle qu'elle soit. […] Véant les choses en ces termes, j'ay mis en avant l'offre que Vous avez faict pour venir en personne moyenner tout ce que Vous pourrez. Sa Majesté Impériale a dit qu'il luy semble qu'il sera apropos. »

Depuis cet accrochage, écrira quelques jours plus tard Perrenot de Granvelle, « le roi Ferdinand d'Autriche fait semblant de rien, comme s'il avoit oblié tout ce dont cydevant l'on en avoit parlé. L'on soubsonne qu'il proposera faire venir ici avant tout œuvre son fils le roi de Bohème, que seroit pis ». De toute manière, rapporte fin juillet au roi de France son très efficace ambassadeur Charles de Marcillac, évêque de Vienne, seuls deux grands électeurs, les archevêques de Trèves et de Mayence, sont sur place. Le duc Moritz ne viendra pas parce que « les villes maritimes ayant recruté quelque nombre de gens et nommé son frère Auguste capitaine, homme assez studieux de nouveautés, il craint qu'il pourrait se mettre dans une partie de ses terres en intelligence mutuelle avec le fils aîné du duc Johann

Friedrich de Saxe. » Les autres grands électeurs sont en retard. L'archevêque de Siponte, Sebastiano Pighino, aussi, parce que Jules III, souffrant d'une crise de goutte, a tardé à peaufiner ses instructions. Pourtant, poursuit Charles de Marcillac, « l'Empereur, le 26 de ce moys [juillet] s'est avisé contre l'opinion de tout le monde d'ouvrir la diète en annonçant la bonne disposition du pape à reprendre le concile à Trente et en demandant que l'*Intérim* soit observé, alors que ne fust oncques autorisé par l'Église. Le lendemain il est parti au pays de Bavière pour se recréer à la chasse. Pour le reste, les autres articles qu'il a proposés à la diète concernent les rebelles, la monnaie et la Chambre Impériale. » Et l'ambassadeur de conseiller à son roi de réagir : « Sire, en refusant votre consentement au concile, il vous plaira d'empêcher que le pape ne se laissast être esclave de l'empereur. Et il Vous plaira aussi considérer fort à propos de faire entendre aux villes maritimes et au duc Moritz que Vous n'avez proposé aulcunement de vous resoudre tant que Vous n'ayez sçeu leurs intentions. » Enfin, l'ambassadeur Charles de Marcillac est convaincu que l'empereur saura imposer « ses intérêts particuliers » à son frère Ferdinand d'Autriche :

« Les princes ecclésiastiques sont du tout siens. Les princes séculiers ne peuvent le contredire : le duc Moritz craint que le duc Johann Friedrich ne soit délivré, le marquis de Brandebourg désire l'évêché de Magdebourg pour son fils, le comte palatin, pour être vieil timide et n'avoir une seule place forte, sera contraint de suivre. Quant aux aultres grands seigneurs de l'empire, le jeune duc Albrecht V de Bavière[1], pour avoir espousé la fille du roi des Romains et aussi pour n'avoir qualité digne de prince que le nom qu'il porte, car tout son mestier c'est de boire et jouer aux dès, se laissera couller aux passions de l'empereur et le duc de Wurtemberg est estimé comme mort. Le surplus des seigneurs de ceste Haulte Allemaigne, sont si petits qu'ils n'osent resister. Tout ce mystère de diette estoist donc seullement encheminé en faveur des affaires particulières de l'empereur. »

À son retour de Bavière, l'empereur reçoit le 11 août l'archevêque Pighino qui lui confirme le désir de Jules III « de conduire à bon terme le concile, pour le service et l'honneur de Dieu, pour l'exaltation de la religion chrétienne et pour le soulagement de sa propre conscience, conscient aussi du bien qu'en résultera pour Votre Majesté et l'Empire ». Sa Sainteté prie néanmoins l'empereur de tenir compte de quatre « considérations ». Premièrement, il faudra que les Allemands s'y rendent « sans chicanes et calomnies » et que les évêques du roi très chrétien Henri II y participent, sans quoi « pour récupérer ceux qui sont en passe de se perdre, nous perdrons ceux que nous avons ». Deuxièmement, le concile devra commencer « au bon moment », ne pas perdre « une seule heure ». Troisième « considération » : « Les protestants pourront s'exprimer sur les décrets déjà adoptés », mais le concile ne pourra pas défaire ce qu'il a déjà

décidé. Enfin, Sa Sainteté ne tolérera pas que « l'autorité qu'il a reçue immédiatement de Dieu » soit mise en question. À peu près au même moment, l'évêque de Toulon, Antonio Trivulzio, tient un discours semblable au roi Henri II, à ceci près qu'il souligne que le pape n'avait pas eu le choix puisque l'empereur avait obtenu à la dernière diète que les protestants viennent à Trente. De plus, Henri II peut être assuré que le concile ne traiterait jamais de « choses relevant de la souveraineté et des privilèges particuliers de la couronne de France ». Henri II, dont les contacts avec le duc Moritz s'intensifient, assure l'évêque de Toulon que, puisque « les autres princes de la chrétienté sont d'avis de regarder aux faits de la religion et à la réformation des mœurs de l'Église, [il] ne voudroi[t] pas faire pis que [s]es prédécesseurs ont toujours fait en cas semblable ». Paroles ambiguës et choisies à dessein comme l'écrit Henri II à son ambassadeur Charles de Marcillac : « Pour vous dire ce que je pense de ces beaux discours, c'est que le pape veut me faire croire que ça esté pour en laver ses mains, sachant bien que le Concile n'aura aucun effet. Mais je faits mon compte que, ne me trouvant si disposé qu'il pense à y faire trouver mes prélats, il sçaura bien en tirer son profit. » À Augsbourg, profitant de l'engagement pris en 1548 par tous les princes protestants de ne pas faire publiquement état de leurs réserves, Charles Quint convoque le Peghin, lui affirme qu'il a l'Allemagne avec lui et demande que le pape convoque le concile dès Pâques prochain, en lui soumettant la bulle de convocation avant sa publication. « En merveilleuse perplexité de ce que j'en pourrois écrire au Pape », l'archevêque Sebastiano Pighino court s'ouvrir à l'ambassadeur Marcillac : « Quand on auroit bien ouvert ce concile, les Allemands maintiendront qu'il debvroit estre célébré en une sorte et le pape en une aultre, cependant que l'empereur s'en iroit en Espagne, le laissant bien embrouillé ! » Invité à « feindre de céder comme on fait avec les bêtes sauvages pour les prendre au lacet », Jules III ne cédera rien (« Plutôt que me battre avec un chat enfermé, je le préfère en liberté pour qu'il puisse s'enfuir ») et, en convoquant le concile pour le 1er mai 1551, confirmera que l'Église ne reviendra jamais sur les décrets adoptés à Trente.

Début septembre. Décès, à l'âge de soixante-quatre ans, de Nicolas Perrenot de Granvelle. Très fatigué, il avait fait le voyage à Augsbourg à la demande de l'empereur. Avec lui, Charles Quint perd un collaborateur comme il n'en aura plus. Formé depuis une dizaine d'années pour lui succéder, son fils Antoine Perrenot, évêque d'Arras, le remplace et, comme

il est temps de régler les affaires de famille, il prie Marie de Hongrie de revenir d'urgence à Augsbourg. Peine perdue. Tant que son fils Maximilian sera en Espagne, Ferdinand s'en tient à la position qu'il a maintes fois répétée : « Je ne tiens pas que les électeurs, en vivant ung empereur et ung roi des Romains, ont auctorité d'élire tierze personne. Cela seroit contre la Bulle d'Or que j'ay jurée. » Charles Quint se résigne à rappeler d'Espagne Maximilian. L'ambassadeur Marcillac jubile : « Ceci allumera le feu entre le Roi de Bohème (Maximilian) qui est aimé de tout le païs comme Prince gentil et de grande expectation et le Prince d'Espagne qui est haï de tous, jusques aux siens propres, excepté les Espagnols. » Ce n'est pas l'unique querelle qui ébranle la maison d'Augsbourg. Une deuxième éclate lorsque Ferdinand d'Autriche sollicite une aide militaire de la diète pour défendre la Transylvanie, « terre riche d'argent, or, autres métaux, sel et chevaux et rempart stratégique de la Chrétienté ». Colère de Charles Quint pour qui la priorité absolue est que la diète accorde un subside au duc Moritz. Ferdinand se retire, préférant poursuivre la discussion « par escript plustost que de bouche » : « Dieu Notre Seigneur men demanderoit estroict compte si une si belle province fut baillée à la subjection du Turcq. Que Votre Majesté sache que je suis plus tenu à Dieu, à ma conscience et a mon honneur qu'à Votre Majesté. » La charge est si violente que Charles Quint demande à sa sœur Marie de Hongrie d'« haster très fort sa venue » : « Madame ma bonne sœur, Je luy diz qu'à la fin il fauldroit que luy ou moy fusse empereur. Soyez certaine que je n'ai jamais tant sentie chose que le roi de France mort ne me n'ait fait ni que celui-ci me voudrait faire, comme les termes que le roi notre frère use envers moi. Je n'en puis plus, si je ne crève. Votre bon frère Charles. »

Sombre fin d'année pour Charles Quint, auquel « la goutte prend désormais la tête et pourrait le tuer d'un coup », rapporte le nouvel ambassadeur vénitien Marino Cavalli. Triste fin d'année aussi, au couvent des Sœurs Noires de Malines pour le landgrave Philipp de Hesse dont une tentative d'évasion, le 22 décembre, a échoué, comme le rapporte l'éminent homme de droit Viglius de Zwychem envoyé sur place par Charles Quint. Dix cavaliers allemands étaient arrivés dans le Brabant se faisant passer pour des marchands de harengs et tandis que trois étaient descendus à l'Hôtellerie de l'Aigle de Malines, les sept autres attendaient à l'extérieur. L'évasion devait avoir lieu vers huit heures du matin, heure à laquelle le landgrave avait le droit de se promener dans le jardin du couvent.

Cependant, à six heures du matin, rapporte Viglius de Zwychem, « le cuysinnier principal du landgrave, de nom Magnus, donna à entendre à certain poissonnier nommé Jeromme van der Stock quil desiroit se cacher pour la peur quil avoit que le Landgrave son maistre se debuoit endedens deux heures delivrer hors des mains de sa garde. » « Alors, ledit Jeromme van der Stock » avait couru chez « monsieur Remy, fondeur de l'artillerie de Sa Majesté » et ledit monsieur Remy, s'était précipité chez don Juan de Guevara, l'homme responsable de la surveillance du landgrave. S'étant rendu au couvent, don Juan de Guevara y avait découvert deux gardes déjà morts et le landgrave prêt à s'enfuir. Cuisiné par le président Viglius de Zwychem, Philipp de Hesse avoue que son ancien maître d'artillerie, Hans Rommel « sestoit offert d'entreprendre » l'évasion. Quels princes a-t-il mis au courant ? « Seul le Duc Moritz, mon beaufilz ». Avez-vous eu des contacts avec les Français ? « Deux ou trois mois après que j'estoye prisonnier a Audenarde, ung quidam disant avoir charge du Roi de France a rencontré mon maistre dhostel et dit que la guerre contre l'empereur en Allemagne pouvait reprendre. » L'empereur croit que Philipp de Hesse en sait beaucoup plus : « Sans luy comminer la torture », il veut une confession complète sur « les intelligences qu'il doit avoir tenuz avec France, en la Germanye et dehors. » Philipp de Hesse n'en dira pas plus.

39

L'insaisissable Moritz de Saxe

Début 1551, rien n'est encore réglé en Saxe. Bien au contraire, une nouvelle ligue pour la défense de la foi évangélique vient d'être constituée à Königsberg par le margrave Johann de Brandebourg-Küstrin, le duc Johann-Albrecht Ier de Mecklemburg-Schwerin et le duc Albrecht Hohenzollern de Prusse et, sans une aide financière de la diète au duc Moritz, « il se commencera ici » comme le prévoit l'envoyé de Charles Quint en Saxe, Lazarus von Schwendi « une terrible confusion qui s'estendra par toute l'Allemagne ». « Si, par pure friponnerie, ils choisissaient de m'attaquer, confie Charles Quint à sa sœur Marie, je ne pourrais faire rien d'autre que jeter le manche après la cognée. Tout l'argent venu des Indes est quasiment terminé et je ne vois pas comment je pourrais cacher ma nudité. » La situation internationale n'est pas meilleure. Sorti victorieux fin 1550 d'une campagne de vingt mois contre le shah Tahmasp Ier, Soliman dispose dans l'expédition à Djerba conduite, il y a peu, par Andrea d'Oria, le duc de Florence et les Chevaliers de Malte contre Dragut[1], d'un excellent prétexte pour dénoncer la trêve de 1547, tandis qu'Henri II, en passe de contraindre[2] le roi d'Angleterre Edward VI, âgé de treize ans, à évacuer Boulogne-sur-Mer et de signer une alliance franco-anglaise, va avoir les mains libres pour faire, comme jadis son père, feu de tout bois, qu'il soit turc, protestant, florentin, génois ou romain, pour mettre dos au mur l'empereur vieillissant. Depuis fin 1550, d'ailleurs, il s'est employé à attirer les frères Farnese dans son camp, en promettant à Ottavio deux mille fantassins, deux cents cavaliers et douze mille ducats annuels pour la défense de Parme, et, à son frère Orazio, sa fille naturelle Diane de France.

À Augsbourg, écrit l'ambassadeur Marcillac, on ne se fait guère d'illusions sur ses intentions :

« Sire, les souspeçons de l'empereur que luy voullez entamer la guerre croissent de jour en aultre et que les affaires de Parme c'est pour avoir moyen plus aisé de faire effort au Duché de Milan. La venue devers vous du seigneur Jean d'Aramon[3] joincte avecques l'appareil des gallères qu'on faict en Constantinople luy faict croire que le grand sultan, ayant proposé de se ressentir d'Afrique, Vous incitera de Vous mectre en guerre du costé terre […] Cependant, l'Empereur ne s'échauffe guère, comme celluy qui n'a pas d'envie de mordre. »

S'il garde son calme devant l'ambassadeur Marcillac, Charles Quint n'en prévient pas moins son frère qu'il devra employer en Italie les garnisons espagnoles laissées dans le Wurtemberg depuis la guerre de 1546-1547 et, que ça lui plaise ou non, pour récupérer ce duché il devra attendre l'issue des procès qui l'opposent devant la Chambre impériale à Christoph, l'héritier du duc Ulrich, mort en novembre dernier. La diète se clôt le 14 février 1551. Pour l'empereur, ce sera la dernière. En apparence, il a obtenu ce qu'il voulait. Pour Magdebourg, les États participeront à hauteur de sept mille six cents ducats mensuels aux frais endurés par le duc Moritz, qui, assuré d'une armée de dix mille hommes et élevé au rang de capitaine général de l'empire, vient de disperser à Verden l'armée rassemblée par le margrave Johann de Brandebourg-Küstrin, le duc Johann-Albrecht 1er de Mecklemburg-Schwerin et le duc Albrecht Hohenzollern de Prusse, et s'apprête à assiéger Magdebourg, avec la promesse d'en obtenir le protectorat[4]. Quant au concile, les protestants ayant jugé irrecevable la bulle de Jules III, Charles Quint, par une énième pirouette, les a conviés à s'y exprimer en toute liberté de conscience sous sa protection personnelle. Pronostic de l'ambassadeur Charles de Marcillac : « Une partie des protestants ne faict point compte d'y aller. » Commentaire de Jules III : « L'empereur a renvoyé à l'expéditeur la Bulle faite sans lui. »

La diète dissoute, il ne reste à Charles Quint qu'à conclure les discussions familiales. Les grands électeurs ayant prudemment déserté la diète, il ne peut plus passer en force. Il lui reste à sauver la face. Un mémorandum rédigé pour la circonstance par l'évêque d'Arras sous l'autorité de Marie de Hongrie, revenue début janvier à Augsbourg, reconnaît d'emblée que la désignation du successeur du roi des Romains du vivant de Charles Quint est infondée en droit, comme le clame depuis le début Ferdinand : « Il semble qu'il n'est pas au pouvoir des électeurs de changer les anciennes règles, ou d'en dispenser, d'autant que le pape a toujours droit de prééminence sur la validité ou invalidité de l'élection impériale. » Mais,

suggère alors l'évêque d'Arras : « Si l'on ne peut faire ce que l'on veut, qu'on fasse au moins tout ce qu'est à présent faisable », à savoir que les deux frères s'accordent sur qui, advenant la mort de l'un d'entre eux, le survivant s'oblige dès maintenant à l'assister pour être élu roi des Romains. Antoine Perrenot de Granvelle, tout en dressant l'éloge de Maximilian (« Pour être né et nourri en Germanie, sachant la langue, ayant hanté familièrement les princes, administré honorable charge ès guerres dernières et œuvré aux diètes, il serait grandement plus au gré et goût des princes et des états de Germanie »), conseille sans surprise Felipe :

« Il faut considérer que, combien la couronne de Germanie soit la main droite de l'empire, toutefois l'Italie, dont l'empire prend la source, est la vraie résidence tant du chef de l'Église que des empereurs et, compte tenu aussi que plusieurs princes, républiques, seigneurs et vassaux italiens reconnaissent l'empire, il est tout clair que ce sera plus le fait de celui qui tient la couronne de Naples et de Sicile avec l'état de Milan que d'un roi de Hongrie et Bohème. De plus, les Pays d'Embas sont désormais joints à la Germanie. Enfin, le roi des Romains (Ferdinand), nourri en Espagne, s'était très bien accommodé pour apprendre la langue et les mœurs de la nation germanique. »

Par quatre fois, Ferdinand tente d'éluder la discussion. Puis, de guerre lasse, il cède aux pressions de son frère, en obtenant que son fils Maximilian apparaisse, après Felipe, dans la ligne de succession. Le 9 mars, Charles Quint, Ferdinand, Felipe et Maximilian signent les quatre protocoles constitutifs du compromis familial. Par le premier, Ferdinand s'engage à ce que, le jour où il succéderait à Charles, il ira prendre la couronne impériale « à Rome ou ailleurs » et assurera aussitôt l'élection de Felipe comme roi des Romains, tandis que Maximilian promet « qu'il ne destourbera en quelque manière que ce soit que ledit seigneur prince [Felipe] parvienne à cette succession, mais y aidera, se soumettant à la punition de Sa Majesté comme de son Seigneur et père, s'il faisait le contraire. » Par le second document, Felipe s'engage à se faire sacrer empereur à la mort de Ferdinand et à n'épargner aucun effort pour assurer l'élection à roi des Romains de son cousin Maximilian. Le troisième acte concerne les fiefs impériaux en Italie (Piémont, Montferrat, Milan, Florence, Sienne, Mantoue, Saluces, Plaisance, Parme…) : Ferdinand, devenu empereur, réservera leur « gouvernement et administration » à Felipe, étant entendu que son neveu ne pourra n'en aliéner aucun sans son accord. Par le quatrième, les deux cousins ennemis, Felipe et Maximilian, se promettent mutuellement de se porter au secours de leurs États héréditaires et à traiter en commun les affaires d'Allemagne. Enfin, il est convenu que Charles Quint et Ferdinand d'Autriche soumettront l'accord à

chacun des grands électeurs : Ferdinand enverra des émissaires auprès de ceux de Saxe et de Brandebourg, Charles Quint auprès des trois électeurs ecclésiastiques et du vieux comte palatin Friedrich II. Si le schéma adopté obtient leur approbation écrite, Felipe épousera l'une des filles de Ferdinand. Dans le cas contraire, il sera libre de regarder « au parti que lui serait le plus convenable ». Les papiers signés, Ferdinand et Maximilian quittent Augsbourg en catimini l'un pour Prague, l'autre pour Vienne. Inutile de dire que Ferdinand et Maximilian ne feront rien pour convaincre les grands électeurs et que les accords familiaux resteront à jamais lettre morte. Si Charles Quint a sauvé la face, la maison d'Habsbourg n'en est pas moins brisée.

De concert avec Jules III, Charles Quint emploie la carotte et le bâton pour détacher d'Henri II Ottavio Farnese, ce « misérable ver qui se révolte à la fois contre un pape et contre un empereur ». L'ayant déclaré rebelle, le pape gèle le paiement de sa rente mensuelle, « deux mille ducats pour la paye de cinq cents soldats et mille pour ses frais de bouche », mais lui offre le duché de Camerino. L'empereur, quitte à la traiter « comme la fille qu'il a toujours aimée » si elle abandonne Parme, confisque à Marguerite les rentes qu'elle tient du royaume de Naples. Les ambassadeurs d'Henri II s'insurgent : si leur roi a offert sa protection aux Farnese, c'est pour protéger l'Église des visées de l'empereur. Adepte du franc-parler, Jules III somme Henri II de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'État pontifical. Réplique des ambassadeurs d'Henri II : si Sa Sainteté manque aux engagements pris lors de son élection, Henri II détachera de Rome l'Église gallicane. Jules III jure que, si Henri II passe aux actes, il l'excommuniera et offrira la couronne de France au prince Felipe d'Espagne. Puis, « rendu impavide par sa dignité et par son âge », il dépêche son neveu Giovanni Battista de Ciocchi del Monte à Bologne recruter des gens de guerre. Charles Quint approuve mais, « pour non donner opinion aux potentats d'Italie qu'il fait la guerre pour parvenir audit Parme », ordonne à Ferrante Gonzaga de se limiter à dévaster ses campagnes. Toutefois, lorsque le gouverneur de Milan s'empare de Brescello, bourg agricole appartenant au cardinal Ippolito d'Este, vassal de l'empereur mais allié des Valois, Henri II en prend prétexte pour signer, fin mai, le traité accordant sa protection armée à Ottavio. De fait, l'exilé florentin Piero Strozzi et le seigneur de Termes, Paul de la Barthe, sont déjà à l'œuvre depuis la place forte de Mirandola, achetée trois ans auparavant par Henri II au duc

Galeotto, et distante de quinze lieues de Parme. Munis de quatre cent mille ducats, ils ont recruté deux armées, l'une pour secourir Ottavio Farnese contre lequel marche Giovanni Battista de Ciocchi del Monte avec huit mille fantassins, trois cents cavaliers et dix pièces d'artillerie, l'autre pour défendre Mirandola que Ferrante Gonzaga s'apprête à encercler.

Au même moment, l'amiral turc Koca Sinan et Dragut attaquent les Chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean[5], sachant que la flotte de l'amiral Andrea d'Oria est occupée à accompagner à Barcelone le prince Felipe et son cousin Maximilian venu ramener à Vienne son épouse Maria. Malte résiste, mais l'île de Gozzo est dévastée, tandis que la forteresse de Tripoli, sur la côte africaine, tombe aux mains de Dragut, qui, sur les traces de Khayr-ad-Din Barberousse, en devient le gouverneur. Les quelque quarante Chevaliers de Malte qui l'occupaient sont ramenés prisonniers à Constantinople, sauf les Français, remis à l'ambassadeur d'Henri II, Jean d'Aramon. Mais il n'y a pas que l'Italie et Malte. Le siège de Magdebourg traînant en longueur, Charles Quint devrait s'inquiéter aussi des véritables intentions du duc Moritz de Saxe, comme l'y invite Marie de Hongrie dans une lettre à l'évêque d'Arras datée du 15 mai : « L'on murmure fort du duc Maurice. Certains disent que lui et ses adhérents se fondent fort sur l'état de santé de Votre Majesté, d'autres qu'ils n'attendront pas à mouvoir quelque bruit. Je Vous en avertis afin qu'ayez l'œil ouvert car on me dit pour chose certaine que tous ceux qu'il retient en son service il les fait jurer contre tous et qu'il n'a voulu recevoir les sujets qui ont demandé à excepter Votre Majesté. » L'évêque d'Arras croit pouvoir la rassurer : « S'il ne faut pas délaisser de considérer ses actions, le duc Moritz est craintif pour faire grande emprise, ni est assez argenté pour porter grand frais et craindra que l'on délivre le Duc Johann Friedrich. » De plus, ajoute-t-elle, le duc écrit très souvent à l'empereur et, tout dernièrement, l'a informé qu'il prépare avec Philipp Melanchthon les positions que ses théologiens défendront à Trente, pourvu que le pape leur garantisse de ne pas finir sur le bûcher comme Jan Hus en 1415 au concile de Constance. L'optimisme de l'évêque d'Arras est contredit fin août par une dépêche de l'ambassadeur impérial auprès de la cour de France, Simon Renard, confirmant que le duc Moritz mène secrètement des pourparlers avec Henri II.

D'autres événements hostiles s'amoncellent l'un après l'autre. En mer du Nord, une quarantaine de navires marchands partis d'Anvers pour l'Espagne ont été délestés de leurs cargaisons d'une valeur de cinq cent mille ducats

par une douzaine de navires de guerre encore non identifiés, commandés par « un dénommé Polni » (en fait, Antoine Escalin des Aymars, baron de la Garde, amiral d'Henri II, connu aussi comme « le capitaine Paulin ») et en Méditerranée, le capitaine Marco Centurione a intercepté dans les environs de la Corse une escadre partie de Marseille surprendre des navires marchands génois revenant du Moyen-Orient. Plus encore, début septembre, dix mille Gascons, Suisses et Allemands sont venus renforcer l'armée du gouverneur français du Piémont, Charles de Brissac. Si ses actions se limitent à la prise des petites villes de Chieri et San Damiano et à des incursions dans le Montferrat et dans la région d'Asti, Ferrante Gonzaga n'en est pas moins forcé d'abandonner le siège de la Mirandola pour défendre les passages de l'Adda et du Tessin vers la Lombardie.

Dans cette ambiance de guerre générale qui n'en est pas encore une, le cardinal légat Marcello Crescenzio, assisté par l'archevêque Sebastiano Pighino et par l'évêque de Vérone, Luigi Lippomano, ouvre le 1er septembre, à Trente, le concile, en présence des ambassadeurs de l'empereur et de Ferdinand d'Autriche, des grands électeurs de Spire et de Mayence et d'une poignée d'évêques venus de l'État pontifical, du royaume de Naples, d'Espagne, des Pays d'Embas et d'Autriche. La France a aussi un représentant en la personne de l'abbé Jacques Amyot, venu délivrer un message d'Henri II, non pas au concile, mais à ce qu'il préfère appeler la « convention tridentine des très Saints Pères en Christ ». Après d'âpres discussions sur la question de savoir si dans ces conditions il pouvait prendre la parole, Jacques Amyot est autorisé à délivrer le message du roi de France : en tant que « principal fils de l'Église », Henri II désertera les débats de Trente jusqu'à ce que l'empereur et le pape reconnaissent Ottavio Farnese comme duc légitime de Parme. Après avoir entendu l'abbé Amyot, l'assemblée fixe pour le 11 octobre une session consacrée à la doctrine de l'eucharistie et accorde aux protestants allemands qui s'y rendront un sauf-conduit valable trois mois. La réaction d'Henri II est immédiate : il intime au nonce apostolique de quitter le royaume et ordonne à l'Église gallicane de cesser ses paiements à la chambre apostolique romaine. Impressionné, Jules III envoie en France le cardinal Girolamo Varallo « traiter la paix », étant entendu que « toute conclusion laissant Parme à Ottavio ne peut pas nous plaire, pour être trop déshonorante pour notre Saint-Siège ».

Toujours à Augsbourg, Charles Quint, comme il l'écrit le 18 septembre à sa sœur Marie, est « perplexe de ce qu'[il devrait] faire quant à [sa]

personne ». « Avec l'apparence que le roi passe en Italie comme jeune désirant voire la guerre », il a examiné diverses options. Pour demeurer à Augsbourg, il lui faudrait une forte garde, mais « tirer les Espagnols en poste au Wurtemberg provoquerait grand ressentiment » et prendre en solde des Allemands « (le) chargerait de frais insupportables ». Passer en Espagne « serait abandonner le tout ». Rentrer aux Pays d'Embas comme elle lui conseille ? Non, parce que « je n'aurais moyen de tourner bride, je serais loin pour pourvoir à ce d'Italie, je n'aurais nouvelles de là que longtemps après, ni d'Espagne, pour la difficulté de la navigation que l'on a avec l'Angleterre. » Alors où ? À Innsbruck, « pays du roi notre frère et de notre ancien patrimoine », où « je me tiendrai plus près des choses d'Italie, je donnerai un peu de chaleur aux choses du concile, j'éviterai les frais le plus que se pourra et je serai plus près d'Espagne d'où doit venir le principal remède des finances. » Marie de Hongrie s'affole et insiste pour que son frère prenne au moins ses quartiers à Worms ou à Spire, d'où, en cas de menace, il pourrait se mettre rapidement à l'abri aux Pays d'Embas :

« S'il y a peu d'apparence que le roi de France passe pour ceste saison en Italie car, à ce que j'entends, les Français font leur compte de faire l'extrême de leur effort de nous assaillir par plusieurs côtés au prochain printemps, […] tous concourent par contre que le duc Moritz a intelligence avec, d'un côté, les enfants et alliés du landgrave et, de l'autre, les villes et aucuns princes de la Hanse. […] Puisqu'il faut douter du duc Moritz, il convient de l'employer avec le roi Ferdinand contre le Turc en Hongrie. S'il accepte, on le tirerait hors d'Allemagne. S'il refuse, il faudrait aviser s'il n'y a pas moyen d'attirer le comte Guillaume de Nassau et son fils le prince d'Orange de lui courir sus avec l'assistance de quelque bonne somme de deniers. »

Marie de Hongrie pense de plus qu'il faudrait dépêcher d'urgence en Angleterre l'ambassadeur Simon Renard, désormais *persona non grata* à la cour d'Henri II, afin de « savoir quelle assurance nos bateaux, tant de guerre que marchands, auront en leur pays car, si ne pouvons prendre sûrement port en Angleterre, nous serons contraints d'y aller par la force, pour ôter le roi Edward hors des mains de ses si pernicieux gouverneurs. Il semble à beaucoup que ledit royaume est à cette heure divisé, en extrême pauvreté et facile à conquérir. »

Quoiqu'il n'ignore rien de son goût pour le double jeu, Charles Quint fait encore confiance au duc Moritz. Ce qui le rassure est que, ayant mené à terme le 3 novembre le siège de Magdebourg, il s'est engagé à disperser son armée dès réception des fonds que lui a alloués la diète. De plus, ses délégués, ainsi que ceux des ducs Wilhelm de Wurtemberg et Joachim de Brandebourg, sont attendus d'un jour à l'autre à Trente pour convenir avec

le légat Marcello Crescenzio des conditions dans lesquelles les théologiens protestants pourraient participer aux travaux du concile. Charles Quint opte donc pour le Hofburg d'Innsbruck. Cependant, comme nous en informe une lettre d'Antoine Perrenot de Granvelle à Marie de Hongrie datée du 19 novembre, « sa Majesté Impériale est plus tardive qu'il ne conviendrait » et en veut à tout le monde :

« Il voit le royaume de Naples mal satisfait du vice-roi[6]. Le duc de Florence mécontent, que Sa Majesté n'a pas voulu mettre entre ses mains Plombin[7]. Le marquis de Marignan qu'est sur Parme, entendre mieux son profit que la guerre, combien il l'entende très bien. Don Ferrante Gonzaga ne pas tenir bon ordre sur les frais de guerre. Le duc d'Albe parti ou, comme il dit, l'ayant abandonné. Les Espagnols se faisant tant haïr alors que sans eux aucune entreprise d'importance ne peut se faire. Enfin, il tient Anglais, Vénitiens, princes d'Allemagne en si peu d'estime qu'il ne veut pas les recevoir, disant qu'il sait d'avance ce qu'ils ont à lui dire et que tous ne font rien pour lui. »

Manifestement déprimé et irrésolu, Charles Quint aurait sans doute eu un sursaut si l'évêque d'Arras, ou Marie de Hongrie, d'habitude si bien informée, avaient su au sujet de la rencontre tenue du 25 septembre au 4 octobre, dans les environs de Mühlberg, entre l'envoyé spécial d'Henri II, Jean V Dufresne de Moustiers, également connu comme Jean de Fresse ou encore comme l'évêque « au long nez » de Bayonne, le duc Moritz de Saxe, le margrave Johann de Brandebourg-Küstrin, le duc Johannes-Albrecht 1er de Mecklemburg-Schwerin, le margrave Georg-Friedrich de Brandebourg-Kulmbach et un représentant du fils aîné de Philipp de Hesse, Wilhelm IV de Hesse-Kassel[8], entrevue au cours de laquelle les conjurés ont convenu d'aller chercher l'empereur à Innsbruck. Ce n'est que le 17 novembre, à la suite de la requête d'un groupe de princes allemands demandant la libération immédiate du landgrave Philipp de Hesse, que, prenant conscience de l'imminence du danger, l'évêque d'Arras, tout comme Ferdinand d'Autriche, conseille de « terminer sa prison au plus bref ». Mais, tout en admettant que sa peine pourrait être réduite, l'empereur veut encore croire que Moritz de Saxe viendra à Innsbruck s'entretenir avec lui des affaires d'Allemagne et du concile, « comme il a offert fort libéralement par ses lettres ». Le Noël de l'empereur est encore marqué par un étrange épisode. Revenant d'Espagne et en route pour Vienne, son neveu Maximilian et sa fille Maria s'arrêtent au Hofburg. Parti un matin à la chasse aux chamois et pris par de violentes douleurs au ventre, Maximilian est persuadé d'avoir été empoisonné par un agent de son cousin Felipe. Tout rentre dans l'ordre dès le lendemain, mais l'incident en dit long sur les arrières-pensées de chacun. Après le départ de sa fille et de son beau-fils, un représentant de Moritz de Saxe informe

Charles Quint qu'en raison de son état de santé, le duc doit retarder sa venue mais que son conseiller juridique Leonhard Badehorn est déjà à Trente pour obtenir les sauf-conduits sans lesquels les théologiens de Saxe, dont Philipp Melanchthon, ne se hasarderont pas à traverser les Alpes, alors que ceux de l'électeur Joaquim de Brandebourg, du duc Christoph de Wurtemberg, et de la ville de Strasbourg sont déjà sur place. Une fois encore, l'empereur veut croire à sa bonne foi.

Sur ce, le roi de France, promu *Vindex libertatis germanicae et principum captivorum* (Protecteur de la Liberté Germanique et des Prisonniers Allemands), signe le 15 janvier 1552, au château de Chambord, le traité l'engageant à fournir à ses alliés allemands deux cent quarante mille ducats, à titre d'avance, pour réunir une armée et soixante-dix mille autres par mois pour l'entretenir. En retour, il pourra « prendre sous sa protection », sans les détacher de l'empire, Strasbourg en Alsace, les évêchés de Toul, Metz et Verdun en Lorraine, et l'évêché de Cambrai, aux Pays d'Embas. L'objectif officiel est de libérer l'Allemagne de l'occupation espagnole et le landgrave Philipp de Hesse de sa prison, sans préjudice des professions de foi de divers alliés. Les détails pratiques de la campagne sont réglés à la mi-février lors d'une conférence à Friedewald, dans la Hesse. Une fois encore, le secret est parfaitement gardé, si bien que le duc Moritz peut encore faire durer l'illusion de son imminente visite à Innsbruck. Charles Quint comprend qu'il va « se faire prendre dans son lit » seulement aux premiers jours de mars, quand le duc Moritz et Wilhelm de Hesse-Kassel, auxquels s'est joint le margrave Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach, se mettent en mouvement vers le sud avec trente mille hommes, tandis qu'Henri II concentre des troupes en Champagne.

Trahi, isolé, Charles Quint doute même de son frère et de son neveu Maximilian. Pourquoi sont-ils restés si silencieux ces derniers mois ? Étaient-ils au courant, auraient-ils reçu des assurances ? Marie de Hongrie semble partager ses soupçons quand elle rappelle à Ferdinand que « Sa Majesté n'a jamais hésité à vous porter secours ». Seule certitude, Charles Quint doit se sortir du piège dans lequel il s'est lui-même mis. Mais où aller ? Aux Pays d'Embas en traversant l'Allemagne ? « Je me mettrais en grand péril. » En Italie ? « Ce serait la plus grande honte et je ne sais même pas quelle sûreté je trouverai en passant par les terres des Vénitiens. » Partout, on donne l'empereur pour perdu. Aux premiers bruits de bottes, les électeurs de Mayence et de Cologne et les théologiens

protestants quittent Trente, sans que l'assemblée conciliaire n'ait avancé d'un pouce. « Tout espoir de progrès ayant été réduit à néant », Jules III, plus soulagé que peiné, suspend le concile pour deux ans. Il ne reprendra qu'en 1562, quatre ans après la mort de Charles Quint et lorsque la rupture entre catholiques et protestants sera définitivement consommée. Vue l'impasse dans laquelle se trouve son allié, Jules III fait cavalier seul, licencie les troupes qui assiègent Parme et pardonne Ottavio Farnese (« Nous n'aurions jamais cru que Dieu nous affligerait à ce point », confie-t-il au cardinal Crescenzio). Bientôt, les Siennois chasseront la garnison espagnole et ouvriront leurs portes à Paul de Termes, lieutenant du roi de France pour les guerres en Italie centrale ; une flotte franco-turque envahira la Corse, afin de couper les communications entre Gênes et Barcelone, ramener la ville ligure dans l'orbite française et préparer rien de moins que la conquête de Florence, de Naples et de la Sicile. Revenant d'Espagne, Maximilian d'Autriche et son épouse Maria manqueront de peu d'être capturés dans les environs d'Asti par les hommes du gouverneur du Piémont, Charles de Cossé-Brissac.

Le premier choc passé, l'empereur retrouve son sang-froid. Il libère l'ennemi mortel du duc Moritz, Johann Friedrich de Saxe, à condition que, pour l'instant, il ne quitte pas Innsbruck ; il offre sa liberté à Philipp de Hesse si son fils Wilhelm, le margrave Albrecht de Brandebourg-Kulmbach et le duc Moritz se séparent de leurs mercenaires ; il invite le duc Albrecht V de Bavière à mettre tout son poids dans la balance pour que les conjurés ouvrent des négociations, soit avec lui à Innsbruck, soit ailleurs avec son frère Ferdinand. Il presse sa sœur Marie de Hongrie d'envoyer au plus vite une armée au Luxembourg et ordonne aux villes du Rhin de mettre en lieu sûr les barques qui permettraient à Henri II de passer rapidement sur la rive droite du fleuve. Enfin, il appelle le duc d'Albe à le rejoindre avec les troupes qui participaient au siège de Parme et négocie avec Anton Fugger, le seul banquier allemand qui lui soit resté fidèle, de quoi pouvoir recruter des troupes à pied et à cheval en Bohème, en Moravie et en Saxe. Le banquier lui offrira cent cinquante mille ducats. Ce qui lui manque, tout comme l'argent, c'est le temps. Tandis que le connétable Anne de Montmorency s'est emparé facilement de Tulle et de Metz et le duc Moritz d'Augsbourg, Henri II, entré en Lorraine, a destitué la nièce de l'empereur, Christina de Danemark, et se dirige déjà vers Strasbourg. Coup de théâtre. Au lieu d'aller vers le Rhin à la rencontre d'Henri II, le duc Moritz propose

l'ouverture de négociations pour la semaine suivante à Linz, non pas avec Charles Quint mais avec Ferdinand d'Autriche. Puis, en route pour Linz, il dépêche une partie de ses troupes vers Innsbruck. Pour les arrêter, il n'y a que la petite garnison laissée par l'empereur au château d'Ehrenberg. Préférant « être pris pour un vieux fou plutôt que [se] couvrir de honte », Charles Quint prend la fuite la nuit du 7 avril en direction du Rhin, accompagné par cinq serviteurs. Il trouve les montagnes de Füssen infestées de soldats et revient sur ses pas. Pourtant, les hommes du duc Moritz ne font rien pour l'arrêter.

Aux pourparlers de Linz, ouverts le 20 avril en présence de deux délégués de Charles Quint (Joaquim de Rye, seigneur de Balançon, et Lazarus von Schwendi), les princes rebelles de la Ligue pour la Défense de la Foi évangélique exigent la libération de Philipp de Hesse, la révocation de l'*Intérim* et l'organisation d'un concile national allemand destiné à octroyer aux États de l'empire le droit de choisir librement leur religion, selon l'inclinaison de chaque prince. Homme d'honneur et de parole, Charles Quint fait alors savoir que jamais il n'accordera la liberté de confession au sein de l'empire et que, quant à la libération du landgrave, il y pourvoira seulement après que les princes rebelles auront licencié leurs armées. Les pourparlers s'achèvent le 1er mai avec, pour seul accord, celui de se retrouver fin mai à Passau avec la participation de tous les grands États. Ferdinand profite de la pause pour se rendre, le 19 mai, à Innsbruck. Un bon jour, en apparence, puisqu'on apprend que le roi de France, n'ayant pas réussi à forcer les portes de Strasbourg et irrité de n'avoir pas trouvé ses alliés sur l'autre rive du Rhin, est reparti vers le nord à la rencontre de l'armée expédiée au Luxembourg par Marie de Hongrie sous le commandement de Martin Van Rossem, passé à son service avec le grade de maréchal. Pour quelques heures, Charles Quint peut espérer que le retrait d'Henri II rendra le duc Moritz plus conciliant. Il n'en est rien. La nuit tombée, une estafette prévient les deux frères que les soldats du duc se sont emparés du château d'Ehrenberg et pourraient entrer dans Innsbruck d'un moment à l'autre. Lorsqu'ils y pénètrent, Charles Quint s'est déjà enfui sous la pluie en compagnie de Ferdinand d'Autriche, d'Antoine Perrenot de Granvelle, du duc Johann Friedrich de Saxe et du banquier Anton Fugger. Direction : Bruneck, dans le Sud-Tyrol.

Chemin faisant, Ferdinand reçoit un courrier du duc Moritz : protestant de sa bonne foi, il le supplie de maintenir le rendez-vous de Passau. N'ayant

guère le choix, Charles et Ferdinand confirment la reprise des négociations et, le 23 mai, se séparent. L'empereur pour se mettre en sûreté à Villach, en Carinthie ; Ferdinand pour se rendre par l'Inn à Passau. À son arrivée, le 29 mai au soir, Ferdinand y trouve le duc Moritz, le duc de Bavière, le margrave Johann de Brandebourg-Küstrin, les ducs de Juliers, Wurtemberg, Brunswick-Wolfenbüttel, les délégués de l'électeur palatin et de l'électeur de Brandebourg et divers évêques dont aussi le Français Jean de Fresse, qui, habillé à la saxonne de la tête aux pieds, est venu annoncer que « le roi de France n'empêchera point que l'on traite de la paix, pourvu que la nouvelle union entre la France et l'Allemagne demeure ferme et constante ». L'assemblée de Passau est bien plus représentative des réalités allemandes que celle du mois d'avril à Linz. Cédant sans doute aux insistances de Ferdinand, le duc Moritz ne met plus l'accent sur l'octroi de la liberté religieuse pour tous les États mais se contenterait d'une paix « immédiate, perpétuelle et sans conditions », assortie d'une amnistie générale. Habile formulation qui rencontre immédiatement les faveurs des évêques et des princes catholiques (« Pusillanimes à en désespérer », dira Charles Quint). Pressant son frère d'accepter cette solution, Ferdinand d'Autriche lui fait valoir qu'il craint qu'en cas de refus la Ligue pour la Défense de la Foi évangélique ne reprenne immédiatement les hostilités, s'empare de Ratisbonne et, de là, marche vers Vienne au grand péril « de mes enfants, de mes pays, de mes sujets et de moi-même », alors qu'en cas d'accord elle lui fournirait trois mille cavaliers et dix mille fantassins pour marcher contre les Turcs du pacha de Bosnie qui menacent la Styrie et la Carniole. Nouveau refus de Charles Quint : « Si l'autorité impériale doit se perdre, dit-il à son frère Ferdinand venu à Villach le 8 juillet, ce ne sera pas sous mon règne. » Par contre, il est prêt non seulement à libérer le landgrave de Hesse dans les quinze jours suivant le licenciement des mercenaires de la Ligue, mais en outre à abroger l'*Intérim* et à convoquer dans les six mois une diète d'empire en bonne et due forme pour reprendre à zéro la question religieuse. Sinon, il laissera son frère libre de prendre les options qu'il voudra, en toute indépendance.

Le 13 juillet, Charles Quint, ne se sentant nullement en sécurité, quitte Villach en direction de l'Italie, mais sans dévoiler à quiconque ses intentions. De retour à Passau le même jour, Ferdinand d'Autriche envoie ses ambassadeurs à Francfort-sur-le-Main, dans le Haut-Rhin, assiégé par le duc Moritz et Wilhelm IV de Hesse-Kassel, alors que le margrave

Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach « comme une bête sauvage, monstrueuse et folle » dévastait et rançonnait les archevêchés catholiques de Würzburg et Bamberg. À l'étonnement de Ferdinand, le duc Moritz accepte dans ses grandes lignes l'offre de Charles Quint. Exclu des négociations, le margrave Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach, rançonne la riche ville franconienne de Nuremberg de deux cents mille florins (190 000 ducats) et occupe pour de bon un tiers de l'archevêché de Bamberg. En deux mois, il a accumulé neuf cent mille florins. Invité à revenir à la table des négociations, il exige la reconnaissance de ses conquêtes, ce que Ferdinand d'Autriche et le duc Moritz lui refusent. Entre-temps, le 17 juillet, Charles Quint a retrouvé à Lienz, dans le Tyrol oriental, le duc d'Albe, venu d'Italie avec six mille hommes. Le lendemain, il s'est déplacé à Brixen, à quelques lieues de Bolzano, où il reste jusqu'au 27 juillet, jour où le duc Moritz et les princes confédérés parviennent à un accord avec Ferdinand d'Autriche. Charles Quint reprend alors le chemin du nord et le 31 juillet au soir rentre à Innsbruck, après quatre-vingts jours de fuite. Le 2 août à Passau, Ferdinand d'Autriche, roi des Romains, son fils Maximilian, roi de Bohème, les États catholiques et les États protestants présents aux négociations signent la fin des hostilités : l'*Intérim* est abrogé ; les décisions du concile seront facultatives ; la question des biens ecclésiastiques est laissée en sommeil ; les princes protestants ne feront l'objet d'aucune poursuite judiciaire ; une diète ou un concile national aura lieu dans les six mois ; les deux confessions seront représentées à la Chambre impériale, le landgrave Philipp de Hesse sera libéré. En résumé, un cinglant désaveu de la politique de Charles Quint (« un empire, une religion ») et la consécration de Ferdinand d'Autriche comme roi élu d'une Allemagne multiconfessionnelle. Le duc Moritz et Wilhelm de Hesse-Kassel dirigent comme promis plusieurs contingents de cavaliers vers les frontières de l'Autriche avec la Bosnie et licencient le reste de leurs troupes.

Arrivé à la mi-août à Munich, Charles Quint ratifie les accords de Passau et donne instruction à sa sœur Marie de Hongrie de relâcher Philipp de Hesse. Après cinq ans d'emprisonnement, celui-ci retrouve sa ville de Kassel. Il ne reprendra pas une part active sur la scène politique allemande. Son ancien allié, l'électeur de Saxe Johann-Friedrich, auquel Charles Quint a redonné la liberté et qui va retrouver ses fils à Gotha, non plus. Ainsi, les trois hommes qui se sont affrontés depuis trente ans quittent ensemble les devants de la scène politique allemande. Une nouvelle génération leur

succède. Retrouvant à Augsbourg les troupes à pied et à cheval levées grâce aux cent cinquante mille ducats accordés par Anton Fugger, Charles Quint marque le coup dans une lettre à son frère : « J'ai ratifié le traité [de Passau] seulement pour votre respect, car pour le mien je n'en avais que faire et je tiens que plusieurs princes d'empire eussent été aussi aise que je ne l'eusse ratifié. Toutefois, je l'ai fait pour pour votre respect et non pour me jeter le tort dessus. Dieu veuille qu'il vous profite plus que je n'en vois les apparences. »

40

La victoire d'Henri II

C'est tout un pan de sa vie que Charles Quint laisse derrière lui lorsque, le 1er septembre 1552, à la tête de son armée, il prend la direction du pont de Strasbourg avec l'intention, écrit-il à son frère, de mettre en fuite le margrave Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach qui, soutenu par la France, a envahi les évêchés de Trêves et de Mayence, et d'aller ensuite à la défense des Pays d'Embas. Seulement lorsqu'il aura traversé le Rhin le 16 septembre, il annoncera qu'il ira assiéger Metz, conquise quelques mois plus tôt par Henri II en accord avec la Ligue pour la Défense de la Foi évangélique. Immobilisé par la goutte à Landau, il laisse le duc d'Albe avancer vers Saarbrücken, où, à six lieues de Metz, doit se faire la jonction avec les troupes sous le commandement du seigneur de Bossu, Jean de Hénin-Liétard, envoyées depuis les Pays d'Embas par l'infatigable Marie de Hongrie qui a réussi à réunir deux cent mille ducats. Quatre cent soixante mille ducats supplémentaires sont attendus d'Espagne et deux cent mille du royaume de Naples. Ayant retrouvé son camp le 17 octobre, l'empereur a d'emblée à prendre une décision contraire à sa dignité impériale : que faire du margrave Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach qui rôde dans la région avec cinquante compagnies d'infanterie et une grosse cavalerie à la solde du roi de France et qui lui propose d'entrer à nouveau à son service ? Qui est ce personnage, descendant d'une branche cadette de la puissante maison des Hohenzollern, qui terrorise l'Allemagne ? C'est un va-t-en-guerre affamé de butins et de conquêtes que ses contemporains désignent déjà comme Albrecht le Belliqueux et que la postérité surnommera Alcibiade, en souvenir du général qui avait servi indifféremment Athènes, Sparte et la

Perse, et que Plutarque avait estampillé comme « le moins scrupuleux et le plus insouciant des hommes ». Né en 1522 du margrave Casimir Hohenzollern, seigneur de Kulmbach et Bayreuth, et de Susanne de Bavière, orphelin à cinq ans, il avait été pris sous tutelle par son oncle Georg, margrave de la principauté voisine d'Ansbach. Luthérien de la première heure et décidé à l'élever dans la nouvelle foi, l'oncle Georg avait refusé que l'enfant soit élevé à la cour de Ferdinand d'Autriche, comme l'aurait souhaité Charles Quint. Cependant, ses efforts pour mater la nature sauvage de son neveu étaient demeurés vains. Il n'aimait que la chasse, les duels, les orgies, la boisson. Émancipé à dix-huit ans, il avait pris possession de son maigre héritage avec une seule idée en tête : l'agrandir. Doté d'excellentes qualités guerrières, idolâtré par ses troupes, il avait fait ses classes à vingt et un ans comme capitaine d'une compagnie de cinq cents cavaliers, lors de la guerre contre le duc de Clèves et, l'année d'après, il avait encore servi l'empereur lors de sa quatrième et dernière guerre contre François 1er. Devenu ami sur les champs de bataille champenois de Moritz de Saxe, son aîné d'une petite année, et revenu dans ses possessions après la paix de Crépy, il avait tenté, à la mort de son oncle Georg, fin 1543, d'obtenir la tutelle de son fils Georg Friedrich, âgé de quatre ans, pour en capter l'héritage, mais avait dû plier devant l'opposition des autres branches de la maison prussienne des Hohenzollern à laquelle il appartenait. Lors de la guerre de Charles Quint contre la ligue protestante de Schmalkalden, il avait suivi Moritz de Saxe. Fait prisonnier sur le champ de bataille et libéré après la bataille de Mühlberg, il avait vendu ses services aux Anglais dans leur conflit avec la France pour Boulogne-sur-Mer. Celui-ci terminé, il avait participé aux côtés de Moritz de Saxe au siège de Magdebourg. Ensuite, sans adhérer ni à la Ligue pour la Défense de la Foi évangélique ni au traité de Chambord, il avait accompagné Moritz de Saxe lors de sa descente vers Innsbruck dans le but de prendre sous sa tutelle les évêchés de Wurtzbourg et de Bamberg. Exclu des négociations de Passau et fidèle au principe que la guerre doit nourrir la guerre, Albrecht avait encore rançonné Nuremberg. Enfin, ayant vendu ses services au roi de France, il s'était porté vers Metz, dévastant chemin faisant les archevêchés de Trèves et de Mayence. Tel est l'homme qui maintenant propose à Charles Quint de se mettre à son service, si l'empereur légalise ses agissements en Allemagne. Dilemme pour l'empereur. Accepter l'offre du margrave Albrecht, serait affaiblir le camp français mais perdre le peu de prestige qui lui reste en Allemagne. Refuser,

ce serait compliquer l'entreprise de Metz commencée alors que la pluie et les fleuves en crue retardent la marche de son armée. Jusque-là toujours très ferme sur ses principes, Charles Quint accepte, en se promettant de remettre tout en ordre, une fois la victoire acquise.

Chargé par Henri II de la défense de Metz, le duc François de Guise a détruit les faubourgs et utilisé leurs décombres pour renforcer les remparts. Face aux cinquante mille hommes de l'empereur arrivés début novembre par le sud-est, entre la Moselle et la Seille, il ne dispose que de six mille hommes et de quelques pièces d'artillerie. Pendant deux semaines, les impériaux creusent des tranchées et installent leurs cent canons le plus près possible du fossé, large et profond, qui entoure les murailles. Le 20 novembre, Charles Quint, monté sur une haquenée malgré les séquelles d'une nouvelle crise de goutte, passe en revue l'armée. Le 23, par un temps beau mais extrêmement froid, l'artillerie impériale entame ses bombardements. Au bout de cinq jours, la victoire paraît à portée de main. Huit mille boulets de grosse taille ont fini par ouvrir dans les remparts une brèche assez large pour lancer l'assaut. Mais dès que la poussière retombe, surgit derrière la brèche un énorme glacis de terre fortifiée, empêchant toute action. Charles Quint réunit ses capitaines. La neige, les difficultés croissantes d'approvisionnement, un début d'épidémie de dysenterie, la grogne des troupes, les nombreuses désertions parmi celles du margrave Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach… la plupart sont d'avis de revenir à Metz au printemps. Seul, le duc d'Albe préconise de continuer. Ayant besoin d'un succès, Charles Quint se rallie à son avis. Alors que les jours se font plus courts et plus froids et que les désertions se multiplient, le siège se poursuit tout un mois sans le moindre résultat. Le 26 décembre, les larmes aux yeux, l'empereur lève le siège et licencie son armée. La Lorraine est perdue et, avec elle, tout espoir de revenir rapidement en Allemagne, livrée désormais aux luttes entre princes. Au prochain printemps, le margrave Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach, piétinant les lois d'un *Reich* à la dérive, s'emparera d'abord de l'ensemble du territoire de l'archevêché de Bamberg, puis des terres du duc Heinrich II de Brunswick-Wolfenbüttel, en Basse-Saxe.

Vaincu par la jeunesse du duc Moritz de Saxe et d'Henri II, perclus de goutte, moralement défait, Charles Quint se terre dix jours à Thionville, puis encore dix-sept à Luxembourg. La traversée des Ardennes enneigées lui est pénible. Épuisé, il ne retrouve le confort de son palais du

Coudenberg que le 6 février 1553. Insomniaque, ressassant ses échecs, démontant et remontant ses horloges, comme il a coutume de faire quand il ne maîtrise plus la situation, il ne quitte pas sa chambre, sauf, brièvement, fin février, pour passer en revue une armée de vingt-quatre mille fantassins, sept mille chevaux et cinquante pièces d'artillerie que, pour prévenir une offensive française vers les Pays d'Embas, il envoie assiéger, sous le commandement d'Adrien de Croy la place forte de Thérouanne, siège épiscopal depuis neuf siècles et, depuis l'époque de Louis XI et Maximilien d'Autriche, enclave française en Artois transformée par François 1er en forteresse. Les premières lignes d'une longue lettre qu'il adresse à son fils Felipe le 2 avril se veulent rassurantes : « Depuis mon arrivée ici, la goutte et d'autres accidents m'ont empêché de vous écrire. Très fatigué, je garde la chambre, mais l'appétit me revient et je confie en Dieu que la bonne saison me permettra de me reprendre. » Mais la suite du document nous montre un père aux abois, appelant, sur un ton brusque, presque agressif, son fils au secours pour se charger de la guerre qui va reprendre aux frontières avec la France :

« Ma sœur n'étant pas en mesure, comme on l'a vu l'année passée, de suivre dans les moindres détails et jusqu'à leur exécution les choses touchant à la guerre et, moi, ne pouvant pas l'assister, votre venue s'impose. D'ailleurs, vous avez tout intérêt à démontrer à nos ennemis que, confrontés à vous, ils ne pourront pas entreprendre des choses nouvelles. De même, vous devez encore vous gagner les faveurs et l'amour de ces États, en leur donnant, par votre présence et par vos encouragements, plus de satisfaction que par le passé. Considérez qu'ils ont enduré des dépenses insupportables et que maintenant ils doivent se défendre d'un ennemi aussi puissant que la France. Pour nous en sortir, je ne vois que votre venue avec une telle provision d'argent qu'on puisse leur assurer un secours important. À cela s'ajoutent le financement des choses d'Italie, le paiement encore dû pour l'armée de Metz, le maintien de garnisons à Trêves et Augsbourg. Raison pour laquelle, je suis d'avis que vous veniez début septembre. Cela m'importe aussi pour que, si ma santé et l'évolution des choses le consentent, je puisse revenir en Allemagne pour y tenir la diète à laquelle je me suis engagé lors de la conférence de Passau. À l'automne, je passerai en Italie. »

Pour finir, il passe en revue diverses sources possibles d'argent frais, à commencer par le mariage de Felipe, veuf depuis cinq ans, avec sa cousine Maria, fille de feu le roi Manoël du Portugal et de sa tante Éléonore d'Autriche. Il pourra en tirer une dot importante et lui confier la régence, lorsqu'il s'absentera d'Espagne.

41

Felipe, roi d'Angleterre

Alors que Felipe s'attelle à la redoutable tâche de trouver rapidement l'argent dont a besoin son père, Thérouanne-en-Artois tombe le 21 juin 1553 aux mains de l'armée de Charles Quint, qui ordonne la destruction de la forteresse et des grands bâtiments (cathédrale, églises et couvents compris) et récompense pour ses prouesses son neveu Emmanuel-Philibert de Savoie, surnommé *Cabeza de hierro* (Tête de fer) par ses soldats espagnols, en le promouvant, à vingt-cinq ans, général de son armée des Flandres, en remplacement d'Adrien de Croy, mort au combat. Bientôt, ce jeune homme désargenté mais habité par une étonnante lucidité de raisonnement et une dévorante volonté d'agir, confirmera ses talents de guerrier en conquérant le 18 juillet Hesdin, près de Calais, que Charles Quint fait également détruire. Et lorsqu'en septembre, il héritera de son père Charles III le titre de duc, il ne cessera de demander des rentes à la fois pour tenir son rang et pour préparer les Piémontais et les Savoyards à leur « libération les armes à la main ». Selon les rapports diplomatiques, Henri II est si contrarié par la double défaite des siens qu'il se jette sur un lit interdisant à quiconque de lui adresser la parole. Puis, l'ayant digérée, il commande de réunir à Amiens quinze mille Suisses et dix mille Allemands. Objectif, occuper la ville de Cambrai que, l'année précédente, le duc Moritz et ses alliés allemands lui avaient octroyée « au nom de l'empire » avec les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun. L'expédition en restera au niveau des intentions.

À la mi-juillet, cependant, deux nouvelles sont venues bouleverser le paysage politique européen. La première, anticipée depuis plusieurs mois

par toutes les chancelleries (« Il en est fait de lui », écrivait dès la mi-février l'ambassadeur Jehan Scheyfve à Charles Quint), est qu'Edward VI, le fils d'Henry VIII et de sa troisième femme Jane Seymour, a succombé le 6 juillet à un « apostème du poumon » à l'âge de seize ans sans laisser de descendance. La nouvelle a été tenue secrète quatre jours par le duc de Northumberland, John Dudley, par le Lord Chancelor, Thomas Goodrich, et par l'archevêque de Canterbury, Thomas Cranmer, le grand artisan de la réforme anglicane, le temps de faire proclamer reine à la Tour de Londres la belle-fille du duc John Dudley, Lady Jane Grey, âgée de seize ans et née du mariage en secondes noces de la sœur d'Henry VIII, Mary Tudor, avec Charles Brandon, grâce à un codicille ajouté en dernière minute par Edward VI à son testament, codicille excluant ses demi-sœurs Mary et Elisabeth de la succession. Avec le trésor royal et Londres solidement sous sa férule, il ne reste au duc de Northumberland qu'à éliminer la demi-sœur d'Edward VI, Mary Tudor. Seule difficulté : dès qu'elle a eu vent de l'agonie de son demi-frère, Mary a quitté sa résidence dans le Hertfordshire pour le château de Framlingham, dans le comté de Suffolk, au cœur de cette East Anglia où elle est particulièrement aimée et où elle peut compter sur l'appui inconditionnel d'une partie de la noblesse. De Framlingham, elle se proclame reine légitime mais personne ne croit qu'elle pourra échapper aux gardes de lord Dudley : « En absence d'une force assez nombreuse pour tenir tête à celle de ses ennemis, sa personne est en danger et sa promotion a la couronne très difficile, voire impossible », juge l'ambassadeur à Londres de Charles Quint qui, ne pouvant l'aider militairement dans de si brefs délais, dépêche à Londres trois diplomates supplémentaires : Jehan de Montmorency, Jacques de Marnix et Simon Renard.

La seconde nouvelle d'importance vient d'Allemagne. Moritz de Saxe, l'homme qui a failli capturer l'empereur, trouve la mort le 9 juillet à Sievershausen, à l'est de Hanovre, dans une bataille destinée à chasser le margrave, des terres en Basse-Saxe du duc catholique Heinrich II de Brunswick. Ouvertement soutenu par Ferdinand d'Autriche, il s'était affiché comme le défenseur de « la paix sans conditions et pour toujours » entre catholiques et protestants, au point qu'en avril il avait pris les armes afin de rendre aux évêques de Bamberg et Würzburg les territoires que leur avait extorqués le margrave Albrecht II de Brandebourg-Kulmbach. Les deux camps comptaient chacun environ quinze mille hommes, les ducs Moritz et Heinrich II l'emportant par la cavalerie et le margrave par l'infanterie.

L'affrontement avait été d'une rare violence, avec plus de deux mille morts à la fin de la journée, dont les deux fils du duc de Brunswick. Blessé à l'épaule par une flèche d'arbalète, le duc Moritz était décédé quarante-huit heures plus tard, à trente-deux ans et récemment auréolé de gloire, au terme d'une carrière jusque-là singulièrement tortueuse. Grâce à lui, après tant de fureurs, le *Reich* s'achemine, petit à petit et sans Charles Quint, vers une longue période de calme politique et religieux. En Saxe, le plus puissant des États d'Allemagne, son frère Augustus prend la relève. Protestant convaincu mais dépourvu de toute ambition nationale, il signera la paix avec son cousin, le duc déchu Johann Friedrich, en échange de quelques concessions territoriales et contribuera au succès de la diète qui, en septembre 1555 et sous la conduite de Ferdinand d'Autriche, aboutira à la « paix religieuse d'Augsbourg » sanctionnant, au détriment du Reich, l'autonomie absolue des princes en matière de religion selon le célèbre principe « *cuius regio, eius religio* » (Tel prince, telle religion), tandis que dans les villes sera imposé le principe de la coexistence entre catholiques et protestants. Sévèrement battu à Sievershausen, le margrave Albrecht II verra son ascension prendre fin en juin 1554 à Kloster Schwartzach, dans les environs de Wurtzbourg, lorsqu'Heinrich II de Brunswick lui infligera une défaite définitive. Banni de l'empire, il se réfugiera à la cour d'Henri II. Ses terres de Brandebourg-Kulmbach seront dévolues à son neveu Georg Friedrich d'Ansbach, celui-là même dont il avait tenté de capter l'héritage.

Bien plus que les événements d'Allemagne dont il n'est plus que spectateur, c'est le sursaut des légitimistes en Angleterre qui retient toute l'attention de Charles Quint. En effet, lorsque, le 14 juillet 1553, le duc de Northumberland, fort de mille à deux mille cavaliers, trois mille fantassins et douze pièces d'artillerie et assuré de l'appui d'Henri II, quitte Londres pour aller « cueillir » Mary Tudor dans son refuge de Framlingham, une révolte spontanée et populaire, voyant la petite noblesse protestante s'unir à la catholique et aux équipages de sept navires de la Navy Royal, l'empêche d'aller au-delà de Cambridge. Le duc appelle le roi de France à l'aide en échange de Calais, mais il est trop tard. Les membres du Conseil royal l'abandonnent et déclarent Mary reine légitime, soulevant la liesse populaire. « Les gens couraient partout, lançant leurs bonnets en l'air et allumant mille feux de joie. Leurs cris montaient jusqu'aux étoiles tandis que les cloches des églises faisaient un tel vacarme que, de loin, on aurait cru un volcan en éruption », rapporte un témoin italien. Le lendemain, le

duc de Northumberland rend ses armes au maire de Cambridge. Conduit à Londres le 25 juillet sous forte escorte pour le protéger d'un lynchage, il est enfermé à la Tour avec sa femme et ses cinq fils. Avant de gagner Londres, Mary Tudor rencontre fin juillet à New Hall les ambassadeurs de Charles Quint. Les caisses du royaume sont vides et, craignant que les Français n'en profitent pour attaquer Calais et Guînes, elle demande l'intervention de l'armée d'Emmanuel-Philibert de Savoie. Le 3 août, accompagnée par sa demi-sœur Elisabeth et huit cents nobles, elle rentre triomphalement dans la capitale. « Rien de plus heureux aurait pu avoir lieu du point de vue de nos terres et de nos relations avec la France », écrit à son fils Charles Quint, qui pense déjà qu'une telle occasion ne se reproduira pas deux fois : l'un d'entre eux devra l'épouser afin, d'un côté, de créer en Europe du nord un bastion catholique capable de contenir l'expansion du protestantisme et, de l'autre, pour peu qu'un fils naisse de l'union entre les Habsbourg et les Tudor, de pérenniser l'ancienne alliance entre le royaume d'Angleterre, l'Espagne et les Pays d'Embas. Charles Quint quitterait alors le théâtre de l'Histoire sur un triomphe effaçant ses récents revers. L'entreprise est difficile mais possible :

« Bien que je sois convaincu que les Anglais feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour empêcher notre cousine de marier un étranger, plusieurs considérations pourraient lui faire apparaître aujourd'hui comme un bon choix l'union dynastique dont il avait été déjà question il y a trente ans. »

Fin psychologue, Charles Quint encourage sa sœur Marie de Hongrie à entreprendre une correspondance serrée et des plus affectueuses avec sa cousine. En même temps, il s'assure qu'aucune autre puissance étrangère ne s'immisce dans les affaires de la nouvelle reine d'Angleterre. Au pape Jules III qui voudrait que le cardinal Reginald Pole, en exil depuis vingt ans, parte immédiatement pour Londres afin de ramener au plus vite l'Angleterre dans l'escarcelle du Saint-Siège, il fait savoir que ce voyage lui semble, dans l'immédiat, absolument inopportun. Menée par étapes jusqu'à l'adoption du texte fondateur de l'église anglicane, *The Book of Common Prayer*, la réforme protestante s'est progressivement enracinée dans tous les strates de la population. Dès lors, estime Charles Quint, Mary doit agir avec extrême prudence et, avant d'aborder les questions religieuses, consolider son pouvoir avec l'appui du Parlement. Sur ce chemin de crête, lui seul, son cousin et protecteur, peut l'aider. Jules III obtempère et le cardinal Reginald Pole se consacrera dans un premier temps au deuxième mandat que lui a conféré le pape : convaincre Charles Quint et Henri II de faire la paix.

Première femme depuis quatre siècles à accéder aux fonctions royales dans une société qui avait jusque-là écarté une telle éventualité, vieille fille de trente-sept ans tenue toute sa vie à l'écart des affaires d'État, Mary a, en effet, une confiance absolue en son cousin Charles Quint qui l'a toujours protégée des violences d'Henry VIII jusqu'à le menacer de guerre et qui, mieux encore, en 1544, lors de leur réconciliation après la mort de Catalina d'Aragon, avait obtenu qu'elle retrouve sa place dans l'ordre de succession, derrière le futur Edward VI. Pour elle, Charles Quint, auquel elle avait été fiancée lorsqu'elle n'avait que six ans, est un père. Suivant ses exhortations, sa première déclaration publique se borne à affirmer qu'elle ne saurait « renier la foi que le monde entier sait qu'elle a pratiquée depuis sa naissance » et, quoiqu'elle ne puisse que désirer que « [ses] très aimés sujets l'embrassent dans le calme et dans la charité », « [Elle] ne veut forcer personne et préfère attendre que le Parlement se prononce. » Ainsi, accepte-t-elle que Thomas Cranmer célèbre les obsèques d'Edward VI selon le rite protestant dans l'abbaye de Westminster, quitte à être personnellement présente seulement à une messe de requiem suivant le rite latin célébrée le même jour à la Tour de Londres. Mary Tudor fait preuve du même doigté au moment de constituer son conseil. Elle nomme l'évêque de Winchester, Stephen Gardiner, emprisonné depuis cinq ans pour son opposition aux réformes religieuses d'Edward VI, Lord Chancelor, fait entrer deux autres victimes des persécutions protestantes, l'évêque de Rochester, Nicholas Heath, et l'évêque de Norwich, Thomas Thirlby, mais maintient dans leurs fonctions certains membres expérimentés de l'ancien conseil, tels lord William Paget, le comte William Herbert de Pembroke et sir William Petre, pourtant fortement impliqués dans l'intronisation de Lady Jane. Elle offre aussi des places à ces nobles de l'East Anglia qui ont sauvé son trône, ce qui conduit à un conseil pléthorique, comptant parfois plus de quarante membres. Charles Quint applaudit sa prudence et lui conseille de limiter au minimum les sanctions. Cet avis, Mary le suit à la lettre. Elle laisse décapiter, non sans hésitation d'ailleurs, le duc de Northumberland, mais sursoit à l'exécution de lady Jane Grey, de son père Henry et de son mari, Guilford Dudley, tous trois condamnés à mort pour trahison. Dans l'immédiat, le fondateur de l'église anglicane, Thomas Cranmer, est confiné dans sa résidence de Canterbury. Cependant, lorsqu'à la mi-septembre, pour démentir les rumeurs selon lesquelles il se préparait à pactiser avec l'Église romaine, il déclare publiquement que « la doctrine et la religion établies par

Edward VI sont plus pures et plus conformes à la parole de Dieu que tout ce que l'Angleterre a connu depuis mille ans », il est emprisonné dans la Tour de Londres avec quatre autres leaders du mouvement réformiste. Condamnés à mort, ils seront gardés en prison jusqu'à ce que l'Église de Rome se prononce.

Mary Tudor doit aussi se poser d'urgence la question de son mariage. En tant que « personne privée », expliquera-t-elle, elle aurait préféré finir ses jours « dans la chasteté ». Mais, en tant que reine, elle doit mettre au monde un héritier, faute de quoi le trône ira à sa demi-sœur Elisabeth, dont les inclinaisons protestantes sont notoires, ou à Mary Stewart, la jeune reine catholique et pro-française d'Écosse qui avance des prétentions sur la couronne d'Angleterre en tant que petite-fille d'une autre sœur d'Henry VIII, Margaret Tudor. Quitte à sacrifier l'établissement d'un lien supplémentaire avec le Portugal par le mariage de son fils avec sa cousine germaine Maria, fille de feu le roi Manoël et de sa sœur Éléonore, Charles Quint invite Felipe à lui dire s'il serait prêt à épouser, malgré leurs dix années de différence d'âge, la reine d'Angleterre. En même temps, il donne instruction à son ambassadeur vedette, le Bourguignon Simon Renard, de sonder Mary le plus secrètement possible. Ferdinand d'Autriche n'est pas aussi circonspect. Il envoie à Londres son grand chambellan Martin de Guzman avec un portrait de son fils puîné. Antoine de Noailles, l'ambassadeur à Londres d'Henri II, s'inquiète. Il fait savoir en tout lieu que le roi de France considérerait une union entre les maisons des Tudor et des Habsbourg comme une déclaration de guerre. Persuadé qu'un mariage étranger déchaînerait une vague d'hostilité dans l'ensemble du pays et entraînerait l'Angleterre dans le combat perpétuel que se livrent l'empereur et les rois de France, l'évêque de Winchester, Stephen Gardiner, se fait l'avocat d'un mariage avec Edward Courtenay, comte du Devonshire, le seul parti anglais ayant du sang royal dans les veines et d'un âge convenable, soit vingt-sept ans comme Felipe. Jeune homme ne laissant aucune femme indifférente (« le plus beau et plus agréable gentilhomme d'Angleterre », selon l'ambassadeur de Noailles), victime, comme toute sa famille, de quinze années de persécutions, à qui Mary témoigne d'ailleurs publiquement beaucoup d'affection. Autres noms chuchotés à Londres : ceux du cardinal Reginald Pole, âgé de cinquante ans, descendant de la maison d'York, d'Emmanuel-Philibert de Savoie, âgé de vingt-cinq ans, neveu par son épouse l'impératrice Isabel de Charles Quint et nouveau commandant des

troupes impériales aux Pays d'Embas et enfin de don Luis du Portugal, âgé de quarante-sept ans, frère du roi João III et cousin de Charles Quint par sa mère Maria d'Aragon.

Mary affirme qu'elle ne se prononcera pas avant son couronnement fixé au 1er octobre et l'ouverture quatre jours plus tard du Parlement. Mais le compte rendu que Simon Renard adresse à Charles Quint après l'avoir rencontrée dans son oratoire de Richmond laisse peu de place au doute :

« Lorsque j'ai fait allusion à son éventuel mariage, elle s'est mise à rire, pas une mais plusieurs fois, me jetant un regard qui disait combien ce sujet lui était agréable. Pour ce que j'ai pu deviner, la reine n'a aucun désir d'épouser un Anglais et espère que votre Majesté lui adresse ses conseils. Personnellement, je crois que si votre Majesté incline à lui proposer notre prince (Felipe), ce serait la nouvelle la plus agréable qu'elle pourrait entendre. »

Il reste que Simon Renard est très inquiet de la situation dans le royaume d'Angleterre et, le 9 septembre, il alerte l'évêque d'Arras dans ces termes :

« La reine est bonne, facilement influençable et novice en tout. Pour vous dire clairement ce que je pense, je crois que si Dieu ne la préserve pas elle sera abusée par le poison ou autrement. Lady Elizabeth est particulièrement à craindre car elle a un esprit enchanteur et j'entends qu'elle a déjà ses yeux sur Courtenay. Ceci est très dangereux car je suis certain que les amis de Courtenay, soit la grande majorité de la noblesse, couvent des desseins qui pourraient menacer directement la reine. Courtenay, d'ailleurs, n'a pas reçu des lettres du roi de France pour rien. À noter enfin que le comte de Pembroke a quitté la cour pour une maison qu'il a à la campagne et que Lord Paget et Lord Mason se préparent à suivre son exemple. Tout cela, avec les jalousies et les conflits internes qui prévalent au conseil, fait qu'un beau matin la reine tombera de son trône. »

Dès réception de cette lettre, l'évêque d'Arras informe Simon Renard que, le prince Felipe ayant donné son accord, Charles Quint abordera formellement la question de leur mariage dans un message personnel à la reine Mary Tudor et écrira parallèlement à ses principaux conseillers. Par le même courrier, Simon Renard est informé que, dorénavant, afin de couper court aux jalousies de ses trois confrères, il occupera seul les fonctions d'ambassadeur à Londres. Le 20 septembre, Charles Quint lui adresse ses instructions : expliquer en privé à la reine que, puisque son vœu le plus cher est de restaurer la religion catholique, elle devra épouser un prince étranger, catholique, puissant et en mesure de l'assister contre toute rébellion. Lui-même, s'il n'était pas si âgé et en mauvaise santé, se serait porté candidat mais, les choses étant ce qu'elles sont, il ne pourrait pas lui proposer « quelqu'un de plus cher à [son] cœur que [son] fils, le prince Felipe ». Et il poursuit :

« L'une des principales objections à ce mariage dérive de la crainte que des étrangers (les Anglais les détestent plus que toute autre nation) interfèrent dans le gouvernement. Il faudra donner des

assurances que les affaires du royaume seront conduites par la reine et par ses conseillers anglais, à l'exclusion de toute autre personne, quelle qu'elle soit. Notre fils pourrait se rendre facilement auprès d'elle, en venant d'Espagne ou des Pays d'Embas, les passages par mer étant rapides et commodes dans les deux cas, les Français pouvant être facilement empêchés d'avoir des vaisseaux dans ces mers. De même, ils pourraient rapidement être forcés à abandonner leurs positions en Écosse, nation que la reine pourrait alors réduire dans l'obédience du royaume d'Angleterre. »

Mary est couronnée « Reine d'Angleterre, France[1] et Irlande, Défenseur de la Foi et Tête Suprême de l'Église d'Angleterre et d'Irlande » par l'évêque de Winchester le 1er octobre 1553 sous les voûtes de l'abbaye de Westminster, à l'issue d'une cérémonie qui s'est tenue de dix heures du matin à cinq heures de l'après-midi, elle-même suivie d'un grand banquet au Parliament Hall où, selon la tradition, elle s'est assise sur un trône de pierre dérobé jadis aux rois d'Écosse, les pieds posés sur le dos de deux de ses demoiselles d'honneur. Les 5 octobre, les deux Chambres du Parlement ouvrent leurs travaux. Le 21, elles annulent le divorce d'Henry VIII avec Catalina d'Aragon. Dès lors, Mary est reconnue comme leur seul enfant légitime et, implicitement, sa demi-sœur Elisabeth, née des amours adultères de leur père avec Ann Boleyn, retrouve son statut de bâtarde, sans pour autant perdre encore ses droits à la succession. Le 27, Mary Tudor, émue jusqu'aux larmes, dit à Simon Renard qu'elle est déterminée à épouser le prince Felipe. Le plus vite sera le mieux, convient-elle. Bientôt, Marie de Hongrie lui fera parvenir le portrait en pied de Felipe, peint à Augsbourg par Titien et elle dira qu'elle l'a vu « très volontiers » mais qu'elle sera encore plus heureuse de voir « la vive image ». Entre-temps, Simon Renard s'est déjà assuré en coulisse l'appui de plusieurs membres influents du conseil. Il lui reste à surmonter les réticences du Lord Chancelor Stephen Gardiner. C'est chose faite, à la grande satisfaction de Charles Quint, à l'issue d'un long tête-à-tête le 7 novembre, le jour même de l'abrogation par le Parlement, avec trois cent cinquante voix pour et quatre-vingt contre, de tous les actes religieux adoptés sous le règne d'Edward VI. Le pays revient ainsi à la confession qui était la sienne les dernières années d'Henry VIII. Et les paroisses rachètent au prix fort les sonnettes, encensoirs, aspersoirs, chandeliers, chasubles, clochettes, lanternes, images et autres objets de culte bradés à vil prix lorsqu'ils avaient été proscrits par le défunt roi. Sauf dans quelques villages, ce retour au passé se fait dans le calme, alors que les négociations concernant le mariage de la reine Mary avec le prince Felipe, fils unique de l'empereur, progressent et deviennent de notoriété publique. Tout début janvier 1554, une délégation officielle de Charles Quint arrive à

Londres avec un projet de contrat. Après quelques modifications mineures, il est paraphé le 6 janvier. Il ne manque que les signatures de la reine, de Felipe et de Charles Quint, toujours cloué au lit par la goutte, comme il écrit à son fils : « J'ai lourdement souffert ces derniers temps de la goutte dans tout mon corps et particulièrement aux genoux, au point que j'ai craint d'en perdre l'usage. »

Le contrat de mariage est fait pour rassurer autant que possible l'opinion publique anglaise. Certes, il affirme que « dorénavant est établie entre l'empereur, le prince et ses successeurs, leurs royaumes et leurs possessions, et la dite reine et ses royaumes et possessions, totale, sincère et éternelle (si Dieu le veut) fraternité, unité et étroite confédération », mais il fixe de sévères limites au rôle réservé à Felipe. Premièrement, le mariage sera célébré et consommé en Angleterre. Deuxièmement, il est fait exception à la doctrine *jure uxoris* de la *common law*, selon laquelle les biens et les titres appartenant à une femme deviennent ceux du conjoint. Mary portera seule les couronnes d'Angleterre et d'Irlande et gardera la pleine propriété de ses royaumes. Felipe, tout en jouissant du titre, des honneurs et des immunités dus à un roi et tout en apposant sa signature devant celle de sa femme sur tous les documents officiels (en langue anglaise, tient-on à préciser), se limitera à l'« assister » et s'il procède à des nominations, elles ne pourront concerner que des sujets nés en Angleterre. Et, surtout, est-il stipulé à plusieurs reprises, le royaume d'Angleterre ne saurait être impliqué, directement ou indirectement, dans la guerre « entre le très victorieux empereur, son père, et Henri, roi de France ». Les dispositions en matière de succession penchent aussi, et nettement, en faveur de l'Angleterre. Au cas où le fils du premier mariage de Felipe, don Carlos d'Autriche ou ses enfants légitimes, mâles et femelles, viendraient à mourir sans laisser de descendance, le fils aîné de Felipe et Mary Tudor pourrait revendiquer toutes les couronnes détenues par son père Felipe, par son arrière-grand-mère Juana et par son grand-père l'empereur Charles Quint, l'inverse étant exclu. Si Mary le précède dans la mort et que le mariage est resté stérile, Felipe n'aura aucune prérogative dans le choix du successeur. En revanche, il lui reviendra de gouverner le royaume jusqu'à la majorité de leur héritier, s'il est de sexe masculin, ou jusqu'au mariage de leur héritière, tant qu'elle n'aura pas encore quinze ans, et au-delà tant qu'elle restera célibataire. Dans l'esprit de Charles Quint, l'Angleterre et les Pays d'Embas formeront un tout.

Tel est le contrat qui sera soumis pour approbation aux deux chambres du Parlement d'Angleterre. Il reste que la perspective d'une alliance dynastique entre le royaume d'Angleterre et l'hyperpuissante maison d'Habsbourg ne peut qu'effrayer tout patriote anglais attaché à l'indépendance de son pays, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un catholique ultra-rigide comme Felipe. Avant même que les Communes ne se prononcent, une réunion entre les grands seigneurs des Midlands et du sud de l'Angleterre est organisée dans son château d'Allington, dans le Kent, par Thomas Wyatt, excellent homme de guerre qui, voyageant dans sa jeunesse en Espagne, avait été marqué par la cruauté de l'Inquisition. Parmi ceux, nombreux, qui répondent à son appel, on compte Henry Grey, le père de la reine de quelques jours, Lady Jane, l'aventurier Peter Carew et l'ancien grand chambellan d'Edward VI, William Parr. Les conspirateurs tombent d'accord pour annoncer publiquement que fin mars ils marcheront sur Londres afin de prendre la reine Mary sous leur tutelle. But réel des principaux leaders du soulèvement : la détrôner au profit de sa demi-sœur Elisabeth, âgée de vingt ans, qu'ils marieront soit à Edward Courtenay, soit à un fils du roi protestant du Danemark. Paniquée, la reine Mary demande à son conseil de prendre en solde huit mille hommes pour sa protection.

Les jours s'écoulent et, en apparence, rien ne se passe. Une lettre à Henri II de l'ambassadeur Antoine de Noailles explique pourquoi : « Même les hommes en qui elle a le plus confiance se préparent à se déclarer pour Wyatt… On s'attend à ce qu'une révolte éclate d'un moment à l'autre… Tous les étrangers, et surtout les ambassadeurs impériaux, sont terrorisés. » Cependant, l'ambassadeur de Noailles se trompe. Le 21 janvier 1554, le Lord Chancelor, Stephen Gardiner, convoque Edward Courtenay qui admet que divers personnages lui ont demandé d'épouser Lady Elisabeth pour le bien de la religion et pour l'indépendance du pays. Trouvés par des chiens, l'un « caché dans le trou d'un arbre », l'autre « sous une botte de foin », le duc de Suffolk, Henry Grey, et son frère se font arrêter sans opposer de résistance. D'autres leaders de la conjuration s'enfuient en France. « Un sacré retournement de situation », résume Simon Renard. Seul Thomas Wyatt persiste et dès le 3 février, il atteint la rive droite de la Tamise avec quatre mille hommes, soit bien plus que les gardes à disposition de la reine Mary. On la conjure de quitter la capitale. Elle reste et convoque les Londoniens dans la grande salle du Guildhall. Elle ne veut, leur dit-elle de sa voix profonde, que les servir et assurer la paix, la justice et la prospérité

du royaume. S'ils ne prennent pas les armes pour la défendre, elle mourra et ils tomberont sous la tyrannie. Relayés dans tous les quartiers de la ville, ses propos émeuvent. Pas moins de vingt mille Londoniens se portent volontaires et lorsque Thomas Wyatt tente d'entrer en force dans la cité par le London Bridge, ses hommes sont aussitôt repoussés. À la faveur de la nuit, il parvient à les faire passer sur l'autre rive, du côté de Hampton Court. Il se heurte à nouveau au peuple de Londres. Ses troupes l'abandonnent, il est appréhendé avec cinq cents compagnons. La justice royale ne perd pas de temps. « Les procès, rapporte Simon Renard, se poursuivent sans relâche. Deux cents rebelles ont déjà été condamnés. Cent ont été pendus ici à Londres. Où qu'on aille, on ne voit que gibets et pendus. D'autres ont été transférés dans le Kent, où a démarré la révolte et où ils seront pendus pour donner l'exemple. » Lady Jane Grey, qui pourtant était sous bonne garde à la Tour de Londres, paiera de sa tête l'imprudence de son père, lord Suffolk. Mis en cause par Thomas Wyatt et mentionnés, de surcroît, dans des lettres de l'ambassadeur de Noailles à Henri II tombées aux mains des Anglais, Edward Courtenay et Lady Elisabeth, « bénéficiaires ultimes du complot », sont interrogés à la Tour de Londres. Simon Renard se plaint auprès de la reine que l'enquête a été confiée à un homme « des plus ignorants, corrompus et violents qui soient » et la presse de les faire condamner sans tarder à la peine capitale. Tant qu'Edward Courtenay et Lady Elisabeth seront en vie, les conspirations ne cesseront pas.

La révolte de Wyatt domptée, Felipe quitte Valladolid pour La Corogne le 12 mai. Depuis peu, son père, qui ne peut lui transmettre ses couronnes d'Espagne tant que la reine Juana est en vie, l'a fait roi de Naples et de Sicile et duc de Milan. Alors que les entrées ordinaires du trésor espagnol sont hypothéquées pour plusieurs années, il peut partir grâce à une rentrée d'or et d'argent arrivée des Indes (l'équivalent de trois millions de ducats dont quatre cent cinquante mille pour la trésorerie royale) et à d'importants prêts des banquiers génois qui prennent désormais la relève des banquiers allemands. Il entraîne avec lui trois mille personnes, plus six mille soldats destinés à aller aux Pays d'Embas, guerroyer contre les Français. Il emporte aussi dans ses bagages une équipe nourrie de théologiens des grandes universités de Castille et un nu de Titien, *Danae recevant la pluie d'or de Jupiter*, en souvenir de sa dernière et fort belle maîtresse, Isabel de Osorio.

En route pour La Corogne, Felipe fait un détour par Alcantara, à la frontière avec le Portugal, pour y rencontrer sa petite sœur, Juana, qui,

veuve à dix-neuf ans, après moins de deux ans de mariage, du prince héritier du Portugal, don João Manoël, assurera la régence des royaumes d'Espagne pendant son absence qui s'annonce fort longue. En quittant Lisbonne, Juana a confié son nouveau-né, le futur roi don Sebastião, à sa tante et belle-mère la reine Catalina. Elle ne le reverra jamais[2]. Juana a le cœur dur. Son père ne la tient pas en grande estime. Au contraire, il réprouve sa vie désordonnée et son train de vie, mais Juana n'en a cure. Le frère et la sœur rendent visite à leur grand-mère Juana, à Tordesillas. Ils seront les derniers membres de la famille à voir la vieille femme qui, désormais, ne reconnaît plus personne. Puis, Juana prend le chemin de Valladolid et Felipe celui de La Corogne où l'attend une flotte de soixante-dix navires. Une flotte anglo-hollandaise de soixante navires viendra à sa rencontre pour prévenir toute attaque d'Henri II. Le voyage de Felipe se passe dans d'excellentes conditions climatiques et sans le moindre incident avec la marine française. Un de ses courtisans, don Juan de Figueroa, relate, dans des termes extatiques, son débarquement sur le sol d'Angleterre, à Southampton, le 20 juillet et son mariage, cinq jours plus tard, avec Mary Tudor :

« Le vendredi 20 juillet, peu après une heure de l'après-midi, le roi est arrivé dans le port de Southampton. Une foule de gentilshommes anglais et cent archers vêtus à ses couleurs l'attendaient sur la rive. (…) [N]otre roi a foulé le sol d'Angleterre et, salué par des tirs d'artillerie et par les ménestrels de la reine, il a reçu les hommages de ceux qui s'avançaient pour lui baiser la main et puis il s'est rendu à l'église. Le lundi, après le dîner, il est parti rejoindre la reine à Winchester, où allait avoir lieu le mariage. (…) Le mardi, après dîner, il est retourné chez la reine, dans la grande salle du palais où était assemblée la fine fleur de la noblesse. Il est resté avec la reine quelque temps, avant de se rendre à l'église pour les vêpres de la Saint Jacques. Autour de dix heures, il est revenu sans s'annoncer chez la reine, accompagné par le duc d'Albe, l'amiral et six ou sept autres personnes. À part quelques vieilles dames, la reine était seule. Le roi m'a chargé de lui présenter l'acte lui conférant, en accord avec le pape Jules III, le royaume de Naples. Elle en a été si heureuse qu'elle a demandé que je le refuse publiquement le jour du mariage. Le jour de la Saint Jacques, le roi et la reine sont arrivés séparément à l'église. [Ils] ont alors pris place sur une estrade et juste avant la célébration du mariage je me suis acquitté de ma tâche. Une fois le mariage consacré, le roi d'armes a proclamé les titres du couple : roi et reine d'Angleterre, de France, et d'Irlande, de Naples et de Jérusalem ; prince et princesse d'Espagne, archiduc et archiduchesse d'Autriche, duc et duchesse de Milan, Bourgogne et Brabant, comte et comtesse de Flandres et du Tyrol, etc. Tout cela, trois fois de suite. Le banquet a été absolument magnifique et a duré jusqu'à une partie de la nuit, lorsque les évêques ont béni le lit nuptial. Et ici s'achève ce que je peux relater à Votre Majesté des événements de ce jour. »

Comme Felipe ne parle pas l'anglais, le couple communique dans un mélange assez cocasse d'espagnol, français et latin. Un gentilhomme de la

suite de Felipe, resté anonyme, confie à un ami de Salamanque ses premières impressions, sans s'entourer de précautions épistolaires :

« La reine n'est pas du tout belle : petite, pas grasse mais flasque, elle est de teint clair et n'a pas de sourcils. (…) Alors que hors du palais j'en ai vu des splendides, avec des très beaux visages, se promenant sans capuches et sans voile, les femmes de la cour ne sont ni belles ni gracieuses. Certaines sont même affreuses. Elles s'habillent de jupons de drap sans une pointe de soie et, par-dessus, de robes colorées, de damas, satin ou velours, très mal coupées. Elles portent des bas noirs et des chaussures de cuir, comme les hommes. Comme leurs jupes ne sont pas longues, elles montrent leurs jambes jusqu'au genou, ce que je désapprouve. Quand elles dansent elles se pavanent, en trottinant par ici et par là. Pas un seul gentilhomme espagnol ne s'en est amouraché et, d'ailleurs, elles nous le rendent bien. […] Par conséquent, à part boire et manger, il n'y a aucun moyen de se distraire. (…) La bière coule à flots. Ils en boivent plus que ne pourrait contenir le fleuve de Valladolid. La messe est peu fréquentée et ceux qui y vont ont l'air malheureux. Les Anglais nous détestent et font tout ce qu'ils peuvent pour ne pas nous loger convenablement. Le roi et la reine n'ont pas plus d'autorité que n'importe lequel de leurs vassaux. Les vrais maîtres du royaume sont les conseillers. Ce sont eux qui gouvernent. Certains refusent d'ailleurs de couronner notre prince parce qu'ils voient en lui uniquement l'homme qui doit engrosser la reine, après quoi il n'aura qu'à retourner dans son Espagne. Oh si Dieu pouvait leur donner satisfaction ! Ce serait une bonne chose et je crois qu'il en serait lui-même très content. »

Alors que le cardinal Reginald Pole a vainement voyagé quatre mois durant d'une cour à l'autre, Charles Quint doit faire face à une violente contre-offensive début juin d'Henri II qui, longeant la Meuse, se dirige vers Namur et Bruxelles. L'armée impériale n'est pas prête. Charles Quint rédige son cinquième, et dernier, testament, accorde à son frère Ferdinand d'Autriche les pleins pouvoirs pour la diète, qu'il vient d'ouvrir à Augsbourg. Une assemblée décisive pour aboutir à une paix durable entre princes catholiques et protestants. Les Français accumulent les succès : après avoir conquis en quelques jours la place forte réputée imprenable de Mariembourg, ils prennent courant juillet celles d'Agimont et Dinant. De leurs murailles et de leurs châteaux forts, ils ne laissent sur pied pas grand-chose. Alors que Charles Quint s'avance à leur rencontre, ils détruisent encore la résidence de Marie de Hongrie à Binche, avant de se replier vers la place de Renty, dans le voisinage de Thérouanne. Poursuivis, ils gagnent la bataille en rase campagne, mais Charles Quint, qui a perdu cinq cents hommes et quelques canons, réussit le 13 août à entrer dans Renty. Globalement victorieux, Henri II se contente de ces succès en série et clôt la campagne. Entre-temps, à Londres les rapports entre Anglais et Espagnols se sont tellement détériorés, que Simon Renard suggère que le roi Felipe s'éloigne de l'Angleterre sous prétexte de soulager son père du poids des affaires et de défendre en personne ses sujets des Pays d'Embas. De surcroît, il pourrait partir avec cinq cents chevaux légers et deux mille

fantassins anglais pour montrer aux Français que l'Angleterre ne restera pas neutre. Suggestion extrêmement tentante pour Charles Quint qui, « malade, plus que les années passées », souhaite remettre le pouvoir à son fils mais qui perd de son urgence parce que, comme il le lui écrit de la place forte de Bouchain, à mi-chemin entre Valenciennes et Cambrai, « les Français semblent se retirer vers Saint-Quentin et, si vous devez venir, c'est à un moment où vous pourrez gagner réputation aux yeux des Anglais et du monde ». En vérité, en cette fin de l'année 1554, la volonté d'en découdre sur le champ de bataille semble moins forte. Une chance peut-être pour la mission de paix du cardinal Reginald Pole.

Le 18 septembre, Simon Renard informe Charles Quint que « l'un des médecins de la reine [lui] a dit qu'elle porte probablement un enfant. J'en ai immédiatement répandu le bruit afin de contrecarrer les mécontents ». Malencontreusement pour lui, l'évêque de Londres, Edmund Bonner, condamné à la prison à vie par Edward VI et libéré par la reine Mary, publie, sans en informer préalablement quiconque, un opuscule informant ses paroissiens que dorénavant ils devront vivre et observer les préceptes et rites de l'Église comme dans l'ancien temps. L'une de ses phrases fait même allusion à l'Inquisition et provoque des mouvements de rue, suivis d'arrestations et de condamnations. Pour calmer les esprits, le Lord Chancelor, Stephen Gardiner, évêque de Winchester, intervient publiquement le premier dimanche d'octobre dans la cathédrale Saint-Paul. Devant des milliers de Londoniens, il évoque l'histoire de Joseph, fils préféré de Jacob, qui, vendu par ses frères pour vingt pièces d'argent à une caravane d'ismaélites, les retrouve des années après en Égypte et leur pardonne. Comme les frères de Joseph, leur dit-il, certains sujets de la reine ont offensé ses convictions religieuses, mais, comme Joseph, elle est prête à leur pardonner, pourvu qu'ils reviennent aux anciens rites et traditions. L'incident paraît clos et l'ambassadeur Simon Renard peut rassurer Charles Quint sur la suite des événements :

« Le Parlement est convoqué pour le 12 novembre et l'on proposera le couronnement du roi pour le mois de janvier. Après, si la guerre avec la France reprend et si Votre Majesté souhaite se servir de troupes anglaises, le roi pourra en avoir autant qu'il voudra et se rendre dans les Flandres au mois de février. Une décision reste à prendre pour la venue du légat du Pape, le cardinal Reginald Pole. Lord Paget pense que, s'il octroie une dispense générale pour tous ceux qui se sont approprié des biens de l'Église aux temps d'Henry VIII, sa mission pourra se révéler fructueuse. »

Début novembre, Simon Renard jubile : « Il n'y a plus aucun doute de la grossesse de la Reine : son ventre le montre et ses robes ne lui vont plus. »

De Rome, le pape Jules III informe Charles Quint que, en accord avec les cardinaux, il accepte « pour toutes sortes de raisons humaines et divines, de renoncer à tous les biens dont l'Église a été dépossédée, plutôt que de risquer le naufrage de notre entreprise ». Son mandat ayant ainsi été modifié selon les désirs de Charles Quint, le légat Reginald Pole peut enfin, après plus d'un an d'attente, se rendre en Angleterre. Lord Paget, un homme au franc-parler qui a beaucoup fait en faveur du mariage de Mary et Felipe, est venu chercher Pole à Bruxelles. Dans un colloque privé avec Charles Quint, il suggère que Lady Elisabeth soit donnée en mariage « à quelque pauvre prince allemand », dont les terres seraient situées le plus loin possible de la mer. L'idée de lui trouver un mari est déjà présente dans l'esprit de Charles Quint et de Felipe qui pensent à l'allier à Emmanuel-Philibert de Savoie, à moins que Felipe, en cas de mort en couche de Mary Tudor, l'épouse lui-même.

Accueilli fin novembre à Douvres par une multitude de parents, amis, évêques et membres du Parlement venus saluer son retour en Angleterre après vingt ans d'exil, le cardinal Reginald Pole, ayant passé la nuit à Canterbury, s'embarque le lendemain, à Gravesand, sur la péniche royale et, calotte rouge sur le chef, chape du même teint au-dessus du rochet, crosse pastorale argentée à la proue du navire, parvient à Westminster en début d'après-midi. Sur l'embarcadère, il est salué, béret bas, par Felipe. Très émue, la reine l'attend sur le pas de la porte d'un grand salon au premier étage du palais et le salue par une longue et profonde révérence. Le cardinal s'agenouille devant elle, le couple royal l'aide à se relever et, puis, ils vont s'asseoir tous les trois sous un dais aux couleurs de l'État. Ils conversent une demi-heure en anglais et en italien. Ayant pris congé, le cardinal, accompagné par le duc d'Albe, le comte d'Aranda, et le Lord Chancelor, prend ses quartiers à Lambeth Palace, résidence de l'archevêque de Canterbury, Thomas Cranmer, emprisonné depuis septembre pour hérésie.

Trois jours après son retour à Londres, le cardinal expose aux deux chambres réunies du Parlement la raison de son retour : restaurer la gloire perdue du royaume. Pendant ces années où le pays a été induit à l'hérésie et à la rébellion, beaucoup, et pas des moindres, ont sombré dans le péché, mais Dieu veut maintenant les reconduire à lui grâce à la reine (« Que tu sois bénite parmi les femmes, et béni soit le fruit de ton ventre »), et au roi son consort. S'il annule les lois et statuts contraires au pape et à l'autorité de l'Église, conclut-il au bout d'une heure d'une voix à peine audible, le

Parlement découvrira avec satisfaction l'étendue des pouvoirs dont il dispose dans sa veste de légat pontifical. Réunis le lendemain à huis clos, les cinq cents membres du Parlement, lords, prélats et représentants des villes confondus, approuvent à l'unanimité, moins une voix, l'abolition des lois et statuts passés sous Henry VIII et Edward VI et envoient une délégation de vingt-quatre membres supplier le roi et la reine d'intercéder auprès du légat pour que la nation toute entière soit absoute de ses fautes. Revenu le vendredi après-midi au palais de Westminster, le cardinal Pole, entouré par le roi et la reine, les membres du Parlement au complet agenouillés devant lui, accorde l'absolution aux sujets du royaume. Le dimanche, à l'occasion d'une grande messe à Saint-Paul, le Lord Chancelor annonce la nouvelle à des milliers de personnes du haut d'un pupitre placé à l'extérieur de la cathédrale. « Il n'y eut pas des signes perceptibles de désapprobation », note Simon Renard. Alors que la reine Mary et le cardinal Reginald Pole invitent Charles Quint et Henri II à désigner leurs délégués pour une conférence préliminaire destinée à préparer des véritables négociations de paix, le Parlement adopte, entre la mi-décembre 1544 et la mi-janvier 1555, les actes reconnaissant la suprématie de l'Église romaine. Les détenteurs des anciens biens ecclésiastiques confisqués sous Henry VIII et Edward VI voient leurs possessions légalisées, les lois condamnant les hérétiques au bûcher, abolies sous Henry VIII, sont réinstaurées : huit cents protestants (en majorité des pasteurs et des étudiants en théologie mais aussi des marchands, des imprimeurs ou de simples artisans) ne tardent pas à s'exiler sur le continent, à Emden, Strasbourg, Cologne, Francfort, Genève, Zurich, Padoue. Ceux qui restent, n'ont qu'un choix : se convertir ou passer devant un tribunal ecclésiastique. S'ils sont jugés coupables, ils seront excommuniés et remis aux autorités séculaires pour expier leurs peines. Dès le 4 février, un certain John Rogers, prédicateur et traducteur de la Bible, est brûlé publiquement au marché de Smithfield. Les jours suivants, trois autres pasteurs protestants sont immolés par le feu dans diverses villes. Ils seront les premiers « martyrs mariaux » suivis pendant la seule année 1555 par quatre-vingts autres hommes et femmes de diverses conditions.

C'est dans cette lourde ambiance qu'à la mi-avril, la reine, comme le lui dictent les coutumes de la cour, s'isole dans sa chambre pour les quarante jours à venir. Felipe a des doutes : « Sa grossesse ne semble pas certaine », écrit-il à son cousin Maximilian d'Autriche. L'ambassadeur de Venise,

Giovanni Michieli, est convaincu que « sa grossesse finira dans du vent ». Au dernier jour d'avril, le bruit court dans Londres que la reine a accouché d'un garçon. Le lendemain, l'information est démentie : la reine, précisent les médecins de la cour, arrivera au terme de sa grossesse le 6 juin mais le 6 juin ils annoncent qu'ils se sont trompés d'un mois dans leurs calculs. Dans l'une de ses dernières dépêches de Londres Simon Renard reste optimiste : « Ses seins durcis distillent des gouttes de lait, son corps s'est épaissi, elle sent même l'enfant bouger. Il reste que ce retard fait dire aux hérétiques que l'on présentera au pays un autre enfant comme si ce fut le sien. » Mais bientôt la grossesse qui, depuis l'automne 1544, tient l'Europe entière en haleine se révèle un non-événement : Mary Tudor en a eu tous les symptômes, mais, au moment de la délivrance, son ventre s'est dégonflé, sans la moindre trace de fœtus et même si les espoirs d'une filiation entre les Tudor et les Habsbourg ne sont pas totalement perdus, il est désormais probable qu'un jour Lady Elisabeth lui succédera. Dès lors, l'entourage de Felipe envisage de la neutraliser en la mariant au fils puîné du roi des Romains, l'archiduc Ferdinand, ou à Emmanuel-Philibert de Savoie. Quoi qu'il en soit, Felipe ne peut plus retarder son départ pour les Pays d'Embas. Le 7 septembre, Felipe est à Bruxelles. Mary Tudor ne le reverra que dans très longtemps et adresse à son beau-père Charles Quint un message empreint de très sincère tristesse :

« Mon Seigneur et bon père, Vous avez eu la générosité de retarder notre séparation jusqu'à maintenant, ce dont je remercie très humblement votre Majesté. Cependant, Sire, il n'y a rien en ce monde auquel je tiens davantage que la présence du roi. J'espère profondément que son absence sera brève parce que, indépendamment de mes sentiments personnels, sa présence dans ce royaume demeure de grande importance. »

Entre-temps, Jules III est décédé le 23 mars 1555. « Sa mort [nous] a beaucoup peiné, tant en raison de sa bonne nature et de son souci pour le bien public et la paix en Italie, que pour la faveur et l'affection dont il a fait preuve à notre égard, malgré la mauvaise conjoncture de nos affaires », avait commenté Charles Quint dans une lettre à Felipe le chargeant de traiter dorénavant à sa place le prochain conclave et les affaires d'Italie, où, après Parme, les impériaux ont souffert d'autres déboires. S'étant rebellés au gouverneur Diego Hurtado de Mendoza, les Siennois avaient accueilli en libérateurs quatre mille fantassins français commandés par Paul de La Barthe, seigneur de Termes et maréchal de France, suivi quelques mois plus tard, par le Florentin Piero Strozzi, maréchal de France comme Paul de La Barthe mais aussi cousin de la reine Catherine : pour Florence la menace ne

pourrait pas être plus claire. Peu après, une flotte franco-turque aux ordres de Dragut et de l'amiral de La Garde a croisé en Méditerranée : signalée un moment au large de Porto Vecchio, en Corse, elle avait longé les côtes calabraises, passé le détroit de Messine, fait halte dans le port de Licata, près d'Agrigento, et enfin dévasté l'île de Pantelleria, pointe occidentale de la Sicile, avant de gagner Bizerte. Revenue devant Castiglione della Pescaia, en Toscane, la flotte française avait embarqué quelque cinq mille soldats, venus de Sienne et du Piémont, qui, entre la mi-août et fin septembre 1553, avaient occupé la plupart des villes côtières de l'Ile de Beauté avec l'aide de Sampiero Corso, ancien pupille de Giovanni delle Bande Nere et depuis trente ans au service des rois de France[3].

Au moment où le conclave s'apprête à élire le successeur de Jules III, les Génois ont entrepris la reconquête de leur île et Sienne, assiégée par les troupes toscanes et napolitaines, est sur le point de se rendre après qu'une tentative de Piero Strozzi d'envahir le duché de Toscane s'est soldée au mois de juillet 1554 par une terrible défaite avec plus de quatre mille morts dans ses rangs. Responsable désormais de toutes les affaires d'Italie, Felipe donne instruction à son ambassadeur à Rome, don Juan Manrique de Lara, et au cardinal Guido Ascanio Sforza, proche du duc de Florence, Cosimo de Médicis, de veiller à ce qu'il n'y ait aucune défection parmi les cardinaux pro-impériaux (ils seraient vingt-deux, mais, comme le dit don Juan Manrique : « Avec des prélats on n'est jamais certain de rien ! ») et de faire porter leurs voix sur, dans l'ordre, le cardinal Reginald Pole, le cardinal Pio Rodolfo Carpi, l'archevêque de Santiago de Compostela Juan Alvarez de Tolède, le cardinal Giovanni Morone ou bien, même si ses chances paraissent faibles, sur Guido Ascanio Sforza, lui-même. À exclure, « les cardinaux français, le cardinal de Ferrare, Ippolito d'Este, et surtout le cardinal Gian Piero Carafa ». Objectif atteint à moitié. Le 9 avril, après seulement trois jours de conciliabules, le conclave s'oriente vers le cardinal Marcello Cervini, un « homme prudent, méditatif, vertueux et frugal », ni pro-impérial ni pro-français, qui, pour signifier qu'il s'en tiendra à la ligne rigoureuse et politiquement neutre qu'il a observée en vingt ans de cardinalat, choisit de s'appeler Marcello II. Cependant, en dépit de ses cinquante-quatre ans, il meurt immédiatement, vraisemblablement, sous l'effet conjoint des saignées auxquelles il se soumet pour soigner son « cathare » chronique et des jeûnes qu'il a scrupuleusement observés toute la Semaine Sainte.

Une nouvelle chance s'offre à Felipe de faire triompher l'un de ses candidats au conclave qui s'ouvre le 15 mai en présence de quarante-cinq cardinaux. Ses instructions restent les mêmes. Or, l'ambassadeur don Juan Manrique de Lara annonce à son maître que, « hier, 23 mai, jour de l'Ascension, le cardinal de Naples (Gian Piero Carafa) a été élu avec les suffrages des Français et d'un certain nombre des cardinaux pro-impériaux ». Présentant sa démission, don Juan Manrique accuse les cardinaux Pio Rodolfo Carpi et Juan Alvarez de Tolède : « Chacun d'eux disait qu'en toute conscience ils ne pouvaient voter pour Pole ou pour Morone et prétendaient pouvoir atteindre le *quorum* de trente voix. » Mis en cause, Juan Alvarez de Tolède accuse l'ambassadeur don Juan Manrique de Lara « de ne rien comprendre aux affaires de cette cour » et le cardinal et vice-roi de Naples, Pedro Pacheco Ladrón de Guevara, d'avoir manœuvré en vue de sa propre élection. En outre, à en croire un mémorandum anonyme d'origine espagnole, le cardinal Gian Piero Carafa, avait aussi manqué de peu son élection, mais s'était immédiatement assis sur la chaire pontificale et, resté sourd aux protestations de Guido Ascanio Sforza, cardinal di Santa Fiora, y avait attendu que ses amis lui trouvent les quelques voix qui lui manquaient. Toujours, selon le même mémorandum, les « traîtres » auraient été le cardinal de Palerme, Pietro Tagliavia d'Aragon, et un « jeune cardinal », dont il ne sait pas le nom. C'est une catastrophe : rancunier et vindicatif, le nouveau pape tient Charles Quint pour le pire ennemi que l'Église ait jamais eu, son fils pour « un jeune mal guidé », les deux pour des « marranes », la « race » espagnole pour un mélange de « juifs, maures et luthériens ». « Né pour seigneurer », selon l'ambassadeur vénitien Bernardo Cavagero, Paul IV veut être le maître absolu de l'Église et de l'Italie. Et comme pour lui moralisation du clergé, persécution des « hérétiques », libération de la péninsule et guerre aux Habsbourg forment un tout, il avance sur tous les fronts. Pour la religion, il choisit seul les cardinaux et fait du Saint-Office son organe central de gouvernement, avec mission de purger le clergé de ses mauvaises herbes et de poursuivre pour hérésie toute personne ayant, ou ayant eu, une faiblesse pour le mouvement des spiritualistes, à commencer par son ancien compagnon le cardinal Giovanni Morone. Les Juifs de Rome, il les condamne à vendre leurs biens immeubles, à se regrouper dans un ghetto, à porter un signe distinctif et à s'abstenir de toute activité commerciale ou professionnelle, à l'exception de celle de prêteurs sur gage. Pour les affaires

temporelles, il fait totalement confiance à son neveu Carlo Carafa, âgé de trente-six ans et le plus jeune de trois frères, qu'il tient pour « le plus grand homme que le siège apostolique ait jamais eu » mais qui, selon l'ambassadeur Bernardo Navagero, a surtout le don de « deviner ce qui plaît au pape ». Son oncle étant aveuglé par l'obsession de détruire Charles Quint, Carlo Carafa profite du moment où, le 7 juin, le cardinal Reginald Pole suspend les négociations de paix entre Henri II et l'empereur, « les choses n'étant pas encore assez mûres », pour appeler le roi de France à les abandonner et à « entrer en ligue » avec le pape avec la promesse de lui réserver « bonne part des conquêtes qui se pourraient faire ». Simultanément, il multiplie les provocations contre le camp impérial : il fait pendre deux présumés « sicaires » que le duc d'Albe aurait chargé d'assassiner son oncle, confisque les terres et les châteaux de Marcantonio Colonna, enferme le cardinal de Santa Fiora au Castel Sant'Angelo, confirme à Ottavio Farnese ses droits sur Parme et Plaisance, invite les bannis de Naples et Florence à se tenir prêts et presse le duc de Ferrare, Ercole II d'Este, de se joindre à la nouvelle ligue anti-impériale. À la cour de France, l'activisme du neveu du pape est chaleureusement soutenu par les de Guise, la reine Catherine de Médicis et la maîtresse du roi, Diane de Poitiers.

Vue la gravité de la situation, Felipe promeut le duc-d'Albe lieutenant impérial, commandant général des armées d'Italie et gouverneur du duché de Milan[4]. Le pape Paul IV riposte en mettant fin à la mission de paix du cardinal de Reginald Pole et en demandant formellement au roi de France de le prendre sous sa protection avec l'envoi de huit mille fantassins et mille deux cents cavaliers à employer dans un premier temps soit contre le duché de Toscane, soit contre le royaume de Naples. Pourtant, les pourparlers de paix entamés à Marck au cours du premier semestre reprennent à la mi-décembre à l'abbaye cistercienne de Vaucelles, près de Namur, entre le comte Charles II de Lalaing et l'ambassadeur Simon Renard, pour les impériaux, et l'amiral de France Gaspard II de Coligny et monsieur de Boisseron, pour Henri II. Si le but premier de ces pourparlers est de négocier la libération des nombreux prisonniers de marque détenus par les uns et les autres depuis la dernière guerre (le fils, le beau-frère, un gendre et un neveu du connétable Anne de Montmorency, un frère de l'amiral Coligny et, prise encore plus grosse, le maréchal de France Robert de la Marck, duc de Bouillon, du côté français, le duc d'Arschot, Philippe III de Croy, et le

comte Peter Ernst von Mansfeld, gouverneur du Luxembourg, du côté impérial), on n'exclut pas, de part et d'autre, d'élargir la discussion.

42

Fin de partie

25 octobre 1555. Sorti du lit aux premières lueurs de l'aube, Charles Quint regarde la pluie lourde et triste qui, en trois semaines, a noyé ses Pays d'Embas, retardant l'arrivée des députés des plus lointaines de ses dix-sept provinces. Malgré les grands poêles, aux carreaux blasonnés, ronflant nuit et jour, Charles Quint souffre dans tout son corps. Passant ses doigts dans sa barbe, il sourit amèrement à l'idée que dans les cours d'Europe on se gausse de ses podagres, de ses arthrites articulaires, de sa mélancolie. Cette souveraine andouille d'Henri II se délecte à répandre le bruit qu'il a été amputé de la main gauche et de deux doigts de la main droite et Sa Sainteté Paul IV, qui n'est pas fait d'une meilleure farine, raconte que son cerveau, jamais très brillant, est en bouillie, ravagé par la même folie que sa mère Juana. « Heureusement », ajoute-t-il avec cet art de fausse commisération dont les gens d'Église sont orfèvres, « ça ne se voit pas car, Dieu soit loué, l'empereur a perdu l'usage de la parole ». Gelé jusqu'à la moelle, l'empereur frémit à l'idée que sa pauvre mère a passé presque toute sa vie recluse dans le château royal de Tordesillas avec, pour seule distraction, le même paysage, le Tage courant sous ses fenêtres, les clochers de Medina del Campo qu'on devine par beaux jours à l'extrémité de la Vega. Quoique la décision de l'enfermer ne fût pas la sienne mais celle de son grand-père maternel, le roi Fernando d'Aragon, il n'a jamais voulu la sortir de son isolement. Il y a à peine un an, refusant toute nourriture, Juana s'était laissé mourir. Doutant qu'il lui restait cette petite lueur d'esprit que l'Église commande pour administrer le dernier sacrement, le père Borja avait fait venir de Salamanque Domingo de Soto et, grâce à Dieu, ce frère

dominicain, grand docteur en théologie, avait estimé que, oui, la reine avait encore quelque entendement. Lui donnant l'extrême-onction, le père Borja était même parvenu à lui faire répéter, mot à mot, le *Credo* et, lorsqu'il lui avait porté le crucifix aux lèvres, la vieille femme avait prononcé distinctement le nom de Jésus-Christ. Le lendemain matin, elle était morte en bonne chrétienne, à l'âge de soixante-quinze ans.

Chassant ses mauvaises pensées, Charles Quint s'accroche un instant à la Castille, ce pays qui avait été à deux doigts de le destituer et qui, avec les années, est devenu sa seconde patrie. Andreas Vesalius, l'auteur d'un monumental *De humani corporis fabrica,* illustré par des dessins qui avaient fait scandale de nos squelettes et de nos viscères, à son service depuis une douzaine d'années, l'avait prévenu : « Sire, si vous voulez moins souffrir, il vous faut absolument de l'air chaud et sec.[1] » Alors l'empereur s'était fait construire au fin fond de l'Estrémadure une modeste demeure adossée au monastère hiéronymite de Yuste. Là-bas, rêve-t-il, assis sous le porche, il pourra jouir en paix de ses derniers rayons de soleil, des ballets énigmatiques de moucherons, du va-et-vient des colonies de fourmis, du tintamarre des grillons et des cigales, des appels lumineux des lucioles, du parfum des jasmins au lever du jour et des *galan de noche* (galants de nuit), à la tombée du soleil.

En avalant comme chaque matin du pain « pétri dans du lait avec du sucre et des épices », Charles Quint songe à l'hiver qui approche. Si le grand froid de certaines années revient, ce sera la fête dans les rues de Bruges, de Bruxelles, de Malines, de Gand ! Les gens iront patiner sur les étangs et façonneront des bonhommes de neige en les habillant selon leur fantaisie du moment ! Un éléphant portant Neptune sur son château, une Vénus titillée par Cupidon, un petit David triomphant d'un Goliath, les Rois Mages tirant par les rênes leurs chameaux chargés d'offrandes, saint Martin partageant son manteau avec les pauvres ou encore cette Flamande qui, chevauchant ses grosses fesses à l'air le grand Aristote, avait fait tant rire les Bruxellois. « Quand je serai mort, ils me sculpteront à mon tour ! Mais en quoi ? En César ? En Charlemagne ? Ou bien, en Romulus Augustule ou en chasseur borné d'hérétiques ? » s'interroge-t-il.

Onze heures sonnent ! Charles Quint passe sa langue sur les quelques dents qui lui restent. Bientôt, le baron de Montfalconnet lui montera son dîner. Tout ce qu'on lui sert, ce sont des bouillies désespérément fades, sans la moindre pincée de sel ou d'épices. Juste une goutte de jus de raisin

fermenté aux feuilles de séné. Jamais de quenelles d'anguilles, de boudins noirs aux pommes ou d'harengs en saumure ! Oubliées les chopes de bière glacée qu'à ses beaux jours il descendait d'un trait dès son réveil pour aborder la nouvelle journée. Après le dîner, le baron l'habillera, tout de noir, comme d'habitude, en entourant son cou du collier de la Toison d'Or porté autrefois par son arrière-grand-père, Charles le Téméraire. Puis, béret de velours sur son crâne dégarni, il descendra, en s'accrochant à la rambarde, les douze marches conduisant au rez-de-chaussée. Là, collé au poêle, il attendra que son fils Felipe, roi d'Angleterre, de Naples et de Sicile, vienne le chercher.

Retenu à Augsbourg par la conclusion, le 25 septembre, de la « paix perpétuelle entre les catholiques et les luthériens » qu'il s'est senti « contraint d'accepter, vu le dangiers tant avec les États de l'empire qu'avec le Turc », son frère Ferdinand a jugé la situation en Transylvanie trop instable pour risquer le voyage. Son fils aîné Maximilian, de même. C'est le jeune Ferdinand qu'ils ont envoyé. Peu attiré par les affaires publiques, heureux de ne pas avoir eu à épouser Mary Tudor mais encore sur les rangs pour épouser sa demi-sœur Lady Elisabeth, il n'a qu'un désir : retrouver le plus vite possible sa maîtresse Philippine Welser qu'on dit extrêmement belle ! Mais voilà Felipe surgir de derrière les arbres et tenant par la bride une mulette blanche, courte sur pattes et d'apparence si docile qu'on la croirait endormie. Le duc Emmanuel-Philibert de Savoie, le jeune prince Guillaume d'Orange-Nassau[2] et le confident de toujours, Jean de Hénin-Liétard, seigneur de Bossu, complètent l'escorte qui le conduira à l'*Aula Magna* du palais. Ces provinces du plat pays qui l'ont vu naître, il les abandonne dévorées par les guerres que lui ont sans cesse livrées, de père en fils, les rois de France. Felipe saura-t-il jamais se gagner leur affection ? Il aurait voulu que sa sœur Marie reste avec lui, mais Marie a refusé : « Je vous ai servi vingt-quatre ans. Comment Votre Majesté, qui voit aujourd'hui que sa tâche est au-dessus de ses forces, peut-elle penser que moi, pauvre femme inepte, seule et veuve, pourrais conserver une charge aussi difficile, une fois qu'Elle sera partie ? Quelle que soit mon affection pour votre fils, il me serait très dur d'avoir à réapprendre mon ABC à cinquante ans, d'autant que dans ce pays les hommes sincères et dévoués se sont faits si rares. Y vivre davantage me serait insupportable. »

Perché sur sa mule, Charles Quint descend le vallon où sillonne le ruisseau du Coperbeek. À sa droite, la vigne. À sa gauche, le labyrinthe

d'arbustes à l'abri desquels, jadis, il allait se baigner les beaux jours d'été. Tout en bas, les jardins, l'étang avec ses cygnes et le pré de lice où il avait brisé tant de lances. La mule de l'empereur caracole vers le palais, traverse son grand porche et débouche dans la cour d'honneur, fraîchement peinte en bleue. Au fond, la place des Bailles, noire de monde, avec ses trois grands lions dorés et ses boutiques. Sur la droite, l'*Aula Magna*, avec son toit de tuiles, ses tourelles, ses murs en pierres et en briques. C'est là que son grand-père paternel, l'empereur Maximilian, avait fait de lui le septième duc de Bourgogne. Ils sont mille les représentants du clergé, de la noblesse et des bourgeois à se presser dans l'*Aula Magna* décorée pour l'occasion avec les tapisseries glorifiant sa victoire de Pavie, mais ceux de la Gueldre, du Brabant et du Hainaut se sont abstenus pour protester contre la nouvelle loi de succession qui a fait des dix-sept provinces une seule « masse » héréditaire. En rentrant dans la salle s'appuyant de sa main droite sur l'épaule du prince d'Orange, Charles Quint se souvient des mots qu'avait prononcés en ce lieu son grand-père l'empereur Maximilian quarante ans plus tôt : « …La fortune très cruelle a pris feu notre fils Philippe en la fleur de sa jeunesse, en laissant une très belle descendance, notre très cher et très aimé petit-fils Charles, qui est tout notre réconfort, enjouement et plaisir de notre vie. Et combien qu'il soit encore en jeune âge, il a prudence, courage et vertus de vieillesse. » D'énormes bûches se consument à feu lent dans les cheminées. Charles Quint s'assied sur son trône en chêne massif et aux armes de Bourgogne. Felipe et Marie de Hongrie prennent place à ses côtés. Lunettes sur le nez, une feuille de papier à la main où il a griffonné quelques notes, il s'adresse pour la dernière fois à ses provinces. Par moment, sa voix s'étrangle et ses yeux se voilent :

« Rien n'afflige autant mon esprit que de vous quitter aujourd'hui, sans vous laisser avec la paix et dans le repos que j'aurais désirés. Les soucis que donne une si grande charge, mes infirmités, une santé tout à fait ruinée, ne me laissent plus les forces suffisantes pour gouverner les États que Dieu m'a confiés. Aujourd'hui, je me sens si fatigué, que je ne saurais vous être d'aucun secours. Si je ne déposais l'autorité ainsi que je l'ai résolu, j'aurais un grand et rigoureux compte à rendre à Dieu et aux hommes. Mon fils Philippe, roi de Naples et de Sicile, roi d'Angleterre et bientôt aussi roi d'Espagne est en âge de vous gouverner et il sera un bon prince. Je vous demande d'avoir pour lui l'amour que vous avez toujours eu pour moi. Soyez obéissants envers la justice. Zélés dans l'observation des lois. Ne refusez pas à l'autorité l'appui dont elle a besoin. Surtout, prenez garde de vous laisser infecter par les sectes des pays voisins et extirpez-en bien vite les germes, s'ils paraissent parmi vous. Quant à la manière dont je vous ai gouvernés, j'avoue m'être trompé plus d'une fois, égaré par l'inexpérience de la jeunesse, par les présomptions de l'âge viril, ou par quelques autres vices de la faiblesse humaine. J'ose cependant affirmer que jamais, de ma connaissance et avec mon assentiment, il n'a été fait tort ou violence à aucun de mes sujets. Si donc quelqu'un peut justement se plaindre d'en avoir souffert, je supplie les présents ainsi que les absents de vouloir bien me le pardonner. Si je pleure, messieurs, ne

croyez pas que ce soit pour la souveraineté que j'abandonne. C'est à cause de l'obligation où je suis de m'éloigner du pays de ma naissance et de me séparer de vous. »

Dans la salle, l'émotion est très vive. Ayant écouté la réponse des états généraux, Charles Quint investit son fils, à genoux devant lui, de la souveraineté des Pays d'Embas. C'est maintenant au tour de Felipe de s'adresser aux représentants des Provinces mais n'ayant pas « le langage françois si prompt pour pouvoir parler en icelluy », c'est Antoine Perrenot de Gravelle qui s'exprime en son nom et promet qu'il résidera aux Pays d'Embas aussi longtemps que ses affaires le permettront et qu'il y reviendra chaque fois que ce sera nécessaire. Le propos manque à l'évidence de chaleur. Nombreux sont ceux qui pressentent que des jours autrement plus difficiles attendent leurs pays. Après le discours de Felipe, c'est au tour de Marie de Hongrie de faire ses adieux à ces provinces qu'elle a gouvernées avec une énergie exceptionnelle pendant vingt-cinq ans : « Où que je serai, vous ne me trouverez jamais moins encline à employer mon possible pour promouvoir votre bien. » Quelques mots d'Antoine Perrenot fixant pour le lendemain la prestation des serments clôturent la cérémonie. Charles Quint se retire dans la salle du conseil privé pour y attendre que la foule quitte les lieux. Puis monsieur de Bossu le reconduit à sa petite maison au fond du parc. Là, il s'acquitte du dernier devoir qu'il s'est fixé pour ce jour : écrire un mot affectueux à son frère Ferdinand. Son aide de camp Guillaume van Maele le prend sous sa dictée :

« Monsieur mon bon frère Ferdinand, je suis certain que vous et le roi de Bohème, notre fils Maximilian, eussiez désiré tous deux venir à Bruxelles, avant que je ne me mette en voyage pour l'Espagne. J'aurais désiré vous revoir et deviser une dernière fois avec tous deux et ce m'aurait été de grand contentement si Maximilian était venu avec son épouse, ma fille. Des causes plus grandes et urgentes l'ont empêché. Vous pouvez imaginer aisément combien j'ai été heureux que votre fils l'archiduc Ferdinand ait pris la peine de venir jusqu'ici. Il me pèse de savoir qu'il repartira dans les jours qui viennent. Il vous donnera de vive voix de mes nouvelles. Mais je voudrais ajouter au moins ceci : de même que je n'ai aucun doute de l'affection et de la bonne volonté dont vous avez fait preuve à mon égard depuis si longtemps et si souvent, de même vous devez être sûrs que vous-même et les vôtres trouverez en moi, où que je sois et jusqu'au bout, l'amour et l'affection fraternels que je vous dois. Mon désir intime est que notre amitié continue entre nos enfants, non seulement parce que les liens de sang le demandent mais parce que nos intérêts communs s'en trouveront bien mieux sauvegardés. »

Sa conscience apaisée, Charles Quint invite Van Maele à partager son souper. Il tient dans ses mains les Mémoires (« Vous en souvenez-vous Van Maele ? ») qu'il lui a dictées, il y a cinq ans déjà, en 1550, alors qu'ils naviguaient sur le Rhin, entre Cologne et Mayence, en s'inspirant autant qu'il le pouvait de Jules César et de Tite-Live, lui confie des secrets qu'il n'a

jamais révélés à personne, lui faisant jurer de ne jamais les divulguer, même après sa mort. Hélas pour nous, Van Maele tiendra parole. Resté seul, l'empereur pour trouver le sommeil, repense à ses premières amours. À ce jour où, chevauchant un cheval-bâton dans les jardins du palais de Bourgogne, à Malines, il avait surpris une fillette, aux longues jambes maigres, qui tenait dans ses mains le corps chaud d'un petit oiseau : « Il est tombé de son nid. Aide-moi à lui en fabriquer un rien que pour lui. » Ils avaient empli le creux d'un arbre de brins d'herbe et y avaient posé la petite bête. Contente de sa bonne action, la petite fille lui avait alors dit que, s'il lui montrait sa « chose », elle voulait bien lui montrer « la sienne ». Devinant que, s'il refusait, il perdrait son honneur, Charles s'était exécuté et, tenant parole, la petite fille avait soulevé sa robe. Ève lui était réapparue trois ou quatre ans plus tard. Âgée de neuf ans, fille de baron flamand, elle n'était pas vraiment jolie, mais elle était mieux que ça : fière, sûre d'elle, elle montait à cheval mieux qu'un garçon et portait un faucon au poing comme la chose la plus naturelle au monde. Charles n'avait jamais oublié le moment où elle avait posé ses lèvres sur les siennes et la sensation désagréable qu'il avait ressentie lorsqu'elle avait glissé sa langue dans sa bouche. Lorsqu'elle était revenue l'année d'après à Malines, Charles avait évité de la voir et toute sa vie il en avait ressenti une sorte de honte. Sa deuxième amourette lui était venue de l'Orient. Elle était la fille naturelle d'un ambassadeur vénitien et d'une turque, bouche charnue, grands yeux verts, dents parfaites et étincelantes sur la peau mate d'un beau visage entouré de longs cheveux noirs et bouclés, un corps à ses premières rondeurs. Parvenus, lors d'une promenade en forêt, à une clairière où pointaient mille coquelicots et mille marguerites, ils s'étaient allongés dans l'herbe et Charles avait osé ouvrir son corset et passé ses lèvres de sa bouche à ses seins naissants, dans un va-et-vient incessant, des heures durant. Jamais il n'avait osé chercher autre chose. Seulement, un bel après-midi, se pressant contre son corps, un plaisir intense et inconnu s'était répandu, chaud comme du lait, sur son ventre. Le souvenir de ces fillettes perdues à jamais sentait encore les roses et les prés et, dans ses rêves, l'empereur les appelait à lui pour l'accompagner là où – par-delà les plaines, les montagnes, les fleuves et les océans de notre terre – s'étendent, infinis, les Champs Élysées.

43

Un pape dans la haine

1er janvier 1556. Charles Quint aurait voulu commencer la nouvelle année avec un geste très symbolique : signer les actes officiels stipulant la cession à son fils Felipe de ses couronnes d'Espagne, de Sardaigne, de Corse et de Sicile et inaugurer sa nouvelle vie d'homme quelconque par la prière, la confession et la communion. Sa main droite étant incapable de tenir la plume, la cérémonie est reportée de quelques jours. C'est chose faite deux semaines plus tard dans sa petite maison au fond du parc en présence des reines Éléonore et Marie, de l'évêque d'Arras et d'une cinquantaine de gentilshommes et d'ambassadeurs.

Le 5 février, les diplomates français et impériaux concluent à Vaucelles un protocole d'accord instaurant une trêve de longue durée entre « les seigneurs empereur, le roi d'Angleterre, son fils et le roi de France Très Chrétien ». « Les possessions des princes des deux parties devant rester pour les cinq années à venir dans l'état où elles se trouvaient au moment de la signature » : autrement dit, si l'accord est ratifié, Henri II conserverait ses dernières conquêtes et notamment les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun. En contrepartie, la trêve s'étendrait aux « serviteurs, amis et alliés du roi de France », c'est-à-dire au pape et à ses neveux, aux ducs de Ferrare et de Parme, à Venise, à la confédération helvétique, aux bannis florentins et napolitains, et au sultan de Constantinople. Dix jours plus tard, à Rome, le cardinal Carlo Carafa tombe des nues :

« Le nonce de Viterbe s'est hâté de nous écrire de Blois que la suspension d'armes a été conclue pour cinq ans. La chose nous a paru très étrange et difficile à croire. En effet, Sa Majesté Très Chrétienne a promis à Sa Béatitude de la défendre. Il paraissait donc convenable qu'elle eût annoncé à Sa Sainteté

son intention de conclure une affaire de telle importance. Pour ce qui me concerne, j'ai l'air d'avoir trompé mon oncle. »

Les choses suivent leur cours : Philippe de Lalaing reçoit à Blois le serment du roi de France et Gaspard de Coligny à Bruxelles ceux de Felipe et de l'empereur. Souffrant, Charles Quint le reçoit étendu sur une chaise longue et lorsque Coligny lui tend une lettre d'Henri II, ses doigts, raidis par la goutte, peinent à l'ouvrir. L'évêque d'Arras s'étant avancé pour l'aider, il l'arrête et, se tournant vers Gaspard de Coligny, soupire : « Voyez comme il ne reste à mes mains, qui ont fait et parfait tant de grandes choses et manié tant les armes, la moindre force pour ouvrir une simple lettre. Voilà les fruits que je rapporte pour avoir voulu acquérir ce grand nom, plein de vanité, de grand capitaine et de très puissant empereur ! » Puis, il lui rappelle que, de par sa grand-mère paternelle Marie de Bourgogne, il descend aussi de la maison de France, « ce fleuron qui porte et soutient la plus célèbre couronne du monde ». Alors, il demande : « Et comment Monseigneur le roi de France se porte-t-il ? À ce qu'on me dit, il commence déjà à grisonner, alors qu'il n'est rien si jeune que lui ! Il n'y a pas trois jours qu'il était encore en Espagne, enfant sans poil de barbe ! […] Ça me rappelle une histoire qui m'est arrivée quand, quasi au même âge, revenant de mon voyage de La Goulette en Tunisie, je parvins à Naples. Vous savez la gentillesse de la ville, la beauté et bonne grâce des dames qui y sont. Je suis homme et je voulus, comme les autres, mériter leurs faveurs. Je fis appeler mon barbier pour me friser et parfumer et lorsqu'il eut fini il présenta devant moi un miroir. Je me regardai et, ébahi, j'aperçus une douzaine de poils blancs. Qu'est-ce que ceci ? je lui demande. Quelques poils blanchis, me répond-il. Ôtez-moi ça, je lui ordonne. Savez-vous ce qu'il m'advint ? Me voulant revoir au miroir peu de temps après, je trouvai que pour un poil blanc que j'avais fait ôter, il m'en était revenu trois et je compris qu'en moins de rien je deviendrai blanc comme un cygne… »

Le printemps pointe son nez et Charles Quint, grâce à un subside des états généraux des dix-sept provinces, a de quoi congédier les quatre cent cinquante membres de sa cour. Il prévient son frère Ferdinand qu'il passera en Espagne « à la mi-juin, ou, au plus tard, à la fin du mois » et que si Maximilian, roi de Bohème et la reine sa fille Maria veulent venir le saluer, ils ne devront pas différer leur venue, sinon « je perdrai l'opportunité de les voir ». Entre-temps, à Rome, le pape Paul IV ne désarme pas. Ayant excommunié début mai le dernier descendant de la famille pro-impériale

des Colonna, Marcantonio, en le dépouillant jusqu'à sa postérité la plus reculée de tous ses biens, il accorde son principal fief, le duché de Paliano, à l'aîné de ses trois neveux, Giovanni, depuis peu capitaine général de l'Église en remplacement du duc Guidobaldo d'Urbin. « Aucune autre personne, déclare-t-il, n'est plus apte que mon neveu à assumer cette charge. » Ce qui, dans l'immédiat, inquiète Charles Quint et Felipe, ce sont les travaux de fortification entrepris aussitôt à Paliano, à Rocca di Papa et à Porto Nettuno, trois places fortes qui, aux mains des Français, menaceraient directement Naples. Dès lors, ils demandent que les travaux soient abandonnés. Requête aussitôt rejetée. Recevant Bernardo Navagero, Paul IV déverse toute sa bile : « Cet empereur, cet homme inique et triste, estropié dans le corps et dans l'âme, schismatique et hérétique, qui a favorisé les protestants pour abaisser le Saint-Siège et se faire le maître de Rome, et son fils dont il ne faut pas tenir compte, tant est son inhabilité et son inexpérience… S'ils pensent se soustraire à notre obédience, ils verront ce qu'un serviteur de Dieu peut faire en vertu de l'autorité qui lui vient du Christ ! » Pour l'ambassadeur Simon Renard qui, après son séjour londonien, a repris depuis fin avril ses anciennes fonctions auprès d'Henri II, « avec l'arrivée ici du cardinal Carafa, des surprises ne sont nullement à exclure ». Accueilli le 16 juin sur les marches du château de Fontainebleau par Henri II lui-même, le cardinal Carafa, faisant état d'informations très récentes selon lesquelles Marcantonio Colonna marcherait de Naples vers Paliano avec des forces que lui aurait fournies le duc d'Albe, lui réclame la protection promise à son oncle. Prudent, le roi lui accorde un crédit immédiat « pour la défense de Rome » et lui promet qu'en cas de besoin, les soldats français restés à Montalcino, en Toscane, « serviront le pape où il conviendra ».

Ces mêmes jours, Charles Quint et Felipe quittent le palais du Coudenberg pour le proche château de Sterrebeek. Explication officielle : la peste qui a causé la mort de deux personnes dans les alentours du palais. En réalité, selon plusieurs ambassadeurs, le père et le fils ne seraient pas à l'unisson. Alors qu'à Rome Paul IV fait arrêter l'ambassadeur Garcilaso de la Vega dont des lettres recommandant au duc d'Albe de se tenir prêt à envahir l'État pontifical ont été interceptées par la police pontificale, Charles Quint est pour une intervention rapide et énergique contre le pape, avant que les Français s'en mêlent. Felipe, sensible peut-être aux appels du cardinal Reginald Pole qui, de Londres, le presse de considérer qu'il ne

siérait pas à un roi « élu par Dieu pour restaurer la religion catholique en Angleterre », de faire la guerre au vicaire du Christ, hésite, interroge les théologiens, retarde la libération des prisonniers français, mais lorsque Simon Renard informe que deux capitaines français, de Lansac et Blaise de Monluc, vont prochainement conduire en Italie « gens de guerre au service du Pape », qu'à Marseille l'amiral de La Garde appareille déjà douze galères pour acheminer immédiatement en Italie deux mille Gascons et qu'une grosse armée aux ordres de François de Guise suivra plus tard, Felipe réagit : il obtient de la République de Venise le libre passage par ses terres de quatre mille lansquenets et ramène dans son camp Ottavio Farnese en lui restituant Plaisance. Paul IV riposte en faisant lire devant le consistoire une « Protestation contre l'Empereur Charles Quint et le Roi Philippe, son fils » rédigée par le procureur et par le fiscal du Saint-Siège et recommandant de les excommunier pour avoir fourni leur assistance au déjà excommunié Marcantonio Colonna. Après avoir félicité les deux juristes, Paul IV a conclu qu'il y réfléchirait et ne déciderait rien sans avoir consulté ses révérends frères. C'est donc menacé d'excommunication au terme de quarante et une années de règne que, le 8 août, Charles Quint quitte le palais de Coudenberg pour toujours. Avant de traverser une dernière fois les rues de Bruxelles, il écrit à son frère Ferdinand :

« Monseigneur mon bon frère Ferdinand, je réponds à vos instances concernant la renonciation que je prétends faire de l'empire. Le mieux serait que vous assembliez les électeurs dans le lieu et à la date que vous jugerez les plus à propos. Afin que vous puissiez les persuader aussi de ma part, je vous adresse dès maintenant les lettres de créance nécessaires. Notre fils le roi de Bohème, Maximilian, a été ici avec la reine ma fille moins de jours que je ne l'eusse voulu, mais, comme ils étaient pressés de rentrer, je n'ai pas insisté. Les ayant vus partir, je pars à mon tour pour Gand. De là, je rejoindrai par les canaux les bateaux qui se tiennent prêts à Flessingue et, avec le premier vent, je ferai voile vers l'Espagne. Que tous vos désirs, Monseigneur mon bon frère, puissent entièrement s'accomplir avec l'aide de Dieu. »

Un dernier regard au palais Coudenberg, à la place des Bailles, à l'église St-Jacques et, en bas de la rue de la Madeleine, aux flèches de Sainte-Gudule, de l'Hôtel de Ville, du palais du Roi sur la Grande Place. Arrivé à Saint-Géry et Sainte-Catherine, Charles Quint parcourt la chaussée de Steenweg, grouillant d'auberges, moulins, étuves, brasseries, tanneurs, armuriers, tailleurs, charpentiers, jusqu'à la porte de Flandres. Au-delà, la campagne et la route pour Gand… Adieu Bruxelles, adieu couronnes ! Tard le soir, il parvient à la Hof ter Walle. Il y reste deux semaines. Déjà, note l'ambassadeur vénitien Federico Badoer, « il ne fait rien toute la journée, à part superviser les petites choses nécessaires à la commodité de la vie »,

sauf qu'il consigne au prince Guillaume d'Orange la couronne et le sceptre de Charlemagne pour qu'il les remette à son frère Ferdinand. Le 27 août, pensant que probablement il ne reverra plus son père, Felipe le regarde les larmes aux yeux s'éloigner avec ses sœurs Éléonore et Marie par le canal menant de Gand à l'Escaut et, au-delà, à Flessingue. Pourtant, le 15 septembre, le galion *Espiritu Sanctu*, sur lequel « l'empereur s'est embarqué avec son aide de camp Guillaume von Maele, trente-six serviteurs et un Flamand qui lui lit une variété de choses distrayantes », est contraint de s'abriter dans le petit port de Ramuë[1], à une demi-lieue de Middlebourg. Felipe y accourt pour passer une dernière soirée avec son père et ses tantes. Lorsqu'il laisse définitivement derrière lui les côtes hollandaises, Charles Quint sait que, début septembre, le duc d'Albe est entré, sur ordre de Felipe[2], avec trois cents gens d'armes, mille deux cents cavaliers légers, six mille fantassins italiens, trois mille fantassins espagnols et dix-huit pièces d'artillerie dans le territoire pontifical et qu'après avoir occupé sans coup férir Frosinone, il a conquis Anagni et se dirige vers Ostie.

44

« La vie la plus triste qui se soit jamais vue… »

Débarquant à Laredo, par une mer très agitée après dix jours de navigation tranquille, Charles Quint est furieux non seulement parce qu'il considère prématurées les négociations ouvertes par le duc d'Albe avec Paul IV mais aussi parce qu'il n'a trouvé à l'attendre au palais du connétable de Castille ni un messager de sa fille Juana, ni son majordome don Luis Méndez de Quijada, ancien colonel d'infanterie, ni prêtres pour célébrer ses messes, ni courriers pour ses communications, ni chevaux, ni assez de chariots et de mules pour transporter ses bagages, ni les quatre mille ducats nécessaires à ses frais personnels et pour les salaires de sa garde armée. Pour ne rien arranger, il pleut à torrents six jours durant avant que Charles Quint, suivi un jour plus tard par ses sœurs, puisse se mettre en chemin. Mais alors « par les pires chemins, avec les bêtes les plus viles et en faisant étape dans les maisons les plus sales qu'il m'ait jamais été donné de voir », nous rapporte son majordome qui, arrivé en retard à Laredo faute de chevaux de poste (« En trente-cinq ans de service je n'avais jamais eu la moindre absence »), ne sait plus où donner de la tête pour nourrir et loger convenablement son maître. Fort heureusement pour lui, un matin, juste au moment de sa première collation, Charles Quint reçoit une première lettre de sa fille avec deux paniers remplis de pain, biscuits, confitures, guimauves et conserves que « d'habitude il partage », mais que cette fois il garde pour lui. « Au moins, se console de Quijada, les gens voient qu'elle s'occupe de lui. » Arrivé tant bien que mal à Burgos le 13 octobre au soir, le connétable de Castille, don Pedro Fernandez de Velasco, lui apporte une

belle platée de truites. Pour le lendemain, il a prévu une grande réception mais Charles Quint ne voulant voir personne, il doit l'annuler. Tout ce qu'il désire, c'est de se reposer, de passer ensuite quelques jours à Valladolid avec sa fille et enfin rejoindre le monastère de Yuste, en Estrémadure, avant la venue des brouillards et des pluies.

De Burgos à Valladolid, il faut quatre à cinq jours. De Quijada note tout : « Depuis Burgos, les choses vont mieux : nous trouvons des melons et des pêches. » … « Le connétable nous a fourni des jambons. » … « Hier à Torquemada, Sa Majesté était indisposée et n'a quasiment rien mangé, mais aujourd'hui il a collationné de deux œufs et de quelques confitures. Pour demain il a demandé des viandes, pas trop, mais des meilleures. » … « Dans l'ensemble il va bien, à part qu'il a perdu un peu de sang par où il en a l'habitude. » … « Nous avons reçu un pot de soles. Sa Majesté les a beaucoup appréciées. » … « L'évêque de Plaisance nous a fait parvenir des volailles, des fruits et du vin que Sa Majesté a partagé avec sa suite. » Le 22 octobre au soir, il est à Valladolid où, à sa demande, il est reçu en toute simplicité dans la chambre royale par sa fille et par les Grands du royaume qui, tour à tour, lui baisent les mains. Le lendemain, on l'informe de la situation générale des affaires et il rencontre le général des hiéronymites, fray Francisco de Tofiño, et le prieur de Yuste, fray Martin de Angulo. Ils dressent la liste des travaux à faire pour son installation et définissent ce qu'ils doivent organiser pour son service religieux. Le soir, il ne participe pas à la réception solennelle faite aux reines ses sœurs. Le 4 novembre, après avoir dîné en public, il embrasse sa fille, ses sœurs et son petit-fils don Carlos et, escorté par quelques cavaliers et hallebardiers, quitte Valladolid. Neuf jours plus tard, il arrive au château du comte de Oropesa à Jarandilla, après avoir franchi une montagne abrupte, porté tour à tour dans sa litière, sur des sièges à main et par moments même à bras, ce qui lui fait dire : « Je ne franchirai plus d'autres passages que celui de la mort ! » De Jarandilla, on aperçoit, noyé dans la brume, le couvent de Yuste. Il ne reste qu'à attendre quelques semaines que sa maison soit prête et meublée selon ses souhaits.

À Jarandilla, les nouvelles du monde arrivent avec beaucoup de retard. Charles Quint, souffrant d'une virulente attaque de goutte, apprend le 5 janvier 1557 que, à la suite d'une médiation des Vénitiens, le duc d'Albe et le cardinal Carafa ont conclu le 19 novembre, sur une île du Tibre, une trêve. Ignorant encore que le duc François de Guise et ses frères, le duc

d'Aumale et le marquis d'Elbeuf, viennent de franchir les Alpes avec douze mille fantassins, quatre cents gens d'armes et huit cents cavaliers légers, il s'en montre « extrêmement mécontent et refuse même d'en entendre les articles ». Mal à l'aise, Felipe supplie son père de « laisser pour un temps son monastère » et lui demande de surseoir à son abdication de l'empire « jusqu'à ce que nous voyions quel tour prendront mes affaires ». À dire vrai, Felipe se démène : il multiplie les offres de paix au roi de France, prie Mary Tudor de prévenir Henri II que, s'il rompt la trêve, elle ne pourra pas demeurer neutre, il cherche à emprunter un million et demi de ducats outre-Manche, demande aux états généraux des Pays d'Embas d'accroître les moyens à disposition d'Emmanuel-Philibert de Savoie pour les défendre d'une invasion dont on commence à voir les premiers signes à Douai et à Lens, demande à sa sœur Maria de puiser dans le trésor de la Casa de Contractacion et de transférer huit mille hommes en Italie avec trente galères, fait descendre des troupes allemandes en Lombardie, promet Sienne au duc Cosimo de Médicis en l'engageant à recruter autant d'hommes que possible pour empêcher le passage des Français. Le duc Cosimo, que Paul IV a inutilement tenté d'attirer dans son camp, en engage douze mille, assez pour convaincre le duc de Ferrare de se retirer de la ligue anti-espagnole. Rassuré, le 5 février, Charles Quint monte en litière et, suivi par ses serviteurs, arrive à Yuste un après-midi froid et brumeux, accueilli par les moines du monastère hiéronymite qui, croix en tête, lui entonnent un *Te Deum*. Après la messe et les prières, le premier et dernier empereur du Vieux et du Nouveau Monde s'installe dans la demeure à deux étages qu'il a voulue collée au couvent et orientée vers la jolie vallée où serpentent, indifférents aux siècles, le Tiétar et le Tage. Au loin le massif de Guadalupe.

Aujourd'hui, comme le dit joliment Manuel Fernandez Alvarez, l'un de ses plus ardents biographes, son dernier refuge est devenu une sorte de « reliquaire », étape obligée des guides touristiques. Le visiteur qui s'aventure jusqu'au monastère est de suite attiré par la longue rampe inclinée conduisant à l'étage où vivait Charles Quint et conçue pour que, les bons jours et si ses jambes le lui permettaient, il puisse descendre sans aide jusqu'aux jardins. Au pied de la rampe, une copie de la litière délabrée et étonnamment exiguë, par laquelle Charles Quint était arrivé à Yuste. En haut, une vaste terrasse ombragée, ornée de colonnes, d'une fontaine et de pots alternant orangers, limoniers et plantes odorantes, où, dit-on, il allait s'aérer au coucher du soleil. La porte d'entrée franchie, le visiteur découvre

un modeste couloir central, avec, de part et d'autre, quatre pièces où le vieux monarque passait ses journées. À lui de les imaginer chacune avec une grande cheminée, des tables couvertes d'horloges, mappemondes, lunettes, astrolabes, règles et compas mais aussi des talismans et des reliquaires et, aux murs, des tapisseries flamandes et, ici et là, quelques Titien, le seul peintre contemporain que Charles Quint avait admiré sans réserve, comme homme et comme artiste. Immédiatement à gauche, on accède à son antichambre, aujourd'hui assez nue. Il faut se la représenter sobrement meublée d'armoires, de commodes et de coffres-forts sachant que Charles Quint était très attentif à ses toilettes d'une élégance austère. Passé dans sa chambre, le lit et le grand fauteuil d'où, lorsqu'il était malade, l'empereur assistait, sans être vu, aux offices religieux par une porte-fenêtre ouverte sur l'autel de l'église. Le cœur du visiteur est saisi par tant de modestie. De l'autre côté du couloir, plein sud, la salle à manger où il prenait ses repas et le cabinet de travail où, après la sieste, il recevait ses visiteurs, s'affairait avec ses montres ou s'adonnait à la lecture. Sa bibliothèque se limitait à l'essentiel : *Le Chevalier délibéré*, le poème qu'Olivier de la Marche avait dédié à son bisaïeul Charles le Téméraire, une édition en langue italienne des *Commentaires* de César dont il avait emprunté le style pour ses *Mémoires*, les *Commentaires sur la guerre d'Allemagne* rédigés par son compagnon Luis de Avila y Zuñiga, l'*Almageste* de Ptolémée, *L'Astronome impérial* de Santa-Cruz, les *Méditations* de Saint Augustin, quelques missels, psautiers et bréviaires. On aurait aimé que ce roi des rois, doté d'un grand sens de l'humour et parfaitement conscient que la nouvelle génération ne tarderait pas à jeter « à la fortune les événements de son règne », ait inclus parmi ses livres de chevet l'*Éloge de la Folie* et *La Vie très horrifique du Grand Gargantua*, mais l'histoire, les sciences et la musique avaient été ses passions intellectuelles dominantes, plus que la littérature, la poésie ou la construction de châteaux. Entre la salle à manger et le cabinet de travail, un balcon couvert d'où, en fin de matinée et avant que le soleil ne devienne trop brûlant, son regard pouvait se perdre jusqu'aux montagnes de Guadalupe[1]. À l'étage inférieur, de plain-pied sur un grand jardin et un bassin, le visiteur découvre les mêmes quatre pièces, distribuées autour d'un patio. L'une était réservée aux entretiens confidentiels. La deuxième servait de chambre à coucher à qui veillait la nuit sur l'empereur ou, très exceptionnellement, à un hôte de marque. La troisième était une salle de

sudation dotée d'une grande étuve où Charles se réfugiait les jours de grand froid. La quatrième, un cabinet de toilette.

Pour sa vie quotidienne, Charles Quint a sélectionné une cinquantaine de serviteurs, en majorité Flamands et Espagnols mais aussi quelques Italiens et un Allemand, gouvernés par son majordome et homme de confiance, don Luis Méndez de Quijada. C'est lui qui, avec sa femme doña Magdalena de Ulloa, élève dans les environs de Valladolid et sous le nom de baptême de Geronimo un jeune « page » que la *vox populi* attribue à une des aventures extraconjugales de l'ancien colonel d'infanterie mais qui en vérité est le fruit des amours, à Ratisbonne en 1547, de Charles Quint et de la chanteuse Barbara Blomberg. Juste en dessous de don Luis, Guillaume van Maele, autre fidèle d'entre les fidèles, qui, assisté par quatre adjudants, s'occupe comme par le passé du service de sa chambre. Martin de Gaztelù, épaulé par le scribe Martin de Soto, assure son secrétariat. Le docteur Henri Mathys veille à sa santé, assisté par le pharmacien Pretevan Overstraeten et quatre chirurgiens-barbiers. Pour sa table, à laquelle il accorde grande importance, Charles Quint a choisi deux cuisiniers, l'un Flamand et l'autre Espagnol, deux sauciers, plusieurs boulangers et pâtissiers. Mais en parcourant la liste de ses employés, on y découvre aussi un brasseur (flamand, il va sans dire !), un caviste espagnol, un éleveur de poules, un chasseur, un maraîcher, un jardinier, deux lavandières flamandes, l'une responsable de son linge de corps[2] et l'autre de son linge de table, un cirier pour la fabrication de bougies parfumées et deux maîtres horlogers. Gourmand, Charles Quint se préoccupe personnellement de ne jamais manquer de pâté d'anguilles, d'anchois, de saucisses qu'il fait cuisiner à la manière flamande, de petites olives qu'il fait venir de très loin et de « certaines perdrix qu'a le Comte d'Osorno », à son avis, « les meilleures du monde. » Ces serviteurs, qu'il gratifiera par testament d'une pension à vie, logent soit au monastère, soit au village de Cuacos, à un quart de lieue. À ces serviteurs, il convient d'ajouter les trente-huit religieux du monastère, certains venus, à sa demande, de divers couvents hiéronymites d'Espagne : le prieur, fray Martin de Angulo, son confesseur personnel, fray Juan Regla, trois prédicateurs, un organiste, deux ténors, deux contraltos, deux basses-tailles et deux voix blanches. Ce sont donc, en comptant large, une centaine de personnes, et non pas une douzaine comme le prétend la légende, qui, de près ou de loin, veillent sur Charles Quint. Un peu trop au goût des villageois de Cuacos : ces étrangers font grimper les prix, troublent leur

paix et les traitent avec arrogance. Alors, parfois, ils se rebiffent et pour peu que viennent paître dans leurs prés les vaches destinées à alimenter leurs tables en lait, crème et fromages frais, la moutarde leur monte au nez et ils les séquestrent. Mais ce qu'ils ne digèrent surtout pas c'est que les truites se sont faites rares depuis que, pour le seul bon plaisir du vieil empereur, un barrage de retenue filtre les eaux du ruisseau qui traverse les terres du monastère. Charles Quint restera sourd à leurs protestations.

Grâce à une dispense que le bon pape Jules III, « considérant son état de santé et d'après le conseil de ses médecins » lui avait accordée au nom du « salut de la république chrétienne » et que Paul IV a oublié de révoquer, Charles Quint, qu'il communie ou pas, commence sa journée par un copieux petit-déjeuner. Son estomac apaisé, il récite ses prières matinales en compagnie de fray Juan Regla, son confesseur. À dix heures, ses aides font sa toilette et, à moins que la goutte ne l'oblige à garder le lit, l'habillent. Les jours de grand froid, il porte une robe longue et, par-dessus, une jaquette de taffetas doublée de soie et de plumes de paon que sa fille Juana lui a confectionnée à partir d'un couvre-lit. À onze heures, il descend à l'église pour y entendre la messe, à moins qu'il ne la suive de son lit ou de son fauteuil, en ouvrant la porte-fenêtre. À midi, il prend son repas, tandis que Guillaume van Maele ou le docteur Mathys lisent à voix haute quelques pages d'histoire ou de science. Puis, avant une petite sieste, il écoute son confesseur Juan Regla commenter tel ou tel autre passage de saint Augustin, de saint Bernard ou de saint Jérôme. Les après-midi, sauf les mercredis et les vendredis, où l'un ou l'autre de ses trois prédicateurs prêchent du haut de leur pupitre, il les consacre aux visites, au courrier (sa fille Juana lui adresse régulièrement un bulletin contenant le résumé des nouvelles les plus importantes), au jardinage et à la pêche, si le temps est ensoleillé, à la lecture et à ses horloges, s'il vente et s'il pleut. Puis viennent le souper et l'heure du coucher.

Charles Quint a délibérément conçu sa maison pour que personne ne vienne troubler de trop près ou trop longtemps son ermitage. « La solitude de cette maison et de cette terre, note don Luis de Quijada, est aussi grande que Sa Majesté a pu la désirer. » Et, ajoute-t-il pensant sans doute à lui-même : « C'est la vie la plus triste qui se soit jamais vue et que personne ne saurait supporter, si ce n'est ceux qui laissent le monde pour devenir moines. » Ce n'est que fin septembre 1557, un an après le retour en Espagne, qu'il revoit ses sœurs Éléonore et Marie. Elles logent au château

d'Oropesa et viennent à Yuste pour la journée. Depuis des mois, Éléonore ne vit que dans l'espoir de retrouver la seule fille qu'elle avait eue de son mariage avec le feu roi Manoël du Portugal et qu'elle n'a pas revue depuis son second mariage avec François 1er il y a vingt-cinq ans. Après d'interminables négociations, une rencontre aura lieu à la fin de l'année à Bajadoz mais Maria, qui, trois ans plus tôt, a été à deux doigts d'épouser Felipe avant que Charles Quint ne l'écarte pour Mary Tudor, n'a pas la moindre envie de jouer les vieilles filles à la cour de Valladolid et rentre à Lisbonne. Sexagénaire et asthmatique, Éléonore meurt quarante-cinq jours plus tard dans les bras de sa sœur Marie de Hongrie. Charles Quint revoit une dernière fois sa sœur préférée début mars 1558 et la loge dans la chambre du rez-de-chaussée. Elle se plaint que sa nièce Juana, toujours régente des royaumes d'Espagne, la fuit et refuse ses conseils. Priée par son père de se montrer conciliante, Juana lui oppose un refus catégorique : « La reine de Hongrie ne se contente pas de donner son avis, mais veut commander. Je préfère, plutôt, renoncer à la Régence. » Charles n'insistant pas, Marie se dit prête à retraverser la mer pour reprendre du service aux Pays d'Embas et, plutôt que rentrer à la cour de Valladolid, prend résidence dans un château hors de la ville. Elle y mourra d'une crise cardiaque, un mois après son frère, au moment même où Felipe la rappelait aux Pays d'Embas[3].

Né après le départ d'Espagne de son grand-père en 1543, orphelin de sa mère, Maria Manuela du Portugal morte en couches, et élevé, en l'absence quasi permanente de son père, Felipe, par ses tantes, don Carlos avait brûlé d'être le premier à aller à sa rencontre, lorsque son idole absolue était passée en octobre par Valladolid. Né de cousins germains et illustre exemple des dégâts de la consanguinité, don Carlos avait bombardé Charles Quint des heures durant de questions sur ses grandes campagnes contre les Turcs, les pirates, les rois de France, et lorsque son grand-père lui avait raconté sa fuite en plein hiver d'Innsbruck, il avait osé s'exclamer qu'à sa place il aurait mille fois préféré mourir. Charles Quint en avait ri mais l'enfant lui avait déplu et il s'en était inquiété auprès de sa sœur Éléonore : « Il me semble qu'il est très agité ; sa contenance et son humeur ne me plaisent pas et je ne sais ce qu'il pourra devenir avec le temps. » Installé à Yuste, il ne demandera jamais à l'avoir auprès de lui quelques semaines, alors que de l'avis général l'affection et la présence de son grand-père auraient pu faire le plus grand bien à son petit-fils. En revanche, Charles Quint jouira durant les

derniers mois de sa vie de la compagnie de son fils illégitime, le petit Geronimo, ou « Geromin », âgé, comme don Carlos, de onze ans et qui ignore la véritable identité de son père. Installée début juin 1558 avec lui dans la seule maison décente de Cuacos, sa tutrice, doña Magdalena, montera régulièrement avec l'enfant au monastère. Robuste, plutôt petit, de grands yeux, un visage intelligent et ouvert, Geronimo est un enfant prometteur. Charles Quint lui consacrera tant de son temps que ses serviteurs finirent par se douter qu'il devait y avoir là quelque mystère. Sa véritable filiation ne lui sera connue que par un codicille au testament de son père : « Je déclare que, étant en Allemagne après mon veuvage, j'eus d'une femme non mariée un fils naturel qui se nomme Geronimo. Quel que soit le genre de vie pour lequel il se décide, je recommande expressément au roi mon fils, à l'infant mon petit-fils, de l'honorer et d'exécuter le contenu de cette cédule que je signe de mon nom et de ma main, fermée et scellée de mon sceau. » Alors que don Carlos se rebellera contre son père et mourra en prison à l'âge de vingt-trois ans, « Geromin », devenu don Juan de Austria, sera le grand héros de la bataille navale de Lépante. À sa mort à trente-trois ans, Felipe fera placer ses ossements « près de ceux de son seigneur et père ».

Les « grandes affaires qu'a entre ses mains [son] fils », confronté à la guerre que lui mènent avec « si mauvaise inclination » Paul IV et Henri II, font que Charles Quint, « quoiqu'il soit très satisfait d'être au monastère de Yuste, ne laissera point de concourir d'œuvre et de parole à ce qu'il fût bien pourvu et secouru ». En bonne santé (« Il a grossi et il a très bon teint », nous dit don Luis de Quijada), il veille à ce qu'on envoie un million deux cent mille ducats aux Pays d'Embas et trois cent mille à Naples et lorsqu'il apparaît que les officiels de la Casa de Contractacion de Séville se sont laissés subtiliser par les marchands une importante remise d'or et d'argent du Pérou, il s'en indigne auprès de sa fille Juana : « On ne m'ôtera point de la tête que cela ne peut avoir été fait sans qu'il en ait été donné une bonne part à ceux qui l'ont laissé sortir. » Sa colère fait trembler les sommets de l'État. Au secrétaire d'État Juan Vazquez de Molina, successeur depuis dix ans de son oncle Francisco de los Cobos, qui essaye de se dégager de toute responsabilité dans cette « noire lâcheté », il répond : « Je ne peux m'abstenir d'en donner la faute à tous ceux qui tiennent la main et ont fait preuve d'une si grande négligence. Si je devais pointer mon doigt je commencerais par les membres du Conseil des Indes » et ordonne que « les

officiels de la Casa de Contractacion de Séville soient suspendus, arrêtés, enchaînés publiquement et mis au cachot à Simancas et que leurs biens soient séquestrés et mis en dépôt. De même pour les maîtres, marchands, scribes et tout autre coupable ayant trempé dans cette affaire ». En attendant que les responsables de ces « lâches » détournements de fonds soient punis, Charles Quint intervient personnellement auprès des Grands d'Espagne et du clergé pour lever rapidement trois cent mille ducats qu'il veut destiner au duc d'Albe et à Marcantonio Colonna afin qu'ils passent à l'offensive contre François de Guise et contre le cardinal Carafa et huit cent mille ducats qu'il veut convoyer vers les Pays d'Embas pour que Felipe (qui est en Angleterre) et Emmanuel-Philibert de Savoie (qui est à Bruxelles) puissent non seulement répondre aux premières agressions perpétrées à la frontière avec les Flandres par le connétable Anne de Montmorency et par l'amiral de Coligny, mais aussi « empêcher le roi de France d'employer davantage de forces contre le royaume de Naples ». Convoyé par voie de mer, l'argent arrivera, autour du 21 juin, aux Pays d'Embas avec un contingent de trois mille fantassins espagnols destinés à rejoindre les trois mille cinq cents vétérans déjà en poste à Hesdin. L'escadre repart aussitôt vers l'Espagne pour en embarquer d'autres. Les caisses renflouées, Emmanuel-Philibert de Savoie peut achever le recrutement de quinze compagnies wallonnes et de vingt compagnies allemandes en attente aux frontières. Objectif : réunir trente mille fantassins, dix mille cavaliers et soixante pièces d'artillerie.

Plus vite qu'il n'aurait pu l'espérer, Charles Quint, revigoré, peut chasser à cheval. Il a même « tiré deux pigeons sans avoir besoin d'aide pour tenir son arquebuse ». Il est vrai qu'il a reçu une série de bonnes nouvelles : le 15 mai, François de Guise, en route vers le royaume de Naples, après s'être acharné inutilement vingt jours durant contre la place forte de Citadella del Tronto dans les Abruzzes (ses citoyens seront exonérés d'impôts quarante années durant par Felipe) et n'ayant pas reçu les renforts promis par Paul IV, à l'approche de l'armée de vingt mille hommes rassemblée par le duc d'Albe, a battu en retraite. Le 27 juillet, Marcantonio Colonna, à la tête de plusieurs milliers d'Espagnols et d'Allemands, a décimé l'armée pontificale composée d'Italiens et de Suisses (« Mes anges » les appelait Paul IV). Et, surtout, le 10 août, alors que Felipe, est encore à Cambrai, Emmanuel-Philibert de Savoie, à la tête de trente-cinq mille fantassins et douze mille cavaliers[4], a infligé à l'armée française, aux environs immédiats de Saint-Quentin, en Picardie, sa plus grande défaite depuis la bataille de Pavie,

subissant des pertes infimes et faisant des milliers de morts et de prisonniers, dont des dizaines de nobles français parmi lesquels le connétable Anne de Montmorency, blessé par un tir d'arquebuse. L'armée française est exsangue et décapitée de ses chefs.

Suivant les récits destinés, les uns à Felipe, les autres à Henri II, la bataille de Saint-Quentin se serait déroulée en plusieurs actes. Le 2 août, Emmanuel-Philibert de Savoie fait mine de se diriger vers la place forte de Guise, sept lieues à l'ouest de Saint-Quentin, pour ensuite envahir la Champagne. Le connétable, dont l'armée est considérablement moins forte (dix-huit mille fantassins et environ six mille cavaliers), le surveille à distance par le sud. Henri II se tient à Compiègne. Soudain, le duc de Savoie fait demi-tour en direction de Saint-Quentin, place forte aux murailles en piètre état et ayant pour défenseurs la seule milice communale, mais d'accès difficile en raison des marais qui l'entourent. Le roi, qui attend l'arrivée, à la fin du mois, de six mille Français et cinq mille Allemands en cours de recrutement, demande de tenir la place, coûte que coûte. Obéissant aux ordres, l'amiral Gaspard de Coligny, parvient, après une périlleuse marche nocturne, à faire entrer quelques centaines d'hommes dans Saint-Quentin. Anne de Montmorency, qui a pris position à La Fère, six lieues au sud de Saint-Quentin, rassure le roi. Acte deux : le mercredi 4 août au soir, le duc de Savoie poste mille cavaliers aux ordres du comte Peter Ernst von Mansfeld, huit cents fantassins espagnols et quatre cents fantassins allemands sur la route reliant Saint-Quentin à Ham. Le 5 août, deux heures avant l'aube, le colonel-général François de Coligny, dit d'Andelot et frère de Gaspard, avance avec deux mille fantassins et trois cents gens d'armes vers un passage du marais signalé par son aîné. La tentative de jeter des renforts supplémentaires dans Saint-Quentin est repoussée par la cavalerie impériale du comte von Mansfeld. Aucun homme du colonel ne parvient à passer. D'Andelot, blessé, est capturé. Le soir, les impériaux positionnent leur artillerie. Entamés le lendemain au premier matin, les bombardements mettent le feu à diverses maisons et causent l'explosion d'un monticule de barils de poudre, ouvrant une brèche béante dans la muraille. Deux compagnies d'Espagnols, deux d'Allemands et trois de Wallons en profitent pour investir, du côté du chemin vers Guise, les faubourgs d'Isle, mal défendus par des fossés et quelques batteries. En même temps, le duc de Savoie prend position de l'autre côté. Samedi 7 août. Plusieurs régiments d'infanterie, de cavalerie et de gendarmerie du connétable se rapprochent

jusqu'à deux lieues de Saint-Quentin pour ensuite rebrousser chemin. Acte trois : le lundi 9 août, au coucher du soleil, Anne de Montmorency revient avec toute son armée. Son plan est simple : prendre position, dès le lever du jour, sur la colline de Montescourt dominant la Somme, de là, tenir en respect les troupes impériales stationnées sur l'autre rive pendant qu'un contingent de deux mille hommes traverserait le fleuve à l'aide de barques et entrerait dans Saint-Quentin. Tout va de travers. D'une part, les barques arrivent en retard et en trop petit nombre pour transporter rapidement tous les hommes jusqu'à l'autre rive. D'autre part, huit escadrons de mille à deux mille cavaliers ennemis franchissent la Somme bien plus rapidement que prévu par l'étroit pont du côté de Rouvroy. Pris au piège, le connétable se replie avec son infanterie vers un bois pendant que les cavaliers du duc de Nevers couvrent sa retraite. En sous-nombre, ils sont contournés par plusieurs escadrons impériaux qui se jettent sur l'arrière-garde du connétable alors que les arquebusiers espagnols du duc de Savoie, avançant sur un seul front, ouvrent le feu sur son avant-garde. C'est l'hécatombe. Des milliers de morts et de blessés jonchent la colline de Montescourt. Blessé, le connétable se rend. Des deux mille hommes qui devaient traverser la Somme pour entrer dans Saint-Quentin, seuls quelques centaines y sont parvenues.

Dès qu'à Compiègne il prend la mesure du désastre, Henri II, abandonnant le pape au duc d'Albe, rappelle en France l'armée du duc François de Guise et commande le recrutement de six mille Allemands supplémentaires. Il faudra pour le moins un mois avant qu'ils arrivent. À Paris, rapporte l'ambassadeur vénitien auprès du roi de France, Giacomo Soranzo, c'est la panique : « Permission a été donnée à tous les chefs de famille de faire sortir de la ville leurs femmes, leurs enfants et leurs biens, avec ordre de revenir à ceux qui étaient déjà partis, sous peine de confiscation de leurs biens. Un capitaine a été nommé pour chacun de ses seize arrondissements pour prévenir tout désordre de la part de la populace, qu'on craint ici davantage que l'ennemi. » Lorsqu'il apprend de sa fille les fracassants débuts de Felipe, Charles Quint (il ne saura que plus tard qu'il n'a pas pris part à la bataille et que toute la gloire est due à Emmanuel-Philibert de Savoie) donne libre cours à sa joie paternelle : « Par les relations que vous m'avez envoyées, j'ai entendu la déroute des Français, la capture du connétable et de tous les autres ; j'en ai éprouvé le contentement que vous pouvez imaginer et j'ai rendu et je continue de rendre bien de

grâces à Notre Seigneur de voir le bon commencement que prennent les affaires du roi. » En attendant de connaître « quel chemin il aura pris après avoir achevé son entreprise », Charles Quint se distrait en faisant couvrir sa terrasse, en concevant des plans d'aménagement de son rez-de-chaussée, voire la construction d'une seconde maison destinée à Felipe lorsqu'il lui rendra visite.

Attentif à l'état de sa trésorerie et aux problèmes d'approvisionnement qui ne manqueraient pas de se poser, rejetant les instances de ceux qui, comme Emmanuel-Philibert de Savoie, prônent de descendre sans attendre vers Paris comme son père l'avait fait en 1547, Felipe se contente d'attendre la chute de Saint-Quentin[5]. Charles Quint espère que « d'autres effets ne manqueront pas de se produire, une fois gagnée Saint-Quentin » mais ignore que, dès qu'il a appris le retrait du duc de Guise d'Italie, Felipe, via le sénat de Venise et le duc Cosimo de Médicis, a assuré le pape Paul IV de son désir de réconciliation. Il n'aura pas connaissance non plus de la longue lettre adressée le 21 août par le duc d'Albe au pape, le suppliant, « prosterné à ses pieds » « d'oublier, en bon Pasteur, sa haine pour leurs Majestés, leurs royaumes et leurs États et de recevoir avec Charité et amour paternel Sa Majesté le Roi, mon Seigneur. Sa Majesté n'a pas l'intention de diminuer d'un poil la souveraineté du Saint-Siège Apostolique et ne désire autre chose qu'être sûre que Votre Sainteté cesse de l'inquiéter et de le molester. » Alors que les négociations avec le Saint-Siège vont bon train, l'amiral de Coligny se rend avec ses hommes le 27 août et la riche ville de Saint-Quentin est livrée, selon le droit de la guerre, à trois jours de pillage. Que va faire Felipe ? À Paris, alors que ses habitants continuent à éloigner leurs familles, « les milieux bien informés », relate l'ambassadeur Soranzo, sont désormais persuadés qu'il ne poussera pas plus loin son avantage parce que « le territoire a été désertifié jusqu'à Noyon et qu'il se contentera de prendre de mire Ham, La Fère et Le Châtelet, trois places à proximité de Saint-Quentin ». L'ambassadeur a vu juste. Entre-temps, la paix avec le pape a été signée le 13 septembre dans le bourg de Cave, à cinq lieues de Rome, par le duc d'Albe et par le cardinal Carafa. Somptueusement reçu huit jours plus tard par le souverain pontife, nous raconte l'ambassadeur Bernardo Navagero, les deux hommes ont « parlé presque une demi-heure et leur conversation, pour le peu que j'ai pu entendre, a été une longue excusation de part et d'autre des malentendus du passé ». Paul IV se vantera le lendemain devant le consistoire d'avoir « rendu au siège apostolique le plus

grand service qu'il ait jamais reçu, en apprenant aux souverains pontifes, par l'exemple même du roi d'Espagne, à abaisser l'orgueil des princes qui méconnaîtraient l'obéissance qu'ils doivent au chef de l'Église ». Charles Quint ne sera informé que deux mois plus tard des conventions signées avec le Saint-Siège, l'une l'officielle et l'autre entourée du plus grand mystère. Comme nous l'apprend une lettre de son secrétaire Martin de Gaztelù, « l'Empereur ne s'attendait pas à voir une pareille chose. En colère, il a trouvé la paix très déshonorante ». Pour lui, le vaincu n'est pas le pape mais son fils Felipe qui, par l'article premier de la convention officielle, s'est engagé, en signe d'obéissance et d'humilité, à faire toutes les soumissions réclamées par le Saint-Siège, moyennant quoi le pape, article second, lui a rendu ses bonnes grâces. Allié fidèle des Espagnols mais sacrifié par Felipe, Marcantonio Colonna n'a bénéficié d'aucune rémission de ses peines spirituelles et temporelles et, maigre consolation, ses anciennes possessions ont été confiées à un dépositaire jurant fidélité au pape et à Felipe[6]. Un mois après, nous apprend de son côté don Luis de Quijada, Charles Quint ne voulut rien entendre de la relation que le commandeur d'Alcantara avait été chargé de lui faire de vive voix parce qu'« il en savait déjà assez ».

1558. Pendant les derniers mois d'hiver, mauvaises nouvelles et crises de goutte se succèdent. En janvier, c'est la prise historique, en plein hiver, de Calais par le duc François de Guise, après deux siècles d'occupation anglaise. « La pire nouvelle que je pusse recevoir à cause du lieu où elle est située et de la position du roi mon fils qui est désarmé et obéré de dettes avec ses troupes et ses banquiers. » En février, la mort de sa sœur aînée, Éléonore. En mars le couronnement de Ferdinand d'Autriche à la tête d'un empire affaibli et bi-confessionnel. Dépouillé désormais de tous ses titres, l'ancien empereur demande qu'on l'appelle tout simplement Charles, parce qu'il « n'est plus rien ». En avril, la découverte à Valladolid et à Séville de deux importants foyers de protestantisme le bouleverse. En mai, ne voulant rien changer « à sa manière de vivre », il prend deux bains par jour pour calmer les éruptions cutanées que lui causent les fraises qu'il avale en grande quantité « avec une généreuse écuelle de crème ». En juin, la prise de Thionville et d'Arlon par le duc François de Guise et la dévastation de Minorque par les Turcs l'assombrissent. Puis, en juillet, la sanglante défaite infligée à Gravelines par le comte Lamoral d'Egmont au maréchal Paul de Termes lui redonne le sourire : l'occasion lui semble bonne pour investir Calais « dont la garnison a dû être réduite pour renforcer le camp du

maréchal ». Ce sera son dernier « conseil ». Il ne saura rien des pourparlers qui, après une première conférence en octobre et novembre dans l'abbaye de Cercamp, près de Cambrai, interrompue à cause de la mort le 17 novembre de Mary Tudor, reprendront le 10 février à Cateau-Cambrésis et aboutiront, début avril 1559, au traité qui marquera la fin des guerres d'Italie entre les Valois et les Habsbourg et la victoire – posthume – de Charles Quint sur François 1er et sur Henri II[7]. Il ne saura rien non plus de la tentative avortée de Felipe de demeurer roi d'Angleterre, en épousant Elisabeth I, à condition qu'elle abjure le protestantisme.

Fin août, l'état de santé de Charles Quint se dégrade jour après jour avec l'apparition de fortes fièvres, de sueurs, un pouls très faible et des vomissements de bile. Le lundi 19 septembre, son confesseur fray Juan de Regla lui administre l'extrême-onction. Le mardi 20, il demande à communier et à assister à la messe. À midi, entendant ses horloges sonner en ordre dispersé, il aurait dit : « Pas une fois je suis parvenu à les mettre à l'unisson ! Pas plus que les hommes, d'ailleurs ! » Au petit matin du mercredi 21 septembre, il meurt à cinquante-huit ans. L'archevêque de Tolède, Bartolomé de Carranza, arrivé la veille à Yuste, fait le récit de ses dernières heures dans une lettre adressée juste après sa mort à la régente Juana, sa fille :

« J'arrivai ici le mardi matin et tout de suite je me transportai au monastère. Je trouvai l'Empereur dans tout son bon sens et parlant aux personnes qui l'entouraient. Je fus avec lui un instant. Puis, sur son ordre, j'allai me reposer. Après dîner, je retournai auprès de lui. Quoiqu'il sût parfaitement qu'il allait mourir, je le lui dis sans fards. Il se réjouit beaucoup de l'entendre. Je l'entretins ainsi sur ce sujet autant qu'il pouvait jusqu'à huit heures du soir, lorsqu'il commença à défaillir. Il conserva néanmoins son sens entier, prononçant toujours quelques paroles.

« À plus de deux heures après minuit, il ordonna qu'on allume certaines chandelles bénites qu'il gardait. Puis, il me demanda le crucifix avec lequel était morte son épouse l'Impératrice, notre souveraine. Il le prit et le plaça deux fois en travers de sa poitrine. Lorsqu'il faiblit et ne put plus le tenir, je le lui tins devant ses yeux jusqu'à la fin. Il expira entre deux et trois heures. Il étonna tous ceux qui étaient présents, par les sentiments religieux, la tranquillité et le contentement qu'il montra jusqu'à son dernier soupir. L'ayant plusieurs fois interrogé sur ce qu'il ressentait au moment de trépasser, il me répondit par des signes de la tête exprimant une grande sérénité.

« Je dis tout cela à Votre Altesse afin que la douleur qu'Elle ressentira de la perte de son père soit adoucie par la pensée qu'il est mort si chrétiennement et avec tant d'espoir de salut. Je demeurerai en ce lieu jusqu'à ce que nous ayons déposé son corps ainsi qu'il a ordonné. L'on célébrera quotidiennement trois messes solennelles pendant trois jours et autant de messes basses que chacun pourra. Du monastère de Yuste, le jour de Saint Mathieu de l'an 1558, à cinq heures du matin. »

NOTES

Prologue

1. Cf. Flavio Caroli – Stefano Zuffi, *Titien*, Fayard, Paris, 1991. Catalogue de l'exposition « *Titien, Le pouvoir en face* », Musée du Luxembourg, Éditions Skira, Paris, 2006.

2. *Carlos V con su perro*, Musée du Prado, Madrid, en couverture.

3. Pour les besoins de cet ouvrage, nous avons, sauf rares exceptions, converti en ducats d'or de Charles Quint (3,48 grammes) les écus d'or de François 1er (4,53 grammes), les couronnes d'or, dits de la double rose, d'Henry VIII (3,15 grammes), les florins d'or du Rhin (3,33 grammes), etc.

4. Cf. José Enrique Ruiz-Domènec, *El Gran Capitan, Retrato de una época*, Ediciones Peninsula, Barcelone, 2002.

5. Ferdinando II, dit Ferrandino, mourra en septembre 1496 sans laisser de descendance. Le trône de Naples passera à son oncle Federico Ier qui règnera jusqu'en 1503, lorsque Fernando d'Aragon, grand-père de Charles Quint et déjà roi de Sicile, s'emparera du royaume de Naples au détriment du roi de France, Louis XII.

1. Le mariage du siècle

1. Maximilian vient d'équiper – avec l'appui de la noblesse irlandaise, écossaise, et même d'une partie de la noblesse anglaise – l'expédition de

Perkin Warbeck (un imposteur qui prétend être l'un des fils d'Edward IV de York) visant à chasser Henry VII.

2. Louis XII octroya à Cesare Borgia le duché de Valence et le comté de Die, lui promettant de futures conquêtes en Italie.

3. Deux ans plus tard, Philibert II de Savoie changera de camp en épousant Marguerite d'Autriche, veuve depuis 1497 du prince des Asturies.

2. Naissance à Gand

1. Interdisant la prise en compte des femmes dans les lignes de succession, la loi salique avait été introduite en 1328 par les Valois pour que la couronne de France ne revienne pas au roi d'Angleterre Edward III. La loi salique était également appliquée en Aragon mais pas en Castille où la couronne se transmettait par primogéniture.

3. Fiancé à Claude de France

1. Descendant de John Stuart de Darnley (1365-1429), connétable de l'armée d'Écosse, auquel le roi Charles VII offrit le comté d'Aubigny en récompense de son aide pendant la guerre de Cent Ans.

2. Le traité fixant les dispositions patrimoniales de fiançailles de Charles avec Claude fut paraphé par Louis XII et l'archiduc Philippe le 11 décembre 1502.

3. Ivan Cloulas, *Jules II, le pape terrible.* Paris, 1990, Fayard.

4. Promesse tenue le 6 avril 1505.

5. Née en 1488 du vicomte de Narbonne et de Marie, sœur de Louis XII, Germaine de Foix est sœur du légendaire Gaston de Foix entré dans Milan avec Louis XII en 1499 et qui se distinguera à la tête des armées de France dans la nouvelle guerre d'Italie de Louis XII et mourra à vingt-trois ans sous les remparts de Ravenne, en 1512.

4. Orphelin

1. Le duché d'Albe avait été institué en 1472 au profit de don Garcia Alvarez de Toledo y Carrillo (1472-1488). Son successeur, don Fradrique Alvarez de Toledo y Enriquez (1460-1531), après avoir servi le roi Fernando d'Aragon, fera partie du Conseil d'État de Charles Quint et l'accompagnera en Italie, en Flandres et en Allemagne. Le troisième, dit le Grand Duc d'Albe, Fernando Alvarez de Toledo y Pimentel (1507-1582) entamera sa carrière militaire auprès de Charles Quint lors de la défense de Vienne contre le sultan Soliman en 1532. Il la poursuivra contre Barberousse en 1535 et en 1547 contre les princes protestants allemands. En 1555, Felipe II le nommera gouverneur de Milan et en 1556 vice-roi de Naples. En 1567, il mènera la désastreuse guerre de Felipe II contre les protestants hollandais.

2. Le roi Fernando apprend la mort de son gendre dans la rade de Portofino, près de Gênes. Tout bien considéré, il laisse au cardinal Cisneros, au deuxième duc d'Albe et au connétable de Castille le soin de gouverner la Castille et poursuit son voyage de noces vers Naples, où l'attend son vice-roi, « *el Gran Capitán*» Gonzalo de Cordoba. Il y restera cinq mois.

3. Ligue de Cambrai.

4. Une lieue égale 4,45 km.

5. Marguerite d'Autriche, « tante et mère »

1. Les comtés d'Artois et de Bourgogne, les seigneuries de Macon, Auxerre, Salin, Bar-sur-Seine et Noyers.

6. Religion, sport, musique et géopolitique

1. Jean de Croy, arrière-grand-père du seigneur de Chièvres, avait été conseiller et chambellan du premier duc de Bourgogne, Philippe le Hardi.

2. Edward III, petit-fils par sa mère de Philippe IV le Bel, disputait la couronne de France à ses cousins les Valois, arrivés au pouvoir après la

disparition sans descendance, entre 1316 et 1328, des trois fils de Philippe le Bel.

3. Philippe de Commynes (qui avait été à son service plusieurs années avant de passer à celui de Louis XI) dira de lui : « Trois grands et sages Princes, ses prédécesseurs, avaient élevé bien haut sa maison et il y avait bien peu de Rois, sauf celui de France, plus puissant que lui »... « Deux autres choses dirai-je de lui : l'une est que jamais nul homme ne prit plus de travail que lui, en tous endroits où il faut exercer la personne ; l'autre est que je n'ai jamais connu homme plus hardi. Je ne lui ouïs oncques dire qu'il fût las. […] Ses pensées et ses conclusions étaient grandes, mais nul homme ne les savait mettre à fin, si Dieu n'y eût ajouté de sa puissance. »

4. Georis Michel, *Les Habsbourg*. Paris, France-Empire, 280 p.

5. L'empereur Friedrich III, menacé par le roi de Hongrie Mathias Corvin, avait trop peu d'argent pour payer les frais du voyage de son fils avec son escorte d'évêques, abbés, princes et cavaliers. Trois semaines après le départ de Maximilian, Mathias Corvin arriva jusqu'aux portes de Vienne, obligeant l'empereur à se réfugier à Linz.

6. *Mémoires de Philippe de Commynes*, par R. Chantelauze, Librairie de Firmin-Didot, Paris 1881.

7. Pierre de Bourbon était fils de Charles Ier de Bourbon et d'Agnès de Bourgogne, sœur de Philippe le Bon. Pierre de Bourbon fut également beau-frère de Charles le Téméraire par sa sœur Isabelle.

8. Quinze ans plus tard, en 1507, après la venue au monde de deux enfants du roi Ladislas – Anna, née en 1503, et Lajos, né en 1506 – Maximilien signera avec Ladislas un nouveau traité : son petit-fils Charles épouserait Anna et sa petite-fille Marie épouserait Lajos. En 1515, le mariage de ces derniers sera confirmé. Par contre, Charles, promis entre-temps à une fille de François 1er, cédera sa place à l'empereur lui-même, à moins que son frère cadet Ferdinand ne soit plus sous la tutelle de Fernando d'Aragon.

9. Cf. Salvador de Mandariaga, *Christophe Colomb*, Calmann-Lévy, Paris, 1952.

7. 1515 : Charles et François

1. Lorsqu'il épouse Mary Tudor, Charles Brandon est déjà marié et père de deux filles. Son premier mariage sera invalidé par le pape Clément VII.

2. En tant que comte des Flandres et de l'Artois.

3. Filles de Louis XII et d'Anne de Bretagne.

4. Traité de Paris du 24 mars 1515.

5. Francesco Maria della Rovere, duc d'Urbin et gonfalonier de l'Église, avait montré peu d'empressement dans les guerres contre le duc de Ferrare. De plus, Léon X lui reprochait d'avoir été le commanditaire d'un double meurtre qui avait coûté la vie à l'amant d'une de ses sœurs et à un cardinal. Au bout d'une longue guerre, Léon X conquit le duché d'Urbin et le destina à son neveu Lorenzo de Médicis lequel, conformément aux accords avec François 1er, épousa Madeleine de La Tour d'Auvergne. De leur union naîtra Catherine de Médicis.

6. Le cardinal Alfonso Petrucci avait voulu venger son frère Borghese, évincé de Sienne par leur cousin Raffaele Petrucci, soutenu par Léon X. Le pape le fit garroter. Le cardinal Riario eut à payer cent cinquante mille ducats et à offrir son palais romain à Giulio de Médicis (futur Clément VII). Les autres conjurés écopèrent de fortes amendes.

7. Louise mourra en septembre 1518 et sera « remplacée » par la seconde fille de François 1er, Charlotte.

8. Mangili, Enrico. *I Tasso e le Poste*. Bergamo, Grafica Gutenberg, 1942, 216 p.

9. Le terme « poste » dérive du latin *statio posita*, nom donné par les Romains aux haltes prédisposées le long des grandes routes pour accueillir chevaux et messagers.

8. En Espagne

1. L'empereur Maximilian aurait préféré qu'Éléonore épouse Zygmunt, roi de Pologne et de Lituanie, afin d'accroître, avec l'autre mariage qu'il préparait avec le roi de Hongrie, l'influence des Habsbourg en Europe centrale.

2. *Collection des Voyages des Souverains des Pays-Bas*, publié par MM. Gachard et Piot de l'Académie Royale d'Histoire de Belgique, Bruxelles, 1881.

9. Revoir Juana

1. Sorte de casque.

2. Sa mort le 6 janvier 1521 à Worms arrangera bien des choses.

3. Le roi Fernando d'Aragon avait obtenu du pape Sixte IV le chapeau de cardinal pour son fils illégitime Alonso lorsque ce dernier avait huit ans. En 1507, don Alonso avait succédé au « Gran Capitán » Gonzalo Fernandez de Cordoba comme lieutenant général du roi pour le royaume de Naples. En 1512, il avait participé à la conquête de la Haute Navarre.

4. Catalina quittera sa « prison » de Tordesillas huit ans plus tard pour épouser le roi du Portugal João III.

10. Roi de Castille et d'Aragon

1. Les villes de l'Ancienne Castille représentées aux Cortes étaient Burgos, Soria, Ségovie, Avila et Valladolid ; de la région de Léon, Toro, Zamora et Salamanque ; de la Nouvelle Castille, Tolède, Guadalajara, Madrid et Cuenca ; d'Andalousie, Séville, Jaen, Cordoue, Murcie et Grenade. Les cités d'Asturies, de Galice et d'Estrémadure étaient rarement présentes. La noblesse et le clergé siégeaient à côté des députés des villes, mais seuls ces derniers avaient le droit de vote. Il revenait aux Cortes de faire les lois, d'accorder des subsides au roi et de nommer le régent, en cas de minorité et si le dernier roi ne l'avait pas désigné par testament. Les *regidores* étaient l'équivalent des conseillers municipaux d'aujourd'hui. Les *Corregidores* représentaient le roi.

2. Taxes forfaitaires sur les transactions commerciales.

3. Grâce aux Rois Catholiques, Charles Quint trouva en Castille un système monétaire remarquablement ordonné. Après avoir harmonisé en 1476 les poids et mesures, en adoptant l'once comme unité de base, en 1497, ils

avaient unifié les monnaies de leurs royaumes en fixant à 3,48 grammes d'or fin le contenu légal d'un ducat et à 3,19 grammes d'argent fin celui d'un real. Les anciens maravedis furent maintenus uniquement comme monnaie de compte : un real valait 34 maravedis et un ducat 375. Un ducat d'or valait donc approximativement 11 real d'argent. En 1537, Charles Quint procède à une dévaluation en introduisant une nouvelle monnaie désignée par le nom de couronne et contenant 3,10 grammes d'or fin et valant 350 maravedis, soit, approximativement 10 real.

4. Du nom de Ferdinand d'Aragon.

5. Vasco Nuñez de Balboa et Francisco Pizarro.

6. Les chevaux étaient inconnus au Mexique.

7. La Haute Navarre avait été rattachée à la couronne de Castille.

8. Hostile au projet de Jean Sauvage, Adriaan d'Utrecht fera tout pour que ce « coup mortel » aux pouvoirs de l'Inquisition espagnole reste lettre morte.

9. Mercurino Arborio di Gattinara prendra service le 8 octobre 1518.

10. En 1495, Hugo de Moncada, âgé de 19 ans et Catalan de naissance, avait participé à la campagne d'Italie du roi de France, Charles VIII. Après avoir servi brièvement Cesare Borgia, il fera une grande carrière auprès de Fernando d'Aragon et puis de Charles Quint.

11. Trois candidats pour un empire

1. Charles ratifie les protocoles d'accord négociés par Maximilian le 24 décembre 1518.

2. À ne pas confondre avec la sœur d'Henry VIII, fiancée un temps à Charles Quint, puis épouse pendant quelques mois de Louis XII et enfin femme de Charles Brandon, duc de Suffolk.

3. La veille au soir, Charles était sorti du monastère de Valdonzella où il résidait et s'était promené *incognito* par les rues en fête de la ville.

4. La décime était un impôt perçu par les paroisses, à raison d'un dixième de la valeur de ce qui était produit sur leurs terres. Les rois de Castille avaient obtenu de Rome d'en prélever un tiers (*tercias*) à l'occasion des guerres

menées au nom de la religion. En réalité, ils en percevaient deux neuvième, le dégrèvement correspondant à une contribution de l'État à la construction et la réfection des églises. Les guerres finies, cet impôt avait naturellement tendance à se perpétuer, donnant lieu à des litiges permanents entre l'État et l'Église.

5. Le marquis Johann de Brandebourg mourut prématurément en 1523. Charles Quint trouva à Germaine de Foix un troisième mari, âgé comme elle de trente ans, dans la personne de Ferdinando, duc de Calabre, grandi à la cour d'Espagne depuis que son père Federico, dernier roi de Naples, avait été évincé en 1503 par Fernando d'Aragon. En 1522, Charles nommera Germaine de Foix vice-reine du royaume de Valence, en remplacement de don Diego Hurtado de Mendoza, charge qu'elle occupera jusqu'à sa mort en 1536, à l'âge de 49 ans.

6. Le comte de Benavente déclara qu'en tant que Castillan il ne tenait pas à recevoir une distinction « étrangère ».

7. Son élection coûtera à Charles 851 000 florins du Rhin (soit 655 000 ducats) financés par les banquiers allemands Fugger et Welser et par les banquiers italiens Vivaldi, Gualterotti et del Valle.

8. Lajos, roi de Hongrie et de Bohème, encore mineur, fut représenté par son oncle le roi de Pologne.

9. Cette innovation, destinée à marquer la supériorité de l'empereur, fut immédiatement imitée par toutes les cours d'Europe.

10. Recevant fin août le comte palatin Friedrich II venu lui notifier formellement son élection impériale, Charles le prie d'informer la nation allemande qu'il se rendrait rapidement auprès d'elle.

12. Tolède s'insurge

1. Demi-frère de Diego Hurtado de Mendoza, vice-roi de Valence.

2. Grenade est représentée par le secrétaire du seigneur de Chièvres, Francisco de los Cobos.

13. Juana en otage

1. Coulé à la bataille de Solent par la flotte de François 1er, le *Mary Rose* fut retrouvé en 1971 et sorti de mer en 1982. Depuis, sa structure d'origine est exposée au *Mary Rose Museum* à Portsmouth.

2. Populairement connu comme *The Great Harry.*

3. Ancêtre de la *Royal Navy* d'aujourd'hui.

4. *Mémoires du maréchal de Florange, dit le Jeune Adventureux*, publ. pour la Société de l'histoire de France par Robert Goubaux et P. André Lemoisne, Paris, H. Laurens, 1913-1924, 2 vol.

5. Don Antonio de Fonseca avait quitté l'Espagne pour rejoindre Charles Quint en Flandres.

14. Empereur à vingt ans

1. Charlemagne (800-814), Charles II le Chauve (875-877), Charles III le Gros (881-887), Charles IV de Luxembourg (1346-1378).

2. Charles Quint pourrait ajouter à ses titres celui d'empereur d'Orient, puisque le dernier Paléologue a vendu ses droits à Ferdinand d'Aragon (mais à bien d'autres aussi !).

3. Le *Reichstag* est organisé en trois collèges qui delibèrent séparément : le collège des sept grands électeurs, le collège des princes, le collège des villes, ce dernier ayant seulement voix consultative.

4. Pièce maitresse de la Constitution de l'Empire adoptée en 1495, la cour de la Chambre impériale a son siège à Spire, son président est nommé par l'empereur, tandis que ses membres sont choisis par les États. La Chambre impériale statue sur les violations des lois votées par le *Reichstag* et des décrets promulgués par l'empereur, les violations de la paix publique, les conflits territoriaux entre voisins, les disputes opposant des sujets appartenant à des États différents, les emprisonnements arbitraires, les affaires relatives au Trésor public et, enfin, les procès intentés contre des entités ou des personnes émanant directement de l'Empire, sauf en cas de charges criminelles ou d'affaires concernant des fiefs d'Empire, de

compétence exclusive d'une seconde instance, le Conseil Aulique, composé uniquement de représentants de l'empereur.

15. La bombe Luther

1. Vingt ans après la mort de Friedrich II de la dynastie saxonne de Wettin, son fils aîné, Ernst, et son fils puîné Albrecht, se partagèrent en 1485 le puissant duché électoral de Saxe en créant, la Saxe dite « électorale » ou « ernestine » et la Saxe dite « ducale » ou « albertine ». Ernst garda la première. Albrecht obtint le margraviat de Meissen, avec Dresde comme capitale. La Thuringe et les revenus des mines d'argent, d'étain et de fer, furent divisés en deux. Le traité de partage stipulait que, si l'une des deux branches, l'« ernestine » ou l'« albertine », venait à s'éteindre, les deux entités seraient réunifiées. L'avènement du luthéranisme vint compliquer les choses. Friedrich III der Weise (le Sage), fils d'Ernst, se fit le protecteur de Martin Luther tandis que son cousin Georg, fils d'Albrecht, demeura un catholique orthodoxe.

2. La légende selon laquelle Martin Luther aurait placardé ses 95 thèses à la porte de la Schlosskirche de Wittenberg doit être attribuée à Philipp Melanchthon, à l'occasion de la réédition en 1546 des œuvres de son maître.

3. Joseph Stump, *Life of Philipp Melanchthon*, New York, Pilger Publishing House. Horst F. Rupp, *Philipp Melanchthon*, Paris, Perspectives (revue trimestrielle d'éducation comparée), Unesco, vol. XXVI, n° 3, septembre 1996.

4. Pour une remarquable biographie de cette importante personnalité de l'Église, Yvon Toussaint, *Le Manuscrit de la Giudecca*, Fayard, Paris, 2001.

5. Cri de ralliement des paysans en révolte.

6. À la fin de sa vie, réagissant à la découverte de deux importants foyers protestants en Espagne, Charles Quint regrettera de n'avoir pas fait tuer Luther : « Je n'étais pas obligé de garder parole, l'hérétique étant criminel envers Dieu. Probablement, j'aurais empêché la progression de l'hérésie. »

16. Quand François 1er se rebiffe

1. Bertrand de Chanterac, *Odet de Foix, Vicomte de Lautrec, Maréchal de France (1483-1528)*, Margraff, Paris, 1930.

2. En 1522, Charles Quint aura d'une demoiselle de l'entourage du comte de Nassau une troisième fille illégitime qui mourra novice dans un couvent en Castille. Par la suite, il en aura une quatrième, Tadea della Penna, de la veuve d'un diplomate italien, mort en mission à Bruxelles.

17. Le pontificat malheureux d'un brave homme

1. L'Abbé A. Lepitre, *Adrien VI*, Paris, 1880, Berche et Thalin.

2. Le cardinal Carjaval crut utile d'informer Adrien VI qu'il ne devait nullement son élection à l'empereur dont l'ambassadeur à Rome, don Juan Manuel, avait d'abord fait campagne pour le cardinal Wolsey et ensuite pour le cousin de Léon X, Giulio de Médicis. Il avait même, rapporta-t-il, employé des mots déplaisants à son égard. Adrien VI en conçut une certaine amertume et Charles Quint remplaça don Juan Manuel par Luis Fernandez de Cordoba, époux de la fille du Gran Capitán, deuxième duchesse de Sessa Aurunca (Caserte). Adrien VI fut le dernier pape non Italien jusqu'à l'élection du Polonais Karol Woytila en 1978.

3. Cela conduira à l'exécution du surintendant des finances Jacques de Semblançay.

4. « Je t'ai soufferte, Rome, bien d'années déjà et j'ai traduit en rire chacune de tes erreurs, espérant que finalement l'heure viendrait où tu regretterais tes fautes. Mais puisque le pasteur barbare est monté au siège sublime, et l'Italie est dépouillée de son honneur, je ne peux empêcher la douleur d'offusquer mes yeux. »

5. L'Ordre hospitalier de Saint-Jean-de-Jérusalem fut créé en 1099 par un moine bénédictin originaire de Martigues, en Provence, dans le but d'ériger des hôpitaux et de former des médecins au service des pèlerins. En 1120, l'ordre fut organisé, à l'instar des Templiers, en trois groupes : les chevaliers combattants, les chapelains et les frères hospitaliers proprement dits. À la suite de la prise de Jérusalem par Saladin en 1187, l'ordre se réfugia d'abord à Acre, ensuite à Chypre et finalement à Rhodes.

6. La mauvaise saison approchant, la flotte impériale partie de Naples ne parviendra pas à aller plus loin que la Sicile.

7. Nom d'origine vénitienne de la Crète actuelle.

8. Né à Beauvais en 1464, Philippe Villiers de l'Isle-Adam a alors 59 ans.

18. Tous contre François 1er

1. Le cardinal Giulio de Médicis a intercepté des lettres du cardinal Soderini suggérant au roi de France d'envoyer une armée en Sicile.

2. René II de Lorraine fut le vainqueur de Charles le Téméraire à Nancy en 1477.

3. Éléonore, reine du Portugal, est veuve depuis quelques mois du roi Manoël le Fortuné.

4. Le soir même, Charles de Bourbon rencontre John Russell, l'envoyé d'Henry VIII entré secrètement en France.

5. Maurizio Gattoni, *Clément VII e la geo-politica dello stato pontificio(1523-1534)*, 2002, Città del Vaticano, Archivio Segreto Vaticano.

6. L'entourage de Charles Quint est si confiant dans la victoire qu'il planifie son voyage à Rome et réfléchit à comment rompre ses fiançailles avec Mary Tudor pour qu'il puisse épouser sa richissime cousine l'infante Isabel du Portugal, fille du roi Manoël et de Maria de Castille, sœur de sa mère Juana.

7. Les îles Moluques découvertes par Magellan au terme de son périple et dont la propriété est contestée par le roi du Portugal au titre du traité de Tordesillas.

19. Faux pas

1. Cf. François Ambrière, *Le Favori de François 1er, Gouffier de Bonnivet, Amiral de France,* Hachette, Paris, 1936.

2. John Stewart, duc d'Albany (1481-1536) fut régent d'Écosse (1514-1524) pendant la minorité de James V. Marié à la comtesse Anne d'Auvergne (tante

de Catherine de Médicis), il vécut ensuite au château de Mirefleurs, en Auvergne, participant aux expéditions militaires de François 1er.

3. Charles de Lannoy et François 1er firent un échange de bons procédés. Lannoy consentit qu'un gentilhomme du roi parte pour Lyon remettre une lettre à sa mère la régente Louise de Savoie. François 1er, en retour, fit accorder par la régente un sauf-conduit pour l'Espagne pour un messager de Lannoy.

4. Longtemps taxé d'hérétique, le traité politique de Dante Alighieri figurera dans le premier Index des livres interdits, *Cathalogus librorum Haereticorum*, publié en 1559 par le pape Paul IV, grand ennemi de Charles Quint.

5. Le 30 août 1525, Louise de Savoie avait monnayé très cher la neutralité d'Henry VIII et de son chancelier le cardinal Thomas Wolsey (traité de Moore).

6. François de Tournon, évêque d'Embrun, Jean de Selve, président du Parlement de Paris et Philippe Chabot de Brion.

20. Tous contre Charles Quint

1. Ayant été évincé en 1520 du royaume de Suède, à la suite d'une révolte qui avait porté au trône Gustav Vasa, fondateur de la dynastie, et, en 1523, du royaume de Danemark, à la suite d'une révolte de la noblesse, Christian II vivait depuis en Flandres avec sa femme Isabelle et leurs trois enfants Johann, Dorothea et Christina. Dès le premier jour de leur mariage, il avait imposé à sa jeune épouse la présence de sa concubine Dyveke, fille d'une tenancière de taverne. Deux ans plus tard, Christian faisait exécuter un noble de sa cour soupçonné d'avoir empoisonné sa maîtresse avec la complicité d'Isabelle.

2. Francesco Maria della Rovere était fils de Giovanni della Rovere, frère du pape Jules II et préfet de Rome, et de Giovanna di Montefeltro, sœur du duc d'Urbin, Guidobaldo de Montefeltro. Francesco Maria della Rovere hérita du duché d'Urbin à la mort de Guidobaldo. Il en fut chassé par le pape Léon X qui donna le duché à son neveu Lorenzo. À la mort de Léon X, Francesco Maria della Rovere se réappropria le duché.

3. Le pape, le roi de France, la République de Venise, le duc de Milan.

4. Assigné à résidence dans la ville de Côme avec le bénéfice de ses revenus, Francesco Sforza se réfugiera par la suite à Lodi.

5. Retrouvé deux mois plus tard, son corps sera enseveli à Székesfehérvár.

6. Fils de Giovanni de Médicis dit le « Popolano » (branche cadette) et de Caterina Sforza (célèbre pour avoir courageusement défendu Forli et pour avoir été torturée par Cesare Borgia), Giovanni delle Bande Nere fut l'époux de Maria Salviati, petite-fille de Lorenzo de Médicis. Leur fils Cosimo, alors âgé de sept ans, sera fait duc de Florence par Charles Quint en 1537.

21. Rome saccagée, Clément VII prisonnier

1. Rentré en Allemagne, il mourra le 20 août 1528 à Mindelheim.

2. Dans son autobiographie, Benvenuto Cellini s'attribue le mérite d'avoir tué Charles de Bourbon.

3. Troisième et dernier né du duc Francesco II Gonzaga et d'Isabella d'Este, Ferrante (1507-1557), avait été envoyé à l'âge de seize ans à la cour d'Espagne pour parfaire son éducation militaire alors que son frère aîné Federico (1500-1540) avait passé quelques années à la cour de François 1er. Destiné à la carrière écclésiastique, leur frère Ercole, (1505-1563), sera élevé au cardinalat et manquera de peu le trône pontifical en 1559.

4. La Via Recta avait été ouverte pour faciliter la circulation des pèlerins entre la basilique Saint-Pierre, le Castel Sant'Angelo et le pont du même nom menant à la rive gauche du Tibre.

5. Le Trastevere s'appelait autrefois Ravegnana parce que s'y étaient établis de nombreux habitants originaires de la ville de Ravenne pour y exercer le petit cabotage d'une rive à l'autre du Tibre.

6. Judith Hook, *The Sack of Rome 1527,* Palgrave MacMillan, New York, 2004.

7. Isabella d'Este-Gonzaga était à Rome depuis deux ans, déterminée à obtenir de Clément VII le chapeau de cardinal pour son second fils, Ercole. Elle parvint à ses fins quelques jours avant le sac, lorsque Clément VII, pour

accumuler du liquide, nomma cinq cardinaux contre paiement (sauf pour Ercole) de quarante mille ducats chacun. Collectionneuse compulsive d'objets d'art, Isabella quitta Rome par le Tibre avec les trésors qu'elle avait accumulés pendant son séjour. La galère qui les transportait fut interceptée par des pirates. Isabelle récupera une partie des objets et trois de ses servantes tombées prisonnières grâce à la médiation du doge de Venise, Andrea Gritti.

8. Francesco Guicciardini et Gian Maria Giberti attribuèrent la responsabilité de la chute de Rome à Francesco Maria della Rovere, dont la haine pour les Médicis était ancienne et féroce. Il est également probable que della Rovere avait instruction du doge Andrea Gritti de limiter au minimum ses pertes.

9. Le duc de Sessa vient de mourir de la peste.

22. Charles Quint fédère l'Italie

1. Cf. Dr Ange-Pierre Leca, *Histoire illustrée de la rhumatologie, goutte, rhumatismes et rhumatisants,* Les Editions Roger Dacosta, Paris, 1984.

2. Les apothicaires de la Renaissance ne faisaient plus grand cas du *Colchinum autumnale* (plante à l'origine de la colchicine d'aujourd'hui), une plante vantée depuis l'Antiquité par Pedanium Dioscoride dans son ouvrage *De Materia Medica.*

3. Deux Condottieri italiens au service du seigneur de Lautrec perdirent également la vie : Vitellio Vitelli et Orazio Baglioni.

4. Andrea d'Oria entre dans Gênes le 12 septembre. Teodoro Trivulzio, qui la gouverne au nom de François 1er, se réfugie dans le Castelletto mais, à court de provisions, se rend un mois plus tard.

5. L'armée du comte Saint-Pol tiendra jusqu'à ce qu'Antonio de Leyva la batte à Landriano, entre Milan et Pavie, aux premiers jours de l'été 1529.

6. Elevé à la dignité de cardinal en 1531, Juan Pardo y Tavera deviendra en 1534 la plus haute autorité religieuse d'Espagne, avec l'attribution de l'archevêché de Tolède. Nommé Inquisiteur Général en 1539, il renoncera au Conseil royal. Il aura également un rôle de premier plan dans la rigoureuse éducation religieuse de Philippe II.

7. Cf. Bernard Lavallé, *Francisco Pizarro, Conquistador de l'extrême,* Éditions Payot & Rivages, Paris, 2004 ; Manuel Ballestreros, *Francisco Pizarro,* Ediciones Quorum, Madrid, 1986.

8. Fondée en 1503 afin de diriger et surveiller administrativement, financièrement, commercialement et judiciairement toutes les communications entre l'Espagne et ses possessions d'outre-mer.

9. Grand rocher situé au milieu de la baie d'Alger.

10. Palazzo Ducale.

11. Parmi les captifs il y eut aussi une dizaine de gentilshommes français condamnés par Charles Quint à ramer sur les galères impériales pour avoir tenté de faire évader de leur prison de Pedraza le dauphin de France et le duc d'Orléans. François 1er refusera de payer leur rançon. Ils seront libérés six ans plus tard lors de l'expédition à Tunis de Charles Quint.

12. Selon d'autres sources, en entrant dans Bologne, Charles Quint aurait échangé son casque pour un béret.

13. Dans une relation au sénat de Venise, l'ambassadeur Gaspare Contarini fait de Charles Quint à Bologne un portrait flatteur : « L'Empereur n'est très-adonné à aucun plaisir et est sorti de son palais, seulement pour assister à la messe en quelque église. Il est religieux plus que jamais. Il parle et discourt beaucoup plus qu'il ne le faisait en Espagne. Il n'est plus aussi absolu dans ses opinions que sa nature le portait à l'être. En causant familièrement avec moi il me dit qu'il était de nature entêté. Lui ayant fait observer qu'être ferme dans une opinion qui est bonne, c'est de la constance, non de l'obstination, il m'a répondu que, malheureusement, il s'entête aussi pour des mauvaises. Quant à ses intentions, elles me paraissent sincèrement empreintes à la conservation de la paix. »

14. Duc de Savoie depuis 1504, à la suite de la mort à Pont-d'Ain de son frère aîné Philibert II, troisième époux de Marguerite d'Autriche (tante de Charles Quint), Charles III s'était lié en 1521 à Charles Quint en épousant Beatriz du Portugal, sœur de l'impératrice Isabel. Demi-frère de Louise de Savoie et oncle de François 1er, en 1536 il sera dépossédé par son neveu de la quasi-totalité de ses terres des deux côtés des Alpes. Son fils Emmanuel-Philibert les recouvrera vingt ans plus tard, à l'issue de la bataille de Saint-Quentin.

15. Le pape et l'empereur ayant convenu de ne pas la bombarder, le siège de Florence se poursuivra une année entière. Au mois d'août de l'an 1530, l'un des deux chefs de la ville, Francesco Ferruccio, sortira donner bataille aux impériaux à Gavinara, dans la campagne de Pistoia. Il y perdra la vie de même que le vice-roi de Naples, le prince Philibert d'Orange. L'autre chef militaire des Florentins, Malatesta Baglione, se rendra et sortira libre le 12 septembre. Le 21 octobre, Florence sera rendue à Alessandro de Médicis. Philibert d'Orange n'ayant pas laissé d'héritiers directs, son titre princier passa à la maison de Nassau. Le cardinal Pompeo Colonna lui succéda comme vice-roi de Naples et Ferrante Gonzaga prit sa relève comme général en chef des armées impériales.

23. Le sacre

1. Composée de douze auditeurs, la Sacrée Rote juge les causes importantes de l'État ecclésiastique.

2. Ambassadeur de Charles Quint à la cour d'Angleterre de 1529 à 1545, Eustache Chapuys eut l'honneur de figurer sous le nom de Capucius dans l'une des dernières pièces de William Shakespeare, *La fameuse histoire de la vie du roi Henri le huitième* (*The Famous History of the Life of King Henry the Eighth*).

3. Suite au colloque avec Clément VII, Charles Quint demande à l'impératrice Isabel de faire chercher dans les archives tous les documents afférents aux deux mariages de Catalina et de charger les juristes de Salamanque, Valence, Aragon et Barcelone de préparer sa défense.

4. Selon la tradition, l'empereur portait trois couronnes : la couronne d'argent de roi élu des Romains, la « couronne de fer » des rois Lombards et la couronne de son sacre par le pape. Constituée par six plaquettes d'or décorées par vingt-six roses bosselées, vingt-quatre incrustations florales en émail et vingt-deux grenats, améthystes et corindons, la couronne des Lombards devait son nom au cercle en « fer » unissant l'ensemble, cercle fabriqué, selon la légende, à partir d'un clou de la croix de Jésus rapporté à Rome par la mère de Constantin le Grand.

5. Le futur Paul III, successeur de Clément VII.

24. La grande diète d'Augsbourg

1. Comptable, comptable principal, regisseur, procureur.

2. Nicolas Perrenot se fera appeler seigneur de Granvelle après avoir acheté des terres et construit dans sa ville natale de Besançon un palais pour sa femme et leurs quinze enfants.

3. François 1er avait donné en janvier 1527 sa sœur Marguerite, veuve du duc d'Alençon, en mariage au roi de Navarre, Henri d'Albret. Après avoir échoué dans sa tentative de reconquête de la Navarre espagnole, Henri d'Albret servit dans les armées de François 1er. Fait prisonnier à Pavie, il réussit à s'échapper, à l'aide d'une corde, de sa cellule au plus haut d'une tour de la citadelle.

4. L'assiduité de François 1er auprès d'Éléonore cessa, semble-t-il, très vite. Contrairement aux espoirs de Charles Quint, aucun enfant ne naîtra de leur union.

5. Jeune héritier de la Hesse, Philipp avait admiré Luther lors de son interrogatoire à la diète de Worms en 1521. Ses liens avec les réformateurs s'intensifient après son mariage avec Christina de Saxe en 1524.

6. Après ces événements, Luther prit ses distances avec la politique et, vu l'immense succès rencontré par sa traduction des Évangiles, consacra le plus clair de son temps à la traduction en allemand de l'Ancien Testament. Cochleus, un opposant de la Réforme, notait : « Des copies du Nouveau Testament ont été multipliées dans des quantités étonnantes, de sorte que cordonniers, femmes, profanes de tout genre, le portent sur eux et en apprennent le contenu par cœur. Ils sont devenus si présomptueux qu'ils osent en débattre non seulement avec leurs voisins catholiques mais aussi avec les prêtres, les moines, les magistrats et les docteurs en théologie. »

7. Bien qu'Albrecht IV eût promulgué la primogéniture, la Bavière avait deux ducs, ses fils Wilhelm IV et Ludwig X ayant choisi de corégner. En tant qu'aîné, Wilhelm représentait le duché à l'extérieur.

8. Le landgrave Philipp de Hesse declara avoir reçu des mains d'Otto von Pack, conseiller du duc Georg de Saxe, copie d'un document, estampillé de son sceau, affirmant en pleines lettres que lui-même et le duc de Saxe

devaient être attaqués et dépouillés de leurs possessions. L'existence de ce document n'a jamais été avérée.

9. Grâce aux efforts de Martin Bucer, ces divergences seront en partie aplanies par un texte adopté en mai 1536 et connu sous le nom de Concorde de Wittenberg : « Conformément aux paroles de Saint Irénée, l'Eucharistie consiste en deux choses : l'une terrestre et l'autre céleste. [...] Avec le pain et le vin, le corps et le sang du Christ sont réellement et substantiellement présents, offerts et reçus. […] Le corps du Christ n'est pas présent lorsqu'il est placé dans le ciboire ou promené en procession, comme cela se fait dans le papisme. »

10. Henry Bogdan, *Histoire de la Bavière,* Paris, Éditions Perrin, 2007.

11. Conseiller de Charles Quint depuis 1516, Érasme s'était plaint à plusieurs reprises de toucher très irrégulièrement sa pension.

12. Ce document passera à l'histoire comme la *Confessio Augustana* du nom latin d'Augsbourg. Cf. : Philipp Melanchthon, *La Confession d'Augsbourg et l'Apologie.* Paris, 1989, Les Éditions du Cerf.

13. Parmi eux Francesco Guicciardini, Francesco Vettori, Roberto Acciajuoli, Matteo Strozzi, les cardinaux Salviati et Ridolfi.

14. La diète d'Augsbourg adopta également celle qui passera à l'histoire comme la *Constitutio Criminalis Carolina*, un monument législatif touchant au droit et à la procédure pénale qui servira de modèle aux codes de nombreux pays germaniques jusqu'au XIXe siècle.

15. Uberto da Gambara, évêque de Tortona.

16. Le corps de Marguerite d'Autriche, provisoirement enseveli en Notre-Dame des Sept Douleurs à Bruges, fut transporté à Bourg-en-Bresse deux ans après sa mort.

25. Alerte à Bruxelles

1. Très nombreux (franciscains, carmes, dominicains, augustins, trinitaires, capucins, minimes…), les ordres mendiants ne percevaient pas de droits

féodaux et, se consacrant entièrement à leur vocation, dépendaient de la charité publique pour vivre.

2. Frederik Ier punira la Hollande, en interdisant à ses bateaux marchands de franchir le Sund. La rupture des relations commerciales avec la Baltique aura pour conséquence de faire monter les prix du blé et de provoquer à Bruxelles de violentes émeutes que Marie de Hongrie écrasera en envoyant quarante pillards à la potence ou aux galères. Pour rompre le blocus, Marie de Hongrie armera quarante vaisseaux de guerre.

3. L'indépendance de la Confédération hélvétique avait été acquise en 1499 lorsque, ayant infligé de graves déboires militaires à l'empereur Maximilian, elle avait obtenu sa sortie de l'Empire en échange de la paix.

26. Soliman et les Perses

1. Johann de Saxe mourut le 16 août dans ses terres.

2. Allusion à l'alliance signée le 26 mai 1532, entre la Bavière, la Saxe, la Hesse et le roi de France pour rendre le Wurtemberg au duc déchu Ulrich VI. Ce sera fait deux ans plus tard, à l'issue d'une victoire de Philipp de Hesse sur les troupes autrichiennes. Par le traité de Kadan, Ferdinand d'Autriche le reconnaîtra comme seigneur légitime du Wurtemberg et, en échange, Ferdinand sera reconnu par le duc de Saxe comme roi des Romains.

3. Ordonnance du 3 août 1532, connue sous le nom de « Paix de Nuremberg ».

4. L'actuelle Esztergom.

27. L'or du Pérou

1. Francesco Guicciardini, pour le pape, Alvise Gonzaga, pour Charles Quint.

2. Le mariage entre Henri d'Orléans et Catherine de Médicis sera célébré fin octobre. Clément VII et François 1er resteront ensemble tout le mois de

novembre. Le peu que l'empereur saura de leurs conversations lui sera rapporté par une lettre de Clément VII l'invitant à s'entendre avec le roi de France et par les rares relations de ses ambassadeurs selon lesquelles François 1er aurait dit qu'il continuerait à s'allier aux protestants et aux mahométans tant que l'empereur ne lui aura pas rendu le duché de Milan et, le pape l'aurait assuré qu'en cas d'invasion de la Lombardie il garderait « ses mains dans ses manches ».

3. Alcool dérivé de la fermentation du maïs.

4. Vicente de Valverde deviendra le premier évêque de Cuzco.

5. Le trésor de Cajamarca, une fois prélevées les parts dues à la Castille et à l'Église, fut réparti entre les *conquistadores*. Chaque cavalier reçut quarante kilos d'or et quatre-vingts d'argent. Chaque piéton, la moitié. Francisco Pizarro s'attribua treize parts, plus la litière d'Atahualpa ; son frère Hernando sept et les autres frères deux et demie. Francisco de Soto, quatre.

6. Cette campagne à laquelle Soliman se joint personnellement en avril 1534 durera jusqu'à la fin de l'année 1535 et s'achèvera par la conquête non seulement de la capitale perse deTabriz mais aussi de Bitlis et du grand Califat de Bagdad, tenu par un frère de Tahmasp.

7. La validité du mariage entre Henry VIII et Catalina d'Aragon fut confirmée par dix-neuf cardinaux contre trois, le 23 mars 1534.

8. Il fut remplacé par le jeune Giovanni Morone, fils de Girolamo Morone, ancien chancelier du duc Francesco Sforza. Vergerio et Morone, jugés trop ouverts au message évangeliste, seront persécutés par l'Inquisition romaine établie sous Paul III en 1542 et qui, sous Paul IV, deviendra en 1555 le principal organe de gouvernement du Saint-Siège.

9. Barret/Gurgand, *Le roi des derniers jours, L'exemplaire et très cruelle histoire des rebaptisés de Münster (1534-1535)*. Paris, 1981. Hachette. Marguerite Yourcenar, *L'œuvre au Noir*. Paris, 1968, Éditions Gallimard.

10. Craignant que Melanchthon fasse trop de concessions aux catholiques, l'électeur Johann Friedrich de Saxe lui avait interdit de se rendre en France. Il en fit de même lorsque Henry VIII l'invita à Londres.

28. « Couper la tête de Barberousse »

1. Antonio Rincon avait déjà effectué plusieurs missions auprès du voïvode János Zápolya et, en 1530, avait rencontré Soliman à Constantinople.

2. *Collection des Voyages des Souverains des Pays-Bas*, publié par MM. Gachard et Piot de l'Académie Royale d'Histoire de Belgique, Bruxelles, 1881.

3. « La plupart du temps, raconte Guillaume de Montoiche, le roi seoit sur ung tappis, qui estoit mis propre à terre, de sorte que les pieds estoient aussi près de la nappe que les mains. […] Ainsi en usoient tous ceulx de sa compagnye, s'asséans tous allentour de luy en terre, mal vestuz et demy nuz, sans grande cérymonie, le plus souvent parloient tous ensemble aussi hault ou plus que le roi mesme. »

4. Moulay Hassan régnera sur Tunis jusqu'à ce que son fils Moulay Homaidah, vers 1547, le détrône et, lui ayant crêvé les yeux, l'expulse.

5. Petite-fille du prince Georg Skanderbeg de Krujia.

6. Lors de l'établissement en 1542 de l'Inquisition romaine, Bernardino Ochino quittera l'Italie pour rejoindre Calvin à Genève.

29. Guerre en Provence

1. Aujourd'hui, Whitehall, résidence du gouvernement.

2. Depuis peu sous l'influence du Picard Jean Calvin et de son ami Dauphinois Guillaume Farel.

3. Valentina Visconti (1368-1408) avait reçu Asti en dot de son père Gian Galeazzo, lors de son mariage avec Louis d'Orléans.

4. Porte-drapeau de l'Église.

5. La législation introduite par Paul III marque la première apparition en droit du concept de patrimoine public.

6. Quoique devant obédience à l'empereur, le marquis de Saluces a pris parti pour le roi de France en échange de Savigliano, Cuneo, Fossano et Mondovì,

enlevées au duc de Savoie. Menacé d'être déclaré rebelle et ayant déjà perdu Savigliano et Fossano, il obtempère.

7. Le marquis del Vasto, Alfonso d'Avalos, lui succède comme gouverneur et capitaine général du Milanais.

8. « Veux-tu savoir comment elle prend ses repas ? » écrit l'évêque et historien Antonio de Guevara au marquis de Los Velez, « Compassée, frisonnant de froid, seule et silencieuse, pendant que tous la regardent fixement : quatre circonstances dont une seule suffirait à me couper l'appetit. »

9. La quinine fera son apparition en Europe au XVIIe siècle sous le nom d'« herbe des jésuites » parce que leurs missionnaires au Pérou furent les premiers à remarquer que les Indiens soignaient leurs fièvres avec l'écorce d'arbres appelés Chinchona.

10. Alonso de Santa Cruz, *Sobre la melancolia*, Eunsa, Pamplonne, 2005.

30. Indomptable

1. Lors du dernier assaut à la forteresse de Carmagnole, le marquis François de Saluces fut tué. Son marquisat alla au seul survivant de la dynastie, Gabriel, évêque d'Aire, dans les Landes.

2. Le 24 février 1538, Ferdinand d'Autriche conclut avec le voïvode János Zápolya un accommodement digne de la plus pure tradition habsbourgeoise (traité de Grosswardein) : s'engageant à demeurer célibataire pour le reste de ses jours, János Zápolya, âgé de cinquante ans, désigne Ferdinand comme son successeur légitime. En échange, il est reconnu comme roi légitime de la partie de la Hongrie qu'il occupe jusqu'à la fin de ses jours. L'année suivante, János Zápolya, manquant à la parole donnée, épouse la fille aînée du roi Zygmunt de Pologne et de Bona Sforza, Izabela, qui mettra au monde, deux semaines avant la mort de Zápolya, en juillet 1540, un enfant, Johann-Sigismund, que Soliman reconnaîtra comme héritier légitime du voïvode. La question hongroise demeurera inchangée jusqu'en 1551, lorsque Ferdinand, profitant de l'absence des Turcs, occupera la Transylvanie, fera assassiner l'homme fort du régime György Frater et exilera János-Zsigmond et sa mère Isabelle en Pologne. La guerre avec Soliman reprendra en 1553 et continuera

de manière larvée jusqu'en 1662 lorsque Ferdinand renoncera à la Transylvanie en faveur de János-Zsigmond et acceptera de payer un tribut annuel au sultan.

3. Autrefois golfe d'Ambracie. L'empereur Ottaviano y infligea une défaite définitive à Antoine et Cléopatre.

4. L'actuel Herceg Novi, au Montenegro.

5. Abandonnés à leur sort, les trois mille vétérans des guerres d'Afrique et d'Italie laissés à Castelnuovo di Cattaro furent décimés ou mis aux fers par Barberousse en août 1540.

6. En échange du rétablissement des relations commerciales, Venise renoncera en octobre 1540 aux possessions conquises par Barberousse en 1537 et versera à Soliman trois cent mille ducats.

7. Trêve dite de Nuremberg parce que, absents de Ratisbonne, les Protestants avaient dialogué à distance avec Charles Quint depuis cette ville.

8. Dans ses instructions à Philippe, Charles Quint évoque diverses alliances dynastiques potentielles : mariage de Philippe ou du second fils de Ferdinand d'Autriche avec la fille cadette de François 1er, Marguerite, ou avec Jeanne d'Albret de Navarre ; mariage de Christine de Danemark, veuve de Francesco Sforza, avec Henry VIII et de l'infant Luis du Portugal avec Mary Tudor.

9. Les Gantois gardent encore aujourd'hui un mauvais souvenir de Charles Quint. Aucune place ou rue de Gand, pourtant sa ville natale, ne porte son nom.

31. Les « modérés » ont toujours tort

1. Ayant perdu ses deux fils, Georg de Saxe savait qu'à sa mort son frère Heinrich introduirait la Réforme. Intolérant, ce dernier n'assista même pas aux obsèques de son frère. En deux ans, la Saxe ducale passera armes et bagages à la Réforme.

2. Depuis 1526, Philipp de Hesse, était bigame. Invoquant l'état de poligamie dans lequel vivaient les patriarches de l'Ancien et du Nouveau

Testament, il avait sondé Luther sur la possibilité de prendre deux épouses. Luther l'avait exclue, sauf dans des cas très particuliers (par exemple la lèpre). Au début des années 1530, l'opinion émise par Philipp Melanchthon à propos des relations entre Henry VIII d'Angleterre, Catalina d'Aragon et Ann Boleyn – opinion considérant la bigamie préférable au divorce – avait apporté de l'eau au moulin du landgrave qui, ayant finalement obtenu l'accord de Luther et Bucer (et même de sa première femme Christina !), épousa secrètement en 1540 Margarethe von der Saale. Revélé au public par la sœur du landgrave, ce mariage causa une grande émotion en Allemagne.

3. *L'expédition d'Alger*, Anonyme, Collection des Voyages des Souverains des Pays-Bas, publié par MM. Gachard et Piot de l'Académie Royale d'Histoire de Belgique, Bruxelles, 1881.

4. À Alger, Andrea d'Oria perdit onze galères. Charles Quint l'indemnisa par une rente annuelle de trois mille ducats sur les entrées fiscales du royaume de Naples.

32. Le père à son fils

1. Neveu de Philibert d'Orange, général de l'empereur mort au siège de Florence en 1530.

2. Dans sa jeunesse, Felipe parlait correctement le portugais, mais seulement quelques mots de français.

3. Philippe réussira au-delà des espoirs de son père. Il obtiendra des Cortes de Castille un subside extraordinaire de cent cinquante mille ducats.

33. Le pari de Crépy

1. Nice capitule dans la nuit du 7 au 8 septembre.

2. Début 1544, Charles Quint mettra également fin au conflit avec Christian III du Danemark en le reconnaissant comme roi.

3. En avril, le duc d'Enghien avait gagné, à Ceresole, au sud-est de Turin, une retentissante bataille rangée qui s'était conclue par plusieurs milliers de

morts. Faute d'argent, il n'avait pas pu mettre sa victoire à profit.

4. Albin Rozet et J.-F. Lembey, *L'invasion de la France et le siège de Saint-Dizier par Charles-Quint en 1544, d'après les dépêches italiennes*, Plon, Paris, 1910.

5. Parmi les Allemands, l'archiduc Maximilien d'Autriche, Moritz de Saxe, Wilhelm de Furstenberg, Konrad de Bemmelberg, Eitel-Friedrich d'Hohenzollern. Parmi les Italiens, Ferrante Gonzaga, Francesco d'Este, Ferdinando di Sanseverino, Gian Giacomo Médicis, Marquis de Marignan et Ottavio Farnese. Parmi les Espagnols, don Alvaro de Sandre et don Garcia Sermoneta. Parmi les Bourguignons, Nicolas Perrenot de Granvelle, le prince d'Orange et le seigneur de Bossu.

6. La mort de René de Chalon, prince d'Orange, atteint par une balle perdue, frappe le camp impérial. Wilhelm de Nassau, âgé de onze ans, hérite de la principauté d'Orange, d'Anvers et de Bréda.

7. Aujourd'hui Vitry-le-François, en souvenir de François 1er qui la fit reconstruire.

8. Il convient de noter que, dès le 30 juillet, le bailli de Dijon, premier gentilhomme de la Maison du duc Charles d'Orléans, avait rendu visite à Nicolas Perrenot de Granvelle, avec l'assentiment de François 1er.

9. Fin septembre 1544, le dauphin libérera Montreuil mais échouera devant Boulogne. L'année suivante, une armée française débarquera en Écosse et sa flotte engagera la flotte anglaise à l'Ile de Wight. Les deux opérations avortèrent. Le 7 juin 1546, François 1er se résignera à racheter Boulogne aux Anglais pour deux millions de livres payables en huit ans (Traité d'Ardres).

10. François 1er avait dénoncé les traités de Madrid et de Cambrai prétextant les avoir signés sous contrainte. Par égard à l'orgueil de son « cousin », Charles Quint accepte qu'ils ne soient pas mentionnés explicitement dans le traité de Crépy.

11. La fille aînée de Ferdinand d'Autriche, Elisabeth, avait épousé en 1543 Zygmunt II, roi de Pologne. Elle mourra d'épilepsie le 15 juin 1545, à 19 ans.

12. Le temps pour l'empereur et François 1er de consulter leurs proches et surtout d'obtenir l'accord formel de leurs héritiers, l'infant Felipe et le

dauphin Henri qui auront à ratifier le Traité.

13. Les premières explorations de Jacques Cartier et de Jean-François de la Rocque de Roberval datent de cette époque.

14. Au moment de la signature du traité de Crépy, la dauphine Catherine de Médicis a mis au monde son premier enfant, François, le 19 janvier 1544. Mariés à Salamanque le 14 novembre 1544, Felipe et sa cousine Maria Manuela du Portugal mettront au monde le 8 juillet 1545 leur premier enfant, l'infant don Carlos, mais Maria Manuela mourra en couches. A Rome, la fille naturelle de Charles Quint, Marguerite, épouse d'Ottavio Farnese, donnera naissance le 27 août 1545 à Alessandro Farnese, qui grandira à la cour d'Espagne et deviendra l'un des plus grands généraux du siècle.

15. Pour la première fois, Charles Quint est soigné avec la résine de gaïac (un arbre d'Amérique du Sud) dotée de propriétés anti-inflammatoires, sudorifères, diurétiques et laxatives.

16. À noter que la correspondance entre Charles Quint et son fils Felipe révèle quelques doutes sur les tendances sexuelles de Charles d'Orléans. Se référant « à (sa) manière de vivre, à (ses) coûtumes et à (ses) inclinaisons », père et fils pensent qu'il n'y a pas « certitude d'amendement ».

17. Guy-Jean Arche'. *Le Massacre des Vaudois du Luberon*, Éditions Curandera, 1984, p.169. L'expédition de Meynier d'Oppède contre les Vaudois se solda par un carnage : trois mille morts, sept cents hommes envoyés aux galères, vingt quatre villages rasés. Sur son lit de mort, François 1er se dira « pressé de remords et regrets de ne pouvoir, avant mourir, faire une punition exemplaire de ceux qui sous son nom et autorité ont espendu le sang des habitants de Cabrières et Mérindoles ».

18. En 1546, Hermann von Wied sera excommunié par le pape et spolié de son titre de grand électeur par Charles Quint.

19. À la mort de l'ancien évêque en 1542, le duc Johann Friedrich de Saxe avait imposé au chapitre le luthérien Nicholas von Amsdorf avec les vives félicitations de Luther (« Nous avons consacré un évêque sans saint chrême, mais aussi sans beurre, graisse, lard, encens, goudron ni charbon. »).

20. En 1541, le duc de Brunswick, demeuré catholique et en conflit permanent avec l'électeur de Saxe, avait occupé la ville protestante de

Goslar. Vaincu l'année d'après par le landgrave de Hesse et par Johann Friedrich de Saxe, il avait perdu sa principauté de Wolfenbüttel. Devenu le prétexte de la guerre de Charles Quint contre les deux leaders de la Ligue de Schmalkalden, le duc sera capturé et enfermé par le landgrave dans son château de Ziegenbeim, dans le Haut-Rhin. Il recouvrira la liberté après la victoire de Mühlberg par Charles Quint.

21. Trois ans plus tard et alors qu'Henri II aura succédé à François 1er, Charles Quint écrira dans ses Mémoires que la mort de Charles d'Orléans «vint à propos, car, comme elle fut naturelle, on put croire que Dieu l'avait résolue dans ses secrets jugements ».

22. Le gouvernement du duché de Milan continua à être assuré par Alfonso d'Avalos, marquis del Vasto. À sa mort, fin mars 1546, lui succédera Ferrante Gonzaga.

34. Croisade ou lèse-majesté ?

1. « *Sacrosanto Concilio Tridentino ecumenico e generale, legittimamente riunito nello Spirito santo, sotto la presidenza degli stessi tre legati della Sede Apostolica.* » Les trois légats furent : le cardinal de Saint Vital Giovanni Maria deCiocchi del Monte (futur pape Jules III), le cardinal de la Sainte Croix Marcello Cervino (futur pape Marcel II) et le cardinal des Saints Nereo et Achille, Reginald Pole, ancien archevêque de Canterbury. Ce dernier, mal à l'aise vis-à-vis des orientations de l'aile intransigeante de l'Église romaine, demandera en juin 1546 à être déchargé de sa charge, requête qui sera acceptée par Paul III.

2. Dans ses Mémoires, Charles Quint passa sous silence la disparition de Martin Luther.

3. Le landgrave de Hesse a appelé la Ligue à se préparer à la guerre, alors que le duc Johann Friedrich de Saxe n'était pas convaincu des intentions belliqueuses de Charles Quint.

4. Charles Quint a « une affaire » avec une fille de la haute bourgeoisie de Ratisbonne, Barbara Blomberg, qui donnera naissance le 24 février 1547 à un enfant, le futur don Juan d'Autriche qui passera à la postérité comme le vainqueur de la bataille navale de Lepante. Dans un premier temps, l'enfant

sera confié à Marie de Hongrie. Il ne connaîtra sa mère qu'à sa majorité. Barbara Blomberg prendra résidence aux Pays d'Embas et sera mariée à un commissaire de l'armée impériale, Jéronimo Pyramo Kegêll, dont elle aura deux enfants. Veuve en 1569, elle bénéficiera jusqu'à sa mort dans le village de Cambrosero, en Cantabrie, d'une pension payée par Felipe II.

5. Sa mère, Kunigunde, était une sœur de l'empereur Maximilian, grand-père de Charles Quint.

6. Alors que François 1er s'en tient au traité de Crépy, le dauphin Henri écrit au duc Christoph de Wurtemberg qu'il «veut faire alliance avec les Protestants et de luy avertir les moyens et conditions qu'ils désirent de luy ».

7. Philipp de Hesse se plaindra de Johann Friedrich de Saxe en ces termes : « Quand nous voulions combattre, il ne voulait pas. Quand nous avions envie de tenter un coup hardi, il n'était point de cette opinion. Quand nous étions d'avis qu'on ne retirât pas son titre à l'Empereur, il pensait différemment. Lorsque nous trouvions qu'il eût été préférable que l'un de nous prît le commandement de l'armée, tandis que l'autre serait chargé de la chancellerie et du conseil de guerre, il s'y opposait, de sorte que nous ne faisions rien qui vaille. »

8. Responsable de plusieurs meurtres et banni par l'empereur, Galeotto avait été pris sous sa protection par François 1er.

9. La conjuration du comte Gian Luigi Fieschi visa tout l'entourage d'Andrea d'Oria, y compris le banquier Adamo Centurione et l'ambassadeur de Charles Quint, Gómez Suárez de Figueroa. En pleine action, le comte se noya dans le port de Gênes. Une seconde conjuration, menée par le marquis Giulio Cybo et également encouragée par les Français, échoua quelque temps après. Conduit à Milan, le marquis fut écartelé.

35. Kaiser Karl über alles

1. À nouveau libre, Katharine Parr épousera l'amiral sir Thomas Seymour. Sir Thomas, cependant, sera décapité pour trahison deux ans plus tard, sous Edward VI.

2. Lettre du 25 avril de l'évêque d'Arras à Marie de Hongrie.

36. Fédérer l'Allemagne

1. Francisco de los Cobos meurt le 10 mai 1547. Dans une lettre à son père, l'infant Felipe attribue son décès à « ses soucis concernant les finances publiques ».

2. Basée à Ulm, la Ligue de Souabe avait joué un rôle important lors de la guerre de succession de Bavière (1504-1505), lors de la destitution du duc Ulrich VI de Wurtemberg en 1519, et, enfin, dans la répression des révoltes des cavaliers de Franz von Sickingen en 1523 et des paysans en 1525 et 1526. La conversion d'une partie de ses adhérents au luthéranisme l'avait condamnée à l'inaction et, *in finis*, à sa dissolution en 1534.

3. Oswald Artur Hecker, *Karls V. Plan Zur Gründung Eines Reichsbundes, Ursprung Und Erste Versuche Bis Zum Ausgange Des Ulmer Tages (1547)*.

4. Issu d'une noble famille de Crémone, Francesco Sfondrati, juriste et ancien ambassadeur de Charles Quint auprès du duc Charles III de Savoie, avait embrassé l'état ecclésiastique après la mort en 1538 de sa femme. Référendaire au Tribunal Suprême de la Signature Apostolique, évêque de Sarno, puis archevêque d'Amalfi, il était, depuis 1545, cardinal des Saints Nereo et Achileo et membre de l'Inquisition. L'un des ses fils sera élu pape en 1591 sous le nom de Grégoire XIV.

5. À l'issue de ce colloque, le cardinal Sfondrati recommanda au pape de dissoudre, ou du moins suspendre, le concile de Bologne, « plus national qu'œcuménique » en raison de l'absence de prélats étrangers. En même temps, Henri II annonçait l'envoi à Bologne d'une nombreuse délégation française. Paul III pensa alors se sortir d'embarras en transférant le concile à Sienne, à, Lucques ou à Ferrare.

6. « Ce jour, relate un contemporain, se trouvant Pier Luigi dans la vieille citadelle de Plaisance, furent pris par les conjurés les postes de gardes, désarmés ou assassinés les quelques Allemands en service. Le Comte Giovanni Anguissola entra dans la chambre où se trouvait le Duc et le poignarda jusqu'à ce qu'il ne donne plus signe de vie. Ayant ouvert la fenêtre donnant sur la place, Anguissola et Agostino Landi montrèrent le cadavre au peuple en criant « *Libertà e Impero* » et le jetèrent dans la douve. Cette tragédie accomplie, les soldats impériaux qui attendaient dans les environs furent introduits dans la ville et le jour d'après Don Ferrante Gonzague vint

en prendre possession au nom de l'Empereur. » Paul III se limitera à demander à Charles Quint le châtiment des assassins et, par prudence, rattachera Parme à l'État pontifical.

7. L'*Interim* est publié le 30 juin 1547 à la clôture de la Diète.

8. Philipp Melanchthon avait jugé l'*Intérim* comme un « assemblage de pièces et de morceaux », la définition de la justification « une tromperie », l'invocation des Saints, les messes privées et pour les défunts « inacceptables », tout en lui reconnaissant des articles « utiles et nécessaires » et d'autres « susceptibles d'amélioration ». En particulier, il avait accueilli très favorablement l'établissement d'un rituel uniforme dans toute l'Allemagne, pourvu qu'il soit allégé de ses « parties injustes », comme la prière sacrificielle précédant l'élévation de l'hostie.

9. Dans le même message, Diego Lasso nous apprend que le pape est contrarié parce que madame Marguerite, fille de l'empereur, refuse de dormir avec son mari le duc Ottavio, depuis qu'il est revenu d'Allemagne avec « le mal français. […] Sa Sainteté a envoyé des médecins certifier son état de santé, mais les malicieux pensent qu'Elle se fout si le duc contamine sa femme. »

10. À la mort en janvier 1544 de l'évêque de Merseburg, Sigismund von Lindenau, Moritz de Saxe avait attribué l'administration temporelle de l'évêché à son frère cadet Auguste et l'administration spiritutelle à Georg von Anhalt. En 1550, à la suite d'un accord entre le duc Moritz, l'empereur et le pape, l'évêché sera dévolu à Michael Helding, proche de Julius von Pflug.

37. Felipe, le mal-aimé

1. Fils de Federico II et de Margherita Paléologue du Montferrat, Francesco Gonzaga jouit auprès de Charles Quint de « la même confiance qu'(il) porte au Cardinal Gonzaga et à Don Ferrante ». (Instructions du 16 janvier 1548).

2. Fils de Alfonso et de Lucrezia Borgia, Ercole II d'Este a épousé Renée de France, seconde fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, et ne jouit pas de la confiance de Charles Quint qui dans ses Instructions du 16 janvier 1548 recomande à son fils « de surveiller ses démarches avec extrême attention »,

malgré « les grandes obligations qu'il me doit pour la bonne justice que je lui ai rendu dans l'affaire de Modène ».

3. Le cardinal Giovanni Morone, emprisonné en 1557 pour hérésie par le tribunal de l'Inquisition romaine du pape Paul IV sera libéré en 1559 par le pape Pie IV et, quatre ans plus tard, dirigera les ultimes sessions du concile de Trente.

38. Ambiance exécrable

1. Wilhelm IV de Bavière était mort le 7 mars 1550, suivi dix jours après par son chancelier Leonhard von Eck.

39. L'insaisissable Moritz de Saxe

1. L'expédition avait abouti à la prise de Djerba, de Monastir et de Mehedia, mais Dragut avait réussi à s'enfuir.

2. Traité d'Outreau du 24 mars 1950.

3. Ambassadeur d'Henri II auprès de Soliman, Jean d'Aramon était revenu en France informer son roi des plans du sultan. Henri II le renvoya à Constantinople faire savoir à Soliman qu'il « voulait lui-même remuer ménage du costé de l'Italie, ayant pris en sa protection Parme avec son Duc ».

4. Un mois plus tard, le 19 février, l'électeur Moritz rencontrera à Dresde le margrave Johann de Brandebourg-Küstrin qu'il a vaincu à Verden. Les deux hommes s'entendront secrètement pour combattre « la servitude abjecte, insupportable et perpétuelle que l'Empereur impose à l'Allemagne, à la manière d'Espagne ».

5. L'ambassadeur français auprès de la Grande Porte, Jean d'Aramon, avait déconseillé à Soliman d'attaquer la Hongrie parce que cela « ne serviroit qu'à réunir tout l'empire à l'empereur et à empêcher les Allemands de tenter ce qu'ils pourroient faire pour récouvrer leur liberté ».

6. Don Pedro Álvarez de Toledo y Zuñiga, âgé alors de 67 ans.

7. Lors de la guerre de 1546-1547 contre les protestants, Cosimo de Médicis avait prêté de l'argent à Charles Quint qui lui avait promis l'investiture pour Piombino et les îles d'Elbe et de Pianosa. L'empereur n'ayant pas tenu ses promesses, le duc se plaignait de « sa manière mesquine de faire toutes choses avec moi. »

8. Le margrave Johann de Brandebourg-Küstrin, voulant s'en tenir à une Ligue défensive et purement religieuse, se rétira avec fracas des pourparlers.

41. Felipe, roi d'Angleterre

1. Depuis la mort sans descendance des trois fils de Philippe le Bel, les rois d'Angleterre ont réaffirmé par principe leurs droits sur la couronne de France jusqu'à la proclamation de la République Française en 1801.

2. Devenu roi à trois ans, Sebastião (sa grand-mère Catalina assurera la régence jusqu'à sa majorité), mourra en 1578, à vingt-quatre ans et sans descendance, lors de la désastreuse bataille, aux côtés de Moulay Mohammed, contre Abu Marwan Abd al-Malik I, à Ksar el-Kébir au Maroc. En 1580, Felipe II réalisera le vieux rêve des Rois Catholiques de réunir sous une seule tête les couronnes d'Espagne et du Portugal.

3. Verge'-Franceschi Michel – Graziani Antoine-Marie, *Sampiero Corso 1498-1567, Un mercenaire européen au XVIe siècle.* Ajaccio, Éditions Alain Piazzola, 1999, 554p.

4. En 1556, Felipe nommera le duc d'Albe également vice-roi de Naples.

42. Fin de partie

1. Petit-fils d'un médecin particulier de l'empereur Maximilian, Andries van Wesel (André Vésale) était né en 1514 à Bruxelles où son père avait pris service comme apothicaire auprès de Charles Quint. Accusé d'hérésie pour ses méthodes d'investigation, Andries van Wesel fut « blanchi » en 1551 par une commission *ad hoc* nommée à Salamanque par l'empereur. Après l'abdication de Charles Quint, van Wesel passe au service de Felipe II. Il

mourra à Zante lors d'un naufrage à l'occasion d'un pèlerinage en Terre Sainte.

2. Agé de vingt-deux ans au moment de l'abdication de Charles Quint, Guillaume d'Orange avait hérité le comté de Nassau, de son père et, en 1544, la principauté d'Orange de son cousin René de Chalon. Paladin de la liberté de croyance et de religion, il sera à l'origine en 1566 de la révolte des Pays-Bas contre Felipe II.

43. Un pape dans la haine

1. Localité aujourd'hui disparue.

2. Felipe avait consulté nombre de théologiens espagnols à propos de l'invasion par ses troupes de l'État pontifical. Parmi ces avis, celui de fray Domingo de Soto détonne par sa verve : « Résister au pape armé n'est pas d'un grand péril parce que, quand il revêt le harnais, il se dépouille de la chasuble, et, quand il met le casque, il couvre sa tiare, mais il est à craindre que de ce pas il n'y ait plus besoin de pape et, à la fin, de foi. »

44. « La vie la plus triste qui se soit jamais vue… »

1. Cf. Vicente de Cadenas y Vicent, *Hacienda de Carlos V al Fallecer en Yuste*, Hidalguia, Madrid, 1985.

2. Hyppolita Reynier, épouse de Guillaume van Maele.

3. En août 1559, Marguerite de Parme, épouse d'Ottavio Farnese et fille illégitime de Charles Quint, assumera à la demande de Felipe le gouvernement des Pays d'Embas jusqu'à ce qu'elle en démissione fin 1567.

4. Huit mille Anglais commandés par le comte de Pembroke arrivèrent après la bataille. Dans sa déclaration de guerre du 7 juin 1557, la reine Mary avait énumeré les trois conspirations contre sa personne menées avec la complicité des Français, dont la dernière, celle de Stafford, était toute récente. L'entrée en guerre de l'Angleterre contre la France fut immédiatement suivie par celle de l'Écosse contre l'Angleterre. Le pape, révoquant sa légature, convoqua le cardinal Reginald Pole à Rome, avec

l'intention de le faire condamner comme hérétique. Nommé archevêque de Canterbury, le cardinal demeurera en Angleterre et mourra le 17 novembre 1558, douze heures après Mary Tudor.

5. Felipe donne néanmoins carte blanche à Emmanuel-Philibert de Savoie pour lever des troupes en Allemagne et en Franche-Comté et reconquérir ses héritages. L'entreprise, confiée au baron alsacien de Polwiller, s'arrêtera devant Bourg-en-Bresse, bien défendue grâce au retour d'Italie de l'armée du duc François de Guise.

6. Marcantonio Colonna demeurera au service de Felipe II auprès duquel il fera une remarquable carrière. À la mort de Paul IV au mois d'août 1559, son successeur Pio IV lui rendra immédiatement ses palais romains mais seulement quatre ans plus tard le duché de Paliano, lorsque Marcantonio épousera sa nièce Anna Borromeo.

7. En évacuant ses troupes d'Italie et de Corse, Henri II abandonne toute prétention française sur le royaume de Naples et sur le duché de Milan. Aux frontières entre la France et les Pays d'Embas, Henri II et Felipe se restituent toutes les places que chacun a prises à l'autre depuis huit ans (sauf Metz, Toul et Verdun qui sont du ressort de l'empire). Le duc Emmanuel-Philibert de Savoie épouse Marguerite de France, sœur du roi, et est reinstauré dans toutes les possessions dont son père Charles III avait été dépouillé. Deux fois veuf, Felipe II épouse Elisabeth de Valois, fille d'Henri II, âgée de treize ans.

BIBLIOGRAPHIE

Chroniques et mémoires

Mémoires de Charles Quint (1515-1548) préfacées par Salvador de Mandariaga, Paris, Albin Michel, 1969.

Martin du Bellay, *Les Mémoires de Mess. Martin du Bellay, seigneur de Langey, depuis l'an MDXIII iusque au trespas du Roy François premier,* P. l'Huillier, Paris 1569.

Alonso de Santa Cruz (1505-1567), *Cronica del emperador Carlos V,* Blasquez y Beltran, Madrid, 1914.

Fray Prudencio de Sandoval (1552-1620), *Historia de la Vida y Hechos del Emperador Carlo V,* 3 volumes, Madrid, Biblioteca de Autores Españoles, Madrid, 1955.

Juan Ginés de Sepulveda (1490-1573), *De rebús gesti Caroli V,* Mairie de Pozoblanco, Pozoblanco, 1995.

Manuel de Foronda y Aguilera, *Estancias y viajes del Emperador Carlos V,* Madrid, 1914.

Francisco Lopez de Gomara, *Guerras de mar del Emperador Carlos V,* Societad Estatal para la Commemoracion de los Centenarios de Felipe II y Carlos V.

Francisco Lopez de Gomara (1511-1566), *Historia de las Barbarrojas de Argel,* Editorial Algazara, Malaga, 2002.

Gonzalo de Illescas (1518 ? -1583 ?), *Jornada de Carlos V a Tunes,* Real Academia Española, Madrid, 1804.

Luis de Avila y Zuñiga (1504-1573), *Comentario de la guerra de Alemania hecha por Carlo V, en el año 1546 y 1547,* Biblioteca virtual Miguel de Cervantes, Alicante, 2001.

Antonio Pigafetta, *Magellan, Le premier tour du monde,* Tallandier, Paris, 1984.

Correspondances d'État

Dr Karl Lanz, *Correspondenz des Kaiser Karl V, 1513-1556, Aus dem königlichen Archivund der Bibliothèque de Bourgogne*, Archives Générales du Royaume, 3 volumes, Bruxelles, 1998.
Dr Karl Lanz, *Staatpapiere zur geschichte des Kaiser Karl V, Aus dem königlichen Archivund der Bibliothèque de Bourgogne*, Bruxelles.
Manuel Fernandez Alvarez, *Corpus Documental de Carlo V, 1516-1558*, 5 volumes, Ediciones Universitad de Salamanca, 1973.
M. Le Glay, *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche durant les trente premières années du XVIe siècle*, Paris, Imprimerie royale, 1844.
August von Druffel, *Beiträge zur Reichsgeschichte, 1546-1551,* Université de Munich, 1878, Bibliothèque numérique Gallica.
Marino Sanuto, *I diarii MCCCCXCVI-MDXXXIII*, Visentini Editori, 1879-1902, Venezia.
Relazioni degli Ambasciatori Veneti al Senato durante il secolo decimosesto, Firenze, 1862.
Louis-Prosper Gachard, *Relations des ambassadeurs vénitiens sur Charles Quint et Philippe II*, Hayez, Bruxelles, 1880.
Vicente de Cadenas y Vicent, *El Discurso de Carlos V en Roma en 1536,* Hidalguia, Madrid, 1982.
Louis-Prosper Gachard, *Retraite et mort de Charles-Quint au monastère de Yuste, Lettres inédites*, Hayez, Bruxelles, 1854.
Louis-Prosper Gachard, *Correspondance de Charles-Quint et Adrien VI*, Hayez, Bruxelles, 1859.
William Bradford, *Correspondence of the Emperor Charles V and his Ambassadors at the Courts of England and France,* Richard Bentley, London, 1850.
British History online, *State Papers, Spain.*

Biographies de Charles Quint

Edward Armstrong, *The Emperor Charles V,* Macmillan and Co., Londres, 1902.
Karl Brandi, *Charles-Quint, 1500-1558,* Payot, Paris, 1939.
J. Lucas-Dubreton, *Charles-Quint,* Fayard, Paris, 1958.
Otto de Habsbourg, *Charles Quint,* Hachette, Paris, 1967.
Manuel Fernandez Alvarez, *Carlo V, el Cesar y el Hombre,* Espasa Calpe, Madrid 1999.
Alfred Kohler, *Karl V, 1500-1558, Eine Biographie,* Oscar Back, Munich, 1999.
Pierre Chaunu et Michèle Escamilla, *Charles Quint,* Fayard, Paris, 2000.
Jean-Pierre Soisson, *Charles Quint,* Grasset, Paris, 2000.
François-Auguste Mignet, *Charles-Quint, son abdication, son séjour et sa mort au monastère de Yuste,* Didier et Compagnie, Paris, 1868.
Carlos V, Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes ; www.cervantesvirtual.com

Les ancêtres

Joseph Calmette, *Les Grands Ducs de Bourgogne,* Albin Michel, Paris, 1949.
Marcel Brion, *Charles le Téméraire, grand duc d'Occident,* Hachette, Paris, 1947.
Charles François Landry, *Charles, dernier duc de Bourgogne,* Guilde du Livre, Lausanne, 1960.
Georges-Henri Dumont, *Marie de Bourgogne,* Fayard, Paris, 1982.
Yves Cazaux, *Marie de Bourgogne,* Albin Michel, Paris, 1967.
Luc Hommel, *Marie de Bourgogne ou le grand héritage,* Les Œuvres, Louvain, 1945.
Bertrand Schnerb, *L'État bourguignon, 1363-1477,* Perrin, Paris, 1999.
Jean Bérenger, *Histoire de l'empire des Habsbourg (1273-1918),* Fayard, Paris, 1990.
Dorothy Gies McGuigan, *The Habsburgs,* W.H. Allen, Londres, 1966.
Francis Rapp, *Maximilien d'Autriche,* Tallandier, Paris, 2007.
Miguel Angel Zalama, Paul Vandenbroeck, *Felipe I El Hermoso, La belleza y la locura,* Fundacion Casa de Amberes, Madrid, 2006.

Joseph Pérez, *Isabelle et Ferdinand, Rois Catholiques d'Espagne,* Fayard, Paris, 1988.
Manuel Fernandez Alvarez, *Juana la Loca, La cautiva de Tordesillas,* Espasa, Madrid, 2000.
N. Sanz y Ruiz de la Peña, *Doña Juana I de Castilla, La Reina que enloquecio' de amor,* Biblioteca Nueva, Madrid, 1942.
Manuel Fernandez Alvarez, Miguel Angel Ladero Quesada, Luis Suarez Fernandez, Julio Valdeon Baruque, Josep Pérez, Bethany Aram, *Doña Juana, Reina de Castilla,* Marcial Pons, Madrid, 2006.

Les possessions européennes de Charles Quint : « Pays d'Embas », Espagne, royaumes de Naples et de Sicile.

Alexandre Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique,* Emile Flatau, Bruxelles et Leipzig, 1859.
Joseph Calmette, *L'histoire de l'Espagne,* Flammarion, Paris, 1947.
Bartolomé Benassar, *La España de los Austrias (1516-1700),* Editorial Critica, Barcelona, 2001.
Joseph Pérez, *L'Espagne du XVIe siècle,* Colin, Paris, 1998.
Joseph Pérez, *La révolution des « Communidades » de Castille (1520-1521),* Université de Bordeaux, 1970.
Henry Kamen, *Histoire de l'Inquisition espagnole,* Albin Michel, Paris, 1966.
Miguel Unamuno, *L'essence de l'Espagne,* Gallimard, Paris, 1967.
Benedetto Croce, *Storia del Regno di Napoli,* Adelphi, Milano, 1992.

Les possessions extra-européennes : Mexique, Pérou et les îles Moluques

Hernan Cortés, *La conquête du Mexique, Lettres à Charles Quint,* Maspero, Paris, 1982.
Bernal Diaz del Castillo, *Histoire véridique de la conquête de la Nouvelle-Espagne,* Maspero, Paris, 1980.
Bartolomé Bennassar, *Cortés, Le conquérant de l'impossible,* Éditions Payot & Rivages, Paris, 2001.

Stefan Zweig, *Magellan*, Grasset, Paris, 1938.
Jean-Michel Barrault, *Magellan, la Terre est ronde*, Gallimard, Paris, 1997.

Le réseau familial

Jane De Iongh, *Marguerite d'Autriche,* Charles Dessart Éditeur, Bruxelles, 1944.
Étienne Piret, *Marie de Hongrie,* Jourdan Éditeur, Paris, 2005.
Paula Sutter Fichtner, *Ferdinand I of Austria : The Politics of Dynasticism in the Age of the Reformation,* Columbia University Press, New York, 1982.
Luis Ulargui, *Catalina de Aragon,* Plaza & Janés, Barcelone, 2004.

Les descendants

Manuel Fernández Álvarez, *Felipe II y su tiempo*, Espasa, Madrid, 1998.
Ludwig Pfandl, *Philippe II d'Espagne,* Tallandier, Paris, 1981.
Henry Kamen, *Philip of Spain*, Yale University Press, New Haven et Londres, 1997.
Georges-Henri Dumont, *Marguerite de Parme, Bâtarde de Charles Quint (1522-1586)*, Le Cri, Bruxelles, 1999.
Fernando Ponce, *Juan de Austria, El vencedor de Lepanto,* Alderaban, Madrid, 1999.

Les proches alliés et collaborateurs

Georges Dansaert, *Guillaume de Croy-Chièvres (1458-1521)*, Editions Jos Vermaut, Paris, Courtrai, Bruxelles, 1942.
Mercurino Arborio di Gattinara, *Autobiografia,* Bulzoni Editore, Roma, 1991.
Hayward Keniston, *Francisco de los Cobos, Secretary of the Emperor Charles V,* University of Pittsburgh Press, 1958.
Daniel Antony, *Nicolas Perrenot de Granvelle,* Les Éditions du Sekoya, Besançon, 2006.

Manuel Fernández Álvarez, *El Duque de hierro. Fernando Álvarez de Tolède, III Duque de Alba,* Espasa, Madrid, 2007.
Raffaele Tamalio, *Ferrante Gonzaga alla corte spagnola di Carlo V,* Arcari Editore, Mantova, 1991.
Angelo Luigi Fiorita, *Andrea Doria, La Vita,* Editore Ceretti, Gênes, 1950.
Edouard Petit, *André Doria, un Amiral Condottière au XVIe siècle,* Maison Quantin, Paris, 1887.
Paolo Lingua, *Andrea Doria, Principe e pirata nell'Italia del '500,* Fratelli Frilli Editori, Gênes, 2006.
Antonio Perria, *Il corsaro Andrea Doria,* Sugar editore, Milan, 1972.
Vicente de Cadenas y Vicent, *El Protectorado de Carlos V en Genova, la "Condotta" de Andrea Doria,* Hidalguia, Madrid, 1977.
Pierre Duhamel, *Le Connétable de Bourbon,* Perrin, Paris, 1971.
Georges Guette, *Gloire au Connétable de Bourbon,* Denoël, Paris, 1979.
Carlo Moriondo, *Testa di Ferro, Vita di Emanuele Filiberto di Savoia,* UTET, Turin, 2007.
Jean-Pierre Leguay, *Histoire de la Savoie,* Éditions Ouest-France, Rennes, 1992.
José Hermano Saraiva, *Portugal, a Companion History,* Carcanet, Manchester, 1997.

Les banquiers

Ramon Carande, *Carlos V y sus banqueros,* Editorial Critica, Junta de Castilla y Leon.
Léon Schick, *Jacob Fugger, un grand homme d'affaires au début du XVIe siècle,* Sevpen, Paris, 1957.

Voyager au XVIe siècle

Gilbert Renault, *Les caravelles du Christ,* Plon, Paris, 1956.
Auguste Thomazi, *Les flottes d'or, histoire des galions d'Espagne,* Payot, Paris, 1956.
Numa Broc, *La géographie de la Renaissance,* Éditions du CTHS, Paris, 1986.

Ghislaine De Boom, *Les voyages de Charles Quint*, Office de Publicité, Bruxelles, 1957.

L'Empire chrétien

Jacques Le Goff, *L'Europe est-elle née au Moyen Âge ?* Éditions du Seuil, Paris, 2003.
Joseph Calmette, *Le Reich Allemand au Moyen Âge*, Payot, Paris, 1951.
Robert Folz, *L'idée d'empire en Occident du Ve au XIVe siècle*, Aubier, Paris, 1953.
Francis Rapp, *Le Saint Empire romain germanique, d'Otton le Grand à Charles Quint*, Tallandier, Paris, 2000.
Jean Béranger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg, 1273-1918*, Fayard, Paris, 1990.
Federico Chabod, *Carlo V e il suo impero*, Einaudi, Turin, 1985.
Charles Quint et son temps, Actes du colloque organisé en 1958 par le CNRS avec la participation de Ramon Menendez Pidal, Michel François, Jaime Vicens Vives, Fernand Braudel, Ramon Carande, etc. Éditions du CNRS, Paris, 1959.
Wim Blockmans, *Carlos V, La Utopia del Imperio*, Alianza Editorial, Madrid, 2000.
Giuseppe Galasso, *Carlo V e Spagna Imperiale*, Edizioni di Storia e Letteratura, Rome, 2006.
Franco Cardini, Sergio Valzania, *Le radici perdute dell'Europa da Carlo V ai Conflitti Mondiali*, Mondadori, Milan, 2006.
Joseph Pérez, *La légende noire de l'Espagne*, Fayard, Paris, 2009.

L'Empire ottoman

Robert Mantran, *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1998.
André Clot, *Soliman le Magnifique*, Fayard, Paris, 1983.

L'Église pendant le règne de Charles Quint

Luther, *Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1999.
Mémoires de Luther écrits par lui-même, traduits et mis en ordre par Jules Michelet, Mercure de France, Paris, 1990.
Richard Marius, *Martin Luther, the Christian Between God and Death*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1999.
Joseph Stump, *Life of Philipp Melanchthon*, Pilger Publishing House, New York.
Jacques V. Pollet, *Julius Pflug (1499-1564) et la crise religieuse dans l'Allemagne du XVIe siècle*, E. J. Brill, Leiden, New York, Copenhague, Cologne, 1990.
Stefan Zweig, *Érasme*, Grasset, Paris, 1935.
Marcel Bataillon, *Érasme et l'Espagne, Recherches sur l'histoire spirituelle du XVIe siècle*, 1937 (thèse), réédition Droz, Genève, 1991.
Francisco de Enzinas, *Mémoires*, Société de l'Histoire de Belgique, Bruxelles, 1862.
Paolo Sarpi (1552-1623), *Istoria del Concilio Tridentino*, Einaudi, Torino, 1974.
Vicente de Cadenas Y Vicent, *El Concilio de Trento en la Epoca del Emperador Carlos V,* Hidalguia, Madrid, 1990.
Conciliorum Oecumenicorum Decreta, édition bilingue par G. Alberigo, EDB, Bologna, 2003.
Marc Lienhard, *Martin Luther, la passion de Dieu,* Bayard Éditions, Paris, 1999.
G.R. Elton, *Reformation Europe 1517-1559*, Blackwell Publishers, Malden, Massachusetts, 1963.
Erwin Iserloh, Josef Glazik, Hubert Jedin, *Reformation and Counter Reformation*, Seabury Press, New York, 1980.
Pierre Chaunu, *Le temps des réformes, La crise de la chrétienté 1250-1550,* Fayard, Paris, 1975.
Erwin Iserloh, Josef Glazik, Hubert Jedin, *La storia della Chiesa, Riforma e Controriforma*, Jaca Book, 1972, Milano.
Ludwig von Pastor, *Histoire des Papes depuis la fin du Moyen Âge*, Plon, Paris, 1924.
Daniel-Rops, *L'Église de la Renaissance et de la Réforme*, Fayard, Paris, 1955.
Léopold Ranke, *Histoire de la Papauté pendant le XVIe et XVIIe siècle*, Robert Laffont, Paris, 1986.

Salvador Miranda, *The Cardinals of the Holy Roman Church,* Florida International University Libraries, www2.fiu.edu/~mirandas/cardinals.htm
Jean Delumeau, *Rome au XVIe siècle*, Hachette, Paris, 1975.

Les guerres avec François 1er et Henri II

François-Auguste Mignet, *Rivalité de François 1er et de Charles-Quint,* réimpression de l'édition de Paris (1875) par Mégariotis Reprints, Genève, 1978.
Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, *Les guerres d'Italie, Des batailles pour l'Europe,* Découvertes Gallimard.
Jean Giono, *24 février 1525, Le désastre de Pavie*, Gallimard, Pavie, 1963.
L. Casali, M. Galandra, *La battaglia di Pavia,* Gianni Iuculano Editore, Pavia, 1984.
Alain Rozet et J. F. Lembey, *L'invasion de la France et le siège de Saint-Dizier,* Plon, Paris, 1910.
Robert J. Knecht, *Un prince de la Renaissance, François 1er et son royaume*, Fayard, Paris, 1994.
Paule Henry-Bordeaux, *Louise de Savoie, Roi de France,* Plon, Paris, 1954.
Jean-Luc Déjean, *Marguerite de Navarre*, Fayard, Paris, 1987.
Ivan Cloulas, *Henri II*, Fayard, Paris, 1985.
Hugh Ross Williamson, *Catherine de Médicis, mère de trois rois de France et de la reine Margot,* Editions Pygmalion, Paris, 1979.
Alexandre Y. Haran, *Le Lys et le Globe, Messianisme dynastique et rêve impérial en France au XVIe et XVe siècle,* PUF, Paris, 2000.
Georges Duby, *Histoire de la France*, Larousse, Paris, 1970.
Bertrand Haan, *Une paix pour l'éternité* (*la négociation du traité du Cateau-Cambrésis*), Casa de Velazquez, Madrid, 2009.

CAHIER PHOTOS

LE MARIAGE DU SIÈCLE

Philippe le Beau et Jeanne la Folle (Juana la Loca). Philippe est le fils unique de l'empereur Maximilian Ier et de la duchesse Anne de Bourgogne. Maître de la Légende de Madaleine, *Philippe le Beau*, (1497-1498), huile sur bois, Vienne, Kunsthistoriches Museum.
Juana héritera toutes les possessions des Rois Catholiques, Fernando II d'Aragon et Isabel de Castille. Maître de la Légende de l'Abbaye d'Affligem, *Jeanne I de Castille*, Valladolid, Museo Nacional de Escultura.

Le futur Charles Quint, au centre avec ses sœurs Eléonore et Isabelle, les premiers des six enfants du couple. Ils seront tous rois et reines. Peinture par le Maître de la Guilde de Saint-Georges de Malines, Innsbruck, collection Schloss Ambras.

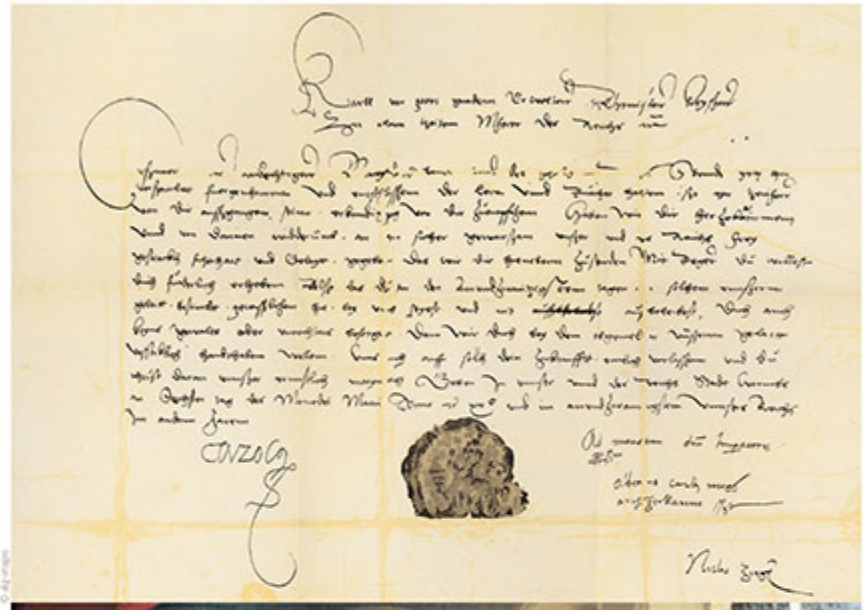
EMPEREUR À VINGT ANS

Le 21 octobre 1520, Charles Quint est couronné empereur à la cathédrale d'Aix-la-Chapelle, érigée par l'empereur Charlemagne. Son sacre aura lieu dix ans plus tard. *Couronnement de Charles Quint par le pape Clément VII à Bologne*, 1530. Assiette en faïence, Bologne, Museo Civico.

Isabelle du Portugal, impératrice. Une épouse aimée qui donne à Charles Quint trois enfants – Felipe, Maria et Juana –, et assure le gouvernement de l'Espagne pendant ses nombreux voyages en Europe et en Afrique du Nord. Anonyme, école flamande. Peinture par le Titien (1548). Musée du Prado, Madrid.

LUTHER ENFLAMME L'EUROPE

Alors que Rome a excommunié Martin Luther et réclame son arrestation, Charles Quint lui adresse un sauf-conduit pour qu'il s'explique devant la Diète de l'Empire. Martin Luther, *Lettre de convocation de l'empereur Charles Quint à Luther, à la Diète de Worms*, 6 mars 1521.



Martin Luther, le 17 avril 1521 : « Je vous réponds sans cornes ni dents : Je ne peux ni ne veux me rétracter en rien ». Charles Quint, pour toute réponse : « Dès ce jour, je tiendrai Martin Luther pour un hérétique notoire ». Peinture de Paul Thumann, *Luther à la Diète de Worms Devant l'empereur Charles Quint et les princes électeurs, 17/18 avril 1521*, 1872, Eisenach, Wartburg.

EMPEREUR DE L'ANCIEN…

Bataille de Pavie, v. 1530, par le disciple de Joachim Patinier, Vienne Kunsthistorisches Museum.
Lors de sa première guerre contre Charles Quint, François 1er est fait prisonnier le 24 février 1525.
Libéré et allié à Soliman le Magnifique, il livrera encore trois guerres à celui qui lui a ravi la charge impériale.

Codex Diego Durán, Bibliothèque Nationale d'Espagne. Huit signaux, dont une comète, avertissent
le roi aztèque Moctezuma de l'arrivée d'au-delà de la mer « d'hommes de guerre montant
des animaux ressemblant à des cerfs ». Irrésolu, il mourra lapidé par les siens en juin 1520.

...ET DU NOUVEAU MONDE

Hernán Cortés, Maître de Saldana,
Museo Nacional de Historia,
Castillo de Chapultepec, Mexico.
Le *conquistador* achève la conquête
du Mexique en août 1521. La part
des remises d'or et d'argent revenant
à la couronne de Castille contribueront
significativement à financer les
expéditions militaires de Charles Quint.

Francisco Pizarro entreprend
la conquête du Pérou en
s'emparant en 1532, au nom
de Dieu et de l'Empereur,
du roi des Incas, Atahualpa,
qu'il fait garroter pour hérésie
et polygamie.
Athabaliba, gravure sur cuivre
coloriée. In *Olfert Dapper*,
America, Amsterdam, 1673.

Les Turcs de Soliman le Magnifique,
sous les remparts de Vienne.
Relief, Nuremberg, v. 1570/80. Bois de cerisier,
Vienne Kunsthistorisches Museum.
Après avoir conquis deux-tiers de la Hongrie,
Soliman échoue par deux fois (1530 et 1532)
dans sa tentative de s'emparer de Vienne,
marquant ainsi les limites extrêmes
de l'expansion ottomane en Europe.

CROISADE ET DIPLOMATIE

L'expédition de Charles Quint contre Khayr-ad-Din Barberousse, élevé par Soliman au rang de pacha de Tunis et de capitaine général des flottes ottomanes, se conclut par une victoire retentissante, mais l'ancien pirate échappera toujours à sa capture. Carton, 1546/47, de Jan Cornelisz Vermeyen (v. 1490–1559). Fusain et aquarelle sur papier, Vienne Kunsthistorisches Museum.

© Erich Lessing / Art Resource, NY

Allégorie de la famille d'Henry VIII d'Angleterre. Allié de Charles Quint les premières années, Henry VIII (au centre) s'en fait un ennemi lorsque, pour épouser Ann Boleyn, il divorce de Catalina d'Aragon. À sa mort en 1547, lui succède Edward VI (agenouillé à ses pieds). Devenue reine en 1553, Mary Tudor épouse le fils de Charles Quint, Felipe II (à g.). À sa mort, en novembre 1558, s'ouvre le règne de sa demi-sœur Elisabeth Ire (à droite, tenant la main de la Paix).

UN RARE MOMENT DE PAIX

Entrée solennelle à Paris de François 1er et Charles Quint (au deuxième plan au centre), le 1er janvier 1540. Fresque, 1559, de Taddeo Zuccari, Caprarola, Palazzo Farnese. Charles Quint ayant essuyé un désastre l'année suivante devant Alger, François 1er lui livre sa quatrième et dernière guerre, conclue le 19 septembre 1544 par la paix de Crépy.

Trois grands conseillers de Charles Quint. De g. à dr. : le Picard Guillaume de Croy-Chièvres (1458-1521), le Franc-Comtois Nicolas Perrenot de Granvelle (1486-1550), et le Piémontais Mercurino Arborio di Gattinara (1465-1530).

Usé par ses constants voyages en Europe et par ses guerres contre François 1er, Henri II, Clément VII, Soliman, Barberousse et les princes allemands, Charles Quint abdique le 25 octobre 1556, au palais Coudenberg de Bruxelles, pour se retirer à Yuste, en Estrémadure, où il décède le 21 septembre 1558. Peinture, 1841, de Louis Gallait (1810–1887). Tournai, musée des Beaux-Arts.

Tombeau de Charles Quint, Pompeo Leoni, Escurial. Charles Quint figure au côté de l'impératrice Isabel, devant ses sœurs Marie, reine de Hongrie, Eléonore, reine du Portugal et de France, et sa fille Maria.

TABLE

Prologue
1 - Le mariage du siècle
2 - Naissance à Gand
3 - Fiancé à Claude de France
4 - Orphelin
5 - Marguerite d'Autriche, « tante et mère »
6 - Religion, sport, musique et géopolitique
7 - 1515 : Charles et François
8 - En Espagne
9 - Revoir Juana
10 - Roi de Castille et d'Aragon
11 - Trois candidats pour un empire
12 - Tolède s'insurge
13 - Juana en otage
14 - Empereur à vingt ans
15 - La bombe Luther
16 - Quand François 1er se rebiffe
17 - Le pontificat malheureux d'un brave homme
18 - Tous contre François 1er
19 - Faux pas
20 - Tous contre Charles Quint
21 - Rome saccagée, Clément VII prisonnier
22 - Charles Quint fédère l'Italie
23 - Le sacre
24 - La grande diète d'Augsbourg
25 - Alerte à Bruxelles
26 - Soliman et les Perses
27 - L'or du Pérou

28 - « Couper la tête de Barberousse »
29 - Guerre en Provence
30 - Indomptable
31 - Les « Modérés » ont toujours tort
32 - Le père à son fils
33 - Le pari de Crépy
34 - Croisade ou lèse-majesté ?
35 - Kaiser Karl über alles
36 - Fédérer l'Allemagne
37 - Felipe, le mal-aimé
38 - Ambiance exécrable
39 - L'insaisissable Moritz de Saxe
40 - La victoire d'Henri II
41 - Felipe, roi d'Angleterre
42 - Fin de partie
43 - Un pape dans la haine
44 - « La vie la plus triste qui se soit jamais vue… »
Notes
Bibliographie
Cahier photos

Flammarion

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.se singlelogin.re go-to-zlibrary.se single-login.ru

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library